

LA SITUATION DES ENFANTS DANS LE MONDE 2017

unicef 

pour chaque enfant

Les enfants dans un monde numérique



REMERCIEMENTS

Ce rapport est le fruit de la collaboration de nombreuses personnes et institutions. L'équipe de rédaction et de recherche remercie tous ceux qui ont généreusement contribué à cette publication en lui consacrant leur temps, leur expertise et leur énergie, et notamment :

Les collègues de l'UNICEF au Bangladesh, Bélarus, Bhoutan, Brésil, Burundi, Guatemala, Îles du Pacifique (Fidji, Kiribati, Îles Salomon et Vanuatu), Japon, Jordanie, Malaisie, Nigéria, Paraguay, Pérou, Portugal, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République de Corée, République de Moldova, Sénégal, Thaïlande, Timor-Leste, Tunisie et Uruguay pour leur contribution à l'organisation d'ateliers pour *La Situation des enfants dans le monde*.

Les collègues de l'UNICEF au Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Côte d'Ivoire, El Salvador, Guatemala, Inde, Indonésie, Irlande, Libéria, Malaisie, Mexique, Myanmar, Ouganda, Pakistan, République arabe syrienne, République centrafricaine, Royaume-Uni, Sénégal, Swaziland, Tchad, Thaïlande et Ukraine pour leur participation au sondage U-Report pour *La Situation des enfants dans le monde*.

Patrizia Di Giovanni, James Elder, Ephantus Ena, Duncan Kagio, Charles Kamonde, Minu Limbu, Ousmane Niang, Edita Nsubuga, Leila Pakkala et Werner Schultink, à Nairobi, Kenya ; Aida Girma, Cary McCormick et Joy, Doreen Mulenga, Jaya Murthy et Patrick Oburu à Kampala, Ouganda ; et Samir Badran, Robert Jenkins, Emad Mohammad et Miraj Pradhan in Amman, Jordan, pour leur patience, leur soutien et leur bonne humeur au cours des visites de site de l'équipe du rapport de *La Situation des enfants dans le monde*.

Sanjay Asthana, Monica Bulger, Patrick Burton, Sandra Cortesi, Urs Gasser, Mimi Ito, Daniel Kardefelt-Winther, Petar Kanchev, Sonia Livingstone, Kathryn L. Mills, Jelena Surculija Milojevic, Kentaro Toyama et Mario Viola de Azevedo Cunha pour leurs orientations et la rédaction de documents de travail et de document spéciaux.

Rachel Botsman, Niels Christiansen, Juan Enriquez, Anab Jain, Pony Ma, Kartik Sawhney, Karim Sy et Laura Maclet pour leur participation à la série d'avis d'experts. Phoebe Adler-Ryan, Kathrine Bisgaard Vase, Jin Cheng, Thierry Delvigne-Jean, Rana Flowers, Lisa Goldberg, Danielle Knight, Denise Lauritsen, Xiaohui Li, Li Liu, Patsy Nakell, Priscilla Ofori-Amanfo, Ron Pouwels, Wenying Su, Matthew Whitby, Winnie Wong et Jingjie Yang pour leur aide avec cette série.

Ashley, Devonnie, Emmanuela, Gary, Ivan, Jack, Jen et Yousef pour leur participation dans la série d'articles de blog *La Voix des Jeunes*.

Le Centre mondial de l'innovation de l'UNICEF pour son aide dans l'organisation et l'analyse du sondage U-Report pour le présent rapport.

Delphine Bellerose, Girish Lala et Amanda Third de la Western Sydney University pour leur travail de conception de la méthodologie et d'analyse des résultats issus des ateliers organisés à l'échelle mondiale pour *La Situation des enfants dans le monde*.

Danah Boyd, Drew Davidson, Mark Graham, John Horrigan, Sonia Livingstone, Chris Locke, Juliana Rotich et Michael Trucano pour leurs orientations et leurs conseils.

Tristan Harris pour sa participation à la série de conférences *Conversations with Thought Leaders* à la Maison de l'UNICEF en janvier 2017.

Fredrik Eriksson et Ivan Vallejo Vall de l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour avoir fourni les données originales utilisées dans ce rapport ; Joss Gillet et Jenny Jones de la GSM Association pour leur orientation et leur soutien statistique.

Lucia Hug et Olga Oleszczu pour leur aide dans la production de la carte UIT sur les jeunes non connectés.

Spécialistes de programmes et politiques :

Victor Aguayo, Patty Alleman, David Anthony, Maaik Arts, Wivina Belmonte, Anjan Bose, Katlin Brasic, Matt Brossard, Anna Burlyayeva, Laurence Chandy, Sarah Cook, Judith Diers, Eliana Drakopoulos, Laurent Duveillier, Andres Franco, Juan Pablo Giraldo Ospino, Amaya Gorostiaga, Sarah Green, Jumana Haj-Ahmad, Runar Holen, Karin Hulshof, Blandine Ledoux, Katell Le Goulven, Robert MacTavish, Andrew Mawson, Gopal Mitra, Ariam Mogos, Indra Kumari Nadchatram, Yulia Oleinik, Clara Sommarin et Morgan Strecker.

Bureau de l'Innovation : Stuart Campo, Christopher Fabian, Sunita Grote, Angelica Gustavo Ong, Erica Kochi, Shruti Kunduri, Milja Laakso, Cynthia McCaffrey, Guillaume Michels, Blair Palmer, James Powell, Maria Luisa Sotomayor, Christopher Szymczak et Naroa Zurutuza.

Équipe de communication : Justin Forsyth, Directeur général adjoint ; Paloma Escudero, Directrice, Division de la communication ; Lisa Benenson et Caroline den Dulk, Directrices adjointes, Division de la communication ; Mauricio Aguayo, Anna Baldursdottir, Nigina Baykabalova, Gerrit Beger, Penni Berns, Marissa Buckanoff, Lely Djuhari, Laurent Duveillier, Madeline Eisner, Kristen Elsby, Joe English, Merva Faddoul, Jedd Flanscha, Toby Fricker, Claudia Gonzalez

Romo, Chulho Hyun, Angus Ingham, Deborah Toskovic Kavanagh, Me Me Khine, Catherine Langevin-Falcon, Mischa Liatowitch, Selenge Lkhagva, Jarrod Lovett, Gbolayemi Lufadeju, Najwa Mekki, Christine Mills, Matti Navellou, Christine Nesbitt, Edita Nsubuga, Rebecca Obstler, Katarzyna Pawelczyk, Priyanka Pruthi, Anne Santiago, Arissa Sidoti, Aline Stein, Georgina Thompson, Juliette Touma, Tanya Turkovich, Nikita White et Judith Yemane.

ÉQUIPE CHARGÉE DE L'ÉLABORATION DU RAPPORT

RÉDACTION ET RECHERCHE

Brian Keeley, auteur principal ; Céline Little, auteur ; Achila Imchen, recherche et coordination des données ; Juliano Diniz de Oliveira, recherche et engagement des jeunes ; Daniel Kardefelt-Winther, recherche et coordination des données Global Kids Online ; Jordan Tamagni, conseillère éditoriale ; Timothy Ledwith, conseiller éditorial ; Jasmina Byrne, conseillère en politique ; Carlos Perellón, éditeur pour l'espagnol ; Alix Reboul-Salze, éditrice pour le français ; Anastasia Warpinski, rédactrice principale ; Xinyi Ge, Yasmine Hage et Baishalee Nayak, recherche et vérification ; Natalie Leston, Kristin Moehlmann et Charlotte Rutsch, correctrices.

DONNÉES ET ANALYSES

Robert Bain, Nassim Benali, Claudia Cappa, Liliana Carvajal, Mamadou Diallo, Martin Evans, Karoline Hassfurter, Chika Hayashi, Mark Hereward, Lucia Hug, Priscilla Idele, Claes Johansson, Aleya Khalifa, Julia Krasevec, Richard Kumapley, Christina Misunas, Suguru Mizunoya, Vrinda Mehra, Padraic Murphy, Colleen Murray, Rada Noeva, Khin Wityee Oo, Nicole Petrowski, Tyler Porth, Tom Slaymaker, Danzhen You, Xinxin Yu.

DESIGN, PUBLICATION ET DIFFUSION

Samantha Wauchope, Chef, Publications ; Germain Ake et Ernest Califra.

Graphic design: Soapbox, www.soapbox.co.uk

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Décembre 2017

La reproduction de toute partie de cette publication est sujette à autorisation. Veuillez contacter : Division de la communication, UNICEF Permissions, 3 United Nations Plaza, New York, NY 10017, États-Unis Tél. : +1 (212) 326-7434 ; courriel : nyhqdoc.permit@unicef.org. Pour toutes données ultérieures à la mise sous presse, consulter le site : data.unicef.org. ISBN: 978-92-806-4931-4

Photo de couverture

© UNICEF/UN036675/SHARMA

LA SITUATION DES ENFANTS DANS LE MONDE 2017

Les enfants dans un monde numérique

Table des matières

Avant-propos	v
Messages clés	1
Sondage U-Report : Que pensent les adolescents et les jeunes de la vie en ligne ?	4
Introduction: Les enfants dans un monde numérique	6
Chapitre 1	
LES POSSIBILITÉS DU NUMÉRIQUE : Les promesses de la connectivité	12
L'éducation et l'enseignement dans un monde numérique	14
Que pensent les adolescents ... de la manière dont l'école les prépare à l'ère numérique ?	18
Donner la parole aux enfants dans leur communauté	22
Que pensent les adolescents ... de l'utilisation des TIC pour provoquer un changement social ?	26
En ligne, mon fauteuil roulant est invisible	33
Se tourner vers l'avenir	34
Section spéciale : Comment les TIC soutiennent-elles l'action humanitaire ?	39
Chapitre 2	
LES FRACTURES NUMÉRIQUES : Des occasions manquées	42
Qui sont les enfants non connectés ?	45
Une inégalité persistante entre les sexes	48
Que pensent les adolescents ... des obstacles qui les empêchent de se connecter ?	52
Une fois connecté, pour quel usage ?	55
Se tourner vers l'avenir	61
Section spéciale : Que font les enfants connectés une fois en ligne ?	64
Chapitre 3	
LES DANGERS NUMÉRIQUES : Les effets néfastes de la vie en ligne	70
Trois formes de risques : les risques liés aux contenus, aux contacts et aux comportements	72
Intimidation en ligne : « Personne ne mérite ça »	74
Violences sexuelles et exploitation des enfants en ligne	76
Qui sont les enfants les plus vulnérables ?	79
Que pensent les adolescents ... des risques et des dangers en ligne ?	82
Prévenir les dangers à l'ère numérique	84
Se tourner vers l'avenir	89
Section spéciale : Protéger la vie privée des enfants en ligne	91
Chapitre 4	
L'ENFANCE À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE : La vie en ligne	98
Un nouveau fossé intergénérationnel	100
Que pensent les adolescents ... de l'incidence des TIC sur la vie de famille ?	102
Être en ligne et bien-être : les éléments de preuve	105
Le débat sur la dépendance au numérique	111
Voici le cerveau de votre enfant façonné par le numérique	115
Que pensent les adolescents ... de la technologie et de la santé à l'ère numérique ?	116
Chapitre 5	
LES PRIORITÉS DU NUMÉRIQUE : Exploiter le positif, limiter le négatif	122

Notes de fin	132
Méthodologies pour l'enquête U-Report et les ateliers d'adolescents	143
Perspectives	
Un potentiel illimité : la technologie au service des handicapés, <i>par Kartik Sawhney</i>	36
Le numérique pour un avenir d'opportunités, <i>par Karim Sy et Laura Maclet</i>	50
Une vision pour l'avenir : réflexion sur les droits de l'enfant à l'ère numérique, <i>par Pony Ma</i>	68
Déjà tatoué ?, <i>par Juan Enriquez</i>	94
Regarde, Maman, aucune donnée !, <i>par Anab Jain</i>	96
Dis, Alexa, je mets ma robe rose ou ma robe à paillettes aujourd'hui ?, <i>par Rachel Botsman</i>	106
Donner aux enfants les moyens d'appréhender le monde numérique, <i>par Niels B. Christiansen</i>	120
Figures	
Figure 1.1 – Les enfants plus âgés ont plus de chance d'afficher une certaine implication citoyenne en ligne.	28
Figure 2.1 – Les jeunes des pays à revenu faible sont les moins susceptibles de se connecter	46
Figure 2.2 – Environ trois jeunes sur cinq en Afrique ne sont pas connectés	46
Figure 2.3 – Les enfants des pays aux revenus les plus faibles sont ceux qui utilisent le moins Internet	47
Figure 2.4 – Les jeunes des zones rurales sont moins susceptibles de se connecter	48
Figure 2.5 – Les filles sont les moins susceptibles de se connecter dans les pays à faible connectivité	49
Figure 2.6 – Les enfants dépendent fortement des smartphones pour se connecter	56
Figure 2.7 – Que font les enfants en ligne ?	67
Figure 3.1 – Les différents espaces d'Internet	79



Des adolescents au Bhoutan et dans 25 autres pays ont discuté de ce que les technologies numériques signifient pour eux au cours d'ateliers organisés en vue de *La Situation des enfants dans le monde 2017*. Pour lire ce qu'ils ont à dire, reportez-vous aux encadrés « Que pensent les adolescents de... », ou consultez le rapport complémentaire *Young and Online: Children's perspectives on life in the digital age* (Jeune et en ligne : points de vue des enfants sur la vie à l'ère numérique). ©UNICEF BHUTAN/2017/SHERPA

Avant-propos

La situation des enfants dans le monde 2017 porte sur un sujet extraordinaire qui affecte de manière croissante la quasi-totalité des aspects de la vie de millions d'enfants à travers le monde et, de fait, de notre vie à tous : la technologie numérique.

Alors que l'influence de la technologie numérique – et particulièrement d'Internet – s'est accrue, le débat sur ses répercussions s'est amplifié : est-elle une aubaine pour l'humanité, une source illimitée de possibilités en matière de communication et de commerce, d'apprentissage et de liberté d'expression ? Ou, à l'inverse, est-ce un fléau menaçant notre mode de vie, fragilisant le tissu social, voire l'ordre politique, et mettant en péril notre bien-être ?

Ce débat, bien qu'intéressant, n'en demeure pas moins essentiellement académique. En effet, qu'elle soit utilisée à bon ou à mauvais escient, la technologie numérique fait partie intégrante de nos vies, et ce, de manière irréversible.

Exemples d'utilisation à bon escient :

Un garçon atteint de paralysie cérébrale peut interagir en ligne sur un pied d'égalité avec ses pairs ; pour la première fois de sa vie, ses capacités sont plus « visibles » que son handicap.

Une fille qui a fui avec sa famille la violence sévissant en République arabe syrienne reprend en main son avenir, aidée par un enseignant dans le camp de réfugiés de Zaatari, en étudiant avec une tablette numérique.

En République démocratique du Congo, un jeune blogueur informe ses lecteurs en ligne des problèmes importants auxquels est confrontée sa communauté, comme le manque d'eau salubre et de services d'assainissement.

Exemples d'utilisation à mauvais escient :

Une fille à qui sa famille ou la société interdit d'utiliser Internet et qui, de ce fait, est privée de la possibilité d'apprendre et de rejoindre ses amis en ligne.

Un adolescent dont les informations personnelles sont détournées par des sociétés de marketing et partagées en ligne.

Un garçon qui passe sa vie à jouer à des jeux vidéo, du moins d'après ses parents.

Exemples d'utilisations plus répréhensibles encore :

Un garçon au bord du suicide en raison d'intimidation en ligne incessante.

Une fille de 14 ans dont l'ex-petit ami diffuse sur les réseaux sociaux des photographies qu'il l'a obligée à prendre nue.

Aux Philippines, une fillette de 8 ans contrainte de subir des actes sexuels diffusés en direct par un voisin qui gère un site pédopornographique.

Outre le fait que la technologie numérique peut faciliter ou encourager le préjudice infligé aux enfants de manière individuelle, c'est sa capacité à inciter à la violence à grande échelle qui affecte la vie et l'avenir de centaines de milliers d'enfants. Les exemples étayant cette sinistre capacité de destruction ne manquent pas : cette année même, une insidieuse campagne menée sur les réseaux sociaux au Myanmar qui incitait à s'en prendre violemment à la minorité ethnique Rohingya a entraîné le meurtre et la mutilation d'enfants, et contraint des centaines de milliers de personnes à fuir vers un avenir incertain.

Internet, qui englobe tous ces aspects, reflète et intensifie le meilleur et le pire de l'être humain. Certains l'utiliseront à des fins louables et d'autres, à mauvais escient. Notre tâche est d'en atténuer les effets nocifs et d'étendre les possibilités offertes par la technologie numérique.

C'est ce que vise ce rapport. Il examine les possibilités qu'Internet offre aux enfants, qu'elles leur soient bénéfiques ou non. Il observe également les fractures numériques qui empêchent des millions d'entre eux d'accéder à de nouveaux modes d'apprentissage en ligne et, à terme, de participer à l'économie numérique et de contribuer de ce fait à l'éclatement des cycles intergénérationnels de la pauvreté.

Il explore également le côté indéniablement sombre d'Internet et de la technologie numérique, qui va de l'intimidation à la pédopornographie en ligne, en passant par les transactions et les monnaies de l'Internet clandestin qui permettent plus facilement de dissimuler les trafics et autres activités illégales qui portent préjudice aux enfants. Il passe en revue certains débats portant sur des maux moins flagrants susceptibles d'affecter les enfants à l'ère du numérique – à savoir, les différentes formes de dépendance et les possibles effets de la technologie numérique sur le développement cérébral et la cognition. Enfin, il émet un ensemble de recommandations pratiques qui peuvent contribuer à l'élaboration de politiques plus efficaces et à la mise en place de pratiques commerciales plus responsables bénéficiant aux enfants à l'ère du numérique.

Par ailleurs, et cela est tout aussi important, ce rapport présente le point de vue d'enfants et de jeunes sur les incidences de la technologie numérique sur leur vie, et leurs témoignages sur les questions qui les affectent le plus.

Dans un monde numérique, leur voix est plus importante et se fait entendre plus que jamais. Un monde que non seulement ils héritent, mais qu'ils contribuent également à façonner.

En protégeant les enfants contre les pires aspects de la technologie numérique et en élargissant leur accès à ce qu'elle a de meilleur à offrir, nous pouvons faire pencher la balance du bon côté.



Anthony Lake
Directeur général de l'UNICEF



© UNICEF/UN024828/Nesbitt

La situation des enfants dans le monde 2017 – Les enfants dans un monde numérique

Messages clés

La technologie numérique a changé le monde et alors que le nombre d'enfants utilisant Internet ne cesse d'augmenter, elle transforme de plus en plus l'enfance.

➤ Les jeunes (de 15 à 24 ans) constituent la tranche d'âge la plus connectée. À l'échelle mondiale, 71 % d'entre eux utilisent Internet contre 48 % pour la population totale.

➤ D'après les estimations, un internaute sur trois dans le monde est un enfant ou un adolescent de moins de 18 ans.

➤ Un corpus croissant de données probantes indique que les enfants accèdent à Internet de plus en plus tôt. Dans certains pays, les moins de 15 ans sont aussi susceptibles d'utiliser Internet que les adultes de plus de 25 ans.

➤ Les smartphones favorisent une « culture de la chambre », dans laquelle l'accès à Internet de nombreux enfants devient plus personnel et privé, et moins supervisé.

La connectivité peut changer la donne pour certains enfants les plus marginalisés au monde en les aidant à réaliser leur potentiel et à briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté.

➤ La technologie numérique offre aux enfants des possibilités d'apprentissage et d'éducation, notamment dans les régions isolées et pendant les crises humanitaires.

➤ Elle leur permet également d'accéder à des informations sur les problèmes de leur communauté et, ce faisant, de contribuer à leur résolution.

➤ Elle peut en outre ouvrir l'horizon économique des jeunes en leur fournissant des possibilités de formation et des services de placement et en créant de nouvelles professions.

➤ Afin d'accélérer l'apprentissage, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) à des fins éducatives doit être soutenue par la formation des enseignants et des méthodes pédagogiques rigoureuses.

L'accès au numérique devient cependant une nouvelle ligne de fracture, car des millions d'enfants qui pourraient le plus bénéficier de la technologie numérique en sont privés.

➤ Dans le monde, environ 29 % des jeunes – soit 346 millions de personnes – n'ont pas accès à Internet.

➤ Les jeunes Africains sont les moins connectés. Environ 60 % d'entre eux n'utilisent pas Internet, contre seulement 4 % en Europe.

➤ La fracture numérique ne se limite pas au seul accès. Les enfants utilisant un téléphone mobile plutôt qu'un ordinateur n'auront qu'une expérience en ligne de moindre qualité ; ceux qui ne possèdent pas les compétences numériques nécessaires ou parlent des langues minoritaires ne trouvent généralement pas de contenu pertinent en ligne.

➤ La fracture numérique reflète en outre les écarts économiques prédominants : elle renforce les avantages des enfants de familles aisées et n'offre pas de possibilités aux enfants les plus pauvres et défavorisés.

➤ On constate également un fossé numérique entre les sexes. À l'échelle mondiale, les hommes étaient plus nombreux (12 %) que les femmes à utiliser Internet en 2017. En Inde, moins d'un tiers des internautes sont des femmes.



**DENNAR GARY
ALVAREZ MEJIA,
19 ANS
ÉTAT PLURINATIONAL
DE BOLIVIE**

« L'une des principales difficultés que les jeunes rencontrent est la vérification adéquate des sources. Même si les innovations technologiques ont accéléré le rythme auquel nous vivons, il est important que nous prenions le temps de vérifier la validité, la crédibilité et la qualité générale des sources d'information que nous utilisons. »

LA VOIX DES JEUNES Les jeunes blogueurs s'expriment

La Voix des jeunes est la plateforme numérique de l'UNICEF sur laquelle les jeunes s'informent sur des questions qui affectent leur vie. Cette vibrante communauté de jeunes blogueurs du monde entier offre des points de vue enthousiasmants et originaux sur toute une variété de sujets.

Les articles des jeunes contributeurs présentés dans *La situation des enfants dans le monde 2017* peuvent être consultés dans leur intégralité sur le site (en anglais) : www.voicesofyouth.org/en/sections/content/pages/sowc-2017

La technologie numérique peut en outre exacerber les dangers qui menacent les enfants en ligne et hors ligne. Les enfants déjà vulnérables risquent d'être plus exposés aux dangers pesant, entre autres, sur l'intégrité de leur vie privée.

➤ Les TIC intensifient les risques traditionnellement associés à l'enfance, dont l'intimidation, et favorisent de nouvelles formes de maltraitance et d'exploitation, comme les contenus pédopornographiques « sur commande » et leur diffusion en direct.

➤ Les forums de jeux et les profils anonymes non protégés sur les réseaux sociaux permettent aux prédateurs d'entrer plus aisément en contact avec des enfants peu méfiants.

➤ Les nouvelles technologies – comme les cryptomonnaies et « l'Internet clandestin » – alimentent la diffusion en direct de contenus nuisibles, comme la pédopornographie, et ébranlent la capacité des forces de l'ordre à faire face au problème.

➤ D'après l'Internet Watch Foundation, cinq pays hébergent à eux seuls 92 % des sites pédopornographiques confirmés à l'échelle mondiale : les Pays-Bas, les États-Unis, le Canada, la France et la Fédération de Russie.

➤ Les efforts visant à protéger les enfants doivent cibler tout particulièrement ceux qui sont vulnérables et défavorisés, moins susceptibles de comprendre les risques qu'ils encourent sur Internet – y compris pour l'intégrité de leur vie privée – et plus exposés à en subir les effets nocifs.

➤ Si les réactions varient d'une culture à l'autre, les enfants font généralement d'abord appel à leurs pairs lorsqu'ils se sentent en danger ou qu'ils sont victimes d'abus en ligne, entravant ainsi les efforts de leurs parents pour les protéger.

Les répercussions potentielles des TIC sur la santé et le bonheur des enfants suscitent une inquiétude croissante dans l'opinion publique ; elles doivent faire l'objet de plus de recherches et être éclairées par davantage de données.

➤ Si la plupart des enfants internautes sont satisfaits de leur expérience en ligne, de nombreux parents et enseignants craignent que la surexposition aux écrans ne favorise la dépression, la dépendance à l'égard d'Internet, voire l'obésité.

➤ Le manque de cohérence des conseils peut être déroutant pour les personnes qui s'occupent d'enfants et les éducateurs, d'où le besoin de mener plus de recherches de grande qualité sur les incidences des TIC sur le bien-être.

➤ Les chercheurs constatent qu'une utilisation excessive de la technologie numérique peut contribuer à la dépression et à l'anxiété chez les enfants. Inversement, les enfants en difficulté hors ligne peuvent nouer des amitiés en ligne et bénéficier du soutien social qui leur manque ailleurs.

➤ Dans la plupart des cas, les problèmes sous-jacents, comme la dépression ou les problèmes familiaux, ont des répercussions plus importantes sur la santé et le bonheur des enfants que le temps qu'ils passent devant un écran.



**DEVONNIE GARVEY,
19 ANS
JAMAÏQUE**

« Sans la disponibilité du savoir et la possibilité d'accéder à un réseau mondial via Internet, mes perspectives économiques seraient sombres. Mais ce n'est pas le cas. En réalité, j'ai plus d'espoir que de nombreuses personnes qui ont un emploi dans une entreprise et qui travaillent de 9 heures à 17 heures. »

➤ Si l'on veut mieux protéger les enfants et les aider à tirer le meilleur parti du temps qu'ils passent devant leur écran, il faut aborder le problème avec une approche modérée (ni trop d'Internet ni pas assez), cesser de ne penser qu'au temps qu'ils passent sur Internet et tenter plutôt de savoir ce qu'ils y font.

Le secteur privé, notamment dans les domaines des télécommunications et de la technologie, a la responsabilité particulière et la capacité unique de façonner les effets de la technologie numérique sur les enfants.

➤ Il faut s'appuyer sur le pouvoir et l'influence du secteur privé pour faire progresser la mise au point de normes éthiques en matière de données et de vie privée à l'échelle de l'industrie, ainsi que d'autres pratiques qui viennent en aide aux enfants et les protègent en ligne.

➤ Les gouvernements peuvent promouvoir des mesures d'incitation et des stratégies de marché qui encouragent l'innovation et la concurrence entre les fournisseurs de services afin de réduire le coût de la connexion à Internet et, ce faisant, d'élargir l'accès des enfants défavorisés et de leurs familles.

➤ Les sociétés Internet et technologiques doivent prendre des mesures afin d'empêcher que leurs réseaux et leurs services ne soient utilisés par des contrevenants pour recueillir et distribuer des images pédopornographiques ou commettre d'autres violations à l'encontre des enfants.

La technologie numérique a changé le monde et alors que le nombre d'enfants utilisant Internet ne cesse d'augmenter, elle transforme de plus en plus l'enfance.

➤ Les jeunes (de 15 à 24 ans) constituent la tranche d'âge la plus connectée. À l'échelle mondiale, 71 % d'entre eux utilisent Internet contre 48 % pour la population totale.

➤ D'après les estimations, un internaute sur trois dans le monde est un enfant ou un adolescent de moins de 18 ans.

➤ Un corpus croissant de données probantes indique que les enfants accèdent à Internet de plus en plus tôt. Dans certains pays, les moins de 15 ans sont aussi susceptibles d'utiliser Internet que les adultes de plus de 25 ans.

➤ Les smartphones favorisent une « culture de la chambre », dans laquelle l'accès à Internet de nombreux enfants devient plus personnel et privé, et moins supervisé.

➤ Les articles des médias sur les répercussions potentielles de la connectivité sur le bien-être et le développement harmonieux des enfants doivent s'appuyer sur des recherches empiriques et l'analyse de données.

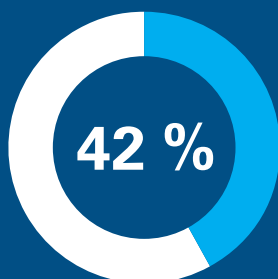
➤ Les sociétés Internet doivent collaborer avec leurs partenaires pour créer des contenus davantage conçus à l'échelle locale et plus pertinents, en particulier pour les enfants parlant des langues minoritaires, vivant dans des régions isolées ou issus de groupes marginalisés.

Que pensent les adolescents et les jeunes de la vie en ligne ?

Dans le cadre de la recherche préalable à la rédaction de *La situation des enfants dans le monde 2017*, U-Report – outil innovant de mobilisation sociale utilisé par près de quatre millions de jeunes dans le monde pour échanger leurs opinions sur un éventail de problèmes communs – a posé quatre questions à son réseau mondial d’U-Reporters et a reçu un total de 63 000 réponses. Les données ci-dessous illustrent les réponses des adolescents et des jeunes (âgés de 13 à 24 ans) de 24 pays*.

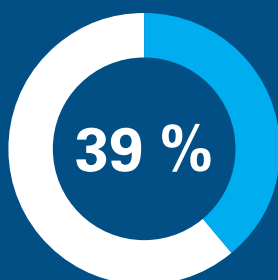
Comment avez-vous appris à utiliser Internet ?

Tout(e) seul(e)



69 % des jeunes au Honduras ont déclaré avoir appris tout seuls contre 19 % en République centrafricaine (RCA).

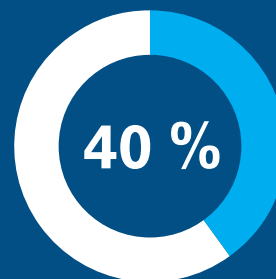
Avec l'aide d'amis ou de la fratrie



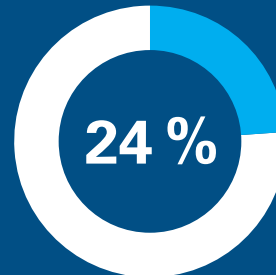
Réponse plus courante chez les participants dans les pays à faible revenu.

Qu'est-ce qui vous plaît dans Internet ?

Apprendre des choses pour l'école et en matière de santé

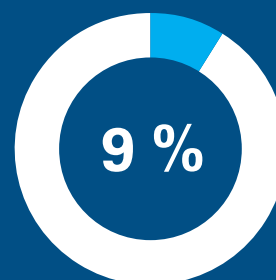


Acquérir des compétences que je ne peux pas assimiler à l'école



« Acquérir des compétences que je ne peux pas assimiler à l'école » : cette réponse a surtout été sélectionnée par les participants en Indonésie (47 %), au Burundi (35 %) et au Brésil (34 %).

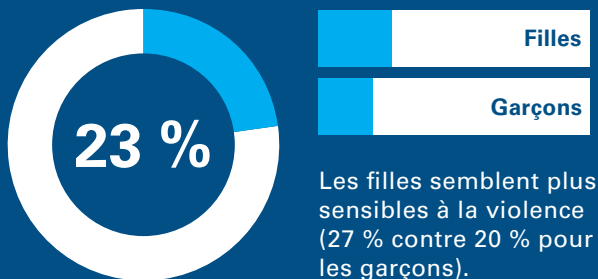
Lire sur des sujets politiques et/ou sur la manière d'améliorer ma communauté



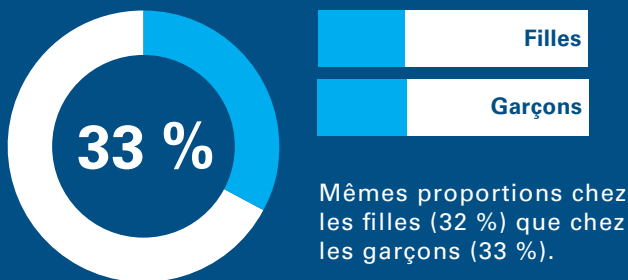
Plus populaire chez les groupes plus âgés.

Qu'est-ce qui vous déplaît dans Internet ?

La violence



Les contenus sexuels non désirés



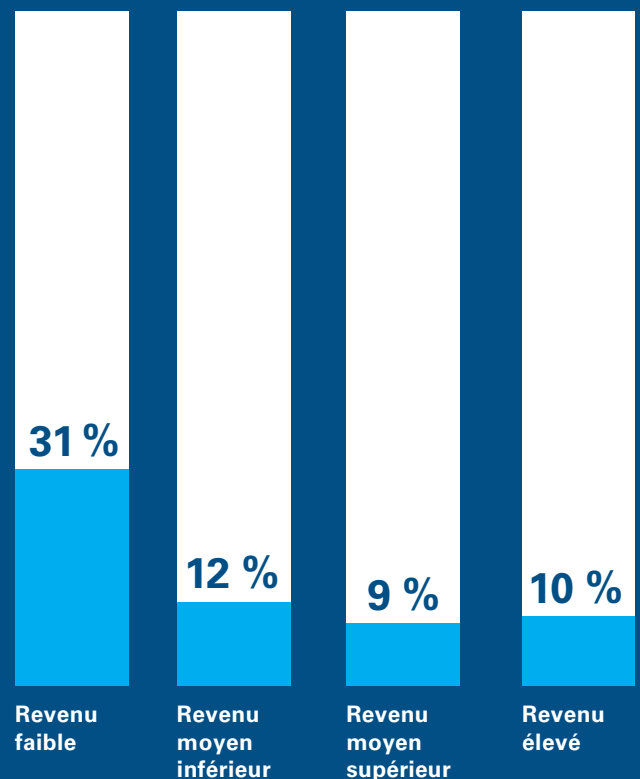
Les jeunes dans les pays à faible revenu sont plus susceptibles de rejeter les contenus sexuels non désirés (42 % contre 16 % dans les pays à revenu élevé).

« Il n'y a rien que je n'aime pas dans Internet »



Comment peut-on améliorer votre expérience d'Internet ?

Les jeunes dans les pays à faible revenu sont 2,5 fois plus susceptibles de réclamer un meilleur accès aux dispositifs numériques.



* Seuls les pays dont un minimum de 100 ressortissants ont participé au sondage ont été inclus dans l'analyse de la catégorie « pays », à savoir l'Algérie, le Bangladesh, le Brésil, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Chili, la Côte d'Ivoire, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, le Libéria, la Malaisie, le Mexique, la Mongolie, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, la République centrafricaine, le Tchad, la Thaïlande et l'Ukraine.

Introduction :

Les enfants dans un monde numérique

La situation des enfants dans le monde 2017 : Les enfants dans un monde numérique examine la manière dont la technologie numérique a déjà changé la vie des enfants et les possibilités qui s'offrent à eux – et s'interroge sur ce que l'avenir leur réserve.

Si elle est universellement accessible et exploitée correctement, la technologie numérique peut changer la donne pour les enfants laissés pour compte – que ce soit pour des raisons de pauvreté, de race, d'appartenance ethnique, de sexe, de handicap, de déplacement ou d'isolement géographique – en les connectant à un large éventail de possibilités et en leur fournissant les compétences nécessaires pour s'épanouir dans un monde numérique.

Mais à moins d'en élargir l'accès, la technologie numérique peut créer de nouvelles fractures qui empêchent les enfants de réaliser leur potentiel. Si nous n'intervenons pas maintenant pour tenir le rythme rapide des évolutions, les risques encourus en ligne pourraient rendre les enfants vulnérables plus susceptibles d'être exploités, maltraités, voire victimes de traite, et exposerait leur bien-être à des menaces plus subtiles.

Le présent rapport appelle à une action plus rapide, à des investissements ciblés et à une plus grande coopération afin de protéger les enfants contre les dangers d'un monde chaque jour plus connecté, et à faire profiter chaque enfant des possibilités offertes par l'ère numérique.



L'apparition constante de nouvelles technologies, telles que la réalité virtuelle – dont Mansoor, 12 ans, fait ici l'expérience dans le camp de réfugiés de Zaatari – rend difficile le maintien à jour des politiques.

© UNICEF/UN051295/HERWIG

À l'instar de la mondialisation et de l'urbanisation, la « numérisation » a déjà changé le monde. La prolifération des technologies de l'information et de la communication (TIC) est une force irrésistible, qui affecte pratiquement toutes les sphères (économique, sociétale et culturelle) de la vie moderne et façonne notre quotidien.

Le phénomène n'épargne pas l'enfance. Dès le moment où ils voient le jour, des centaines de millions d'enfants baignent dans un flot constant de connexions et de communications numériques – qui vont de la gestion et la fourniture de soins médicaux à la publication en ligne de photographies immortalisant leur petite enfance.

Au fur et à mesure qu'ils grandissent, la capacité de la numérisation à façonner leurs expériences vitales accompagne leur évolution et leur offre des possibilités apparemment illimitées d'apprendre et de socialiser, d'être pris en compte et de faire entendre leur voix.

L'innovation et la technologie numériques peuvent ouvrir la voie à un avenir meilleur, en particulier pour les enfants vivant dans des régions isolées, aux prises avec la pauvreté, l'exclusion et les situations d'urgence qui les contraignent à fuir leur foyer, en leur offrant un accès accru à l'éducation, à des communautés d'intérêt, à des marchés et services, et à d'autres avantages pouvant les aider à réaliser leur potentiel et, partant, à briser le cycle de l'inégalité.

Cependant, des millions d'enfants, qui la plupart du temps sont les plus démunis, sont privés de cet accès ou de qualité inférieure. Cela ne fait qu'aggraver leur dénuement, les empêchant d'acquérir les compétences et les connaissances qui pourraient les aider à réaliser leur potentiel et à briser les cycles intergénérationnels de la pauvreté et du dénuement.

L'interactivité et la technologie numériques entraînent des risques importants pour la sécurité, la vie privée et le bien-être des enfants, intensifiant les menaces et les préjudices auxquels nombre d'entre eux sont déjà confrontés hors ligne et aggravant d'autant la fragilité des enfants vulnérables.

De la même manière que les TIC facilitent le partage des connaissances et la collaboration, elles favorisent également la production, la distribution et le partage de matériel sexuellement explicite et d'autres contenus illégaux reposant sur l'exploitation ou la maltraitance d'enfants. Ces technologies ont ouvert de nouvelles voies à la traite des enfants et fourni de nouveaux moyens pour dissimuler ces transactions aux forces de l'ordre. Elles permettent également aux enfants d'accéder bien plus facilement à des contenus inappropriés et potentiellement dangereux, voire, ce qui est plus choquant, de les produire eux-mêmes.

Si les TIC facilitent les contacts entre les enfants et le partage de leurs expériences en ligne, elles favorisent également l'utilisation de ces nouveaux canaux de connectivité et de communication pour l'intimidation en ligne auprès d'un public bien plus large – décuplant d'autant les risques potentiels – par rapport à l'intimidation hors ligne. De même, elles multiplient les possibilités d'utiliser à mauvais escient les données privées des enfants et de les exploiter à plus grande échelle.

Les technologies numériques permettent à Gabriela Vlad, 17 ans (photographiée ici avec une voisine), de rester en contact avec sa mère qui, comme de nombreux parents moldaves, travaille à l'étranger pour soutenir sa famille. Pour en savoir plus sur l'histoire de Gabriela : <<http://www.unicef.org/sowc2017>>
© UNICEF/UN0139536/GILBERTSON VII PHOTO



et transforment le regard que les enfants portent sur leurs données personnelles.

Si Internet et les divertissements numériques ont stimulé une créativité remarquable et ont élargi l'accès des enfants à des contenus enrichissants et amusants, ils soulèvent également des questions relatives à leur dépendance au numérique et à leur « addiction aux écrans ». S'il est vrai que ces technologies ont nettement multiplié les plateformes où s'expriment librement les idées, elles ont également élargi la diffusion de messages incitant à la haine et d'autres contenus négatifs qui peuvent façonner la vision qu'ont nos enfants du monde – et d'eux-mêmes.

Certains effets de la numérisation sur le bien-être des enfants ne sont pas universellement reconnus. De fait, certains suscitent des débats publics croissants parmi les décideurs et les parents. Quant au pouvoir qu'aurait la numérisation d'égaliser les chances des enfants dans la vie, s'il ne peut être nié, il n'a cependant pas encore tenu ses promesses.

Ces défis iront en s'intensifiant à mesure que la portée et l'éventail des technologies numériques se déploie, et que l'exploitation, entre autres commerciale, de leurs nombreuses possibilités se poursuit. Les enfants auront à leur disposition un nombre plus important d'appareils numériques, de plateformes et d'applications en ligne. L'Internet des objets, l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique ont un bel avenir devant eux ; ils seront à l'origine de nouvelles possibilités, mais aussi de nouveaux défis.

Que peuvent faire les gouvernements, les organisations internationales, la société civile, les communautés, les familles et les enfants eux-mêmes pour contribuer à limiter les maux d'un monde plus connecté tout en tirant parti des possibilités offertes par le monde numérique pour le bien de chaque enfant ?

Tout d'abord, nous devons identifier et combler les lacunes dans l'accès à des ressources en ligne de qualité, la connaissance de ce que les enfants font sur Internet et la compréhension par les enfants de la manière de se protéger en ligne, mais aussi dans l'élaboration des politiques et des cadres réglementaires, qui ne se sont pas adaptés au rythme des changements.

En dépit de la popularisation rapide de l'accès au numérique et de l'utilisation d'Internet dans le monde entier, il existe encore d'immenses lacunes dans l'accès des enfants à la technologie numérique et de la communication. L'accès aux TIC – et la qualité de cet accès – est devenu une nouvelle ligne de fracture. Ainsi, les enfants dont l'expérience numérique est limitée par des appareils et une connexion de piètre qualité et une gamme restreinte de contenus locaux, sont privés de l'éventail complet des contenus et des possibilités dont profitent leurs pairs mieux connectés. Ces disparités reflètent et risquent d'exacerber les inégalités hors ligne dont souffrent déjà les enfants défavorisés.

Les lacunes dans nos connaissances sur le comportement des enfants en ligne, y compris les effets de la connectivité sur un éventail de domaines tels la cognition, l'apprentissage et le développement social et affectif, compliquent l'élaboration de politiques dynamiques qui anticipent les problèmes en réduisant les risques et en tirant le meilleur parti des possibilités. Notre compréhension limitée de ce que les enfants pensent de leur expérience virtuelle, y compris leur perception des risques, constitue une entrave de plus.

Il est par ailleurs évident que les enfants méconnaissent les risques posés par Internet. S'ils sont de plus en plus nombreux à se connecter, les enfants et les adolescents ne possèdent généralement pas les compétences numériques nécessaires ni la capacité critique d'évaluer la sécurité et la crédibilité des contenus et des relations en ligne. Il faut donc leur donner davantage la possibilité d'acquérir une habileté numérique à même de les protéger et de les autonomiser.

Pour conclure, et c'est un point crucial, toutes ces lacunes reflètent et entraînent le décalage de l'élaboration des politiques : les cadres réglementaires relatifs à la protection numérique, aux possibilités numériques, à la gouvernance et à la responsabilité numériques sont dépassés par l'évolution du paysage numérique et font l'impasse sur les effets uniques des technologies numériques sur les enfants. Si elles ne sont pas comblées, ces lacunes réglementaires seront rapidement exploitées. Les principes et les lignes directrices étayant l'élaboration des politiques ne manquent pas ; c'est une coordination cohérente et un engagement à relever les défis communs afin de servir les intérêts des enfants qui font défaut.

Aujourd'hui plus que jamais, tandis que la communauté internationale s'efforce de réaliser les objectifs de développement durable (ODD), les TIC et Internet peuvent jouer le rôle de puissants catalyseurs et permettre de tenir la promesse des ODD, à savoir ne laisser personne de côté. Mais pour cela, les interventions des gouvernements, des organisations internationales, de la société civile, du milieu universitaire, du secteur privé, des familles, des enfants et des jeunes doivent emboîter le pas au changement.

La situation des enfants dans le monde 2017 : Les enfants dans un monde numérique présente une analyse opportune de la vie des enfants dans un monde numérique. S'appuyant sur des sources de données établies et d'autres nouvelles, le rapport examine les preuves et les enjeux, ainsi que les principales controverses et suggère des principes et des recommandations concrètes.

Le rapport présente le point de vue de chefs de file de l'industrie et d'activistes numériques, ainsi que les opinions d'enfants et de jeunes ; ces dernières sont issues d'ateliers destinés aux adolescents réalisés dans 26 pays, d'un sondage d'U-Report spécialement commandé à cet effet sur les expériences du numérique des adolescents de 24 pays, des observations de jeunes blogueurs publiées sur le site dédié de l'UNICEF, La voix des jeunes, et de l'analyse de Global Kids Online Survey, une initiative innovante.

Le chapitre 1 examine les possibilités que la numérisation offre aux enfants du monde entier, et en particulier à ceux qui sont défavorisés pour des raisons de pauvreté, d'exclusion, de conflits ou d'autres situations de crise. Ainsi, les TIC sont un vecteur d'éducation pour les enfants vivant dans les régions isolées du Brésil et du Cameroun et pour les filles en Afghanistan qui ne peuvent pas quitter leur domicile. Elles permettent aussi aux jeunes blogueurs et reporters en République démocratique du Congo de défendre leurs droits. Les TIC apportent également un soutien croissant aux enfants et aux familles en situation d'urgence. Enfin, elles permettent aux enfants handicapés de faire réellement entendre leur voix : « Le jour où j'ai reçu une tablette avec une connexion à Internet, ma vie a littéralement changé », déclare Ivan Bakaidov, un jeune homme de 18 ans atteint de paralysie cérébrale.

Le chapitre 2 s'intéresse aux données concernant les laissés-pour-compte du numérique et examine les répercussions liées au fait de ne pas être connecté dans un monde numérique. Les premiers chiffres sont édifiants : près d'un tiers des jeunes dans le monde, soit environ 346 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans, ne sont pas en ligne. En Afrique, trois jeunes sur cinq âgés de 15 à 24 ans ne sont pas connectés, contre seulement un sur 25 en Europe. Mais la fracture numérique va au-delà de la simple connectivité. Dans un monde où 56 % des sites Internet sont en anglais, beaucoup d'enfants ne peuvent pas accéder à des contenus qu'ils comprennent ou qui sont en rapport avec leur vie. De plus, nombre d'entre eux ne disposent ni des compétences ni des équipements nécessaires, comme les ordinateurs portables, pour tirer le meilleur parti des possibilités offertes en ligne. Si ces fractures numériques ne sont pas réduites, elles aggraveront les disparités socioéconomiques existantes.

Le chapitre 3 se penche sur le côté sombre du monde virtuel, ses risques et ses aspects négatifs. Il étudie notamment les effets d'Internet sur le droit à la vie privée et à l'expression des enfants. Les TIC ont amplifié certains des dangers habituels liés à l'enfance. Autrefois limitée à la cour de récréation, l'intimidation peut aujourd'hui atteindre les victimes jusqu'à leur domicile. Mais les TIC ont également fait naître de nouveaux risques, par exemple en élargissant le champ d'action des prédateurs, en favorisant la création de contenus pédopornographiques « à la demande » et en développant le marché de la diffusion d'abus sexuels en direct. Comme l'a déclaré un enfant victime de la diffusion en direct sur Internet, « [q]uand l'étranger dit "deshabille-toi", on se déshabille ». Et puis il y a les dangers dont les enfants et les parents ne sont pas conscients – ceux qui menacent la vie privée et l'identité des enfants, par exemple, en raison du traitement en masse des données désormais possible grâce à Internet.

Le chapitre 4 explore certains des aspects de la numérisation qui modifient la vie des enfants, pour le meilleur comme pour le pire. Les TIC, en permettant aux enfants de rester en contact quasi permanent avec leurs amis, ont transformé la façon dont ils nouent et entretiennent leurs amitiés. De plus, en leur donnant accès à un flux constant de

vidéos, de mises à jour des médias sociaux et de jeux hautement immersifs, ils ont modifié la façon dont beaucoup d'enfants occupent leur temps libre. Nombre d'adultes craignent que ces changements ne soient pas tous positifs, et redoutent que le temps excessif que les enfants passent devant les écrans les isole de leur famille et de leur entourage, favorisant ainsi la dépression et l'obésité infantile.

Le rapport se termine par une série d'actions prioritaires et de recommandations pratiques relatives à la manière dont la société peut exploiter le pouvoir de la numérisation pour bénéficier aux enfants les plus défavorisés et en atténuer les préjudices afin de protéger les plus vulnérables. Il contient notamment les recommandations suivantes.

1. Offrir à tous les enfants un accès abordable à des ressources en ligne de qualité,

au moyen des actions suivantes, notamment : créer des incitations visant à encourager les entreprises de télécommunication et de technologie à baisser le coût de la connectivité ; prendre en compte les besoins des personnes non connectées lors de l'élaboration de plans d'infrastructure ; investir dans un plus grand nombre de points d'accès public et dans la création de contenus plus adaptés sur le plan culturel et linguistique ; éliminer les obstacles culturels et autres qui empêchent les enfants, en particulier les filles, de se connecter.

2. Protéger les enfants des dangers d'Internet,

au moyen des actions suivantes, notamment : instaurer une coopération plus étroite aux niveaux international et national et renforcer la coopération entre les forces de l'ordre et l'industrie technologique afin de tenir le rythme de l'évolution rapide de la technologie numérique, susceptible de favoriser et d'occulter la traite illégale des êtres humains et d'autres violences sexuelles sur les enfants en ligne.

3. Protéger la vie privée et l'identité des enfants en ligne,

au moyen des actions suivantes, notamment : demander instamment au secteur privé et aux gouvernements de s'engager plus fermement à protéger et à ne pas exploiter les données des enfants et à respecter leur chiffrement ; imposer l'application des normes internationales en matière de collecte et d'utilisation de données en ligne sur les enfants et enseigner à ces derniers à se protéger des atteintes à leur vie privée.

4. Promouvoir l'habileté numérique pour permettre aux enfants de s'informer et de se connecter en toute sécurité

au moyen des actions suivantes, notamment : renforcer la collaboration entre les gouvernements et les spécialistes de la technologie afin d'élaborer des plateformes et des programmes d'études sur les TIC, et ce, tout au long de la scolarité, du primaire au secondaire ; soutenir les bibliothèques en ligne et élargir les capacités des bibliothèques publiques à enseigner les compétences numériques ; investir dans la formation des enseignants à la technologie numérique ; enseigner aux enfants à reconnaître les dangers en ligne et à s'en protéger, et faire de la citoyenneté numérique une composante fondamentale de l'enseignement de l'habileté numérique.

5. Tirer parti du pouvoir du secteur privé pour faire progresser les normes et les pratiques éthiques qui protègent les enfants et servent leurs intérêts en ligne,

au moyen des actions suivantes, notamment : concevoir et vendre des produits éthiques qui atténuent les risques pour les enfants, et s'engager plus fermement à élargir l'accès des enfants à la connectivité et aux contenus en ligne. Le secteur privé, notamment dans les domaines des télécommunications et de la technologie, a la responsabilité particulière et la capacité unique de façonner les effets de la technologie numérique sur les enfants.

6. Placer les enfants au cœur de la politique numérique

au moyen des actions suivantes, notamment : investir dans des données de meilleure qualité sur l'accès des enfants à Internet et leurs activités ; élaborer des cadres réglementaires qui reconnaissent les besoins spécifiques des enfants ; renforcer la coordination et le partage des connaissances au niveau mondial afin de surmonter les défis propres au monde numérique ; renforcer la collaboration avec les organisations de défense des enfants ; interagir de manière plus systématique avec les décideurs et les législateurs.

01

Les possibilités du numérique : Les promesses de la connectivité



**JACK LIDDALL, 16 ANS,
ROYAUME-UNI**

« De nos jours, en appuyant tout simplement sur un bouton, on peut contacter un ami à l'autre bout du monde, d'Edimbourg à New York en passant par Paris ou Beijing. Partout est possible. Il ne devrait donc pas être surprenant que les gens, et en particulier la jeune génération, dotés d'un tel pouvoir et de possibilités infinies, soient de plus en plus engagés civiquement. »

Les technologies numériques ont déjà commencé à révolutionner le monde dans lequel nous vivons, et elles pourraient permettre de réinventer la vie des enfants les plus défavorisés et vulnérables de la planète en les aidant à apprendre, grandir et réaliser leur potentiel.

La numérisation permet aux enfants atteints de handicap de nouer des liens avec des amis et de prendre des décisions par eux-mêmes. Elle offre également un accès à l'éducation à des enfants qui vivent dans des zones reculées ou marginalisées ou dans des contextes humanitaires. Enfin, elle aide les enfants déplacés à trouver un itinéraire sûr et à rejoindre leur famille. L'amélioration de la connectivité à Internet a ouvert de nouvelles voies pour l'engagement citoyen, l'inclusion sociale et d'autres possibilités, et elle présente également le potentiel pour briser les cycles de pauvreté et d'inégalité.

Au camp de réfugiés de Zaatar, en Jordanie, une classe de jeunes filles apprend l'anglais. Leur salle est rudimentaire, les murs vides sont seulement parsemés de quelques taches brunes où la peinture a craquelé. Mais ces filles sourient. Devant elles, leur jeune professeur pose une question en anglais : « Where is the lamp? ».

Les filles tiennent avec précaution des tablettes électroniques qui montrent des images colorées de l'intérieur d'une maison. Elles cherchent la lampe. Si elles touchent l'image correcte, la tablette les félicite d'un « good job », si elles se trompent, elle leur demande de recommencer. « Apprendre avec ça, c'est plus drôle », affirme Saha, 11 ans. « C'est très utile pour nous. Nous pouvons apprendre des choses qu'on ne connaissait pas avant »¹.

À Kinshasa, Glodi, âgé de 17 ans, se prépare pour une mission de reportage. Il y a trois ans, il a eu envie de devenir « Jeune reporter » après la présentation d'un réseau de journalisme² dans son école : « C'était nouveau pour moi », raconte-t-il. « Je n'avais jamais entendu parler du droit à la participation, par exemple. » Après une semaine de formation, Glodi a commencé à écrire sur les problèmes de sa communauté. « Dans mon quartier, beaucoup de gens n'ont pas accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, il m'a donc semblé logique d'écrire sur ce sujet. » Ses articles sont publiés sur le blog Ponabana (Pour les enfants), qui offre un espace d'expression pour les enfants de République démocratique du Congo (<www.ponabana.com>). « Écrire pour Ponabana me permet de toucher un large public », explique Glodi. « Nous sommes la génération la plus informatisée, alors nous devons parler aux gens où ils se trouvent : sur Internet. »

Dans la Fédération de Russie, Ivan discute en ligne. Toutefois, si ses amis venaient à le rencontrer en personne, « ils ne comprendraient pas un mot de ce que je dis », écrit-il (voir page 33). C'est parce que ce jeune homme de 18 ans a de graves problèmes d'élocution en raison d'une paralysie cérébrale. Être en ligne, en revanche, lui permet de discuter comme n'importe quel autre adolescent : « Certains de mes amis virtuels ne savent même pas que j'ai un handicap. » Internet apporte beaucoup plus à la vie d'Ivan que la possibilité de socialiser : « malgré le fait que je sois étudiant, je ne peux pas physiquement me rendre à l'école. Toutefois, grâce à Internet et au téléphone, je suis les cours et les instructions des professeurs ».

Dans le sud du Tchad, Oudah, 17 ans, rêve à sa maison. Comme des dizaines de milliers d'autres, il a été contraint de fuir le conflit qui fait rage en République centrafricaine. Ces dernières années, il a vécu au camp de réfugiés de Danamadja, au bord de la rivière qui marque la frontière avec son pays. Maintenir le contact avec ses amis et sa famille représente un défi constant, mais les technologies numériques constituent une véritable planche de salut. « J'utilise Internet pour rester connecté avec mes frères qui sont encore en République centrafricaine », affirme-t-il. « Cela fait trois ans que je suis séparé de ma famille et de mes amis. C'est important de rester en contact avec eux pour ne pas se sentir trop seul ».

Saha, Glodi, Ivan et Oudah ont des vies très différentes, mais ils ont également une chose en commun : ils profitent tous, d'une façon ou d'une autre, des possibilités offertes par les technologies numériques et la connectivité.

Et ils ne sont pas seuls : à l'échelle mondiale, les exemples et les témoignages d'enfants



Nous sommes la génération la plus informatisée, alors nous devons parler aux gens où ils se trouvent : sur Internet.



Les technologies doivent s'appuyer sur des enseignants solidement formés, des apprenants motivés et des méthodes pédagogiques rigoureuses.

saisissant les possibilités qui s'offrent à eux pour apprendre et s'amuser en ligne, et préparer leur cheminement vers l'âge adulte sont innombrables. Bien souvent sans l'aide d'un adulte, ils se rendent sur des plateformes en ligne pour faire leurs devoirs, apprendre à jouer de la guitare ou cuisiner le plat préféré de leur mère, discuter avec des amis, chercher des renseignements sur la santé, favoriser un changement positif au sein de leur communauté, découvrir les actualités à l'échelle locale et mondiale et mettre en page et rédiger des blogs pour y exprimer leur talent et leurs opinions.

Mais la réalité veut aussi que des millions d'enfants en soient privés (voir chapitre 2), que l'utilisation d'Internet comporte des risques (voir chapitre 3) et que la connectivité soit susceptible d'affecter le bien-être des enfants (voir chapitre 4). Cela étant, ces possibilités nous donnent également un aperçu passionnant de la réalité présente et de ce que l'avenir nous réserve.

L'éducation et l'enseignement dans un monde numérique

L'idée selon laquelle la connectivité numérique pourrait transformer l'éducation a suscité un intérêt mondial et a ouvert de nouvelles possibilités ; les organisations de développement, les fabricants de matériel et de logiciels commerciaux et les institutions éducatives mettent au point, testent et tentent de diffuser à plus grande échelle de nouveaux produits et services numériques dans le domaine de l'enseignement. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont déjà élargi l'accès aux contenus pédagogiques de haute qualité, comme les manuels scolaires, les vidéos et l'enseignement à distance, et ce, à un prix nettement plus bas que par le passé. Elles ont le potentiel d'accroître la motivation des élèves en rendant l'apprentissage plus ludique et convivial. Elles créent également des possibilités en matière d'apprentissage personnalisé, en permettant aux élèves d'apprendre à leur propre rythme et en aidant les enseignants possédant des ressources limitées à fournir aux élèves de meilleures possibilités d'apprentissage.

Dans quelle mesure les technologies numériques tiennent-elles leurs promesses ? Il est indéniable qu'elles ont mis à la disposition des enfants

du monde entier, en particulier ceux qui vivent dans des régions isolées, de nouvelles possibilités d'apprentissage. Elles leur ont également permis d'accéder à l'apprentissage en ligne et à un large éventail de contenus pédagogiques et didactiques dont les enfants des générations précédentes étaient privés.

Mais quand il s'agit de déterminer si les technologies numériques ont jusqu'ici accéléré l'apprentissage dans les établissements scolaires, le bilan est nettement plus mitigé. Steve Jobs, le fondateur et PDG d'Apple de son vivant a bien résumé ce paradoxe de la révolution numérique dans l'éducation. Alors qu'il « était à la pointe et donnait plus d'équipements informatiques à des écoles que n'importe qui d'autre sur la planète », Jobs était arrivé à la conclusion que « ce qui ne marche pas dans l'éducation ne peut être résolu par la technologie »³. Les recherches viennent confirmer de plus en plus souvent son point de vue. Cela montre que pour que ces technologies puissent avoir la moindre chance de produire des résultats en matière d'éducation, elles doivent s'appuyer sur des enseignants solidement formés, des apprenants motivés et des méthodes pédagogiques rigoureuses.

Comment les technologies peuvent améliorer l'accès à l'enseignement

Les outils numériques et la connectivité peuvent permettre aux enfants d'accéder à l'éducation dans des situations où de telles possibilités sont ténues. Lorsqu'en 2015, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a rassemblé des professionnels de l'éducation et du développement, qui se sont penchés sur le rôle des TIC dans l'accomplissement des cibles liées à l'éducation des objectifs de développement durable, l'esprit de cette promesse était patent. Cette réunion a mis l'accent sur l'idée que les innovations dans les TIC pouvaient contribuer à combler les disparités en matière de connaissances en créant des filières d'apprentissage formelles et informelles – grâce, par exemple, à la distribution de contenus éducatifs et de formations en ligne – et en favorisant le développement de compétences associées à certains métiers⁴.

La connectivité numérique permet déjà d'apporter des contenus éducatifs aux enfants de régions rurales et d'autres zones marginalisées. Ainsi, au Brésil, une initiative lancée par



le Gouvernement de l'État de l'Amazonas, Centro de Mídias de Educação do Amazonas (Centre médiatique pour l'éducation), propose depuis 2007 des contenus éducatifs aux enfants et aux jeunes qui vivent dans des zones reculées. Grâce à la télévision par satellite, les leçons sont enseignées par des professeurs qui se trouvent à Manaus, la capitale de l'État, et retransmises dans les salles de classe des communautés rurales. Les élèves bénéficient du soutien de tuteurs sur place et peuvent poser des questions en temps réel aux enseignants. En plus des supports papier, ils ont également accès à des livres numériques et d'autres ressources pédagogiques sur Internet⁵.

Au Cameroun, un projet pilote baptisé Connect my school (Connectez mon école) ambitionne de donner accès à des contenus éducatifs et des outils numériques aux enfants qui vivent dans les régions reculées du pays. La connexion à Internet est assurée par des équipements alimentés à l'énergie solaire dans un rayon de 500 mètres, ce qui permet à toute une école d'être connectée. Par ailleurs, des tablettes adaptées aux enfants, dotées d'un système de contrôle parental, permettent d'accéder à des applications éducatives comme Wikipédia ou des jeux d'apprentissage, mais aussi des applications de dessin, d'écriture et photo/ vidéo.

Environ 2 000 élèves en cinquième année d'enseignement primaire ont participé à cette initiative, et leurs professeurs indiquent que les contenus en ligne sont positifs pour les enfants.

L'Afghan Institute of Learning se tourne vers les filles et les femmes qui ne peuvent sortir de chez elles à cause des restrictions sociales et leur propose un programme d'alphabétisation qui s'appuie sur des SMS⁶. Les résultats obtenus sur les compétences en lecture sont prometteurs. Chose importante, ce programme est dirigé en collaboration avec des enseignants et des classes physiques gérées par une organisation à but non lucratif dévouée, ce qui souligne l'importance de fournir aux élèves des enseignements solides et un soutien pédagogique fort pour qu'ils exploitent au mieux les TIC dans leur éducation.

Virtuelles ou en ligne, les écoles peuvent proposer des programmes d'instruction spécifiques pour les enfants. Les promesses offertes par ce modèle pour les enfants marginalisés ou mal desservis sont clairement représentées dans des efforts comme ceux de la fondation Jaago, une petite organisation du Bangladesh fondée en 2007. À l'aide d'une technologie de vidéoconférence, elle met en relation un professeur connecté à Dhaka et une salle de classe d'une zone rurale ou mal

« Nous sommes la génération la plus informatisée », affirme Glodi, 17 ans, blogueur de Ponabana à Kinshasa, en République démocratique du Congo, « alors nous devons parler aux gens où ils se trouvent : sur Internet ».

© UNICEF/DRC/2017/WINGI



La connexion à Internet est assurée par des équipements alimentés à l'énergie solaire, ce qui permet à toute une école d'être connectée.

desservie aidée de deux enseignants locaux qui donnent des instructions et assurent un suivi. Ce projet porte actuellement sur 2 500 élèves de milieu pauvre dans 13 écoles.

Selon l'UNESCO, le volume de ressources éducatives libres (REL) – supports dans le domaine public ou qui comportent une licence libre et peuvent donc être utilisés gratuitement par quiconque – a augmenté de façon significative ces dernières années, ce qui a permis d'améliorer de façon stratégique la qualité de l'éducation et de simplifier le dialogue de politique, le partage des connaissances et le renforcement des capacités⁷. La qualité des contenus est toutefois très variable, ce qui souligne le besoin d'une évaluation critique sérieuse des supports afin de s'assurer qu'ils contribuent réellement à l'apprentissage des enfants. Toutefois, l'avantage est qu'une fois un niveau satisfaisant atteint, les outils numériques permettent à ces ressources d'être facilement étendues et distribuées pour toucher des régions du monde qui ne bénéficiaient auparavant pas du partage traditionnel des informations et de la distribution de contenus.

Une deuxième chance d'apprendre

Des programmes de développement des compétences et de formation professionnelle constituent des secteurs où la connectivité



Internet a considérablement accru l'offre de ressources éducatives gratuites, élargissant ainsi les possibilités d'apprentissage des enfants. © UNICEF/UNI48335/PIROZZI

numérique élargit les possibilités d'apprentissage. C'est particulièrement vrai pour les enfants défavorisés, qui abandonnent parfois une scolarisation formelle pour apporter un revenu à leur famille⁸ (voir la section sur la participation économique) et pour les enfants mal desservis ou marginalisés.

Ainsi, à Kampala en Ouganda, l'organisation Women in Technology Uganda propose des formations professionnelles numériques à des jeunes femmes de communautés mal desservies. Le cadre permet aux élèves d'évoluer à leur propre rythme, ce qui profite potentiellement à ceux qui ne sont pas habitués à une scolarisation formelle. Outre l'enseignement de compétences numériques à des jeunes femmes, la formation se concentre également sur le renforcement de la confiance, l'amélioration des qualités de dirigeant et des aptitudes nécessaires à la vie courante. Les participantes à ce programme ont indiqué avoir acquis des compétences en matière de TIC et d'entrepreneuriat et qu'elles allaient s'appuyer sur Internet pour identifier leurs propres possibilités de création d'entreprise.

De même, la fondation Youth for Technology au Nigéria met en œuvre une initiative destinée à responsabiliser les jeunes et à élargir les possibilités de revenus et d'accès à de nouveaux services sur le marché. Le programme TechCommunities fait par exemple participer des élèves à des projets technologiques, des travaux sur le terrain et des stages utiles, afin de leur permettre de devenir des meneurs et des innovateurs au sein de leur communauté. D'après l'organisation, 90 % des diplômés du programme sont impliqués dans des activités entrepreneuriales⁹.

Les TIC permettent-elles d'améliorer les acquis scolaires dans un cadre éducatif formel ?

Exploiter la puissance des technologies numériques pour améliorer les résultats des élèves et leur apporter les compétences dont ils ont besoin pour entrer dans l'âge adulte semble naturel dans un monde connecté. Parvenir à transformer ce potentiel en résultats positifs s'avère toutefois beaucoup plus compliqué. Il n'est pas question d'affirmer que les TIC ne peuvent être conçues pour améliorer l'enseignement des élèves. Pour y parvenir, il faut cependant que les éducateurs

IT Girls : Bosnie-Herzégovine

D'après l'Union internationale des télécommunications, en 2016, on comptait 250 millions de femmes connectées de moins que les hommes à travers le monde. Les femmes sont également largement sous-représentées dans les métiers liés aux sciences, aux technologies, à l'ingénierie et aux mathématiques. Réduire cette fracture numérique qui existe entre les sexes est une tâche immense, mais plusieurs initiatives montrent la voie pour améliorer l'accès des filles au numérique. Une méthode prometteuse consiste à promouvoir les compétences en TIC chez les filles, ce qui offre également comme avantage d'augmenter leur niveau de confiance, leur employabilité et leurs compétences entrepreneuriales.

En Bosnie-Herzégovine, l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ONU-Femmes ont, depuis 2016, mis en œuvre une initiative appelée IT Girls, dont l'objectif est d'élargir les possibilités d'emploi des jeunes femmes et des filles en les dotant de compétences en matière de programmation informatique. L'initiative pilote a lancé six programmes de formation pour 67 adolescentes

provenant de zones urbaines et rurales. Actuellement, trois programmes de formation supplémentaires sont en cours et concernent 60 autres jeunes filles. La formation, qui porte sur des compétences de développement web de base, permet également d'améliorer les connaissances de ces filles sur la sécurité en ligne et améliore leurs compétences en matière de présentation. L'équité est une composante importante d'IT Girls : les séances de formation sont organisées dans les régions du pays où les filles ne disposent le plus souvent pas d'un niveau d'accès aux technologies et aux informations sur les TIC comparable au reste du pays, afin d'atteindre des filles issues de minorités, de communautés rurales et d'autres groupes vulnérables.

D'après l'évaluation menée à la fin de la première année, cette initiative est parvenue à améliorer les connaissances et élargir les possibilités des jeunes filles dans le secteur des TIC, non seulement en mettant en valeur le côté passionnant, diversifié et lucratif de ce secteur, mais également en renforçant leur confiance et en les poussant à relever de nouveaux défis¹⁰.

et les concepteurs de technologies tirent les leçons du passé.

Une première leçon est qu'il ne suffit pas seulement de donner accès aux enfants à des technologies numériques comme des ordinateurs portables et des tablettes, sans également leur apporter le soutien d'enseignants formés et de logiciels qui viennent compléter les programmes scolaires. Le fait de simplement donner aux élèves des outils numériques les transforme en utilisateurs de technologies, mais cela n'apporte apparemment que peu de résultats en matière d'enseignement¹¹.

Prenez par exemple le projet One Laptop Per Child (OLPC, « Un portable par enfant »), lancé en fanfare en 2006 avec l'expédition des premiers prototypes. Plus de trois millions d'ordinateurs portables ont été distribués à des écoles primaires

du monde entier jusqu'en 2016. Plusieurs pays, dont l'Argentine, le Mexique, le Pérou, le Rwanda et l'Uruguay – qui avait lancé un programme national pour chaque enfant au cours des six premières années de scolarisation – en ont acheté de grandes quantités. D'après une étude de 2009, les enfants d'Uruguay semblaient trouver ces ordinateurs simples et drôles à utiliser¹². Toutefois, d'autres études menées au Pérou¹³ (en 2012) n'ont pas montré que le programme améliorait l'enseignement des mathématiques ou des langues ni que les ordinateurs permettaient une plus grande assiduité, augmentaient le temps passé sur les devoirs, avaient une influence sur les habitudes de lecture ou stimulaient la motivation. Aujourd'hui, le programme One Laptop Per Child ne s'étend plus. Les principaux bureaux ont été fermés et seul un soutien minimal est fourni aux pays qui avaient déjà acheté des dispositifs OLPC¹⁴.



Que pensent les adolescents ... de la manière dont l'école les prépare à l'ère numérique ?

En milieu d'année 2017, près de 500 adolescents venant de 26 pays ont participé à des ateliers afin de parler de leur expérience des technologies de l'information et de la communication et de discuter de leurs espoirs et de leurs craintes à l'ère numérique. Ces événements ont été organisés avec le soutien des bureaux de pays et des comités nationaux de l'UNICEF, ainsi que de la Western Sydney University (WSU), en Australie. Les conclusions de ces ateliers sont présentées tout au long de ce rapport et dans un rapport connexe publié par la WSU.

La plupart des participants aux ateliers portant sur *La situation des enfants dans le monde 2017 étaient convaincus que les technologies numériques étaient essentielles à leur avenir ...**

« Si nous n'utilisons pas l'ordinateur, si nous ne savons pas comment l'utiliser, nous ne savons rien [...] même pas les choses qui nous aideraient dans la vie. »
FILLE, 14 ANS, TIMOR-LESTE

et beaucoup avaient une idée précise de la manière dont ils utiliseraient ces technologies en grandissant.

« Pour produire de la musique, trouver des clients et envoyer du travail, créer des mélodies publicitaires pour des entreprises, gérer des applications et des sites gratuits de téléchargement de musique. »
GARÇON, 19 ANS, NIGÉRIA

« Pour devenir une meilleure personne et décrocher un diplôme afin de trouver du travail. »
FILLE, 15 ANS, PORTUGAL

« Pour appeler des gens ou leur envoyer des messages par téléphone, effectuer des recherches sur Internet, écouter de la musique, créer des présentations sur un ordinateur portable, jouer à des jeux sur mon téléphone, mon ordinateur portable ou mon ordinateur de bureau. »
FILLE, 13 ANS, VANUATU

Ils accordaient de l'importance aux compétences technologiques, mais aussi à d'autres compétences.

« Les compétences de pensée critique. »
FILLE, 16 ANS, MALAISIE

« Le codage ! Pour créer des programmes et des jeux ! »
FILLE, 17 ANS, MALAISIE

Plus d'un participant sur cinq a déclaré ne pas avoir accès à la technologie numérique à l'école.

« Nous n'avons accès à aucun type de technologie. »
GARÇON, 15 ANS, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Pour les autres, cet accès variait énormément ...

« Il y a un ordinateur, mais il se trouve dans le bureau du directeur. »
FILLE, 15 ANS, PÉROU

« Mon école approuve l'utilisation des ordinateurs, c'est même obligatoire. Elle nous fournit le Wi-Fi, mais pas grand-chose d'autre. J'ai toujours mon ordinateur portable dans mon sac à dos. »
FILLE, 15 ANS, PARAGUAY

mais la plupart avaient accès à des salles informatiques ...

« Nous avons des ordinateurs et une salle informatique. Nous pouvons les utiliser quand nous le voulons. »
FILLE, 16 ANS, BHOUTAN

même si les installations n'étaient pas toujours parfaites.

« Il y a un nombre assez important d'ordinateurs dans la salle informatique de mon école, mais malheureusement, plusieurs problèmes nous empêchent parfois de les utiliser, comme les pannes d'électricité récurrentes. »
GARÇON, 16 ANS, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Dans certains cas, les élèves n'avaient pas suffisamment d'occasions d'utiliser les ordinateurs présents dans les établissements.

« Il y a une salle informatique dans mon lycée, mais les enseignants ne [nous] permettent pas de l'utiliser. »
GARÇON, 16 ANS, BANGLADESH

Selon les participants, le fait que la technologie soit aussi peu utilisée reflétait souvent un manque de compétences chez leurs enseignants.

« Mon enseignant veille sur notre instruction numérique, mais ce n'est pas le cas de tous les enseignants de l'établissement, qui ne connaissent pas bien la technologie numérique. »
GARÇON, 12 ANS, RÉPUBLIQUE DE CORÉE

La moitié des participants a déclaré avoir suivi une formation à la technologie numérique en dehors du contexte scolaire.

Leurs motivations étaient multiples : s'assurer un avenir meilleur ...

« J'ai suivi une formation à la CEBRAC [une agence pour l'emploi] pour apprendre à utiliser Excel et les feuilles de calcul. Je me suis inscrite parce qu'elle était gratuite et que je pensais qu'elle ferait bien sur mon CV. »
FILLE, 16 ANS, BRÉSIL

soutenir leur éducation ...

« J'ai suivi [une formation informatique à l'extérieur de mon établissement] parce que le fait d'apprendre à utiliser un ordinateur me sera utile pour faire mes devoirs. »
GARÇON, 17 ANS, PÉROU

renforcer leurs capacités en matière d'innovation et d'entrepreneuriat social ...

« J'ai participé au concours Technovation et conçu une application qui permet de résoudre un problème de la communauté pour apprendre à coder et à exposer mes idées. »
FILLE, 17 ANS, TUNISIE

explorer le monde numérique ...

« J'ai suivi un stage de formation sur les médias en ligne pour apprendre à me protéger en ligne et à utiliser Internet de manière constructive. »
GARÇON, 15 ANS, THAÏLANDE

ou simplement obéir à leurs parents.

« Honnêtement, j'ai suivi ce cours parce que mes parents m'y ont obligée. »
FILLE, 16 ANS, BHOUTAN

Certains participants ont développé seuls leurs compétences numériques.

« J'ai appris le codage sur YouTube. J'ai regardé beaucoup de vidéos sur le sujet, et c'est comme ça que j'ai appris à coder. »
FILLE, 17 ANS, BANGLADESH

D'après les participants à l'atelier, la formation aux technologies de l'information en milieu scolaire portait principalement sur les compétences dites « traditionnelles », telles que le fait de savoir utiliser des logiciels, enregistrer un fichier, taper à l'ordinateur. Certains avaient également reçu une formation sur la sécurité en ligne ou le codage. Peu avaient appris des compétences utiles à la réalisation de tâches plus créatives, telles que la conception de sites Web et d'applications ou la réalisation de vidéos.

« Ils pourraient non seulement nous enseigner plus de choses utiles à la vie professionnelle, mais aussi nous apprendre à concevoir et

à programmer [...] et pas que pour l'aspect intellectuel, mais aussi social et personnel. »
FILLE, 14 ANS, URUGUAY

« Le programme scolaire a vieilli et n'est plus adapté au monde actuel. »
FILLE, 16 ANS, BÉLARUS

Ils avaient une vision claire des mesures que l'école devait mettre en place pour les former à la technologie numérique. La formation devait commencer plus tôt ...

« [Nous] demandons aux autorités de se rendre dans chaque école, pour que les enfants commencent à apprendre l'informatique en primaire. »
RÉPONSE DE GROUPE,
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

ils voulaient disposer d'une meilleure connectivité ...

« Étant donné que nous avons déjà accès à certains appareils à l'école, ce serait bien que nous puissions nous connecter gratuitement à Internet pour pouvoir effectuer des recherches et faire notre travail. »
FILLE, 14 ANS, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

et avoir des enseignants plus qualifiés.

« Embauche de jeunes spécialistes. »
FILLE, 15 ANS, BÉLARUS

Ils souhaitaient en outre recevoir davantage d'informations sur les points positifs et négatifs de la technologie.

« Le personnel scolaire devrait dégager du temps pour aider les enfants à mieux comprendre la technologie, et donc à mieux l'utiliser, et à prendre conscience de ses avantages et de ses inconvénients. »
GARÇON, 16 ANS, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

« Les enseignants devraient nous donner des cours sur la manière d'utiliser correctement la technologie. »
FILLE, 17 ANS, JAPON

EN BREF :

Les adolescents font état d'un décalage significatif entre l'utilisation de la technologie à l'école et leurs pratiques numériques en dehors du contexte scolaire. Ils ont l'impression que les technologies numériques sont confinées aux matières informatiques et que l'école ne tire pas correctement parti de leur potentiel pour enrichir l'apprentissage.

** Les réponses des participants ont été raccourcies et éditées à des fins de clarté, le cas échéant.*



Au Cameroun, Waibai Buka, 12 ans, bénéficie de l'initiative Connect My School. Elle a récemment pu montrer sa tablette à sa mère : « Je lui ai montré ce que je faisais à l'école avec ma tablette. Elle était très fière de moi. » Pour en savoir plus sur l'histoire de Waibai : <http://www.unicef.org/sowc2017> © UNICEF/UN0143476/PRINSLOO

Supervision des adultes

La grande majorité des programmes de fourniture d'ordinateurs portables à destination des élèves s'appuie toutefois sur l'orientation d'un adulte pour aider les élèves à utiliser la technologie comme un outil supplémentaire. Alors que la plupart des interventions qui proposent un apprentissage assisté par ordinateur et des supports parviennent à des gains modérés en matière d'enseignement, elles ne sont pas toujours rentables¹⁵, même dans des contextes de haut revenu et de forte connectivité. La mise en œuvre peut également être problématique : des recherches laissent entendre que l'enseignement mixte, où l'élève utilise des outils numériques sous la supervision d'un adulte au sein d'une salle de classe traditionnelle, peut fortement améliorer les résultats éducatifs, mais seulement lorsqu'il est correctement planifié et si les enseignants disposent d'un soutien suffisant¹⁶.

Certains projets d'enseignement mixte, des programmes qui associent des éléments numériques et traditionnels supervisés par un enseignant, sont prometteurs : ainsi, lors

d'un essai randomisé contrôlé portant sur 111 écoles en Inde, les élèves de quatrième année qui participaient à un programme d'enseignement centré sur les mathématiques assisté par ordinateur ont obtenu une amélioration supérieure de leurs notes par rapport au groupe de contrôle¹⁷.

Toujours en Inde, une évaluation effectuée en 2017 d'un programme d'enseignement périscolaire ayant adopté une approche mixte pour les élèves de collège a montré une amélioration des notes d'examen en mathématiques et hindi au bout de cinq mois environ. Le programme proposait des contenus éducatifs sur mesure qui correspondaient au niveau et au rythme de progression de chaque élève¹⁸.

Le travail de la fondation Avallain¹⁹ au Kenya génère également des effets positifs sur la performance et la motivation des élèves grâce à une approche mixte de l'enseignement. D'après une étude d'impact menée en 2017, les acquis scolaires se sont considérablement améliorés pour les élèves qui utilisaient la plateforme d'enseignement numérique de l'organisation,

a-ACADEMY. Les étudiants qui en ont le plus bénéficié étaient issus des bidonvilles²⁰. Lors d'une discussion de groupe au bidonville de Mathare à Nairobi, certains des élèves (âgés de 11 à 12 ans) ont déclaré à l'équipe responsable de *La situation des enfants dans le monde 2017* qu'ils se sentaient plus motivés pour aller à l'école et apprendre et qu'ils avaient, grâce à l'intégration d'outils numériques comme des ordinateurs portables dans les salles de classe, vu leurs notes s'améliorer²¹.

Il convient toutefois de noter qu'un grand nombre de programmes comparables n'ont pas été en mesure d'obtenir une amélioration des résultats. Parmi eux, on peut citer le programme Computers in Education en Colombie, qui, d'après une étude de 2009 de la Banque mondiale, avait eu « peu d'effets sur les notes d'examen des élèves en mathématiques et espagnol, [...] les heures d'étude, les avis sur l'école et les relations avec leurs camarades »²². De même, une étude expérimentale de 2013 portant sur 1 123 élèves de la sixième à la douzième année d'enseignement en Californie a révélé que, même si la distribution d'ordinateurs avait un effet important sur le taux de possession d'un ordinateur et le nombre d'heures total d'utilisation d'un ordinateur, il n'existait aucun élément de preuve sur d'éventuelles répercussions sur les résultats pédagogiques comme les notes, les scores aux tests standardisés, les crédits obtenus, l'assiduité et les mesures disciplinaires²³. Les raisons de la réussite ou de l'échec de tel ou tel programme ne sont pas toujours claires, et des recherches et des analyses supplémentaires sont nécessaires pour aider à étendre les meilleurs de ces programmes tout en tirant les leçons des « échecs ».

Comment peut-on améliorer les performances des TIC en matière d'éducation ?

Comprendre les répercussions des TIC sur l'apprentissage des élèves n'est pas chose facile, notamment car il n'est pas toujours possible de déterminer avec précision les causes des changements de résultat en matière d'apprentissage des élèves. Est-ce seulement le fruit de la technologie ou d'autres facteurs sont-ils à l'œuvre ?

Par exemple, plusieurs études de référence²⁴ qui ont montré des résultats en matière d'apprentissage solides disposaient de

partenaires de mise en œuvre très compétents. Paradoxalement, étant donné qu'il est difficile de mener des essais expérimentaux sans un tel partenaire, la possibilité que la présence d'une organisation compétente soit elle-même un prérequis pour l'efficacité d'un programme d'enseignement numérique est difficile à évaluer dans les expériences de terrain²⁵.

Néanmoins, certains facteurs doivent clairement être en place pour que les TIC fonctionnent de manière efficace dans l'éducation. Le tout premier est la présence d'enseignants bien formés et de méthodes d'enseignement adaptées. L'importance de ces éléments est soulignée dans plusieurs études internationales. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui a étudié les effets des TIC sur les résultats en matière d'apprentissage dans plus de 60 pays grâce à son Programme pour le suivi des acquis des élèves (PISA), laisse entendre qu'en l'absence de pédagogie solide, il n'y a aucun avantage à tirer de la technologie dans la salle de classe²⁶. De même, la Banque mondiale, dans son Rapport sur le développement dans le monde 2018 : Apprendre pour réaliser la promesse de l'éducation, souligne également le fait que les TIC ont le potentiel d'améliorer l'enseignement, mais seulement si elles améliorent la relation élève-professeur²⁷.

La nécessité de compréhension du niveau de départ des élèves est un autre point. Les données montrent que des élèves bien préparés et correctement soutenus par des adultes peuvent tirer profit de la technologie (ou tout du moins, ne pas souffrir des distractions qu'elle implique). En revanche, des élèves peu préparés et qui ne bénéficient pas de la supervision suffisante d'un adulte finissent souvent par être distraits par la technologie²⁸. Le risque que la technologie détourne l'attention des enfants de la classe, notamment des élèves les plus faibles, est en effet indéniable.

Par exemple, une étude conduite dans 91 écoles d'Angleterre sur des enfants de 11 à 16 ans a révélé que l'interdiction des téléphones mobiles avait un effet positif sur leurs résultats aux tests standardisés. Par ailleurs, l'effet était le plus élevé chez les élèves au niveau le plus faible et absent pour les meilleurs élèves, ce qui laisse entendre que la technologie peut dans certains cas avoir un effet négatif sur les élèves aux moins bons résultats²⁹. Les auteurs de cette étude ont conclu que restreindre l'utilisation du téléphone

mobile dans les écoles pourrait constituer une politique peu onéreuse pour réduire les inégalités en matière d'éducation.

Qu'en est-il de l'avenir des TIC dans l'éducation ? Plusieurs technologies constituent des champs d'expérimentation prometteurs, notamment la correspondance des contenus des ordinateurs portables avec les programmes, la surveillance des professeurs à l'aide de photographies³⁰ et, tout particulièrement, l'enseignement personnalisé assisté par ordinateur³¹, qui suscite un intérêt croissant dans la communauté internationale du développement.

Ce type d'approche adaptative de l'enseignement, qui s'appuie sur l'idée d'un « apprentissage au niveau approprié »³², n'est pas nouveau. Toutefois, les TIC ont augmenté ses possibilités d'améliorer l'apprentissage, notamment pour les enfants scolarisés dans des établissements aux ressources limitées. Au lieu de se servir de l'âge ou de la classe de l'enfant pour déterminer ce qu'il faut lui apprendre, l'enseignement adaptatif fondé sur les TIC conçoit un programme d'instruction en fonction des capacités réelles de l'enfant. Ce programme est surveillé par une interface numérique qui permet aux élèves de suivre leur propre programme sur un sujet selon leur niveau de compréhension actuel et d'aller à un rythme confortable et raisonnable.

Compte tenu des progrès dans l'intelligence artificielle et les neurosciences, de nouveaux tests et de nouvelles expérimentations pourraient contribuer à libérer le potentiel des TIC dans un grand nombre de contextes éducatifs, notamment au sein des communautés à revenu faible où les ressources manquent. Cela dit, pour qu'elle génère un effet positif, la technologie dans l'éducation doit se concentrer sur des objectifs d'apprentissage précis³³. En d'autres termes, les débats doivent commencer par traiter des objectifs éducatifs, et non pas des technologies.

Donner la parole aux enfants dans leur communauté

La génération des jeunes d'aujourd'hui a grandi à l'ère de l'activisme, et du « slacktivism », numériques. Les enfants et les adolescents utilisent les médias sociaux et les technologies numériques pour faire entendre leur voix et chercher des solutions aux problèmes

de leur communauté qui les touchent.

Il existe différents efforts concertés pour encourager, cultiver et canaliser la participation des jeunes à l'aide d'outils numériques et leur portée s'élargit. Ainsi, depuis 2009, une initiative de cartographie communautaire baptisée Map Kibera, qui s'appuie sur des techniques de cartographie numérique libres et des récepteurs GPS ainsi que le partage d'informations numériques, aide les jeunes d'un bidonville de Nairobi à identifier les dangers au sein de leur communauté et à plaider pour des solutions afin de résoudre des problèmes spécifiques³⁴. Ces informations sont à leur tour partagées, notamment avec des décideurs politiques pour que ceux-ci les utilisent et contribuent à favoriser de véritables changements.

U-Report, un outil gratuit de participation communautaire, joue également un rôle important en tant que nouveau canal de participation mis à disposition des jeunes. Ce qui n'était à l'origine qu'une innovation locale destinée à aider les jeunes Ougandais à s'impliquer sur des questions affectant leur vie et leur avenir est devenu un réseau mondial de près de 4 millions d'utilisateurs, qui s'en servent pour exprimer leurs opinions, dialoguer avec leurs dirigeants et contribuer à améliorer la situation de leur communauté. Les informations des U-Reporters peuvent être instantanément cartographiées et analysées, ce qui permet d'extraire des informations vitales et des points de vue en temps réel sur la perception de leur monde par les jeunes et les choses qui, selon eux, sont les plus importantes. Ces points de vue rassemblés sont ensuite utilisés par des partenaires de développement dans leurs plaidoyers auprès des gouvernements. Ils sont même partagés directement avec des dirigeants élus.

La Carte numérique sur les changements climatiques est un autre projet comparable qui implique des enfants et des jeunes de plus de 18 pays. Ce projet charge des enfants et des jeunes d'étudier ce qui se passe dans leur communauté, de l'introduire dans une carte numérique et d'utiliser les résultats pour des plaidoyers. Lors des Conférences des parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 2015 et 2016, des cartographes climatiques sélectionnés ont parlé des changements climatiques et de leurs répercussions sur les enfants en s'appuyant sur leur expérience et les connaissances acquises grâce au projet.

Les élèves du centre éducatif Hanka à Mathare, Nairobi, au Kenya, se disent plus motivés pour aller à l'école depuis qu'il y a des ordinateurs dans la salle de classe.

© UNICEF/2017/LITTLE



À Port-au-Prince, en Haïti, des jeunes utilisent des téléphones portables pour prendre des photos géolocalisées de voitures abandonnées dans le cadre d'un projet visant à cartographier les zones sûres et les zones dangereuses de la ville.
© UNICEF/UNI128320/DORMINO



Activisme dans les médias sociaux

Pour les jeunes, qui ont grandi avec le numérique, l'utilisation des médias sociaux pour l'activisme social est pratiquement une seconde nature. De l'Ice Bucket Challenge en 2014 (un jeune qui tentait de collecter de l'argent au profit d'un ami malade en phase terminale a vu son défi se transformer en mouvement planétaire qui a levé des millions de dollars au profit de la recherche médicale) aux préadolescents qui utilisent Internet pour lancer des campagnes locales sur des préoccupations personnelles, les technologies numériques ont ouvert les portes d'une nouvelle ère de participation numérique.

Les médias sociaux ont également eu des répercussions sur des questions politiques. Ainsi, au Brésil, en 2013, des milliers de personnes, jeunes pour la plupart, ont utilisé des plateformes de médias sociaux pour coordonner une manifestation contre la corruption et exiger de meilleures politiques publiques. L'un des jeunes visages de ce phénomène national était celui de Jimmy Lima, 17 ans, qui a utilisé les médias sociaux pour mobiliser environ 15 000 manifestants rien qu'à Brasilia³⁵.

Les blogs constituent également un autre moyen pour les enfants et les jeunes de faire entendre leur voix. L'exemple le plus célèbre est peut-être l'histoire de Malala Yousafzai. Sous un pseudonyme, Malala a commencé à écrire dans un blog sur le droit à l'éducation des filles au Pakistan en 2009. Âgée de seulement 12 ans, elle exploitait la portée du cyberspace pour attirer l'attention sur l'éducation dans le régime restrictif des talibans. Lorsque son identité a été révélée, Malala a fait l'objet de menaces de mort de la part des talibans et a été gravement blessée par un coup de feu en 2012. Son rétablissement et la poursuite courageuse de ses plaidoyers pour l'éducation des filles ont suscité l'enthousiasme du monde entier, et lui ont valu de recevoir le prix Nobel de la paix en 2014.

En République démocratique du Congo, la plateforme numérique Ponabana offre aux enfants une chance de parler et d'être entendus sur les questions qui concernent leur communauté. Grâce à la participation active d'enfants blogueurs et reporters, Ponabana contribue à la prise de conscience et à la défense des droits des enfants auprès des décideurs locaux.

Obstacles à la participation

La connectivité numérique a donné naissance à plusieurs possibilités fascinantes pour permettre la participation des enfants, mais on ne saurait ignorer l'existence d'obstacles importants qui la freinent.

La réalité politique à laquelle se confrontent les internautes d'une grande partie de la planète figure parmi eux. Malala et beaucoup d'autres ont attiré l'attention sur les violations des droits de l'enfant en les dénonçant en ligne. Leurs mots ont toutefois suscité des tensions, aussi bien au sein de leur communauté qu'avec leur gouvernement. Depuis 2011, l'influence des médias sociaux sur l'activisme est une préoccupation majeure des gouvernements. D'après Freedom House, on a assisté ces dernières années à un recul de la liberté sur Internet, mesurée selon le nombre de gouvernements qui ciblent les médias sociaux et les applications de communication (comme WhatsApp et Telegram) pour stopper les flux d'informations, notamment lors des manifestations politiques. Deux tiers des internautes, adultes et enfants, vivent dans des pays où la critique du gouvernement, de l'armée ou de la famille régnante est censurée³⁶.

Un deuxième obstacle vient du fait que les enfants n'ont souvent pas conscience des possibilités que les technologies numériques leur ouvrent en matière de participation et, même lorsque c'est le cas, ne savent pas comment en tirer profit. Comme l'indiquent les recherches menées par les projets EU Kids Online et Global Kids Online (voir figure ci-dessus), bien que la plupart des jeunes soient impliqués dans le partage de contenu en ligne, et que certains disposent des compétences élémentaires pour créer des vidéos, il leur manque souvent les compétences et les connaissances numériques nécessaires pour passer à l'échelon supérieur de la participation citoyenne.



Deux tiers des internautes vivent dans des pays où la critique du gouvernement, de l'armée ou de la famille régnante est censurée.



Que pensent les adolescents ... de l'utilisation des TIC pour provoquer un changement social ?

Les participants aux ateliers portant sur *La situation des enfants dans le monde 2017 comptaient sur les technologies numériques pour les aider à surmonter les défis à l'échelle de leur communauté et du monde entier.**

« Quand je serai adulte », nous ont-ils confié...

« J'utiliserai la technologie pour mener des activités de plaidoyer sur les changements climatiques et l'éradication de la violence, et pour aider les personnes dans le besoin. »
FILLE, 15 ANS, FIDJI

« J'utiliserai la technologie pour trouver des moyens de développer les pays du tiers monde et de mettre en place des changements qui feront reculer les niveaux de pauvreté dans le monde. »
FILLE, 15 ANS, KIRIBATI

« J'utiliserai la technologie pour plaider auprès des gens en faveur d'une meilleure santé. »
FILLE, 15 ANS, NIGÉRIA

« J'utiliserai la technologie pour changer le monde. J'inventerai des produits meilleurs, différents et je rendrai l'éducation plus intéressante grâce à la technologie. »
GARÇON, 17 ANS, FIDJI

Ils considèrent la technologie numérique comme un puissant outil de sensibilisation personnelle...

« [Pour] m'informer et informer les autres de ce qu'il se passe dans mon pays et dans d'autres endroits du monde. »
FILLE, 15 ANS, PARAGUAY

ainsi que de partage des connaissances et de sensibilisation au sein de la société...

« [Nous] élaborerions une enquête, trouverions les organisations pour travailler dessus et sensibiliserions le public [...] en ligne. »
RÉPONSE DE GROUPE, BANGLADESH

« [Nous] sensibiliserions le public en ligne : nous ferions la promotion de programmes pour la jeunesse, nous produirions des vidéos pédagogiques, nous participerions à des forums en ligne pour réfléchir à la façon de traiter les problèmes. »
RÉPONSE DE GROUPE, ÎLES SALOMON

et de ralliement de soutiens en faveur d'un changement social...

« [La technologie numérique peut faire évoluer] l'attitude de la société envers les personnes dans le besoin. »
RÉPONSE DE GROUPE, RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

« [Elle peut nous aider] à abandonner nos vieux modes de pensée et à éliminer les stéréotypes. »
RÉPONSE DE GROUPE, RÉPUBLIQUE DE CORÉE

qui leur permettrait en outre de résoudre des problématiques sociales spécifiques, telles que la violence et les inégalités sociales.

« Nous devons mettre un terme aux violences sexuelles sur les enfants et respecter les droits de l'enfant en nous servant des sites de médias sociaux [...] pour diffuser des informations et faire passer notre message. »
RÉPONSE DE GROUPE, SÉNÉGAL

« Les enfants qui ont des besoins particuliers ne peuvent étudier sur un pied d'égalité avec les autres enfants. Il est important d'introduire des approches inclusives dans les établissements scolaires du pays. [Nous pouvons concevoir] des initiatives et des campagnes de sensibilisation en ligne. »
RÉPONSE DE GROUPE, BÉLARUS

Cependant, leurs idées sur la manière dont ils peuvent tirer profit des TIC pour susciter un changement social étaient limitées. Par exemple, seul un petit nombre de participants a souligné le fait que les TIC pouvaient servir à créer et à partager du contenu.

« Nous pouvons nous servir d'Internet pour créer des vidéos et des groupes pour sensibiliser le public au travail des enfants. »
FILLE, 15 ANS, BANGLADESH

« [Pour lutter contre la délinquance], nous pouvons créer une plateforme qui permettrait aux jeunes de découvrir et de montrer leurs compétences et leurs talents, ils auraient ainsi davantage de possibilités pour utiliser leur temps. »
RÉPONSE DE GROUPE, GUATEMALA

Ils ont toutefois d'autres idées sur la manière dont la technologie peut contribuer à résoudre les problèmes sociaux. Pour nombre d'entre eux, le principal atout de la technologie est de permettre à la population d'accéder à des services.

« [Nous pourrions] développer une application destinée aux toxicomanes, qui leur permettrait de bénéficier de services d'accompagnement. »
RÉPONSE DE GROUPE, BHOUTAN

« Je veux utiliser les médias sociaux pour diffuser des informations sur les enfants handicapés et les mettre en relation avec des organisations qui travaillent [avec] des enfants souffrant de handicap. »
FILLE, 15 ANS, BANGLADESH

Pour d'autres, les TIC peuvent donner une voix aux groupes marginalisés ou vulnérables.

« Créer des forums de discussion pour permettre aux filles de s'exprimer. »
RÉPONSE DE GROUPE, SÉNÉGAL

Les participants étaient convaincus que les technologies numériques peuvent leur permettre de faire davantage entendre leur voix dans les débats et les processus de prise de décisions liés à des questions qui les concernent.

« Monter une campagne pour avoir une incidence et pour que nous comprenions que nous avons une voix et un vote. »
RÉPONSE DE GROUPE, GUATEMALA

« [Les TIC favorisent] la communication avec la société, avec les représentants de la communauté et avec les personnes influentes. »
RÉPONSE DE GROUPE, BÉLARUS

Mais certains défis les empêchent de mettre en pratique ces idées, dont une connectivité limitée et surtout, de faibles niveaux d'habileté numérique. Les participants ont des solutions pour surmonter ces obstacles.

« Nous devrions créer un centre dédié à la technologie, une sorte de centre virtuel, ouvert à tout le monde et présent dans chaque province, afin que toutes les personnes qui n'ont pas accès à Internet actuellement puissent y accéder, avec du personnel prêt à aider chaque utilisateur du centre. »
RÉPONSE DE GROUPE, BURUNDI

Pour eux, l'école a un rôle clé à jouer pour faciliter leur engagement et leur participation au sein de la communauté...

« Les écoles peuvent proposer des conférences sur des questions traitées dans la presse et encourager les élèves à s'intéresser aux débats et à ne pas avoir peur de défendre leurs idéaux. »
FILLE, 19 ANS, BRÉSIL

et pour les aider à déployer les technologies numériques dans le but de provoquer un changement social.

« Je pense que l'école est l'endroit idéal et le plus sûr pour créer une plateforme sociale, [...] elle nous prépare à entretenir de meilleures relations avec les autres, y compris à avoir de meilleures compétences de communication. Peut-être pourrions-nous avoir un accès plus intelligent aux appareils technologiques afin de faciliter notre implication et notre engagement au sein de la communauté. »
FILLE, 19 ANS, TUNISIE

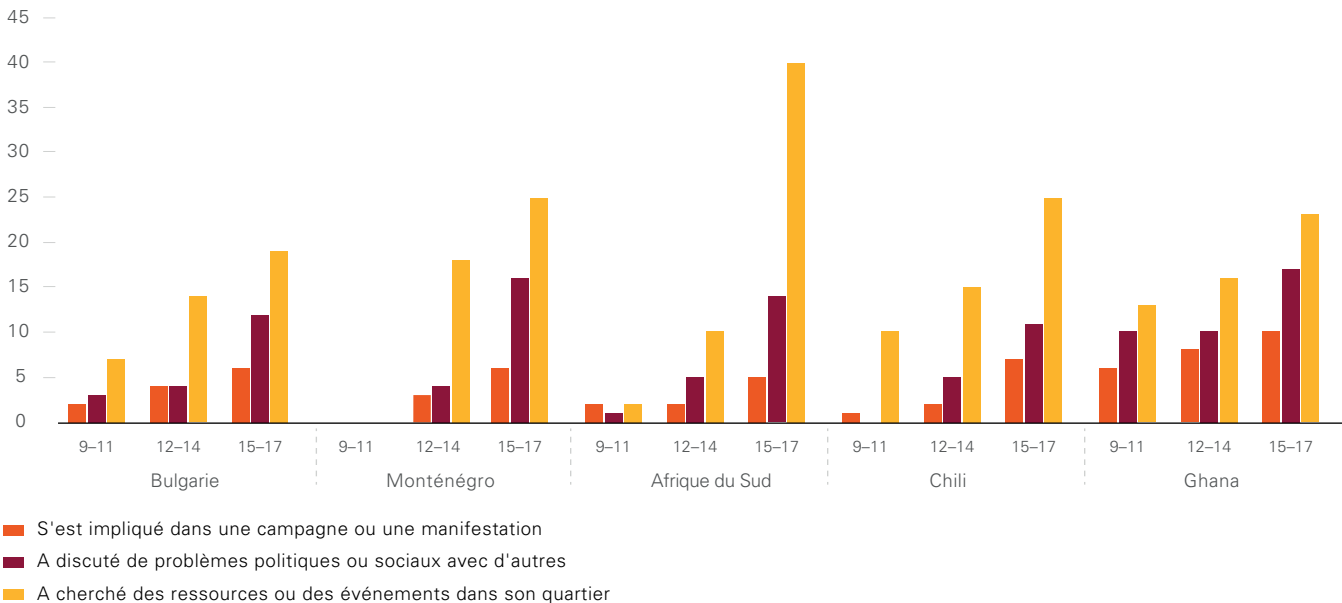
EN BREF :

L'habileté numérique a pour principal objectif d'amener la population à comprendre les possibilités que renferment les technologies numériques, y compris leur capacité à nous aider à faire face aux défis mondiaux. Il est cependant difficile, pour les enfants et les adolescents qui, dans de nombreuses parties du monde, ne jouissent pas d'un accès convenable à Internet, de comprendre et de saisir ces possibilités.

** Les réponses des participants ont été raccourcies et éditées à des fins de clarté, le cas échéant.*

FIGURE 1.1. – LES ENFANTS PLUS ÂGÉS ONT PLUS DE CHANCE D’AFFICHER UNE CERTAINE IMPLICATION CITOYENNE EN LIGNE

PRATIQUES CIVIQUES ET DE PARTICIPATION, PAR PAYS, PAR ÂGE (% D’ENFANTS QUI INDIQUENT LE FAIRE « AU MOINS UNE FOIS PAR SEMAINE »)



Source : Pays partenaires de Global Kids Online 2016-2017, données réunies par le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF.

Les possibilités en matière de participation économique : préparer les enfants au marché du travail numérique

La technologie numérique peut, de plusieurs manières fondamentales, élargir les possibilités économiques des jeunes adultes qui entrent sur le marché du travail ainsi que des enfants et des adolescents qui se préparent aux emplois de demain. Elle peut notamment leur permettre d'acquérir des compétences numériques qui augmentent leur employabilité, leur fournir un accès plus productif et plus large à des offres d'emploi et à des formations existantes et créer une sphère de nouveaux métiers (inhérents à l'« économie numérique »), dans laquelle ils sont susceptibles de trouver un emploi³⁷.

Les compétences numériques au service d'une meilleure employabilité : Dans le monde entier, la prolifération des téléphones portables a rendu possible la mise en place de programmes visant à aider les jeunes à développer leurs compétences numériques. Par exemple, le Programme somalien pour la subsistance de

la jeunesse, baptisé « Shaqodoon », donne aux jeunes à risque (de 14 à 24 ans) un accès à des possibilités de formation, de stage, d'emploi et d'entrepreneuriat au moyen de cours préenregistrés sur l'habileté financière et la préparation au marché du travail, qu'ils peuvent écouter sur des appareils MP3. Shaqodoon met ensuite les jeunes en contact avec des offres d'emploi grâce à une base de données en ligne également accessible aux employeurs. L'utilisation des technologies mobiles pour mettre en relation les jeunes avec les employeurs a produit de meilleurs résultats que les méthodes traditionnelles et s'est révélée plus efficace pour atteindre les groupes ruraux et nomades³⁸.

L'accès aux offres d'emploi : Les jeunes ont également de plus en plus recours aux technologies mobiles pour chercher un emploi. Les services mobiles de mise en relation professionnelle sont en plein essor : davantage de pays sont couverts, de plus en plus d'employeurs les utilisent pour publier des offres et un nombre croissant de jeunes s'en servent pour trouver un emploi³⁹. Il sera donc important de comprendre cette dynamique pour aider les jeunes à intégrer le marché du travail

du futur et pour façonner le monde du travail de demain de manière à lui permettre de répondre au mieux aux besoins d'une population de jeunes en pleine expansion dans de nombreuses régions (voir encadré Connecter la jeunesse en Afrique au chapitre 2).

Le réseautage est une pratique couramment employée pour mettre en contact les chômeurs et les employeurs et semble particulièrement adapté à une génération très présente sur les médias sociaux. Au Mexique, depuis le mois d'octobre 2017, la plateforme numérique gratuite Oportunidades para Internacionalistas [Offres pour les citoyens du monde] rassemble plus de 34 000 jeunes⁴⁰. Elle leur permet de faire la promotion de leurs compétences en ligne et d'entrer efficacement en contact avec de potentiels employeurs.

Les emplois de l'« économie numérique » :

Si elle a été critiquée pour avoir entraîné l'élimination de certains emplois, l'économie numérique a toutefois créé de nouveaux métiers qui pourraient particulièrement convenir aux jeunes dotés d'une habileté numérique. Ils pourraient ainsi être recrutés pour la réalisation de « microtâches », des tâches numériques discrètes réalisées à la manière d'une chaîne d'assemblage en vue de la réalisation d'un projet plus important, ou pour servir d'« infomédiaires » et aider des consommateurs moins habiles sur le plan numérique à accéder aux informations numériques et à les utiliser⁴¹. L'Union internationale des télécommunications (UIT) indique en outre que l'externalisation ouverte (la répartition de tâches pour la plupart spécialisées par un agrégateur en ligne) et le développement d'applications et de jeux font partie des nouveaux types d'emploi disponibles à l'ère numérique⁴².

Des compétences utiles à la vie au XXI^e siècle

Beaucoup des enfants d'aujourd'hui intégreront un marché du travail radicalement différent de celui qu'ont connu leurs parents. Cette transformation, souvent qualifiée de « quatrième révolution industrielle », repose sur une série de développements dans des domaines tels que l'apprentissage automatique, la robotique, la nanotechnologie et la biotechnologie⁴⁵. Si elles étaient auparavant hors de portée, ces technologies sont aujourd'hui de plus en plus intégrées et provoquent, par conséquent, un changement économique à un rythme jamais observé dans l'histoire⁴⁶.

Le fait que certains des pays les plus pauvres n'aient pas encore connu l'équivalent de l'industrialisation rapide occasionnée par la deuxième révolution industrielle vient compliquer cette transformation. Cependant, eux aussi seront touchés par ce phénomène. Certains réussiront à tirer profit des nouvelles technologies, ce qui leur permettra au moins d'inscrire certaines parties de leur économie dans l'avenir, tandis que d'autres en pâtiront, l'automatisation leur faisant perdre l'avantage compétitif acquis grâce à la mise à disposition d'une main-d'œuvre peu qualifiée à bas coût⁴⁷.

Les enfants acquièrent-ils les compétences nécessaires pour réussir dans la quatrième révolution industrielle ? Les données sont préoccupantes. Selon l'UNESCO, 250 millions d'enfants dans le monde sont analphabètes et illettrés en mathématiques, tandis que 200 millions de jeunes quitteront l'école sans avoir acquis les compétences nécessaires pour réussir⁴⁸. La situation est également

inquiétante pour les autres enfants, qui n'auront pas assez de leurs compétences élémentaires en matière de lecture et de calcul, car les lieux de travail du futur leur demanderont de plus en plus des compétences numériques, soit une habileté numérique.

Les définitions varient, mais le Forum économique mondial organise ces compétences en trois grandes catégories : les compétences fondamentales, dont les compétences traditionnelles en lecture et en mathématiques, ainsi que les TIC et les compétences scientifiques et culturelles, entre autres ; les aptitudes, dont la pensée critique, la créativité, la communication et la collaboration ; et les qualités telles que la curiosité, l'aptitude à s'adapter et les compétences de direction⁴⁹. L'OCDE souligne également que les compétences non cognitives, telles que la communication, la créativité, la collaboration et l'empathie, continueront de jouer un rôle déterminant dans la réussite professionnelle⁵⁰.

Si chaque individu a clairement intérêt à développer un éventail plus large de compétences, beaucoup se demandent si les travailleurs, même hautement qualifiés, tels que les radiographes et les économistes, pourront s'attendre à avoir des perspectives professionnelles stables au XXI^e siècle⁵¹. Les révolutions industrielles précédentes ont certes détruit des emplois, mais le nombre d'emplois créés a toujours fini par dépasser le nombre d'emplois sacrifiés⁵². Reste à savoir si la quatrième révolution industrielle reproduira le même schéma.

Si les TIC offrent des solutions prometteuses pour préparer les jeunes à intégrer le marché du travail, certains obstacles continuent de les empêcher de réaliser leur plein potentiel. Dans de nombreuses parties du monde, par exemple, les filles et les femmes se heurtent encore à des barrières qui les empêchent d'accéder au numérique et de développer leurs compétences. De même, l'aspect financier continue de freiner l'accès de nombreux enfants et jeunes à la technologie, tandis que la qualité de l'enseignement visant à former les enfants aux compétences numériques varie grandement⁴³. De manière plus générale, des défis traditionnels en matière de développement, dont le fait d'améliorer l'éducation et l'accès aux soins de santé, de promouvoir une bonne gouvernance et d'améliorer le climat économique, « empêchent la révolution numérique de réaliser son potentiel de transformation »⁴⁴.

Des possibilités pour l'inclusion sociale

Les outils numériques et la connectivité peuvent changer la donne pour les enfants les plus défavorisés, en particulier les enfants en déplacement, les enfants souffrant de handicap et les enfants victimes d'exclusion et de marginalisation en raison de leur appartenance ethnique ou de leur identité sexuelle.

Enfants en déplacement

Aujourd'hui, dans le monde, près de 50 millions d'enfants sont en déplacement. Parmi eux, 28 millions ont été contraints à partir de chez eux en raison de conflits, et des millions d'autres migrent pour échapper à une pauvreté accablante et aux effets de plus en plus dévastateurs des changements climatiques⁵³. Tout au long de leur périple, ces enfants comptent de plus en plus sur la technologie numérique, en particulier sur la connectivité mobile.

Par exemple, dans le camp de réfugiés syriens de Zaatari en Jordanie, 88 % des jeunes interrogés en 2015 possédaient un téléphone portable et plus de la moitié utilisait Internet au moins une fois par jour⁵⁴.

Les technologies numériques sont particulièrement importantes pour les enfants

en déplacement qui ne sont pas accompagnés par leur famille ou par des adultes qui en ont la charge⁵⁵.

D'après les observations de Plan International, les enfants et les jeunes (jusqu'à 24 ans) qui migrent sans leurs parents ou d'autres accompagnateurs utilisent les TIC pour planifier et préparer leur départ, faciliter leur périple, rester en contact avec leur famille, trouver du soutien et des offres d'emploi et gérer leur intégration et parfois leur rapatriement forcé. Certains d'entre eux se servent également des plateformes sociales telles que Facebook pour entrer en contact avec des personnes qui vivent des expériences comparables dans d'autres pays, échanger des informations et se soutenir⁵⁶.

Malgré la promesse formidable que représentent les TIC pour les enfants en déplacement, la plupart n'ont qu'un accès moindre, voire inexistant, à la technologie. Toutefois, dans l'ensemble, un tiers des foyers de réfugiés dispose d'un téléphone basique, un peu plus d'un tiers a un téléphone équipé d'Internet et un peu moins d'un tiers n'a pas de téléphone du tout. Dans les régions dotées d'une connectivité minimale, les réfugiés disposent d'un accès encore moins important à la technologie que le reste de la population : dans les zones rurales, les réfugiés sont deux fois moins susceptibles que la population rurale en général d'avoir accès à un réseau 2G ou 3G⁵⁷.

Conscient de l'importance de la technologie numérique dans les situations d'urgence humanitaire, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a appelé l'ensemble des réfugiés et des communautés qui les accueillent à se connecter à Internet afin d'utiliser ces technologies pour améliorer leurs conditions de vie.

Le laboratoire d'innovation pour l'apprentissage du HCR a développé des projets à l'aide de plusieurs plateformes numériques dans l'idée d'évaluer les pratiques qui fonctionnent, celles qui ne fonctionnent pas et celles qui peuvent être déployées à grande échelle. Dans l'un de ces laboratoires pour l'apprentissage, par exemple, les enfants du réseau de camps de réfugiés de Dadaab, au Kenya, qui forment le plus grand complexe de camps de réfugiés du monde entier et le plus persistant dans le temps, ont accès à 13 écoles de l'initiative



Vivre à Danamadja, c'est comme vivre dans une boîte fermée. Le monde extérieur continue d'avancer, mais sans Internet, nous sommes à la traîne.



Rester connecté loin de chez soi

Le camp de réfugiés de Danamadja, au Tchad, se situe au milieu d'une vaste forêt. Pour les réfugiés qui ont fui les conflits en République centrafricaine installés dans ce camp, de l'autre côté de la frontière, rester connecté est un véritable défi. « La plupart des jeunes qui veulent utiliser Internet doivent parcourir de longues distances à pied pour se connecter au réseau », témoigne Mahamat Djida, 25 ans, propriétaire d'un local de rechargement de téléphones. « Le service est très mauvais et instable, mais nous n'avons pas beaucoup d'options. »

« Mes parents sont restés à Bangui. Pour rester en contact avec eux, je n'ai que WhatsApp et Messenger », explique Fatima. « Je parle avec eux deux ou trois fois par semaine, en fonction de mes moyens financiers. »

En plus de les aider à rester en contact avec leur famille et leurs amis, les téléphones portables et Internet ont donné aux jeunes des possibilités de

surmonter leurs conditions de vie dans le camp. Adam Souleymane, jeune réfugié de 16 ans, est très fier de son nouveau smartphone. « J'utilise Internet pour faire des recherches, en particulier dans le domaine de la biologie. Il n'y a pas de bibliothèque dans le camp. »

« Je n'ai pas de téléphone et Facebook me manque », ajoute son ami, Ali Amine, 18 ans, en jouant avec le téléphone d'Adam. « Vivre à Danamadja, c'est comme vivre dans une boîte fermée. Le monde extérieur continue d'avancer, mais sans Internet, nous sommes à la traîne. »

Être né du mauvais côté de la fracture numérique a de nombreuses conséquences pour ces enfants. Dans un tel contexte, il est vital de plaider pour que les jeunes qui cherchent à utiliser les technologies numériques pour résoudre les problèmes qui touchent leur vie aient un meilleur accès à la technologie et bénéficient du soutien nécessaire.

Forcée de quitter sa maison au Nigéria, Khadija, 15 ans, vit désormais dans le camp de réfugiés Dar-es-Salam, au Tchad. Elle espère qu'un jour elle travaillera dans l'informatique et estime qu'Internet « est le meilleur moyen d'apprendre et de partager son savoir ».

© UNICEF/UN028860/TREMEAU

Instant Network Schools. Ces « écoles en boîte » leur fournissent des tablettes, un accès à Internet et des contenus pédagogiques élaborés conjointement avec la communauté locale. Les premiers rapports indiquent que le projet a permis d'accroître la motivation des enseignants et des élèves⁵⁸.

Enfants exclus et marginalisés

Les outils numériques et la connectivité ont en outre aidé des groupes minoritaires à se sentir mieux intégrés au sein de leur communauté⁵⁹ et ont créé de nouvelles possibilités d'expression, de réseautage, de militantisme politique et d'inclusion sociale.

L'utilisation des médias sociaux apporte aux peuples autochtones, tels que les aborigènes et les indigènes du détroit de Torrès, en Australie, un sentiment de pouvoir et de contrôle sur leur identité et leur communauté⁶⁰.

Les ressources et les environnements en ligne constituent également d'importantes sources d'information et de socialisation pour les jeunes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT), qui utilisent les plateformes numériques pour s'informer sur leur communauté et développer un sentiment d'appartenance⁶¹. Selon une étude menée en 2013 par GLSEN, une organisation qui lutte contre la discrimination fondée sur l'identité sexuelle dans les établissements scolaires, les adolescents LGBT, habituellement, ne reçoivent aucune information sanitaire pertinente à la communauté LGBT à l'école ou chez eux. Face à ce vide, ils se tournent vers les ressources en ligne pour trouver des informations sur des thèmes relatifs à la santé et à la sexualité⁶². L'ère numérique peut donc contribuer à autonomiser et à rassembler différents groupes, à rompre les barrières culturelles et à améliorer la cohésion sociale.

Les lignes téléphoniques de protection de l'enfance ont toujours aidé les enfants en détresse à trouver quelqu'un à qui parler. Chaque année, des millions d'enfants se tournent vers ces services d'assistance. En 2015, ces lignes ont reçu près de 20 millions d'appels⁶³. De l'Égypte à la Suède, les technologies numériques transforment ce secteur de la protection de l'enfance en introduisant de nouveaux outils de communication pour les enfants qui préfèrent

communiquer par message texte, courriel, discussion en ligne, bulletins d'information en ligne ou autres méthodes, élargissant ainsi les capacités des services à atteindre les enfants en détresse⁶⁴.

Enfants vivant avec un handicap

Beaucoup d'enfants souffrant de handicap dans le monde sont isolés et se battent contre la stigmatisation, la discrimination et un environnement social qui ne répond pas à leurs besoins ni ne soutient la réalisation de leurs droits. Ces enfants, par exemple, dépendent souvent plus de l'intervention des adultes que leurs semblables, ce qui limite leur capacité d'action. La communication numérique leur offre une solution pour s'exprimer, faire leurs propres choix et participer aux décisions qui les touchent. Elle a également le potentiel de faciliter la communication avec leurs amis et de réduire le sentiment d'isolement⁶⁵. Les technologies numériques peuvent en outre leur donner accès à l'éducation, à la formation aux compétences et à l'emploi.

Les applications mobiles peuvent aider les enfants et les jeunes handicapés à gagner en autonomie. Elles peuvent servir à la communication en temps réel et aux activités qui répondent à des besoins sensoriels, physiques et cognitifs uniques. iSign, par exemple, facilite la communication entre les élèves sourds et leurs enseignants et leurs pairs qui ne connaissent pas la langue des signes.

L'application Yuudee facilite la communication avec les enfants souffrant d'autisme en leur permettant d'« exprimer » une idée ou une réponse ou de formuler un besoin en appuyant sur une icône. Elle peut aussi aider les enseignants et les parents à enseigner à ces enfants des compétences de communication et des compétences cognitives. D'autres plateformes numériques aident les enfants qui ont des besoins particuliers à passer des examens sur les mêmes sujets que leurs pairs. Le Consortium DAISY de bibliothèques de livres audio, qui jouit désormais d'une portée mondiale, rend les textes accessibles à des enfants qui, à cause d'un handicap visuel ou d'une autre raison, ne peuvent pas lire les caractères imprimés.

L'accès à de tels services est toujours limité, si bien que ce type d'applications d'aide



Les enfants souffrant d'autisme peuvent « exprimer » une idée ou formuler un besoin en appuyant sur une icône.

En ligne, mon fauteuil roulant est invisible

**PAR IVAN BAKAIDOV,
18 ANS,
SAINT-PÉTERSBOURG,
FÉDÉRATION DE RUSSIE**



Aujourd'hui, les technologies numériques se développent à la vitesse de la fibre optique, révolutionnant la vie de millions de personnes dans ce monde. Mais les technologies modernes jouent un rôle central particulier pour les enfants handicapés.

J'ai 18 ans et je souffre d'une paralysie cérébrale, un handicap physique qui affecte ma motricité et ma posture, raison pour laquelle j'utilise un fauteuil roulant. Le jour où j'ai reçu une tablette avec une connexion à Internet, ma vie a radicalement changé.

La tablette me donne la liberté de communiquer. Les voies de communication ont radicalement changé au cours des 300 dernières années : nous sommes passés des courriers en papier qui nous étaient remis par des postiers à cheval à des outils de messagerie numérique en temps réel. Les personnes souffrant de handicap ont grandement bénéficié de ce progrès, car aujourd'hui, il n'est plus nécessaire d'être très mobile pour communiquer. Les enfants et les jeunes handicapés peuvent désormais communiquer avec leur famille et leurs pairs en ligne. J'ai beaucoup d'amis en ligne, de différents coins du monde. Si nous devions nous rencontrer en personne, ils ne comprendraient pas un mot de ce que je dis en raison de mon trouble de l'élocution. Cependant, grâce à l'aide de la technologie, je peux communiquer avec eux sans effort. Certains de mes amis virtuels ne savent même pas que j'ai un handicap.

De la même manière, la technologie me permet de communiquer avec mes enseignants. L'éducation est un autre domaine dans lequel la technologie moderne joue un rôle inestimable pour les enfants handicapés. Les occasions d'éducation en autodidaxie sont illimitées. Malgré le fait que je sois étudiant, je ne peux pas physiquement me rendre à l'école. Toutefois, grâce à Internet et au téléphone, je suis les cours et les instructions des professeurs, et ce, indépendamment de ma condition physique. Il existe en outre des plateformes en ligne qui permettent aux jeunes d'obtenir des diplômes professionnels sans avoir à sortir de leur fauteuil roulant.

Cela me mène à un autre domaine dans lequel les technologies numériques multiplient les possibilités : l'emploi. Dans l'économie moderne, le travail mental l'emporte sur le

travail physique, si bien qu'il est beaucoup plus facile aujourd'hui pour une personne atteinte d'un handicap physique de trouver un emploi que cela ne l'était il y a 100 ans.

L'employeur d'aujourd'hui se fiche de savoir si son programmeur, son journaliste ou son responsable du référencement est en fauteuil roulant ou pas, du moment qu'il fait son travail. Dans l'univers du codage, en particulier, les handicapés pourraient même parfois avoir un avantage. Par exemple, aujourd'hui, en Russie, les spécialistes en accessibilité des sites sont très recherchés. Moi-même, j'ai récemment conseillé et soutenu un groupe de designers graphiques à Saint-Petersbourg dans ce domaine.

L'utilisation croissante des technologies numériques m'a inspiré pour développer mes propres programmes de communication alternative afin d'aider des personnes muettes, souffrant de troubles de l'élocution ou d'un grave handicap physique. Par exemple, j'ai développé le logiciel DisType et il m'a aidé à prendre la parole pour effectuer un plaidoyer au Sommet mondial sur l'action humanitaire, organisé à Istanbul en 2016.

DisQwerty permet de chercher un mot ou une expression en cliquant sur un seul bouton, ce qui peut être extrêmement utile. J'ai également développé le programme DisTalk, qui permet de s'exprimer uniquement à l'aide d'images. Tous ces programmes sont mis gracieusement à la disposition du public. Vous pouvez en découvrir davantage sur ces projets à l'adresse suivante : <http://en.aacidov.ru>.

Mon histoire montre bien que les technologies numériques contribuent à éliminer les obstacles et offrent des possibilités aux enfants et aux jeunes atteints de handicap.

Ivan Bakaidov, 18 ans, est un jeune porte-parole de la Fédération de Russie. Il souffre de paralysie cérébrale et d'une fente palatine. Atteint d'un trouble de l'élocution depuis l'enfance, le jeune homme veut aider d'autres enfants et jeunes handicapés à résoudre leurs problèmes de communication et à bénéficier de leur droit à être inclus.

reste inaccessible pour la plupart des enfants handicapés, en particulier lorsqu'ils vivent dans des contextes défavorisés ou marginalisés.

Les enfants handicapés se heurtent à plusieurs obstacles pour accéder à de tels services, dont le fait qu'ils vivent dans des régions rurales sans accès à la technologie, qu'ils n'ont pas les moyens financiers nécessaires, que leurs parents n'ont pas connaissance de ces services ou qu'aucun appareil adapté à leurs besoins n'a encore été créé. D'après des enquêtes menées en 2006 auprès de personnes handicapées vivant dans des pays développés, celles-ci sont moitié moins susceptibles d'avoir un ordinateur à la maison que les personnes ne souffrant d'aucun handicap, d'avoir accès à Internet et de se rendre en ligne le cas échéant⁶⁶. Ces enquêtes ne ciblaient pas spécifiquement les enfants, mais ont permis de souligner le besoin de comprendre les obstacles à l'accès à la connectivité. Les enfants handicapés qui ont accès à Internet, en particulier les enfants souffrant de troubles de l'apprentissage ou d'un retard de développement, peuvent être exposés à des risques spécifiques (voir chapitre 3).

Se tourner vers l'avenir

Il ne fait aucun doute que les TIC ont déjà grandement élargi les possibilités des enfants en matière de développement, d'apprentissage, de participation et d'amélioration personnelle et de leur situation. Comme le montre le chapitre suivant, ces avantages sont toutefois loin d'être équitablement partagés, et les bénéfices et les occasions offerts aux enfants ne sont pas obligatoirement comparables d'une région à une autre. Les différents pays du monde se trouvent à différentes phases de développement technologique et de pénétration d'Internet. Nombreux sont ceux qui, par ailleurs, doivent surpasser des obstacles sociaux, économiques et culturels élevés sur le chemin de la connectivité. La plupart des recherches sont encore concentrées sur les pays à revenu élevé, mais beaucoup reste à faire dans d'autres régions de la planète. En outre, il est crucial d'écouter ce que les enfants eux-mêmes ont à dire pour répondre aux questions qui portent sur leurs droits⁶⁷.

Toutefois, il est ardu d'évaluer dans quelle mesure ces possibilités peuvent être généralisées, ainsi que les avantages réels qu'elles apportent aux enfants, et ce, pour plusieurs raisons. L'une des principales est le temps : même s'ils suscitent l'enthousiasme et l'inspiration, beaucoup des exemples mentionnés dans ce rapport et ailleurs sont encore trop récents pour qu'on puisse en évaluer les effets. Dans un domaine où les transformations sont si rapides, la recherche peine à suivre le rythme. De plus, sauf pour l'éducation formelle, les études rigoureuses qui mesurent ou évaluent les bénéfices retirés par les enfants qui profitent de ces possibilités sont rares. Les expériences numériques des enfants défavorisés, notamment dans les pays à revenu faible et intermédiaire sont encore moins documentées et étudiées⁶⁸.

D'où la nécessité d'effectuer davantage de recherches et d'évaluations afin de mieux comprendre comment les enfants saisissent les possibilités à l'ère du numérique et, notamment, pourquoi certains en profitent plus que d'autres.

Si l'on veut transformer les possibilités en avantages réels pour les enfants à l'ère du numérique, en particulier dans les domaines de l'éducation, la participation et l'inclusion sociale, il est crucial d'appréhender le contexte de leurs expériences numériques et de leur fournir des conseils et un soutien appropriés, surtout s'ils sont migrants, exclus ou handicapés.

La technologie est encore au service des capacités et des contraintes humaines. En ce qui concerne l'éducation, ces dernières sont liées à la motivation des élèves, aux compétences des enseignants et à des méthodes pédagogiques rigoureuses. Les données probantes disponibles suggèrent que la technologie ne présente des avantages que lorsque des structures humaines positives sont déjà en place. Un outil numérique ne peut pas corriger une bureaucratie dysfonctionnelle ni réduire les inégalités éducatives si la société dans son ensemble ne s'attaque pas à ces problèmes.

Si l'on veut sincèrement aider les enfants, en particulier les plus défavorisés, il faut commencer par tenir compte de leurs besoins spécifiques dès l'élaboration des outils

numériques – en s’inspirant, par exemple, des principes de la conception universelle.

Les enfants internautes considèrent la connectivité numérique comme un élément extrêmement positif de leur vie⁶⁹. Leur enthousiasme, leur fascination et leur motivation à cet égard reflètent le pouvoir et le potentiel évidents du numérique – non seulement pour améliorer leur quotidien, mais également pour multiplier leurs chances

d’avoir un avenir meilleur. Il faut appuyer ces deux atouts, notamment en prenant des mesures visant à assurer la connectivité du plus grand nombre possible d’enfants et en leur transmettant les compétences nécessaires pour optimiser les avantages de l’ère du numérique.



Les technologies numériques peuvent changer la donne pour les enfants vivant dans les pays aux revenus les plus faibles, comme le Bangladesh.
© UNICEF/UNI157753/MAWA



PERSPECTIVE

Un potentiel illimité : la technologie au service des handicapés

Kartik Sawhney



En 2001, j'ai intégré une école primaire ordinaire en Inde. Ce fut un véritable défi pour moi qui avais toujours été scolarisé dans un établissement spécialisé pour les aveugles. J'étais intimidé. Je n'avais aucune idée de la façon de communiquer avec mes pairs et mes enseignants ou, simplement, de m'adapter à mon nouvel environnement. Je faisais mes devoirs en braille et ma mère usait de patience tous les jours pour les transcrire pour mes enseignants. Aucun d'eux n'avait de compétences pour faire cours à un élève aveugle, mais leur soutien et leurs encouragements, ainsi que ceux de mes parents, m'ont aidé à me dépasser et à vivre une expérience formidable.

L'année suivante, ma vie a totalement changé. On m'a présenté un ordinateur, mais pas n'importe lequel : un ordinateur exceptionnel qui me parlait. Je jouais dessus toute la journée, de plus en plus épaté à chaque fois que je découvrais une nouvelle fonction. Cette découverte du Web ainsi que la perspective d'obtenir toutes les informations dont j'avais besoin d'une simple pression sur la touche Entrée furent des expériences incroyables et libératrices.

Plus je m'enthousiasmait au sujet de ce nouvel outil, plus j'avais envie de comprendre en détail les mystères de son fonctionnement. Comment mon ordinateur en Inde pouvait-il obtenir des informations d'un ordinateur situé au siège de Google aux États-Unis ? Comment pouvais-je regarder des émissions télévisées sur mon ordinateur ? Comment connaissait-il les sites Web qui m'intéressaient sans même que j'en saisisse l'adresse ? Pour trouver des réponses à ces questions, en première année du secondaire, je me suis mis à lire des manuels sur l'informatique et la programmation. Ces lectures m'ont permis de concevoir une première application qui me ferait gagner en efficacité. Si beaucoup de mes applications visaient simplement à m'aider à appliquer mes connaissances, d'autres sont nées de ma frustration de ne pas pouvoir jouir de la même expérience d'apprentissage que mes pairs.

Dans les cours d'algèbre au lycée, par exemple, je ne comprenais pas les figures et les courbes. Malgré plusieurs tentatives pour les visualiser à l'aide de descriptions orales, je n'arrivais toujours pas à m'en faire une représentation précise. J'ai failli abandonner, lorsqu'il m'est venu une idée

qui alliait mes passions pour la musique et pour la technologie. C'est ainsi qu'est né Audio Graph Describe, un logiciel qui permet de produire la représentation tonale d'une figure. La possibilité de visualiser une figure grâce à des variations de fréquence m'a non seulement permis de comprendre les figures complexes qui m'avaient tant tourmenté, mais m'a aidé à raviver mon intérêt pour les mathématiques et les sciences. C'est ça, le pouvoir de la technologie !

Tandis que j'avancais dans ma scolarité, mon intérêt pour la technologie n'a cessé de grandir. J'ai décidé d'étudier l'informatique à l'université afin de développer une technologie qui permettrait à tout le monde de réaliser son plein potentiel. Une fois là-bas, j'ai rencontré des personnes qui partageaient une vision comparable. Aux États-Unis, j'ai eu l'agréable surprise de rencontrer plusieurs développeurs handicapés, peu nombreux en Inde. Étant eux-mêmes confrontés aux défis du quotidien, ils m'ont paru bien placés pour trouver des idées novatrices qui amélioreraient l'accessibilité de la communauté handicapée et pour les conceptualiser et les mettre en œuvre.

J'ai eu la chance d'essayer plusieurs de leurs inventions : j'ai chaussé des lunettes de réalité augmentée qui permettent à leur utilisateur aveugle, grâce à un volontaire connecté, d'obtenir une description en temps réel de ce qu'il a en face de lui, j'ai utilisé une application qui s'appuie sur la vision par ordinateur pour reconnaître des objets et du texte et décrire des situations, je me suis déplacé en fauteuil roulant grâce au mouvement de mes yeux et j'ai découvert des avancées extraordinaires dans le sous-titrage automatique en direct.

Étant moi-même passionné de technologie et engagé pour la cause des handicapés, ces technologies m'enthousiasment au plus haut point et je suis impatient de découvrir, dans un avenir proche, d'autres technologies révolutionnaires qui réduiront le handicap à un simple inconvénient.

Les technologies récentes et à venir vont apporter une aide précieuse, mais certaines questions préoccupantes méritent toujours notre attention. La plupart des handicapés dans le monde consomment cette technologie, mais ne se posent pas en tant qu'innovateurs. Comme le montrent si bien plusieurs ingénieurs handicapés très talentueux, le handicap



Les technologies numériques créent des possibilités pour les enfants handicapés, comme pour ce garçon aveugle à Kuala Lumpur, en Malaisie, qui utilise un logiciel de reconnaissance vocale pour suivre des cours. © UNICEF/UNI182589/PIROZZI)

n'est pas un obstacle à l'excellence technique. Il est donc impératif d'encourager les personnes handicapées et, surtout, de leur fournir le soutien et les ressources nécessaires pour les aider à envisager la technologie comme une voie professionnelle potentielle.

Outre ce point, plusieurs applications et sites Web ne satisfont pas aux normes en matière d'accessibilité, excluant plus d'un milliard d'handicapés dans le monde. Ce problème ne vient pas uniquement d'un manque de formation en matière d'accessibilité, mais d'un manque de sensibilisation au handicap. Il est donc urgent

d'intensifier nos efforts dans ce domaine. Je suis impatient que chacun d'entre nous, à notre manière, commençons à tirer profit des possibilités illimitées que nous offre la technologie.

Kartik Sawhney prépare un Master en sciences informatiques à l'Université Stanford, où il se spécialise en intelligence artificielle. Il s'intéresse à l'apprentissage automatique, au traitement du langage naturel, à l'accessibilité et aux technologies d'assistance.



Le handicap n'est pas un obstacle à l'excellence technique.

Que doivent savoir les enfants dans le monde numérique ?

Il est de plus en plus évident que les enfants doivent être mieux préparés à mener une vie pénétrée par les technologies numériques. Comme l'expliquait une mère du camp de réfugiés de Zaatari en Jordanie : « À mon époque, un analphabète ne savait ni lire ni écrire. Maintenant, un analphabète, c'est quelqu'un qui ne sait pas aller sur Internet. Je ne veux pas que mes enfants soient analphabètes. C'est très important. Nous voulons que nos enfants puissent bénéficier d'un avenir meilleur⁷⁰. »

Mais que signifie l'analphabétisme à l'ère numérique ? Plus généralement, de quelles compétences et qualités les enfants ont-ils besoin pour éviter les risques et tirer le meilleur parti des possibilités en ligne ? Ces questions trouvent un grand nombre de réponses chez les parents, les enseignants, les décideurs politiques et les universitaires. On peut les regrouper sous deux notions globales : « l'habileté numérique (et avec les médias) » et « la citoyenneté numérique ». Les définitions de ces concepts varient et bien souvent se recoupent, ce qui peut avoir des conséquences sur la conception des programmes éducatifs pour les enfants. Ainsi, le risque existe de trop insister sur certaines compétences ou qualités au détriment d'autres.

Comment dès lors parvenir à définir plus clairement ces notions ?

Habilité numérique : Le travail de Global Kids Online, de l'UNESCO et d'autres entités met avant tout l'accent sur quatre ensembles de compétences. Les enfants doivent être capables :

1. d'accéder à des environnements numériques et de les exploiter de façon sécurisée et efficace ;
2. d'évaluer les informations de manière critique ;
3. de communiquer de façon sécurisée, responsable et efficace au moyen des technologies numériques ; et
4. de créer du contenu numérique.

L'intérêt de l'habileté numérique est largement admis. Lors de la Journée de débat général de 2014 sur les droits de l'enfant et les médias numériques, le Comité des Nations Unies sur les droits de l'enfant a chargé les États Membres d'inclure l'habileté numérique dans leurs programmes scolaires⁷¹.

Le développement de l'habileté numérique et avec les médias des enfants dès le plus jeune âge a été identifié parmi les prérequis essentiels pour toute société démocratique du XXI^e siècle.

Citoyenneté numérique : Les premières définitions de la citoyenneté numérique étaient souvent assez générales, mais des recherches plus récentes penchent pour une définition plus précise, et ce, pour plusieurs raisons, notamment pour améliorer l'accent placé sur l'enseignement du sujet et pour garantir que les objectifs d'apprentissage sont bien définis⁷². Deux principes sont mis en avant comme des piliers de la citoyenneté numérique, à savoir :

1. un comportement respectueux et tolérant envers les autres ; et
2. une participation citoyenne en ligne.

Sur la base des recherches de Petar Kanchev, expert du programme Safer Internet au sein du Applied Research and Communications Fund en Bulgarie, de Sanjay Asthana, École du journalisme, Middle Tennessee State University, et de l'équipe de La Situation des enfants dans le monde 2017.

Même si les définitions sont parfois confuses, l'objectif général d'enseigner l'habileté numérique et la citoyenneté numérique est clair : offrir aux enfants un portefeuille complet de compétences et de savoirs qui leur permet d'éviter les risques et de tirer le maximum des possibilités en ligne, mais aussi d'exercer pleinement leurs droits dans le monde numérique. Ce dernier point est important : les découvertes de Global Kids Online suggèrent qu'alors que la plupart des jeunes partagent des contenus en ligne, et que beaucoup d'entre eux créent des vidéos, il leur manque souvent les compétences et les connaissances numériques nécessaires pour passer à l'échelon supérieur de la participation citoyenne, un volet important des possibilités qui existent en ligne⁷³.

SECTION SPÉCIALE : Comment les TIC soutiennent-elles l'action humanitaire ?

Ces deux dernières années, une grande partie de la Somalie a souffert de sécheresses qui ont dévasté la terre et poussé des familles à quitter leur maison à la campagne dans l'espoir de trouver de l'aide en ville. Dans ce pays millénaire, une partie de l'aide arrive sous la forme la plus moderne qui soit : des espèces numériques envoyées directement sur le téléphone des familles. Cette aide est une planche de salut pour les parents et les enfants : comme l'a expliqué un père à un représentant d'Oxfam, « nous pouvons choisir [comment dépenser notre argent] et acheter la nourriture que nous voulons et la quantité d'eau dont nous avons besoin ou, si nous préférons, investir dans du fourrage pour un agneau ou dans l'éducation d'un enfant ».

Les espèces numériques ne sont qu'un exemple de l'utilisation croissante des TIC pour aider des enfants et leur famille à survivre à des contextes d'urgence humanitaire et d'autres situations difficiles. Leurs effets peuvent être perçus dans de nombreux secteurs : ainsi, l'amélioration des communications que les TIC rendent possibles permet aux travailleurs humanitaires de mieux coordonner les interventions et de tenir les populations affectées informées au cours des crises (voir encadré sur le Tchad p.31).

Les mégadonnées dans les situations d'urgence sanitaire

Les technologies numériques sont utilisées pour sauver des millions de vie lors des situations d'urgence sanitaire. Pendant une épidémie, par exemple, les plateformes des réseaux mobiles peuvent fournir aux personnes infectées et aux ménages touchés des informations vitales, des produits de santé essentiels et un soutien financier⁷⁴. Ainsi, en Ouganda, le groupe de travail national sur l'Ebola a mis en place une plateforme mHealth, baptisée mTrac, qui autorise des alertes et une surveillance en temps réel par SMS de la part des communautés et des professionnels de santé. mHero, un outil comparable, a été utilisé pendant l'épidémie d'Ebola au Libéria pour gérer les mises à jour du registre national des professionnels de santé, renforcer les communications et fournir des données en temps réel sur les services sanitaires essentiels⁷⁵.

L'utilisation des « mégadonnées » pour aider à gérer les situations d'urgence sanitaire, ou d'autres contextes humanitaires, suscite un intérêt croissant. Les mégadonnées (de grandes quantités de données qui peuvent être utilisées pour analyser des tendances) tirées des téléphones mobiles par exemple peuvent fournir des informations vitales pendant

une épidémie et aider les pays à intervenir plus efficacement ou à éviter qu'une maladie n'atteigne le statut d'épidémie.

Pendant l'épidémie de dengue qui a frappé le Pakistan en 2013, des données d'appel anonymisées de près de 40 millions d'abonnés pakistanais de Telenor ont servi à prédire la diffusion et la vitesse de propagation de la maladie, ce qui a contribué à l'amélioration des mécanismes d'intervention nationaux⁷⁶.

Pendant l'épidémie de Zika, l'UNICEF et Amadeus, un organisme qui fournit un soutien technique au secteur mondial du voyage, se sont associés et ont analysé les données mondiales en matière de voyages pour mieux comprendre les schémas de diffusion du Zika et les zones où la maladie était susceptible d'apparaître⁷⁷.

De même, Magic Box, une initiative pilote de l'UNICEF, est actuellement mise au point pour utiliser des informations en temps réel et soutenir les interventions humanitaires vitales lors des situations d'urgence⁷⁸. Magic Box collecte des données anonymisées en temps réel, comme l'utilisation des téléphones mobiles, pour mieux comprendre l'activité humaine. L'analyse de ces données permet ensuite d'améliorer la gestion des catastrophes humanitaires, fournir des alertes et soutenir des interventions essentielles ainsi que la récupération.



Les données mobiles aident les pays dans l'amélioration de la lutte contre les épidémies et la prévention en général.



Les TIC jouent un rôle de plus en plus important dans les crises humanitaires, comme dans le cas de l'épidémie d'Ebola au Libéria, en 2014. © UNICEF/UNI176804/RYENG

Éducation, urgences et TIC

Aujourd'hui dans le monde, on estime que 27 millions d'enfants qui vivent dans des zones de conflit ne sont pas scolarisés⁷⁹. L'absence de ressources comme des livres, des salles de classe adaptées et des enseignants formés constitue le principal obstacle à l'éducation des enfants dans les contextes d'urgence.

Les technologies numériques peuvent aider à combler ces lacunes en contribuant à créer des possibilités d'enseignement à distance pour les enfants et les enseignants, en améliorant la coordination des activités éducatives dans les contextes d'urgence, en diffusant des informations éducatives et en soutenant l'élaboration et la diffusion de programmes numériques.

Les TIC peuvent également aider les gouvernements et les autorités locales à mieux gérer les systèmes éducatifs en situation d'urgence et pendant les crises chroniques. Par exemple, en République centrafricaine, où la violence et les troubles ont contraint un grand nombre d'enfants à abandonner l'école, le gouvernement utilise EduTrac, un système de collecte de données qui s'appuie sur les données mobiles pour rassembler des informations de base, notamment quelles écoles sont ouvertes et le nombre d'élèves qui s'y rendent, même dans les zones les plus difficiles d'accès.

Biométrie, réfugiés et protection sociale

L'une des applications les plus frappantes des TIC mises en œuvre lors des récentes crises humanitaires est le recours à la biométrie pour enregistrer l'identité des réfugiés et son utilisation ultérieure pour leur fournir des services essentiels. La biométrie utilise les caractéristiques physiques d'un individu, comme le visage, l'iris ou les empreintes digitales pour créer un registre unique des identités. Des travailleurs humanitaires ont déjà utilisé l'identification par l'iris pour rapatrier des réfugiés afghans et transférer de l'argent à des réfugiés syriens en Jordanie⁸⁰.

En effet, les systèmes d'envoi d'espèces, qu'ils s'appuient ou non sur la biométrie, constituent un autre aspect de l'aide humanitaire qui profite fortement des TIC. Ces envois sont de plus en plus souvent gérés au travers de systèmes monétaires mobiles, ce qui étend leur portée et améliore leur efficacité.

D'après les données de la GSMA, une organisation professionnelle réunissant des opérateurs de réseaux mobiles, dans un grand nombre de pays qui accueillent des populations déplacées, les réseaux monétaires par téléphonie mobile sont plus étendus que le système bancaire formel⁸¹. Les envois d'espèces dans les contextes humanitaires améliorent la vie des enfants de plusieurs façons, notamment parce que les ménages qui reçoivent ces



Les paiements numériques étendent la portée et l'efficacité des programmes d'envoi d'espèces.

sommes les dépensent en priorité au profit des besoins spécifiques des enfants, comme l'alimentation, l'hébergement, la santé et l'éducation⁸². En fournissant aux bénéficiaires un compte d'opérations de base, les paiements numériques peuvent également favoriser l'inclusion financière à long terme⁸³.

Éthique et respect de la vie privée dans la collecte et le partage des données en situation d'urgence

Les avantages de l'utilisation des technologies numériques pour la collecte et le partage des données en situation d'urgence sont évidents. Ces utilisations soulèvent toutefois des questions éthiques importantes, qui reflètent en quoi la révolution numérique modifie qui peut générer ce flux croissant de données mais aussi y accéder et le transmettre⁸⁴.

La protection des populations affectées, de leurs droits, de leur sécurité et de leur dignité est fondamentale pour les principes humanitaires, tout comme la capacité à garantir que les risques sont correctement gérés à l'aide de mesures appropriées et opportunes. Les groupes vulnérables comme les enfants et les adolescentes sont particulièrement exposés au risque de violence, d'abus et d'exploitation dans les contextes humanitaires. Les technologies qui associent des données à l'identité des personnes comportent inévitablement un risque de non-respect des règles de confidentialité ou de mauvaise utilisation des données susceptible de causer des dommages, intentionnels ou accidentels.

Dans le cas des réfugiés et des migrants, les conséquences d'une fuite de données peuvent être une question de vie ou de mort. Placées dans de mauvaises mains, les données peuvent être utilisées pour identifier et cibler des personnes selon leur ethnie, leur statut en matière d'immigration et d'autres signifiants identitaires.

En l'absence de cadres élargis et cohérents de gouvernance en matière de science des données, les enfants sont exposés aux conséquences les plus sévères et les plus prolongées⁸⁵, étant donné que les répercussions complètes des violations de la vie privée tout au long de la vie sont en grande

partie imprévisibles. Comme le souligne Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires des Nations Unies, « préserver la vie privée et garantir une gestion correcte des données sensibles, notamment dans les situations de conflit, sont des sujets critiques pour notre communauté alors qu'elle est de plus en plus dépendante des données »⁸⁶.

La rédaction de normes communes pour la collecte, l'utilisation et la gestion des données est une tâche qui doit être menée par l'ensemble du secteur humanitaire. Les publications existantes suggèrent qu'il existe trois domaines critiques pour lesquels des normes minimales doivent être conçues afin de créer un cadre solide dans le secteur :

- **Droits, vie privée et consentement.** Des normes éthiques communes sont nécessaires pour régir l'utilisation des données et la protection de la vie privée.
- **Partage et conservation des données.** Il faut mettre en place des directives claires déterminant qui doit partager des données et à quel moment. Il faut également instaurer des protocoles relatifs aux données à conserver, aux sources à sélectionner et à la durée et à l'objectif de la conservation.
- **Protection des populations vulnérables.** Tout le monde doit comprendre en quoi le partage ou l'utilisation de certains types de données peut augmenter les risques auxquels certains groupes sont exposés⁸⁷.

On peut comprendre que les organisations humanitaires sur le terrain s'attachent évidemment plus à répondre aux urgences qu'à travailler sur les détails juridiques liés à la collecte et au partage des données. Toutefois, pour pleinement profiter du potentiel des technologies numériques lors des situations d'urgence et dans d'autres contextes, la communauté internationale doit dans le même temps répondre aux préoccupations relatives au respect de la vie privée et des droits fondamentaux, particulièrement pour les populations les plus vulnérables de la planète, dont les enfants et les adolescents.



Les conséquences d'une fuite de données peuvent être une question de vie ou de mort.

02

Les fractures numériques : Des occasions manquées



**EMMANUELLA AYIVI, 15 ANS,
BÉNIN**

« Au Bénin, beaucoup de jeunes et d'enfants n'ont pas accès aux technologies numériques et à Internet. Ce manque d'accès au monde numérique met les jeunes dans une situation très désavantageuse. J'ai vécu de nombreuses situations où le manque d'accès à Internet représentait un sérieux problème. »

À l'ère numérique, ne pas être connecté, c'est être privé de nouvelles occasions d'apprendre, de communiquer et de développer des compétences utiles au monde du travail du XXI^e siècle. Si nous ne parvenons pas à identifier et corriger ces lacunes en matière d'accès et de compétences, la connectivité ne sera pas un facteur d'égalité des chances, mais risque au contraire de creuser les inégalités et de renforcer les cycles intergénérationnels de privations.

Dans un monde où l'accès au numérique et les compétences en la matière influencent de plus en plus l'avenir des enfants, le panorama de la connectivité mondiale devient plus problématique. Un peu plus de 29 % des jeunes du monde (de 15 à 24 ans), soit 346 millions de personnes, n'utilisent pas Internet¹. Près de neuf jeunes sur dix qui n'utilisent actuellement pas Internet vivent en Afrique, en Asie ou dans la région Pacifique. C'est l'Afrique qui regroupe la part la plus importante de non-utilisateurs.

Les disparités dans l'accès sont particulièrement frappantes dans les pays à revenu faible : moins de 5 % des enfants de moins de 15 ans utilisent Internet au Bangladesh et au Zimbabwe.

Ces fractures numériques reflètent le fossé socio-économique entre riches et pauvres, hommes et femmes², villes et zones rurales, mais également entre personnes éduquées et non éduquées³. Ainsi, 81 % de la population des pays développés utilise Internet, soit plus du double du pourcentage enregistré dans les pays en développement (40 %), lui-même deux fois plus élevé que dans les pays les moins avancés (15 %)⁴.

Toutefois, la fracture numérique n'est pas seulement source de clivage entre les personnes connectées et les personnes non connectées. Elle a des conséquences plus profondes, liées à la façon dont les personnes – y compris les enfants – utilisent les technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi qu'à la qualité de l'expérience en ligne. Ces deux éléments peuvent être très variables en fonction des facteurs suivants : niveaux de compétence et d'enseignement de l'utilisateur, types d'appareil utilisé, revenu familial et disponibilité de contenus dans la langue de l'utilisateur. Certains enfants qui se connectent pour la première fois se retrouvent dans un espace numérique où leur langue, leur culture et leurs préoccupations sont singulièrement absentes.

Pourquoi est-ce important ? Qu'il soit totalement, partiellement ou pas du

tout connecté, chaque enfant grandit aujourd'hui dans un monde numérique fondé sur la technologie et l'information. Dans l'immédiat, les enfants qui ne sont pas connectés passent à côté de ressources pédagogiques précieuses, d'un accès à l'information à l'échelle mondiale et de possibilités d'apprentissage en ligne. En outre, ils sont privés de moyens pour découvrir des amitiés et des formes d'expression nouvelles (voir Section spéciale : Enfants connectés)⁵.

Pour les enfants défavorisés, tels que ceux en situation de handicap, la connectivité peut faire la différence entre l'exclusion sociale et l'égalité des chances. Pour les enfants en déplacement, elle peut permettre de voyager dans des conditions plus sûres, de rester en contact avec leur famille et d'accroître leurs chances de trouver un emploi et des possibilités d'éducation dans un pays étranger⁶.

Lorsque les enfants arrivent à l'âge adulte et entrent dans le monde du travail, la connectivité exerce une influence croissante sur leur capacité ou leur incapacité à gagner leur vie. Ceux qui disposent d'un accès aux technologies numériques et des compétences nécessaires pour les utiliser au mieux auront l'avantage sur ceux qui ne sont pas connectés ni expérimentés en la matière. Les preuves obtenues auprès de populations adultes montrent que les bénéfices de la technologie numérique vont à ceux qui disposent des compétences nécessaires pour en tirer parti⁷.



La connectivité est de plus en plus souvent synonyme de différence entre la capacité et l'impossibilité de gagner sa vie.

En Afrique, les jeunes comme celui-ci à Odienné, en Côte d'Ivoire, utilisent principalement les téléphones mobiles pour avoir accès à Internet, mais ils ne permettent qu'une expérience en ligne de « deuxième choix ». © UNICEF/UN061732/DEJONGH



D'après les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) provenant des pays les plus riches de la planète, l'expérience dans le domaine des TIC a un effet considérable sur la participation au marché du travail et sur les salaires dans des pays tels que l'Australie et les États-Unis. Ainsi, les adultes inexpérimentés dans les TIC, même lorsqu'ils travaillent, sont susceptibles de gagner moins que ceux dotés de compétences en la matière⁸. D'autres études portant sur des populations adultes dans des pays tels que l'Inde⁹ et la Tunisie¹⁰ concluent à des résultats comparables.

Le risque de voir la connectivité devenir un facteur d'inégalité au lieu de contribuer à l'égalité des chances est à la fois réel et immédiat. Prenons par exemple la technologie mobile, devenue partie intégrante de tous les aspects de la vie à un rythme sans précédent. Comme le souligne la Banque mondiale dans son *Rapport sur le développement dans le monde 2016 : les dividendes du numérique*, « [d]ans les pays en développement, les ménages qui possèdent un téléphone mobile sont plus nombreux que ceux qui ont accès à l'électricité ou à de l'eau salubre, et près de 70 % des personnes appartenant au quintile inférieur de la population sont propriétaires d'un [téléphone] portable ». Il reste encore beaucoup à faire en matière de connectivité mobile pour réduire la fracture numérique. Toutefois, au vu de l'explosion des smartphones dans de nombreux pays, y compris dans les économies émergentes¹¹, il est facile d'imaginer le rôle central que l'accès jouera ou joue déjà.

La connectivité numérique est non seulement la « nouvelle exigence de notre époque »¹², mais elle offre en outre la possibilité de rompre les cycles intergénérationnels de l'inégalité dont les enfants les plus pauvres pourraient ne pas être en mesure de sortir autrement¹³.

Qui sont les enfants non connectés ?

Il est difficile de trouver des données mondiales sur l'accès à Internet et son utilisation par les enfants. De nombreux pays ne collectent pas de données pertinentes et, lorsqu'ils le font, la tranche d'âge utilisée pour les « enfants » est souvent différente, ce qui pose des

problèmes en matière d'uniformité des données. Il est toutefois clair que les disparités socioéconomiques existantes trouvent un fort écho dans la répartition des enfants qui sont en ligne, ou non.

Près de neuf jeunes sur dix (âgés de 15 à 24 ans) qui n'utilisent actuellement pas Internet vivent en Afrique, en Asie et dans la région Pacifique¹⁴. En 2017, l'Afrique est également la région qui affiche la plus grande part de non-utilisateurs parmi les jeunes de 15 à 24 ans, un segment de population souvent considéré comme très connecté (voir Figures 2.1 et 2.2)¹⁵.

Ces différences d'accès sont particulièrement frappantes dans plusieurs pays à revenu faible. Au Bangladesh et au Zimbabwe, moins d'un enfant sur 20 âgé de moins de 15 ans utilise Internet (voir Figure 2.3)¹⁶. Pour les enfants de ces pays, les défis liés à la faible connectivité sont la conséquence de coûts élevés pour le trafic des données, la plupart des pays où les prix pour le haut débit mobile sont parmi les moins abordables sont également les pays les moins développés d'Afrique, d'Asie et de la région Pacifique¹⁷.

Bien que rares, les données disponibles sur la fracture numérique entre villes et campagnes pour les jeunes (entre 15 et 24 ans) dans des pays comme le Cameroun, le Malawi et le Zimbabwe montrent également de fortes disparités : les jeunes des zones rurales de ces pays affichent des niveaux de connectivité très faibles (voir Figure 2.4).

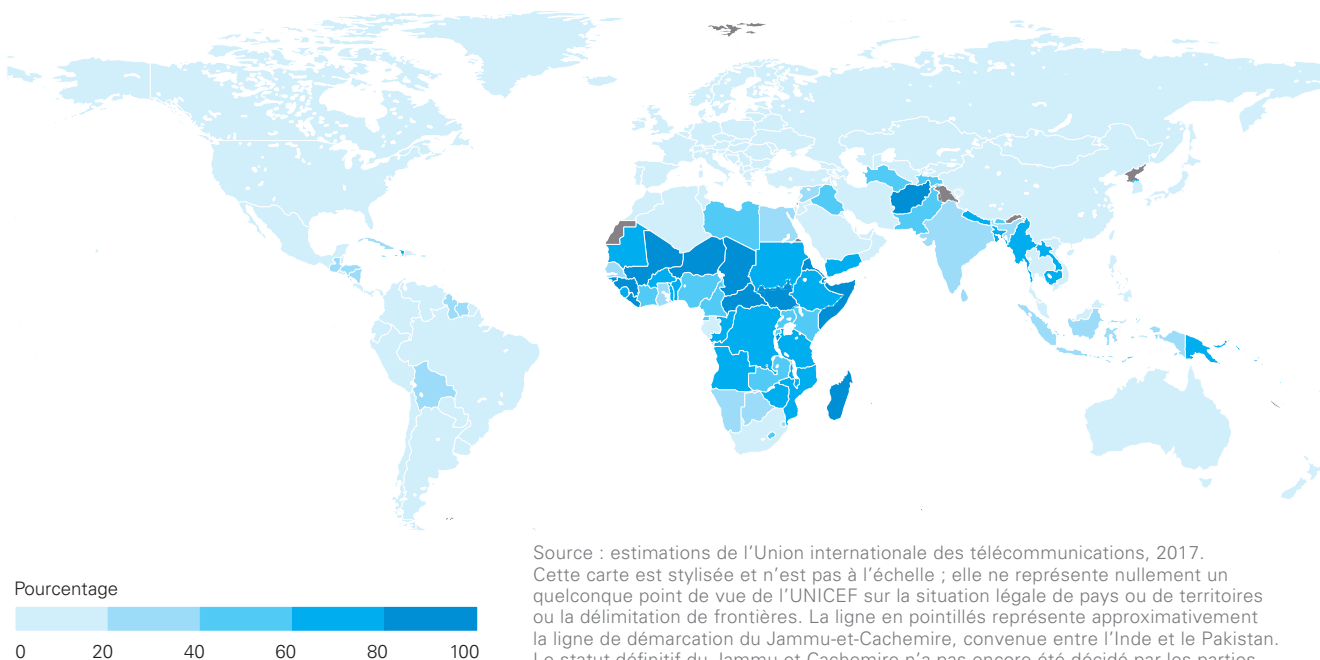
Il n'y a toutefois pas que dans les pays à revenu faible que les enfants doivent affronter des obstacles pour se connecter. Même dans les pays où la connectivité est élevée, le revenu des familles est un facteur déterminant dans la capacité des enfants à satisfaire leurs besoins en ligne.

En 2015, le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) a montré des différences significatives entre les élèves favorisés et les élèves défavorisés dans l'accès à un ordinateur et à Internet. Sur l'ensemble des pays et des économies, 88 % en moyenne des élèves favorisés bénéficient d'au moins deux ordinateurs à la maison contre seulement 55 % des élèves défavorisés. Les différences d'accès à Internet sont elles aussi évidentes. Dans 40 pays et économies, pratiquement tous les élèves (99 %) du premier quartile



Même dans les pays où la connectivité est élevée, le revenu des familles est un facteur déterminant dans la capacité des enfants à satisfaire leurs besoins en ligne.

FIGURE 2.1 – LES JEUNES DES PAYS À REVENU FAIBLE SONT LES MOINS SUSCEPTIBLES DE SE CONNECTER
PROPORTION DE JEUNES (15-24 ANS) QUI N'UTILISENT PAS INTERNET (EN %)

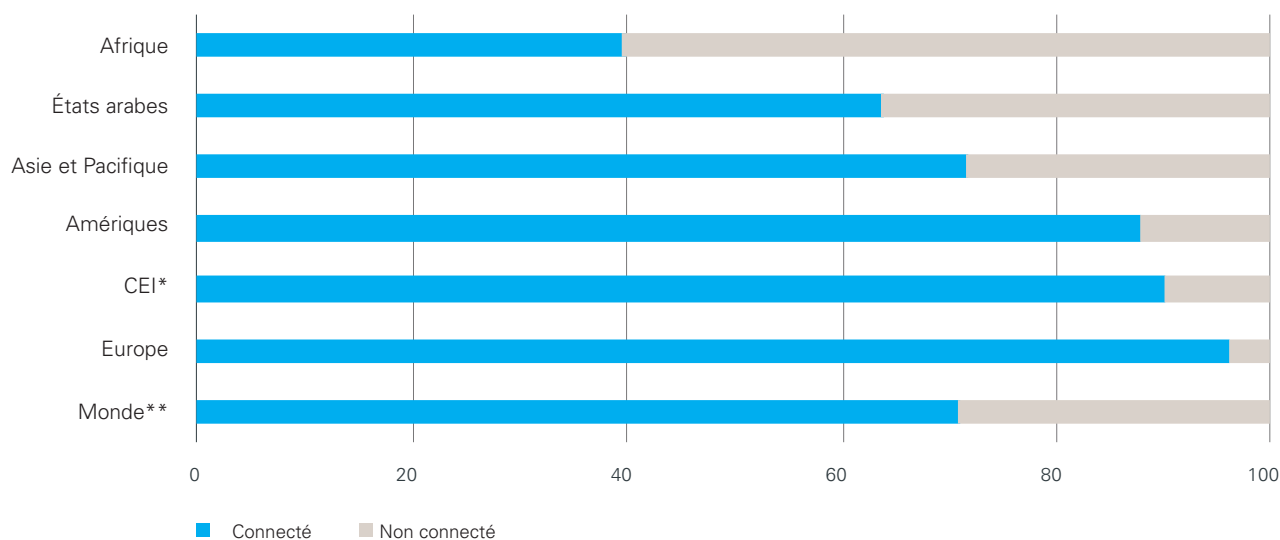


Pourcentage



Source : estimations de l'Union internationale des télécommunications, 2017. Cette carte est stylisée et n'est pas à l'échelle ; elle ne représente nullement un quelconque point de vue de l'UNICEF sur la situation légale de pays ou de territoires ou la délimitation de frontières. La ligne en pointillés représente approximativement la ligne de démarcation du Jammu-et-Cachemire, convenue entre l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif du Jammu-et-Cachemire n'a pas encore été décidé par les parties. La frontière définitive n'a pas encore été déterminée entre le Soudan et le Soudan du Sud. Le statut définitif de la région d'Abeyi n'a pas encore été déterminé.

FIGURE 2.2 – ENVIRON TROIS JEUNES SUR CINQ EN AFRIQUE NE SONT PAS CONNECTÉS
PROPORTION DE JEUNES (15 – 24 ANS) QUI N'UTILISENT PAS INTERNET PAR RÉGION (EN %)

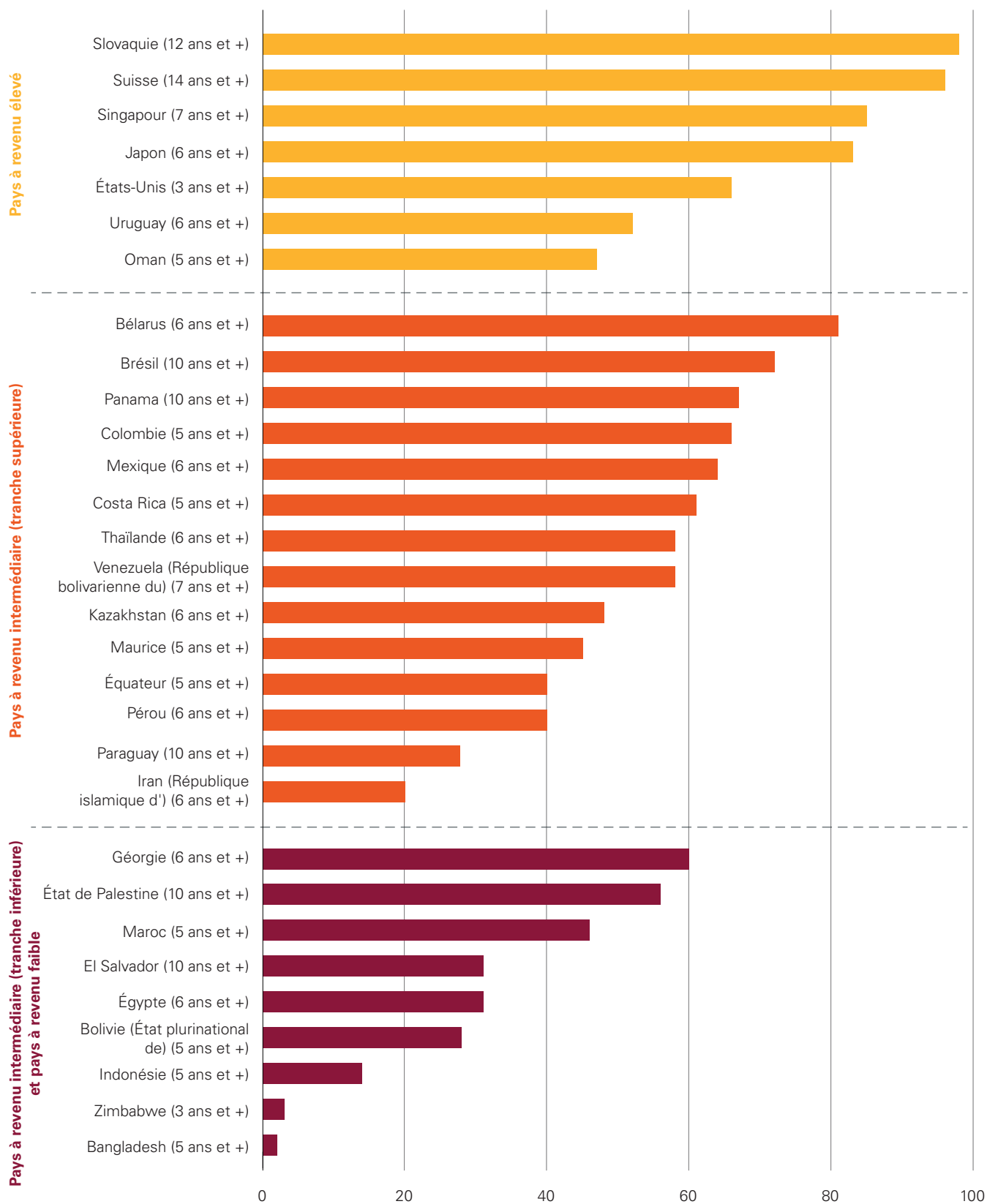


* Communauté d'États indépendants.

** Les estimations pour le « Monde » incluent d'autres économies non incluses dans aucune autre région.

Source: Estimations de l'Union internationale des télécommunications, 2017.

FIGURE 2.3 – LES ENFANTS DES PAYS AUX REVENUS LES PLUS FAIBLES UTILISENT LE MOINS INTERNET
 POURCENTAGE DES MOINS DE 15 ANS UTILISANT INTERNET, PAYS ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS, 2012–2016



Source : Eurostat, UIT et UNICEF, 2012–2016.

Remarque : La classification des revenus suit celle de la Banque mondiale au 31 août 2017.

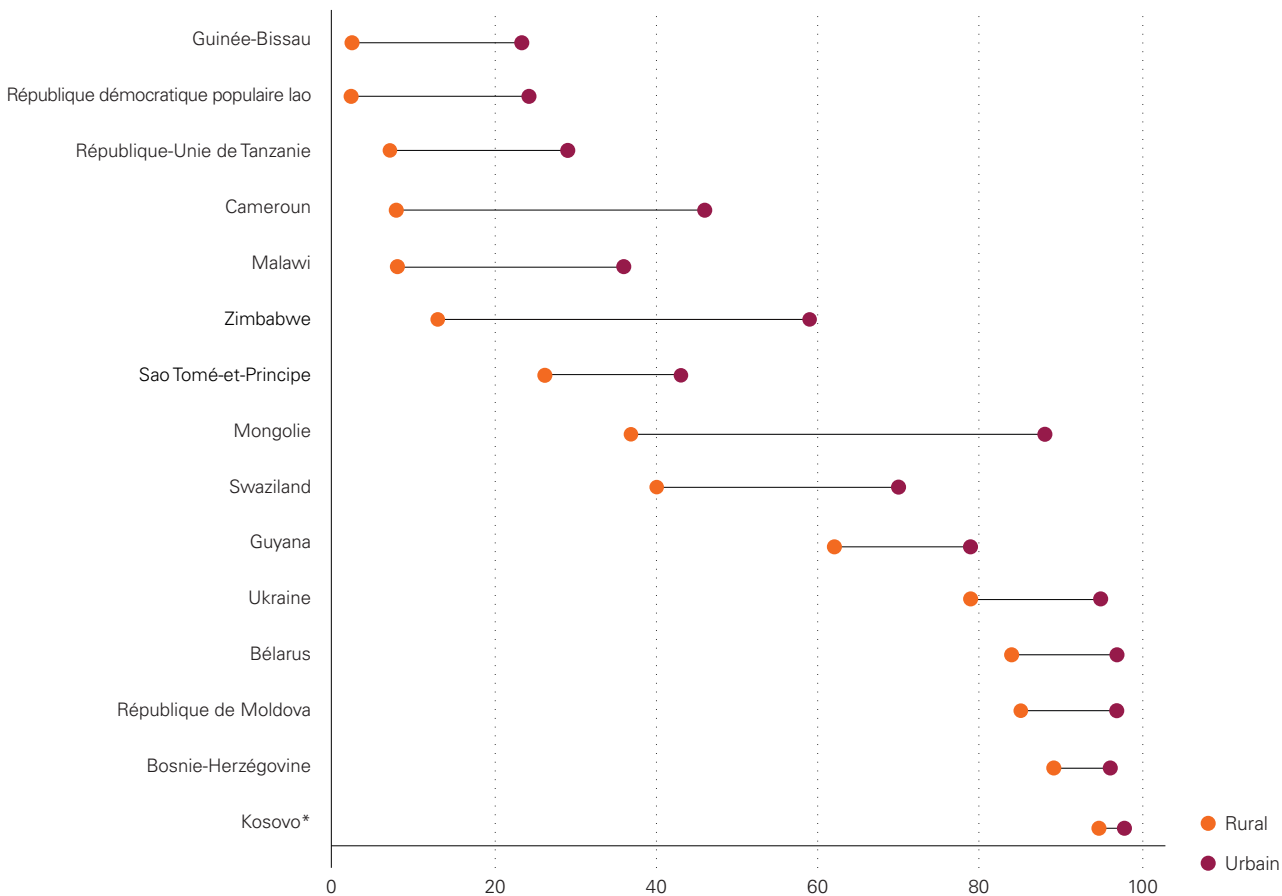
socio-économique disposaient d'un accès à Internet à domicile alors que dans 15 pays, cela n'était le cas que d'un élève sur deux du dernier quartile¹⁸.

Ces inégalités d'accès au sein même des pays peuvent renforcer les disparités existantes pour les enfants qui ne sont pas en mesure de satisfaire les exigences de l'ère numérique. Le cas du fossé des devoirs aux États-Unis, où l'absence d'accès au haut débit à domicile défavorise les élèves des familles à faible revenu en est un exemple criant (voir l'encadré : Poussés dans le fossé des devoirs).

Une inégalité persistante entre les sexes

À travers le monde, les hommes utilisent plus Internet que les femmes. De plus, loin de se réduire, cette différence a tendance à se creuser. La différence d'utilisation d'Internet entre les hommes et les femmes est ainsi passée de 11 % en 2013 à 12 % en 2016²⁶. Elle est particulièrement frappante dans certains pays à faible revenu (voir Figure 2.5). À l'échelle mondiale, cette différence entre les sexes s'avère « notablement difficile à surmonter, ce qui reflète des inégalités sociales entre les sexes plus générales », d'après le rapport de la Commission de haut-niveau pour le développement numérique de 2015²⁷.

FIGURE 2.4 – LES JEUNES DES ZONES RURALES SONT MOINS SUSCEPTIBLES DE SE CONNECTER
POURCENTAGE DES 15-24 ANS AYANT UTILISÉ INTERNET AU COURS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE,
PAYS SÉLECTIONNÉS, 2012–2016



Source : Analyse de l'UNICEF fondée sur des enquêtes démographiques et de santé et des enquêtes par grappes à indicateurs multiples.

* Toute référence au Kosovo se comprend au sens de la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'ONU 1244 (1999).

Que cache cette disparité ? D'après une étude de la GSM Association (GSMA) dans 22 pays à revenu faible et intermédiaire en 2015, plusieurs obstacles socioéconomiques et culturels, dont les normes sociales, les niveaux d'éducation et le manque de compétences techniques et de confiance, freinent l'utilisation des téléphones mobiles par les filles et les femmes²⁸. Les femmes utilisaient un téléphone moins fréquemment et moins intensément que les hommes, en particulier pour les fonctions les plus avancées comme l'accès à Internet²⁹.

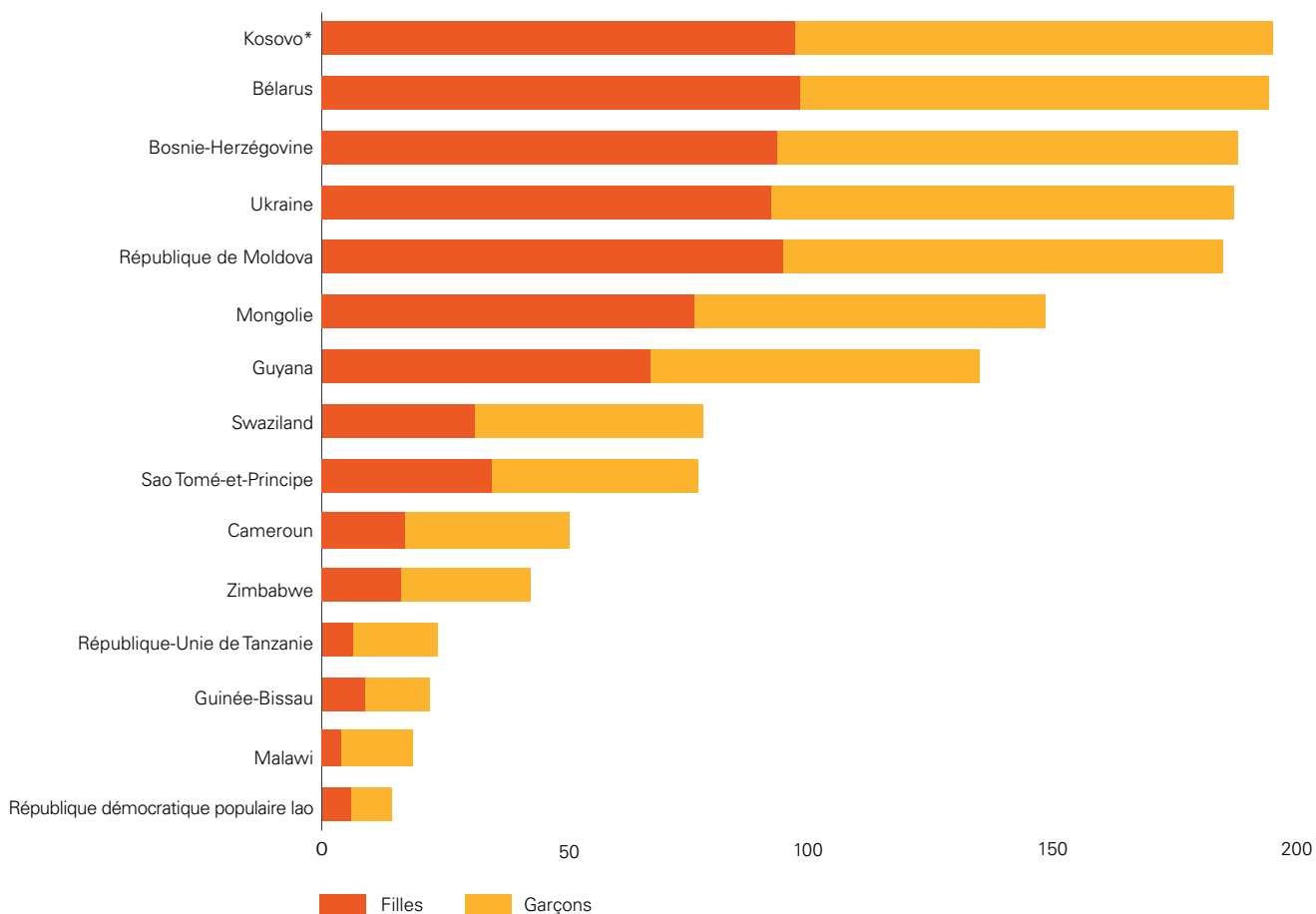
Les exemples pris à l'échelle des pays donnent un aperçu du type d'obstacles que les filles et les femmes doivent affronter. En Inde, où seulement 29 % de tous les utilisateurs d'Internet sont des utilisatrices,

les filles des régions rurales voient souvent leur utilisation des TIC restreinte au seul motif de leur sexe. L'instance dirigeante d'un village rural du Rajasthan a ainsi décrété que les filles ne devaient pas utiliser de téléphone mobile ni les médias sociaux. Un autre village de l'Uttar Pradesh a interdit aux filles non mariées d'utiliser un téléphone mobile (et de porter des jeans et des tee-shirts)³⁰. Son conseil estimait que les téléphones mobiles pouvaient entraîner une hausse de la criminalité à l'égard des filles et des femmes. Au Sri Lanka, une étude nationale menée en 2015³¹ sur les jeunes de 11 à 18 ans a découvert que les filles constituaient seulement un tiers des adolescents qui utilisaient un ordinateur et un téléphone mobile pour se connecter. Lors des discussions de groupes



En Inde, seulement 29 % de tous les utilisateurs d'Internet sont des utilisatrices.

FIGURE 2.5 – LES FILLES SONT LES MOINS SUSCEPTIBLES DE SE CONNECTER DANS LES PAYS À FAIBLE CONNECTIVITÉ
POURCENTAGE DES 15-19 ANS AYANT UTILISÉ INTERNET AU COURS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE, PAYS SÉLECTIONNÉS, 2012–2016



Source : Analyse de l'UNICEF fondée sur des enquêtes démographiques et de santé et des enquêtes par grappes à indicateurs multiples conduites entre 2012 et 2016.
*Toute référence au Kosovo se comprend au sens de la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'ONU (1999)



PERSPECTIVE

Le numérique pour un avenir d'opportunités

Karim Sy et
Laura Maclet



Il n'est plus à démontrer que la transition numérique est un défi mondial que nous avons à relever dans tous les secteurs de l'activité humaine afin d'imaginer une société de l'information ouverte et offrant des opportunités à tous. Les nouvelles technologies permettent d'appréhender le monde différemment, de voir et résoudre les problèmes sous un angle nouveau, c'est pourquoi elles sont importantes.

L'Afrique l'a bien compris. Sur ce continent qui affichait une progression exponentielle des personnes ayant souscrit une offre de téléphonie mobile (+ 70 %) entre 2010 et 2015 et où près d'un Africain sur deux est désormais abonné, les avancées technologiques sont plus rapides qu'ailleurs. Le paysage numérique et technologique africain présente encore de forts contrastes, mais s'insère progressivement dans tous les aspects de la vie quotidienne, y compris en zone rurale où le monde paysan a démontré sa capacité à s'appropriier les technologies mobiles. On voit de plus en plus d'applications émerger pour l'agriculture, la santé, l'éducation, etc. L'initiative Farmdrive, qui utilise la téléphonie mobile pour relier les petits exploitants agricoles à des institutions de prêt dans les régions rurales du Kenya, en est un bon exemple.

L'internet mobile ouvre le champ des possibles dans de nombreux domaines. L'exemple de la formidable révolution du secteur bancaire grâce à la banque mobile prouve qu'il faut s'autoriser à faire preuve de créativité pour inventer une nouvelle manière de faire l'éducation. D'ici à 2050, plus de la moitié de la croissance de la population mondiale devrait se produire en Afrique, alors même que 65 % des enfants qui entrent à l'école primaire aujourd'hui dans le monde exerceront des professions qui n'existent pas encore. Ces emplois seront liés à l'intelligence artificielle, au « machine learning », à la robotique, à l'impression 3D ou encore aux nanotechnologies.

L'apparition de nouveaux métiers implique que l'apprentissage se poursuive tout au long de la vie pour acquérir de nouvelles compétences. Elle requiert également de grandes capacités d'adaptation. De plus, internet ouvre la perspective de génération de revenus, à travers des activités simples, réalisables dans des zones reculées. Le projet Samasource, qui vise à réduire la pauvreté en proposant des emplois liés au numérique, illustre par exemple l'accès à la création de valeur par *l'empowerment* et l'apprentissage des bases du numérique.

Alors comment permettre aux enfants africains d'acquérir des compétences utiles aux enjeux de l'avenir ? En ce changement d'ère technologique et sociétale, quels apprentissages sont adaptés ?

L'outil technique n'a de valeur que s'il est complété par une dimension humaine.

La démocratisation de l'accès aux appareils numériques entraîne, d'une part, une diffusion massive des savoirs et, d'autre part, interroge les rôles : celui de l'outil, mais également celui de l'éducateur. Avec l'internet, les barrières à l'accès à la connaissance se lèvent progressivement car le savoir ne se diffuse plus uniquement dans une classe. Les possibilités offertes par les technologies et le multimédia permettent de repenser l'acquisition des savoirs et de personnaliser des parcours d'apprentissage. Ainsi désanctuarisé, le savoir risque toutefois d'être à nouveau crypté pour celui ou celle qui ne sait pas utiliser ces nouveaux outils. Afin de contourner cet écueil, il s'agit de veiller à l'implication de tous : professeurs, entrepreneurs, parents, communautés technologiques, associations, politiques publiques. S'ils bénéficient d'une diffusion large des pratiques numériques et d'un accompagnement approprié, les enfants pourront accéder à un éventail nouveau de compétences techniques et relationnelles, et les utiliser. Les éducateurs pourront, par la suite, les intégrer à leur gamme de possibilités et de ressources pédagogiques. Ainsi, on bouscule l'idée d'une école classique aux modes de fonctionnement très centralisés et structurés autour de hiérarchies publiques verticales.

Les enfants manquent à ce jour d'opportunités d'apprentissage sécurisées et sécurisantes pour développer leur plein potentiel. Au-delà de la maîtrise des outils, des techniques et des technologies apparaît la question du changement de paradigme de pensée et d'usages qu'entraîne la révolution numérique.

Soutenu par la Fondation OSIWA, le projet Jokkokids – qui organise des ateliers périscolaires pour relier le numérique à d'autres champs disciplinaires comme la fabrication (bricolage, recyclage, etc.), l'expression de soi ou les arts – part du principe que l'innovation dans l'éducation vient d'abord de la qualité de l'animation, des contenus pluridisciplinaires conçus et de la posture de l'animateur avant l'outil numérique lui-même. Pour que les enfants développent progressivement



et en confiance leur potentiel, il faut les accompagner en encourageant l'acquisition de compétences numériques en lien avec les autres savoirs. Cette démarche qualitative à long terme s'appuie sur une logique d'amélioration continue fondée sur les retours d'expériences de la communauté éducative, sans limite géographique et, à terme, dans une approche de bien commun.

À Ziguinchor, la Maison de l'éducation de l'ONG Futur au Présent accueille depuis 2014 des filles âgées de 6 à 10 ans qui se trouvaient auparavant en situation de travail précoce. Grâce à ce dispositif, en 2016, 60 petites filles ont cessé de travailler et ont pu réintégrer le système scolaire. Après 18 mois, 90 % d'entre elles étaient devenues première de leur classe. Le projet Jokkokids, intégré à leur dispositif périscolaire au même titre que le projet Ideas Box de l'ONG Bibliothèques Sans Frontières, favorise l'inclusion numérique par des séances pédagogiques transversales alliant numérique, robotique et expression de soi dans un cadre ouvert et bienveillant.

Ainsi, les apprentissages fondamentaux sont liés aux savoir-faire : en revisitant le socle des acquis scolaires sur des temps périscolaires, en assimilant les nouveaux outils et supports et en intégrant les enjeux des contextes

et la dimension psychosociale, les enfants construisent chaque jour un peu plus leur capacité de résilience pour s'adapter à un monde où le changement, la complexité, l'incertitude et l'ambiguïté sont devenus la norme. Il n'a jamais été aussi urgent de se réinventer dans tous les domaines, en priorité dans les approches éducatives et d'apprentissage. Cela ne sera possible qu'avec l'implication de tous les acteurs.

Karim Sy est un « serial entrepreneur » qui s'est révélé après ses études supérieures. En 2010, il fonde Jokkolabs, un écosystème de l'innovation ouvert autour d'espaces de créativité. Le réseau couvre aujourd'hui la France et huit pays d'Afrique. Membre de l'association Ashoka (2012), il est à l'origine de nombreux projets numériques innovants qui nourrissent l'écosystème entrepreneurial africain et européen. Il a récemment été nommé au Conseil présidentiel pour l'Afrique auprès du président français, Emmanuel Macron.

Laura Maclet coordonne le Cluster Éducation & Formation de Jokkolabs. Ingénieure pédagogique spécialisée dans la conception, la mise en œuvre et l'essai de programmes éducatifs, elle est titulaire du CAPES et diplômée en politiques linguistiques et sciences de l'information.

Les taux de connectivité sont faibles dans certains pays. Moins de 5 % des enfants de moins de 15 ans utilisent Internet au Zimbabwe.

© UNICEF/UN050415/MUKWAZHI



Il n'a jamais été aussi urgent de se réinventer dans tous les domaines.



Que pensent les adolescents ... des obstacles qui les empêchent de se connecter ?

De nombreux participants aux ateliers portant sur *La situation des enfants dans le monde 2017 nous ont confié faire face à des obstacles pour se connecter. Une connectivité limitée figure en tête de la liste de leurs difficultés...**

« Je veux effectuer des recherches [...] sur Internet, mais la connexion est très mauvaise. »
GARÇON, 16 ANS, TIMOR-LESTE

« La connexion est lente – elle se coupe à chaque fois et je perds tous mes onglets. »
FILLE, 16 ANS, TUNISIE

tandis que les pannes de courant constituent un problème pour les participants d'un tiers des pays dans lesquels les ateliers ont été organisés.

« Pas d'électricité. »
FILLE, 13 ANS, VANUATU

Les problèmes de connectivité sont plus importants dans les zones rurales.

« Lorsque je vais à la campagne et que je ne capte pas, je suis désespérée de ne pas pouvoir communiquer. »
FILLE, 14 ANS, PARAGUAY

Un autre obstacle tient au manque d'appareils au sein du foyer ou à l'école, un nombre considérable de participants ayant rapporté ne pas jouir d'un accès régulier à un ordinateur de bureau, à un ordinateur portable, à une tablette ou à un téléphone portable.

« Nous n'avons pas d'ordinateur à la maison. »
FILLE, 15 ANS, BURUNDI

« La technologie n'est pas disponible. »
GARÇON, 15 ANS, JORDANIE

Beaucoup ont indiqué devoir partager leur appareil avec d'autres membres de leur famille,

« Je dois partager l'iPad avec toute ma famille alors je ne l'utilise qu'un petit peu. »
FILLE, 15 ANS, RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

ou devoir utiliser de vieux appareils, qui manquent de puissance ou n'ont pas suffisamment de batterie, ce qui est source de frustration.

« Je ne peux pas utiliser mon téléphone portable en dehors de chez moi, parce que la batterie ne tient pas assez longtemps. »
GARÇON, 14 ANS, URUGUAY

Les participants avaient des astuces pour contourner ces difficultés, comme changer d'appareil afin de passer le plus de temps possible en ligne.

« Mon ordinateur portable devient lent quand je m'en sers pendant un moment, donc j'utilise mon smartphone pour résoudre le problème. »
GARÇON, 17 ANS, BANGLADESH

Le coût constitue un autre obstacle, le problème le plus fréquemment rencontré par les participants étant le fait d'« avoir épuisé leur crédit ».

« J'avais un téléphone, mais je n'avais pas de crédit pour passer des appels. »
GARÇON, 14 ANS, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

« Je veux appeler ma mère pour lui dire que mon petit frère est malade, mais je n'ai plus de crédit. »
» FILLE, 10 ANS, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

« Je n'ai pas d'argent pour recharger mon crédit. »
FILLE, 16 ANS, PÉROU

Plusieurs participants pensent que l'État devrait prendre davantage de mesures.

« L'État devrait fournir un accès gratuit à Internet. »
FILLE, 10 ANS, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

« Le gouvernement devrait faire baisser le coût d'Internet. »
GARÇON, 17 ANS, BANGLADESH

D'autres éléments empêchent les enfants de se connecter, dont leurs inquiétudes relatives à une invasion de leur vie privée...

« Parfois, j'ai peur d'entrer sur un site Web à cause de problèmes de sécurité comme le piratage. »
GARÇON, 16 ANS, BANGLADESH

« Je m'inquiète pour ma vie privée, donc ça ne me donne pas envie d'aller en ligne. »
FILLE, ÂGE INCONNU, THAÏLANDE

et le règlement des établissements scolaires – beaucoup ayant remarqué ne pas être autorisés à apporter des appareils personnels à l'école ou à les utiliser pendant les heures de cours.

« Nous ne sommes pas autorisés à entrer à l'école avec notre propre appareil, sous peine de nous le faire confisquer. Du coup, les élèves doivent attendre le cours d'informatique pour accéder [à la technologie]. »

GARÇON, 16 ANS, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

« Je pense que ce serait bien d'utiliser des appareils numériques à l'école, mais ils ne sont autorisés que pendant les récréations et le déjeuner. »

GARÇON, 15 ANS, RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Ces interdictions les poussent parfois à enfreindre le règlement.

« Nous ne sommes pas autorisés à utiliser nos appareils à l'école. [Ma solution, c'est] de l'utiliser en cachette. »
FILLE, 18 ANS, THAÏLANDE

Certains participants ont également l'impression que les établissements devraient se montrer plus ouverts et prendre davantage en considération les désirs et les besoins des élèves.

« [Nous avons besoin] d'espaces et de moments pour utiliser [nos appareils] à l'école. »
FILLE, 14 ANS, PARAGUAY

« [Les établissements devraient] analyser la raison pour laquelle un élève veut utiliser son téléphone portable ou son ordinateur. »
GARÇON, 17 ANS, PARAGUAY

Les règles à la maison représentent un obstacle supplémentaire, car elles imposent des limites sur les moments pendant lesquels les participants peuvent utiliser leur appareil...

« Nos parents éteignent le Wi-Fi la nuit à cause des ondes nocives. »
FILLE, 16 ANS, TUNISIE

« Je ne suis pas content, parce que mon père se met en colère si je passe beaucoup de temps à jouer sur mon téléphone. »

GARÇON, 19 ANS, TIMOR-LESTE

et sur l'âge.

« Je n'ai pas de smartphone parce que ma famille trouve que je suis encore trop jeune. »
FILLE, 17 ANS, BANGLADESH

De nombreux participants pensent que les parents devaient veiller à ce que leurs enfants utilisent correctement la technologie, même si les règles sont parfois agaçantes ou source de conflit.

« [Je peux] comprendre pourquoi c'est interdit et y réfléchir. »

GARÇON, 15 ANS, PARAGUAY

« J'attendrai d'être au lycée [pour avoir un smartphone]. »

GARÇON, 15 ANS, THAÏLANDE

Certains participants ont indiqué être freinés par leur manque d'habileté numérique...

« Parfois j'ai envie de me connecter, mais personne n'est là pour m'aider ni me montrer comment faire. »

FILLE, 12 ANS, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

« Le fait de ne pas savoir comment utiliser les médias sociaux [m'empêche d'aller en ligne]. »

FILLE, 15 ANS, BURUNDI

ainsi que par un manque de temps.

« Il y a l'école et quand on rentre à la maison, on doit d'abord faire d'autres choses, comme nos devoirs, la vaisselle, etc. »

FILLE, 14 ANS, URUGUAY

« [J'ai] beaucoup de devoirs [ou je dois] m'occuper des tâches ménagères. »

FILLE, 15 ANS, KIRIBATI

« Je passe la plupart de mon temps à étudier ou à travailler, donc je ne peux utiliser Internet que le soir. »

GARÇON, 17 ANS, GUATEMALA

Enfin, de nombreux participants ont rapporté rencontrer des obstacles multiples pour utiliser la technologie numérique.

« Je suis confronté à plusieurs obstacles, tout d'abord, je dois trouver quelqu'un qui me prête son téléphone, ensuite, je dois trouver de l'argent pour acheter des unités, enfin, il n'y a pas d'électricité. »

GARÇON, 17 ANS, BURUNDI

EN BREF :

Les enfants sont confrontés à des obstacles complexes pour tirer le meilleur parti de l'ère numérique. Les efforts déployés pour améliorer l'accès des enfants à Internet doivent impérativement tenir compte de cette complexité. Cependant, ces efforts peuvent se fonder sur des approches novatrices. Par exemple, ils ne doivent pas nécessairement reproduire le modèle « un appareil par personne » répandu dans les pays les plus riches. Enfin, il apparaît que les enfants devraient être associés à l'élaboration des règles régissant l'utilisation de la technologie dans les établissements scolaires et dans d'autres contextes, pour en favoriser le respect.

** Les réponses des participants ont été raccourcies et éditées à des fins de clarté, le cas échéant.*

Poussés dans le fossé des devoirs : la fracture que doivent affronter les enfants de familles à faible revenu aux États-Unis

Les États-Unis constituent un exemple particulièrement frappant du type d'inégalité numérique que les enfants sont susceptibles d'affronter dans les pays où la connectivité est élevée. Alors que la plupart des ménages américains où vivent des enfants en âge d'aller à l'école (de 6 à 17 ans) disposaient d'un accès au haut débit en 2015, ils étaient près de 5 millions à en être privés¹⁹.

Pour certains, c'était parce qu'ils se trouvaient dans une zone dépourvue de connexion ou ne permettant qu'un débit très faible. Le prix était également un facteur important : les ménages déconnectés affichaient le plus souvent un revenu annuel inférieur à 50 000 dollars des États-Unis. La ligne de faille ne s'arrêtait toutefois pas au revenu : parmi les ménages à faible revenu, l'accès des familles noires et hispaniques au haut débit était en retrait de 10 % par rapport aux familles blanches²⁰.

Quelles sont les implications pour les écoliers ? À travers tout le pays, des élèves de familles sans connexion à haut débit à la maison sont confrontés

à ce que les décideurs politiques nomment le « fossé des devoirs »²¹. Alors que les programmes intègrent de plus en plus l'enseignement fondé sur Internet et les épreuves en ligne, les élèves aux revenus les plus faibles des zones où l'accès à Internet est limité ou ceux qui ne peuvent pas se permettre de payer le haut débit sont fortement défavorisés. Des lycéens indiquent ne pas être en mesure de terminer des travaux scolaires ou obtenir des notes inférieures en raison de l'absence d'accès au haut débit chez eux²².

La réalité de la fracture a été décrite de façon éloquente par la presse populaire : des bus scolaires dotés d'une connexion Wi-Fi sont stationnés la nuit dans les quartiers moins bien équipés pour permettre aux enfants de faire leurs devoirs²³, des enfants vont dans les bibliothèques locales et les enseignes de restauration rapide pour y trouver des points d'accès gratuits²⁴, et d'autres restent sur le trottoir de l'école primaire locale jusque tard dans la soirée avec l'unique téléphone du foyer pour tenter de télécharger un devoir²⁵.

représentatifs, des parents ont reconnu qu'ils empêchaient souvent leurs filles de se connecter à Internet³².

Un examen des éléments de preuve issus des pays à revenu faible et intermédiaire effectué en 2017 a révélé des tendances évidentes montrant d'importantes disparités en fonction du sexe entre les adolescents : lorsque les parents ou les personnes qui ont la charge d'enfants mettent la technologie à disposition, les filles se connectent à un âge plus avancé que les garçons ; l'accès des filles est également plus restreint ou supervisé et l'idée de carrière liée aux TIC est plus volontiers associée aux garçons qu'aux filles³³.

Les conséquences peuvent être importantes pour les filles qui sont exclues de l'ère

numérique. Elles peuvent ne pas être en mesure d'accéder à des services ou informations en ligne, y compris sur des sujets liés à leur santé et leur sexualité, comme le VIH et la puberté. Elles risquent d'être confrontées à des obstacles freinant la progression de leur éducation ou le développement des compétences nécessaires dans l'économie mondiale du XXI^e siècle. Elles peuvent ne pas pouvoir accéder à des informations sociales et politiques qui les concernent et ne pas profiter de l'occasion de faire entendre leur voix.

Une fois connecté, pour quel usage ?

La fracture numérique est le plus souvent exprimée selon l'accès : elle sépare les connectés des autres. Cependant, depuis les années 1990, les chercheurs se penchent plus attentivement sur un « deuxième niveau³⁴ » de division qui va au-delà de l'accès. L'idée de cette fracture de deuxième niveau concerne dans l'ensemble les différences de compétences et de capacités des personnes en ligne, les types d'activités entreprises en ligne, les schémas d'utilisation d'Internet et les dispositifs utilisés pour se connecter³⁵. En d'autres termes, la situation personnelle de chaque individu (compétences, éducation, etc.) a une influence sur son utilisation d'Internet.

Par exemple, les utilisateurs d'Internet au niveau d'éducation élevé semblent utiliser plus de services en ligne pointus, comme le commerce en ligne et les activités financières, que les utilisateurs au niveau d'éducation inférieur. Ces derniers ont tendance à limiter leur utilisation aux activités de communications et de divertissement en ligne³⁶. Ainsi, même si le fossé en matière d'accès se réduit, les fractures numériques pourraient se déplacer vers un deuxième niveau en raison des inégalités croissantes dans les compétences numériques et l'utilisation³⁷.

Les recherches portant sur le deuxième niveau de fracture chez les enfants sont rares, mais il existe des exceptions. En 2011, le réseau de recherches EU Kids Online a interrogé 25 000 enfants de 25 pays européens et leurs parents. Il a ainsi découvert que les enfants des ménages plus aisés s'adonnaient à un « éventail » d'activités plus large que ceux des familles moins aisées³⁸. Plus récemment, l'étude PISA de l'OCDE de 2015 a montré qu'à travers les pays, les élèves issus des catégories socioéconomiques supérieures étaient plus susceptibles d'utiliser Internet pour trouver des informations pratiques ou consulter l'actualité. En revanche, leurs camarades aux revenus plus faibles avaient tendance à consacrer leur temps de connexion aux chats et aux jeux. L'étude a noté que ces différences étaient comparables à celles que les études des populations adultes avaient mises au jour, ce qui suggère une forte corrélation des fractures de deuxième niveau avec les inégalités sociales et les préférences culturelles³⁹.

Tout cela n'augure rien de bon pour les enfants les plus exclus et pour l'ensemble de la planète. Les « nantis » numériques vont voir leurs avantages augmenter en matière de connectivité, d'accès à différents dispositifs et de compétences numériques avancées, par rapport aux autres. Ils en profiteront également à un âge plus précoce, ce qui alimentera des cycles de désavantages et de renforcement des privilèges⁴⁰.

Fractures de deuxième niveau naissantes

La question de la façon dont se manifestent d'autres fractures numériques suscite de plus en plus d'intérêt, tout comme celle de savoir si elles peuvent donner naissance à de nouvelles enclaves numériques ou entraîner plus d'exclusion. Deux divisions risquent notamment d'avoir des conséquences sur la vie des enfants : la première, le passage direct aux dispositifs mobiles pour les nouveaux utilisateurs d'Internet des pays à faible revenu ; et la seconde, le manque relatif de contenus en ligne dans les langues minoritaires et l'absence de contenus consacrés à de grandes régions du monde, notamment les pays à revenu faible et intermédiaire.

Un grand nombre d'utilisateurs de ces pays qui ne disposent pas d'un accès fiable à Internet sur ordinateur personnel utilisent un téléphone mobile pour entrer de plain-pied dans l'âge de l'information (voir Figure 2.6). Toutefois, un téléphone mobile ne constitue pas un « substitut aux fonctionnalités équivalentes » d'un ordinateur personnel. Il ne propose qu'une expérience en ligne de « deuxième choix »⁴¹. Les contraintes de l'Internet mobile, notamment pour les tâches liées à la production d'informations comme les longs formulaires, le montage vidéo et le design⁴², ne sont pas toujours évidentes pour les nouveaux utilisateurs des pays à revenu faible. Beaucoup d'entre eux utilisent uniquement un téléphone mobile pour leurs premières connexions et n'ont pas nécessairement conscience du « niveau de différence entre leur expérience sur Internet et les possibilités offertes par la connexion depuis un PC »⁴³.

Aux États-Unis, les recherches sur l'adoption du smartphone par les adolescents ont montré que ceux des ménages aux revenus les plus faibles étaient plus susceptibles



Alors que le fossé en matière d'accès se réduit, les fractures numériques pourraient se déplacer vers un deuxième niveau.

de se connecter principalement au travers de leurs dispositifs mobiles⁴⁴. En outre, les enfants des ménages à faible revenu qui disposaient d'un accès à Internet uniquement depuis un dispositif mobile se connectaient moins fréquemment et pour un ensemble d'activités plus réduit⁴⁵.

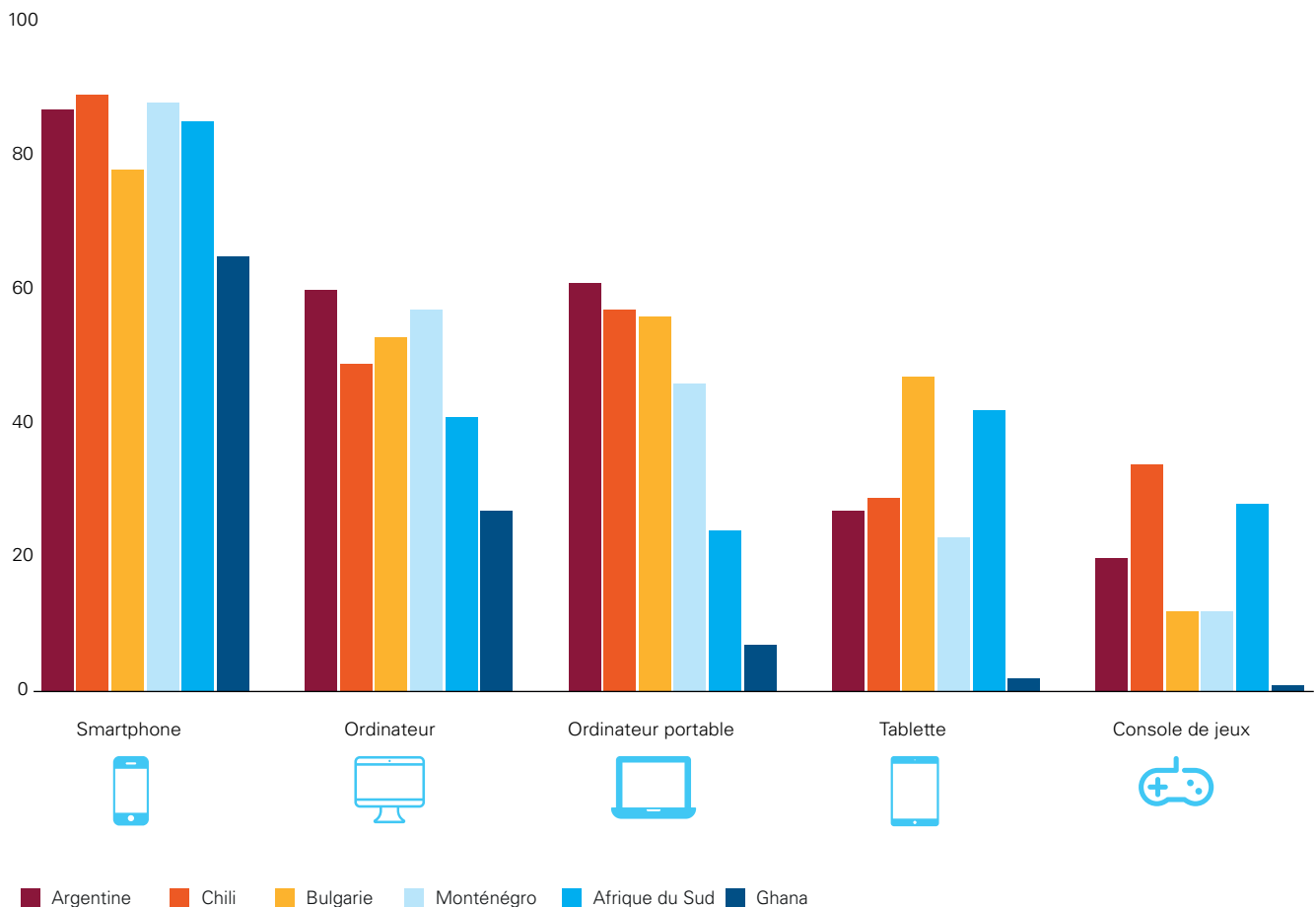
Les découvertes de Global Kids Online (voir encadré) laissent également entendre que l'expérience d'utilisateur des enfants qui accèdent à Internet depuis un téléphone mobile peut différer de celle des autres car « le petit écran limite le volume et la complexité des informations qui peuvent être facilement visualisées ». Par exemple, lorsqu'ils recherchent des informations en ligne, « les utilisateurs de mobile ont tendance à parcourir

le contenu au lieu de le traiter et de l'analyser plus en profondeur »⁴⁶.

Compte tenu du rôle des technologies mobiles dans l'accès à Internet des enfants de certaines des régions les moins connectées au monde (voir encadré : Connecter la jeunesse d'Afrique), les nouvelles formes d'inégalité potentiellement entraînées par une offre uniquement de deuxième choix pour les enfants suscitent d'évidentes inquiétudes.

Pour répondre aux problèmes d'accès de certains des marchés qui affichent les revenus et la connectivité les plus faibles, certains fournisseurs de contenus mondiaux proposent des forfaits de données gratuits ou à tarif réduit. À l'image des programmes

FIGURE 2.6 – LES ENFANTS DÉPENDENT FORTEMENT DES SMARTPHONES POUR SE CONNECTER
POURCENTAGE DES ENFANTS UTILISANT CHAQUE APPAREIL AU MOINS UNE FOIS PAR MOIS 2016–2017



Source : Données des pays partenaires de Global Kids Online 2016-2017, compilées par le Centre de recherche-Innocenti de l'UNICEF.

d'exonération qui excluent certains sites du calcul du volume de données consommées par un client⁴⁷, ces initiatives permettent aux clients pour qui le coût des données est prohibitif d'accéder gratuitement ou à moindre coût à des contenus sélectionnés lorsqu'ils s'engagent auprès de certains fournisseurs de services.

On compte notamment des exemples comme Free Basics par Facebook, Wikipédia Zero et Google Free Zone⁴⁸, mais aussi l'initiative IoGT (Internet of Good Things – Internet des bons objets) de l'UNICEF qui, en partenariat avec un groupe d'opérateurs mobiles et Free Basics, fournit des informations aux populations qui en ont besoin dans 60 pays et 12 langues sur des questions comme les droits de l'enfant, la sécurité sur Internet, la santé maternelle, l'hygiène, les épidémies, le VIH/sida et les pratiques parentales positives. De tels programmes offrent un accès à Internet abordable aux utilisateurs qui en seraient peut-être autrement totalement privés.

Malgré tout, les programmes d'exonération ne sont pas exempts de critiques. Plusieurs voix s'inquiètent du fait que le prochain milliard d'utilisateurs d'Internet, adultes et enfants confondus, aura non pas accès à un Internet inclusif et participatif, auquel il pourra contribuer, mais plutôt à un Internet où « il ne sera pas possible de faire beaucoup plus que poster sur les réseaux sociaux et consommer des médias à l'aide des applications, services et plateformes mis au point par quelques acteurs majeurs » issus d'un nombre réduit de pays⁴⁹.

L'absence de contenus et de langues pertinents

Outre les questions de prix et d'accessibilité, une grande partie des milliards de personnes non connectées doivent également affronter un autre obstacle dans le monde numérique : le manque de contenus utiles dans leur langue maternelle⁵⁰. Cela pourrait décourager des utilisateurs potentiels qui tentent de se connecter ou les empêcher d'évaluer directement l'utilité et l'intérêt potentiels d'Internet⁵¹. Autre source d'inquiétude encore plus grande : l'absence de contenus s'adressant directement aux situations et aux expériences culturelles diverses des enfants pourrait creuser davantage les écarts de connaissances.

Global Kids Online

Global Kids Online (GKO) est un projet et un réseau de recherche qui soutient les efforts entrepris dans le monde entier pour mener des recherches rigoureuses et comparables sur l'utilisation des technologies numériques par les enfants. Il agit en coordination avec le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF et en partenariat avec la London School of Economics et le réseau EU Kids Online. GKO fournit des outils de recherche solides et largement éprouvés (une enquête comparative, des guides méthodologiques et des protocoles qualitatifs) pour favoriser des recherches de qualité sur l'expérience des enfants en ligne qui puissent être utilisées pour orienter les politiques ou les programmes et soutenir des campagnes et des efforts de plaidoyer.

Chaque projet de GKO est mis en œuvre par un partenaire local pour garantir l'intérêt contextuel et les effets sur le pays. Depuis 2016, près de 10 000 enfants et 5 000 parents ont été interrogés dans 10 pays grâce au travail de bureaux de pays de l'UNICEF et d'organismes de recherche en Argentine, en Afrique du Sud, au Brésil, en Bulgarie, au Chili, au Ghana, au Monténégro, aux Philippines, en Serbie et en Uruguay.

Aujourd'hui, Internet est beaucoup plus polyglotte qu'au début du siècle. Toutefois, la situation reste ce qu'elle est : en 2016, la majorité des sites Internet étaient rédigés en seulement 10 langues et l'anglais en représentait 56 %⁵².

Des outils de traduction comme Google Traduction, disponible à présent en 103 langues, peuvent aider, mais un grand nombre d'êtres humains ne sont toujours pas couverts⁵³, notamment dans les pays à revenu faible⁵⁴. Cependant, le moteur de traduction automatique neuronal de Google, dont l'objectif est d'améliorer la fluidité et la précision de Google Traduction, pourrait redéfinir les



En 2016, 56 % des sites Web étaient en anglais.

L'intelligence artificielle et ses effets potentiels sur les enfants

Par Sandra Cortesi et Urs Gasser

Ces dernières années, les technologies qui s'appuient sur l'intelligence artificielle (IA) ont commencé à modifier notre quotidien en s'invitant rapidement, non seulement dans notre cadre professionnel, mais aussi chez nous ou à l'école.

Hello Barbie et Green Dino ne sont que deux exemples de jouets intégrant une IA qui se sont déjà frayé un chemin jusque chez les enfants. De nombreux autres sont en cours de conception à travers le monde, y compris des ours en peluche connectés à Internet avec micro, caméra, capteurs et autres technologies en réseau intégrés. Ces jouets dopés à l'IA peuvent amuser les enfants et favoriser la maîtrise du langage et l'apprentissage socioémotionnel, mais ils posent également des problèmes sérieux en matière de respect de la vie privée et de sécurité, notamment lorsqu'ils sont connectés à Internet.

Pour les enfants plus âgés, les technologies qui s'appuient sur l'IA jouent un rôle de plus en plus important dans l'apprentissage, qu'il s'agisse d'étudier dans des cadres éducatifs formels ou d'interagir sur des plateformes en ligne interactives, des jeux évolués ou des environnements individuels et d'apprentissage social similaires. Une fois encore, les technologies éducatives fondées sur l'IA (y compris les tuteurs numériques, assistants d'enseignement et programmes éducatifs personnalisés dotés d'une IA) peuvent offrir des possibilités formidables aux jeunes élèves et permettre de meilleurs résultats en matière d'enseignement.

Cependant, les interactions complexes entre les ensembles de données et les algorithmes qui alimentent les « boîtes noires » de ces IA soulèvent des questions importantes sur les biais et la discrimination, mais aussi des préoccupations quant à la transparence et la redevabilité. Par ailleurs, et c'est peut-être l'élément le plus important, en l'absence de garde-fous, protections juridiques et politiques solides adéquats, les technologies qui s'appuient sur l'IA risquent d'exacerber un peu plus les inégalités existantes parmi les enfants et les jeunes. Cela pourrait entraîner une fracture numérique encore plus profonde et vraisemblablement plus déterminante, qui définirait les résultats en matière d'enseignement et les possibilités futures des jeunes à se développer et s'épanouir.

Les enjeux sont élevés, aussi bien en matière de bénéfices potentiels que de risques, et les responsabilités sont partagées entre les sociétés créatrices d'IA, les personnes qui ont la charge d'enfants, les éducateurs et les décideurs politiques pour garantir que les applications qui s'appuient sur l'IA utilisées par les enfants sont conçues et mises en œuvre de façon à favoriser leurs effets positifs et éviter les écueils.

Sandra Cortesi est Directrice de Youth and Media et Urs Gasser est Directeur exécutif du Berkman Klein Center for Internet & Society au sein de l'Université de Harvard. Depuis 2010, le Berkman Klein Center et l'UNICEF collaborent pour encourager une compréhension holistique des effets des technologies numériques sur la vie des enfants. Pour en savoir plus, veuillez consulter www.digitallyconnected.org.

normes de la traduction automatique du futur. Il est non seulement en mesure de proposer une meilleure traduction écrite des langues orales, mais il peut également traduire des langues rarement écrites, comme le créole haïtien ou l'aïnou japonais. Sa contribution peut donc être exceptionnelle dans les contextes humanitaires lorsque, par exemple, les travailleurs humanitaires éprouvent des difficultés à communiquer avec des enfants et des familles dans le besoin⁵⁵. Dans le cas des compétences et de l'enseignement, la traduction instantanée de formations en ligne ouvertes à tous (MOOC), une méthode gratuite et flexible pour apprendre de nouvelles compétences, pourrait toucher des populations défavorisées ou reculées.

Le manque de contenus n'est pas uniquement le reflet des représentations en ligne de la vie et des préoccupations des utilisateurs, mais aussi des personnes à même de créer des contenus⁵⁶. En prenant Wikipédia pour exemple, l'Oxford Internet Institute (OII) a montré l'ampleur de ces lacunes dans les contenus et la création de contenus. Wikipédia, « le répertoire de contenus générés par des utilisateurs le plus grand et le plus utilisé au monde »⁵⁷, comptabilise en moyenne plus de 18 milliards de pages vues par mois⁵⁸. Techniquement, sur cette plateforme, toute personne disposant d'un accès à Internet peut écrire ou modifier des contenus.



Les jeunes qui vivent dans de nombreuses régions d'Afrique et d'Asie, comme ces filles au Soudan, ont souvent du mal à trouver en ligne des informations qui concernent leur vie dans leur propre langue. © UNICEF/UNI166091/NOORANI

Pauvreté en matière d'information

L'exclusion numérique se présente sous différentes formes dans la vie d'un enfant, aussi bien à court qu'à long terme. Un enfant privé d'accès à l'information, qu'elle provienne d'un journal, de la télévision ou d'Internet, est privé d'une possibilité équitable de développement et d'amélioration de sa situation. Imaginez une petite fille issue d'une famille pauvre dans une région rurale de n'importe où dans le monde. Comment va-t-elle se mesurer à des camarades de classe plus favorisés et, plus tard, à ses collègues de travail si elle ne dispose pas du même accès aux informations sur le monde ? Quelles seront ses perspectives d'emploi sans accès équitable aux sites de réseaux sociaux, de plateformes d'enseignement et d'offres emplois ?

Le Bureau pour l'innovation de l'UNICEF participe aux recherches sur des solutions au problème même de la « pauvreté en matière d'information ». Pour cela, il a adopté une approche fondée sur l'idée que l'accès à l'information est un droit, qui ouvre les possibilités et offre de meilleurs résultats pour les enfants et leur communauté. La privation de ce droit contribue à creuser et à élargir les écarts de possibilités entre les enfants en désavantageant encore plus les moins favorisés, ce qui alimente les cycles de pauvreté intergénérationnels.

Dès lors, comment mesurer la pauvreté en matière d'information d'un enfant ? Il faut prendre en compte des centaines de variables en perpétuelle évolution et les données sont rares. Pour commencer, qui sont les enfants les plus privés d'informations et où se trouvent-ils ? Quels sont les causes sous-jacentes et les obstacles qui les privent d'accès à l'information ? Enfin, pourquoi ceux qui en disposent ne les utilisent-ils pas ? À ce jour, la pauvreté en matière d'information est mesurée en fonction de la disponibilité, de l'accès, de l'utilisation, de la résilience, du graphe social, des contenus et des compétences.

L'apprentissage automatique et l'association de sources de données nouvelles (comme l'imagerie par satellite, les données des téléphones mobiles, les médias sociaux et les analyses de recherches en ligne) et traditionnelles pourraient contribuer à la création d'une mesure. La quantification d'une telle pauvreté constituerait un outil de plaidoyer formidable pour la mise au point de programmes et l'orientation des politiques et de l'allocation des ressources.

Des projets pilotes consacrés à la pauvreté en matière d'information sont en cours au Brésil, au Libéria et au Mozambique. Au Libéria, par exemple, UNICEF Innovation tire les leçons de la crise de l'Ebola (c'est-à-dire comment un manque d'informations sur la maladie a contribué à sa propagation) et collabore avec des partenaires pour mesurer les effets de l'accès à l'information dans différents secteurs, avec un accent particulier sur la santé et la résilience.

Pour mieux comprendre les besoins des jeunes des communautés vulnérables, le projet pilote du Mozambique cherche à schématiser comment leurs principaux canaux d'information (télévision, radio, famille et téléphone) ont une influence sur leurs décisions et sur les résultats pour des thématiques vitales telles que le paludisme ou le mariage des enfants.

Un monde débarrassé de la pauvreté informationnelle connaîtrait moins d'épidémies de maladies infectieuses, profiterait de meilleures informations sur la façon dont l'éducation numérique peut améliorer et accélérer l'enseignement aux enfants les plus défavorisés, réduirait l'inégalité entre les sexes et augmenterait l'inclusion financière, pour ne citer que quelques exemples.

La cartographie des articles de Wikipédia réalisée par l'OII montre ainsi une répartition géographique très inégale des contenus. En 2014, on a découvert que la plupart des articles des 44 versions linguistiques du site étudiées se concentraient avant tout sur des lieux, des événements et des personnes d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Australie et de certaines parties de l'Asie comme l'Inde et le Japon. D'autres régions, comme l'Afrique, étaient largement sous-représentées. Les informations relatives à un grand nombre de pays d'Afrique n'étaient en fait pas rédigées dans des langues locales, mais principalement en anglais, ainsi

qu'en français et en allemand. Les chercheurs ont expliqué que sur Wikipédia, « le Sud est en grande partie défini et décrit par d'autres »⁵⁹.

Wikipédia ne représente qu'une petite partie d'Internet. Toutefois, ses lacunes dans les contenus confirment l'idée selon laquelle une plus grande connectivité ne réduit pas nécessairement les inégalités d'accès aux informations et de production de contenus⁶⁰. Elles soulignent également le besoin de créer des politiques relatives aux fractures numériques qui vont au-delà de la question de l'accès et de fournir aux enfants les

compétences, l'éducation et les outils qui leur permettront d'entrer dans la sphère numérique en tant que créateurs, et non plus comme simples consommateurs, de contenus. Leurs perspectives dépasseront alors l'emprisonnement dans un tourbillon de médias sociaux et de vidéos de « chiens qui chantent [et de] chameaux qui ronflent »⁶¹.

Se tourner vers l'avenir

Pour permettre aux enfants non seulement de survivre, mais aussi de s'épanouir dans

le monde numérique, il faut mettre à leur disposition de nouveaux outils. Que l'on parle d'« habileté numérique » ou de « citoyenneté numérique », ces outils vont bien au-delà d'une simple maîtrise technique comme les compétences d'utilisateur : ils permettent aux enfants d'évaluer les informations qu'ils trouvent en ligne, de comprendre les implications de la socialisation en ligne, d'agir de façon responsable et de préserver leur sécurité en ligne, de plaider en faveur de leurs intérêts ou de ceux de leur communauté, d'améliorer leur apprentissage et de développer de nouveaux talents et compétences. Les enfants qui disposent de ces outils partiront avec un

La première génération connectée de Cuba

Quelque chose a changé dans les rues de Cuba. Après l'école, et le week-end, dans les parcs et sur les boulevards, on peut apercevoir des groupes d'enfants qui passent des appels vidéo avec des parents et des amis ou qui jouent aux mêmes jeux en ligne que les enfants de presque partout. Si de telles scènes sont habituelles dans la plupart des pays du monde, il y a seulement deux ans de cela, nul n'aurait pu imaginer les voir à Cuba.

Ce n'est en effet qu'en 2015 que le gouvernement a lancé des points d'accès Wi-Fi payants dans les lieux publics de l'ensemble de l'île. À la fin de 2016, plus de 600 « espaces de navigation » collectifs et plus de 300 points d'accès Wi-Fi publics avaient été mis en place. Cette initiative a transformé l'accès à Internet des adultes et des enfants. D'après les chiffres officiels, environ 250 000 connexions ont lieu chaque jour depuis les points d'accès Wi-Fi⁶².

Les points d'accès, qui permettent de se connecter aux sites étrangers, sont très populaires chez les jeunes Cubains : « Être connecté à Internet, c'est ce qu'il y a de plus cool aujourd'hui », explique Diego, Havanaïse de 14 ans. « Avoir assez d'argent pour une carte Internet, c'est mieux que pour un tee-shirt neuf. Si vous n'allez pas en ligne, vous n'êtes pas dans le coup, vous passez à côté de quelque chose. »

Ce n'est cependant pas le premier contact des jeunes cubains avec le monde connecté. Depuis 1987, le système du Joven Club (Club de la jeunesse) propose aux jeunes une porte d'accès à la technologie du monde numérique dans un pays où les ordinateurs personnels et l'accès à Internet ne sont pas courants. Actuellement,

près de 4 000 enfants et adolescents⁶³ se rendent dans plus de 600 clubs chaque jour pour suivre des cours, naviguer sur des sites nationaux aux contenus éducatifs approuvés et dotés de fonctionnalités intégrées de protection de l'enfance et accéder à des contenus éducatifs et de divertissements.

Jennifer, 17 ans, fait partie de ces jeunes : « En ligne, je peux trouver des informations pour l'école sur EcuRed [l'encyclopédie cubaine] mais aussi discuter avec des gens. Internet, c'est comme un autre monde qu'on ne voit pas. C'est excitant. »

Loin de ces points d'accès officiels, et fidèles à la culture de débrouille des habitants de l'île, de nombreux jeunes cubains se « connectent » également hors ligne : ils échangent des contenus par Bluetooth ou achètent des « paquets » de téraoctets, des packs regroupant séries télévisées, films, clips vidéo, magazines et applications stockés sur des disques durs et des clés USB. Inquiet des contenus parfois inappropriés de ces packs, le Joven Club distribue son propre pack « Mochila » qui contient des informations et des divertissements. Il propose des contenus sûrs et cherche à promouvoir un mode de vie et un développement spirituel sains.

Cuba n'en est qu'aux balbutiements de son ère numérique, et le gouvernement est bien décidé à poursuivre l'élargissement de la connectivité. Agir dès maintenant et anticiper les occasions qui se présenteront aux jeunes, mais aussi les risques potentiels, est une tâche vitale pour l'ensemble de l'île.



Ces jeunes filles assistent à des cours d'informatique dans la ville de Howrah, au Bengale-Occidental. Les femmes et les filles ne représentent que 29 % des internautes en Inde. © UNICEF/UN063162/ALTAH AHMAD

avantage dans une société fondée sur le savoir.

Il faut également prendre des mesures politiques pour améliorer l'éducation, augmenter l'alphabétisation, mais aussi renforcer les bases non numériques des enfants afin qu'ils puissent profiter au maximum du fait d'être connecté. Comme le soulignent la Banque mondiale, dans son *Rapport sur le développement dans le monde 2016 : les dividendes du numérique*, et Facebook dans *State of Connectivity 2015* (État de la connectivité en 2015), les compétences fondamentales acquises via une éducation, un apprentissage et un enseignement de qualité sont essentielles pour générer les conditions d'une plus grande adoption d'Internet, mais également pour améliorer la qualité de son utilisation.

L'alphabétisation est, elle aussi, cruciale. L'enquête PISA conduite en 2015 par l'OCDE rappelle que garantir à chaque enfant un « niveau de compétences de base en compréhension de l'écrit et en mathématiques

est bien plus susceptible d'améliorer l'égalité des chances dans notre monde numérique que l'élargissement ou la subvention de l'accès aux appareils et services de haute technologie »⁶⁴.

La technologie aura toutefois certainement un rôle à jouer, et l'action publique devrait être nécessaire pour combler les lacunes en matière de communications. Proposer un accès équitable à certaines des communautés les moins connectées ne sera pas chose facile. Par exemple, pour les personnes qui vivent avec moins de 2 dollars par jour dans des pays comme l'Inde et la République-Unie de Tanzanie, le coût moyen d'un smartphone équivaut à 16 % du revenu annuel⁶⁵. Même si le prix des téléphones capables de se connecter à Internet baissait, les plus pauvres devraient encore faire face à des coûts de connexion et de données élevés⁶⁶. La GSMA estime que 90 % du milliard de nouveaux utilisateurs de mobile prévus d'ici à 2020 seront issus des « marchés en développement ». Elle admet par ailleurs que des services mobiles abordables et l'extension



Sans engagement impulsé par les États, les enfants seront davantage laissés pour compte.

de la couverture des réseaux aux populations rurales pauvres constituent des défis importants pour atteindre un accès universel et bon marché⁶⁷.

Comme l'indique le rapport de 2016 de la Banque mondiale sur les dividendes du numérique, dans les pays à revenu faible, où la construction des réseaux mobiles dépend principalement du secteur privé, l'extension des réseaux de communication risque de présenter des lacunes dans « l'infrastructure de base » pour créer un réseau universel à haut débit, notamment en zone rurale. Cette approche diffère de celle qui a prévalu dans la plupart des pays à revenu élevé, où l'infrastructure de téléphonie reposait sur des investissements initiaux dirigés par les États, suivis, seulement dans un second temps, d'une participation du secteur privé et des réseaux mobiles et Internet. Sans engagement impulsé par les États afin de compléter les solutions du

marché et du secteur privé, les enfants laissés de côté dans un monde numérique connecté seront exposés à un risque d'exclusion et de marginalisation supplémentaires⁶⁸.

Enfin, nous ne soulignerons jamais assez le besoin de données approfondies qui permettent de saisir les différents aspects de la vie des enfants à l'ère numérique. La collecte de données exhaustives aux niveaux national, régional et mondial sur l'accès des enfants aux TIC et leur utilisation fait grandement défaut. En l'absence d'informations fondées sur des éléments de preuves, la compréhension par les parties prenantes, y compris les décideurs politiques, des inégalités numériques qu'affrontent les enfants sera toujours limitée et ils ne pourront dès lors pas prendre de mesures efficaces.

Connecter la jeunesse en Afrique

Le nombre de jeunes en Afrique va pratiquement doubler pour passer de 240 millions en 2016 à 460 millions en 2050⁶⁹, une poussée irréversible qui va se heurter de plein fouet à la révolution mondiale de la connectivité. Quels résultats pourraient être obtenus si l'on parvient à profiter d'une telle occasion ? La forte population de jeunes (de 15 à 24 ans) dans la région pourrait bénéficier d'une extension du haut débit pour travailler dans l'économie numérique mondiale.

Malgré tout, compte tenu des tendances actuelles et des éléments de preuves réunis à ce jour, quelles sont les chances que cela se produise ?

Tout dépendra de la capacité (et des moyens) des jeunes à se connecter à Internet, des compétences numériques pour y naviguer et des connaissances fondamentales dont ils disposent pour tirer profit des occasions qu'ils trouveront en ligne. Ils auront également besoin que les métiers eux-mêmes, ou un climat favorable à l'entrepreneuriat, soient disponibles.

En premier lieu, la connectivité : aujourd'hui, seulement un jeune d'Afrique subsaharienne sur dix vit dans une zone couverte par un réseau 3G a effectivement souscrit à une offre mobile haut débit⁷⁰. On estime en outre que d'ici à

2020, seulement deux Africains sur cinq seront connectés en haut débit, principalement depuis des appareils mobiles. Il n'y a qu'un seul pays africain (le Nigéria) parmi les 10 pays qui intégreront le plus de nouveaux abonnés d'ici à 2020⁷¹.

L'urbanisation rapide aura probablement une influence complexe sur les possibilités de connexion des jeunes Africains. En 2013, deux Africains sur cinq vivaient en ville⁷², d'ici à 2050, ils seront trois sur cinq⁷³. Les jeunes urbains auront plus de chances de disposer d'une couverture 3G, mais seront moins susceptibles d'accéder au travail ou à d'autres moyens qui permettent d'améliorer leurs possibilités de pouvoir payer pour les technologies de connexion. Étant donné que beaucoup de jeunes Africains travaillent actuellement dans l'économie informelle, l'utilisation de dispositifs mobiles pour saisir des occasions d'emploi imposera un changement par rapport à la situation actuelle.

La connectivité numérique offre aux jeunes Africains qui en disposent un débouché qui permet aux jeunes urbanisés et éduqués de faire entendre leur voix, mais aussi une plateforme pour exiger des gouvernements qu'ils répondent à leurs préoccupations. Offrir dès aujourd'hui aux jeunes d'Afrique les compétences pour trouver leur chemin dans leur univers de demain est essentiel pour assurer leur avenir.

SECTION SPÉCIALE : Que font les enfants connectés une fois en ligne ?

Les enfants connectés du monde sont des pionniers numériques : dans les pays qui affichent des niveaux de connectivité élevés, les jeunes de 15 à 24 ans sont généralement plus connectés que l'ensemble de la population⁷⁴. Les données sur les jeunes de moins de 15 ans sont rares, mais des éléments de preuve issus de différents pays indiquent qu'ils utilisent souvent Internet à un rythme comparable, voire supérieur, aux adultes âgés de 25 ans et plus⁷⁵.

Beaucoup d'entre eux sont **constamment connectés** : dans les familles à haut revenu, il devient difficile de « trouver la limite entre les éléments connectés et non connectés » de la vie des enfants⁷⁶. Aux États-Unis, par exemple, 92 % des adolescents de 13 à 17 ans indiquent se connecter quotidiennement. Les dispositifs mobiles, notamment les smartphones (et ils sont 73 % de cette tranche d'âge à en être équipés), permettent à certains d'être en ligne « pratiquement tout le temps »⁷⁷. En Europe, la situation est la même : les enfants ont accès à Internet depuis plusieurs sources et utilisent de nombreux dispositifs⁷⁸, notamment des smartphones, mais aussi des ordinateurs de bureau ou portables, des tablettes et des consoles de jeux.

Ils sont de plus en **plus jeunes et mobiles** : les éléments de preuve issus des pays où la connectivité est élevée laissent entendre que les enfants se connectent à un âge de plus en plus précoce. En Bulgarie, par exemple, l'âge auquel les enfants utilisent Internet pour la première fois était de 10 ans en 2010, mais il est passé à 7 ans en 2016⁷⁹. En Chine, les enfants de moins de 10 ans représentaient 2,9 % de tous les utilisateurs d'Internet en 2016, contre 2,7 % en 2015⁸⁰. Au Brésil, la part des enfants de 9 et 10 ans utilisant Internet a grimpé de 35 % en 2012 à 37 % en 2013⁸¹. Il n'est pas rare que les enfants aient déjà leur propre téléphone avant même d'atteindre l'adolescence. Une enquête de 2013 menée en Algérie, en Égypte, en Iraq et en Arabie saoudite a révélé que l'âge le plus courant auquel un enfant reçoit son premier téléphone mobile était de 10 ou 12 ans⁸². En 2015, on a découvert que 10 ans était l'âge habituel auquel un enfant possédait son premier téléphone mobile aux Philippines, contre 12 ans au Honduras⁸³.

Ils intègrent de plus en plus la « **culture de la chambre** » : des appareils comme les smartphones et les tablettes changent les méthodes et les lieux de connexion des enfants. Le téléphone mobile leur permet d'accéder à Internet dans l'intimité de leur chambre ou de chez un ami⁸⁴. L'expérience en ligne est donc plus personnelle, plus privée et moins supervisée.

Ils se connectent pour **renforcer leurs amitiés et trouver de nouveaux amis** : le rôle des réseaux sociaux dans l'élargissement du cercle d'amis peut être observé dans des pays aussi différents que l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie et l'Iraq, où plus de 90 % des enfants qui utilisent un téléphone mobile affirment que les réseaux sociaux renforcent les relations avec les amis proches. Les enfants ont également déclaré qu'ils les aident à construire des relations avec des amis dont ils ne sont pas aussi proches et avec des amis d'amis⁸⁵. Toutefois, ces plateformes peuvent aussi constituer un espace où des conflits et des drames entre amis se déroulent. Pour certains, elles peuvent être une source de pression : les adolescents ressentent le besoin de poster des contenus « attirants » sur eux-mêmes, par exemple, ou des contenus susceptibles d'être « aimés » par d'autres (voir encadré par Mizuko Ito)⁸⁶.

Ils vont en ligne pour **accéder à des informations et apprendre** : avoir recours à Internet pour les devoirs est de plus en plus courant dans les pays à revenu élevé⁸⁷, mais c'est également une habitude en ligne fréquente dans les pays à revenu intermédiaire. Au Brésil, en 2013, les travaux scolaires figuraient au premier rang des activités réalisées sur Internet par les enfants⁸⁸. En Argentine, environ 80 %



Pour les jeunes vivant dans des pays à forte connectivité, comme Ahmad Abdul-Halim en Allemagne, il est de plus en plus difficile « d'établir une distinction entre en ligne et hors ligne ». © UNICEF/UN043764/GILBERTSON VII PHOTO

des adolescents ont déclaré effectuer des recherches sur Wikipédia ou Google ou utiliser des tutoriels en vidéo sur des sujets comme les mathématiques et l'histoire. « Je n'avais pas la moyenne en maths », expliquait un jeune garçon argentin, « alors j'ai regardé quelques vidéos qui expliquent ce que je devais étudier »⁸⁹. Les enfants apprécient les informations qu'ils trouvent en ligne⁹⁰, y compris celles qui portent sur différentes activités de loisirs⁹¹ et sur des questions de santé⁹². Comme le racontait un adolescent d'Afrique du Sud, la valeur ajoutée d'Internet, « c'est que vous en savez simplement plus sur des choses dont vous ne connaissez pas grand-chose »⁹³.

Malgré tout, dans l'ensemble, ils n'effectuent **qu'une gamme limitée d'activités en ligne** : on a tendance à croire que les enfants et les adolescents sont largement en avance sur les adultes dans leur façon de naviguer et de profiter des technologies numériques. Toutefois, les activités des enfants en ligne semblent souvent relativement limitées.

Le projet de recherche international Global Kids Online⁹⁴ (GKO) fournit des éléments de preuve sur ce sujet. La figure 2.7 (« Que font les enfants en ligne ? ») montre les données collectées par GKO sur 17 activités en ligne des enfants en les regroupant en trois catégories générales : social, divertissement

Pourquoi les adolescents aiment-ils le mobile et les médias sociaux ? Par Mizuko Ito

À la fin des années 1990, mes recherches ont porté sur les adolescents tokyoïtes, une population à l'avant-garde de la révolution des SMS et de l'Internet mobile. Le téléphone mobile venait de perdre son image de symbole statutaire de l'homme d'affaires pour se transformer en article de mode pour lycéenne. Le monde des adultes était révolté par ces adolescents qui utilisaient leur téléphone mobile pour leurs frivolités sociales et ils ont été surnommés les oyayubizoku (tribu des pouces) et les nagarazoku (tribu des multitâches). L'image d'Épinal du nagarazoku était celle d'un adolescent en train d'écrire un message tout en marchant ou en faisant du vélo.

Les chercheurs ne comprenaient pas l'énorme engouement des adolescents pour les communications mobiles. Beaucoup l'attribuaient à une affinité naturelle pour les nouvelles technologies et à l'obsession des adolescents pour la communication avec leurs camarades. À l'issue de longues recherches, nous sommes parvenus à une conclusion différente⁹⁶. Les adolescents ont adopté le mobile et les médias sociaux pour pouvoir communiquer entre eux en paix.

Contrairement aux adultes, les adolescents ne disposent pas d'espaces pour leurs communications privées, surtout dans des environnements urbains comme Tokyo. Dans leur quotidien, ils vont de chez eux, où ils n'ont pas accès à leurs camarades, à l'école, où ils sont avec leurs camarades, mais ne peuvent pas échanger de façon privée. Le téléphone fixe, qui est partagé avec la famille, n'est pas véritablement privé. Le téléphone

mobile a été plus révolutionnaire pour les adolescents que pour leurs aînés car c'était la première fois qu'ils pouvaient facilement communiquer directement avec un camarade ou un partenaire sentimental. Lorsque ces mêmes adolescents se sont installés avec leur partenaire sentimental, le volume de messages a fortement reculé.

Il n'est pas rare d'attribuer les excentricités du comportement des adolescents à cette étape de leur développement ou à la construction de leur identité. Toutefois, les adolescents agissent le plus souvent comme n'importe qui d'autre dans des circonstances comparables. Ils sont moins réticents face aux nouvelles technologies car ils n'ont pas encore pris certaines habitudes, mais ils donnent souvent une bonne idée de la prochaine adoption d'une nouvelle technologie par les autres tranches d'âge. À présent que des gens de tous les âges sont passés aux messages écrits et à Facebook, j'ai le sentiment que nos premières recherches ont été validées. Les adolescents se tournent vers le mobile et les médias sociaux pour les mêmes raisons que nous tous : parce qu'ils veulent être connectés avec les personnes auxquelles ils tiennent.

Mizuko Ito est anthropologue culturelle, chercheuse en éducation, entrepreneur et militante. Elle est directrice du Connected Learning Lab de l'université de Californie, Irvine et cofondatrice de Connected Camps, une organisation à but non lucratif qui propose des cours sociaux de science, technologie, ingénierie et mathématique en ligne qui s'appuient sur des projets à destination d'enfants de tous les milieux.

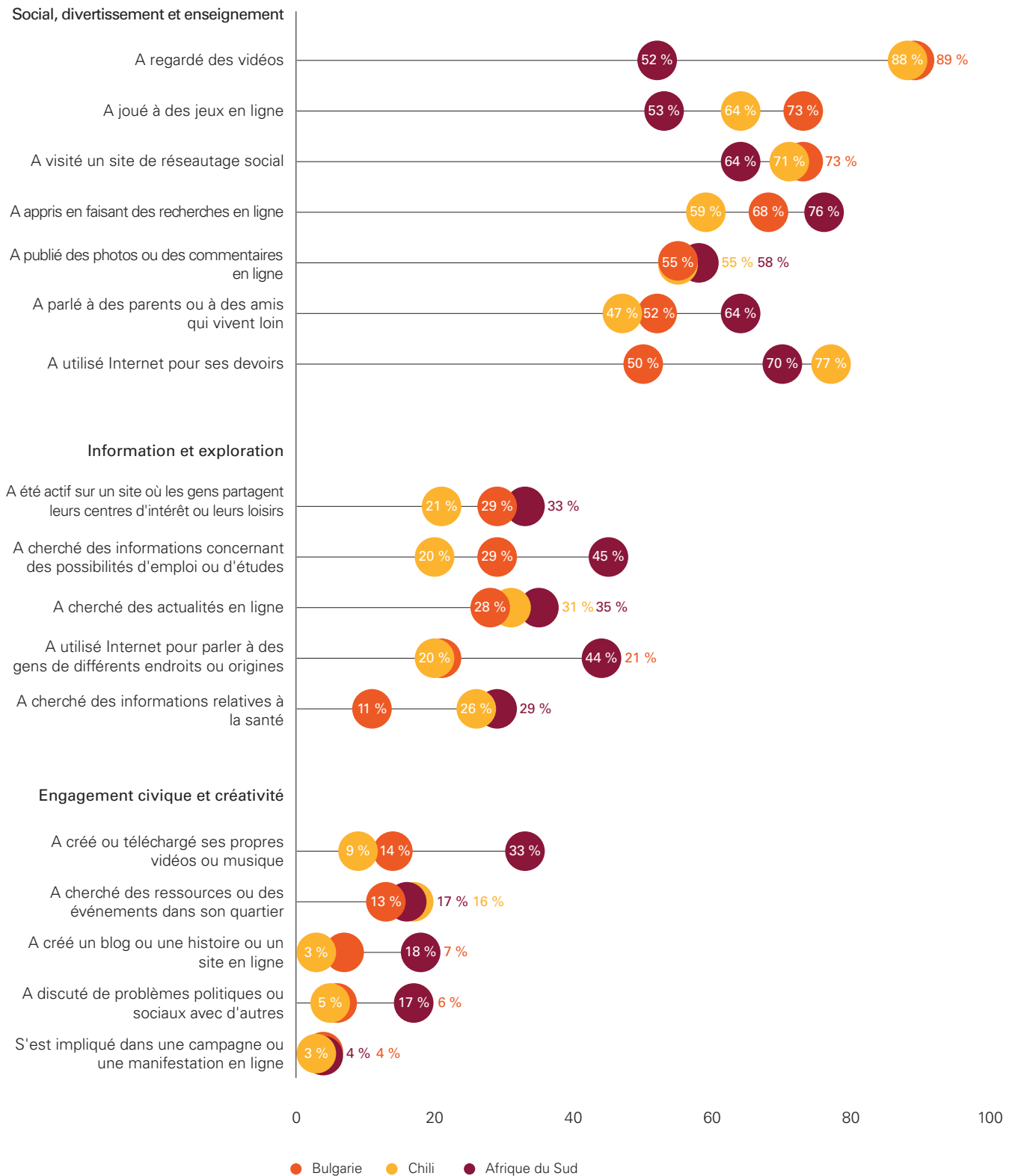
et enseignement ; information et exploration ; et engagement civique et créativité.

Dans les trois pays représentés ici, l'Afrique du Sud, la Bulgarie et le Chili, la grande majorité des enfants n'effectuaient que cinq à neuf activités en ligne. En outre, les activités de plus de la moitié de ces enfants ne rentraient que dans une seule catégorie : social, divertissement et enseignement. À l'autre bout de l'échelle, le groupe d'enfants le plus petit regroupait ceux qui pratiquaient 15 activités ou plus. Les utilisateurs de ce groupe étaient plus impliqués dans des pratiques créatives, comme la publication de vidéos et la rédaction de blogs, mais aussi dans des activités liées à l'engagement civique, comme débattre en ligne

sur des questions politiques. Même s'il n'est pas représenté dans ce graphique, l'âge est un facteur important : les enfants les plus âgés sont plus susceptibles de se lancer dans un plus grand nombre de pratiques.

Les données de ces trois pays soulignent l'idée que, lorsqu'ils sont connectés, les enfants profitent de beaucoup de possibilités en ligne. Leur plus grande implication sur Internet – s'ils se tournent vers des activités plus diversifiées ou complexes – n'est pas garantie. Un des défis pour les chercheurs et les décideurs politiques consiste à trouver une façon d'aider les enfants à se lancer dans des activités plus créatives et participatives⁹⁵.

FIGURE 2.7 – QUE FONT LES ENFANTS CONNECTÉS UNE FOIS EN LIGNE ?
 POURCENTAGE DES ENFANTS ÂGÉS DE 9 À 17 ANS RAPPORTANT LA PRATIQUE D'ACTIVITÉS
 EN LIGNE, 2016–2017



Source : Données des pays partenaires de Global Kids Online 2016-2017, compilées par le Centre de recherche-Innocenti de l'UNICEF.



PERSPECTIVE

Une vision pour l'avenir : réflexion sur les droits de l'enfant à l'ère numérique

Pony Ma



Comme tous les parents du monde entier, mon souhait, en tant que père, est de voir mon enfant grandir et s'épanouir. Comment faire pour que nos enfants grandissent heureux, à l'abri du danger et des maladies ? Doit-on leur donner de l'air frais, de l'eau propre, un bel environnement, une famille soudée, une société qui les soutient ou encore un pays riche et puissant ? Je pense qu'ils ont besoin de tout cela et de bien plus encore.

Mon enfant est né au cœur de la génération de ceux que l'on appelle les « natifs du numérique ». C'est la génération la plus heureuse, en ce qu'elle dispose d'un accès facile, rapide et efficace à l'information et qu'elle peut profiter de la vie comme aucune autre génération auparavant.

Parallèlement, nous prenons de plus en plus conscience que tous les enfants n'exercent pas leurs droits. À l'ère d'Internet, le déni des droits de l'enfant prend une toute nouvelle dimension. Indépendamment de leur région, de leurs ressources financières ou de leur situation personnelle, tous les enfants ont le droit de s'épanouir, de participer pleinement à la vie familiale, culturelle et sociale, et de jouir d'un accès égal à l'information, à l'expression personnelle et à l'éducation.

Cependant, malgré les avancées en matière de technologies et de productivité, le clivage se creuse entre ceux qui ont accès à des ordinateurs et à Internet et ceux qui ne l'ont pas. En décembre 2016, rien qu'en Chine, on dénombrait 171 millions d'internautes de moins de 19 ans. Pourtant, dans ce pays et dans le monde entier, de nombreux enfants n'ont pas accès à Internet pour des raisons socioéconomiques. En tant que propriété publique, Internet peut et doit être exploité pour combler cette fracture numérique.

En 2015, nous avons lancé WeCountry, un programme d'Internet mobile visant à permettre aux habitants des zones rurales en Chine de se connecter. Deux ans plus tard, des problèmes persistent, mais nous sommes heureux de constater que, grâce au programme, des personnes ont pu apprendre à utiliser Internet et de nombreux enfants défavorisés ont pu avoir accès à l'information et à des possibilités d'apprentissage.

Cependant, respecter les droits de l'enfant à l'ère numérique ne se résume pas à colmater

la fracture numérique. Tencent est l'un des principaux fournisseurs d'Internet en Chine. Des millions d'enfants utilisent nos produits chaque jour pour communiquer, apprendre et se divertir. Nous portons donc une responsabilité considérable. Les enfants et les parents doivent comprendre que les possibilités offertes par Internet ne sont pas sans risque. Entre les fausses informations, les informations malveillantes et les contenus violents ou pornographiques qui circulent sur la toile, les enfants sont exposés à des dangers. Il suffit d'une fuite de données pour que des individus s'emparent de leurs informations personnelles ou privées, telles que des photos ou leur identité, pour les exploiter, ce qui peut avoir des conséquences dramatiques. La violence et l'intimidation en ligne sont devenues un problème mondial. Enfin, la fraude sur Internet, le crime organisé et la traite des enfants menacent de convertir les dangers en ligne en de véritables cauchemars hors ligne.

En tant que père, je suis très inquiet des risques auxquels sont confrontés nos enfants au quotidien sur la toile. En tant qu'entrepreneur Internet, je suis bien conscient des responsabilités qui reposent sur mes épaules.

Tencent a la responsabilité de protéger la sécurité en ligne de chaque enfant. Pour cela, nous intégrons la protection des enfants en ligne dans tous les aspects de nos pratiques commerciales. Par exemple, en novembre 2016, Tencent a lancé l'initiative « Tencent for children – Child rights protection in a digital world » Tencent pour les enfants – La protection des droits de l'enfant dans un monde numérique] et annoncé un partenariat avec l'UNICEF dans le cadre du projet sur la protection en ligne de l'enfant. Ce partenariat nous permettra d'étudier de près un éventail de problèmes, dont la violence et l'intimidation en ligne, l'exposition à des contenus inappropriés et les jeux d'argent en ligne. Nous visons ainsi à développer une compréhension approfondie de la manière dont les enfants utilisent Internet, et ce, à des fins de plaidoyer pour les politiques, de sensibilisation du public et de création d'une coalition au sein du secteur. Ce projet contribuera à accélérer les efforts déployés dans tous les secteurs pour protéger les enfants en ligne, que ce soit de la part des gouvernements, de l'industrie des technologies de l'information et de la communication (TIC), du monde universitaire et des organisations de la société civile, et à explorer les effets positifs d'Internet sur les enfants.



L'ère d'Internet se caractérise par des changements rapides et innovants en matière de technologie et par les interactions homme-machine. Elle a le potentiel d'enrichir les expériences et le développement des enfants. Il est facile d'imaginer les améliorations qu'apporteront la reconnaissance des images, l'intelligence artificielle, la réalité augmentée, le séquençage des gènes et même la neurotechnologie à la vie des enfants.

Parallèlement, nous devons accorder toute notre attention aux risques potentiels induits par les nouvelles technologies. Prenons, par exemple, le débat autour d'éventuels préjugés ou discrimination de la part des algorithmes d'IA. Nous ne savons toujours pas si les algorithmes introduisent des biais fondés sur le genre ou la race dans les prises de décision.

En tant que moteur de l'innovation technologique, l'industrie des TIC a le devoir de placer les droits et la protection de l'enfant au cœur de ses efforts d'innovation en matière de technologie et de produits, car ces efforts serviront à influencer la législation et l'élaboration de politiques, à sensibiliser le public et à élaborer des normes pour le secteur afin de défendre l'initiative mondiale de protection de l'enfant en ligne.

Nous aspirons tous à protéger les enfants de toutes les formes de dangers en ligne. Cependant, chaque enfant a également besoin de patience et de conseils adaptés de la part de ses propres parents, afin de pouvoir laisser libre cours à sa curiosité sur le monde qui l'entoure, réel ou virtuel, et de continuer ainsi à explorer et à grandir en bonne santé, heureux et autonome.

Comme le dit un vieux proverbe chinois : « Commence par prendre soin de tes enfants, puis prends soin des enfants des autres comme s'il s'agissait des tiens ». La protection des droits de l'enfant doit traverser les frontières des industries, des organisations et des pays. Seule une telle coopération peut nous imposer la responsabilité de protéger les enfants et nous en donner la possibilité, et ce, au profit de l'humanité tout entière. Unissons nos efforts et forçons l'avenir des prochaines générations.

Pony Ma a cofondé Tencent, l'un des principaux fournisseurs d'Internet en Chine, et y occupe actuellement les fonctions de directeur exécutif, président du conseil d'administration et directeur général. Il supervise le développement stratégique, la direction générale et la gestion de l'entreprise. Il est titulaire d'un diplôme de premier cycle universitaire en sciences informatiques qu'il a obtenu à l'Université de Shenzhen, en 1993.

À Cebu, aux Philippines, Jan, 16 ans (au fond, au centre), a été victime d'intimidation en ligne. Elle lisait des articles sur l'automutilation au cours de cette période difficile de sa vie. Aujourd'hui, elle sensibilise ses pairs à la sécurité en ligne.
© UNICEF/UN014975/ESTEY



L'industrie des TIC a le devoir de placer les droits et la protection de l'enfant au cœur de ses efforts d'innovation en matière de technologie et de produits.

03

Dangers numériques : Les effets néfastes de la vie en ligne



**YOUSEF AL HEREK, 17 ANS,
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE**

« J'ai commencé à creuser et à me renseigner sur le piratage – que se passerait-il si quelqu'un accédait illégalement à mon compte et lisait mes messages privés ? J'ai décidé que la confidentialité était une priorité pour moi, alors j'ai mis à jour les systèmes d'exploitation de mon téléphone et de mon ordinateur et j'ai ajouté des couches de sécurité supplémentaires pour protéger mes comptes et moi-même. »

Il n'a jamais été aussi facile pour les auteurs d'intimidation, les délinquants sexuels, les trafiquants et ceux qui s'en prennent aux enfants d'entrer en contact avec des victimes potentielles dans le monde entier, de partager des images de leurs sévices et de s'encourager mutuellement à commettre d'autres crimes. La connectivité numérique, avec les profils non protégés sur les médias sociaux ou les forums de jeux en ligne, a rendu les enfants plus accessibles. Cette connectivité permet en outre aux délinquants d'agir dans l'anonymat (et donc de courir moins de risques d'être identifiés et poursuivis en justice), d'élargir leur réseau, d'augmenter leurs profits et de s'en prendre à plusieurs victimes à la fois.

La vie privée des enfants est également en jeu. La plupart des enfants (et de nombreux parents) ont une conscience très limitée, voire nulle, de la quantité de données personnelles qu'ils injectent sur Internet et sont encore moins conscients de l'utilisation qui pourrait en être faite un jour.

Aucun enfant n'est à l'abri des risques en ligne, mais les plus vulnérables sont aussi les plus susceptibles d'en subir les méfaits.

À Madagascar, une jeune fille âgée de 17 ans s'est vu demander par son professeur une somme équivalente à environ 300 dollars des États-Unis en échange de son passage dans la classe supérieure. Désespérément à la recherche d'argent, elle a contacté un homme avec qui elle discutait en ligne depuis six mois. Elle raconte : « Il m'a enlevée et m'a enfermée chez lui pendant deux mois. Il m'a violée à de nombreuses reprises ». Après avoir été secourue par une unité de police spécialisée dans la cybercriminalité, elle a reçu des soins médicaux, des conseils et un soutien psychologique dans un centre de services géré par le gouvernement avec l'appui de l'UNICEF. L'homme et l'enseignant ont été arrêtés. « Je vais bien maintenant. J'ai repris l'école », poursuit-elle. « J'aurais aimé qu'on m'informe. Mes parents ne savaient pas que je parlais à des inconnus¹. »

Pour la plupart des parents et des personnes qui s'occupent d'enfants, l'histoire de cette jeune fille représente le pire de ce qui pourrait arriver à un enfant qui navigue sur la toile. Bien que son expérience constitue un exemple extrême des méfaits d'Internet, elle témoigne des préoccupations largement répandues concernant les menaces auxquelles sont confrontés les enfants sur Internet : le fait de se connecter à Internet peut détruire les protections habituelles que la plupart des sociétés s'efforcent d'ériger autour des enfants, car il les expose à des contenus et à des comportements inacceptables ainsi qu'à des contacts potentiellement dangereux avec le monde extérieur.

Ces risques ne sont pas complètement nouveaux – les enfants ont toujours été victimes ou auteurs d'intimidation, ils ont souvent été exposés à des contenus à caractère sexuel ou violent ou recherché de tels contenus, et ils ont toujours été vulnérables aux délinquants sexuels. Mais la majorité des parents pensent probablement qu'il était plus facile de protéger les générations précédentes de tels risques. Alors que la porte de la maison constituait autrefois un rempart contre l'intimidation à l'école, les réseaux sociaux permettent désormais aux auteurs de suivre leurs victimes jusque chez elles.

Toutefois, ces risques doivent être considérés dans leur contexte. Tous les enfants peuvent un jour être confrontés aux effets néfastes des technologies Internet. Mais pour la plupart d'entre eux, cette éventualité ne reste qu'une possibilité. Il est essentiel de comprendre pourquoi les risques deviennent des atteintes réelles pour certains enfants et non pour d'autres. Cette démarche nous éclaire sur les vulnérabilités sous-jacentes qui sont susceptibles de les exposer à des risques plus importants à l'ère numérique. En comprenant davantage et en réduisant ces vulnérabilités, nous sommes mieux à même de protéger les enfants dans le monde virtuel comme dans le monde réel et de leur permettre de profiter des possibilités qu'offre Internet à l'ère du numérique.



Le fait de se connecter à Internet peut détruire les protections habituelles que la plupart des sociétés s'efforcent d'ériger autour des enfants.



Winy Moreira, au centre, s'est inspirée de son expérience de victime d'intimidation en ligne pour créer la vidéo Youtube visible sur les écrans. Cette vidéo a vocation à aider d'autres filles brésiliennes à se protéger en ligne. © UNICEF/UN017649/UESLEI MARCELINO

Trois formes de risques : les risques liés aux contenus, aux contacts et aux comportements

Aujourd'hui, les chercheurs classent généralement les nombreux risques en ligne en trois catégories : les risques liés aux contenus, aux contacts et aux comportements².

Risques liés aux contenus – Lorsqu'un enfant est exposé à un contenu indésirable et inapproprié : images à caractère sexuel, pornographique ou violent ; certaines formes de publicité ; contenus racistes, discriminatoires ou propos haineux ; sites prônant des comportements malsains ou dangereux pour la santé tels que l'automutilation, le suicide ou l'anorexie.

Risques liés aux contacts – Lorsqu'un enfant participe à une conversation à risque, par exemple avec un adulte qui recherche un contact inapproprié ou qui sollicite un enfant à des fins sexuelles, ou avec des individus cherchant à radicaliser un enfant ou à le convaincre de se livrer à des comportements malsains ou dangereux.

Risques liés aux comportements – Lorsqu'un enfant agit d'une manière qui contribue aux risques liés aux contenus ou aux contacts. Il peut s'agir d'enfants qui publient des propos ou des contenus haineux à l'encontre d'autres enfants, qui incitent au racisme ou qui publient ou distribuent des images à caractère sexuel, dont des images qu'ils ont eux-mêmes produites.

TYPLOGIE DES DANGERS ASSOCIÉS AUX TIC

	Contenu L'enfant en tant que destinataire	Contact L'enfant en tant que participant à une activité initiée par un adulte	Comportement L'enfant en tant que victime/acteur
Agression et violence	<ul style="list-style-type: none"> • Sévices auto-infligés et automutilation • Contenu de nature suicidaire • Discrimination • Exposition à des contenus extrémistes/violents/sanglants 	<ul style="list-style-type: none"> • Radicalisation • Persuasion idéologique • Discours haineux 	<ul style="list-style-type: none"> • Intimidation en ligne, traque et harcèlement • Activité hostile et violente envers des pairs
Violences sexuelles	<ul style="list-style-type: none"> • Exposition involontaire/néfaste à du contenu pornographique 	<ul style="list-style-type: none"> • Harcèlement sexuel • Sollicitations sexuelles • Pédopiégeage 	<ul style="list-style-type: none"> • Violences sexuelles sur des enfants • Production et consommation de contenu pédopornographique • Images indécentes produites par des enfants
Exploitation commerciale	<ul style="list-style-type: none"> • Marketing intégré • Jeux d'argent en ligne 	<ul style="list-style-type: none"> • Violation et utilisation malveillante des données personnelles • Piratage • Fraude et vol • Extorsion de faveurs sexuelles 	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion en direct de violences sexuelles sur des enfants • Exploitation sexuelle d'enfants • Traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle • Exploitation sexuelle d'enfants dans le secteur du voyage et du tourisme

Source : Patrick Burton, Brian O'Neill et Monica Bulger, *A Global Review of Evidence of What Works in Preventing ICT-related Violence, Abuse and Exploitation of Children and in Promoting Digital Citizenship* (à paraître).

S'il est relativement aisé d'établir un classement général des différentes formes de risques, il est bien plus difficile de déterminer le rapport de risque entre une image ou une activité en ligne particulière et un enfant donné, par exemple. Cette difficulté s'explique en partie par le fait que les mentalités à l'égard de ce qui constitue un risque varient énormément d'une culture à l'autre. Ainsi, le fait que des enfants se livrent à une exploration consensuelle

de la sexualité à l'aide de supports hors ligne et en ligne, qui incluent la textopornographie ou les « sextos », est accepté dans certaines cultures, mais pas dans d'autres. Par conséquent, les risques ne sont pas toujours déterminés par un comportement, mais sont parfois définis par la manière dont la société perçoit ce comportement³.

De même, des enfants peuvent vivre la même expérience en ligne, mais en obtenir

des résultats très différents⁴. Une enquête menée en 2009 sur le continent européen a révélé que les enfants réagissaient de manière très personnelle au contenu pornographique rencontré en ligne : certains ne s'en souciaient pas, tandis que d'autres s'en amusaient ou souhaitaient ne jamais l'avoir vu⁵ (une réponse généralement interprétée comme indiquant que l'enfant a subi un préjudice). Face à ces types de risques, la plupart des enfants interrogés dans cette enquête ont eu recours à des stratégies positives (demander de l'aide à d'autres personnes) ou neutres (ignorer le risque). D'autres se sont révélés moins aptes à réduire le risque et ont fini, à leur tour, par adopter d'autres « conduites » à risque.

Pour conclure, le risque, en soi, n'est pas foncièrement mauvais. Selon les psychologues spécialisés dans le développement, il est essentiel que les enfants soient exposés à un certain niveau de risque pour développer leurs capacités d'adaptation et de résilience⁶. Dans le monde réel, cette idée est d'ailleurs largement acceptée et appliquée – pensez aux enfants qui apprennent à nager ou à faire du vélo. Si la tolérance à l'égard du risque varie d'une société, d'une culture, d'une communauté ou d'une famille à l'autre, la plupart conviennent que certains risques frôlent le danger de trop près.

Lorsque le risque devient nocif

Il est extrêmement difficile d'évaluer dans quelle mesure les risques se transforment en véritables préjudices. Le cadre contenu-contact-comportement utilisé pour décrire les risques fournit matière à réflexion sur les préjudices réels que les enfants peuvent subir en ligne, illustrés dans le tableau ci-dessus.

Toutefois, même si le nombre d'enfants victimes de préjudices graves en ligne n'est peut-être pas très élevé, une analyse des données probantes dans ce domaine indique que ces préjudices peuvent avoir des effets dramatiques pour les victimes et justifier des ressources et une attention considérables⁷. Comme l'ont démontré plusieurs affaires au fil des ans, un préjudice grave peut autant prendre la forme d'une détresse psychologique que de blessures physiques réelles, dont l'automutilation et le suicide. Les sites Web faisant l'apologie des troubles de l'alimentation ou du suicide⁸, l'intimidation en ligne, les abus sexuels sur des enfants

et l'exploitation font partie des principales sources d'inquiétude concernant les effets néfastes du monde numérique.

Intimidation en ligne : « Personne ne mérite ça »

À 13 ans, Amanda Todd, une adolescente canadienne, a fait la connaissance d'un homme sur un forum de conversation vidéo qui l'a convaincue de montrer ses seins devant la caméra. L'homme a pris la scène en photo et l'a utilisée pour faire chanter la jeune fille, la menaçant d'envoyer la photo à ses amis et à sa famille. Amanda a ignoré la menace et a été victime d'intimidation (en ligne et hors ligne), de harcèlement et d'agressions physiques pendant deux ans. Malgré ses efforts pour s'extraire de cette situation (elle a changé d'école et de ville), l'adolescente a continué de subir les agressions du cyberdélinquant rencontré en ligne et de ses camarades de classe. Tout au long de cette période, la jeune fille s'est débattue contre la dépression, la drogue et l'alcool, l'isolement, la solitude et l'automutilation. Deux ans plus tard, en octobre 2012, Amanda, alors âgée de 15 ans, s'est donné la mort.

Le Cyberbullying Research Center [Centre de recherche sur l'intimidation en ligne] définit l'intimidation en ligne comme un « préjudice délibéré et répété infligé au moyen d'ordinateurs, de téléphones portables ou d'autres appareils électroniques ». Alors que dans les générations précédentes, les enfants victimes d'intimidation pouvaient échapper à la violence ou au harcèlement en rentrant chez eux ou en s'isolant, aujourd'hui, les enfants du monde numérique ne disposent plus de tels remparts. Avec l'utilisation des téléphones portables, des ordinateurs portables et d'autres appareils connectés, les SMS, les courriels, les discussions en ligne et les publications sur les médias sociaux affluent à tout moment du jour comme de la nuit. L'intimidation en ligne poursuit ainsi son œuvre auprès d'un plus grand nombre de pairs, continuant de nuire à la réputation de la victime, que ce soit dans le monde réel ou virtuel.

Les auteurs d'intimidation jouissent aujourd'hui d'une capacité inédite de se cacher derrière un profil anonyme ou de se présenter sous une autre identité et de diffuser instantanément, en un seul clic, des images ou des mots



Les auteurs d'intimidation jouissent d'une capacité inédite de diffuser instantanément, en un seul clic, des images ou des mots violents, blessants ou humiliants.

violents, blessants ou humiliants. Pour ne rien arranger, il est difficile, une fois ces contenus publiés, de les effacer. Les victimes sont donc exposées à un plus grand risque d'être à nouveau victimisées et ont chaque fois plus de difficultés à s'en remettre.

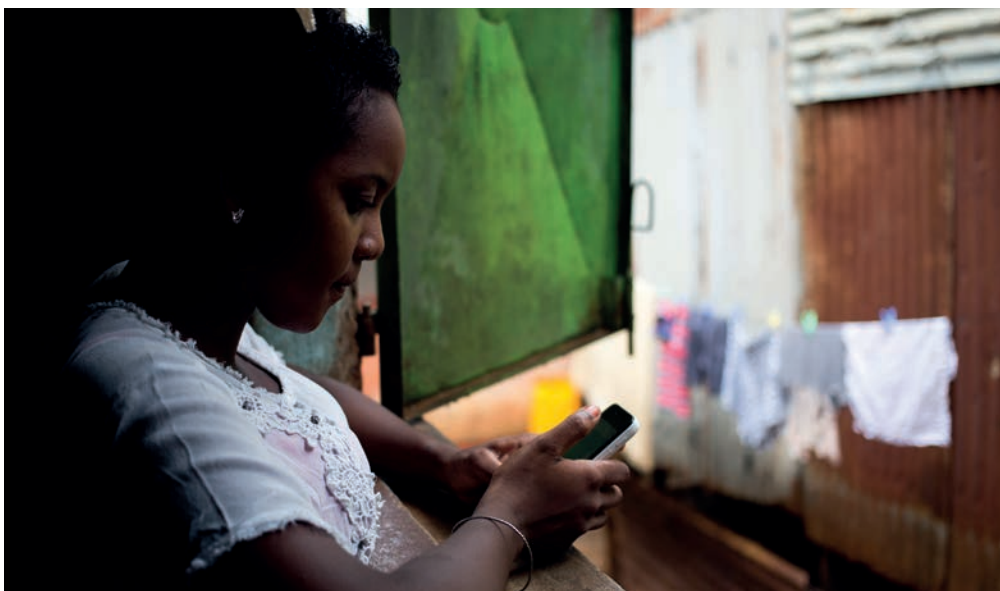
Les victimes d'intimidation en ligne sont plus susceptibles que les autres enfants de consommer de l'alcool et de la drogue, de ne pas aller en cours, de subir une intimidation dans le monde réel, de recevoir de mauvaises notes, d'avoir une faible estime de soi et de souffrir de problèmes de santé plus fréquents. Les jeunes qui ont surmonté de telles violences ont souligné la gravité de la situation, qui peut parfois mener au suicide ou donner des pensées suicidaires⁹.

L'histoire d'Amanda, ci-dessus, illustre à la fois les effets potentiellement extrêmes de l'intimidation en ligne et la perte de contrôle sur le contenu une fois qu'il est publié sur la toile (voir encadré : Matériel sexuellement explicite autoproduit). Des données solides indiquent que les filles sont beaucoup plus nombreuses à subir des pressions pour envoyer des images sexuellement explicites et qu'elles sont jugées bien plus durement lorsque ces images sont partagées avec d'autres personnes que le destinataire initial¹⁰.

L'expérience d'Amanda montre également le lien entre l'intimidation en ligne et l'intimidation traditionnelle. Un mois avant son suicide, Amanda a raconté son histoire

sur 73 cartes dans une vidéo de neuf minutes publiée sur YouTube. Elle y a décrit un affrontement physique brutal en présence de ses camarades de classe : « Devant les (50) personnes de ma nouvelle école... / Un type a alors crié "vas-y, frappe-la" / Alors elle m'a frappée... Elle m'a jetée par terre et m'a frappée plusieurs fois / Des élèves filmaient. J'étais toute seule, étendue sur le sol. / J'avais l'impression que ma vie était une mauvaise blague... J'ai pensé que personne ne méritait ça :/ ».

La vidéo d'Amanda a fait le tour de la toile et avait été visionnée près de 40 millions de fois au moment où nous avons écrit ces lignes. Son histoire et celle d'autres victimes ont poussé le Gouvernement canadien à présenter, en 2014, un projet de loi interdisant la diffusion d'images intimes d'une personne sans son consentement afin de combattre le harcèlement en ligne. Le projet a été critiqué parce qu'il permettait une violation potentielle de la vie privée du fait qu'il autorisait la police à accéder à des données en ligne, à consulter des relevés téléphoniques et à procéder à une surveillance numérique. « Nous ne devrions pas avoir à choisir entre le respect de la vie privée et notre sécurité », a déclaré la mère d'Amanda, Carol Todd, à la Chambre des Communes en réponse à ces critiques. M^{me} Todd a fondé l'Amanda Todd Legacy Society, qui participe à des activités de plaidoyer et de sensibilisation centrées en grande partie sur les problèmes de santé mentale chez les adolescents.



À Madagascar, la famille de Charmela, 16 ans, n'a pas les moyens de l'envoyer à l'école. Elle passe beaucoup de temps sur Internet, où elle a été victime de sollicitations en ligne à des fins sexuelles.

© UNICEF/ UN015588/PRINSLOO



Les individus pratiquant la traite sont à même « de réaliser leurs activités de recrutement, de promotion, d'organisation et de communication principalement, si ce n'est exclusivement, par téléphone portable ».

Violences sexuelles et exploitation des enfants en ligne

Il n'a jamais été aussi facile pour les pédophiles d'entrer en contact avec des victimes potentielles dans le monde entier, de partager des images de leurs sévices et de s'encourager mutuellement à commettre d'autres crimes. « L'ampleur de ces crimes est stupéfiante. Elle est d'autant plus importante qu'il suffit d'appuyer sur un bouton pour partager ces images avec le monde entier et les faire exister à jamais, a déclaré Jürgen Stock, secrétaire général d'INTERPOL. À chaque fois que l'image ou la vidéo est partagée ou vue, l'enfant est à nouveau victimisé. »

Les avancées technologiques permettent aux délinquants d'agir dans l'anonymat, de couvrir leurs traces numériques, de se créer de fausses identités, de s'en prendre à de nombreuses victimes à la fois et de surveiller leurs mouvements. Avec l'utilisation accrue des appareils portables et l'élargissement de l'accès à l'Internet haut débit, les enfants, par des profils non protégés sur les médias sociaux et les forums de jeux en ligne, n'ont jamais été aussi accessibles. Les pédophiles commencent souvent à piéger leurs victimes sur ces plateformes : ils gagnent l'attention ou la confiance de l'enfant avant de l'inviter à communiquer avec eux sur des plateformes de partage de vidéos et de photos et finissent éventuellement par lui extorquer du contenu ou de l'argent ou par lui donner rendez-vous hors ligne¹¹.

Anciennes et nouvelles formes de crime

Aux Philippines, une fille de 12 ans a été contrainte de se livrer à des actes sexuels en direct sur Internet depuis le domicile de son voisin. Elle a raconté son expérience : « Quand l'étranger dit "deshabille-toi", on se déshabille. [...] Il y avait des Américains, des Australiens, des Britanniques, des Chinois. Je leur disais : "Tu veux payer pour un spectacle ?" Ils me répondaient "Oui". » Chaque « spectacle » lui rapportait l'équivalent de 3 dollars. Une fois, l'un de ses agresseurs virtuels s'est déplacé des États-Unis pour la rencontrer, mais elle a réussi à échapper à cette rencontre avant

d'être sauvée par la police au cours d'une descente. « Mes parents ne savaient rien de ces spectacles. Je leur ai menti. Maintenant, je regrette de ne pas leur avoir dit la vérité. » La jeune fille doit rester dans un centre d'accueil jusqu'au jugement de son voisin¹².

Le monde numérique n'a pas créé les abus sexuels sur des enfants ni l'exploitation des enfants, mais il a marqué deux tournants dans leur perpétration : il en a facilité les formes « courantes » existantes et en a généré de nouvelles.

Ces effets sont présentés dans une étude récemment réalisée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDDC)¹³, qui montre que l'apparition des TIC a élargi l'accès aux victimes et au contenu pédopornographique, augmenté les profits des entreprises criminelles, réduit les risques d'identification et de poursuites des auteurs de ces crimes, fourni une affirmation sociale aux délinquants et intensifié l'ampleur du préjudice subi par les victimes. De ce fait, il est désormais plus facile de commettre ces formes « courantes » de crimes contre les enfants et de leur infliger des sévices plus importants. Pour ce qui est des nouvelles formes de violences sexuelles sur les enfants et d'exploitation, l'ONUDDC mentionne les contenus pédopornographiques « à la demande », les contenus autoproduits et la diffusion d'abus sexuels en direct.

Les auteurs de l'étude ont également examiné l'exploitation sexuelle des enfants, soit la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle, notamment dans le secteur du voyage et du tourisme. Selon leurs observations, les TIC ont diminué les coûts des opérations de traite. Les individus pratiquant la traite sont à même « de réaliser leurs activités de recrutement, de promotion, d'organisation et de communication principalement, si ce n'est exclusivement, par téléphone portable ou autres appareils comme les tablettes, ce qui a leur a grandement simplifié la tâche et leur a permis d'élargir leurs réseaux ». Cette situation crée un nouveau marché numérique pour l'esclavage des temps modernes¹⁴. Les délinquants exercent en outre un contrôle accru sur les mouvements de leurs victimes. Ils peuvent non seulement leur demander de les appeler au début et à la fin de chaque rencontre, mais ils peuvent également suivre leurs déplacements à l'aide de dispositifs équipés de GPS¹⁵.

Une criminalité sans frontières

Selon l'Internet Watch Foundation (IWF), 57 335 adresses universelles (URL) contenaient du matériel pédopornographique en 2016. Sur la totalité de ces adresses, 60 % étaient hébergées en Europe et 37 % en Amérique du Nord. Cinq pays hébergent à eux seuls 92 % des sites pédopornographiques identifiés par l'IWF : les Pays-Bas, les États-Unis, le Canada, la France et la Fédération de Russie (par ordre décroissant)¹⁶.

Parmi les victimes de ces agressions, 53 % étaient âgées de 10 ans ou moins. Bien que stupéfiant, ce chiffre est néanmoins en baisse par rapport aux 69 % enregistrés en 2015. En revanche, le nombre d'images d'enfants âgés de 11 à 15 ans a augmenté, passant de 30 % en 2015 à 45 % en 2016. L'augmentation du nombre de contenus autoproduits partagés en ligne explique en partie ce phénomène (voir encadré : Matériel sexuellement explicite autoproduit).

Un sondage réalisé auprès d'agents de police de 26 pays dans le cadre du rapport NetClean 2016 a montré que le matériel manipulé dans les enquêtes mettait principalement en scène

des enfants d'Europe et d'Amérique du Nord. D'après les explications de l'un des policiers interrogés, les enfants étaient plus susceptibles d'être victimes de pédopornographie lorsqu'ils vivaient dans des « pays disposant d'un grand nombre de dispositifs Internet par personne et équipés de services Internet fiables » ou dans des pays « ayant une législation faible ou inexistante sur les violences sexuelles sur les enfants et permettant un accès facile aux enfants »¹⁷.

L'édition 2016 du rapport d'Europol souligne qu'entre 2012 et 2017, « 100 millions d'enfants iront sur Internet pour la première fois [...] et 80 % d'entre eux se connecteront depuis des appareils portables. Une proportion considérable de ces enfants sera située dans des pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est. » En l'absence de protection adéquate, davantage d'enfants seront exposés aux dangers d'Internet dans ces pays et régions nouvellement équipés de TIC.

Nouveaux défis

La technologie numérique évoluant constamment, il est de plus en plus difficile



Cinq pays hébergent à eux seuls 92 % des sites pédopornographiques : les Pays-Bas, les États-Unis, le Canada, la France et la Fédération de Russie.

Matériel sexuellement explicite autoproduit

L'émergence du matériel sexuellement explicite autoproduit représente un nouveau défi pour l'identification des contenus pédopornographiques¹⁹. Si ce phénomène est souvent associé aux « sextos » produits de manière consensuelle, il englobe également l'ensemble des contenus produits de manière non consensuelle, au moyen de pratiques de pédopiégeage ou d'extorsion sexuelle, par exemple²⁰.

Bien qu'il soit nécessaire d'étudier cette tendance de plus près, un rapport publié en 2015 par l'Internet Watch Foundation (IWF) sur les contenus sexuellement explicites produits par les jeunes a souligné qu'une fois publié en ligne, ce type de contenu devenait incontrôlable. Ainsi, 89,9 % des images et des vidéos examinées dans le cadre de cette étude avaient été « extraits de l'emplacement de chargement initial et redistribués par des sites tiers ».

S'il est souvent présumé que la textopornographie et les contenus sexuellement explicites autoproduits sont générés à partir d'appareils portables, 85,9 % des contenus mettant en scène des enfants de moins de 16 ans ont été créés à partir d'une webcam.

Enfin, cette étude a tiré une troisième conclusion importante quant à l'abondance des contenus mettant en scène des enfants âgés de moins de 14 ans. L'IWF demande la réalisation de « recherches supplémentaires afin de comprendre les raisons qui poussent les enfants à créer et à diffuser de tels contenus » et souligne la « nécessité de mettre en place des campagnes de sensibilisation destinées à des enfants plus jeunes afin de leur expliquer et d'expliquer à leurs parents l'ampleur des risques encourus en ligne »²¹.

L'attitude des enfants face aux risques en ligne diffère de celle des adultes. Là où les adultes auront tendance à considérer une rencontre en ligne avec un inconnu comme l'un des pires dangers d'Internet, les enfants l'envisageront plutôt comme une occasion de se faire un nouvel ami. © UNICEF/UNI190722/D'AKI



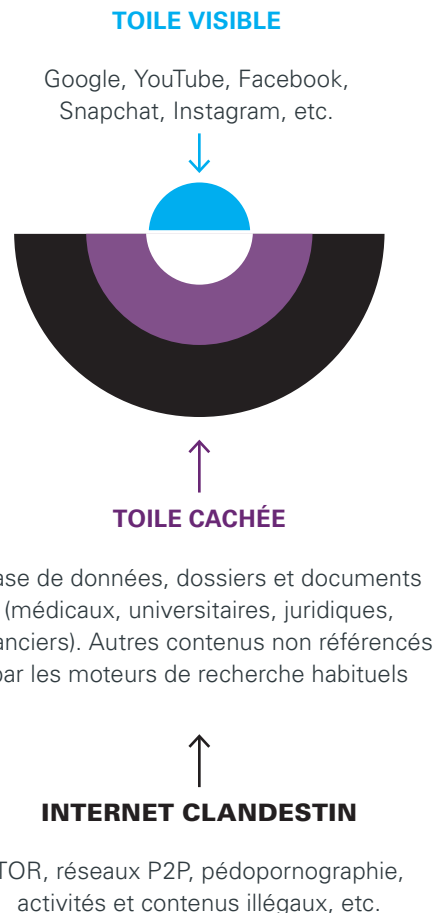
de lutter contre les crimes sexuels en ligne sur des enfants. Si les réseaux homologues (peer-to-peer, P2P) et, de façon exponentielle, l'Internet clandestin (voir graphique) continuent de faciliter l'échange de contenus pédopornographiques, des défis relativement nouveaux sont apparus, tels que la diffusion en direct de violences sexuelles sur des enfants et le matériel sexuellement explicite autoproduit (voir encadré), qui viennent s'ajouter aux contenus pédopornographiques disponibles¹⁸.

Les monnaies numériques et l'Internet clandestin

L'utilisation croissante des cryptomonnaies ou des systèmes de paiement anonymes ainsi que des plateformes chiffrées de bout en bout pour le partage de médias favorise également la multiplication des cas de diffusion en direct de violences sexuelles sur des enfants. Sachant que de tels contenus n'ont pas besoin d'être téléchargés et que, le cas échéant, ils peuvent être rendus inaccessibles ou rapidement effacés par un logiciel installé au préalable, ce phénomène complique fortement la tâche des forces de l'ordre au moment de réunir des preuves d'agressions sur des enfants²². Le partage des fichiers sur les réseaux P2P a transformé et accru la diffusion des contenus pédopornographiques²³, que ce soit sur la toile visible ou sur la toile cachée, l'espace d'Internet non référencé par les moteurs de recherche et donc invisible de la plupart des utilisateurs.

Au sein de la toile cachée se trouve l'Internet clandestin, qui héberge des contenus dissimulés de manière intentionnelle. Des navigateurs spéciaux conçus pour assurer l'anonymat sont utilisés pour y accéder. TOR (The Onion Router) en est un exemple. Comme l'a souligné une recherche menée par la Global Commission on Internet Governance (GCIG), « [l']Internet clandestin pose un vrai dilemme. La technologie de TOR et d'autres systèmes similaires permettent la prolifération des marchés illégaux, des trolls et des réseaux de violences sexuelles sur des enfants en ligne. Cependant, l'anonymat octroyé par ces systèmes constitue également une protection pour les internautes qui vivent sous des régimes répressifs et qui ont besoin de cette protection technologique pour naviguer sur la toile, accéder à des contenus censurés et exercer leur droit à la liberté d'expression²⁴. »

FIGURE 3.1 – LES DIFFÉRENTS ESPACES D'INTERNET



L'étude de la GCIC se conclut sur la recommandation suivante : « Comme chaque aspect de la société humaine, l'Internet clandestin a besoin d'être contrôlé »²⁵. Un tel contrôle implique d'appuyer localement les efforts des forces de l'ordre pour traquer les criminels dans le monde entier et les traduire en justice, notamment en augmentant les ressources dédiées à la cybercriminalité et en renforçant les capacités des agents de police au moyen de formations à l'appréhension de ce nouveau type de criminalité.

Qui sont les enfants les plus vulnérables ?

Chaque enfant connecté est vulnérable, mais tous ne sont pas confrontés au même niveau



Comme chaque aspect de la société humaine, l'Internet clandestin a besoin d'être contrôlé.

de risque. De même, certains enfants sont plus susceptibles que d'autres d'être touchés. Pourquoi ? Comme on pouvait s'y attendre, les recherches tendent de plus en plus à indiquer que les enfants les plus vulnérables en ligne sont les plus vulnérables hors ligne. Non seulement les enfants qui font état d'un plus grand nombre de risques dans la vie réelle rapportent plus de risques en ligne, mais ils sont également plus susceptibles d'indiquer avoir été victimes de ces risques²⁶. Ce lien entre vulnérabilité en ligne et hors ligne peut accentuer les défis auxquels sont confrontés certains des enfants les plus vulnérables et les plus marginalisés dans le monde.

Qui sont les enfants les plus vulnérables ? Malgré l'absence regrettable de recherches sur certains des groupes et des communautés les plus marginalisés, les données disponibles indiquent que les enfants les plus vulnérables aux dangers en ligne sont notamment les filles, les enfants issus de foyers démunis, les enfants vivant dans des communautés ayant une compréhension limitée des différentes formes d'abus sexuels sur des enfants et d'exploitation des enfants, les enfants déscolarisés, les enfants handicapés, les enfants souffrant de dépression ou de problèmes de santé mentale et les enfants issus de groupes marginalisés. Une absence de supervision et un manque de sensibilisation mettent également les enfants en danger²⁷.

Risques en ligne et hors ligne : « les deux faces d'une même médaille »

Les liens entre les contextes réels et virtuels de la vie des victimes d'intimidation en ligne sont particulièrement frappants. D'après une étude à grande échelle menée au Royaume-Uni auprès de plus de 100 000 enfants, très peu de participants étaient victimes d'intimidation en ligne sans être également intimidés hors ligne²⁸. « Le principal point à retenir de cette étude, c'est que cela n'a aucun sens d'envisager l'intimidation en ligne comme un problème indépendant », a expliqué à la BBC l'un des auteurs de l'étude, Andrew Przybylski, de l'Oxford Internet Institute. « Que vous soyez parent, directeur d'établissement ou intervenant dans les établissements scolaires, sachez que [l'intimidation en ligne et l'intimidation hors ligne] constituent les deux revers d'une même médaille »²⁹.

Le genre a également une incidence évidente sur l'intimidation et le harcèlement en ligne. Selon les auteurs d'une étude australienne, le harcèlement des femmes en ligne, en particulier lorsqu'elles ont moins de 30 ans, risque de devenir « pratique courante »³⁰. Un tel harcèlement en ligne s'inscrit dans la lignée directe du sexisme et de la misogynie qui règnent sur le monde réel. Un rapport publié en 2015 par la Commission du haut débit au service du développement numérique des Nations Unies, intitulé *Cyber Violence Against Women and Girls : A World-Wide Wake-Up Call* [Cyberviolence à l'encontre des femmes et des filles : une prise de conscience à l'échelle mondiale] a remarqué ce qui suit : « Les violences en ligne et hors ligne, ou les violences "physiques" et "virtuelles" à l'encontre des femmes et des filles, sont interdépendantes. »

L'identité sexuelle des enfants semble aussi constituer un facteur. Les auteurs d'une étude réalisée en 2013 sur 5 907 internautes âgés de 13 à 18 ans aux États-Unis ont constaté que ceux qui s'affichaient ouvertement comme étant lesbiennes, gays, bisexuels ou transgenres couraient un risque disproportionnellement plus élevé d'être victimes de harcèlement sexuel en ligne³¹. De même, les auteurs d'une étude réalisée en 2008 sur des enfants en Suède ont découvert que la bisexualité et l'homosexualité constituaient un facteur considérable de prédiction des sollicitations sexuelles en ligne³².

Le handicap est un autre facteur important. Les données recueillies dans le cadre d'une enquête du projet Youth Internet Safety Survey réalisée auprès d'enfants âgés de 10 à 17 ans ont montré que les enfants ayant des besoins éducationnels spéciaux étaient plus susceptibles d'être exposés à des risques en ligne³³. De nouveau, l'étude a montré des différences claires entre les sexes : les filles recevant des services spéciaux d'aide à l'éducation étaient trois fois plus susceptibles que les garçons de rapporter avoir fait l'objet de sollicitations sexuelles en ligne.

Malgré l'absence de données probantes dans ce domaine, il existe des raisons de s'inquiéter de la possible vulnérabilité en ligne des enfants migrants ainsi que des enfants en déplacement ou vivant dans des camps de réfugiés.



Le harcèlement des femmes en ligne, en particulier lorsqu'elles ont moins de 30 ans, risque de devenir « pratique courante »

Des travaux de recherche menés en Italie indiquent que les enfants migrants sont plus susceptibles d'être victimes d'intimidation que les enfants locaux³⁴. En outre, les enfants en déplacement et les enfants vivant dans des camps sont exposés à des risques particuliers, comme l'a souligné le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, qui a alerté que certains d'entre eux étaient exposés à « un risque aggravé de violences et de maltraitance ». Étant donné les liens avérés entre la violence hors ligne et la violence en ligne et le fait que les enfants en déplacement utilisent la technologie numérique pour communiquer, se divertir et s'informer, les risques potentiels auxquels sont confrontés ces enfants lorsqu'ils se connectent méritent d'être plus amplement étudiés.

Il est possible que les enfants issus de groupes minoritaires soient particulièrement susceptibles de subir la violence et l'exploitation en ligne. Internet présente un avantage bien connu pour les enfants « différents » à la recherche d'amitiés ou d'informations, pour lesquels le monde virtuel peut représenter un véritable refuge³⁵. Or, le fait qu'un espace perçu comme un refuge puisse devenir par la suite générateur de harcèlement et d'intimidation peut aggraver le traumatisme et la blessure subis³⁶.

Vulnérabilité aux violences sexuelles et à l'exploitation en ligne

Aux Philippines, pays dans lequel les violences sexuelles sur des enfants en ligne constituaient l'une des principales formes de cybercriminalité en 2014, une fillette de 8 ans a été contrainte de se livrer à des actes sexuels trois fois par jour devant la webcam de son voisin pour des étrangers qui payaient pour regarder. « J'achetais de la nourriture [avec l'argent]. Je gagnais environ 300 pesos » (près de 6 dollars), explique-t-elle. « Ma mère n'en savait rien. » Secourue lors d'une opération menée par la police, elle est aujourd'hui contrainte de vivre dans un refuge jusqu'au jugement de son voisin. « Ma mère et ma famille me manquent beaucoup. Je me sens en colère et je veux oublier », dit-elle en repensant à ce qu'elle a vécu³⁷.

Les vulnérabilités relatives aux violences sexuelles et à l'exploitation en ligne varient en fonction de l'âge de l'enfant. Les plus jeunes, par exemple, sont particulièrement

susceptibles d'être agressés par un adulte ou par un enfant plus âgé au sein de leur famille ou par une personne avec laquelle ils ont établi une relation de confiance.

En revanche, les adolescents font souvent face à un éventail de risques plus large, venant d'agresseurs extérieurs à la famille, y compris de délinquants de la sphère numérique. À El Salvador, une jeune fille victime d'exploitation sexuelle en ligne à l'âge de 14 ans (non pas du fait d'un étranger, mais de son ancien petit ami) explique que le jeune homme lui demandait des photos d'elle « très peu vêtue ou complètement nue ». « J'étais vraiment gênée. » Lorsqu'elle rompt avec lui quelques mois plus tard, il décide de créer un profil sur les médias sociaux avec ces photos. « Quand j'ai reçu la demande d'amitié [...] mon monde s'est écroulé. Il avait envoyé des demandes d'amitié à tous mes amis, à ma mère, à ma sœur. » Lorsqu'il a ouvert le profil au public, la jeune fille s'est rendue à la police. « Ils m'ont dit que c'était ma faute, parce que c'est moi qui avais envoyé les photos. Je me suis sentie violée, a-t-elle déclaré à la suite de l'incident. Je me suis vraiment sentie blessée. Il n'a reçu aucune sanction. » Elle espère que d'autres enfants tireront des enseignements de son expérience : « J'ai décidé de raconter mon histoire de façon à ce que d'autres filles ne se retrouvent pas dans la même situation »³⁸.

Les enfants et leur conscience des risques

Pour évaluer les vulnérabilités, il est également important de prendre en compte l'attitude des enfants à l'égard des risques en ligne, attitude qui tend à différer considérablement de celle des adultes.

Les adultes auront tendance à considérer une rencontre avec un inconnu en ligne comme l'un des pires dangers d'Internet, alors que les enfants et les adolescents l'envisageront plutôt comme une occasion de se faire de nouveaux amis ou de développer des relations sentimentales³⁹. De même, les enfants accordent de l'importance à leur vie privée en ligne (voir la section spéciale Protéger la vie privée des enfants en ligne), mais ont l'impression que celle-ci est compromise à la fois par des éléments extérieurs à leur sphère (entreprises, gouvernements) et par des personnes de leur entourage proche



J'ai décidé de raconter mon histoire de façon à ce que d'autres filles ne se retrouvent pas dans la même situation.



Que pensent les adolescents ... des risques et des dangers en ligne ?

Lorsque nous avons interrogé les participants aux ateliers portant sur *La situation des enfants dans le monde 2017** sur leurs inquiétudes concernant le monde virtuel, ils nous ont donné un large éventail de réponses. Certaines faisaient écho aux préoccupations des adultes en ce qui concerne les risques liés aux contenus, aux contacts et aux comportements (voir tableau Typologie des dangers associés aux TIC), d'autres portaient sur des questions différentes. Par exemple, des participants ont déclaré se préoccuper des problèmes techniques et de l'intrusion des parents dans leur vie en ligne.

Néanmoins, leur plus grande inquiétude concernait le respect de leur vie privée en ligne, en particulier le fait que des étrangers puissent avoir accès à leurs informations personnelles.

« Je veille à éviter toute intrusion dans ma vie privée. »

FILLE, 17 ANS, BRÉSIL

« Je fais attention à ma vie privée en m'assurant que tout le monde ne puisse pas voir ce que je partage, mes photos, ni mes statuts. »

GARÇON, 15 ANS, GUATEMALA

« Les médias sociaux ont des côtés négatifs parce que des gens peuvent se servir de mon profil pour en créer d'autres, ce qui est très mal. »

FILLE, 15 ANS, PORTUGAL

Ils comprenaient que les violations de la vie privée pouvaient engendrer d'autres problèmes, tels que le vol d'identité ou l'exploitation de leurs photos ...

« Je m'inquiète des fuites d'informations, parce qu'elles impliquent une fuite de mon argent et de mes informations personnelles. »

GARÇON, 14 ANS, RÉPUBLIQUE DE CORÉE

« Je ne charge pas certaines photos de peur que des personnes malintentionnées s'en servent pour créer des vidéos obscènes de nous. »

FILLE, 16 ANS, BHOUTAN

tandis qu'un certain nombre d'entre eux s'inquiétait aussi du fait que leurs parents ou les personnes qui s'occupent d'eux puissent voir leurs publications en ligne.

« Je me demande si mes parents pourraient lire mes messages. »

FILLE, 15 ANS, BURUNDI

Ils citent un large éventail de stratégies visant à protéger leur vie privée, qu'ils emploient sur différents appareils et plateformes.

« Je fais [...] attention à ne pas divulguer d'informations personnelles, surtout lorsque je discute en ligne. »

FILLE, 16 ANS, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

« Je verrouille mon compte Twitter et j'ai pour règle de ne pas suivre des gens que je ne connais pas dans la vie réelle. Je réfléchis à deux fois avant de charger des photos de visages ou de lieux. »

FILLE, 17 ANS, JAPON

Les rencontres en ligne désagréables ou néfastes ainsi que l'accès à des sites Web inappropriés ou suspicieux font également partie des préoccupations des participants.

« J'essaie d'être prudente avec le contenu des sites Web, à cause des risques de virus, mais aussi [des informations personnelles] que le site tente de transmettre à Internet. »

FILLE, 16 ANS, BRÉSIL

« J'évite d'utiliser Facebook [...] à cause du chargement de photos à caractère sexuel ou de publicités détestables. »

GARÇON, 14 ANS, RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Certains hésitent à utiliser la technologie numérique par crainte des intrusions dans leur vie privée et de l'intimidation en ligne ...

« Personnellement, ce qui m'inquiète le plus, ce sont certaines attitudes, comme l'intimidation en ligne, d'autres formes de harcèlement et la discrimination en ligne. À chaque fois que j'en suis témoin, j'essaie d'y mettre un terme. »

FILLE, 14 ANS, URUGUAY

« L'intimidation en ligne. J'ai peur que mes amis commentent mes photos sur Facebook. »

FILLE, 16 ANS, ÎLES SALOMON

« J'ai été [intimidée en ligne par mes amis] [...], ils en ont après moi parce que j'ai des centres d'intérêt bizarres, comme les dessins d'animation, etc. Depuis, ils n'arrêtent pas de se moquer de moi. »

FILLE, 17 ANS, MALAISIE

et de la possibilité d'être exposés à des contenus agaçants ou dérangeants, tels que des contenus violents, des fenêtres contextuelles persistantes ou des publicités non désirées.

« Parfois, quand on utilise Google ou les médias sociaux sur un ordinateur portable, des fenêtres contextuelles de sites pornographiques apparaissent à l'écran. »

FILLE, 16 ANS, MALAISIE

Ils étaient particulièrement inquiets du risque d'être victimes de piratage, de virus et de logiciels malveillants.

« J'ai peur que quelqu'un pirate mon compte et publie de mauvaises choses sous mon identité. »
FILLE, 16 ANS, BURUNDI

« Je fais attention aux publicités présentes sur les sites, parce qu'elles pourraient endommager mon ordinateur. J'ai peur que mon ordinateur soit infecté par des virus. »
FILLE, 16 ANS, RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Les participants ont discuté des préoccupations de leurs parents sur la manière dont les adolescents utilisent la technologie numérique. Remarquant que leurs inquiétudes différaient parfois des leurs, les participants ont indiqué que leurs parents semblaient surtout s'inquiéter de la mauvaise influence qu'Internet pouvait avoir sur leurs enfants ...

« Mes parents ont peur que j'apprenne de mauvais trucs sur Internet, comme fumer ou boire de l'alcool. »
GARÇON, 17 ANS, MALAISIE

« Généralement, mes parents sont vigilants avec les personnes que je ne connais pas. À notre époque, c'est normal de faire preuve d'une telle prudence parce qu'il y a des dangers. »
GARÇON, 16 ANS, BRÉSIL

et des conséquences potentiellement graves des rencontres en ligne.

« Je pense que c'est pour notre bien que les adultes s'inquiètent, parce que c'est aussi par Internet que de nombreux jeunes rejoignent des groupes terroristes. »
GARÇON, 15 ANS, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Un petit nombre d'entre eux avait l'impression que leurs parents ou les personnes qui s'occupent d'eux n'avaient pas confiance en leur capacité à adopter un comportement approprié en ligne ...

« Ce qui les inquiète, ce n'est pas tant que des gens disent du mal de moi, mais que je dise du mal des autres. »
FILLE, 16 ANS, JAPON

ou s'inquiétaient qu'ils puissent voir, intentionnellement ou non, des contenus inappropriés, en particulier des contenus à caractère sexuel.

« Nous sommes inquiets, parce que nos parents pourraient penser que nous utilisons Internet pour voir de la pornographie. »
GARÇON, 13 ANS, TIMOR-LESTE

Les adolescents ont également déclaré que les adultes avaient peur que leurs enfants passent trop de temps sur leurs appareils numériques au détriment de leurs devoirs scolaires. Une inquiétude souvent partagée par les participants.

« J'ai peur que mes résultats scolaires baissent. »
FILLE, 16 ANS, THAÏLANDE

« Mon enseignante avait peur que je ne fasse pas les devoirs qu'elle me donnait et que je perde mon temps sur Internet. »
GARÇON, 17 ANS, MALAISIE

Si les réactions des générations précédentes étaient parfois frustrantes, les participants avaient toutefois l'impression que les inquiétudes de leurs parents émanaient d'un amour sincère pour leurs enfants et d'une volonté de les protéger.

« C'est évident qu'ils s'inquiètent de toutes ces choses parce qu'ils se font du souci pour nous et qu'ils nous aiment. Ils veulent nous éviter d'avoir des ennuis. »
FILLE, 16 ANS, BHOUTAN

« Parce qu'ils veulent le meilleur pour nous. Parce qu'ils veulent un meilleur avenir pour nous. »
FILLE, 16 ANS, GUATEMALA

« Les adultes s'inquiètent de ce genre de choses parce qu'ils voient les enfants comme des êtres fragiles, facilement manipulables, qui peuvent se retrouver impliqués dans de sales histoires et se faire enlever. »
GARÇON, 17 ANS, BURUNDI

En bref :

Les adolescents expriment des préoccupations concrètes sur la place de la technologie numérique dans leur vie quotidienne. Ils sont sensibles aux tensions générées par le fait de devoir trouver un équilibre entre leur désir d'être actifs en ligne et leur besoin de se protéger, leurs responsabilités envers eux-mêmes et envers les autres, et la responsabilité des adultes de les aider à vivre et à s'épanouir dans le monde numérique.

** Les réponses des participants ont été raccourcies et éditées à des fins de clarté, le cas échéant.*

(parents surprotecteurs, parents curieux et parents qui épient)⁴⁰.

Une étude réalisée en 2012 sur des adolescents sud-africains âgés de 13 à 17 ans a révélé que la plupart étaient informés des risques qu'ils pouvaient rencontrer en ligne, y compris de la manière dont ces risques pouvaient passer du monde virtuel au monde réel. Les adolescents interrogés ont déclaré se sentir équipés pour gérer ces risques et, surtout, être désireux de les prendre afin de jouir des bénéfices du monde virtuel, notamment du sentiment de connexion aux autres que procure Internet⁴¹.

La capacité d'action des enfants semble toutefois varier en fonction de leur pays et de leur âge. Dans des études réalisées récemment par Global Kids Online en Afrique du Sud, en Argentine, aux Philippines et en Serbie, le pourcentage d'enfants âgés de 15 à 17 ans sachant activer et modifier leurs paramètres de confidentialité variait de 68 % à 98 %. Cependant, ce pourcentage était significativement plus faible (entre 5 % et 40 %) chez les enfants plus jeunes interrogés aux Philippines, en Serbie et en Afrique du Sud⁴².

Prévenir les dangers à l'ère numérique

Le large éventail de risques auxquels sont exposés les enfants connectés appelle des réponses très variées, certaines axées sur le comportement des enfants et d'autres sur les solutions technologiques. L'ensemble de ces réponses se rejoignent toutefois dans la nécessité d'adopter une vision globale : pour protéger les enfants en ligne, quels que soient les risques particuliers auxquels ils sont confrontés, il est nécessaire de mettre en place des réponses globales et coordonnées qui prennent en considération la totalité des aspects de la vie de l'enfant ainsi que la multitude d'acteurs qui ont un rôle à jouer pour assurer sa sécurité (parents, enseignants, gouvernements, entreprises et enfants eux-mêmes).

Comprendre tous les aspects de la vie d'un enfant

Au vu du lien étroit entre les vulnérabilités des enfants dans le monde réel et dans le monde virtuel, il convient, pour traiter les risques en ligne, de prendre en considération tous les aspects de la vie de l'enfant, y compris les risques auxquels il est exposé hors ligne. INSPIRE, un cadre élaboré par l'Organisation mondiale de la Santé en collaboration avec l'UNICEF, le Partenariat mondial pour mettre fin à la violence envers les enfants et d'autres organisations afin de prévenir et de traiter la violence à l'encontre des enfants, et promu par la Représentante spéciale du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants, définit sept stratégies pour mettre fin à la violence, à la maltraitance et à l'exploitation.

➤ Mise en œuvre et application des lois

Lois interdisant les châtiments violents sur les enfants par les parents, les enseignants ou d'autres personnes en ayant la charge ; lois faisant des sévices sexuels et de l'exploitation des enfants des infractions ; lois évitant la consommation abusive d'alcool ; lois limitant l'accès des jeunes aux armes à feu et aux autres armes.

➤ Normes et valeurs

Évolution de l'application des normes sociales et sexospécifiques restrictives et nocives ; programmes de mobilisation communautaire ; interventions des témoins.

➤ Sûreté des environnements

Réduction de la violence en ciblant les « zones sensibles » ; interruption de la propagation de la violence ; amélioration de l'urbanisation.

➤ Appui aux parents et aux personnes ayant la charge des enfants

Par des visites à domicile ; par la création de groupes dans les communautés ; par des programmes complets.

➤ Revenus et renforcement économique

Transferts de fonds ; épargne et emprunts collectifs combinés à une formation à l'égalité hommes-femmes ; microfinancements combinés à une formation sur les normes de genre.



➤ Services de lutte et d'appui

Conseils et approches thérapeutiques ; reconnaissance des cas et interventions ; programmes de traitement à destination des délinquants juvéniles dans le système de justice pénale ; interventions en matière de placement des enfants impliquant les services de protection sociale.

➤ Éducation et compétences nécessaires à la vie quotidienne

Augmentation du taux de scolarisation dans les écoles maternelles, primaires et secondaires ; instauration d'un environnement scolaire sûr et favorable ; amélioration des connaissances des enfants concernant les sévices sexuels et la façon de s'en protéger ; formation aux compétences pratiques et sociales ; programmes de prévention de la violence exercée par le partenaire intime chez les adolescents.

Mais comment ces stratégies se traduisent-elles dans la pratique ? Une solution consiste, par exemple, à prévenir l'intimidation en ligne en modifiant les normes et les valeurs de sorte qu'elles ne permettent plus ou condamnent

une telle violence. Le fait d'influencer ce qui est considéré comme étant acceptable ou inacceptable peut influencer les actions des auteurs d'intimidation⁴³.

Ainsi, le programme ConRed de prévention de l'intimidation en ligne, principalement utilisé en Espagne⁴⁴, fournit aux jeunes une tribune où discuter de ce qui est socialement acceptable et souhaitable au sein de leur environnement scolaire. Les élèves encouragent ensuite l'empathie envers la victime d'intimidation et soulignent les conséquences néfastes de cette pratique. Selon des évaluations quasi expérimentales, ce programme permet de diminuer l'intimidation en ligne (ainsi que la dépendance à Internet) et d'améliorer la perception des élèves en matière de sécurité⁴⁵.

Certains programmes attribuent aux parents le rôle de gardiens de la sécurité de leur enfant sur Internet. Le programme de formation à Internet proposé aux parents dans le cadre du programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie de l'Union européenne est une initiative d'apprentissage mixte qui associe formation en ligne et cours

À El Salvador, l'ex-petit ami de cette jeune fille a publié en ligne des photos d'elle dénudée après leur séparation. Les photos ont ensuite été reprises sur d'autres sites Web.
© UNICEF/UN018651/ZEBRAUSKAS

Les campagnes de sécurité sur Internet

De nombreuses campagnes nationales ont été élaborées dans le monde entier afin de sensibiliser le public aux questions relatives à la sécurité sur Internet, d'encourager des comportements en ligne responsables et de promouvoir la modification des politiques. En Argentine, par exemple, l'UNICEF et le gouvernement de la province de Buenos Aires ont conçu un programme sur la coexistence numérique afin de promouvoir les droits des enfants en ligne. Des guides informatifs enseignent aux enfants à utiliser Internet de manière sûre et responsable et aident les parents à accompagner leur enfant dans cet apprentissage. L'UNICEF Argentine a également organisé une campagne à l'aide du hashtag #nodacompartir [Ne convient pas au partage] en coopération avec le Ministère de la justice et des droits de l'homme afin de sensibiliser les adolescents aux conséquences que peut avoir le partage de contenus offensifs, insultants et discriminatoires en ligne.

Au Brésil, la campagne Surf Safe [Surfe en sécurité] de l'UNICEF a fait la promotion d'un comportement en ligne sûr auprès des adolescents et traité des questions comme l'intimidation en ligne et les sextos, les amitiés virtuelles et le respect de la vie privée. La campagne, lancée en 2015, a permis de sensibiliser près de 14,5 millions de personnes et généré plus d'un million de vues sur les médias sociaux. Safernet, le partenaire de réalisation de l'UNICEF, propose également un service d'assistance téléphonique afin de venir en aide aux enfants, aux adolescents et aux jeunes affectés par la violence en ligne. En 2016, la majorité des appels

concernaient des problèmes d'intimidation en ligne (312 cas), de textopornographie (301 cas) et de données personnelles (273 cas).

En Albanie, la campagne #openyoureyes [Ouvre les yeux] a été lancée en 2016 afin de sensibiliser davantage le public aux questions relatives à la sécurité sur Internet et d'informer les enfants, les parents, les enseignants et les fournisseurs de services. La campagne, élaborée par l'UNICEF et financée grâce à un fonds du Gouvernement britannique, a été diffusée via des spots télévisés, des panneaux publicitaires et des affiches. Elle avertissait les enfants de la présence de contenus et de comportements dangereux en ligne et leur enseignait à gérer ces risques en s'aidant les uns les autres et en en parlant à leurs parents et à leurs enseignants. L'Albanie a également lancé une plateforme en ligne, disponible à l'adresse www.Isigurt.al, pour signaler les mauvais traitements et les délits en ligne.

En Inde, la campagne #staysafeonline [Assure ta sécurité en ligne] visait également à enseigner aux garçons et aux filles à naviguer en sécurité et à s'entraider pour protéger leur sécurité en ligne. La campagne, conçue d'après les conclusions et les recommandations du rapport de l'UNICEF intitulé *Child Online Protection in India* [La protection des enfants en ligne en Inde] lancé en septembre 2016, s'est attachée à diffuser trois messages fondamentaux aux enfants : pour être un vrai ami, sois présent pour un ami dans le besoin, traite les autres avec respect et conseille-leur de devenir aussi de vrais amis.

traditionnels. Les parents se rendent sur des plateformes en ligne afin d'améliorer leurs propres compétences numériques et reçoivent en même temps des messages de sécurité essentiels afin de leur apprendre à prévenir et à reconnaître l'intimidation en ligne.

Prévenir les violences sexuelles sur les enfants et l'exploitation des enfants en ligne

Dans le cadre d'efforts mondiaux tels que WePROTECT, l'alliance mondiale pour mettre fin à l'exploitation sexuelle des enfants en ligne, 77 pays, entreprises dominantes dans le secteur de la technologie et organisations internationales se sont engagés à mener une intervention coordonnée pour éliminer la maltraitance et l'exploitation sexuelles des enfants.

L'UNICEF, dans le cadre de l'initiative WePROTECT, a mis en œuvre un programme mondial visant à renforcer les capacités des gouvernements, de la société civile et du secteur privé à éliminer l'exploitation sexuelle des enfants. Depuis 2013, cet effort a permis d'informer plus de 60 000 enfants, parents et enseignants dans 12 pays sur la façon de réduire les risques des enfants en ligne. Plus de 1 000 représentants de l'industrie des TIC dans 23 pays ont participé à des consultations sur leur rôle et leurs responsabilités en matière de protection en ligne. Enfin, plus de 1 000 agents des forces de l'ordre, procureurs et juges dans 14 pays ont amélioré leurs capacités à enquêter sur les crimes d'exploitation sexuelle des enfants en ligne et à poursuivre les coupables en justice⁴⁶.

Dans neuf pays, des unités spécialisées implantées dans les bureaux des forces de l'ordre et des procureurs renforcent les capacités nationales à enquêter sur ces crimes et à les porter devant la justice. Au Guatemala, par exemple, l'Unité de recherche sur la cybercriminalité et le Bureau du procureur général ont démantelé deux réseaux produisant du contenu pédopornographique en ligne. En Jordanie, une nouvelle unité de police dédiée aux crimes à l'encontre des enfants en ligne a reçu une formation spécialisée et s'est rendue dans des établissements scolaires afin de sensibiliser les élèves aux risques d'exploitation et de violences sexuelles en ligne et de leur enseigner comment s'en protéger et les signaler. L'unité a traité 21 affaires depuis sa création en novembre 2016.

« Il est important que les enfants soient informés de la façon d'utiliser Internet en toute sécurité », explique le Capitaine Al-Refaie de l'Unité consacrée à la cybercriminalité de la Direction générale sur la sécurité publique en Jordanie. « L'école devrait leur enseigner les règles élémentaires en la matière et les sensibiliser dans le cadre de leur parcours scolaire. Les parents aussi jouent un rôle essentiel et devraient encourager un dialogue ouvert avec leurs enfants, mais ils manquent parfois de connaissances sur la sécurité sur Internet. Lorsque les enfants n'apprennent pas les règles pour naviguer en toute sécurité à l'école ou avec leurs parents, nous, la police, essayons de leur donner les informations dont ils ont besoin »⁴⁷.

À propos des défis à venir, Europol souligne que l'utilisation accrue des monnaies numériques, les systèmes de paiement anonyme et le développement de nouveaux logiciels de chiffrement aident les prédateurs et les individus pratiquant la traite à occulter les transactions relatives à des crimes d'abus sexuels sur des enfants et d'exploitation sexuelle d'enfants commis à la fois en ligne et hors ligne. Les logiciels de reconnaissance faciale et de géolocalisation pourraient également alourdir les risques pour les enfants vulnérables en permettant aux agresseurs d'identifier et de localiser leurs victimes potentielles⁴⁸. Cependant, ces logiciels peuvent aussi aider les forces de l'ordre à identifier et à sauver les victimes.

Les solutions fondées sur l'intelligence artificielle

Les études accumulées depuis plus de dix ans montrent que des centaines de recherches d'images pédopornographiques sont effectuées chaque seconde et que des centaines de milliers de contenus pédopornographiques sont partagés sur des réseaux P2P chaque année⁴⁹. Ces contenus sont si nombreux qu'il est quasiment impossible de les détecter et de les identifier manuellement. Heureusement, certains nouveaux outils exploitant l'intelligence artificielle pourraient nous aider à relever ce défi pressant.

Des outils de criminalistique informatique tels que RoundUp ou Child Protection System sont capables de contrôler l'activité sur les réseaux P2P ainsi que de localiser et d'identifier les points d'un réseau informatique impliqués dans le partage de contenus pédopornographiques.

Microsoft a fait don de sa technologie PhotoDNA au Centre international pour les enfants disparus et exploités. La technologie, qui a été intégrée à la base de données internationale sur l'exploitation sexuelle des enfants (ICSE) d'INTERPOL, crée une signature unique à partir d'une image, sous la forme d'une « empreinte » numérique, qui permet, même si l'image a été modifiée, de procéder à des comparaisons afin de trouver des images identiques⁵⁰.

Cette empreinte est générée à partir des données binaires d'une photo ou d'une vidéo et peut permettre de retrouver l'image n'importe où sur la toile. Grâce à la technologie PhotoDNA, les bureaux des forces de l'ordre peuvent alimenter une base de données et détecter les versions modifiées de contenus pédopornographiques déjà connus. À ce jour, l'utilisation de cette base de données a permis l'identification de quelque 7 800 victimes de près de 50 pays (soit sept identifications par jour en moyenne) et l'arrestation de plus de 3 800 criminels⁵¹.

Des chercheurs européens ont conçu un nouvel outil baptisé « iCOP » qui leur permet d'identifier de nouveaux contenus pédopornographiques ou des contenus jusqu'alors inconnus en cours de partage sur les réseaux P2P. L'outil utilise l'apprentissage automatique pour trier des milliers de fichiers. Il ne se limite plus à établir des



L'école devrait enseigner [aux enfants] les règles élémentaires et les sensibiliser dans le cadre de leur parcours scolaire.



Angeline Chong, 17 ans (au centre), qui a été victime d'intimidation en ligne, a récemment rejoint le programme de R.AGE pour les jeunes journalistes. Pour en savoir plus sur Angeline et R.AGE : <www.unicef.org/sowc2017>
© UNICEF/UN0140092/HUMPHRIES

R.AGE contre les prédateurs

En 2015, plus de sept Malaisiens sur dix étaient présents en ligne, ce qui démontre la croissance fulgurante de la connectivité à Internet dans le pays. Malheureusement, la législation nationale n'a pas toujours évolué au rythme de cette croissance et la société a mis plus longtemps à comprendre les crimes liés à Internet. En 2016, un groupe de jeunes journalistes dénommé R.AGE s'est fixé pour mission d'attirer l'attention sur certains problèmes induits par cette augmentation de la connectivité dans le cadre d'une campagne soutenue par l'UNICEF, entre autres appuis. Leur objectif était clair : prendre en flagrant délit de pédopiéage des prédateurs sexuels se servant d'applications de discussion en ligne pour manipuler des enfants afin de montrer à quel point ces derniers étaient vulnérables aux pédophiles exploitant la technologie numérique. À l'époque, la Malaisie ne disposait d'aucune loi spécifiquement destinée à lutter contre le pédopiéage.

Lors d'un coup monté filmé en caméra cachée, une journaliste de 26 ans s'est fait passer pour une jeune fille de 15 ans et a rencontré un homme qu'elle avait connu sur une application mobile de discussion en ligne. Cet homme a tenté de la convaincre de le suivre dans sa chambre d'hôtel en lui présentant l'argument suivant : « Si ce n'est pas toi, ce sera une autre. Tu es loin d'être la seule ».

Les vidéos du groupe R.AGE ont fait le tour d'Internet, enregistrant plus de 3,7 millions de vues en à peine plus de six mois, initiant un débat et un mouvement publics en faveur d'une législation plus forte. La réalité était indéniable : le pédopiéage et les violences sexuelles sur les enfants en ligne avaient bien lieu en Malaisie et étaient perpétrés par des citoyens malaisiens. « J'ai été choquée de constater à quel point ce problème était répandu en Malaisie », a écrit Samantha Chow, journaliste du groupe R.AGE.

Pour soutenir les efforts législatifs déployés par Dato' Seri Azalina Othman Said, Ministre malaisienne de la Justice, les journalistes se sont servis des médias sociaux et de cartes interactives pour mobiliser les députés un par un, à l'aide du hashtag #MPsAgainstPredators [Les députés contre les prédateurs]. Leur audace a payé. En avril 2017, le parlement malaisien a adopté le « Sexual Offences Against Children Act », une loi historique contre les crimes sexuels sur les enfants. Les nouveaux délits sont désormais inscrits dans la loi, y compris le pédopiéage et l'exploitation des enfants dans la pornographie, afin de protéger les enfants, aussi bien dans le monde virtuel que dans le monde réel.

correspondances avec des fichiers déjà connus, mais identifie de nouveaux fichiers. Ce logiciel permet non seulement de réaliser une analyse criminalistique en temps réel qui dépasse les capacités humaines, mais il permet aussi de détecter de nouveaux contenus pédopornographiques susceptibles de révéler des informations essentielles sur des abus sexuels pratiqués sur des enfants récemment, voire en temps réel⁵².

Se tourner vers l'avenir

Toutefois, deux paramètres doivent impérativement être pris en considération dans les discussions relatives aux risques et aux effets néfastes auxquels sont exposés les enfants à l'ère numérique. Premièrement, comme l'ont indiqué la plupart des enfants connectés interrogés dans le cadre d'une enquête récente, le numérique a une incidence vraiment positive sur leur vie⁵³. Les mesures mises en place pour protéger les enfants en ligne devraient donc se concentrer moins sur la restriction et davantage sur l'instauration d'un dialogue ouvert entre les enfants et les personnes qui en ont la charge. Elles devraient en outre permettre le renforcement de la sensibilisation numérique, de la résilience et de la capacité des enfants à gérer les risques, non seulement aujourd'hui, mais tout au long de leur vie.

Deuxièmement, il existe un véritable conflit entre les mesures de protection des enfants en ligne et le droit de ces derniers à l'information et à l'expression. Comme le remarquait récemment un document de l'UNICEF, « les politiques publiques actuelles répondent de plus en plus à la nécessité de protéger les enfants de risques en ligne certes réels, mais néanmoins amplifiés, sans véritablement prendre en compte les effets négatifs qu'elles pourraient avoir sur les droits des enfants en matière de liberté d'expression et d'accès à l'information »⁵⁴. Il n'y a pas de solution facile pour mettre fin à ce conflit, qui, dans de nombreux pays, reflète des questions politiques plus profondes sur le contrôle de l'accès à l'information et de la liberté d'expression.

Une responsabilité commune

La tâche de protéger les enfants en ligne ne revient pas à un secteur ou à un acteur

unique ; il est primordial de mettre en place une collaboration et une coopération entre les personnes qui ont la charge d'enfants, les enseignants, les établissements, les gouvernements, les forces de l'ordre, la société civile et le secteur privé.

Pour mettre fin aux abus et à l'exploitation sexuels, par exemple, il est fondamental de briser le silence qui entoure la violence sexuelle. Pour cela, il est nécessaire d'éliminer les attitudes, les normes et les comportements qui encouragent ces pratiques, en mettant en place des actions de mobilisation, d'éducation et de sensibilisation destinées aux enfants, aux familles, aux enseignants et aux communautés, y compris aux communautés religieuses, aux médias, au secteur du voyage et du tourisme et à l'industrie des TIC.

Il est en outre impératif que les bureaux des forces de l'ordre reçoivent des ressources adéquates et des formations fréquentes pour s'adapter à l'évolution constante de la cybercriminalité impliquant des enfants, sachant qu'il est actuellement difficile pour eux, si ce n'est impossible, de suivre le rythme des avancées technologiques. Pour cela, ils ont notamment besoin de l'aide des gouvernements et du secteur privé. Face à l'émergence d'outils toujours plus innovants, l'industrie technologique et ses chercheurs jouent un rôle vital dans la détection, l'identification et la suppression des contenus pédopornographiques, ainsi que dans l'identification des victimes et la traque des criminels.

Compte tenu de la nature intrinsèquement mondiale et interconnectée d'Internet, les pays ne peuvent réussir à assurer la protection de l'enfance en œuvrant de manière isolée. C'est pourquoi il est nécessaire de soutenir les efforts internationaux, tels que les initiatives mises en place par WePROTECT, l'alliance mondiale pour mettre fin à l'exploitation sexuelle des enfants en ligne. Cette nécessité se fait de plus en plus pressante tandis que le nombre d'enfants en ligne dans le monde augmente et que le temps qu'ils passent en ligne s'allonge. Une action adaptée et unifiée peut éviter aux plus défavorisés, dont certains se connectent aujourd'hui pour la toute première fois, de voir leur enfance brisée par la maltraitance et l'exploitation et leur donner accès à des possibilités de vie meilleure.



L'industrie de la technologie joue un rôle essentiel pour supprimer les contenus pédopornographiques, identifier les victimes et traquer les criminels.



« Ne sois pas une victime supplémentaire de la cybercriminalité ! », avertit cet écran dans le cadre d'un cours sur la sécurité sur Internet à El Salvador.
© UNICEF/UN018678/ZEHBRAUSKAS

SECTION SPÉCIALE : Protéger la vie privée des enfants en ligne

À chaque fois qu'ils publient une photo sur les médias sociaux, consultent des produits ou effectuent une recherche en ligne, les enfants génèrent des données. Ces données sont alors transmises à une entreprise chargée de traiter leurs informations personnelles, y compris leur identité, leur situation géographique et leurs préférences, entre autres nombreux renseignements.

Nous sommes tous concernés par la question du traitement des données générées lors de nos activités virtuelles et autres, qui peut parfois même présenter certains avantages (voir Section spéciale : Comment les TIC soutiennent-elles l'action humanitaire ?). En revanche, le traitement des données des jeunes à l'échelle industrielle, en particulier par les entreprises et l'État, et ses potentielles conséquences suscitent de profondes inquiétudes. Les enfants peuvent avoir une compréhension très limitée des risques induits par un tel traitement et poser des limites moindres, voire inexistantes, aux informations qu'ils injectent sur Internet. Leurs droits risquent également d'être violés ou enfreints⁵⁵ tandis que les « mégadonnées » transforment l'Internet en Internet des objets, et, à terme, en Internet de tout, où l'information la plus minime sera enregistrée pour être réutilisée. Malheureusement, souvent, les parents ne comprennent pas plus que leur enfant la portée des données collectées à son sujet⁵⁶.

Les entreprises considèrent désormais la collecte de données personnelles comme un aspect essentiel à la réussite de leur activité⁵⁷. Comme le remarquait récemment *The Economist*, aujourd'hui, la ressource la plus précieuse pour les entreprises n'est plus le pétrole, mais les données⁵⁸. Pour ces entreprises, les enfants constituent une cible importante de source de données, car ils exercent une véritable influence sur les décisions de consommation de leurs amis et de leur famille⁵⁹. Certains enfants sont également susceptibles d'être des consommateurs importants, non seulement aujourd'hui, mais surtout demain, lorsque l'investissement réalisé pour sécuriser leur loyauté à la marque commencera vraiment à payer.

La publicité « comportementale », qui cible les publicités en ligne en fonction de comportements spécifiques, et d'autres techniques publicitaires peuvent contribuer à l'essor de la commercialisation de l'enfance⁶⁰. Mais au-delà du fait d'être ciblés en tant que consommateurs, les enfants courent un risque encore plus important lorsque les entreprises commencent à s'intéresser à leurs activités en ligne : c'est toute leur sphère privée qu'ils livrent à la machine marketing. Or, celle-ci ne se limitera pas à regarder et à enregistrer leurs activités, elle ira jusqu'à reconstruire et à manipuler leur environnement social en ligne pour influencer la vision qu'ils ont d'eux-mêmes et de la sécurité.

La vie privée des enfants peut également intéresser l'État. Les gouvernements sont susceptibles de collecter de larges volumes de données personnelles en ligne sur les enfants, pratiquant un type de surveillance totalement inimaginable dans l'ère pré-Internet⁶¹. Souvent illégale et non reconnue publiquement, la surveillance de masse constitue désormais un aspect essentiel des efforts de sécurité nationale déployés dans de nombreux pays. En plus d'ébranler des notions élémentaires de droit au respect de la vie privée, cette surveillance menace d'autres droits de l'homme fondamentaux, telle la liberté d'expression, et ouvre la porte à de potentiels abus de pouvoir de l'État. Comme le remarquait récemment un document de réflexion de l'UNICEF, au vu du manque d'informations sur la quantité de données collectées par les gouvernements et la durée de leur stockage, il est difficile de se faire une idée précise de ce que pourrait impliquer cette surveillance de masse pour les enfants, mais ses résultats potentiels sont inquiétants : « Si les gouvernements peuvent



Aujourd'hui, la ressource la plus précieuse pour les entreprises n'est plus le pétrole, mais les données.

“

Le « sharenting » peut nuire à la réputation des enfants et avoir des conséquences potentiellement graves.

associer des profils personnels à des données interceptées par des activités de surveillance de masse, comme beaucoup semblent le croire, cela permettrait aux autorités d'établir et de conserver des dossiers exhaustifs sur l'existence en ligne des enfants »⁶².

Enfin, les parents eux-mêmes présentent une menace en matière de violation des données des enfants. Une enquête réalisée en 2010 a révélé que 81 % des enfants de moins de 2 ans dans dix pays à revenu élevé (l'Allemagne, l'Australie, le Canada, l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni) avaient une empreinte numérique, ce qui signifie qu'ils avaient un profil personnel ou des photos d'eux en ligne⁶³.

Les parents ont toujours partagé une grande quantité d'informations sur leurs enfants. Cependant, à l'ère numérique, cette pratique est susceptible de prendre une nouvelle dimension et de les transformer en « distributeurs publics d'informations sur leur enfant »⁶⁴. Ce phénomène de plus en plus répandu, baptisé « sharenting »⁶⁵ (contraction de « partage » et de « parents » en anglais), peut nuire à la réputation d'un enfant. Il peut avoir des conséquences graves dans une économie où l'historique en ligne de chacun peut l'emporter sur son historique de crédit auprès des distributeurs, des assureurs et des fournisseurs de services⁶⁶. Le manque de sensibilisation des parents peut également affecter le bien-être de l'enfant lorsque ceux-ci partagent des images ou des vidéos de lui dévêtu, susceptibles d'être récupérées par des pédophiles. Leur ignorance peut également affecter l'enfant à long terme en interférant avec sa capacité à se réaliser, à créer sa propre identité⁶⁷ et à trouver un emploi⁶⁸.

La réglementation relative à la vie privée des enfants

Malgré la multiplication des dangers, les législations nationales ne prévoient pas toujours une protection adéquate du droit des enfants au respect de leur vie privée. De même, les documents internationaux n'abordent que peu ce sujet. Seul le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a fait exception, début 2017, en passant une résolution notant que les violations du droit au respect de la

Simplifier les règles

Les conditions générales d'utilisation doivent-elles nécessairement être aussi longues ? Probablement pas. Les pages et les pages de règlement que les fournisseurs de service en ligne demandent aux utilisateurs de signer pourraient, dans de nombreux cas, être davantage adaptées aux enfants et contribuer ainsi au développement de leur habileté numérique. Pour illustrer ce propos, Jenny Afia, avocate spécialiste de la vie privée et membre d'un groupe de travail du Commissaire britannique à l'enfance, a examiné le paragraphe d'un texte publié par un fournisseur de services, qui commençait de la façon suivante : « Vous êtes responsable de toute activité survenant sur votre compte et acceptez de ne pas vendre, transférer, accorder des droits de licence ou assigner votre compte, vos abonnés, votre nom d'utilisateur ou tout autre droit relatif à votre compte [...] ». Elle a ensuite reformulé cette section de 112 mots comme suit : « N'utilisez pas le compte d'une autre personne sans son autorisation et n'essayez pas de connaître ses identifiants de connexion »⁷⁷.

vie privée à l'ère numérique pouvaient avoir des « effets particuliers » sur certains groupes, dont les enfants⁶⁹.

La plupart des approches réglementaires visant à protéger le droit à la vie privée des enfants connectés reposent sur le principe de l'autorisation parentale. Les approches varient selon les pays, mais obligent généralement (ou encouragent) les fournisseurs de services à obtenir l'autorisation expresse des parents avant d'offrir des services à des enfants en dessous d'un certain âge ou de recueillir des données les concernant (ce seuil d'âge est fixé à 13 ans aux États-Unis⁷⁰, 14 ans en Espagne⁷¹ et 18 ans en Afrique du Sud⁷², par exemple).

Ce type d'approche est critiqué, notamment en raison du fait qu'elle peut limiter la liberté d'expression des enfants, leur accès à l'information et le développement de leur habileté numérique⁷³. Sachant que la majorité



des enfants ne souhaitent pas partager leur expérience en ligne avec leurs parents, le fait de devoir obtenir leur autorisation à chaque fois qu'ils souhaitent partager des données réduirait considérablement leur autonomie et leur liberté en ligne⁷⁴, ce qui est contraire aux engagements de la Convention relative aux droits de l'enfant de permettre aux enfants d'exercer leur puissance d'action conformément à l'évolution de leurs capacités. Toute approche réglementaire doit donc réussir à atteindre un équilibre afin d'assurer la protection des enfants en ligne tout en respectant leur indépendance à mesure qu'ils grandissent.

Des données récentes remettent également en question l'utilité de l'autorisation parentale. Elles démontrent que les enfants ont une certaine conscience des menaces envers leur vie privée et partagent parfois les mêmes inquiétudes que les adultes à l'égard des risques de vol d'identité et d'exploration des données⁷⁵. Une étude menée par Global Kids Online a étudié comment cela se traduisait dans la sphère numérique. Il est apparu que les enfants plus âgés savaient généralement gérer leurs paramètres de confidentialité en ligne, contrairement aux plus jeunes⁷⁶.

L'établissement d'un seuil d'âge jusqu'auquel l'autorisation parentale est nécessaire a évidemment suscité des critiques. Le seuil de 16 ans fixé par le règlement général sur la protection des données de l'Union européenne

(que les États membres peuvent toutefois abaisser à 13 ans), qui doit entrer en vigueur en 2018, en est un exemple⁷⁸. Cette pratique peut sans doute encourager les enfants à mentir sur leur âge aux fournisseurs de services en ligne, un phénomène déjà répandu comme l'ont montré certaines études⁷⁹. Ses détracteurs opposent également qu'elle pourrait fournir aux auteurs de pédopliage une défense plausible, en leur donnant la possibilité d'argumenter qu'ils pensaient avoir affaire à une personne d'au moins 16 ans, âge de la majorité sexuelle dans de nombreux pays⁸⁰.

D'autres soulignent qu'il existe des mesures plus efficaces que l'obligation d'obtenir l'autorisation des parents pour protéger la vie privée des enfants en ligne tout en protégeant le reste de leurs droits. Ils préconisent notamment des initiatives d'information et la modification des paramètres de confidentialité par défaut⁸¹. Il convient néanmoins d'imputer une plus grande responsabilité aux fournisseurs de services en ligne afin de poser des limites claires concernant leurs pratiques de collecte, de traitement et de stockage de données sur les enfants. Les politiques devraient par ailleurs leur imposer « de faire preuve de transparence à l'égard de leurs méthodes de collecte des données et de fournir des explications claires sur l'utilisation des données collectées »⁸². Ces explications devraient en outre être adaptées aux besoins d'information des enfants et à leurs capacités de compréhension.

La plupart des approches réglementaires visant à protéger le droit à la vie privée des enfants connectés reposent sur le principe de l'autorisation parentale. Certaines personnes estiment que cette approche libère de manière excessive les fournisseurs d'accès de leur responsabilité consistant à protéger la confidentialité et l'identité des enfants en ligne.
© UNICEF/UN055396/ROMANA



Un plus grand niveau de responsabilité doit être attribué aux fournisseurs de services en ligne.



PERSPECTIVE

Déjà tatoué ?

Juan Enriquez



La première réaction de la plupart d'entre vous, chers lecteurs, serait de répondre à cette question par un « non » emphatique. Les tatouages sont douloureux, permanents et sont souvent source d'embarras plus tard dans la vie. La plupart des parents sont intransigeants : « Ne te fais pas tatouer. Fin de la discussion. Et si jamais tu le fais, attends le plus longtemps possible et choisis ton tatouage avec la plus grande prudence ». Cela me semble plutôt sage. J'aimerais donc comprendre pourquoi la majorité des parents laissent leur enfant se faire tatouer sur la toile. Laissez-moi vous expliquer.

Lorsque nous utilisons Facebook, Twitter, Instagram, Google, LinkedIn ou tout autre hébergeur de services, nous partageons des parties de nous-mêmes. Des miettes de notre vie, sous la forme de photos, d'activités, de pensées, de citations, de tweets, d'amis, de commentaires, qui, réunies, reflètent qui nous sommes, nos pensées, nos centres d'intérêt, nos activités, nos talents, nos réussites, nos amours, nos ruptures et notre vie en ligne. Ces images et ces mots sont le reflet de ce qui nous semble important, de ce qui nous tient à cœur. Tout comme un tatouage. Ce sont, dans un sens, des tatouages électroniques, bien plus intimes et plus parlants que n'importe quelle encre figée sur notre peau.

À moins de s'être fait tatouer le visage ou les mains, il est facile de couvrir la plupart des tatouages, pour ne pas les montrer lors d'un entretien d'embauche ou d'un rendez-vous galant, par exemple. Ce n'est pas le cas des tatouages électroniques, presque impossibles à dissimuler. Il est certes douloureux et compliqué de se faire enlever un vrai tatouage, mais c'est possible. En revanche, effacer un tatouage électronique relève quasiment de l'impossible. Jetez un œil en ligne : vous trouverez une quantité d'informations sur presque tout le monde et n'importe qui. D'une certaine manière, nous portons tous un tatouage permanent. Et il s'avère encore plus impossible de conserver une certaine forme d'anonymat.

Il est bien plus facile de légiférer sur des cas extrêmes de violation de la vie privée que de légiférer sur son respect au quotidien. La plupart des débats sur la question portent sur des cas de « revanche pornographique », par exemple, phénomène qui consiste, sous la colère, à publier des photos ou des vidéos compromettantes d'un ancien amant.

Mais ce problème est bien moins fréquent que les informations que nous partageons volontairement, nos amis et nous, après une fête inoffensive, une visite touristique, un échange professionnel ou une réunion de famille. Sachant à quel point il est facile d'accéder à ces données des dizaines d'années plus tard et compte tenu de leur portée, à terme, le plus innocent des tatouages électroniques risque d'en amuser, insulter, énerver ou surprendre plus d'un.

D'une certaine façon, nous sommes tous devenus des célébrités. Pour reprendre les propos d'un ancien maire de Londres : « Marcher dans les rues de Londres, c'est se transformer en véritable star de ciné. Nous sommes filmés par un nombre inimaginable de caméras. » Rien de surprenant, lorsque l'on sait que, selon certaines estimations, nous sommes épiés par plus d'un million de caméras de télévision en circuit fermé. Nous sommes désormais plus surveillés qu'une star de Hollywood ou qu'un chef d'État n'aurait pu l'être quelques décennies plus tôt. Mais s'il fallait une équipe de journalistes d'investigation ou de paparazzi hautement compétents pour exposer la vie des grandes fortunes et célébrités d'autrefois, il est très facile aujourd'hui d'épier et de partager tout ce que nous disons, à qui, sur quoi et comment.

Une fois adultes, les enfants et les adolescents d'aujourd'hui devront compter avec une surveillance et des antécédents qui dépassent l'imagination. Si la plupart d'entre nous avons eu la chance de pouvoir oublier, repenser ou réinventer une partie de notre vie, de nos amours, de nos emplois, de nos pensées, de nos actions, de nos commentaires et de nos erreurs du passé, les enfants de la génération actuelle se trouveront dans une position bien différente. Un seul commentaire stupide pourra leur valoir des dizaines et des dizaines d'années de mépris et d'intimidation en ligne. Une seule action stupide pourra être portée à la connaissance de leurs électeurs, de leurs employeurs ou des autorités des dizaines d'années plus tard.

Qu'il le veuille ou non, chaque enfant aujourd'hui est devenu un personnage historique à part entière, soumis à une scrutation qui n'a jamais été aussi puissante et permanente. Dès l'état de fœtus, lorsque leurs parents partagent échographies



voire séquences génétiques, ces enfants se voient tatouer publiquement des pans de leur vie. Avant même qu'ils n'entrent dans l'adolescence et commencent à partager eux-mêmes leurs histoires, ils portent déjà un grand tatouage qui peut définir la façon dont ils sont perçus. Où vis-tu ? Tes parents sont-ils divorcés ? D'ailleurs, qui sont-ils ? Quelle école as-tu fréquentée ? À quoi ressemblais-tu ? Quel sport pratiquais-tu ? Autant de questions auxquelles il est très facile de répondre.

Mais se cacher n'est pas forcément une option viable. Dans un monde où les tatouages numériques sont plus fréquents et visibles que jamais, le fait de n'avoir aucun profil pourrait paraître suspect. À une époque où nos enfants sont confrontés à des défis totalement inédits pour nous, il est important que nous ayons dès

maintenant des conversations sur la persona et les profils publics, sur le bagage de chacun et sa réputation à long terme. De même que nos parents nous enseignaient très tôt les bonnes manières, nous devons enseigner à nos enfants les règles et les conséquences de ces tatouages électroniques. En effet, force est de constater que, virtuellement parlant, nous sommes tous bien plus tatoués que les membres les plus décorés d'une bande de motards...

Juan Enriquez est le directeur général d'Excel Venture Management, un fonds qui investit dans les jeunes entreprises du domaine des sciences de la vie et les plateformes de mégadonnées. Futuriste, il intervient dans le monde entier et a écrit des ouvrages à succès sur la politique, les sciences et les affaires internationales.

« Nous sommes désormais plus surveillés qu'une star de Hollywood ou qu'un chef d'État n'aurait pu l'être quelques décennies plus tôt », écrit Juan Enriquez.

© UNICEF/UN036674/SHARMA



PERSPECTIVE

Regarde,
Maman,
aucune
donnée !

Anab Jain



Nous sommes à un tournant dans la création de jouets et de technologies conçus pour les enfants et les adolescents. Ces dernières années, les iPhones, les iPods et les iPads d'Apple ont fait leur apparition au classement des jouets les plus désirables de l'année, ce qui signifie que, pour la première fois, des technologies produites pour les adultes, équipées d'importantes capacités en ligne, ont été largement présentées comme des accessoires indispensables pour les enfants. Les enfants en bas âge jouent avec des tablettes, des téléphones portables et des technologies vocales avant même de savoir marcher ou parler. La découverte au cours de l'enfance n'est plus limitée à un monde physique que les enfants peuvent comprendre par le toucher et par le goût. Leur imagination peut explorer des dimensions numériques. Les manières d'apprendre et d'accéder à l'information sont infinies.

Cela dit, cette intégration du jeu dans les nouvelles technologies confronte les producteurs et les consommateurs à de nouveaux défis. Le potentiel des jouets et des logiciels accessibles aux enfants et aux adolescents dépasse largement leur attrait vanté. Des capteurs environnementaux au transfert des données sur le cloud, les capacités sensorielles et communicatives des enfants sont démultipliées, de même que la capacité des grandes entreprises à influencer leurs pensées, leurs croyances et leurs décisions.

Dans les années 1980, aux États-Unis, la déréglementation de la publicité destinée aux enfants a permis aux distributeurs et aux entreprises de créer d'énormes franchises qui ont manifestement renforcé les liens émotionnels entre les enfants et les produits, et ce, à grand renfort de bandes dessinées, de campagnes publicitaires onéreuses et de superproductions cinématographiques. Aujourd'hui, seule une faible réglementation pourtant précieuse pose des limites aux fabricants de jouets et à l'industrie de la technologie. Ceux-ci continuent d'innover et de révolutionner le marché, plus vite que les parents ne peuvent comprendre, que les associations de consommateurs ne peuvent conseiller et que les gouvernements ne peuvent légiférer.

Que ce soit via des jouets intelligents capables de les écouter quand ils jouent, l'utilisation familiale d'Amazon Echo, ou bien par la montagne d'autres logiciels et dispositifs utilisés autour d'eux, les enfants

explorent de nouvelles dimensions de la vie, du jeu et de l'apprentissage définies par la technologie connectée. Une nouvelle étude a attiré l'attention sur ces jouets qui capturent, enregistrent et partagent des informations audio pendant le jeu et sur la mesure dans laquelle ils violent l'intimité des enfants. En plus de soulever de sérieuses questions en matière de vie privée et de sécurité au sein du foyer et en ligne, ce constat pose d'importantes questions sur la façon dont les entreprises traitent les informations que leurs produits enregistrent pendant que nos enfants jouent, sur la manière dont ces données pourraient être utilisées, sur la façon dont elles devraient être protégées et sur les personnes qui y ont accès.

Les enfants se sont toujours confiés à leurs jouets et à leurs ours en peluche, mais principalement en privé, ne courant qu'occasionnellement le risque de se faire surprendre en pleine séance de doléances ou de confessions. Est-il convenable de limiter de cette manière la vie privée de nos enfants ? Les parents doivent-ils avoir un accès illimité à l'intimité de leur enfant pour l'aider à se développer ? Quelles sont les motivations des concepteurs et des producteurs ?

Les données recueillies tout au long de notre vie numérique sont souvent collectées sans mandat de confidentialité et il semble relever de notre responsabilité d'exiger leur chiffrement. Même le parent le plus vigilant a rarement le temps de lire les conditions générales d'utilisation de chaque produit. La notion de consentement devient complexe tandis que les données de nos enfants sont facilement transmises à des tierces parties susceptibles de les utiliser à des fins commerciales ou pour perfectionner de nouveaux dispositifs ou systèmes d'intelligence artificielle.

Le volume impressionnant de données quantitatives qu'il est possible de réunir sur nos enfants soulève des préoccupations sur l'utilisation qu'en font les parents. Comment protéger les enfants de pratiques parentales bien intentionnées mais de plus en plus envahissantes ? Les enfants devraient-ils avoir le contrôle de leur expérience technologique et comment, le cas échéant ?

L'omniprésence de la technologie dans les foyers fait émerger certains problèmes pour les enfants et leurs parents. Il est indispensable que les

concepteurs prennent conscience des questions éthiques associées à l'élaboration de nouveaux logiciels et dispositifs accessibles aux mineurs, sachant que ces technologies peuvent contribuer à façonner et à approfondir les connaissances que les jeunes utilisateurs ont non seulement d'eux-mêmes, mais aussi du monde entier.

Cependant, la conception intentionnelle est essentielle, car les nouvelles technologies multiplient également les occasions d'intimidation, de harcèlement et d'autres comportements encore plus graves. Les enfants et les jeunes, depuis leur chambre, peuvent être exposés à la criminalité, à la maltraitance et à la radicalisation. Des logiciels comme Snapchat ont même été conçus pour limiter la lisibilité du contenu partagé, en le rendant indisponible au terme d'une durée déterminée par l'utilisateur. WhatsApp, Signal et d'autres applications offrent des canaux de communication chiffrée. D'un point de vue développemental, dans quelle mesure la diffusion en direct de nos vies déforme-t-elle ou développe-t-elle qui nous sommes, et comment inculquer les meilleures pratiques à nos enfants ?

Alors que les logiciels et le matériel sont de plus en plus autonomes, habilement dissimulés derrière la technologie qui accompagne

le moindre de nos mouvements, nous sommes de plus en plus ignorants du fonctionnement et de la portée de nos dispositifs. Il est nécessaire que les fabricants de jouets et les entreprises technologiques conçoivent leurs produits et leurs services en prenant en considération l'ensemble de ces éléments. Il est impératif de mieux comprendre la notion de vie privée et d'utilisation juste des données ainsi que les inquiétudes des parents. En tant que parents, nous devons déployer davantage d'efforts pour obliger ces entreprises à rendre des comptes. Nous devons exiger que nos enfants soient protégés. Il nous reste beaucoup de travail à accomplir pour concevoir et construire des technologies éthiques, responsables et dignes de confiance pour nos enfants. Il nous reste autant de travail à accomplir pour comprendre et utiliser la technologie et pour apprendre à enseigner à nos enfants à traverser les turbulences de notre époque technologique.

Anab Jain a cofondé et dirige Superflux, un laboratoire centré sur les technologies émergentes à des fins commerciales, culturelles et sociales. Elle enseigne également la conception industrielle à l'Université d'arts appliqués de Vienne. A. Jain a rédigé cet essai en collaboration avec Jake Charles Rees, chercheur en futurologie à Superflux.

« Il est indispensable que les concepteurs prennent conscience des questions éthiques associées à l'élaboration de nouveaux logiciels et dispositifs accessibles aux mineurs, car ces technologies peuvent contribuer à façonner et à approfondir les connaissances que les jeunes utilisateurs ont non seulement d'eux-mêmes, mais aussi du monde entier », écrit Anab Jain.

© UNICEF/UN040656/



04

L'enfance à l'ère du numérique : La vie en ligne



**ASHLEY TAN, 17 ANS,
SINGAPOUR**

« Il est inutile d'essayer de se juger par rapport aux normes impossibles à atteindre qui sont reflétées dans les publications sur les médias sociaux, parce qu'une grande partie de ces photos sont, honnêtement, tout simplement une version déformée de la réalité. »

Avec l'allongement du temps passé par les enfants sur des dispositifs numériques, les familles, les éducateurs et les défenseurs des enfants sont de plus en plus préoccupés, et de plus en plus déconcertés, face à l'absence de consensus parmi les experts sur les aspects positifs et les risques liés à la connectivité. De nombreux parents bataillent également avec des messages contradictoires : d'une part, ils devraient limiter le temps passé devant un écran et, d'autre part, ils devraient se procurer le dernier appareil pour que leurs enfants puissent suivre le rythme.

Alors que le débat continue, une chose est claire : une connectivité illimitée, et surtout non supervisée, peut être dommageable, tout comme un accès à un volume élevé d'informations, de divertissements et de possibilités sociales peut être bénéfique pour les enfants à travers le monde. Il faut donc trouver des méthodes pour offrir aux enfants le soutien et l'orientation dont ils ont besoin pour tirer le meilleur parti de leurs expériences en ligne.

Jeux vidéo. Télévision. Bandes dessinées. Radio. Une recherche Google sur les inquiétudes sociétales – et parentales – concernant les effets de la technologie sur le bien-être des enfants indique clairement que ces préoccupations n'ont rien de nouveau.

On a reproché à la radio de favoriser l'insomnie. Aux bandes dessinées, de faire des enfants des « criminels » et des « débauchés ». À la télévision, de provoquer l'isolement social. Et aux jeux vidéo, d'encourager des comportements agressifs dans le monde réel¹.

Au XVI^e siècle déjà, d'aucuns craignaient que l'écriture favorise l'oubli, arguant que l'homme n'utiliserait plus sa mémoire pour retenir les informations. D'autres redoutaient que les livres et l'imprimerie conduisent à ce que l'on appellerait aujourd'hui un trop-plein d'informations.

Pourtant, comparé à ses innovants prédécesseurs, Internet – et la façon dont les enfants l'utilisent – suscite des inquiétudes d'une autre ampleur. La connectivité et l'interactivité sont plus difficiles à éloigner ou à arrêter. Et il est encore plus difficile de contrôler l'usage qui en est fait par les enfants. En outre, tandis que les enfants se divertissent, s'informent ou fréquentent les réseaux sociaux au moyen d'un appareil connecté, ce dernier recueille lui aussi des informations à leur sujet.

Parents, éducateurs, responsables politiques et chefs d'entreprises se posent une multitude de questions sur les effets de la connectivité

et de l'interactivité. Le numérique menace-t-il le bien-être des enfants ? Ces derniers passent-ils trop de temps en ligne ? Cela les rend-il déprimés ? Dépendants ? Obèses ? Quels sont les plus à risque ? Que peuvent faire les parents et les personnes s'occupant d'enfants pour laisser aux enfants l'espace nécessaire pour découvrir et s'épanouir librement tout en assurant une surveillance suffisante ?

Dans ce chapitre, nous examinerons ces questions, résumerons les éléments de preuve relatifs aux répercussions de la pratique du numérique sur certains aspects du bien-être (mental, social et physique) des enfants et présenterons leur point de vue sur ce sujet.

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, le fait de savoir si et dans quelle mesure le numérique est bénéfique pour les enfants est étroitement lié au départ qu'ils ont pris dans la vie. Ainsi, ceux qui possèdent des liens sociaux et familiaux solides sont susceptibles d'utiliser Internet pour renforcer ces liens, ce qui contribuera à améliorer leur bien-être, tandis que les enfants souffrant de solitude, de stress, de dépression ou de problèmes familiaux, par exemple, pourront penser qu'Internet aggrave certaines de leurs difficultés. À l'inverse, des enfants qui rencontrent des problèmes dans leur vie sociale réelle peuvent parfois nouer des amitiés et trouver en ligne le soutien qu'ils ne trouvent pas ailleurs².

Les questions concernant le temps que les enfants connectés passent devant un écran,



La mesure dans laquelle le numérique est bénéfique pour les enfants est étroitement liée au départ qu'ils ont pris dans la vie.

bien qu'elles fassent encore l'objet de discussions, sont de plus en plus dépassées. Cela s'explique par le fait qu'il n'existe aucun consensus concernant la durée au-delà de laquelle le temps consacré au numérique passe de modéré à excessif. La limite avec le « trop » est propre à chaque enfant selon son âge, son caractère et son environnement de vie au sens large. Par ailleurs, de nombreux enfants évoluant dans des environnements très connectés ont du mal à estimer le temps qu'ils consacrent aux technologies numériques, car ils les utilisent plus ou moins en permanence³.

Alors que ces questions continuent d'être débattues et étudiées, quelques vérités fondamentales semblent émerger. Plutôt que de limiter l'utilisation des médias numériques par les enfants, la voie la plus prometteuse pour leur permettre de profiter au maximum du numérique en prenant un minimum de risques consiste en une modération plus attentive et plus bienveillante de la part des parents et des éducateurs. Il convient d'accorder davantage d'attention aux contenus et aux activités qui constituent l'expérience en ligne des enfants – que font-ils lorsqu'ils sont connectés et pourquoi – plutôt qu'au temps qu'ils passent devant un écran. Enfin, les recherches et les politiques futures devront prendre en compte la situation de l'enfant dans son ensemble (âge, sexe, personnalité, contexte familial, environnement social et culturel et autres facteurs) pour déterminer où doit être tracée la limite entre une utilisation sans risque et une utilisation néfaste.

Un nouveau fossé intergénérationnel

Les parents, les éducateurs et les personnes intéressées par la santé et le bien-être des enfants semblent se préoccuper chaque jour un peu plus du fait que les enfants passent un temps croissant devant des dispositifs numériques. À chaque nouvel article ou nouvelle étude qui affirme que plus de connectivité est mauvais pour les enfants, une autre publication vient contredire ces affirmations avec des éléments de preuve différents.

Les adultes qui pensent que les enfants passent trop de temps devant un écran

se demandent si ces derniers ne vont en effet pas passer à côté de choses importantes dans la vie, ou de choses qui étaient importantes pour eux lorsqu'ils étaient enfants : ricaner avec un ami après avoir fait une farce, grimper à un arbre ou rester bouche bée face à des fourmis qui cheminent sur un trottoir.

Certaines inquiétudes parentales transcendent les contextes culturels. Ainsi, un rapport du Conseil suédois des médias a décrit comment, en Suède, les parents étaient à la fois plutôt positifs au sujet des avantages que leurs enfants pouvaient obtenir en jouant à des jeux numériques mais aussi inquiets du temps qu'ils y consacraient⁴. De même, en Afrique du Sud, des groupes représentatifs de parents reconnaissaient les bienfaits d'Internet pour leurs enfants tout en se déclarant préoccupés par le temps que ces derniers passaient en ligne et par les risques potentiels qu'ils couraient⁵.

Sociologues et psychologues affirment que les enfants d'aujourd'hui interagissent plus avec leur téléphone qu'entre eux. Ils estiment également qu'ils passent à côté d'expériences sociales importantes⁶. D'autres spécialistes ont remarqué que les préoccupations relatives aux compétences sociales des enfants étaient affectées de façon négative, ou tout au moins altérées, par le fait que leurs amitiés et leurs communications avec leurs camarades passaient par le numérique⁷.

Certains experts estiment que les enfants continuent d'interagir les uns avec les autres autant qu'avant et que la qualité des interactions est comparable. Seul le contexte de ces interactions sociales a changé pour passer au numérique⁸.

Du côté peu ou non connecté de la fracture numérique, parents et personnes qui ont la charge d'enfants peuvent s'inquiéter du fait que leurs enfants ne puissent développer leur aisance sociale, une identité numérique ou les compétences et les savoirs dont ils auront besoin pour être compétitifs sur le marché de l'emploi (voir chapitre 2).

Les enfants connectés soulignent que ce sont les adultes qui passent à côté « du monde entier », comme l'a décrit une jeune fille dans une interview avec le *Washington Post*⁹. D'autres enfants se plaignent d'être mis en concurrence



Il convient d'accorder davantage d'attention à ce que font les enfants en ligne et pourquoi.

avec des dispositifs numériques pour capter l'attention de leurs parents en raison du temps élevé que ces derniers passent en ligne¹⁰.

Malgré ces points de vue divergents, enfants et parents trouvent des solutions

pour combler le fossé qui les sépare en discutant régulièrement au sujet des comportements numériques réfléchis et responsables (voir encadré : La nouvelle frontière numérique de l'éducation parentale).



Certains affirment que les enfants d'aujourd'hui interagissent plus avec leur téléphone qu'entre eux. D'autres estiment que seul le contexte de ces interactions sociales a changé pour passer au numérique. © UNICEF/UN036679/SHARMA



Que pensent les adolescents ... de l'incidence des TIC sur la vie de famille ?

Les adultes dépeignent souvent les jeunes comme des individus technologiquement connectés, mais socialement déconnectés. Les participants aux ateliers portant sur *La situation des enfants dans le monde 2017 ont reconnu qu'ils n'avaient pas tout à fait tort.**

« Je pense qu'Internet nous rapproche de ceux dont nous sommes loin et nous éloigne de ceux dont nous sommes proches. Parfois, dans ma famille, nous sommes tous dans la même pièce, mais nous n'échangeons pas un mot parce que nous sommes tous collés à l'écran de notre téléphone. »
FILLE, 16 ANS, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Cependant, dans l'ensemble, les participants ont dressé un tableau bien plus positif de l'incidence des technologies numériques sur la vie de famille. Ils ont parlé avec enthousiasme, par exemple, du rôle que joue la technologie pour resserrer les liens entre les différents membres de leur famille, en leur permettant d'échanger, de communiquer et de partager ...

« Quand nous regardons des films qui nous font rire [...], ce qui nous rend heureux, c'est de nous sentir en harmonie. »
FILLE, 10 ANS, PORTUGAL

« [Avec ma sœur], ce qu'on aime, c'est jouer ensemble à des jeux sur l'ordinateur de bureau. »
FILLE, 17 ANS, NIGÉRIA

« Parfois, je montre des vidéos rigolotes à mes grands-parents sur YouTube. »
GARÇON, 17 ANS, PÉROU

et en leur donnant des sujets de conversation.

« On discute de tous les trucs intéressants qu'on voit sur les médias sociaux. »
FILLE, 16 ANS, TUNISIE

Les technologies numériques permettent également aux participants de rester en contact avec les membres de leur famille qui se trouvent à l'étranger ...

« Mon père vit en Syrie et moi, en Jordanie. Grâce aux médias sociaux, je peux communiquer et parler avec lui. »
FILLE, 16 ANS, JORDANIE

« Ma sœur a effectué un appel vidéo depuis l'Espagne et a rempli de joie toute la famille. »
GARÇON, 16 ANS, PÉROU

de partager des moments de leur vie ...

« Ma mère est partie vivre en Espagne quand j'étais enfant. Nous pouvons partager chaque moment de notre vie quotidienne. »
FILLE, 17 ANS, PARAGUAY

« Les téléphones portables nous servent à fêter les anniversaires, [...] on s'appelle ne serait-ce que pour se dire joyeux anniversaire. »
FILLE, 14 ANS, TIMOR-LESTE

et de créer un sentiment de proximité qu'ils n'auraient pas pu ressentir autrement.

« Mon frère vit à l'étranger et Internet nous a aidés à rester proches. Nous parlons tout le temps sur Skype, si bien que j'ai l'impression qu'il n'est jamais parti. »
FILLE, 16 ANS, TUNISIE

« Maintenant, grâce à WhatsApp, je peux parler avec ma mère qui est à l'étranger sans aucun problème. Avant, je devais acheter du crédit, mais maintenant, avec 100 francs CFA [20 centimes de dollars], je peux me connecter pour discuter avec elle et voir ses photos. La technologie nous simplifie vraiment la vie. »
FILLE, 14 ANS, SÉNÉGAL

Les technologies numériques aident aussi les familles à faire face à des situations d'urgence ou à soutenir un parent en détresse.

« Ma petite sœur était malade, donc j'ai utilisé mon téléphone portable pour appeler ma mère et l'emmener à l'hôpital. »
FILLE, 17 ANS, VANUATU

« Ma cousine qui vit en Afrique du Sud a dû se faire opérer. Après l'opération, elle ne pouvait pas sortir de chez elle. Avec ma sœur et des cousins qui vivent à l'étranger, nous avons créé un groupe, juste pour nous raconter des histoires drôles et lui changer les idées. »
FILLE, 14 ANS, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

« Ma grand-mère a besoin de médicaments qui [ne sont pas disponibles] dans notre pays. Grâce à mon ordinateur portable, j'ai pu les trouver et les commander. »
GARÇON, 15 ANS, RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Les participants ont toutefois mentionné quelques points négatifs. Par exemple, beaucoup ont rapporté que l'accès aux appareils provoquait des tensions avec leurs frères et sœurs.

« On se bat parfois avec mes frères et sœurs pour regarder des films sur l'ordinateur de ma mère. »

FILLE, 17 ANS, VANUATU

Pour en finir avec ces conflits, certains ont essayé de convaincre leurs parents de les aider à s'acheter leur propre appareil ...

« Pour économiser suffisamment d'argent pour m'acheter l'appareil que je veux, je dois demander à mes parents d'augmenter mon argent de poche. »

GARÇON, 17 ANS, THAÏLANDE

souvent sans grand espoir.

« J'essaie de convaincre mon père, mais je pense que je ne vais pas y arriver. »

GARÇON, 14 ANS, BANGLADESH

La propension des TIC à détourner les participants de leurs devoirs ou de leurs tâches ménagères est également source de disputes avec leurs parents ou les personnes qui s'occupent d'eux.

« Je me suis brouillée avec ma mère parce que je passais trop de temps sur Internet et pas assez sur mes devoirs. »

FILLE, 13 ANS, RÉPUBLIQUE DE CORÉE

« Je me suis disputée avec ma famille parce que je passe tellement de temps sur l'ordinateur que je délaisse mes responsabilités. »

FILLE, 14 ANS, URUGUAY

Certains ont des problèmes avec leur famille lorsqu'ils utilisent les technologies numériques au moment d'aller se coucher ou à un moment inapproprié.

« J'ai dérangé mon père avec mon téléphone pendant l'heure de la prière. »

GARÇON, 16 ANS, JORDANIE

Cependant, les adolescents ne sont pas les seuls à se laisser distraire par les écrans.

« Quand ma mère allume son ordinateur pour travailler à la maison, elle n'a pas le temps de parler avec nous. »

FILLE, 18 ANS, BURUNDI

« Un soir, nous sommes allés au restaurant en famille et ma mère s'est sentie blessée parce que mon père et moi avons passé la soirée à regarder notre téléphone. »

FILLE, 14 ANS, RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Les participants ont également mentionné d'autres sources de tensions. Des malentendus émergent parfois du contrôle que les parents exercent sur les activités en ligne de leurs enfants ...

« Ma famille a tendance à espionner ma vie privée sur les médias sociaux. Cela crée des malentendus qui provoquent des disputes. »

FILLE, 16 ANS, TUNISIE

« Mes parents ne comprennent pas que des sites pornographiques apparaissent dans des fenêtres contextuelles, ils pensent que c'est nous qui allons dessus et ça génère des malentendus. »

FILLE, 16 ANS, GUATEMALA

sans parler des malentendus intergénérationnels ...

« Sur Internet, ma mère utilise des émoticônes qui ne reflètent pas ses sentiments dans la réalité. Du coup, j'ai beaucoup de mal à savoir ce qu'elle ressent vraiment. »

FILLE, 17 ANS, JAPON

et des inquiétudes sur la sécurité en ligne ...

« Quand le compte de mon père a été piraté, toute la famille s'est inquiétée. »

GARÇON, 16 ANS, PÉROU

qui provoquent parfois des conflits entre les parents ou les personnes qui s'occupent des enfants.

« J'ai partagé un truc sur Facebook que ma mère a jugé inapproprié, ça a provoqué une énorme dispute entre mes parents. »

FILLE, 15 ANS, PARAGUAY

Cependant, la manière dont les enfants utilisent la technologie n'est pas la seule source de tensions au sein de la famille.

« Je suis contrariée lorsque ma mère publie une photo de moi sans ma permission. »

FILLE, 15 ANS, PARAGUAY

« Je ne trouve pas ça bien que des parents négligent leurs enfants parce qu'ils sont absorbés par leur appareil. »

GARÇON, 16 ANS, FIDJI

EN BREF :

Pour les adolescents, les technologies numériques ont à la fois une incidence positive et négative sur la dynamique familiale. Quel que soit l'endroit où ils se trouvaient dans le monde, les participants avaient tous un avis très comparable sur la question. Ce résultat inattendu suggère que les pays pourraient réfléchir ensemble à des solutions pour aider les familles à utiliser les technologies à bon escient.

** Les réponses des participants ont été raccourcies et éditées à des fins de clarté, le cas échéant.*

La nouvelle frontière numérique de l'éducation parentale

JASMINA BYRNE ET SONIA LIVINGSTONE

Jasmina Byrne est spécialiste de la protection infantile ; elle dirige les travaux du Centre de recherche – Innocenti de l'UNICEF sur les droits de l'enfant à l'ère numérique ainsi que la recherche sur la famille et le soutien aux parents. Sonia Livingstone OBE est professeur de psychologie sociale au département Médias et communications à la London School of Economics and Political Science.

Les parents sont les premiers responsables de protéger leurs enfants et de les aider à apprendre et à devenir des adultes productifs. Il est aussi de leur responsabilité d'aider leurs enfants à prendre conscience des avantages d'un monde numérique. De nombreux parents ne sont toutefois pas préparés à ce rôle. Dans un univers fait de nouveautés et de changements rapides, ils doivent relever un défi séculaire : permettre une exploration indépendante tout en offrant une supervision parentale¹¹.

Alors que les médias numériques se font sans cesse plus personnels et complexes, l'angoisse des parents au sujet de l'utilisation que font leurs enfants d'Internet peut être forte. Beaucoup de parents et de personnes qui ont la charge d'enfants n'ont pas le temps, les connaissances ou les ressources nécessaires pour mettre en avant les occasions offertes par le numérique à leurs enfants ou minimiser les risques qu'ils courent. Nombre d'entre eux bataillent également avec des messages contradictoires : d'une part, ils devraient limiter le temps passé devant un écran et, d'autre part, ils devraient se procurer le dernier appareil pour que leurs enfants puissent suivre le rythme.

Vers qui se tournent les enfants lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes en ligne ? En règle générale, pas vers les adultes¹². Les recherches montrent invariablement que les enfants ont tendance à d'abord consulter d'autres enfants pour discuter de leurs expériences en ligne. Une étude menée en Afrique du Sud a révélé que le nombre d'enfants qui s'adressaient à leurs camarades lorsqu'ils étaient exposés à des risques en ligne était deux fois plus élevé que ceux qui faisaient appel aux adultes¹³. Les recherches de Global Kids Online en Argentine, aux Philippines et en Serbie sont parvenues à des résultats comparables¹⁴. La raison n'est pas surprenante : dans des pays comme l'Argentine, les enfants estiment que leurs camarades en savent plus sur la technologie, les médias sociaux et Internet que les adultes¹⁵.

Sur ce nouveau front de la parentalité, les parents peuvent se sentir déresponsabilisés et ignorants des activités en ligne de leurs enfants. Ils sont donc plus susceptibles d'exagérer les préoccupations relatives aux prédateurs et à la pornographie en ligne. De nombreux parents adoptent dès lors une gestion restrictive de l'accès à Internet de leurs enfants.

Comme toujours face à une supervision parentale, les enfants trouvent des méthodes pour la contourner. Elles peuvent consister à créer plusieurs profils sur les médias sociaux et à limiter l'accès à certains pour ne partager que certaines données sélectionnées, ou à créer plusieurs profils pour avoir un compte « ami » de leurs parents et utiliser réellement les autres¹⁶. Les parents risquent donc de connaître encore moins leurs agissements, ce qui expose peut-être encore plus les enfants aux menaces qu'ils craignent.

En outre, une telle « médiation » parentale restrictive, l'une des méthodes de contrôle parental les plus fréquentes quand il s'agit d'Internet, peut limiter la qualité de l'expérience en ligne des enfants et les empêcher de trouver toute une gamme de contenus appropriés, informatifs et divertissants¹⁷.

Bien que les inquiétudes des parents au sujet des activités en ligne de leurs enfants soient plutôt constantes, leurs façons de les gérer ne le sont pas. La médiation parentale diffère en fonction de l'âge de l'enfant : dans une étude à grande échelle menée dans huit pays européens, les parents ont semblé adapter leur style et passer d'une stratégie plus restrictive avec de jeunes enfants à une approche plus permissive pour les plus âgés. Elle varie également selon le sexe. Une étude portant sur des enfants de 7 à 18 ans à Bahreïn et au Royaume-Uni a découvert qu'à Bahreïn, les restrictions sur l'utilisation des médias sociaux par les filles les ont poussées à dissimuler les activités en ligne que leurs parents ne considéreraient pas comme « appropriées »¹⁸. Une troisième variable porte sur les parents : les recherches montrent que des parents plus pauvres et moins éduqués préfèrent la « médiation restrictive »¹⁹ et ce sont ces mêmes familles qui éprouvent des difficultés pour mettre à jour les technologies numériques au domicile et acquérir les compétences nécessaires pour les utiliser et orienter l'utilisation par leurs enfants²⁰.

Une chose est sûre, les pôles essentiels définis par l'Organisation mondiale de la Santé en 2007 pour les rôles parentaux s'appliquent autant en ligne qu'hors ligne. Liens familiaux, surveillance des comportements, respect de la personnalité de l'enfant, modèle de comportement et vie quotidienne et protection ont un effet positif sur le bien-être de l'adolescent.

Être en ligne et bien-être : les éléments de preuve

Les recherches peinent également à suivre le sujet en constante évolution du bien-être des enfants en ligne. Pour la préparation du présent rapport, le Centre de recherche de l'UNICEF a passé en revue la documentation existante pour chercher à savoir comment le temps que les enfants consacrent à l'utilisation de technologies numériques a une influence sur leur bien-être. Alors que les éléments de preuve sont mitigés, des recherches récentes montrent que l'utilisation des technologies numériques par les enfants a essentiellement des effets positifs. Les éléments de preuve résumés ici portent sur le temps passé devant un écran et ses répercussions sur le bien-être mental, les relations sociales et l'activité physique. Ils éclairent le débat sur la dépendance numérique et, enfin, étudient les effets des expériences numériques sur le cerveau des enfants.

Hypothèses relatives à la restriction du temps d'écran

Alors que les parents et les personnes qui ont la charge d'enfants peuvent penser qu'ils protègent leurs enfants en limitant le temps consacré aux technologies numériques, ce n'est peut-être pas le cas.

Les mesures habituelles de restriction de l'utilisation d'Internet, par les gouvernements, les entreprises, les parents et autres, prennent le plus souvent la forme d'un contrôle parental, d'un blocage de contenus et de filtres Internet. Même si elles sont bien intentionnées, ces mesures ne sont pas toujours correctement conçues pour atteindre l'objectif souhaité et peuvent même avoir des effets négatifs non désirés. Ainsi, de telles restrictions peuvent notamment empêcher les adolescents d'accéder à leurs cercles sociaux, à des informations et à la détente et l'apprentissage qui accompagnent les jeux. Les tensions qu'elles entraînent peuvent également ébranler la confiance qui existe entre parents et enfants. Par ailleurs, des interdictions extrêmes risquent d'entraver chez les enfants le développement de l'habileté numérique nécessaire pour évaluer les informations de façon critique et communiquer en toute sécurité, de manière

responsable et efficace au travers de technologies numériques, des compétences dont ils auront besoin pour leur avenir.

Faute de consensus sur le temps d'écran, il est important que les parents, les décideurs politiques, les chercheurs et les médias de tirent pas de conclusions hâtives sur les utilisations saines et malsaines du numérique. Prendre en compte l'ensemble du contexte de la vie d'un enfant, en mettant également l'accent sur le contenu et les expériences plutôt que sur le temps d'écran, pourra s'avérer plus utile pour comprendre les effets de la connectivité numérique sur son bien-être.

On estime fréquemment que le temps passé en ligne détourne d'autres activités considérées comme plus utiles, telles que la socialisation en chair et en os, la lecture de livres ou l'exercice physique. On parle parfois de la « théorie du déplacement » (évoquée plus loin dans ce chapitre). Alors que cette supposition avait au départ reçu un certain soutien et servi pour justifier des déclarations politiques comme les précédentes recommandations en matière de médias numériques de l'American Academy of Pediatrics (AAP), des éléments de preuve plus récents laissent entendre qu'elle serait simpliste, voire inexacte. L'une des raisons de ce changement est la reconnaissance croissante que les technologies numériques offrent aux enfants de nombreuses possibilités de pratiquer des activités utiles à leur développement, des possibilités qui gagnent aussi bien en nombre qu'en qualité. Ainsi, certains jeux vidéo ont une influence positive sur le développement cognitif, motivationnel, émotionnel et social²¹. Cette reconnaissance se retrouve dans la politique actualisée de l'AAP, qui comporte des recommandations moins restrictives en matière de limite d'âge et de durée.

Des recherches récentes laissent entendre que les jeunes semblent relativement résistants à des temps d'écran plus élevés (jusqu'à six heures par jour) que les recommandations habituelles de la plupart des déclarations politiques²². Cela dit, bien que l'on puisse être soulagé que les enfants ne souffrent pas d'un grand nombre d'heures passées en ligne, il faudra mener d'autres recherches afin de comprendre les avantages de passer jusqu'à un tiers de son temps d'éveil connecté. En outre, les utilisateurs,



Les parents, les décideurs politiques, les chercheurs et les médias ne doivent pas tirer de conclusions hâtives sur les utilisations saines et malsaines du numérique.



PERSPECTIVE

Dis, Alexa, je mets ma robe rose ou ma robe à paillettes aujourd'hui ?

Rachel Botsman



J'ai invité « Alexa », alias Amazon Echo, sur mon téléphone pour mener une expérience avec ma fille, Grace, âgée de 3 ans. Je lui ai montré l'appareil cylindrique noir et lui ai expliqué qu'il s'agissait d'une enceinte à commande vocale, un peu comme Siri, mais différente. « Tu peux lui demander tout ce que tu veux » lui ai-je dit.

« Bonjour, Alexa, a commencé Grace. Est-ce qu'il va pleuvoir aujourd'hui ? » Le cercle bleu autour du haut-parleur s'est allumé. « Actuellement, il fait 15 degrés », lui a répondu une voix de femme, lui assurant en outre qu'il n'allait pas pleuvoir.

Dans l'heure suivante, Grace a rapidement compris qu'elle pouvait demander à Alexa de lui passer sa chanson préférée du film *Tous en scène*. Elle s'est rendu compte qu'Alexa pouvait lui raconter des blagues, calculer et lui donner des informations intéressantes. « Dis, Alexa, ils mangent quoi, les chevaux marron ? » Mais ce qui lui a le plus plu, c'est de se rendre compte qu'elle pouvait ordonner à Alexa de se taire à tout moment. « Alexa, tais-toi », a aboyé Grace en haussant la voix. Prenant un air un peu penaud, elle m'a demandé si c'était grave d'être malpolie avec elle. Pensait-elle qu'Alexa avait des sentiments ou méritait un quelconque respect ?

Le matin suivant, Alexa est la première « personne » à qui Grace a dit bonjour en entrant dans la cuisine. Ma fille de maternelle, incapable de faire du vélo, de lire un livre ou de discerner clairement le bien du mal, n'avait pas mis longtemps à assimiler qu'elle pouvait acheter des choses. « Alexa, achète le film *La Reine des neiges* », l'ai-je entendue dire. Bien sûr, Grace n'avait aucune idée qu'Amazon, le plus grand marchand du monde, se dissimulait derrière cette serviable assistante.

Cette simple expérience illustre parfaitement le virage technologique à 360° que nous sommes en train de prendre. Les adultes se laissent déjà facilement convaincre de faire confiance à un robot en apparence « serviable » conçu par des experts en marketing et en technologie. Mais quand il s'agit d'enfants, il existe peu de contrôle et de contrepoids pour les dissuader d'accorder leur confiance aussi rapidement.

Nous cohabitons avec Alexa depuis deux jours quand un événement important s'est produit. « Alexa, qu'est-ce que je devrais faire aujourd'hui ? », a demandé Grace

nonchalamment. Question suivie peu de temps après par une autre question sur ses choix vestimentaires. « Alexa, qu'est-ce que je devrais mettre aujourd'hui ? » J'ai débranché la chose.

En avril 2017, Amazon a lancé le dispositif Echo Look, équipé d'une caméra. En d'autres termes, en plus de vous écouter, Alexa vous voit. La fonction Style Check utilise des algorithmes d'apprentissage automatique pour juger vos choix vestimentaires, auxquels Alexa attribue une note globale.

Révéléateur, n'est-ce pas ? Nous ne confions plus seulement aux machines la tâche de *faire* quelque chose, mais de *décider* de ce que nous devons faire et quand.

Depuis plusieurs générations, notre confiance dans la technologie repose sur la conviction qu'elle fera exactement ce qu'on lui demande de faire : nous faisons confiance à notre machine à laver pour laver notre linge ou à un distributeur de billets pour nous donner de l'argent. Mais que se passe-t-il si, mettons, je monte dans un véhicule autonome ? Je devrai confier au système la tâche de décider de lui-même s'il faut tourner à gauche ou à droite, changer de voie ou marquer un arrêt. Cet exemple sert souvent à illustrer le fait que la technologie amène des millions de personnes à faire ce que j'appelle « un acte de foi », qui les conduit à se risquer à faire quelque chose de nouveau ou à le faire de manière totalement différente.

Cet acte de foi à l'égard de l'intelligence artificielle, et autres phénomènes comparables, soulève une question inédite et essentielle : lorsqu'une machine automatisée a la capacité d'exercer un tel pouvoir sur la vie de nos enfants, comment ces derniers évaluent-ils la confiance qu'ils peuvent accorder à ses intentions ?

La prochaine génération grandira dans un monde où des agents autonomes prendront des décisions relatives à leur foyer, à leurs écoles, à leurs hôpitaux et même à leur vie amoureuse. La question ne sera plus de savoir quelles tâches nous confions aux robots, mais si nous ne leur faisons pas trop confiance. Dans un monde pressé de se débarrasser du vieux pour faire place à la nouveauté, les enfants pourraient accorder une confiance excessive, trop rapide, aux mauvais outils.

L'un des principaux défis de notre époque est de décider dans quelles circonstances



et à quel moment il convient de déléguer la question de la confiance à un code informatique. Nous devons donner aux enfants les outils dont ils ont besoin pour juger si les machines automatisées sont suffisamment dignes de confiance (ou sûres) pour prendre des décisions à leur place. Au-delà des préoccupations relatives à la sécurité, la grande question est de savoir si nous pouvons être certains que ces robots auront un comportement éthique. Pour être plus spécifique, comment « apprennent-ils » ce qui est bien et mal ?

Il serait désolant de nous retrouver dans un monde tellement automatisé que nous dépendrions exclusivement des machines et des algorithmes pour décider à qui faire confiance ou pas. Un tel monde serait dépourvu des couleurs et des surprises de l'imperfection humaine, et pourrait même, si l'on baisse trop la garde, se révéler dangereux. Ce sont les hommes, avec toutes leurs singularités et mutations formidables, qui rendent la confiance possible, pas la technologie ni les mathématiques.

Si nous voulons que la prochaine génération comprenne cet enjeu, nous devons instaurer une « confirmation de foi », une période pendant laquelle les enfants marquent une pause et réfléchissent avant de cliquer, de faire glisser, de partager ou d'accepter. Nous devons leur demander : « Tu es sûr(e) ? » Enfin, nous devons leur fournir les connaissances et l'instruction nécessaires pour les aider à répondre à la question suivante : « Cette personne, information ou chose est-elle digne de ma confiance ? »

Rachel Botsman est auteure, conférencière, chargée de cours à l'université et spécialiste mondiale de la confiance. Son travail explore les effets transformateurs de la technologie sur les relations humaines. Elle est l'auteur de Who Can You Trust? (Penguin Portfolio, 2017) et a coécrit What's Mine Is Yours (Harper Collins, 2010). Elle a conçu le premier cours d'économie collaborative de l'histoire des MBA, qu'elle enseigne à la Saïd Business School de l'Université d'Oxford.

« Dans notre empressement à nous débarrasser du vieux pour faire place à la nouveauté, les enfants pourraient accorder une confiance excessive, trop rapide, aux mauvais outils, » écrit Rachel Botsman.
© UNICEF/UN040853/BICANSKI

Le rôle de la conception (non) éthique

Jamais auparavant un si petit nombre de concepteurs de technologie n'avaient eu une influence aussi forte sur l'emploi du temps d'un milliard de personnes dans le monde. Selon les endroits, il arrive que les personnes regardent leur téléphone plus de 150 fois par jour. Les travailleurs du savoir passent un tiers de leur journée à consulter ou envoyer des courriels. Certains adolescents envoient 4 000 messages par mois, soit un message toutes les six minutes lorsqu'ils sont éveillés.

Les concepteurs admettent eux-mêmes que les technologies d'aujourd'hui sont délibérément conçues pour exploiter les faiblesses de l'être humain. Leur objectif est d'attirer l'attention des utilisateurs, et de la conserver aussi longtemps que possible, afin de s'appuyer sur des biais et des faiblesses psychologiques. Le but est de jouer sur le désir d'acceptation sociale et d'exploiter la peur d'être rejeté. Même si l'utilisateur moyen se déconnecte d'une plateforme quelques minutes ou quelques heures plus tard que prévu, sans en obtenir aucun avantage ou presque, les sociétés technologiques en tirent un bénéfice financier grâce à la publicité, mais aussi au temps, à l'attention et aux données personnelles de leurs utilisateurs. Les adolescents, qui sont déjà confrontés à des émotions nouvelles et complexes, n'ont pas forcément conscience des répercussions sur leur vie privée ou sur leur emploi du temps.

Tant que les sociétés technologiques ne commenceront pas à penser à la conception éthique, les utilisateurs, notamment les enfants et les jeunes, continueront de

faire face aux conséquences de technologies conçues pour satisfaire les incitations financières de sociétés de médias sociaux et non les véritables besoins des utilisateurs.

La société civile, notamment le secteur technologique et les gouvernements, porte une responsabilité collective pour plaider afin que les meilleurs intérêts des enfants soient représentés dans les débats relatifs à la conception de ces technologies.

Dans le cas contraire, les technologies de demain, comme l'intelligence artificielle et l'Internet des objets, risquent de faire payer un lourd tribut à la vie privée et au bien-être des enfants. Une première étape pourrait être de tirer des enseignements des mouvements de défense de l'alimentation bio et de l'automobile verte. Ils ont en effet commencé par éduquer les consommateurs et créer de nouvelles incitations pour les entreprises qui respectent ce qui est bon pour la population.

Cet encadré s'appuie sur un événement de la série Conversations with Thought Leaders (Conversations avec des leaders d'opinion), « Ethical Design for Digital Natives » (Conception éthique pour ceux qui sont nés avec le numérique), qui a eu lieu à la Maison de l'UNICEF le 31 janvier 2017 avec Tristan Harris, ancien spécialiste de l'éthique de la conception et « philosophe produit » chez Google et cofondateur du mouvement Time Well Spent.

enfants comme adultes, devraient également chercher à savoir qui est le principal bénéficiaire entre l'utilisateur et la société de technologie (voir encadré : Le rôle de la conception (non) éthique).

Les médias sociaux renforcent les amitiés existantes

Dans l'ensemble, les recherches sur les répercussions des relations sociales en ligne ont changé au cours des dernières décennies. Pendant les années 1990, les premières études avaient tendance à considérer que l'utilisation d'Internet nuisait au bien-être social²³. Une explication pourrait être qu'à l'époque, la majorité des réseaux sociaux de personnes n'étaient pas encore nés. Il était donc difficile d'utiliser Internet pour entretenir

des amitiés existantes, en nouer de nouvelles ou en raviver d'anciennes. Des éléments de preuve plus récents dressent un portrait essentiellement positif de l'influence d'Internet sur les amitiés et le capital social²⁴, aussi bien pour les enfants que pour les adultes.

Par exemple, on a découvert que l'utilisation des sites de réseaux sociaux par les adolescents apportait de plus grands sentiments de lien avec les camarades²⁵, ce qui favorise les amitiés existantes²⁶, et qu'elle contribuait à réduire la sensation d'isolement par rapport aux autres²⁷. Comme l'ont montré des études conduites au cours des dernières décennies, une des raisons à cela est qu'il est plus facile de parler de sujets sensibles ou personnels en ligne²⁸, surtout pour les garçons²⁹. Néanmoins, chez les adolescents, l'utilisation des médias sociaux



Les technologies d'aujourd'hui sont délibérément conçues pour exploiter les faiblesses de l'être humain.

pour compenser une certaine faiblesse des facultés sociales et cognitives augmenterait le sentiment de solitude³⁰.

Au sujet des réseaux sociaux et du bonheur, plusieurs études ont trouvé une corrélation négative entre l'utilisation passive de Facebook (lecture des messages d'amis sans interaction) et le bien-être³¹. Celle-ci proviendrait selon les chercheurs d'une intensification du sentiment de jalousie³² ou de l'impression pour les utilisateurs (diplômés du premier cycle universitaire dans le cas de cette étude particulière) que les autres utilisateurs sont plus heureux qu'eux³³.

Temps d'écran : ni trop ni trop peu

En dépit des inquiétudes, notamment chez les parents et les éducateurs, sur les effets d'une exposition prolongée aux écrans (voir section : Le débat sur la dépendance numérique), une récente étude transversale à grande échelle portant sur plus de 120 000 jeunes de 15 ans au Royaume-Uni a révélé que le temps passé par les enfants à utiliser des technologies numériques n'avait que des effets limités. Cette étude, conduite selon des facteurs liés au sexe, au groupe ethnique et à la situation économique, concernait la télévision et le cinéma, les jeux vidéo, les ordinateurs et les smartphones. Les répercussions de chaque activité sont quelque peu différentes, mais les auteurs ont conclu qu'aucune d'entre elles n'était généralement associée à un bien-être mental inférieur, tandis qu'une utilisation modérée (entre deux et cinq heures par jour environ, en fonction de l'activité) semblait avoir une légère influence positive sur le bien-être mental³⁴.

L'« effet de Boucle d'or »³⁵, ni trop ni trop peu, mais juste ce qu'il faut, semblait convenir aux enfants.

Pour mettre quelque peu en perspective l'importance relative du temps d'écran par rapport à d'autres activités quotidiennes, l'effet négatif d'un temps passé à jouer excessif (défini dans cette étude comme plus de sept heures par jour) sur le bien-être mental représentait moins d'un tiers de l'effet positif permis par le fait de prendre le petit-déjeuner régulièrement ou de dormir suffisamment³⁶.

Pour les très jeunes enfants, les résultats d'une étude de cohorte menée en 2010 sur

plus de 13 000 enfants de 5 ans au Royaume-Uni n'ont montré aucune preuve qu'un temps d'écran prolongé était associé à tout autre problème de santé mentale étudié pour les garçons ou les filles, tel que l'hyperactivité, les problèmes avec les autres enfants ou les problèmes de comportements prosociaux³⁷.

Toutefois, il s'avère que le jour et l'heure de l'utilisation de technologies numériques, en semaine ou le week-end par exemple, ont leur importance. Une utilisation intensive pendant les jours de semaine pourrait avoir une influence négative supérieure à une utilisation le week-end³⁸, ce qui montre que pour certains enfants, le temps d'écran peut interférer avec d'autres activités structurées au cours de la semaine, comme les devoirs.

Dans leur ensemble, les répercussions des technologies numériques sur le bien-être des enfants semblent dépendre de l'activité, du nombre d'heures passées et du moment où cela se produit. Toutefois, ces effets, positifs ou négatifs, sont généralement faibles et ne contribuent que marginalement à expliquer le bien-être général d'un enfant³⁹.

Afin d'améliorer le bien-être des enfants, il est important d'adopter une approche globale et de se concentrer sur les facteurs connus comme ayant des effets plus marqués que le temps passé devant un écran, tels que le fonctionnement familial, les dynamiques sociales à l'école et la situation socioéconomique⁴⁰, tout en encourageant une utilisation modérée des technologies numériques.

Limites dans les recherches

Encore relativement récents, les éléments de preuve décrivent les effets de technologies en constante évolution sur une population jeune et diversifiée, elle aussi en constante évolution et qui utilise des technologies de différentes façons et depuis différentes sources.

Une autre limite provient de la méthodologie de recherche utilisée pour la plupart des études dans ce domaine (voir encadré : Défis pour la recherche). Certaines études ont associé l'utilisation des technologies numériques et la réduction du bien-être⁴¹. Toutefois, il n'est pas encore certain que l'utilisation des technologies numériques soit la cause ou la conséquence d'un bien-être inférieur. Par exemple, est-ce



Se concentrer sur les facteurs connus comme ayant des effets plus marqués que le temps passé devant un écran, tels que le fonctionnement familial, les dynamiques sociales et la situation socioéconomique.

Défis pour la recherche

Les études portant sur le bien-être mental, social ou physique sont souvent corrélationnelles (elles cherchent à identifier les relations entre deux ou plusieurs variables) ou tirées d'exemples transversaux (pour lesquels les données portent sur un instant unique). Ces types d'études ne permettent pas de distinguer facilement la cause de la conséquence. Il est également difficile d'estimer les effets à long terme de l'utilisation des technologies numériques. Pour déterminer la causalité et les effets à long terme de façon fiable, il faut conduire des études longitudinales et améliorer encore les méthodologies de recherche.

Un autre problème des recherches actuelles est la tendance à se concentrer sur un nombre limité de variables contextuelles. Des études ont pourtant montré que des différences individuelles majeures existent entre les répercussions d'une utilisation régulière, excessive ou problématique des technologies

numériques sur les enfants en fonction de leur âge, leur sexe, leur personnalité, leur vie, leur environnement social et culturel et d'autres facteurs⁴². On observe donc un penchant à soit surestimer l'effet des technologies numériques sur les enfants soit à supposer qu'elles ont des effets lorsque ces derniers ont en réalité une autre cause⁴³.

La dernière réserve au sujet des éléments de preuve vient de l'observation des méthodes de comptabilisation des études et de leur couverture. Les études consacrées uniquement au temps d'utilisation, sans décrire ou évaluer les contenus consultés ou les activités entreprises pendant cette durée, n'ont qu'une valeur limitée. De même, les études neurobiologiques (liées aux comportements en ligne) qui se concentrent sur une part non représentative d'une population en développement ne doivent pas être appliquées à la majorité des adolescents.

que le fait de passer trop de temps en ligne entraîne un sentiment de solitude chez les enfants ou est-ce que les enfants qui se sentent déjà seuls passent plus de temps en ligne ?

Il est également important de noter que la plupart des recherches se sont centrées sur les enfants dans des contextes de connectivité élevée, et que leurs résultats ne sont peut-être pas applicables aux situations de faible connectivité.

Coûts d'opportunités : le temps passé en ligne remplace-t-il l'activité physique ?

Tout parent qui a déjà vu un enfant collé à un écran pendant des heures alors que la météo était au beau fixe s'est forcément demandé si le temps passé en ligne ne réduisait pas d'autant celui consacré à des activités physiques. Néanmoins, les éléments

de preuve relatifs à l'effet du temps passé à utiliser des technologies numériques sur l'activité physique sont plutôt mitigés. Certaines études montrent un lien entre l'activité en ligne et la baisse de l'activité physique⁵⁰, tandis que d'autres ne laissent voir aucune corrélation entre les deux⁵¹.

Malheureusement, plusieurs études clés s'appuient uniquement sur des estimations de durée d'utilisation, avec une faible ventilation par appareil numérique, activité ou contenu alors que nous avons vu que ces critères sont importants.

Certaines recherches de grande ampleur tentent toutefois de trouver des réponses. Une étude internationale de 2010 tirée des données d'enquêtes auprès de plus de 200 000 adolescents de 11 à 15 ans en Europe et en Amérique du Nord a révélé que passer deux heures ou plus chaque jour à des activités sur écran entraînait en moyenne

Théories sur les amitiés en ligne

Trois hypothèses clés mises en avant et étudiées par les chercheurs répondent aux inquiétudes et aux perceptions des parents au sujet de l'effet des comportements en ligne sur les relations des jeunes.

La théorie du déplacement propose que les interactions en ligne remplacent les interactions en chair et en os, ce qui réduit le capital social et le nombre de relations personnelles des enfants et des jeunes⁴⁴. Comme évoqué précédemment, bien que cette hypothèse ait initialement reçu un accueil favorable, de nouveaux éléments de preuve suggèrent qu'elle est peut-être simpliste, voire inexacte aujourd'hui.

La théorie qui veut que les riches s'enrichissent affirme que les personnes dotées de compétences sociales élevées et de réseaux solides hors ligne bénéficieront davantage des possibilités sociales en ligne que ceux dont les relations sociales sont dès le départ plus ténues⁴⁵. L'hypothèse de la compensation sociale est une alternative à cette théorie. Elle suggère que les communications en ligne profiteront aux personnes socialement anxieuses, voire isolées, car il leur sera plus facile de nouer des amitiés en ligne qu'hors ligne.

Enfin, selon l'hypothèse de la stimulation, les communications en ligne stimulent les communications avec les amis existants et sont principalement positives⁴⁶.

30 minutes d'activités physiques de loisir en moins chaque semaine. Cette relation était cependant différente en fonction de l'âge, du sexe et de la nationalité⁵². Le type d'activité sur écran des adolescents était également important : l'utilisation régulière d'un ordinateur était associée à une augmentation de l'activité physique, alors que les jeux vidéo et la télévision se conjugaient à une baisse.

L'enquête a conclu qu'en règle générale, l'inactivité physique a peu de chances d'être une conséquence directe d'un temps passé à des activités sur écran trop élevé.

Certaines recherches laissent entendre que l'activité en ligne et l'activité physique sont plus indépendantes l'une de l'autre qu'il n'y paraît. Elles supposent que les enfants ne renoncent pas à des activités physiques parce qu'ils souhaitent se connecter, mais qu'ils vont sur Internet parce qu'ils sont déjà physiquement inactifs, pour différentes raisons⁵³. Il est également possible que leur niveau d'activité physique inférieur et le fait qu'ils se connectent par ailleurs ne constituent que deux éléments séparés de leur situation.

L'utilisation du numérique n'est qu'un élément du panorama complexe des activités des enfants, et de leurs motivations. La situation de certains

d'entre eux leur complique la pratique d'une activité physique : parce que le quartier où ils vivent n'est pas suffisamment sûr pour jouer dehors, parce qu'ils ne vivent pas à proximité d'un parc, d'une aire de jeux ou d'installations sportives ou parce que leurs parents n'ont pas le temps, l'intérêt ou les ressources pour les accompagner ou les encourager.

Enfin, les interventions qui ciblent uniquement le temps d'écran ont peu de chances d'augmenter le temps consacré aux activités physiques⁵⁴. Plutôt que de se demander en quoi le temps d'écran affecte l'activité physique, la question à se poser devrait être : « La vie des enfants leur offre-t-elle un niveau équilibré et sain d'activités pour une croissance et un bien-être optimaux ? ». La promotion de l'activité physique et d'une alimentation équilibrée peut constituer une stratégie plus payante que la seule réduction du temps d'écran.

Le débat sur la dépendance au numérique

Qui n'a jamais vu ou entendu parler d'un adolescent à peine capable de poser son smartphone, d'un pré-ado qui perd son sang-



La promotion de l'activité physique et d'une alimentation équilibrée peut constituer une stratégie plus payante que la seule réduction du temps d'écran.



Bien que les jeunes semblent relativement résistants à des temps d'écran plus élevés, il faudra mener d'autres recherches afin de comprendre les conséquences de passer jusqu'à un tiers de son temps d'éveil connecté.

© UNICEF/UN046200/KLJAJO



Qui n'a jamais entendu parler d'un adolescent à peine capable de poser son smartphone ?

froid lorsqu'on le prive d'iPad ou encore d'un jeune joueur en ligne qui n'a pas l'air de faire autre chose ?

Il n'existe pas de forme commune pour nommer le comportement problématique dont s'inquiètent de plus en plus de parents et d'éducateurs : les enfants et les adolescents qui passent tellement de temps à utiliser des technologies numériques qu'on dirait bien souvent qu'ils sont en fait aussi dépendants de leurs écrans que des toxicomanes de leur drogue de prédilection.

Certaines personnes considèrent que le terme « addiction » est utile pour décrire ce comportement problématique. La possibilité terrifiante qu'il soit par ailleurs exact fait les gros titres et inquiète encore davantage les parents. Toutefois, comparaison n'est pas raison.

En fait, il n'existe que très peu d'éléments de preuve qui démontrent qu'un nombre élevé d'enfants et d'adolescents sont tellement dépendants de leurs appareils qu'ils

souffrent de troubles sévères dans leur vie quotidienne (la définition d'une addiction) ou qu'un risque élevé et croissant pèse sur leur santé en conséquence.

À ce jour, les chercheurs n'ont pas démontré de façon convaincante que des conséquences négatives graves pour la vie causées par une utilisation excessive de technologies numériques sont directement imputables à la seule utilisation des technologies⁵⁵. Peu de chercheurs ont analysé en profondeur les problèmes qui peuvent survenir en raison d'une utilisation excessive des technologies⁵⁶. En outre, il n'est pas clairement établi que des cas aussi sévères représentent un problème de société croissant.

Malgré tout, les craintes des parents trouvent leur source dans l'expérience directe du comportement altéré de leurs enfants, et entraînent une inquiétude légitime pour leur bien-être général. Il faut tenir compte de ces préoccupations et y répondre.

Comment les nouveaux médias changent-ils la vie sociale et l'identité des adolescents ?

MIZUKO ITO

Mizuko Ito est anthropologue culturelle, chercheuse en éducation, entrepreneur et militante. Elle est directrice du Connected Learning Lab de l'université de Californie, Irvine et cofondatrice de Connected Camps, une organisation à but non lucratif qui propose des cours sociaux de science, technologie, ingénierie et mathématique en ligne qui s'appuient sur des projets à destination d'enfants de tous les milieux.

Depuis les tout premiers jours d'Internet et des communications mobiles, les chercheurs ont débattu pour chercher à savoir si ces nouvelles technologies nous rapprochaient ou nous éloignaient les uns des autres. Les adultes s'inquiétaient de voir les capacités de communication en chair et en os des adolescents s'atrophier et que les médias sociaux encouragent des échanges vides de sens qui finissent par provoquer un sentiment de solitude et d'isolement. On en vient souvent à se demander directement si ces nouveaux médias sont bons ou mauvais, mais il faut avant tout comprendre le rôle qu'ils jouent dans la vie sociale quotidienne des jeunes.

Des personnes de tous les âges se tournent vers les médias mobiles et sociaux car ils offrent plus de choix et de flexibilité sur les modalités de la communication (quand et avec qui). Misa Matsuda, qui a mené quelques-unes des premières études consacrées aux communications mobiles au Japon, a décrit la croissance de la « sociabilité sélective » dans les relations des adolescents⁴⁷. Au cours d'entretiens avec des lycéens, elle a remarqué l'émergence d'un terme nouveau, chu-tomo (un ami du collègue), qui n'existait pas avant l'avènement du téléphone mobile. Auparavant, si des élèves étaient séparés lorsqu'ils entraient au lycée, ils perdaient le contact avec leurs amis du collège. À présent, ils peuvent rester amis même sans être dans la même école ou communauté. Il ne s'agit pas de savoir s'ils sont plus ou moins connectés, mais avec qui ils entretiennent des relations. Matsuda a également analysé comment les médias mobiles avaient modifié les communications familiales. Elle a découvert que les messages textes permettaient une plus grande communication entre parents et enfants dans les familles très proches et connectées, mais qu'ils avaient un effet inverse dans les autres. En d'autres termes, nous communiquons plus avec les personnes dont nous nous sentons les plus proches.

Dans le cadre d'une étude portant sur des adolescents aux États-Unis lors de la première grande vague d'adoption des médias sociaux au début des années 2000, nous avons découvert différents genres de socialisation en ligne chez les jeunes⁴⁸. La plupart d'entre eux communiquaient de façon anodine avec leurs camarades d'école. Un nombre plus réduit se rendait sur Internet pour se connecter à des communautés spécialisées autour des jeux vidéo, de la culture populaire ou d'autres

intérêts. Il était fréquent que l'identité que les jeunes se forgeaient soit relativement différente entre ces deux situations. Par exemple, un jeune homme avec lequel nous avons discuté projetait l'image d'un athlète populaire auprès de ses camarades d'école sur MySpace, mais était également actif au sein de la communauté de joueurs en ligne de The Sims. Il maintenait une relative séparation entre ces identités et réseaux sociaux.

Aujourd'hui, la seule constante est le choix plus large des rôles joués par les nouveaux médias dans la vie des jeunes. Ces derniers peuvent utiliser les communications en ligne pour mobiliser des millions de personnes en faveur d'une cause sur Facebook ou passer leur temps à échanger des mondanités vides de sens. Il est inutile de chercher à savoir si ces technologies sont plutôt bonnes ou mauvaises pour tous les jeunes. Il vaut mieux se demander comment soutenir au mieux les points positifs.

Compte tenu du grand nombre d'expériences que les nouveaux médias proposent aux jeunes, ceux-ci doivent plus que jamais pouvoir compter sur nous pour les orienter vers les meilleurs choix. Il ne suffit pas d'accepter ou de refuser tel appareil ou telle plateforme, ou même de mesurer le temps d'écran. Nous devons connaître la nature et les détails qui entourent les contenus et les communautés numériques auxquels les jeunes se connectent et dans lesquels ils s'impliquent activement. Je fais partie d'une communauté de chercheurs, d'éducateurs et de fabricants de technologies qui plaident pour l'« apprentissage connecté », une approche destinée à guider les jeunes vers un apprentissage productif et des relations en ligne⁴⁹.

Nos recherches ont mis au jour un fossé intergénérationnel persistant dans la façon dont les jeunes et les adultes évaluent les nouvelles technologies de communication. Alors que, pour les jeunes, le téléphone mobile et Internet constituent un lien essentiel vers les médias, l'information et les relations sociales, les adultes considèrent souvent l'implication des jeunes dans ces technologies comme une perte de temps. Ce fossé intergénérationnel constitue une véritable occasion manquée. Au lieu de les éloigner, les nouveaux médias peuvent servir aux parents, aux éducateurs et aux jeunes à se rapprocher autour d'intérêts et de préoccupations communs.



Lorsqu'il s'agit de fixer des limites au temps d'écran, l'âge de l'enfant, ses caractéristiques individuelles, la culture et le contexte de vie doivent être pris en compte. © UNICEF/UN017636/UESLEI MARCELINO

Un grand nombre d'études menées au cours des deux dernières décennies suggèrent que des problèmes peuvent survenir lorsque les enfants utilisent les technologies numériques pour affronter des situations réelles difficiles, comme une sorte d'automédication. Par exemple, si un enfant se sent triste ou stressé, il est susceptible de se connecter pour échapper à cette tristesse ou à ce stress, grâce à une application qui offre immersion ou distraction, comme un jeu vidéo en ligne ou un site de réseau social. Les conséquences peuvent être à la fois positives (l'enfant se sent temporairement mieux) et négatives (la véritable cause n'est pas forcément traitée). À long terme, le comportement d'adaptation peut devenir habituel, sauf si le problème sous-jacent est résolu. Les scientifiques s'entendent plutôt sur le fait qu'il faut s'attaquer aux problèmes sous-jacents susceptibles d'engendrer une implication nuisible dans le numérique afin de parvenir à surmonter ce comportement problématique. À l'inverse, une réduction contrainte du temps d'écran ne constituerait qu'une intervention superficielle qui a peu de chances d'atteindre son objectif⁵⁷.

Il est probable que considérer un temps d'écran excessif comme une addiction ne soit qu'un prétexte pour exprimer les préoccupations relatives aux conséquences

qu'ont les désaccords au sujet du temps d'écran sur les dynamiques familiales. Pour la grande majorité des enfants connectés, les désaccords sur le temps d'écran ne sont probablement qu'une nouvelle version des tensions intergénérationnelles entre les jeunes et les anciens. Toutefois, des points de vue très divergents sur le temps d'écran acceptable peuvent donner naissance à de sérieux conflits familiaux. Les parents et les personnes qui ont la charge d'enfants doivent donc relever un défi majeur, mais important, pour arbitrer le temps d'utilisation des technologies numériques de leurs enfants, mais aussi le leur.

Des opinions aussi contrastées sur les technologies numériques peuvent conduire à des disputes et des conflits à la maison. Certains parents et chercheurs s'en servent ensuite comme éléments de preuve pour justifier l'existence de l'addiction, alors que la véritable cause des affrontements vient peut-être d'un désaccord entre les générations sur la façon dont les enfants doivent occuper leur temps⁵⁸.

L'emploi d'une terminologie associée à l'addiction pour décrire les préoccupations au sujet de l'utilisation croissante des technologies numériques par les enfants comporte des risques. Un usage irraisonné de ce champ

lexical dédramatise les conséquences bien réelles de ce comportement pour les personnes sérieusement touchées, tout en exagérant les risques de dommages pour ceux qui utilisent parfois de façon excessive, mais non nocive, les technologies numériques. L'application de concepts cliniques aux comportements quotidiens d'enfants ne contribue pas à les aider à assainir leur temps d'écran.

En outre, associer le débat sur le temps d'écran à l'addiction peut être nuisible. Par exemple, dans certains pays, l'idée d'une addiction aux technologies a servi à justifier l'incarcération d'enfants dans des camps de traitement en dépit de l'absence d'éléments de preuve sur l'efficacité d'une telle mesure⁵⁹. Les rapports des médias sur ces camps laissent entendre que les méthodes disciplinaires employées par leur personnel impliquent le recours à des châtiments physiques et des chocs électriques⁶⁰.

Selon une équipe de recherche dédiée au phénomène des camps de redressement dans l'est de l'Asie : « en dépit d'une description rationnelle, le diagnostic d'addiction à Internet revêt une valeur potentiellement douteuse car il regroupe des concepts vagues, comporte un certain degré de charge culturelle et ne permet pas de différencier les symptômes des conditions préalables »⁶¹.

Voici le cerveau de votre enfant façonné par le numérique

Outre les craintes liées à l'addiction potentielle aux technologies numériques, l'idée qu'elles peuvent, sur le plan neurophysiologique, remodeler le cerveau d'un enfant, interférer avec le propre système de récompense du cerveau ou affecter son développement de toute autre manière fait son chemin.

Recherches au sujet des effets des technologies numériques sur le développement du cerveau et les processus cognitifs

Les recherches actuelles montrent que les expériences et l'environnement des enfants

au cours de la petite enfance ont un effet sur le développement de leur cerveau. La formation des connexions neuronales d'un enfant est affectée par le fait qu'il reçoive ou non une nutrition adaptée et qu'il soit stimulé, aimé et protégé contre l'adversité et le stress, avec des répercussions pour la vie entière. Les 1 000 premiers jours de vie constituent une occasion unique de favoriser le développement cérébral optimal d'un enfant, mais ils représentent également une période de forte vulnérabilité.

Les recherches montrent également que l'expérience et l'environnement ont aussi un effet sur le développement cérébral de l'adolescent et que l'adolescence est une période de consolidation et d'élagage des connexions neuronales.

Des processus cognitifs essentiels se développent au cours de l'adolescence et au début de l'âge adulte : mémoire de travail, intégration des signaux sociaux et réponse et capacité à choisir à quoi prêter attention et quoi ignorer. L'utilisation d'Internet semble avoir des répercussions, tant négatives que positives, dans tous ces domaines et comporte également de nombreuses interrogations et réserves⁶².

Certains se sont donc demandé si une utilisation excessive des technologies numériques pouvait figurer parmi les expériences ayant un effet potentiel sur le développement du cerveau. Des activités habituelles liées à la vie en ligne des enfants, comme l'utilisation des médias sociaux ou la consultation de plusieurs médias à la fois, affectent-elles le fonctionnement du cerveau ? Si oui, pouvons-nous expliquer comment ? Tout comme l'éventualité d'une véritable addiction aux technologies numériques a suscité un tollé dans les médias, la possibilité de « dommages cérébraux » inquiète fortement les parents.

Heureusement, pour la grande majorité des enfants et des adolescents, ces peurs sont sans fondement. Très peu d'adolescents s'avèrent être des utilisateurs excessifs d'Internet ou des joueurs dont le temps de jeu dépasse des limites saines⁶³. Il n'existe aucun élément de preuve pour suggérer qu'une utilisation modérée de toute technologie numérique ait un effet négatif sur le cerveau d'un enfant.



L'utilisation d'Internet semble avoir des effets sur les capacités cognitives, positifs comme négatifs, et de façon très incertaine.



Que pensent les adolescents ... de la technologie et de la santé à l'ère numérique ?

Pour les participants aux ateliers portant sur *La situation des enfants dans le monde 2017, la technologie numérique a des effets complexes sur la santé et le bien-être, que ce soit pour eux-mêmes ou pour les autres. Conformément à l'avis généralement positif qu'ils ont sur la connectivité, ils considèrent que la technologie numérique est porteuse de grands espoirs pour traiter les maladies et favoriser un mode de vie sain. Cependant, ils ont également une vision claire de la manière dont elle peut affecter, en bien comme en mal, leur bonheur et leur bien-être psychologique.**

Les participants étaient convaincus que la technologie numérique permet de faire avancer les connaissances médicales et d'améliorer la disponibilité des traitements ...

« La technologie numérique permet d'améliorer les pratiques médicales. »
RÉPONSE DE GROUPE, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

et donne aux personnes souffrant de handicap la possibilité de participer de manière plus active aux activités quotidiennes.

« La technologie numérique aide les personnes dans le besoin : lentilles de correction, prothèses, ordinateurs spéciaux pour les personnes qui ne peuvent pas parler ou bouger. »
RÉPONSE DE GROUPE, RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

« Les nouvelles technologies numériques au service de la communication aideront les enfants qui ont des besoins particuliers à se sentir à l'aise avec leurs camarades de classe. »
RÉPONSE DE GROUPE, BÉLARUS

Ils ont également souligné que la technologie numérique leur permet de se tenir informés des dernières innovations en matière de médecine ou de santé ...

« [La technologie numérique] aide les gens à prendre connaissance des dernières avancées réalisées dans le monde. »
RÉPONSE DE GROUPE, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

et les aide à trouver des informations sur des problèmes de santé particuliers.

« On peut trouver [...] des informations qui décrivent notre état de santé, c'est très utile pour notre santé et pour notre bonheur. »
RÉPONSE DE GROUPE, RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Les participants avaient en outre l'impression que la technologie numérique peut avoir une incidence positive sur leur santé physique ...

« La technologie favorise l'exercice, car elle nous permet d'écouter de la musique pendant que nous nous entraînons. »
RÉPONSE DE GROUPE, NIGÉRIA

et sur leur santé mentale, en encourageant les relations sociales et en leur permettant de se divertir, par exemple.

« C'est bon pour notre santé, parce que regarder des vidéos rigolotes nous permet de nous changer les idées. Ça nous aide aussi à déstresser un peu. »
RÉPONSE DE GROUPE, PÉROU

En ce qui concerne les aspects négatifs, les participants ont indiqué que la technologie numérique pouvait exacerber les risques pour la santé et le bien-être. Ils ont remarqué qu'une utilisation excessive de la technologie numérique pouvait endommager l'audition et la vue ...

« La luminosité de notre écran de téléphone ou d'ordinateur [...] peut aussi nous détruire les yeux. »
GARÇON, 17 ANS, KIRIBATI

et les détourner d'autres activités, telles que l'exercice, augmentant ainsi les cas d'obésité.

« On fait moins de sport. On marche moins. »
FILLE, 17 ANS, NIGÉRIA

Ils étaient en outre sceptiques sur la capacité des appareils biométriques à favoriser de bons résultats en matière de santé physique.

« Les applications dédiées à la santé ne fonctionnent pas vraiment. »
RÉPONSE DE GROUPE, NIGÉRIA

Ils se préoccupaient aussi du problème de la désinformation en matière de santé.

« Certaines idées et certains conseils en ligne sur la santé sont faux. »
RÉPONSE DE GROUPE, NIGÉRIA

Les participants ont notamment souligné les effets négatifs de la technologie numérique sur leur santé et leur bien-être psychologiques. Ils redoutent surtout les échanges et les publications en ligne discriminatoires ou blessants, qui peuvent avoir des conséquences dramatiques.

« Je me suis disputé avec un ami sur Facebook. J'ai vécu des moments horribles sur Facebook. J'ai vu des publications affreuses ou regrettables. J'ai reçu des commentaires embarrassants. »
GARÇON, 14 ANS, SÉNÉGAL

« Quand on publie un truc [en ligne] et que d'autres se mettent à nous attaquer, sans raison, sans même nous connaître. »
FILLE, 14 ANS, URUGUAY

« J'ai [...] publié une photo sur Facebook et j'ai reçu un commentaire qui m'a fait paniquer. »
GARÇON, 14 ANS, SÉNÉGAL

Il est intéressant de remarquer que certains adolescents ont mentionné avoir été affectés, parfois profondément, par les expériences négatives de leurs amis en ligne.

« L'une de mes amies a publié une photo et l'une de ses ennemies a fait un commentaire affreux dessus. J'ai été très affectée parce qu'elle fait partie de mes meilleures amies. »
FILLE, 16 ANS, SÉNÉGAL

D'autres étaient très sensibles au fait que leurs propres actions en ligne pouvaient avoir des conséquences sur les autres.

« On peut détruire le bonheur des autres avec ce qu'on publie. »
RÉPONSE DE GROUPE, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Les participants ont également remarqué qu'ils pouvaient se sentir frustrés lorsqu'ils utilisaient la technologie numérique, ce qui pouvait faire monter leur niveau d'anxiété ou de colère.

« Ça génère du stress parce que c'est très lent. »
RÉPONSE DE GROUPE, PÉROU

Certains participants ont indiqué que les plateformes en ligne ne leur permettaient pas de communiquer leurs sentiments de manière à se sentir compris des autres.

« Nous parlons moins souvent [parce que mes parents, mes frères et sœurs ou moi jouons à des jeux ou passons du temps sur les réseaux sociaux], du coup, mes parents ne peuvent pas savoir comment je vais [au niveau de ma santé mentale ou d'éventuels problèmes à l'école]. »
GARÇON, 15 ANS, JAPON

Dans certains pays, les enfants s'inquiétaient de l'utilisation excessive de la technologie numérique.

« La dépendance à la technologie, ça gâche les relations avec nos proches. »
GARÇON, 14 ANS, RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

« Il est très facile de devenir "accro" quand on grandit entouré d'appareils numériques. »
GARÇON, 15 ANS, JAPON

D'autres participants ont suggéré que la technologie numérique pouvait provoquer des dépressions, de l'anxiété et une perte de contact avec la réalité et ont remarqué, par exemple, que les ordinateurs portables et les ordinateurs de bureau pouvaient causer

« un isolement social [...] en créant un monde virtuel en partie réel ». »
GARÇON, 16 ANS, RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA.

« La technologie numérique provoque aussi une anxiété morale. [Dans ce cas], comment peut-elle contribuer à notre santé et à notre bonheur ? »
RÉPONSE DE GROUPE, NIGÉRIA

Le fait que la technologie numérique remplace d'autres activités signifiait, pour certains, que

« [les gens] oublient les petites choses qui [rendent] heureux ». »
RÉPONSE DE GROUPE, NIGÉRIA.

EN BREF :

Bien qu'ils s'inquiètent des effets potentiellement négatifs de la technologie sur leur santé et leur bien-être, la vaste majorité des adolescents voit les effets de la technologie comme positifs ou à la fois positifs et négatifs.

** Les réponses des participants ont été raccourcies et éditées à des fins de clarté, le cas échéant.*



Les jeux vidéo peuvent même avoir des effets bénéfiques sur les facultés visuelles et la capacité d'apprentissage des enfants.

Cela ne revient cependant pas à dire qu'il faut ignorer les données sur les répercussions d'une utilisation excessive. Les études mesurant les relations entre des comportements en ligne et le développement cérébral se concentrent peut-être sur un nombre très réduit d'adolescents, mais les découvertes de certaines d'entre elles démontrent des effets dans des cas extrêmes. Elles montrent également que ce n'est pas nécessairement une question de temps passé en ligne par les enfants, mais plutôt de nature des activités entreprises une fois connecté.

Une préoccupation récurrente des parents est qu'une participation excessive à des jeux vidéo violents peut entraîner les enfants à agir avec violence dans la vie réelle. Toutefois, aucune recherche n'a démontré une telle relation. En fait, de nouvelles études montrent que les jeux vidéo peuvent même avoir des effets bénéfiques sur les facultés visuelles⁶⁴ et la capacité d'apprentissage des enfants⁶⁵.

Les effets des « j'aime » sur le cerveau

Les adolescents passent énormément de temps à consulter les contenus que leurs camarades publient en ligne et à y réagir. Dans un monde numérique, le « j'aime » est la pierre angulaire du royaume des adolescents : il influence les préférences et les comportements et va peut-être même jusqu'à s'inscrire dans leur cerveau.

Dans le cadre d'une enquête expérimentale naturaliste, on a montré à des adolescents différentes photographies, chacune accompagnée du nombre de « j'aime », les IRM de leur cerveau ont montré une activité supérieure dans les zones associées à la compréhension sociale et au traitement des récompenses⁶⁶. L'étude a également révélé que les images qui représentaient des comportements risqués pour la santé induisaient une activité inférieure des parties du cerveau affectant le contrôle cognitif et l'inhibition des actions.

Toutefois, malgré ces corrélations, il n'existe encore aucun élément de preuve que ces variations de l'activité cérébrale ont un effet réel ou poussent les adolescents à se comporter d'une certaine façon. Les chercheurs ne connaissent pas les processus

cognitifs correspondant à l'activité cérébrale montrée par les IRM et ils ne peuvent pas prédire si les adolescents vont effectivement choisir certains comportements lorsqu'ils sont exposés à certains stimuli. En outre, une telle « pression des pairs » existe peut-être aussi hors ligne, où elle est beaucoup plus difficile à mesurer précisément.

Avantages de l'utilisation simultanée de plusieurs médias

Les adolescents sont connus pour leur utilisation multitâche de leurs appareils : ils peuvent ainsi passer d'une vidéo à un message à leurs amis et retourner à leur vidéo, avant de jeter un œil sur les mises à jour de statuts sur les médias sociaux. Les adultes le font aussi, bien évidemment, ce qui a généré pléthore d'articles cherchant à savoir si l'utilisation des technologies numériques entraînait ou non un trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH).

Les études montrent que les adolescents et les jeunes adultes qui pratiquent plus fréquemment l'utilisation simultanée de médias doivent exercer un contrôle exécutif plus intense et faire plus d'efforts lorsqu'ils travaillent dans des environnements perturbants⁶⁷. Les chercheurs n'ont cependant pas été en mesure de déterminer si l'augmentation de l'activité cérébrale dans ces zones du cerveau était le résultat de ces activités simultanées ou si le fait de réaliser plusieurs activités à la fois était affecté par l'activité cérébrale. Une autre enquête comparable a étudié dans quelle mesure la pratique quotidienne des jeux vidéo affectait la mémoire et la capacité à réaliser plusieurs tâches à la fois⁶⁸. Elle mesurait grâce à l'IRM la fluidité avec laquelle l'attention de jeunes sujets âgés de 13 à 24 ans passait d'une tâche à une autre lorsqu'on leur demandait de suivre plusieurs éléments à la fois. D'après leur activité cérébrale, l'étude a conclu que les joueurs les plus assidus réussissaient probablement mieux à reporter leur attention et à suivre un grand nombre d'informations que ceux qui avaient indiqué une pratique quotidienne des jeux vidéo moins élevée⁶⁹.

Se tourner vers l'avenir

On peut comprendre la tentation de tirer des conclusions générales à partir de recherches limitées. Elle est toutefois inutile pour évaluer les risques et les avantages de l'activité en ligne chez les enfants et les adolescents et y répondre. Il faut plus d'études longitudinales représentatives et beaucoup plus de recherches centrées sur les enfants. Par ailleurs, nous vivons à une époque où certains enfants ont l'impression d'utiliser constamment Internet. C'est pourquoi les chercheurs sont confrontés à de nouveaux défis dans la mesure et le contrôle de leurs enquêtes qui portent sur l'utilisation ou l'utilisation excessive.

Où placer le seuil de la normalité en matière d'utilisation ? À partir de combien d'heures peut-on parler d'excès ? Le sommeil, les repas ou les devoirs sont-ils affectés ? Les réponses à ces questions dépendront de l'âge, des caractéristiques individuelles, de la culture et de la vie de l'enfant. En outre, parents et personnes qui ont la charge d'enfants doivent apprendre à prêter plus attention aux contenus et aux expériences en ligne des enfants plutôt qu'à la seule durée d'utilisation. Les réponses à adopter face à des comportements numériques problématiques ou malsains doivent tenir compte de l'ensemble des circonstances de la vie de l'enfant, comme le cadre scolaire et les relations avec la famille et les amis.

Les recommandations en matière de temps d'écran soulèvent un autre problème : c'est la perception du niveau excessif par les adultes qui alimente le débat. Les enfants ont des raisons spécifiques d'utiliser les technologies numériques et il est important de tenir sérieusement compte de leurs opinions et explications.

Ils sont en effet à bien des égards des pionniers et des experts dans ce domaine. Certains d'entre eux vont jusqu'à créer leurs propres applications et programmes. Pour s'adapter efficacement à cette situation et mettre en place des échanges constructifs sur l'utilisation saine ou nocive des technologies numériques à la maison, à l'école ou dans l'ensemble de la société, il nous faudra nous appuyer davantage sur les avis et les expériences des enfants.

Les médias ont également un rôle important à jouer pour améliorer la compréhension par le grand public des répercussions de l'utilisation des médias numériques sur le bien-être des enfants. La couverture médiatique peut aussi bien être le reflet que le moteur des craintes de la société, ce qui renforce l'importance pour elle de dépeindre une image nuancée. Ce n'est toutefois pas chose facile étant donné que les éléments de preuve dans ce domaine sont peu concluants et contradictoires. Trop d'articles de presse publient les éléments de preuve d'études dont la méthodologie est faible ou ont tendance à exagérer ou mal représenter les éléments fournis. Cela risque de détourner l'attention de problèmes plus importants qui affectent les enfants ou d'entraîner des situations où les recherches et les politiques ont pour objectif de répondre à des problèmes trop rapidement au moyen d'interventions qui n'ont pas été correctement évaluées. La faute ne revient pas nécessairement aux médias ou aux journalistes : cela peut aussi être l'indicateur de problèmes éventuels dans la manière dont les universités et les instituts de recherche publient leurs découvertes. Pour s'attaquer à cette question, les chercheurs peuvent essayer de jouer un rôle plus direct dans la façon dont leurs découvertes sont présentées au monde, afin de pouvoir souligner leurs limites et empêcher toute exagération ou mauvaise interprétation.

L'adaptation à une utilisation plus élevée des technologies numériques imposera certains ajustements dans la façon dont les parents élèvent leurs enfants, dont les scientifiques mènent leurs études et dont les décideurs rédigent des politiques et des recommandations. Comme évoqué, certains d'entre eux ont appelé à réduire le temps d'écran, mais les éléments de preuve disponibles à ce jour ne justifient pas de telles interventions compte tenu de l'absence de données probantes concernant les effets négatifs notables sur la vie des enfants ou sur la qualité de leur expérience en ligne. Une compréhension plus claire et partagée de l'utilisation d'Internet, permise par la médiation et une éducation parentale positive et encourageante et non par des restrictions, constitue le moyen le plus prometteur pour favoriser le potentiel numérique des enfants tout en minimisant les risques.



Trop d'articles de presse publient les éléments de preuve d'études dont la méthodologie est faible ou qui ont tendance à exagérer ou mal représenter les éléments fournis.



PERSPECTIVE

Donner aux enfants les moyens d'appréhender le monde numérique

Niels B. Christiansen



Dans le Groupe LEGO, les enfants sont nos modèles. Ils passent leur temps à explorer, à créer et à découvrir. Ce sont des apprenants intuitifs qui abordent la vie avec pragmatisme et spiritualité. Le jeu joue un rôle essentiel dans l'adoption de cette approche innée à l'égard de l'apprentissage, de même que les expériences ludiques créatives peuvent donner aux enfants les moyens d'apprendre et d'acquérir des compétences qui leur seront utiles tout au long de la vie.

J'ai moi-même vu à quel point le jeu était important pour mes deux enfants. Il les a encouragés à inventer, à résoudre des problèmes, à coopérer et à s'amuser. Le jeu constitue une force puissante et un élément essentiel de leur développement personnel. La recherche n'a de cesse de montrer que le jeu n'est pas seulement divertissant, mais qu'il occupe aussi une place centrale dans l'apprentissage des enfants et leur capacité à affronter les difficultés de l'enfance et de l'âge adulte.

Face au nombre toujours plus important d'enfants qui se connectent à Internet dans le monde entier, l'industrie du jouet est confrontée à un enjeu vital : leur permettre de vivre des expériences ludiques sur des terrains de jeu virtuels sûrs. Depuis 85 ans, les valeurs de notre entreprise, à savoir l'imagination, la créativité, le divertissement, l'apprentissage, la bienveillance et la qualité, jouent un rôle déterminant dans l'engagement du Groupe à permettre les meilleures expériences ludiques possibles avec les briques LEGO®. Ce sont ces mêmes valeurs qui guident aujourd'hui notre ambition d'offrir aux enfants des expériences numériques passionnantes et sûres.

L'innovation dans la technologie numérique représente une occasion formidable d'offrir des expériences ludiques et pédagogiques aux enfants du monde entier. Cependant, elle constitue également un défi inédit pour les marques responsables qui s'efforcent d'opérer à des niveaux élevés de sécurité, tout en encourageant l'autonomie et la créativité chez les enfants au fur et à mesure qu'ils grandissent et se développent.

Avec nos partenaires et en collaboration avec des experts de l'industrie, nous mettons tout en œuvre pour que nos expériences numériques soient aussi sûres que nos jouets pour les enfants. Nous avons été la première entreprise dans l'industrie du jouet à établir

un partenariat mondial avec l'UNICEF et nous sommes déterminés à promouvoir et à mettre en œuvre les Principes régissant les entreprises dans le domaine des droits de l'enfant dans notre travail. Nous avons intégré à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique relative à la sécurité en ligne des enfants du Groupe LEGO les Lignes directrices à l'usage des professionnels pour la protection de l'enfance en ligne de l'UNICEF et de l'Union internationale des communications (UIT). Cette politique affirme notre respect et notre soutien à l'égard des droits de l'enfant, renforce la gouvernance en matière de protection de l'enfance dans l'entreprise et souligne l'engagement du Groupe LEGO à offrir des expériences numériques sûres et agréables aux enfants, tout en leur donnant les moyens de jouer, d'apprendre et de partager.

Des millions de consommateurs dans le monde entier nous ont montré que les parents avaient compris que la technologie numérique faisait désormais partie intégrante de la vie de leur enfant et qu'ils soutenaient massivement le déploiement de réseaux de médias sociaux conçus spécialement pour les enfants par des partenaires de confiance.

Les médias sociaux offrent aux enfants des occasions fantastiques de se mettre en relation avec d'autres enfants dans le monde entier et de partager leur créativité et leurs expériences ludiques. Nous sommes convaincus que les enfants doivent avoir accès aux réseaux sociaux. C'est pourquoi nous avons développé LEGO® Life, une application sociale réservée aux enfants et aux adolescents, qui les encourage à construire et à partager leurs histoires et leurs créations avec des milliers d'autres enfants dans le monde. LEGO® Life a été conçue pour être la première expérience sociale numérique des enfants qui les accompagne dans leur découverte et leur présente quelques-uns des concepts fondamentaux des réseaux sociaux.

« La promesse de sécurité LEGO® » est incluse dans cette application afin d'aider les parents à parler avec leur enfant de la sécurité numérique, tout en établissant un engagement commun à l'égard du respect des règles de base en matière de comportement social en ligne. Nous encourageons les parents à partager des expériences numériques avec leurs enfants, à s'intéresser à leurs applications préférées, à parler de la



protection numérique et à faire cette promesse de sécurité (être prudent, être cool, respecter les autres et s’amuser) avec leurs enfants.

Nous sommes convaincus que les marques responsables, main dans la main avec les parents, ont un rôle important à jouer pour garantir que l’évolution technologique contribue au bien-être et au développement des enfants. Cependant, les gouvernements ont aussi un rôle déterminant, un rôle qui ne consiste pas seulement à générer de nouvelles réglementations et restrictions, mais à les refléter dans un cadre législatif plus large, tout en veillant à ce que cela n’affecte pas la créativité des enfants, ni ne lie les mains des entreprises responsables désireuses de tirer le meilleur parti de la technologie pour inspirer et passionner.

Tandis que nous envisageons l’avenir, il est donc important de parvenir à un juste équilibre. Un équilibre entre protection et autonomie. Un équilibre qui donne aux enfants et aux parents la confiance nécessaire pour jouer de manière amusante et autonome, tout en évitant

le niveau de rupture qui pourrait détourner les enfants des espaces virtuels sûrs. Un équilibre qui respecte le droit des enfants à la vie privée et l’importance de l’autorisation parentale, tout en reconnaissant que les expériences ludiques en ligne peuvent aider les enfants à développer des compétences essentielles au XXI^e siècle.

Dans le Groupe LEGO, nous sommes convaincus que le chemin vers la réussite est pavé de partenariats solides. En travaillant ensemble, les professionnels, les parents, les législateurs et la société ont la capacité de créer des expériences ludiques numériques sûres, passionnantes et tournées vers l’autonomie pour les enfants.

Niels B. Christiansen dirige le Groupe LEGO depuis octobre 2017. Auparavant, il a occupé le poste de vice-président de GN Store Nord et a ensuite dirigé Danfoss A/S. N. Christiansen est titulaire d’un master en ingénierie de l’Université technique du Danemark et d’un MBA de l’INSEAD, en France.

« L’innovation dans la technologie numérique représente une occasion formidable d’offrir des expériences ludiques et pédagogiques aux enfants du monde entier », écrit Niels B. Christiansen.

© UNICEF/UN040222

05

Les priorités du numérique : Exploiter le positif, limiter le négatif



**JENN LITTLE, 16 ANS,
ÉTATS-UNIS**

« Il m'a personnellement fallu 20 clics pour contacter une organisation qui offre aux étudiants aux États-Unis des possibilités de collecter des fonds pour aider d'autres enfants à aller à l'école. À mes pairs de la génération Z : nous ne devons pas oublier qu'en tant qu'enfants de l'ère numérique, nous avons un pouvoir immense. Utilisons-le à bon escient. »

On dit souvent qu'il vaut mieux éviter de faire des prédictions, surtout sur l'avenir. 😊

Nul doute que la technologie numérique aura une incidence de plus en plus nette sur l'avenir d'un nombre sans cesse croissant d'enfants.

Ces derniers représentent déjà un pourcentage élevé de la population mondiale connectée, et la pénétration d'Internet dans les régions qui connaissent l'augmentation la plus rapide du nombre d'enfants et de jeunes ne fera qu'accroître ce pourcentage. D'ici à la fin de la première moitié de ce siècle, l'Afrique devrait ainsi rassembler 40 % de tous les enfants de moins de 5 ans et 37 % des jeunes de moins de 18 ans¹.

Les enfants auront à leur disposition davantage d'équipements numériques et de plateformes en ligne. Les TIC continueront à façonner la vie des enfants, pour le meilleur et pour le pire, tout comme les technologies émergentes telles que l'Internet des objets et l'intelligence artificielle contribuent à transformer le paysage numérique à l'échelle mondiale.

La façon dont les enfants continueront à vivre ces transformations dépendra pour beaucoup de la manière dont ils évoluent dans le monde réel. Il n'est pas surprenant de constater que les enfants les plus défavorisés et les plus marginalisés ont moins de chances de profiter des avantages d'Internet et de la connectivité, et sont plus susceptibles de subir les effets néfastes de la technologie. Tous les autres facteurs essentiels (sexe, niveau d'enseignement, normes traditionnelles, langue et situation géographique) influencent les répercussions des technologies numériques sur la vie des enfants, qu'elles soient positives ou négatives².

Notre compréhension de ces répercussions souffre de lacunes significatives : aussi bien à propos de la façon dont les enfants font l'expérience des technologies numériques que de la manière dont eux-mêmes considèrent les possibilités et les risques liés au monde connecté. Il est urgent de collecter des données plus solides, non seulement pour savoir si les enfants sont connectés ou non, mais également pour connaître leurs motivations et leurs moyens de connexion ainsi que les conditions qui facilitent ou freinent leur accès. Il faut également redoubler d'efforts pour comprendre les coûts d'opportunités pour les enfants situés de part et d'autre de la fracture numérique,

notamment les pertes subies par les enfants défavorisés qui ne disposent pas de connexion ou dont l'accès est limité, mais également des renoncements potentiels hors ligne au profit de leurs écrans des enfants les plus connectés au monde numérique.

En l'absence de telles informations, les décideurs politiques se trouvent notamment face à des défis considérables pour suivre le rythme rapide des changements technologiques et leurs répercussions sur la vie des enfants. Internet tel que nous le connaissons est avant tout conçu et réglementé pour les utilisateurs adultes, et la supposition que les utilisateurs sont des adultes continue d'être le point de départ des législateurs, des autorités de réglementation et des organisations de gouvernance d'Internet³.

Malgré tout, les enfants d'aujourd'hui sont nés avec le numérique et Internet est comme un deuxième foyer. Les cadres politiques et réglementaires doivent s'adapter à cette réalité, notamment en matière de protection des enfants contre les risques les plus sévères du monde connecté, car ceux qui utilisent Internet pour exploiter les enfants et leur nuire savent profiter de la moindre faille. Même s'il est moins urgent, le besoin de concevoir des politiques et de favoriser des pratiques commerciales qui permettent d'étendre l'accès équitable aux contenus en ligne n'est toutefois pas moins important.

Les instruments, les directives, les accords et les principes qui traitent de problématiques telles que la liberté d'Internet, la transparence,



Internet est avant tout conçu et réglementé pour des utilisateurs adultes.



Pour survivre et s'épanouir dans un monde numérique, les enfants doivent acquérir un large éventail de compétences numériques.

© UNICEF/UN015600/PRINSLOO

la neutralité du réseau, l'accessibilité et le respect des droits de l'homme ne manquent pas au niveau international. Il convient non pas d'établir de nouvelles directives proprement dites, mais d'arrêter des principes et des actions prioritaires qui reconnaissent notre responsabilité commune de protéger les enfants des dangers du monde numérique et de permettre à chacun d'entre eux de bénéficier des promesses de la connectivité.

Il n'en va pas seulement de l'intérêt supérieur des enfants. Dans un monde numérique, il est également dans l'intérêt de la société que les enfants maîtrisent la technologie numérique, soient capables d'évoluer parmi la multitude de possibilités et de risques que présente la connectivité et de tracer leur voie vers un avenir plus productif.

Donner naissance à un monde numérique meilleur pour les enfants passera par la collaboration et la coopération entre les gouvernements, les organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales en faveur de l'enfance, mais aussi la société civile, le secteur privé, le monde universitaire et la communauté technique, les familles et les enfants eux-mêmes. Outre les recommandations et les accords internationaux, il faudra mettre en œuvre des politiques nationales centrées sur les enfants, une réponse coordonnée et un partage des modèles des meilleures pratiques.

Les mesures décrites ici sont loin d'être exhaustives, mais, ensemble, elles reflètent un principe fondamental qui doit guider l'élaboration des politiques et les actions concrètes dans le domaine du numérique : le respect et la protection de l'enfant.

1. Offrir à tous les enfants un accès abordable à des ressources en ligne de qualité

L'accès au numérique joue un rôle de plus en plus déterminant dans l'égalité des chances des enfants, car il leur permet de tirer profit de l'accès à l'information, au savoir, à l'emploi, de la participation communautaire et de l'engagement social. Toutefois, comme évoqué au chapitre 2, certains enfants se heurtent à de nombreuses difficultés pour accéder à Internet et, lorsqu'ils y parviennent, pour exploiter au mieux les ressources disponibles en ligne.

La première d'entre eux est le coût élevé de la connexion, mais il existe également des barrières physiques, comme une infrastructure ou une localisation de mauvaise qualité et l'absence d'accès à des dispositifs numériques. Des obstacles invisibles, comme le genre et les normes sociales, les pratiques culturelles et les statuts minoritaires, les freinent également. Les filles sont par exemple particulièrement exposées au risque de ne pouvoir bénéficier d'un accès en ligne en raison de préoccupations sociales selon lesquelles Internet représente un espace dangereux et inapproprié pour elles. Par ailleurs, l'absence de contenus pertinents dans leur propre langue limite l'utilité d'Internet pour de nombreux enfants, notamment les locuteurs de langues minoritaires ou ceux qui vivent dans des régions reculées.

Les types de dispositifs utilisés par les enfants pour accéder à Internet soulèvent également certaines questions. Les appareils mobiles ont permis à certaines communautés d'accélérer leur connectivité, mais ils ne permettent qu'une expérience de « deuxième choix » qui limite fortement les possibilités en ligne des enfants pour la rédaction prolongée et la création de contenus. De même, certaines approches adoptées pour fournir un accès à Internet à des communautés mal desservies ont consisté à leur offrir un accès à un « jardin clos » en ligne. En d'autres termes, elles ne pouvaient se connecter qu'à un nombre très limité de sites.

Toutes ces fractures numériques risquent potentiellement de creuser les divisions socioéconomiques existantes. C'est pourquoi il est essentiel de dresser un portrait complet des facteurs sociaux et économiques qui modèlent l'utilisation des TIC par les enfants, et leurs effets sur l'équité et les possibilités.

► Faire baisser le coût de la connectivité.

Les stratégies de marché qui favorisent l'innovation et la concurrence entre fournisseurs de service peuvent aider à réduire le prix de la connexion Internet. L'intégration des fibres optiques lors de la construction des infrastructures existantes de transport, de gaz et d'électricité, de télécommunications et d'assainissement peut également diminuer le montant de l'extension des réseaux. En outre, la mise en place d'incitations fiscales et d'autres avantages visant à encourager le secteur des télécommunications à baisser le coût de la connectivité pour les communautés et les familles défavorisées pourrait avoir un impact non négligeable.

► Investir dans des points d'accès publics.

L'installation de points d'accès publics dans les écoles, les bibliothèques, les centres communautaires, les parcs et les centres commerciaux peut accroître considérablement l'accès des enfants non connectés. Dans les quartiers à revenu faible, des unités mobiles comme des bus dotés d'un accès Wi-Fi peuvent également augmenter la connectivité (voir les encadrés La première génération connectée de Cuba et Poussés dans le fossé des devoirs au chapitre 2).

► Promouvoir la création de contenus adaptés aux enfants et dans leur propre langue.

Secteur public et secteur privé doivent s'employer à créer des contenus qui soient élaborés plus localement et mieux adaptés au contexte local, notamment dans les langues minoritaires et en ciblant les zones reculées à faible densité de population.

► Éliminer les obstacles culturels, sociaux et sexospécifiques qui entravent l'accès équitable à Internet.

Les programmes de formation qui permettent aux filles d'utiliser Internet en toute sécurité et d'améliorer leur maîtrise des outils numériques sont un bon moyen de renforcer la confiance des filles dans l'utilisation des technologies numériques et de répondre aux inquiétudes des familles (voir IT Girls : Bosnie-Herzégovine, au chapitre 1). Encourager le dialogue au sein de la communauté peut contribuer à défaire les mythes qui entourent l'utilisation de la technologie et d'Internet par les filles. Les technologies d'assistance et les plateformes Internet peuvent permettre



L'accès au numérique joue un rôle de plus en plus déterminant dans l'égalité des chances des enfants.

aux enfants en situation de handicap de communiquer plus facilement et les aider à apprendre et à devenir plus autonomes (voir les applications iSign et Yuudee, au chapitre 1).

➤ **Offrir aux enfants en déplacement un accès aux appareils numériques et à la connectivité.** Les gouvernements, les organismes d'aide et le secteur privé doivent fournir un accès public à Internet dans les camps de réfugiés, les centres d'immigration et les autres espaces publics fréquentés par les enfants en déplacement afin de leur permettre de rester en contact avec leur famille et leurs amis (voir encadré sur le Tchad, au chapitre 1). Les organismes d'aide doivent également envisager de collaborer plus étroitement avec le secteur privé afin d'inclure des services de données et des appareils numériques dans leurs programmes d'aide globale.

2. Protéger les enfants des dangers d'Internet

L'ère du numérique a amplifié les risques habituels qui touchent les enfants et en a fait naître de nouveaux. La maltraitance, l'exploitation et la traite des enfants en ligne sévissent toujours non seulement sur l'Internet clandestin, mais également sur les plateformes numériques et les médias sociaux grand public. En outre, les enfants sont confrontés à d'autres risques en ligne tels que l'intimidation et l'exposition à des contenus inappropriés (sites pornographiques ou jeux d'argent). Si la plupart des enfants gèrent adroitement ces risques, d'autres peuvent en subir les effets dévastateurs et voir leur vie bouleversée.

La communauté internationale a réalisé quelques avancées dans la rédaction de politiques et d'approches destinées à éliminer les risques en ligne les plus flagrants, comme l'exploitation sexuelle. En outre, des progrès significatifs ont été obtenus dans l'application de la loi et le soutien aux victimes. Des initiatives comme l'Alliance mondiale WePROTECT ont créé des cadres qui définissent les mesures à adopter à différents niveaux : politiques et gouvernance, justice pénale, aide aux victimes, changements sociétaux, implication du secteur et couverture des médias documentée et éthique.

Nous devons nous appuyer sur ces efforts pour augmenter la coordination et le partage des connaissances, étendre les approches destinées à permettre aux forces de l'ordre de conserver leur avance sur les délinquants en ligne et travailler avec le secteur privé afin d'élaborer des normes éthiques qui protègent les enfants.

➤ **Soutenir les initiatives visant à faire appliquer la loi et à protéger les enfants.** Le secteur privé, en particulier les entreprises technologiques, a un rôle crucial à jouer dans le partage des outils, des connaissances et de l'expertise numériques avec les organismes chargés de l'application des lois afin de protéger les enfants en ligne (voir le chapitre 3).

➤ **Adopter et mettre en œuvre le cadre stratégique de l'Alliance mondiale WePROTECT.** Conçu pour lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne, le cadre de l'Alliance mondiale WePROTECT (voir ci-dessus) a déjà été adopté par 70 pays. Cette initiative établit une réponse coordonnée et formule des recommandations concernant les mesures à prendre dans différents domaines.

➤ **Adapter les mesures de protection pour tenir compte du développement des capacités des enfants.** Les stratégies destinées à promouvoir la sécurité en ligne des enfants doivent tenir compte de l'âge et du niveau de maturité de l'enfant. Les jeunes enfants auront probablement besoin d'être étroitement accompagnés et guidés par leurs parents, leurs enseignants et d'autres adultes de confiance. Les enfants plus âgés, en revanche, seront peut-être plus à l'aise, voire désireux de prendre des risques. Dans les limites du raisonnable, cette prise de risque est nécessaire pour permettre aux enfants d'apprendre à s'adapter et à développer leur résilience.

➤ **Soutenir ceux qui peuvent aider les enfants.** Les programmes et les politiques qui reposent sur des données probantes peuvent nous aider à élaborer des stratégies afin de permettre aux parents et aux personnes s'occupant d'enfants d'acquérir les compétences nécessaires pour modérer de façon positive – plutôt que de simplement limiter – l'utilisation des TIC par les enfants. De plus, les programmes de tutorat par les pairs peuvent apprendre aux enfants à s'entraider plus efficacement, ce qui répond à la réalité qui veut que les enfants se tournent avant tout

vers leurs camarades lorsqu'ils sont confrontés à des risques ou des nuisances en ligne⁴.

3. Protéger la vie privée et l'identité des enfants en ligne

Dans un monde où le moindre de nos gestes numériques peut être enregistré et où chaque contenu peut toucher un large public en un simple clic, les enfants sont confrontés à de nouveaux risques pour leur vie privée, leur réputation et leur identité. Les données qui résultent de leur utilisation des médias sociaux, par exemple, peuvent être exploitées à des fins inappropriées (publicité, marketing, établissement de profils ou surveillance). En outre, les jouets connectés peuvent transmettre aux fabricants, voire à d'autres adultes, les pensées et les sentiments des enfants même très jeunes (voir la perspective par Anab Jain dans la Section spéciale : Protéger la vie privée des enfants en ligne).

Il n'est pas rare que les enfants ne comprennent pas totalement les risques liés à l'utilisation des médias numériques ou la perte de contrôle des contenus : comment une photo ou un commentaire embarrassants publiés en ligne peuvent potentiellement les poursuivre jusqu'à l'âge adulte. Un grand nombre d'enfants au fait des technologies ont un point de vue différent de leurs parents sur le respect de la vie privée, mais ils se préoccupent des violations commises par leurs camarades, qu'il s'agisse d'intimidations, de discours haineux ou de harcèlement ; par des entreprises et des secteurs économiques, qui ne respectent pas leur droit au respect de la vie privée ; par des gouvernements, qui s'immiscent et peuvent aller jusqu'à limiter leur liberté d'expression ; et même par des parents intrusifs, qui ont recours à une surveillance restrictive ou à des techniques d'espionnage. Étant donné que les enfants sont des acteurs clés de la protection de leur propre vie privée en ligne, comprendre leurs comportements et leur opinion sur ces questions est essentiel.

➤ **Mettre en place des mesures permettant de protéger la vie privée, les informations personnelles et la réputation des enfants.** Les gouvernements, les entreprises, les écoles et de nombreuses autres institutions traitent un volume croissant de données concernant les enfants,

recueillies ou conservées en ligne. Tous les acteurs doivent prendre des dispositions adaptées pour protéger ces données conformément aux normes internationales et éthiques applicables, notamment en matière de consentement, anonymisation et stockage sécurisé des données et interdiction de la publication illégale d'informations⁵.

➤ **Configurer les paramètres de confidentialité par défaut pour une protection maximale des enfants.**

Les paramètres de base des outils et des plateformes numériques utilisés par les enfants doivent garantir une protection maximale de la vie privée, et la confidentialité doit être prise en compte dès les premières étapes de la conception de toutes les nouvelles technologies numériques. De plus, les médias sociaux et autres plateformes en ligne doivent rédiger leurs conditions générales d'utilisation et leur politique de confidentialité dans des termes clairs et compréhensibles par les enfants, et leur fournir des moyens simples de signaler toute violation de leur vie privée ou toute autre anomalie (voir Simplifier les règles dans la Section spéciale : Protéger la vie privée des enfants en ligne).

➤ **Ne pas exploiter les données personnelles des enfants à des fins commerciales.** Les entreprises ne doivent pas chercher à monétiser les informations personnelles des enfants en pratiquant par exemple la publicité ciblée. Elles doivent concevoir des protocoles éthiques et examiner et protéger avec plus de soin l'ensemble des données relatives aux enfants, y compris les informations sur leur emplacement et leurs habitudes de navigation et tout particulièrement leurs informations personnelles.

➤ **Respecter le chiffrement des données appartenant aux enfants et les concernant.**

Compte tenu des vulnérabilités potentielles des enfants, il convient d'utiliser des dispositifs supplémentaires de protection et de confidentialité afin de sécuriser leurs données. Les décisions qui visent à déchiffrer les données relatives à des enfants afin d'aider les agences enquêtant sur des crimes en ligne commis sur des enfants (par exemple, violences sexuelles ou pédopédophilie) doivent obéir au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant.

4. Promouvoir l'habileté numérique pour permettre aux enfants de s'informer et de se connecter en toute sécurité

Les enfants d'aujourd'hui ont beau avoir grandi avec le numérique, cela ne signifie pas qu'ils n'ont pas besoin d'appui ni de conseils pour profiter au mieux de la connectivité. De même, ils ne sont pas nécessairement conscients de leur vulnérabilité face aux risques en ligne, ni de leur propre responsabilité d'être de bons citoyens du numérique.

L'habileté numérique recouvre tous ces domaines, ce qui implique un ensemble de compétences qui va au-delà des compétences numériques et techniques. Elle inclut la capacité à rechercher, évaluer et gérer des informations trouvées en ligne, interagir, partager et collaborer en ligne, élaborer et créer des contenus, utiliser des fonctionnalités de sécurité et de protection et résoudre des problèmes et être créatif⁶.

Elle comprend également l'enseignement aux enfants à se protéger eux-mêmes contre les dangers en ligne comme l'intimidation en ligne, la sextorsion, l'atteinte à la vie privée ou à la réputation. Des activités en apparence inoffensives comme le partage de photos, les commentaires sur les médias sociaux et l'insertion de renseignements personnels dans des formulaires en ligne peuvent avoir des conséquences graves, notamment si les données tombent entre de mauvaises mains ou si une discussion privée entre deux enfants est partagée plus largement.

L'investissement dans des compétences numériques plus complexes et sophistiquées est en train de devenir la norme dans les écoles de nombreux pays à revenu élevé, mais aussi dans diverses initiatives extrascolaires qui apprennent aux enfants à coder et à programmer. Alors que les TIC commencent à se généraliser dans les pays à revenu faible, des investissements de même nature seront nécessaires aussi bien pour préparer les enfants des pays les moins riches à la vie en ligne que pour leur donner les outils qui leur permettront de travailler dans l'économie numérique du XXI^e siècle.

Pour renforcer l'habileté numérique et améliorer l'utilisation des TIC dans l'éducation ...

➤ Enseigner le numérique à l'école.

Puisque les enfants se connectent de plus en plus tôt, les écoles – et notamment les écoles publiques – doivent intégrer des programmes d'alphabétisation numérique dès les petites classes.

➤ **Donner aux enfants accès à des possibilités d'apprentissage en ligne éprouvées.** Le bilan quelque peu décevant des TIC en matière d'éducation souligne la nécessité d'expérimenter et de mettre à l'essai divers modèles qui permettent d'améliorer véritablement les résultats d'apprentissage et d'élargir l'accès à des possibilités d'enseignement efficaces.

➤ Créer des possibilités de formation aux TIC dans l'éducation non formelle.

Les enfants défavorisés qui sont sortis du système éducatif formel, ou qui n'ont jamais été scolarisés, sont généralement ceux auxquels les possibilités d'apprentissage en ligne ont le plus à apporter. Fournir un accès numérique dans les centres de formation, comme Women in Technology Uganda (WITU), constitue peut-être leur unique chance d'appréhender les TIC.

➤ Soutenir le développement des compétences numériques des enseignants.

Les enseignants doivent être capables d'améliorer leurs propres aptitudes et connaissances afin d'apprendre à leurs élèves à utiliser les TIC et Internet en toute sécurité en dehors de l'école.

➤ **Encourager la création de bibliothèques en ligne.** Les bibliothèques en ligne, telles que l'initiative Library for All, peuvent offrir une infinité de ressources (livres et cahiers numériques, vidéos, musique) à des enfants qui, sans cela, n'y auraient pas accès.

Pour apprendre aux enfants à se protéger et à respecter les autres utilisateurs lorsqu'ils sont connectés ...

➤ **Comprendre les risques liés à la création et au partage de contenus.** Il convient d'expliquer aux enfants que tout ce qu'ils publient en ligne, qu'il s'agisse de commentaires sur les médias sociaux ou de

vidéos, ne peut plus être considéré comme privé et risque de ne pouvoir être supprimé. Il faut également leur apprendre que les contenus qu'ils génèrent, par exemple en envoyant des SMS ou des images à caractère sexuellement explicite, les exposent au risque d'extorsion et peuvent être échangés en ligne par des inconnus.

➤ **Apprendre à protéger sa vie privée et ses données personnelles en ligne.**

Les enfants doivent apprendre à maîtriser leurs paramètres de confidentialité afin de protéger leurs informations personnelles, nom, date de naissance, adresse, amis, famille, école et photographies personnelles. En outre, ils doivent savoir que la publication de ces informations entraîne un risque de vol d'identité et d'exploration des données.

➤ **Renforcer l'enseignement de la tolérance et de l'empathie en ligne.**

Il faut aider les enfants à comprendre que la communication en ligne (qui se fait sans indices verbaux ni expressions du visage et de façon potentiellement anonyme) est différente de la communication dans le monde réel. L'apprentissage socioémotionnel et l'enseignement de l'empathie peuvent développer la résilience des enfants et contribuer à réduire les violences et les propos haineux en ligne. Ces questions doivent être intégrées aux programmes de formation au numérique.

➤ **Être de bons exemples pour les enfants.**

Les enfants ne sont pas les seuls à être captivés par les technologies numériques. Les parents et les autres adultes doivent donc montrer l'exemple en utilisant les TIC de manière responsable et respectueuse.

5. Tirer parti du pouvoir du secteur privé pour faire progresser les normes et les pratiques éthiques qui protègent les enfants et servent leurs intérêts en ligne

Le secteur privé a été l'un des principaux moteurs de la révolution numérique. Fournisseurs d'accès à Internet, producteurs et fournisseurs de contenus et autres biens numériques, prestataires de biens et services en ligne ; autant d'acteurs qui font aujourd'hui de plus en plus partie intégrante de la vie des enfants. En tant que gardiens du flux d'informations qui circule entre les réseaux, ils ont également accès à l'énorme volume que représentent les informations et les données des enfants. Ce rôle donne aux entreprises un pouvoir et une influence considérables qui s'accompagnent de responsabilités encore plus grandes.

Le rôle que les entreprises ont à jouer dans la protection des enfants est essentiel. Elles doivent collaborer avec les gouvernements pour supprimer les contenus d'abus sexuels sur des enfants et les autres contenus inappropriés, communiquer sur l'utilisation sûre et responsable d'Internet et protéger la vie privée des enfants. Il ne suffit pas de promouvoir la responsabilité personnelle, le secteur privé doit activement venir en aide aux enfants pour préserver leur vie privée, notamment en changeant les paramètres par défaut et en proposant régulièrement des conseils aux utilisateurs.

Il doit également être à l'origine de la conception de technologies éthiques. Ainsi, les applications de médias sociaux ne doivent pas avoir pour seul objectif de garder les enfants connectés aussi longtemps que possible (voir encadré Le rôle de la conception (non) éthique, au chapitre 4). À l'inverse, les sociétés technologiques doivent chercher à satisfaire les véritables besoins des enfants, même si cela implique un temps de connexion inférieur. Ces questions prendront encore plus d'importance lorsque des technologies plus puissantes, comme l'intelligence artificielle, et plus immersives, comme la réalité virtuelle ou augmentée, se généraliseront dans la vie des enfants.



Ce que les enfants publient en ligne ne peut plus être considéré comme privé et risque de ne pas pouvoir être supprimé.



Les politiques relatives à Internet ne tiennent pas suffisamment compte des besoins et des droits propres aux enfants.

Ces mesures ne constituent pas seulement la bonne chose à faire, il s'agit de décisions commerciales logiques. Toute entreprise perçue comme ne parvenant pas à protéger les enfants, ses clients les plus vulnérables, risque sérieusement de nuire à sa propre réputation.

➤ **Empêcher les réseaux et les services de diffuser des contenus pédopornographiques.** Les sociétés du secteur Internet et des technologies doivent prendre les dispositions nécessaires pour empêcher les délinquants d'utiliser les réseaux et les services afin de collecter et de diffuser des images à caractère pédopornographique. Surveiller en continu le flux de biens, services, images et textes qui constituent les principales menaces qui pèsent sur les enfants et travailler avec les autorités chargées de l'application des lois et les autres parties prenantes à la recherche de solutions innovantes contre les activités criminelles en ligne peut permettre de mieux protéger les enfants sur la toile et en dehors (voir, par exemple, le service PhotoDNA de Microsoft, page 87).

➤ **Promouvoir un accès non discriminatoire.** Les entreprises peuvent faire davantage pour fournir aux enfants, en particulier ceux qui vivent dans des zones mal desservies, un accès à Internet. Elles doivent également respecter un certain nombre de principes communs tels que la neutralité, notamment lorsque ces derniers permettent aux enfants d'accéder à des sources et à des informations très variées.

➤ **Élaborer des normes éthiques applicables aux entreprises et aux technologies.** Les entreprises doivent collaborer avec les décideurs et les défenseurs des droits de l'enfant afin d'élaborer des normes éthiques minimales applicables à leurs services, et adhérer au principe de « sécurité par la conception » en intégrant à leurs produits des fonctionnalités de sécurité, de confidentialité et de protection avant leur mise à disposition du public.

➤ **Donner aux parents les outils nécessaires pour créer un environnement en ligne adapté à l'âge.** Les entreprises doivent proposer aux parents une gamme plus complète d'outils simples d'utilisation (par exemple, protection par mot de passe, listes de blocage/d'autorisation, vérification

de l'âge et filtres) afin de leur permettre de créer un espace en ligne plus sûr pour leurs enfants, notamment les plus jeunes. Elles doivent s'engager à suivre et évaluer de façon constante ces outils pour s'assurer qu'ils contribuent réellement à la sécurité en ligne des enfants sans pour autant restreindre leurs libertés légitimes.

6. Placer les enfants au cœur de la politique numérique

Alors que, d'après les estimations, les enfants représentent un tiers des utilisateurs d'Internet, les politiques internationales et nationales actuelles en la matière ne tiennent pas suffisamment compte des besoins et des droits qui leur sont propres. Les politiques relatives à la cybersécurité, à l'intelligence artificielle, à l'apprentissage automatique, à la neutralité du réseau et à la transparence d'Internet s'adressent en premier lieu aux utilisateurs adultes. De leur côté, les politiques nationales qui portent plus largement sur les droits, le bien-être, la santé et l'éducation des enfants doivent encore prendre la pleine mesure du pouvoir des technologies numériques afin de contribuer à la réalisation des objectifs sectoriels⁷.

Pour comprendre en quoi la puissance d'Internet peut contribuer à concrétiser les droits des enfants et à augmenter l'égalité des chances, il faut mener des efforts résolus pour collecter des données sur les obstacles à l'accès et sur la façon dont les enfants utilisent les TIC, et leurs motivations. Il faut également intégrer les besoins des enfants dans toutes les réglementations et politiques relatives aux TIC, dont la rédaction doit s'appuyer sur les points de vue et perspectives propres des enfants.

➤ **Donner aux enfants et aux jeunes voix au chapitre dans l'élaboration des politiques numériques qui les concernent.** Les décideurs politiques doivent rechercher les expériences et les besoins spécifiques des enfants en impliquant des organismes qui défendent les droits des enfants, y compris les commissaires aux droits de l'homme, les organisations de la société civile et les enfants eux-mêmes. D'une manière plus générale, les gouvernements et la société civile doivent encourager les enfants

Gouvernance d'Internet

Qui dirige Internet ? La réponse est simple : personne. Au lieu de cela, un vaste système de « gouvernance d'Internet » est réparti entre différentes entités, dont des organismes internationaux, des gouvernements nationaux, le secteur privé et la société civile. Sans aucune coordination centrale, ces entités ont, avec le temps, conçu des principes, des normes, des règles, des procédures et des programmes de prise de décision qui permettent à Internet de fonctionner et d'étendre sa portée.

À l'origine, la gouvernance d'Internet se concentrait avant tout sur les questions techniques et d'infrastructure, mais elle s'est peu à peu élargie jusqu'à inclure les thématiques comme, entre autres, la cybersécurité, le commerce en ligne, les droits de l'homme.

Plus récemment, la volonté de comprendre comment une gouvernance d'Internet plus coordonnée pouvait notamment soutenir le développement économique et social a suscité un intérêt croissant. En 2015, le Sommet

mondial sur la société de l'information (SMSI+10) a souligné que l'accès aux TIC était également devenu un indicateur du développement et une aspiration à part entière. Bien qu'aucun des 17 objectifs de développement durable ne soit spécifiquement consacré aux TIC, les technologies numériques peuvent participer à l'accomplissement de plusieurs objectifs centrés sur les enfants, y compris éradiquer la pauvreté et la faim (ODD 1 et 2), améliorer la santé et le bien-être (ODD 3), élargir les possibilités d'éducation (ODD 4), parvenir à l'égalité entre les sexes (ODD 5) et réduire les inégalités (ODD 10).

Des initiatives en faveur de la jeunesse, telles que Youth@IGF et NextGen@ICANN visent à impliquer les jeunes dans les débats relatifs à l'avenir de la gouvernance d'Internet, même s'il est possible d'en faire plus pour incorporer les expériences et les points de vue des enfants dès maintenant afin de façonner le débat sur un Internet plus sûr et plus inclusif.

à utiliser les plateformes numériques pour améliorer leur communauté et leur société.

➤ **Repérer les disparités et les obstacles en matière d'accès.** Afin de surveiller les effets de l'accès à Internet sur l'équité et l'égalité des chances, il est essentiel d'investir dans la collecte de données sur la connectivité des enfants (voir Pauvreté en matière d'information, au chapitre 2). Ces données doivent être ventilées par niveau de richesse, situation géographique, sexe, âge et d'autres critères afin de mettre en évidence les disparités en matière d'accès et d'égalité des chances, de cibler les programmes et de surveiller les progrès. Des données probantes doivent être utilisées pour orienter l'élaboration des politiques, suivre et évaluer les effets des politiques et des stratégies gouvernementales, et favoriser l'échange des bonnes pratiques à l'échelle internationale.

➤ **Intégrer les questions spécifiques aux enfants et à l'égalité des sexes dans les politiques et les stratégies nationales.** Toutes les politiques relatives aux TIC et aux autres technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle doivent prendre

en compte les besoins et les préoccupations légitimes des enfants, notamment ceux qui sont propres aux filles et aux garçons. Les politiques doivent s'inspirer des normes internationales et viser à protéger les droits des enfants de toute discrimination afin de les prémunir contre toute atteinte à leurs libertés.

Les témoignages et les points de vue des enfants et des jeunes exposés dans le présent rapport sont très clairs : si on leur en laisse la possibilité, et s'ils disposent des compétences, les enfants tireront le meilleur parti de la connectivité. Même avec un accès limité aux TIC, des équipements inadaptés, des enseignants moins au fait des technologies numériques qu'eux et des adultes mis mal à l'aise par le rythme des changements, des millions d'enfants dans le monde utilisent déjà Internet pour apprendre, nouer des relations sociales et se préparer à trouver leur place au travail en tant qu'adultes, mais aussi à laisser leur empreinte sur le monde.

Ils sont impatients de saisir cette chance – et ils la méritent. Il nous appartient à tous de faire en sorte que chacun d'eux y parvienne.

Notes de fin

CHAPITRE 1 : LES POSSIBILITÉS DU NUMÉRIQUE : LES PROMESSES DE LA CONNECTIVITÉ

- 1 D'après le rapport réalisé par l'équipe responsable de *La situation des enfants dans le monde* au camp de réfugiés de Za'atari en mai 2017.
- 2 Réseau des journalistes amis de l'enfant.
- 3 Gary Wolf, « Steve Jobs : The next insanely great thing » (Steve Jobs : la prochaine révolution incroyable), *Wired*, 1er février 1996, p. 102–163.
- 4 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Mobiliser les technologies de l'information et de la communication pour réaliser l'objectif d'éducation post-2015 : rapport de la Conférence internationale sur les TIC et sur l'éducation post-2015*, UNESCO, Paris, 2015, p. 22.
- 5 Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Move, *Igarité : Overview of face-to-face teaching with technological mediation in the state of Amazonas* (Igarité : aperçu de l'enseignement en face à face avec médiation technologique dans l'État de l'Amazonas), UNICEF Brésil, 2017.
- 6 Pence, Audrey, « Mobilizing Literacy : Cell phones help Afghan women learn to read » (Mobiliser l'alphabétisation : des téléphones mobiles pour aider les Afghanes à apprendre à lire), *Solutions*, vol. 6, no 3, 2015, p. 8–9.
- 7 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, « Study on International Collaboration on Open Educational Resources (OER) » (Étude sur la collaboration internationale et les ressources éducatives libres (REL)), étude commandée préparée dans le cadre d'un contrat de consultation pour l'UNESCO, décembre 2016.
- 8 Voir Inoue, Keiko, et al., *Les jeunes non scolarisés et déscolarisés d'Afrique subsaharienne : Politiques pour le changement*, Banque mondiale, Washington, D.C., 2015 ; et Scott, Molly M., Simone Zhang et Heather Koball, *Dropping Out and Clocking In : A portrait of teens who leave school early and work* (Quitter l'école pour aller pointer : portrait d'adolescents qui abandonnent l'école de façon précoce pour travailler), Urban Institute, Washington, D.C., avril 2015.
- 9 Njideka, Harry, « Pioneering the Youth and Technology Movement in Africa and Beyond » (Initier le mouvement des jeunes et de la technologie en Afrique et au-delà), *MIT Press Journals*, vol. 10, no 1–2, 2015, p. 8.
- 10 Évaluation PNUD/UNICEF/ONU Femmes, *IT Girls Project : Final report* (Projet IT Girls : rapport final), Sarajevo, décembre 2016.
- 11 Toyama, Kentaro, « Children's Education in a Digital Age » (L'éducation des enfants à l'ère numérique), Document de recherche rédigé pour *La situation des enfants dans le monde 2017 : Les enfants dans un monde numérique*, Université du Michigan, 2 février 2017.
- 12 Flores, Pablo, et Juan Pablo Hourcade, « Under Development : One year of experiences with XO laptops in Uruguay » (En développement : un an d'expériences des portables XO en Uruguay), *Interactions*, vol. 16, no 4, 2009, p. 52–55.
- 13 Cristia, Julián P., et al., « Technology and Child Development : Evidence from the One Laptop per Child Program » (Technologie et développement de l'enfant : éléments de preuve du programme One Laptop per Child), Document de réflexion de l'IZA no 6401, IZA, Bonn, mars 2012, p. 4.
- 14 « Goodbye, One Laptop Per Child », *OLPC News*, 11 mars 2014.
- 15 « The Learning Generation : Investing in education for a changing world » (La génération qui apprend : investir dans l'éducation pour changer le monde), Rapport sur la Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde, New York, 2016, p. 59, figure 13.
- 16 Toyama, « Children's Education in a Digital Age » (L'éducation des enfants à l'ère numérique).
- 17 Banerjee, Abhijeet V., et al., « Remedying Education : Evidence from two randomized experiments in India » (Corriger l'éducation : éléments de preuve de deux expériences randomisées en Inde), *Quarterly Journal of Economics*, vol. 122, no 3, 1er août 2007, p. 1235–1264.
- 18 Muralidharan, Karthik, Abhijeet Singh et Alejandro J. Ganimian, « Disrupting Education? Experimental evidence on technology-aided instruction in India » (Révolutionner l'éducation ? Résultats expérimentaux relatifs à l'instruction assistée par la technologie en Inde), Document de travail du NBER no 22923, National Bureau of Economic Research, Cambridge, Massachusetts, 2016.
- 19 <www.avallainfoundation.org>.
- 20 Fondation Avallain, *The Avallain Foundation RCT-Based Impact Study : The impact of a-ACADEMY digital learning platform on children's performance in class 6 science in Kenya* (Étude d'impact de la fondation Avallain d'après une ECR : les effets de la plateforme d'enseignement numérique a-ACADEMY sur les performances en sciences des enfants kenyans de sixième année de scolarité), 2017.
- 21 Discussion de groupe de réflexion menée par l'équipe responsable de *La situation des enfants dans le monde* auprès d'enfants du Hanka Educational Centre, situé à Mathare, au Kenya.
- 22 Barrera-Ororio, Felipe, et Leigh L. Linden, « The Use and Misuse of Computers in Education : Evidence from a randomized experiment in Colombia » (L'utilisation bonne et mauvaise de Computers in Education : éléments de preuves tirés d'une expérience randomisée en Colombie), Document de travail de recherche sur les politiques no 4836, Banque mondiale, février 2009.
- 23 Fairlie, Robert W., et Jonathan Robinson, « Experimental Evidence on the Effects of Home Computers on Academic Achievement among Schoolchildren » (Éléments de preuve expérimentaux des effets des ordinateurs personnels sur la réussite académique des écoliers), *American Economic Journal : Applied Economics*, vol. 5, no 3, 2013, p. 211–240.
- 24 Banerjee et al., *Remedying Education* (Corriger l'éducation).
- 25 Toyama, *Children's Education in a Digital Age* (L'éducation des enfants à l'ère numérique).
- 26 Organisation de coopération et de développement économiques, *Connectés pour apprendre ? Les élèves et les nouvelles technologies*, Publications de l'OCDE, Paris, 2015.
- 27 Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2018 : Apprendre pour réaliser la promesse de l'éducation*, Banque mondiale Washington, D.C., 2018, p. 145.
- 28 Toyama, *Children's Education in a Digital Age* (L'éducation des enfants à l'ère numérique).
- 29 Beland, Louis-Philippe, et Richard Murphy, « Ill communication : Technology, distraction & student performance » (Mauvaise communication : technologie, distraction et performance des élèves), *Labour Economics*,

- vol. 41, no C, 2016, p. 61–76. disponible à l'adresse suivante : <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0927537116300136>
- 30 Duflo, Esther, Rema Hanna et Stephen P. Ryan, « Incentives Work : Getting teachers to come to school » (Les incitations fonctionnent : pousser les enseignants à aller à l'école), *American Economic Review*, vol. 102, no 4, 2012, p. 1241–1278.
- 31 Banerjee et al., *Remedying Education* (Corriger l'éducation) ; et Muralidharan et al., *Disrupting Education?* (Révolutionner l'éducation ?).
- 32 Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab, *Remedial Education : Reorienting classroom instruction has improved learning opportunities for 47.7 million students in India* (Éducation corrective : réorienter l'instruction en classe a augmenté les possibilités d'apprentissage de 47,7 millions d'enfants en Inde), J-PAL.
- 33 Penuel, William R., « Implementation and Effects of One-to-One Computing Initiatives : A research synthesis » (Mise en œuvre et effets des initiatives d'informatique individuelle : synthèse des recherches), *Journal of Research on Technology in Education*, vol. 38, no 3, 2006, p. 329–348, disponible à l'adresse suivante : <http://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/15391523.2006.10782463>
- 34 Hagen, Erica, « Mapping Change : Community information empowerment in Kibera (Innovations Case Narrative : Map Kibera) » (Changement cartographique : responsabilisation des informations communautaires à Kibera (Description d'un cas innovant : Map Kibera)), *Innovations : Technology, Governance, Globalization*, vol. 6, no 1, hiver 2011, MIT, p. 69–94.
- 35 Lazzeri, Thais, *O menino tímido que abalou Brasília* (Le garçon timide qui a secoué Brasília), Época, 17 juillet 2013 ; et Lima, Luciana, *Em Brasília, jovem de 17 anos mobilizou mais de 10 mil pessoas* (À Brasília, un jeune homme de 17 ans a mobilisé 10 000 personnes), Último Segundo, 20 juin 2013.
- 36 Kelly, Sanja, et al., *Freedom on the Net 2016 : Silencing the messenger – Communication apps under pressure* (La liberté sur Internet en 2016 : faire taire le messenger – les applications de communication sous pression), Freedom House, Washington, D.C., 2016, p. 19.
- 37 Union internationale des télécommunications, *Digital Opportunities : Innovative ICT solutions for youth employment* (Occasions numériques : les solutions innovantes des TIC pour l'emploi des jeunes), UIT, Genève, 2014 ; et Banque mondiale, *World Development Report 2016 : Digital dividends* (Rapport sur le développement dans le monde 2016 : les dividendes du numérique), Banque mondiale, Washington, D.C., 2016.
- 38 Linda Raftree, « Landscape Review : Mobiles for youth workforce development » (Analyse du paysage : les téléphones portables au service du développement de la force de travail des jeunes), JBS International, Rockland, Maryland, 2013, p. 25.
- 39 Ibid., p. 3.
- 40 <www.facebook.com/groups/opportunidadesparainternacionalistas>.
- 41 Raftree, « Landscape Review » (Analyse du paysage), p. 2.
- 42 Union internationale des télécommunications, *Digital Opportunities* (Occasions numériques), UIT, Genève, 2014, p. 18 à 21.
- 43 Raftree, « Landscape Review » (Analyse du paysage), p. 2.
- 44 Banque mondiale, *World Development Report 2016* (Rapport sur le développement dans le monde 2016), p. xiii.
- 45 Forum économique mondial, « The Future of Jobs : Employment, skills and workforce strategy for the fourth industrial revolution » (L'avenir des métiers : emploi, compétences et stratégie relative à la force du travail pour la quatrième révolution industrielle), *Global Challenge Insight Report*, Forum économique mondial, Genève, janvier 2016, p. v.
- 46 Klaus Schwab, « The Fourth Industrial Revolution : What it means and how to respond » (La quatrième révolution industrielle : ce qu'elle veut dire et comment y réagir), *Foreign Affairs*, décembre 2015.
- 47 Johannes Jütting et Christopher Garroway, « The Rise of the Robots : Friend or foe for developing countries? » (L'émergence des robots : des amis ou des ennemis pour les pays en développement ?), OECD Insights : Debate the issues, Organisation de coopération et de développement économiques, 2 mars 2016.
- 48 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *La crise mondiale de l'apprentissage : Pourquoi chaque enfant mérite une éducation de qualité*, UNESCO, Paris, 2013, p. 2.
- 49 Forum économique mondial, « New Vision for Education : Unlocking the potential of technology » (Nouvelle vision pour l'éducation : libérer le potentiel de la technologie), Forum économique mondial, Genève, 2015, p. 3.
- 50 Tim Kautz et al., « Fostering and Measuring Skills : Improving cognitive and non-cognitive skills to promote lifetime success » (Encourager et mesurer les compétences : améliorer les compétences cognitives et non cognitives pour promouvoir la réussite tout au long de la vie), Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, p. 54.
- 51 Michael Morgenstern, « Automation and Anxiety : Will smarter machines cause mass unemployment? » (Automatisation et anxiété : des machines plus intelligentes provoqueront-elles un chômage de masse ?), *The Economist*, 25 juin 2016.
- 52 Ian Stewart, Debapratim De et Alex Cole, « Technology and People : The great job-creating machine » (La technologie et le peuple : la formidable machine à créer de l'emploi), Deloitte LLP, août 2015.
- 53 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Uprooted : The growing crisis for refugee and migrant children* (Déracinés : Une crise de plus en plus grave pour les enfants réfugiés et migrants), UNICEF, New York, 2016, p. 1.
- 54 Maitland, Carleen, et al., *Youth Mobile Phone and Internet Use : January 2015 – Za'atari Camp, Mafraq, Jordan* (Utilisation des téléphones mobiles et d'Internet par les jeunes : Camp de Za'atari, Mafraq, Jordanie), Penn State College of Information Sciences and Technology, octobre 2015, p. 3.
- 55 Linda Raftree, Katie Appel et Anika Ganness, « Modern Mobility : The role of ICTs in child and youth migration » (Mobilité moderne : le rôle des TIC dans la migration des enfants et des jeunes), Plan International, Washington, D.C., 2013, p. 17, 20–25.
- 56 Ibid., p. 3.
- 57 Alan Vernon, Kamel Deriche et Samantha Eisenhauer, *Connecting Refugees : How internet and mobile connectivity can improve refugee well-being and transform humanitarian action* (Connecter les réfugiés : Comment Internet et la connectivité mobile peuvent améliorer le bien-être des réfugiés et transformer l'action humanitaire), HCR, Genève, septembre 2016, p. 12–13.
- 58 Ibid., p. 25.
- 59 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Débats sur la mise en œuvre de la Convention sur la diversité des expressions culturelles*, UNESCO, Paris, 2015, p. 2.
- 60 Emma S. Rice et al., « Social Media and Digital Technology Use among Indigenous Young People in Australia : A literature review » (L'utilisation des médias sociaux et de la technologie numérique chez les jeunes autochtones en Australie : analyse documentaire), *International Journal for Equity in Health*, vol. 15, no 81, 2016.
- 61 Olu Jenzen et Irmi Karl, « Make, Share, Care : Social media and LGBTQ youth engagement » (Faire, partager, prendre soin les uns des autres : les médias sociaux et l'engagement de la jeunesse LGBT), *Ada : A Journal of Gender, New Media & Technology*, no 5, 2014, p. 4.

- 62 The Gay, Lesbian & Straight Education Network, Center for Innovative Public Health Research et Crimes Against Children Research Center, « Out Online : The experiences of lesbian, gay, bisexual and transgender youth on the internet » (Coming out en ligne : les expériences des jeunes LGBT sur Internet), GLSEN, New York, 2013.
- 63 Child Helpline International, « The Voices of Children and Young People. 2015 in Numbers : Child Helpline Global Highlights » (Les voix des enfants et des jeunes. 2015 en chiffres : les points clés des lignes de protection de l'enfance dans le monde), CHI, Amsterdam, 2015, p. 1.
- 64 Child Helpline International, « 2015 Annual Report » (Rapport annuel 2015), CHI, Amsterdam, p. 7.
- 65 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *La situation des enfants dans le monde 2013 : Les enfants handicapés*, UNICEF, New York, 2013, p. 20.
- 66 Stephen H. Kaye, « Disability and the Digital Divide » (Le handicap et la fracture numérique), Ministère américain de l'Éducation, Washington, D.C., 2000 ; et Kerry Dobransky et Eszter Hargittai, « The Disability Divide in Internet Access and Use » (La fracture numérique dans l'accès à Internet et son utilisation), *Information Communication and Society*, vol. 9, no 3, 2006, p. 313–334.
- 67 Livingstone, Sonia, et Monica Bulger, *A Global Agenda for Children's Rights in the Digital Age : Recommendations for developing UNICEF's research strategy* (Un programme mondial pour les droits des enfants à l'ère numérique : recommandations pour l'élaboration de la stratégie de recherche de l'UNICEF), Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence, septembre 2013.
- 68 Third, Amanda, *Method Guide 6 : Researching the benefits and opportunities for children online* (Guide méthodologique 6 : rechercher les bénéfices et les possibilités pour les enfants en ligne), Global Kids Online, Londres, novembre 2016, p. 21.
- 69 Byrne, Jasmina, et al., *Global Kids Online Research Synthesis : 2015–2016* (Synthèse des recherches de Global Kids Online : 2015–2016), Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF et London School of Economics and Political Science, Florence, novembre 2016, p. 11.
- 70 D'après un entretien conduit par Brian Keeley et Céline Little (et traduit par Samir Badran) avec une famille du camp de réfugiés de Zaatar en Jordanie le 14 mai 2017.
- 71 Comité des Nations unies sur les droits de l'enfant, *Report of the 2014 Day of General Discussion on Digital Media and Children's Rights* (Rapport sur la Journée de débat général de 2014 sur les droits de l'enfant et les médias numériques), p. 9.
- 72 Jones, Lisa M., et Kimberly J. Mitchell, « Defining and Measuring Youth Digital Citizenship » (Définir et mesurer la citoyenneté numérique chez les jeunes), *News Media & Society*, vol. 18, no 9, 2015, p. 2074.
- 73 Byrne et al., *Global Kids Online Research Synthesis : 2015–2016* (Synthèse des recherches de Global Kids Online : 2015–2016), p. 44–45.
- 74 Agence des États-Unis pour le développement international, *Technical Brief : Use of technology in the ebola response in West Africa* (Fiche technique : utilisation de la technologie dans l'intervention contre Ebola en Afrique), USAID, novembre 2014.
- 75 Ibid.
- 76 Initiative Global Pulse des Nations Unies et GSMA, *The State of Mobile Data for Social Good Report* (Rapport sur l'état des données mobiles au service du bien commun), Global Pulse de l'ONU et GSMA, 2017, p. 7.
- 77 Lopez Fernebrand, Tomas, « How Travel Data Can Help Manage the Spread of the Zika Virus » (Comment les données sur les voyages peuvent aider à gérer la diffusion du virus Zika), *UNICEF Stories of Innovation*, 19 juillet 2016.
- 78 Fabian, Christopher, « Can Big Data be Used as a Social Good in the Fight against Disease Epidemics? » (Les mégadonnées peuvent-elles être utilisées pour le bien commun dans la lutte contre les épidémies ?), *UNICEF Stories of Innovation*, 19 juillet 2016.
- 79 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Éducation déracinée : une éducation pour chaque enfant migrant, réfugié, déplacé*, UNICEF, New York, septembre 2017.
- 80 Gaunt, Anna, *UNHCR Cash Assistance : Improving refugee lives and supporting local economies – Post distribution monitoring for Syrian refugees* (Assistance financière du HCR de l'ONU : améliorer la vie des réfugiés et soutenir les économies locales – Suivi post-distribution pour les réfugiés syriens), HCR, Jordanie, 2016.
- 81 GSMA, *Landscape Report : Mobile money, humanitarian cash transfers and displaced populations* (Rapport de situation : argent mobile, envois d'espèces humanitaires et populations déplacées), GSMA, Londres, 2017, p. 12–13.
- 82 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Cash Based Approaches in UNICEF's Humanitarian Action* (Approches fondées sur les espèces dans l'action humanitaire de l'UNICEF), UNICEF, mai 2016, p. 2.
- 83 Global Innovation Exchange, *Principles for Digital Payments in Humanitarian Response* (Principes destinés aux paiements numériques dans les interventions humanitaires), 2016, p. 1.
- 84 Raymond, Nathaniel A., et Casey S. Harrity, « Addressing the 'Doctrine Gap' : Professionalising the use of information communication technologies in humanitarian action » (Faire face à l'absence de doctrine », professionnaliser l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'action humanitaire), *Humanitarian Exchange*, no 66, Humanitarian Practice Network de l'Overseas Development Institute, Londres, avril 2016, p. 13.
- 85 Berman, Gabrielle, et Kerry Albright, « Children and the Data Cycle : Rights and ethics in a big data world » (Les enfants et le cycle des données : droits et éthique dans le monde du big data), Document de travail Innocenti 2017-05, Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, 2017, p. 10.
- 86 O'Brien, Stephen, *This is How We Build a Stronger, Data-Driven Humanitarian Sector* (Voici comment construire un secteur humanitaire plus fort et fondé sur les données), Forum économique mondial, janvier 2017.
- 87 Raymond et Harrity, *Addressing the 'Doctrine Gap' (Faire face à l'absence de doctrine »)*, p. 13.

CHAPITRE 2 : LES FRACTURES NUMÉRIQUES : DES OCCASIONS MANQUÉES

- 1 Estimations de l'UIT pour le présent rapport, 2017.
- 2 Union internationale des télécommunications, *Faits et chiffres sur les TIC pour 2016*, UIT, Genève, p. 3 ; Facebook, *State of Connectivity 2015 : A Report on Global internet access* (État de la connectivité en 2015 : rapport sur l'accès à Internet dans le monde), Facebook, Menlo Park, Californie, 2016, p. 36.
- 3 Rapport de référence 2016, *Mesurer la société de l'information*, UIT, Genève, p. 179–181, 190.
- 4 Union internationale des télécommunications, *Faits et chiffres sur les TIC pour 2016*.
- 5 Livingstone, Sonia, *Method Guide 1 : A framework for researching Global Kids Online – Understanding children's well-being and rights in the digital age* (Guide méthodologique 1 : Un cadre pour la recherche de Global Kids Online – comprendre le bien-être et les droits des enfants à l'ère numérique), Global Kids Online, Londres, novembre 2016, p. 17.
- 6 Raftree, Linda, Katie Appel et Anika Ganness, *Modern Mobility : The role of ICTs in child and youth migration* (Mobilité moderne : le rôle des TIC dans les migrations des

- enfants et des jeunes), Plan International, Washington, D.C., 2013, p. 17, 20–25.
- 7 Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2016 : les dividendes du numérique*, p. 8.
- 8 Organisation de coopération et de développement économiques, *Les compétences numériques, un investissement vraiment rentable ? Les compétences des adultes à la loupe No 1*, Publications de l'OCDE, Paris, juin 2015, p. 3.
- 9 Liu, CheWei et Sunil Mithas, « The Returns to Digital Skills : Evidence from India – 2005–2011 » (Les rendements des compétences numériques : éléments de preuve en Inde, 2015-2011), Document de recherche soumis lors de la 37e Conférence internationale sur les systèmes d'information, Dublin, 2016, p. 11.
- 10 Aissaoui, Najeh et Lobna Ben Hassen, « Skills-biased Technological Change, E-Skills and Wage Inequality : Evidence from Tunisia » (Changement technologique influencé par les compétences, e-compétences et inégalités de revenus : éléments de preuve en Tunisie), *Journal of Economics Studies and Research*, vol. 2016, art. ID 492224, 2016, p. 13–14.
- 11 Poushter, Jacob, *Smartphone Ownership and Internet Usage Continues to Climb in Emerging Economies* (La possession de smartphone et l'utilisation d'Internet continuent d'augmenter dans les économies émergentes), Pew Research Center, 22 février 2016, p. 16.
- 12 Basu, Kaushik, *Development in the digital age* (Le développement à l'ère numérique), *Let's Talk Development* (Et si on parlait de développement), Banque mondiale, Washington, D.C., 28 septembre 2015.
- 13 Kleine, Dorothea, David Hollow and Sammia Poveda, « Children, ICT and Development : Capturing the potential, meeting the challenges », *Innocenti Insight*, Unicef Office of Research, Florence, 2013, p. 19.
- 14 Union internationale des télécommunications, *Faits et chiffres sur les TIC pour 2017*, UIT, Genève, 2017, p. 1.
- 15 Estimations UIT, 2017.
- 16 Eurostat, UIT et UNICEF, 2012–2016.
- 17 Union internationale des télécommunications, *Rapport de référence 2016 Mesurer la société de l'information*, p. 135.
- 18 Organisation de coopération et de développement économiques, *Connectés pour apprendre ? Les élèves et les nouvelles technologies*, Publications de l'OCDE, Paris, 2015, p. 129.
- 19 Horrigan, John B., *The Numbers behind the Broadband 'Homework Gap'* (Les chiffres derrière le fossé des devoirs du haut débit), Pew Research Center, 20 avril 2015.
- 20 Ibid.
- 21 McLaughlin, Clare, « The Homework Gap : The "cruellest part of the digital divide" » (Le fossé des devoirs : « l'élément le plus cruel de la fracture numérique ») *neaToday* (Actualités et particularités de la National Education Association), 20 avril 2016.
- 22 Hispanic Heritage Foundation, myCollege Options et Family Online Safety Institute, *Taking the Pulse of the High School Student Experience in America : Research Findings – 'Access to technology' Phase 1 of 6* (Mesurer l'expérience des lycéens en Amérique : conclusions des recherches – « Accès à la technologie » Phase 1 sur 6), 2015, p. 11.
- 23 Kang, Cecilia, « Bridging a Digital Divide that Leaves Schoolchildren Behind » (Comblent une fracture numérique qui laisse des écoliers de côté), *The New York Times*, 22 février 2016.
- 24 Vick, Carl, « Internet for All » (Internet pour tous), *Time*, 10 avril 2017, p. 34–35.
- 25 Kang, *Bridging a Digital Divide that Leaves Schoolchildren Behind* (Comblent une fracture numérique qui laisse des écoliers de côté).
- 26 Union internationale des télécommunications, *Faits et chiffres sur les TIC pour 2016*.
- 27 Union internationale des télécommunications et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *La situation du large bande en 2015 : Le large bande – fondement du développement durable*, UIT et UNESCO, Genève, septembre 2015, p. 9.
- 28 GSM Association, *Bridging the Gender Gap : Mobile access and usage in low- and middle-income countries* (Comblent le fossé entre les sexes : accès et utilisation du mobile dans les pays à revenu faible et intermédiaire), GSMA, Londres, 2015, p. 6–9, 29.
- 29 Ibid., p. 6.
- 30 UNICEF Inde, *Child Online Protection in India* (La protection des enfants en ligne en Inde), UNICEF Inde, New Delhi, 2016, p. 46 ; et DNA Inde, « Uttar Pradesh : Muslim village panchayat bans jeans, mobile phones for girls » (Uttar Pradesh : le panchayat d'un village musulman interdit les jeans et les téléphones mobiles aux filles), *Daily News & Analysis* (DNA), 20 septembre 2015.
- 31 L'étude portait sur un échantillon de 5 349 enfants d'écoles publiques, privées et internationales. Des informations ont également été collectées auprès des directeurs et des professeurs d'informatique. Des discussions de groupes représentatifs ont également été organisées avec des parents et des utilisateurs intensifs.
- 32 UNICEF Sri Lanka, *Keeping children in Sri Lanka Safe and Empowered Online : A study on Sri Lanka's digital landscape – potential risks to children and young people who are*
- online* (Préserver la sécurité et la responsabilité en ligne des enfants du Sri Lanka : une étude sur le paysage numérique du Sri Lanka – risques potentiels pour les enfants et les jeunes connectés), UNICEF, Colombo, Sri Lanka, 2015.
- 33 Livingstone, Sonia, et al., *Young Adolescents and Digital Media Uses, Risks and Opportunities in Low- and Middle-Income Countries : A Rapid Evidence review* (Jeunes adolescentes et utilisation, risques et possibilités des médias numériques dans les pays à revenu faible et intermédiaire : rapide examen des éléments de preuve), Gender and Adolescence : Global Evidence (GAGE), Londres, 2017, p. 3.
- 34 Hargittai, Eszter, « Second-Level Digital Divide : Differences in People's Online Skills » (Fracture numérique de deuxième niveau : différences de compétences des personnes connectées), *First Monday*, vol. 7, no 4, avril 2002.
- 35 Van Deursen, Alexander J.A.M. et Jan A.G.M. van Dijk, « The digital divide shifts to differences in Usage » (La fracture numérique se déplace vers les différences d'utilisation), *New Media & Society*, Vol. 16, no 3, 2014, p. 520 ; Van DIJK, Jan A.G.M., « The Evolution of the Digital Divide : The digital divide turns to inequality of skills and usage » (L'évolution de la fracture numérique : la fracture numérique marque les différences de compétences et d'utilisation), *Digital Enlightenment Yearbook 2012*, IOS Press, Amsterdam, 2012, p. 57–75 ; Pearce, Katy E. et Ronald E. Rice, « Digital Divides From Access to Activities : Comparing Mobile and Personal Computer Internet Users » (Fractures numériques de l'accès aux activités : comparaison des utilisateurs de mobile et d'ordinateur personnel), *Journal of Communication*, vol. 63, no 4, août 2013, p. 721–744 ; et Hargittai, Eszter et Amanda Hinnant, « Differences in Young Adults' Use of the Internet » (Différences d'utilisation d'Internet chez les jeunes adultes), *Communication Research*, vol. 35, no 5, 3 septembre 2008.
- 36 Union internationale des télécommunications, *Rapport de référence 2016 Mesurer la société de l'information*, p. 199-201 ; Van Deursen and van Dijk, *The digital divide shifts to differences in Usage* (La fracture numérique passe aux différences d'utilisation).
- 37 Van DIJK, Jan A.G.M., *The Evolution of the Digital Divide* (L'évolution de la fracture numérique) ; et Andreasson, Kim, *Redefining the Digital Divide : A Report from The Economist Intelligence Unit* (Redéfinir la fracture numérique : rapport de l' Economist Intelligence Unit), The Economist Intelligence Unit Limited, Londres, 2013, p. 8–9.
- 38 Sonck, N., et al, « Digital Literacy and Safety Skills » (Habileté numérique et de sécurité), *EU Kids Online*, London School of Economics

- and Political Science, Londres, juillet 2011, p. 2 ; Livingstone, Sonia, et al., *EU Kids Online : Final report* (Rapport final d'EU Kids Online), London School of Economics and Political Science, Londres, 2011.
- 39 Organisation de coopération et de développement économiques, *Connectés pour apprendre ? Les élèves et les nouvelles technologies*, p. 137 ; et Van Deursen et van Dijk, *The digital divide shifts to differences in Usage* (La fracture numérique passe aux différences d'utilisation).
- 40 Livingstone, Sonia, et Ellen Helsper, « Gradations in Digital Inclusion : children, young people and the digital divide » (Gradation de l'inclusion numérique : les enfants, les jeunes et la fracture numérique), *New Media & Society*, vol. 9, no 4, 2007, p. 6.
- 41 Napoli, Philip M., et Jonathan A. Obar, *Mobile Leapfrogging and Digital Divide Policy : Assessing the limitations of mobile internet access* (Le saut technologique du mobile et la politique de fracture numérique : évaluer les limites de l'accès Internet mobile), New America Foundation, Washington D.C., avril 2013, p. 9 ; Pearce et Rice, *Digital Divides From Access to Activities* (Fractures numériques de l'accès aux activités), p. 737–738 ; et Horrihan, John B., « Smartphone and Broadband : Tech users see them as complements and very few would give up their home broadband subscription in favor of their smartphone » (Smartphone et haut débit : les utilisateurs de technologies les considèrent comme complémentaires et très peu d'entre eux seraient prêts à abandonner leur connexion à haut débit à domicile pour leur smartphone), Document de réflexion préparé pour l'Atelier Silicon Flatirons/MIT 2015 intitulé « The internet & Television Expo » (L'Expo d'Internet et de la télévision), Cambridge, Massachusetts, novembre 2014.
- 42 Caribou Digital, *Digital Access in Africa* (L'Accès au numérique en Afrique), Farnham, Surrey, Royaume-Uni, p. 14.
- 43 Napoli, Philip M., et Jonathan A. Obar, *Mobile Leapfrogging and Digital Divide Policy* (Le saut technologique du mobile et la politique de fracture numérique), p. 9.
- 44 Madden, Mary, et al., *Teens and Technology 2013* (Les adolescents et la technologie en 2013), Pew Research Center, Washington, D.C., 13 mars 2013, p. 8.
- 45 Katz, Vikki, *Opportunity for all? Digital equity in the lives of lower-income U.S. families* (Une chance pour tous ? L'équité numérique dans la vie des familles américaines aux revenus les plus faibles), disponible à l'adresse suivante : <http://digitalequityforlearning.org/Learning Research Network>, 24 février 2017.
- 46 Byrne et al., *Global Kids Online Research Synthesis : 2015–2016* (Synthèse des recherches de Global Kids Online : 2015-2016).
- 47 Malcolm, Jeremy, Corynne McSherry et Kit Walsh, *Zero Rating : What It Is and Why You Should Care* (Exonération : qu'est-ce que c'est et pourquoi cela doit-il vous intéresser ?), Electronic Frontier Foundation, 18 février 2016.
- 48 Union internationale des télécommunications, *Rapport de référence 2016 Mesurer la société de l'information*, p. 101.
- 49 Surman, Mark, Corina Gardner et David Ascher, « Local Content, Smartphones and Digital Inclusion » (Contenus locaux, smartphones et inclusion numérique), *Innovations*, vol. 9, 2014, p. 69.
- 50 Union internationale des télécommunications et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *La situation du large bande en 2015 : Le large bande – fondement du développement durable*, UIT et UNESCO, Genève, p. 11 ; Pearce, Katy E., et Ronald E. Rice, « The Language Divide : the persistence of English proficiency as a gateway to the internet – The cases of Armenia, Azerbaijan, and Georgia » (La fracture linguistique : la persistance de la maîtrise de l'anglais comme passerelle vers Internet – les cas de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie), *International Journal of Communication*, vol. 8, 2014, p. 2834–2859.
- 51 Facebook, *State of Connectivity 2015* (État de la connectivité en 2015), p. 26–27 ; Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2016*, p. 104 ; et McKinsey & Company, *Offline and Falling Behind : Barriers to Internet Adoption, Technology, Media, and Telecom practice* (Déconnexion et en retard : les obstacles à l'adoption d'Internet, pratiques en matière de technologies, médias et télécommunications), McKinsey & Company, 2014.
- 52 Statista, Le Portail des statistiques, disponible à l'adresse suivante : <https://www.statista.com/statistics/262946/share-of-the-most-common-languages-on-the-internet/> ; et Facebook, *State of Connectivity 2015* (État de la connectivité en 2015), p. 26–27.
- 53 Facebook, *State of Connectivity 2015* (État de la connectivité en 2015), p. 27.
- 54 Ibid.
- 55 Johnson, Melvin, et al., « Google's Multilingual Neural Machine Translation System : Enabling Zero-Shot translation » (Le moteur de traduction automatique neuronal multilingue de Google : rendre possible la traduction directe), *Transactions of the Association for Computational Linguistics*, vol. 5, 2017, p. 339–351.
- 56 Hargittai, Eszter, et Gina Walejko, « The participation divide : Content creation and sharing in the digital age » (La fracture de la participation : création et partage de contenus à l'ère numérique), *Information, Communication and Society*, vol. 11, no 2, 2008, p. 239-256 disponible à l'adresse suivante : <https://soc334technologyandsociety.files.wordpress.com/2012/08/hargittaiwalejko2008.pdf> ; et Graham, Mark, et al., « Uneven geographies of User-Generated Information : Patterns of Increasing Informational poverty » (Répartition géofigure inégale des informations générées par les utilisateurs : tendances d'une pauvreté informationnelle croissante), *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 104, no 4, 2014, p. 746–764 ; et <http://geography.oii.ox.ac.uk/?page=the-geographically-uneven-coverage-of-wikipedia>.
- 57 Graham, Mark, et al., *Uneven geographies of User-Generated Information* (Répartition géographique inégale des informations générées par les utilisateurs).
- 58 Anderson, Monica, *Wikipedia at 15 : Millions of readers in scores of languages* (Wikipédia a 15 ans : des millions de lecteurs dans de nombreuses langues), Pew Research Center, Washington, D.C., 14 janvier 2016.
- 59 Graham, Mark, et al., *Uneven geographies of User-Generated Information* (Répartition géographique inégale des informations générées par les utilisateurs).
- 60 Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2016 : les dividendes du numérique*, p. 8.
- 61 Public Empiricus, *From snoring camels to product diversification : A gendered analysis of internet participation in Ghana, Kenya, Nigeria and South Africa* (Des chameaux ronfleurs à la diversification des produits : analyse par genre de la participation sur Internet au Ghana, au Kenya, au Nigéria et en Afrique du Sud), 20 février 2017.
- 62 Direction de la communication institutionnelle d'ETECSA, 2017.
- 63 Ministère cubain du commerce et de l'investissement étranger, 2017.
- 64 Organisation de coopération et de développement économiques, *Connectés pour apprendre ? Les élèves et les nouvelles technologies*, p. 6.
- 65 GSM Association, *Accelerating affordable smartphone ownership in emerging Markets* (Accélérer la détention de smartphones abordables sur les marchés émergents), GSM Association, Londres, juillet 2017, p. 9.
- 66 Caribou Digital, *Digital Access in Africa* (L'Accès au numérique en Afrique), p. 13.
- 67 GSM Association, *The Mobile Economy 2016* (L'économie mobile en 2016), GSMA, Londres, 2016, p. 2–4.
- 68 Kleine, Hollow et Poveda, *Children, ICT and Development* (Les enfants, les TIC et le développement), p. 16 ; GSM Association, *The Mobile Economy 2016* (L'économie mobile en 2016), p. 4.

- 69 Données de la Section données et analyses de l'UNICEF, Division des recherches et des politiques.
- 70 GSM Association, *Connected Society : Consumer barriers to mobile internet adoption in Africa* (Société connectée : les obstacles à l'adoption de l'Internet mobile en Afrique pour les consommateurs), GSMA, Londres, 2016, p. 6.
- 71 GSM Association, *The Mobile Economy 2017* (L'économie mobile en 2017), GSMA, Londres, 2016, p. 11.
- 72 Lall, Somik Vinay, et al., *Ouvrir les villes africaines au monde*, Banque mondiale, Washington, D.C., 2017, p. 17.
- 73 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Afrique 1 Génération 2030*, UNICEF, New York, 2014, p. 9.
- 74 Union internationale des télécommunications, *Rapport de référence 2016 Mesurer la société de l'information*, p. 210.
- 75 Données UIT 2017 ; Byrne, Jasmina, et al., *Global Kids Online Research Synthesis : 2015–2016* (Synthèse des recherches de Global Kids Online : 2015-2016), p. 16.
- 76 Livingstone, Sonia, et Monica Bulger, *A Global Agenda for Children's Rights in the Digital Age : Recommendations for developing UNICEF's research strategy* (Un programme mondial pour les droits des enfants à l'ère numérique : recommandations pour l'élaboration de la stratégie de recherche de l'UNICEF), London School of Economics and Political Science et Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Londres et Florence, 2013, p. 4.
- 77 Lenhart, Amanda, *Teens, Social Media & Technology Overview 2015* (Adolescents, médias sociaux et panorama de la technologie), Pew Research Center, Washington, D. C., avril 2015, p. 16.
- 78 Mascheroni, Giovanna, et Andrea Cuman, *Net Children Go Mobile : Final Report (with country fact sheets) – Deliverables D6.4 and D5.2* (Net Children Go Mobile : Rapport final [avec fiche d'information par pays] – Principales découvertes D6.4 et D5.2), Educatt, Milan, novembre 2014, p. 5–6 ; Third, Amanda, et al., *Children's Rights in the Digital Age : A Download from Children Around the world* (Les droits des enfants à l'ère numérique : l'avis d'enfants à travers le monde), Young and Well Cooperative Research Centre, Melbourne, 2014, p. 31.
- 79 Hajdinjak, Marko, et al., *Online experiences of children in Bulgaria : Risks and safety – A National Representative survey* (Expériences en ligne des enfants en Bulgarie : risques et sécurité – une enquête nationale représentative, Bulgarian safer internet Centre, Applied Research and Communications Fund, Sofia, p. 4.
- 80 China internet Network Information Center, *Statistical Report on internet Development in China* (Rapport statistique sur l'évolution d'Internet en Chine), CINIC, juillet 2016, p. 19.
- 81 Doneda, Danilo, et Carolina Rossini, *ICT Kids online Brazil 2014 : Survey on internet use by Children in Brazil* (TIC Kids online Brésil 2014 : enquête sur l'utilisation d'Internet par les enfants au Brésil), Comité directeur d'Internet du Brésil, São Paulo, Brésil, 2015, p. 230.
- 82 GSM Association, *Children's use of mobile phones : an international comparison 2013* (Utilisation des téléphones mobiles par les enfants : comparaison internationale 2013), GSMA et Mobile Society Research Institute de NTT Docomo Inc., Londres et Tokyo, 2014, p. 9.
- 83 GSM Association, *Children's use of mobile phones : an international comparison 2015* (Utilisation des téléphones mobiles par les enfants : comparaison internationale 2015), GSMA et Mobile Society Research Institute de NTT Docomo Inc., Londres et Tokyo, 2016, p. 6-7.
- 84 Mascheroni et Cuman, *Net Children Go Mobile*, p. 6 ; Hasebrink, Uwe, et al., *Patterns of risk and safety online : In-depth analysis from the EU Kids Online survey of 9- to 16-year-olds and their parents in 25 European countries* (Tendances des risques et de la sécurité en ligne : analyse approfondie de l'enquête d'EU Kids Online sur les jeunes de 9 à 16 ans et leurs parents dans 25 pays européens), EU Kids Online, Londres, août 2011, p. 7.
- 85 GSM Association, *Children's Use of Mobile Phones : An international comparison 2012* (Utilisation des téléphones mobiles par les enfants : comparaison internationale 2012), GSM Association et Mobile Society Research Institute de NTT Docomo Inc., Londres et Tokyo, 2013, p. 51 ; et GSM Association, *Children's Use of Mobile Phones : An international comparison 2013* (Utilisation des téléphones mobiles par les enfants : comparaison internationale 2013), p. 44-45 disponible à l'adresse suivante : http://www.gsma.com/publicpolicy/wp-content/uploads/2012/03/GSMA_ChildrensMobilePhones2013WEB.pdf ; et Mascheroni et Cuman, *Net Children Go Mobile*, p. 16.
- 86 Lenhart, Amada, et al., *Teens, Technology and Friendships* (Adolescents, technologies et amitiés), Pew Research Center, Washington, D.C., août 2015, p. 60–61.
- 87 Livingstone, Sonia, et al., *Children's online risks and opportunities : Comparative findings from EU Kids Online and Net Children Go Mobile* (Risques et occasions en ligne pour les enfants : comparaison des découvertes d'EU Kids Online et de Net Children Go Mobile), London School of Economics and Political Science, Londres, novembre 2014, p. 10.
- 88 Doneda et Rossini, *ICT Kids online Brazil 2014* (TIC Kids online Brésil 2014), p. 236–223.
- 89 Ravalli, María José, et Paoloni, Paola Carolina, *Global Kids Online Argentina : Research study on the perceptions and habits of children and adolescents on the use of technologies, the internet and social media* (Global Kids Online Argentina : enquête scientifique sur les perceptions et les habitudes des enfants et des adolescents quant à l'utilisation des technologies, d'Internet et des médias sociaux), Global Kids Online et Fond des Nations Unies pour l'enfance, novembre 2016, p. 21.
- 90 Burton, Patrick, Lezanne Leoschut et Joanne Phyfer, *South African Kids Online : A glimpse into children's internet use and online activities* (South African Kids Online : aperçu de l'utilisation d'Internet par les enfants et de leurs activités en ligne), Centre for Justice and Crime Prevention, Le Cap, Afrique du Sud, 2016, p. 25–27.
- 91 Ravalli et Paoloni, *Global Kids Online Argentina*, p. 20 ; Burton, Leoschut et Phyfer, *South African Kids Online*, p. 23.
- 92 Base de données 2016 de Global Kids Online.
- 93 Burton, Leoschut et Phyfer, *South African Kids Online*, p. 23.
- 94 Le projet de recherche Global Kids Online www.globalkidsonline.net a été conçu comme une initiative de collaboration entre le Centre de recherche de l'UNICEF, la London School of Economics and Political Science et le réseau EU Kids Online. L'équipe de projet a mis au point un ensemble d'outils scientifiques qui permet aux universités, aux gouvernements, à la société civile et à d'autres acteurs de mener des recherches nationales fiables et standardisées auprès d'enfants et de leurs parents au sujet des risques, des possibilités et des facteurs de protections liés à l'utilisation d'Internet par les enfants.
- 95 Livingstone, Sonia, et Brian O'Neill, *Children's Rights Online : Challenges, dilemmas and emerging directions* (Droits des enfants en ligne : défis, dilemmes et orientations naissantes), tiré de *Minding Minors Wandering the Web : Regulating Online Child Safety* (Faire attention aux mineurs qui errent sur le Web : régler la sécurité des enfants en ligne), édité par Simone van der Hof, et al., Asser Press, La Haye, 2014, p. 20–38 ; et Third, Amanda, *Method Guide 6 : Researching the benefits and opportunities for children online* (Guide méthodologique 6 : rechercher les bénéfices et les possibilités pour les enfants en ligne), Global Kids Online, Londres, novembre 2016.
- 96 Ito, Mizuko, et Daisuke Okabe, « Technosocial Situations: Emergent Structures of Mobile e-mail use » (Situations technosociales : structures naissantes de l'utilisation de l'email sur mobile), *Personal, Portable, Pedestrian : Mobile Phones in Japanese Life*, ch. 13, édité par M. Ito, D. Okabe et M. Matsuda, MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 2005.

CHAPITRE 3 : DANGERS NUMÉRIQUES : LES EFFETS NÉFASTES DE LA VIE EN LIGNE

- 1 Propos recueillis lors d'entretiens menés par l'UNICEF en mars 2016.
- 2 Livingstone, Sonia, Giovanna Mascheroni et Elisabeth Staksrud, *Developing a Framework for Researching Children's Online Risks and Opportunities in Europe*, EU Kids Online, London, 2015.
- 3 Patrick Burton, « Risks and Harms for Children in the Digital Age », document de travail préparé pour le rapport *La situation des enfants dans le monde 2017 : Les enfants dans un monde numérique*, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, New York, 2017, p. 2.
- 4 Ibid., p. 1.
- 5 Elisabeth Staksrud et Sonia Livingstone, « Children and Online Risk : Powerless victims or resourceful participants? », *Information, Communication & Society*, vol. 12, no 3, 2009, p. 364 à 387.
- 6 John Coleman et Ann Hagell, « The Nature of Risk and Resilience in Adolescence », ch. 1, *Adolescents, Risks and Resilience : Against the odds*, édité par John Coleman et Ann Hagell, John Wiley & Sons, Hoboken, New Jersey, 2007.
- 7 Vera Slavtcheva-Petkova, Victoria Jane Nash et Monica Bulger, « Evidence on the Extent of Harms Experienced by Children as a Result of Online Risks : Implications for policy and research », *Information, Communication & Society*, vol. 18, no 1, 2015, p. 48 à 62.
- 8 Ibid.
- 9 Charisse L. Nixon, « Current Perspectives : The impact of cyberbullying on adolescent health », *Adolescent Health, Medicine and Therapeutics*, vol. 5, août 2014, p. 143 à 158 ; Robin M. Kowalski et Susan P. Limber, « Psychological, Physical, and Academic Correlates of Cyberbullying and Traditional Bullying », *Journal of Adolescent Health*, vol. 53, no 1, suppl., juillet 2013, p. S13–S20.
- 10 Sonia Livingstone et Jessica Mason, « Sexual Rights and Sexual Risks among Youth Online : A review of existing knowledge regarding children and young people's developing sexuality in relation to new media environments », rapport préparé pour l'ONG européenne Alliance for Child Safety Online (eNASCO), septembre 2015 ; Danah Boyd, Jenny Ryan et Alex Leavitt, « Pro-Self-Harm and the Visibility of Youth-Generated Problematic Content », *I/S : A Journal of Law and Policy for the Information Society*, vol. 7, no 1, 2011, p. 40.
- 11 Europol, *Internet Organised Crime Threat Assessment (IOCTA) 2016*, Europol, La Haye, p. 24 à 27.
- 12 Propos recueillis lors d'entretiens menés par l'UNICEF en mars 2016.
- 13 Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, « Study on the Effects of New Information Technologies on the Abuse and Exploitation of Children », ONUDC, Vienne, mai 2015.
- 14 U.S. Department of State, « Trafficking in Persons Report' », U.S. Department of State, Washington D.C., juin 2013, p. 14.
- 15 « Study on the Effects of New Information Technologies ».
- 16 Internet Watch Foundation, « Annual Report 2016 », IWF, Cambridge, Royaume-Uni, 3 avril 2017.
- 17 « The NetClean Report 2016 : 10 important insights into child sexual abuse crime », NetClean, Göteborg, Suède, novembre 2016.
- 18 Ibid.
- 19 Ibid.
- 20 Centre européen de lutte contre la cybercriminalité d'Europol, « Virtual Global Taskforce Child Sexual Exploitation Environmental Scan 2015 », EC3-Europol, octobre 2015, p. 12.
- 21 Internet Watch Foundation et Microsoft, « Emerging Patterns and Trends Report #1 : Online-produced sexual content », Internet Watch Foundation, mars 2015.
- 22 « IOCTA 2016 », p. 24 à 27.
- 23 Claudia Peersman et al., « iCOP : Live forensics to reveal previously unknown criminal media on P2P networks », *Digital Investigation*, vol. 18, septembre 2016, p. 50 à 64.
- 24 Eric Jardine, « The Dark Web Dilemma : Tor, anonymity and online policing », The Centre for International Governance Innovation and Chatham House, Ontario, Canada, et Londres, septembre 2015.
- 25 Ibid.
- 26 « Risks and Harms for Children in the Digital Age ».
- 27 Ibid.
- 28 Andrew K. Przybylski et Lucy Bowes, « Cyberbullying and Adolescent Well-Being in England : A population-based cross-sectional study », *The Lancet Child & Adolescent Health*, vol. 1, no 1, septembre 2017, p. 19 à 26.
- 29 Chris Baraniuk, « Cyber-Bullying Relatively Rare, Says Study », BBC News, 11 juillet 2017.
- 30 Elle Hunt, « Online Harassment of Women at Risk of Becoming 'Established Norm', Study Finds », *The Guardian*, 7 mars 2016.
- 31 Kimberly J. Mitchell, Michele L. Ybarra et Josephine D. Korchmaros, « Sexual Harassment among Adolescents of Different Sexual Orientations and Gender Identifies », *Child Abuse and Neglect*, vol. 38, no 1, 2014, p. 43 à 71.
- 32 Helle Suseg et al., « Seksuelle krenkelder via nettet – hvor stort er problemet? », rapport 16/2008, NOVA – Recherche sociale norvégienne, Oslo, 2008.
- 33 Melissa Wells et Kimberly J. Mitchell, « Patterns of Internet Use and Risk of Online Victimization for Youth with and without Disabilities », *The Journal of Special Education*, vol. 48, no 3, 2014, p. 204 à 213.
- 34 Simona C. S. Caravita et al., « Being Immigrant as a Risk Factor to Being Bullied : An Italian study on individual characteristics and group processes », *Child Abuse and Neglect*, vol. 18, no 1 (mars 2016), p. 59 à 87.
- 35 Livingstone et Mason, « Sexual Rights and Sexual Risks among Youth Online » ; et Boyd, Ryan et Leavitt, « Pro-Self-Harm and the Visibility of Youth-Generated Problematic Content ».
- 36 Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants, *Releasing Children's Potential and Minimizing Risks : ICTs, the internet, and violence against children*, Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants, New York, octobre 2014, p. 39 à 40.
- 37 Propos recueillis lors d'entretiens menés par l'UNICEF en mars 2016.
- 38 Propos recueillis lors d'entretiens menés par l'UNICEF en avril 2016.
- 39 Joanne Phyfer, Patrick Burton et Lezanne Leoschut, « South African Kids Online : Barriers, opportunities and risks – A glimpse into South African children's internet use and online activities », Centre for Justice and Crime Prevention, Cape Town, Afrique du Sud, 2016, p. 25 à 28 ; Giovanna Mascheroni et Andrea Cuman, « Net Children Go Mobile : Final report (with country fact sheets) – Deliverables D6.4 & D5.2 », Educatt, Milan, novembre 2014, disponible à l'adresse suivante : <http://netchildrengomobile.eu/reports/> (consulté le 1er novembre 2016).
- 40 Amanda Third et al., « Children's Rights in the Digital Age : A download from children around the world », Young and Well Cooperative Research Centre, Melbourne, 2014, p. 47.
- 41 Crystal Samuels et al., « Connected Dot Com : Young people's navigation of online risks – Social media, ICTs and online safety »,

- Centre for Justice and Crime Prevention et UNICEF Afrique du Sud, Cape Town, 2013, p. 5 et 6.
- 42 Jasmina Byrne et al., « Global Kids Online Research Synthesis : 2015–2016 », UNICEF Office of Research-Innocenti et The London School of Economics and Political Science, Florence, 2016, p. 50.
- 43 Ersilia Menesini et Christina Salmivalli, « Bullying in Schools : The state of knowledge and effective interventions », *Psychology, Health & Medicine*, vol. 22, suppl. 1, janvier 2017, p. 240 à 253.
- 44 Rosario Ortega-Ruiz, Rosario Del Rey et José A. Casas, « Knowing, Building and Living Together on Internet and Social Networks : The ConRed Cyberbullying Prevention Program », *International Journal of Conflict and Violence*, vol. 6, no 2, 2012, p. 302 à 312.
- 45 Ibid.
- 46 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « UNICEF Global Programme to Build Capacity to Tackle Online Sexual Exploitation », rapport final pour le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, période de référence : 24 mai 2015–30 mars 2016, Section de la protection de l'enfant, division des programmes, UNICEF, New York.
- 47 Propos recueillis lors d'entretiens menés par l'UNICEF en mai 2017.
- 48 « IOCTA 2016 », p. 24 à 27.
- 49 Peersman et al., « iCOP : Live forensics to reveal previously unknown criminal media on P2P networks ».
- 50 INTERPOL, « Annual Report 2015 », Interpol, Lyon, France.
- 51 INTERPOL, « Crimes against Children », fiche d'information, INTERPOL.
- 52 Peersman et al., « iCOP : Live forensics to reveal previously unknown criminal media on P2P networks ».
- 53 Byrne et al., « Global Kids Online Research Synthesis : 2015–2016 », p. 11.
- 54 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Freedom of Expression, Association, Access to Information and Participation », série de documents de réflexion intitulée « Children's Rights and Business in a Digital World », UNICEF Child Rights and Business Unit, juin 2017, p. 4.
- 55 Thor Olavsrud, « 21 Data and Analytics Trends that Will Dominate in 2016 », CIO, 18 janvier 2016.
- 56 Sonia Livingstone, John Carr et Jasmina Byrne, « One in Three : Internet governance and children's rights », document de réflexion 2016-01, Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence, janvier 2016, p. 11.
- 57 Voir par exemple Tim Cooper et Ryan LaSalle, « Guarding and Growing Personal Data Value », Accenture Consulting Co.
- 58 « Data is Giving Rise to a New Economy », *The Economist*, 6 mai 2017.
- 59 Danilo Doneda et Carolina Rossini, « ICT Kids Online Brazil 2014 : Survey on internet use by children in Brazil », Brazilian Internet Steering Committee, São Paulo, Brésil, 2015, p. 37.
- 60 John Palfrey, Urs Gasser et Danah Boyd, « Response to FCC Notice of Inquiry 09-94 : Empowering parents and protecting children in an evolving media landscape », The Berkman Center for Internet & Society, Université Harvard, Cambridge, Mass., 2010.
- 61 Duncan H. Brown et Norma Pecora, « Online Data Privacy as a Children's Media Right : Toward global policy principles », *Journal of Children and Media*, vol. 8, no 2, 2014, p. 201.
- 62 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Privacy, Protection of Personal Information and Reputation Rights », série de documents de réflexion intitulée « Children's Rights and Business in a Digital World », UNICEF, mars 2017.
- 63 « Digital Birth : Welcome to the online world », *Business Wire*, 6 octobre 2010.
- 64 Adrienne LaFrance, « The Perils of 'Sharenting' », *The Atlantic*, 6 octobre 2016.
- 65 Stacey B. Steinberg, « Sharenting : Children's privacy in the age of social media », University of Florida Levin College of Law Legal Studies Research Paper Series, vol. 66 839, 2016.
- 66 « Privacy, Protection of Personal Information and Reputation Rights ».
- 67 Steinberg, « Sharenting : Children's Privacy in the Age of Social Media ».
- 68 Organisation de coopération et de développement économiques, « The Protection of Children Online : Risks faced by children online and policies to protect them », OECD Digital Economy Papers No 179, OECD Publishing, Paris, 2011, p. 37.
- 69 Résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, « The Right to Privacy in the Digital Age », A/HRC/34/L.7/Rev.1, Nations Unies, New York, 2017, préambule et paragraphe 5.g.
- 70 U.S. Federal Trade Commission, « Children's Online Privacy Protection Rule », parag. 312.5 Parental consent.
- 71 Voir Agencia Española de Protección de Datos [Agence espagnole de protection des données], « Guidelines on Rights of Children and Duties of Parents », 2008.
- 72 2009 Protection of Personal Information Bill [Loi de 2009 sur la protection des informations personnelles].
- 73 « Privacy, Protection of Personal Information and Reputation Rights », p. 9.
- 74 Wonsun Shin et Hyunjin Kang, « Adolescent's Privacy Concerns and Information Disclosure Online : The role of parents and the internet », *Computers in Human Behavior*, vol. 54, janvier 2016, p. 114.
- 75 Lina Jasmontaite et Paul De Hert, « The EU, Children under 13 years, and Parental Consent : A human rights analysis of a new, age-based bright-line for the protection of children on the internet », *International Data Privacy Law*, vol. 5, no. 1, 2015, p. 28 et 29.
- 76 Byrne et al., « Global Kids Online Research Synthesis : 2015–2016 », p. 50.
- 77 Amy B. Wang, « A Lawyer Rewrote Instagram's Terms of Use 'In Plain English' So Kids Would Know Their Privacy Rights », *The Washington Post*, 8 janvier 2017.
- 78 Art. 8, para. 1, Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).
- 79 Sean Coughlan, « Safer Internet Day : Young ignore 'social media age limit' », *BBC News*, 9 février 2016.
- 80 John Carr, « The Point about 16 : Implications of the GDPR for child grooming », The London School of Economics and Political Science Media Policy Project Blog, 1er décembre 2016.
- 81 Jasmontaite et De Hert, « The EU, Children under 13 years, and Parental Consent », p. 32.
- 82 Brown et Pecora, « Online Data Privacy as a Children's Media Right », p. 205.

CHAPITRE 4 : L'ENFANCE À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE : LA VIE EN LIGNE

- 1 Critcher, Chas, « Making Waves : Panic discourses about the media and children or young people, past and present » (Faire des vagues : discours alarmistes sur les médias et les enfants ou les jeunes, passé et présent), chap. 5, tiré de *The International Handbook of Children, Media and Culture* (Manuel international sur les enfants, les médias et la culture), édité par Kirsten Drotner et Sonia Livingstone, Sage, Londres, 2008.
- 2 McKenna, Katelyn Y. A., Amie S. Green et Marci E. J. Gleason, « Relationship Formation on the

- Internet : What's the big attraction? » (Formation des relations sur Internet : qu'est-ce qui attire tant ?), *Journal of Social Issues*, vol. 58, no 1, 2002, p. 9–31.
- 3 Byrne et al., *Global Kids Online Research Synthesis : 2015–2016* (Synthèse des recherches de Global Kids Online : 2015-2016). Byrne, Jasmina, et al., *Global Kids Online Research Synthesis : 2015–2016* (Synthèse des recherches de Global Kids Online : 2015-2016), Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF et London School of Economics and Political Science, Florence, 2016, p. 28.
- 4 Statens Medieråd, *Föräldrar & Medier : 2015* (Parents et médias en 2015), Statens Medieråd, Stockholm, 2015.
- 5 Burton, Patrick, Lezanne Leoschut et Joanne Phyfer, *South African Kids Online : A glimpse into children's internet use and online activities* (South African Kids Online : aperçu de l'utilisation d'Internet par les enfants et de leurs activités en ligne), Centre for Justice and Crime Prevention, Le Cap, Afrique du Sud, 2016, p. 2520.
- 6 Turkle, Sherry, *Alone Together : Why we expect more from technology and less from each other* (Seuls ensemble : pourquoi nous attendons plus de la technologie et moins les uns des autres), Basic Books, New York, 2011.
- 7 George, Madeleine J., and Candice L. Odgers, « Seven Fears and the Science of How Mobile Technologies May Be Influencing Adolescents in the Digital Age » (Sept craintes et les raisons scientifiques qui expliquent comment les technologies mobiles influencent peut-être les adolescents à l'ère numérique), *Perspectives on Psychological Science*, vol. 10, no 6, 2015, p. 832–851.
- 8 Boyd, Danah, *It's Complicated : The social lives of networked teens* (C'est compliqué : la vie sociale des enfants en réseau), Yale University Press, New Haven, Connecticut, 2014.
- 9 Vidéo « Meet Generation Z » (À la rencontre de la génération Z), *The Washington Post*, 25 mai 2016, disponible à l'adresse suivante : <www.washingtonpost.com/video/entertainment/meet-generation-z/2016/05/25/290c2c00-21db-11e6-b944-52f7b1793dae_video.html>.
- 10 Henn, Steve, « When Parents are the Ones too Distracted by Devices » (Quand ce sont les parents qui sont distraits par leurs appareils), *All Things Considered*, National Public Radio, 16 avril 2014.
- 11 Pew Research Center, *Parents, Teens and Digital Monitoring* (Parents, adolescents et surveillance numérique), Pew Research Center, Washington, D.C., 2016.
- 12 Byrne et al., *Global Kids Online Research Synthesis : 2015–2016* (Synthèse des recherches de Global Kids Online : 2015-2016).
- 13 Burton, Leoschut et Phyfer, *South African Kids Online*, p. 41.
- 14 Byrne et al., *Global Kids Online Research Synthesis : 2015–2016* (Synthèse des recherches de Global Kids Online : 2015-2016), p. 68.
- 15 Ravalli, María José, et Paoloni, Paola Carolina, *Global Kids Online Argentina : Research study on the perceptions and habits of children and adolescents on the use of technologies, the internet and social media* (Global Kids Online Argentina : enquête scientifique sur les perceptions et les habitudes des enfants et des adolescents quant à l'utilisation des technologies, d'Internet et des médias sociaux), Global Kids Online et Fond des Nations Unies pour l'enfance, novembre 2016, p. 29.
- 16 Burton, et Lezanne Leoschut et Phyfer, *South African Kids Online*, p. 70.
- 17 Lupiáñez-Villanueva, Francisco, et al., *Study on the Impact of Marketing through Social Media, Online Games and Mobile Applications on Children's Behaviour* (Étude des effets du marketing dans les médias sociaux, les jeux en ligne et les applications mobiles sur le comportement des enfants), Office des publications de l'Union européenne, Commission européenne, Bruxelles, 2016.
- 18 Davidson, Julia, et Elena Martellozzo, « Exploring Young People's Use of Social Networking Sites and Digital Media in the Internet Safety Context » (Exploration de l'utilisation par les jeunes des sites de réseaux sociaux et des médias digitaux dans une perspective de sécurité en ligne), *Information, Communication & Society*, vol. 16, no 9, 2012, p. 1456–1476.
- 19 Byrne, Jasmina, et Sonia Livingstone, « Challenges of Parental Responsibility in a Global Perspective » (Défis de la responsabilité parentale dans une perspective mondiale), Document d'information préparé pour *La situation des enfants dans le monde 2017 : Les enfants dans un monde numérique*, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, New York, 2017.
- 20 Livingstone, Sonia, et al., *How Parents of Young Children Manage Digital Devices at Home : The role of income, education and parental style* (Comment les parents de jeunes enfants gèrent-ils les dispositifs numériques à la maison : l'influence des revenus, de l'éducation et du style parental), EU Kids Online, The London School of Economics and Political Science, Londres, 2015.
- 21 Granic, Isabela, Adam Lobel et Rutger C. M. E. Engels, « The Benefits of Playing Video Games » (Les avantages de la pratique des jeux vidéo), *American Psychologist*, vol. 69, no 1, 2014, p. 66–78.
- 22 Ferguson, Christopher J., « Everything in Moderation : Moderate use of screens unassociated with child behavior problems » (Toujours avec modération : l'utilisation modérée des écrans n'est pas associée aux problèmes comportementaux des enfants), article soumis à *Psychiatric Quarterly* ; et Przybylski, Andrew, et Netta Weinstein, « A Large-Scale Test of the Goldilocks Hypothesis : Quantifying the relations between digital-screen use and the mental well-being of adolescents » (Essai à grande échelle de l'hypothèse de Boucle d'or : quantifier les relations entre l'utilisation des écrans numériques et le bien-être mental des adolescents), *Psychological Science*, vol. 28, no 2, 2017, p. 204–215.
- 23 Valkenburg, Patti M., et Jochen Peter, « Social Consequences of the Internet for Adolescents : A decade of research » (Conséquences sociales d'Internet pour les adolescents : une décennie de recherches), *Current Directions in Psychological Science*, vol. 18, no 1, 2009, p. 1–5.
- 24 McKenna, Katelyn Y. A., et John A. Bargh, « Plan 9 from Cyberspace : The implications of the internet for personality and social psychology » (Plan 9 From Cyberspace : les implications d'Internet pour la personnalité et la psychologie sociale), *Personality and Social Psychology Review*, vol. 4, no 1, 2000, p. 57–75 ; et Peter, Jochen, Patti M. Valkenburg, et Alexander P. Shouten, « Developing a Model of Adolescent Friendship Formation on the Internet » (Élaborer un modèle de la formation des amitiés adolescentes sur Internet), *CyberPsychology & Behavior*, vol. 8, no 5, octobre 2005, p. 423–429.
- 25 Spies Shapiro, Laura A., et Gayla Margolin, « Growing up Wired : Social networking sites and adolescent psychosocial development » (Grandir connecté : sites de réseaux sociaux et développement psychosocial de l'adolescent), *Clinical Child and Family Psychology Review*, vol. 17, no 1, 2014, p. 1–18.
- 26 Kardefelt-Winther, Daniel, « How Does the Time Children Spend Using Digital Technology Impact their Mental Well-Being, Social Relationships and Physical Activity? An evidence-focused literature review » (Comment le temps passé par les enfants à utiliser des technologies numériques influence-t-il leur bien-être mental, leurs relations sociales et leur activité physique ? Revue documentaire centrée sur les éléments de preuve), Document d'information préparé pour *La situation des enfants dans le monde 2017 : Les enfants dans un monde numérique*, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, New York, 2017.
- 27 Teppers, Eveline, et al., « Loneliness and Facebook Motives in Adolescents : A longitudinal inquiry into directionality of effect » (Solitude et motivations pour utiliser Facebook chez l'adolescent : enquête longitudinale sur la directivité de l'effet), *Journal of Adolescence*, vol. 37, no 5, juillet 2014, p. 691–699.
- 28 Peter, Valkenburg et Shouten, *Developing a Model of Adolescent Friendship Formation on the Internet* (Élaborer un modèle de la formation des amitiés adolescentes

sur Internet).

- 29 Valkenburg et Peter, *Social Consequences of the Internet for Adolescents* (Conséquences sociales d'Internet pour les adolescents).
- 30 Teppers et al., *Loneliness and Facebook Motives in Adolescents* (Solitude et motivations pour utiliser Facebook chez l'adolescent).
- 31 Chou, Hui-Tzu Grace, et Nicholas Edge, « "They are Happier and Having Better Lives than I Am" : The impact of using Facebook on perceptions of others' lives » (« Ils sont plus heureux et ont une meilleure vie que moi » : l'effet de l'utilisation de Facebook sur la perception de la vie des autres), *Cyberpsychology, Behavior, and Social Networking*, vol. 15, no 2, février 2012, p. 117–121 ; et Verduyn, Philippe, et al., « Passive Facebook Usage Undermines Affective Well-Being : Experimental and longitudinal evidence » (L'utilisation passive de Facebook nuit au bien-être affectif : éléments de preuve expérimentaux et longitudinaux), *Journal of Experimental Psychology*, vol. 144, no 2, 2015, p. 480–488.
- 32 Verduyn et al., *Passive Facebook Usage Undermines Affective Well-Being* (L'utilisation passive de Facebook nuit au bien-être affectif).
- 33 Chou et Edge, « "They are Happier and Having Better Lives than I Am" » (« Ils sont plus heureux et ont une meilleure vie que moi »).
- 34 Przybylski et Weinstein, *A Large-Scale Test of the Goldilocks Hypothesis* (Essai à grande échelle de l'hypothèse de Boucle d'or), p. 209–210.
- 35 Ibid.
- 36 Ibid.
- 37 Griffiths, Lucy J, et al., « Associations between Sport and Screen-Entertainment with Mental Health Problems in 5-Year-Old Children » (Relations entre le sport et les divertissements sur écran et les problèmes de santé mentale chez les enfants de 5 ans), *The International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, vol. 7, no 30 avril 2010.
- 38 Przybylski et Weinstein, *A Large-Scale Test of the Goldilocks Hypothesis* (Essai à grande échelle de l'hypothèse de Boucle d'or).
- 39 Kardefelt-Winther, *How Does the Time Children Spend Using Digital Technology Impact their Mental Well-Being, Social Relationships and Physical Activity?* (Comment le temps passé par les enfants à utiliser des technologies numériques influence-t-il leur bien-être mental, leurs relations sociales et leur activité physique ?), p. 6.
- 40 Przybylski, Andrew K., *Electronic Gaming and Psychosocial Adjustment* (Jeux électroniques et adaptation psychosociale), *Pediatrics*, vol. 134, no 3 septembre 2014, p. e716–e722.
- 41 Caplan, Scott, Dmitri Williams et Nick Yee, « Problematic Internet Use and Psychosocial Well-Being among MMO Players » (Utilisation d'Internet problématique et bien-être psychosocial chez les joueurs de jeux massivement multijoueurs en ligne), *Computers in Human Behavior*, vol. 25, no 6, 2009, p. 1312–1319 ; et Lemmens, Jeroen S., Patti M. Valkenburg et Jochen Peter, « Psychosocial Causes and Consequences of Pathological Gaming » (Causes et conséquences psychosociales du jeu pathologique), *Computers in Human Behavior*, vol. 27, no 1, 2011, p. 144–152.
- 42 Voir Livingstone, Sonia, et al., *Risks and Safety on the Internet : The perspective of European children – Full findings and policy implications from the EU Kids Online survey of 9-1 year olds and their parents in 25 countries* (Tendances des risques et de la sécurité en ligne : analyse approfondie de l'enquête d'EU Kids Online sur les jeunes de 9 à 16 ans et leurs parents dans 25 pays européens), EU Kids Online, The London School of Economics and Political Science, Londres, 2011 ; Livingstone, Sonia, *A Framework for Researching Global Kids Online : Understanding children's well-being and rights in the digital age* (Un cadre pour la recherche de Global Kids Online – comprendre le bien-être et les droits des enfants à l'ère numérique), Global Kids Online, Londres, novembre 2016 ; Kardefelt-Winther, Daniel, « Excessive Internet Use : Fascination or compulsion? » (Utilisation excessive d'Internet : fascination ou compulsion ?), Thèse de doctorat, The London School of Economics and Political Science, Londres, 2014 ; Byrne et al., *Global Kids Online Research Synthesis : 2015–2016* (Synthèse des recherches de Global Kids Online : 2015-2016) ; et Banaji, Shakauntala, *Global Research on Children's Online Experiences : Addressing diversities and inequalities* (Recherches mondiales sur l'expérience des enfants en ligne : faire face à la diversité et aux inégalités), Global Kids Online, Londres, novembre 2016.
- 43 Kardefelt-Winther, *How Does the Time Children Spend Using Digital Technology Impact their Mental Well-Being, Social Relationships and Physical Activity?* (Comment le temps passé par les enfants à utiliser des technologies numériques influence-t-il leur bien-être mental, leurs relations sociales et leur activité physique ?), p. 6.
- 44 Kraut, Robert, et al., « Internet Paradox : A social technology that reduces social involvement and psychological well-being? » (Paradoxe d'Internet : une technologie sociale qui réduit l'implication sociale et le bien-être psychologique ?), *American Psychologist*, vol. 53, no 9, septembre 1998, p. 1017–1031 ; Putnam, Robert D., *Bowling Alone : The collapse and revival of American community* (Bowling solitaire : l'effondrement et la renaissance de la communauté en Amérique), Simon and Schuster, New York, 2000 ; et Turkle, *Alone Together* (Seuls ensemble).

- 45 Kraut, Robert, et al., « Internet Paradox Revisited » (Retour sur le paradoxe d'Internet), *Journal of Social Issues*, vol. 58, no 1, 2002, p. 49–74.
- 46 Valkenburg, Patti. M., et Jochen Peter, « Online Communication and Adolescent Well-Being : Testing the stimulation versus displacement hypothesis » (Communications en ligne et bien-être des adolescents : test de l'hypothèse de la stimulation contre celle du déplacement), *Journal of Computer-Mediated Communication*, vol. 12, no 4, juillet 2007, p. 1169–1182.
- 47 Matsuda, Misa, « Mobile Communication and Selective Sociality » (Communications mobiles et sociabilité sélective), ch. 6 dans *Personal, Portable, Pedestrian : Mobile phones in Japanese life* (Personnel, portable, piéton : le téléphone mobile dans la vie japonaise), édité par Mizuko Ito, Daisuke Okabe et Misa Matsuda, MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 2005.
- 48 Ito, Mizuko, et al., *Hanging Out, Messing Around, and Geeking Out : Kids living and learning with new media* (Trainer, paresser et faire le geek : la vie et l'apprentissage des enfants avec les nouveaux médias), MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 2009.
- 49 Ito, Mizuko, et al., *Connected Learning : An agenda for research and design* (Apprentissage connecté : plan d'action pour la recherche et la conception), Digital Media and Learning Research Hub, Irvine, Californie, 2013.t
- 50 Organisation mondiale de la Santé, *L'obésité chez les adolescents et comportements connexes : tendances et inégalités dans la Région européenne de l'OMS, 2002-2014*, Bureau régional de l'Europe de l'OMS, Copenhague, 2017, p. 44.
- 51 Laurson, Kelly R., et al., « Concurrent Associations between Physical Activity, Screen Time, and Sleep Duration with Childhood Obesity » (Associations concurrentes entre l'activité physique, le temps d'écran et la durée du sommeil et l'obésité chez l'enfant), *ISRN Obesity*, vol. 2014, 2014.
- 52 Melkevik, Ole, et al., « Is Spending Time in Screen-Based Sedentary Behaviors Associated with Less Physical Activity : A cross-national investigation » (Le temps passé à des comportements sédentaires sur écran est-il associé à moins d'activité physique : une enquête internationale), *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, vol. 7, 2010.
- 53 Melkevik, « Is Spending Time in Screen-Based Sedentary Behaviors Associated with Less Physical Activity » (Le temps passé à des comportements sédentaires sur écran est-il associé à moins d'activité physique).
- 54 Iannotti, Ronald J., et al., « Patterns of Adolescent Physical Activity, Screen-Based Media Use, and Positive and Negative Health Indicators in the U.S. and Canada » (Tendance de l'activité physique, de l'utilisation des médias sur écran et indicateurs de santé positifs et négatifs chez les adolescents aux États-Unis et au Canada), *Journal of Adolescent Health*, vol. 44, no 5, mai 2009, p. 493–499.
- 55 Kardefelt-Winther, Daniel, et al., « How Can We Conceptualize Behavioral Addiction without Pathologizing Common Behaviors? » (Comment conceptualiser d'addiction comportementale sans créer de pathologie des comportements habituels ?), *Addiction*, vol. 112, no 10, octobre 2017, p. 1–7.
- 56 Kardefelt-Winther, *How Does the Time Children Spend Using Digital Technology Impact their Mental Well-Being, Social Relationships and Physical Activity?* (Comment le temps passé par les enfants à utiliser des technologies numériques influence-t-il leur bien-être mental, leurs relations sociales et leur activité physique ?).
- 57 Griffiths, Mark D., et al., « Working towards an International Consensus on Criteria for Assessing Internet Gaming Disorder : A critical commentary on Petry et al. » (Trouver un consensus international sur les critères d'évaluation des troubles liés aux jeux en ligne : commentaire critique de Petry et al.), *Addiction*, vol. 111, no 1, janvier 2016, p. 167–175.
- 58 Bax, Trent, « Internet Addiction in China : Theanimerbattle for the hearts and minds of youth » (Addiction à Internet en Chine : la bataille pour les cœurs et les esprits des jeunes), *Deviant Behavior*, vol. 35, no 9, 2014, p. 687–702.
- 59 Aarseth, Espen, et al., « Scholars' Open Debate Paper on the World Health Organization ICD-11 Gaming Disorder Proposal » (Document sur le débat public entre spécialistes au sujet de la proposition d'intégrer les troubles liés aux jeux vidéo à la CIM-11 de l'Organisation mondiale de la Santé), *Journal of Behavioral Addictions*, vol. 6, no 3, janvier 2017, p. 1–4.
- 60 Russon, Mary-Ann, « Abductions, Beatings and Death : The horrifying truth behind China's internet addiction boot camps » (Enlèvements, Passages à tabac et décès : la terrible vérité qui se cache derrière les camps de redressement contre l'addiction à Internet en Chine), *International Business Times*, 23 septembre 2016 ; et Ives, Mike, *Electroshock Therapy for Internet Addicts? China vows to end it* (Traitement par électrochocs des accros à Internet ? La Chine promet d'y mettre fin), *New York Times*, 13 janvier 2017.
- 61 Kwee, Alex W., Eiko Komuro-Venovic et Janelle L. Kwee, *Treatment Implications and Etiological and Diagnostic Considerations of Internet Addiction : Cautions with the boot camp approach* (Conséquences du traitement et examen étiologique et diagnostique de l'addiction à Internet : mises en garde sur l'approche par les camps de redressement), ResearchGate, 2014.
- 62 Mills, Kathryn L., « Possible Effects of Internet Use on Cognitive Development in Adolescence » (Effets potentiels de l'utilisation d'Internet sur le développement cognitif au cours de l'adolescence), *Media and Communication*, vol. 4, no 3, 2016, p. 4–12.
- 63 Blinka, Lukas, et al., « Excessive Internet Use in European Adolescents : What determines differences in severity? » (Utilisation excessive d'Internet chez les adolescents européens : quels facteurs déterminent les différences de sévérité ?), *International Journal of Public Health*, vol. 60, no 2, février 2015, p. 249–256.
- 64 Granic, Lobel and Engels, *The Benefits of Playing Video Games* (Les avantages de la pratique des jeux vidéo).
- 65 Bejjanki, Vikranth R., et al., « Action Video Game Play Facilitates the Development of Better Perceptual Templates » (Jouer à des jeux vidéo d'action favorise le développement de meilleurs modèles de perception), *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, vol. 111, no 47, novembre 2014, p. 16961–16966.
- 66 Sherman, Lauren E., et al., « The Power of the Like in Adolescence : Effects of peer influence on neural and behavioral responses to social media » (Le pouvoir du « j'aime » à l'adolescence : effets de l'influence des pairs sur les réponses neuronales et comportementales aux médias sociaux), *Psychological Science*, vol. 27, no 7, juillet 2016, p. 1027–1035.
- 67 Moaisala, Mona, et al., « Media Multitasking is Associated with Distractibility and Increased Prefrontal Activity in Adolescents and Young Adults » (Le multitâche sur les médias est associé à l'inattention et une activité préfrontale supérieure chez l'adolescent et le jeune adulte), *NeuroImage*, vol. 134, 2016, p. 113–121.
- 68 Moaisala, Mona, et al., « Gaming Is Related to Enhanced Working Memory Performance and Task-Related Cortical Activity » (Les jeux vidéo sont liés à une amélioration des performances de la mémoire de travail et de l'activité corticale liée à l'accomplissement de tâches), *Brain Research*, vol. 1655, janvier 2017, p. 204–215.
- 69 Ibid.

Annexe :

Méthodologies pour l'enquête U-Report et les ateliers d'adolescents

Enquête U-Report

Dans le cadre de la stratégie d'implication des adolescents de *La situation des enfants dans le monde 2017*, une enquête U-Report a été conduite en mai et juin 2017. U-Report a envoyé

quatre questions à des U-reporters à travers le monde. Environ 63 000 réponses de jeunes de 13 à 24 ans provenant de 24 pays ont été analysées (voir ci-dessous).

Questions de l'enquête U-Report :

1. Qu'est-ce qui vous déplaît le plus à propos d'Internet ? Sélectionner une réponse

- a. Je vois des histoires, des photos ou des vidéos violentes
- b. Je vois des contenus sexuels que je ne souhaite pas voir
- c. Mes amis et moi sommes victimes de harcèlement
- d. Des personnes partagent des choses gênantes sur moi
- e. Les escroqueries
- f. Il n'y a rien qui me déplaît

3. Comment avez-vous appris à utiliser Internet ? Auprès de...

- a. Parents/éducateurs
- b. Amis/frères et sœurs
- c. Enseignants à l'école
- d. Clubs/organisations extérieurs à l'école
- e. Personne ne m'a aidé(e)

2. Qu'est-ce qui vous plaît le plus à propos d'Internet ?

- a. Apprendre des choses (pour l'école ou la santé)
- b. Lire sur des questions politiques et améliorer ma communauté
- c. Apprendre des choses importantes pour mon avenir (emploi, université)
- d. Partager ce que j'aime avec les autres
- e. Apprendre des compétences qui ne sont pas enseignées à l'école

4. Qu'est-ce qui améliorerait Internet pour vous ?

- a. Une meilleure couverture pour l'accès à Internet
- b. Des forfaits de données moins chers
- c. Accéder plus facilement à un téléphone mobile ou à un ordinateur
- d. Une connexion à haut débit
- e. Autre (préciser)

Remarque : les questions et les réponses ont été adaptées dans certains cas pour refléter les contextes locaux.

Ateliers d'adolescents

Pour *La situation des enfants dans le monde 2017*, des informations au sujet de l'accès des adolescents aux technologies numériques et de leur utilisation ont été collectées auprès d'eux à l'aide d'un processus conçu par l'équipe de RErights.org et l'UNICEF. RErights est une initiative centrée sur les enfants et dirigée par l'Université Western Sydney en partenariat avec Digitally Connected et La Voix des Jeunes de l'UNICEF. Elle permet aux adolescents (âgés de 10 à 19 ans) de discuter et de partager leurs connaissances et leurs expériences au sujet de l'ère numérique.

RErights et l'UNICEF ont mis au point et distribué une méthodologie de collecte de données que les bureaux de pays et régionaux et les comités nationaux de l'UNICEF ont utilisée. Cette méthodologie était conçue pour animer des ateliers de quatre heures en face à face avec des adolescents portant sur cinq à sept thèmes :

- Les technologies numériques à leur domicile ;
- Les obstacles à leur utilisation des technologies numériques ;
- Les technologies numériques et l'enseignement ;
- Les technologies numériques et leur propre avenir ;
- L'utilisation des technologies numériques pour provoquer un changement positif ;
- Les préoccupations relatives aux technologies numériques (optionnel) ; et
- Les technologies numériques et la santé (optionnel).

Des ateliers ont eu lieu dans 26 pays : Bangladesh, Bélarus, Bhoutan, Brésil, Burundi, Fidji, Guatemala, Îles Salomon, Japon, Jordanie, Kiribati, Malaisie, Nigéria, Paraguay, Pérou, Portugal, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, Sénégal, Thaïlande, Timor-Leste, Tunisie, Uruguay et Vanuatu.

Principales questions analytiques

- Les données ont été analysées selon cinq catégories : pays, catégorie de revenu du pays, sexe, tranche d'âge et âge.
- Seuls les pays qui ont obtenu un minimum de 100 réponses étaient inclus dans l'analyse de la catégorie « pays », à savoir : Algérie, Bangladesh, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Côte d'Ivoire, El Salvador, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Libéria, Malaisie, Mexique, Mongolie, Pakistan, Pérou, Philippines, République centrafricaine, Tchad, Thaïlande et Ukraine.
- Toutes les réponses non valides fournies par les participants ou soumises par les bureaux de pays ont été écartées.

Un total de 484 adolescents ont participé à 36 ateliers (huit pays ont organisé plus d'un seul atelier). La taille moyenne des ateliers était de 13 participants. Les bureaux participants ont fait appel à un panel diversifié d'adolescents et certains ont également organisé des ateliers avec des groupes spécifiques, par exemple, des adolescents réfugiés en Jordanie, des adolescents sans domicile au Nigéria et des adolescents LGBT au Brésil.

Lors de l'organisation préalable des ateliers, les facilitateurs recevaient des informations sur le panel, le contenu et la gestion de l'atelier.

Ces recherches ont reçu une validation éthique de la part du Comité d'éthique sur la recherche humaine de l'Université Western Sydney (référence no H11101).

Collecte et analyse de données

Les données et l'analyse des ateliers ne sont pas statistiquement représentatives. Leur objectif était plutôt de permettre à des adolescents d'utiliser leurs propres mots pour parler de leur accès aux technologies numériques et de leur utilisation, ainsi que du sens et des aspirations qu'ils associent à leurs habitudes technologiques.

À l'exception d'une courte enquête, la majeure partie des données collectées étaient qualitatives. Les participants ont travaillé individuellement et en groupe pour répondre à des enquêtes, des questions à réponse courte, réaliser des exercices créatifs (par ex., des dessins) et participer à des jeux de rôles et des discussions en petits groupes. Les données collectées se composaient d'enquêtes sur papier, de diagrammes, de dessins, de textes écrits et de photographies. Toutes les données ont été numérisées par les bureaux participants et téléchargées vers des référentiels numériques sécurisés. Elles ont ensuite été rassemblées par l'équipe de RErights à l'aide d'un logiciel d'analyse de données. L'équipe de recherche a travaillé en anglais, français et espagnol. Tous les contenus reçus dans d'autres langues ont été traduits en anglais par les bureaux participants.

La technique principale pour comprendre les données a été l'application d'une analyse thématique. Lors de la saisie des données, des chercheurs individuels ont classé chaque

bloc de données pertinent (par ex., des expressions, des citations et des phrases) en fonction de thèmes préexistants et en ont extrait de nouveaux. L'équipe a ensuite révisé les données pertinentes et les analyses individuelles et débattu à leur sujet pour vérifier et affiner les interprétations. Les analyses ont été résumées puis présentées à l'aide de citations et d'images des participants ; de synopsis intégrant les principales informations et idées issues des données ; de diagrammes et de graphiques représentant les principaux concepts et les tendances générales.

Le cas échéant, des citations issues des ateliers incluses dans *La situation des enfants dans le monde 2017* ont été modifiées et raccourcies pour plus de clarté.

Un rapport complémentaire intitulé *Young and Online: Children's perspectives on life in the digital age* (Jeune et en ligne : points de vue des enfants sur la vie à l'ère numérique), qui contient des résultats et des analyses plus complets tirés des ateliers sera publié fin 2017 et mis à disposition à l'adresse suivante : <www.westernsydney.edu.au/__data/assets/pdf_file/0006/1334805/Young_and_Online_Report.pdf>.

Tableaux statistiques

Présentation

Ce guide de référence réunit les statistiques clés les plus récentes concernant la survie, le développement et la protection de l'enfant dans les pays, zones et régions du monde entier.

Les tableaux statistiques présentés ici aident l'UNICEF à mettre l'accent sur les progrès et résultats accomplis en vue de réaliser les objectifs et accords convenus par la communauté internationale en matière de droits et de développement de l'enfant.

Des efforts ont été déployés afin d'optimiser la comparabilité des statistiques d'un pays à l'autre et d'une période à l'autre. Il se peut cependant que des données nationales aient été obtenues selon des méthodes de collecte ou d'estimation différentes ou portent sur des populations différentes. Par ailleurs, les méthodes de calcul de certaines données ou séries chronologiques (dans le cas par exemple des taux de vaccination ou des taux de mortalité maternelle) et les classifications régionales retenues évoluent. Pour certains indicateurs, il n'existe en outre pas de données comparables d'une année à l'autre. Il n'est donc pas conseillé de comparer des données provenant d'éditions consécutives de *La Situation des enfants dans le monde*.

Tous les chiffres présentés dans ce guide de référence sont disponibles en ligne, à <www.unicef.org/sowc2017> et dans les bases de données mondiales de l'UNICEF à <data.unicef.org>. Veuillez consulter ces sites Internet pour les derniers tableaux et pour toute mise à jour ou rectificatif apporté après la mise sous presse.

Notes générales sur les données

Les données présentées dans les tableaux statistiques ci-après sont extraites des bases de données mondiales de l'UNICEF, qui s'accompagnent de définitions, de sources et, s'il y a lieu, de notes supplémentaires en bas de page. Les données de tableaux s'appuient sur des estimations interorganisations et des enquêtes menées auprès de ménages représentatifs au niveau national telles que les enquêtes en grappes à indicateurs multiples

(MICS) et les enquêtes démographiques et de santé (EDS). Par ailleurs, des données provenant d'autres organismes des Nations Unies ont été utilisées.

Les données figurant dans les tableaux statistiques de cette année proviennent des informations disponibles au mois de juillet 2017. Des informations plus détaillées sur la méthodologie employée et les sources des données sont disponibles sur le site <data.unicef.org>.

Le présent document comprend les estimations et les projections les plus récentes extraites de *Perspectives de la population mondiale : la révision de 2017* et de *Perspectives de l'urbanisation mondiale : la révision de 2014* (Département des affaires économiques et sociales, Division de la population – ONU). La qualité des données peut pâtir des catastrophes dont certains pays ont été victimes récemment, notamment dans les cas où l'infrastructure de base du pays a été atteinte ou lorsque d'importants mouvements de population ont eu lieu.

Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS)

l'UNICEF aide les pays à réunir des données comparables au plan international et statistiquement fiables grâce aux enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS, acronyme anglais). Depuis 1995, près de 300 enquêtes ont été réalisées dans une centaine de pays et zones.

Les MICS ont été une des principales sources de données permettant de suivre les progrès accomplis au sujet des indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et resteront une source de données importante dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour mesurer les indicateurs des objectifs de développement durable (ODD). De plus amples informations sont disponibles à l'adresse <mics.unicef.org>.

Estimations des taux de mortalité de l'enfant

Chaque année, l'UNICEF inclut des estimations des taux de mortalité des enfants dans sa publication, *La Situation des enfants dans le*

monde, comme le taux de mortalité néonatale, le taux annuel de mortalité infantile, le taux de mortalité des moins de 5 ans (total, garçons et filles) et le nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans. Ces statistiques représentent les meilleures estimations disponibles au moment de la publication du rapport et se fondent sur les travaux du Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité juvénile, qui réunit l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la Banque mondiale et la Division de la population (ONU). Chaque année, le Groupe met à jour ces estimations, en examinant avec soin toutes les nouvelles données disponibles. Cette révision se traduit généralement par l'ajustement de données publiées antérieurement. En

conséquence, les estimations publiées dans des numéros consécutifs de *La Situation des enfants dans le monde* ne doivent pas être utilisées pour analyser l'évolution de la mortalité sur plusieurs années. Des estimations des taux de mortalité des moins de 5 ans pouvant être comparés pour la période 1990-2016 aux niveaux mondial et régional sont présentées ci-dessous. Les indicateurs de la mortalité par pays pour 1990 et 2016, fondés sur les estimations les plus récentes du Groupe, figurent au tableau 1 ainsi que sur les sites <data.unicef.org/child-mortality/under-five> et <www.childmortality.org>.

Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)

Région UNICEF	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2016
Asie de l'Est et Pacifique	57	49	40	30	22	17	16
Europe et Asie centrale	31	28	22	16	13	10	10
Europe de l'Est et Asie centrale	47	45	36	27	20	15	14
Europe de l'Ouest	11	8	6	5	5	4	4
Amérique latine et Caraïbes	55	44	33	26	25	18	18
Moyen-Orient et Afrique du Nord	66	53	43	34	28	25	24
Amérique du Nord	11	9	8	8	7	7	6
Asie du Sud	129	112	94	77	63	50	48
Afrique subsaharienne	181	173	155	127	101	81	78
Afrique de l'Est et Afrique australe	164	156	138	108	82	64	61
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	199	191	173	145	119	98	95
Pays les moins avancés	176	160	139	111	89	71	68
Monde	93	87	78	64	52	42	41

Nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans (en millions)

Région UNICEF	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2016
Asie de l'Est et Pacifique	2 329	1 706	1 221	899	692	537	510
Europe et Asie centrale	388	307	223	169	139	112	107
Europe de l'Est et Asie centrale	331	266	192	143	117	93	88
Europe de l'Ouest	58	41	30	26	23	20	19
Amérique latine et Caraïbes	652	513	387	293	270	194	187
Moyen-Orient et Afrique du Nord	558	427	330	277	255	242	237
Amérique du Nord	47	40	35	35	32	28	28
Asie du Sud	4 730	4 149	3 523	2 904	2 313	1 794	1 713
Afrique subsaharienne	3 893	4 152	4 149	3 767	3 312	2 923	2 860
Afrique de l'Est et Afrique australe	1 851	1 945	1 893	1 632	1 352	1 134	1 104
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	2 042	2 207	2 256	2 135	1 959	1 789	1 756
Pays les moins avancés	3 669	3 639	3 437	2 966	2 544	2 154	2 101
Monde	12 598	11 293	9 868	8 344	7 014	5 831	5 642

CLASSEMENT SELON LE TAUX DE MORTALITÉ DES MOINS DE 5 ANS

Les pays et zones sont énumérés par ordre décroissant de leur taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans estimé pour 2016. Ce taux est l'un des indicateurs les plus importants du bien-être des enfants. Dans les tableaux des pages suivantes, les pays et régions sont classés par ordre alphabétique.

TAUX DE MORTALITÉ DES MOINS DE 5 ANS LE PLUS ÉLEVÉ

Pays et territoires	Taux de mortalité des moins de 5 ans (2016)		Pays et territoires	Taux de mortalité des moins de 5 ans (2016)		Pays et territoires	Taux de mortalité des moins de 5 ans (2016)	
	Valeur	Rang		Valeur	Rang		Valeur	Rang
Somalie	133	1	Ghana	59	34	Bhoutan	32	66
Tchad	127	2	Éthiopie	58	35	Guyana	32	66
République centrafricaine	124	3	République-Unie de Tanzanie	57	36	Azerbaïdjan	31	68
Sierra Leone	114	4	Zimbabwe	56	37	Cambodge	31	68
Mali	111	5	Malawi	55	38	Iraq	31	68
Nigéria	104	6	Yémen	55	38	République dominicaine	31	68
Bénin	98	7	Congo	54	40	Guatemala	29	72
Lesotho	94	8	Kiribati	54	40	Vanuatu	28	73
République démocratique du Congo	94	8	Papouasie-Nouvelle-Guinée	54	40	Maroc	27	74
Côte d'Ivoire	92	10	Ouganda	53	43	Philippines	27	74
Guinée équatoriale	91	11	Myanmar	51	44	Îles Salomon	26	76
Niger	91	11	Turkménistan	51	44	Indonésie	26	76
Soudan du Sud	91	11	Timor-Leste	50	46	Algérie	25	78
Guinée	89	14	Kenya	49	47	Tuvalu	25	78
Guinée-Bissau	88	15	Gabon	47	48	Ouzbékistan	24	80
Burkina Faso	85	16	Sénégal	47	48	Égypte	23	81
Angola	83	17	Madagascar	46	50	Fidji	22	82
Mauritanie	81	18	Érythrée	45	51	Nioué	22	82
Cameroun	80	19	Namibie	45	51	Viet Nam	22	82
Pakistan	79	20	Afrique du Sud	43	53	Cabo Verde	21	85
Togo	76	21	Inde	43	53	Équateur	21	85
Comores	73	22	Tadjikistan	43	53	Kirghizistan	21	85
Burundi	72	23	Botswana	41	56	Nicaragua	20	88
Mozambique	71	24	Rwanda	39	57	Paraguay	20	88
Afghanistan	70	25	Bolivie (État plurinational de)	37	58	République populaire démocratique de Corée	20	88
Swaziland	70	25	Îles Marshall	35	59	Suriname	20	88
Haïti	67	27	Nauru	35	59	État de Palestine	19	92
Libéria	67	27	Népal	35	59	Honduras	19	92
Gambie	65	29	Bangladesh	34	62	Trinité-et-Tobago	19	92
Soudan	65	29	Dominique	34	62	Jordanie	18	95
Djibouti	64	31	Sao Tomé-et-Principe	34	62	Mongolie	18	95
République démocratique populaire lao	64	31	Micronésie (États fédérés de)	33	65	République arabe syrienne	18	95
Zambie	63	33				Saint-Vincent-et-les-Grenadines	17	98

ENVIRON 15 000 ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS MEURENT ENCORE CHAQUE JOUR

TAUX DE MORTALITÉ LE PLUS BAS CHEZ LES MOINS DE 5 ANS

Pays et territoires	Taux de mortalité des moins de 5 ans (2016)		Pays et territoires	Taux de mortalité des moins de 5 ans (2016)		Pays et territoires	Taux de mortalité des moins de 5 ans (2016)	
	Valeur	Rang		Valeur	Rang		Valeur	Rang
Samoa	17	98	Chine	10	131	Bélarus	4	164
Grenade	16	100	Antigua-et-Barbuda	9	133	Belgique	4	164
Palaos	16	100	Costa Rica	9	133	Danemark	4	164
Panama	16	100	Maldives	9	133	France	4	164
République de Moldova	16	100	Qatar	9	133	Grèce	4	164
Tonga	16	100	Roumanie	9	133	Irlande	4	164
Venezuela (République bolivarienne du)	16	100	Saint-Kitts-et-Nevis	9	133	Israël	4	164
Belize	15	106	Sri Lanka	9	133	Monténégro	4	164
Brésil	15	106	Ukraine	9	133	Pays-Bas	4	164
Colombie	15	106	Uruguay	9	133	Portugal	4	164
Salvador	15	106	Bahreïn	8	142	Royaume-Uni	4	164
Iran (République islamique d')	15	106	Bulgarie	8	142	Suisse	4	164
Jamaïque	15	106	Chili	8	142	Andorre	3	179
Mexique	15	106	Émirats arabes unis	8	142	Chypre	3	179
Pérou	15	106	Fédération de Russie	8	142	Espagne	3	179
Albanie	14	114	Îles Cook	8	142	Estonie	3	179
Maurice	14	114	Koweït	8	142	Italie	3	179
Seychelles	14	114	Liban	8	142	Japon	3	179
Tunisie	14	114	Malaisie	8	142	Monaco	3	179
Arménie	13	118	États-Unis	7	151	Norvège	3	179
Libye	13	118	Malte	7	151	République de Corée	3	179
Sainte-Lucie	13	118	Bosnie-Herzégovine	6	153	République tchèque	3	179
Arabie Saoudite	13	118	Cuba	6	153	Saint-Marin	3	179
Turquie	13	118	Serbie	6	153	Singapour	3	179
Barbade	12	123	Slovaquie	6	153	Suède	3	179
Ex-République yougoslave de Macédoine	12	123	Canada	5	157	Finlande	2	192
Thaïlande	12	123	Croatie	5	157	Islande	2	192
Argentine	11	126	Hongrie	5	157	Luxembourg	2	192
Bahamas	11	126	Lettonie	5	157	Slovénie	2	192
Géorgie	11	126	Lituanie	5	157	Anguilla	-	-
Kazakhstan	11	126	Nouvelle-Zélande	5	157	Îles Vierges britanniques	-	-
Oman	11	126	Pologne	5	157	Saint-Siège	-	-
Brunei Darussalam	10	131	Allemagne	4	164	Liechtenstein	-	-
			Australie	4	164	Montserrat	-	-
			Autriche	4	164	Tokelau	-	-
						Îles Turques-et-Caïques	-	-

Classement régional

Les moyennes présentées à la fin de chacun des 13 tableaux statistiques sont calculées en utilisant les données des pays et zones tels qu'ils sont classifiés ci-dessous.

Asie de l'Est et Pacifique

Australie, Brunei Darussalam, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Japon, Kiribati, Malaisie, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Myanmar, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République populaire démocratique de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Viet Nam

Europe et Asie centrale

Europe de l'Est et Asie centrale, Europe de l'Ouest

Europe de l'Est et Asie centrale

Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Monténégro, Ouzbékistan, République de Moldova, Roumanie, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie, Ukraine

Europe de l'Ouest

Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Saint-Marin, Saint-Siège, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse

Amérique latine et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Turques-et-Caïques, Îles Vierges Britanniques, Jamaïque, Mexique, Montserrat, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du)

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, État de Palestine, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Tunisie, Yémen

Amérique du Nord

Canada, États-Unis

Asie du Sud

Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka

Afrique subsaharienne

Afrique de l'Est et australe, Afrique de l'Ouest et centrale

Afrique de l'Est et Afrique australe

Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Swaziland, Zambie, Zimbabwe

Afrique de l'Ouest et Afrique centrale

Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Togo

Pays/zones les moins avancés

(selon le classement du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement)

Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad, Timor-Leste, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen, Zambie

Notes sur les tableaux

TABLEAU 2. NUTRITION

Retard de croissance, émaciation et surpoids :

l'UNICEF, l'OMS et la Banque mondiale ont poursuivi un processus d'harmonisation des données anthropométriques utilisées pour le calcul et l'estimation des moyennes régionales et mondiales et l'analyse des tendances. Dans le cadre de ce processus, les prévalences moyennes de l'insuffisance pondérale (modérée et grave), des retards de croissance, de l'émaciation et du surpoids pour les régions en développement et le monde sont dérivées d'un modèle décrit dans M. de Onis et al., « Methodology for Estimating Regional and Global Trends of Child Malnutrition » (*International Journal of Epidemiology*, vol. 33, 2004, pages 1260 à 1270).

Supplémentation en vitamine A : ce rapport ne présente que la couverture totale de supplémentation en vitamine A, ce qui rappelle combien il est important que les enfants reçoivent deux doses annuelles de vitamine A à 4 ou 6 mois d'intervalle. Faute d'une méthode directe de mesure de cet indicateur, la couverture totale est rapportée comme l'estimation la plus basse des première (janvier-juin) et deuxième (juillet-décembre) séries de vaccination dans une année donnée. Les agrégats régionaux et internationaux comprennent seulement les 82 pays désignés comme étant prioritaires pour les programmes de niveau national. Par conséquent, les agrégats sont publiés lorsque l'on parvient à une couverture d'au moins 50 % de la population pour les pays prioritaires dans chaque région. En d'autres termes, les estimations pour l'Asie de l'Est et Pacifique sont présentées malgré l'absence de données pour la Chine, étant donné qu'il ne s'agit pas d'un pays prioritaire pour un programme de niveau national.

Insuffisance pondérale à la naissance : les données n'ont pas été mises à jour depuis octobre 2014 en raison d'un travail méthodologique continu visant à réviser la méthode d'analyse des estimations extraites d'enquêtes sur les ménages au sein desquels un grand nombre d'enfants ne sont pas pesés. De nouvelles méthodes sont actuellement appliquées pour générer des estimations à l'aide d'un processus interorganisations, et des mises à jour seront disponibles dans la prochaine édition de *La Situation des enfants dans le monde*.

Sel iodé : la définition de l'indicateur présenté dans ce rapport a changé par rapport aux versions précédentes lorsqu'il s'agissait de la consommation adéquate de sel iodé par les ménages. Il porte à présent sur le sel comportant tout type d'iode. Ainsi, les estimations de prévalences moyennes mondiales et régionales ne sont pas comparables aux moyennes publiées dans les précédentes éditions de *La Situation des enfants dans le monde*.

TABLEAU 3. SANTÉ

Eau, assainissement et hygiène : les estimations de la couverture en matière d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène figurant dans le présent rapport proviennent du Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Pour plus de précisions sur la méthodologie utilisée par le Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, consulter le site <www.washdata.org>. De nouvelles estimations sont publiées tous les deux ans ; elles remplacent toutes les estimations précédentes et ne doivent pas être comparées.

Vaccination : le présent rapport présente les estimations réalisées par l'OMS et l'UNICEF de la couverture immunitaire nationale. Depuis 2000, ces estimations sont mises à jour une fois par an en juillet, au terme d'un processus consultatif dans le cadre duquel les pays soumettent des projets de rapport qui sont ensuite examinés et commentés. À mesure que de nouvelles données empiriques sont incorporées, les données révisées de chaque année remplacent celles de l'année précédente et les taux de couverture des versions précédentes ne sont pas comparables. Pour plus de précisions à ce sujet, consulter le site <data.unicef.org/child-health/immunization>.

Les moyennes régionales pour les antigènes considérés sont calculées comme suit :

- Pour le BCG, les moyennes régionales ne portent que sur les pays dans lesquels le BCG est intégré dans le calendrier national des vaccinations de routine.
- Pour les vaccins contre la DTC, la polio, la rougeole, l'hépatite B, le Hib, le PCV et les vaccins contre les rotavirus, tous les pays sont inclus dans les moyennes régionales, car ces vaccins sont recommandés universellement par l'OMS.

- Pour la protection à la naissance contre le tétanos, les moyennes régionales ne portent que sur les pays dans lesquels le tétanos maternel et néonatal est endémique.

TABLEAU 4. VIH/sida

En 2017, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) a publié de nouvelles estimations mondiales, nationales et régionales sur le VIH et le sida pour 2016 qui tiennent compte des données épidémiologiques les plus à jour ainsi que des traitements antirétroviraux pour les adultes et les enfants et la prévention de la transmission de la mère à l'enfant (PTME) pour les données couvrant le VIH. Les estimations s'appuient sur les données scientifiques les plus récentes et les indications des programmes de l'OMS, qui ont permis d'améliorer les hypothèses concernant entre autres la probabilité de la transmission du VIH de la mère à l'enfant en fonction de l'âge et du statut sérologique VIH et les taux nets de survie des enfants infectés. En outre, ce tableau comporte les données les plus récentes et fiables provenant d'enquêtes démographiques et de statistiques relatives aux services fournis dans le cadre des programmes. Ainsi, l'ONUSIDA s'est appuyé sur une méthodologie plus sophistiquée pour produire de nouvelles estimations rétrospectives sur la prévalence du VIH, le nombre de personnes vivant avec le VIH et de personnes ayant besoin de soins, le nombre de décès liés au sida, le nombre de nouveaux cas d'infection et le nombre d'enfants dont les parents sont décédés, toutes causes confondues, sida y compris, au cours des dernières années.

Seules ces nouvelles estimations peuvent permettre d'analyser l'évolution de la situation puisque les chiffres mondiaux et régionaux publiés dans *La Situation des enfants dans le monde* ne peuvent pas être comparés aux estimations publiées antérieurement. Les nouvelles estimations relatives au VIH et au sida intégrées à ce tableau sont également publiées sur <data.unicef.org> ainsi que <<http://www.aidsinfoonline.org>>. Des informations plus complètes sur les estimations relatives au VIH et au sida, la méthodologie employée et les mises à jour sont disponibles sur le site <www.unaids.org>.

Les indicateurs présents dans le Tableau 4 ont été révisés par rapport aux éditions précédentes de *La Situation des enfants dans le monde* afin de mieux tenir compte des progrès des programmes et politiques actuels relatifs au VIH/sida.

TABLEAU 7. FEMMES

Taux de mortalité maternelle (ajusté) : le tableau présente les nouveaux taux « ajustés » de mortalité maternelle pour l'année 2015, tels que publiés par le Groupe interorganisations sur l'estimation de la mortalité maternelle, qui comprend des représentants de l'OMS, de l'UNICEF, du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), de la Banque mondiale et de la Division de la population des Nations Unies, ainsi que d'experts techniques indépendants. Le Groupe interorganisations s'est appuyé sur une double approche pour extraire les estimations de mortalité maternelle, qui consiste à ajuster les estimations existantes de la mortalité maternelle des systèmes d'état civil afin de corriger les cas de classement erroné et la sous-déclaration, et à utiliser un modèle pour générer des estimations pour les pays qui ne possèdent pas d'estimations fiables de la mortalité maternelle au niveau national. On ne saurait comparer ces estimations « ajustées » aux précédentes estimations interorganisations. Un rapport complet regroupant toutes les estimations par pays et par région pour les années 1990, 1995, 2000, 2005, 2010 et 2015, ainsi que des informations détaillées sur la méthodologie, peut être consulté sur le site <data.unicef.org/maternal-health/maternal-mortality.html>.

Demande de planification familiale satisfaite à l'aide de méthodes modernes : cet indicateur a été ajouté pour remplacer la prévalence des contraceptifs.

TABLEAU 8. PROTECTION DE L'ENFANT

Enregistrement des naissances : les changements concernant la définition de l'enregistrement des naissances ont été apportés à partir des deuxième et troisième séries des MICS (MICS2 et MICS3) jusqu'à la quatrième (MICS4). Pour permettre la comparaison avec les séries ultérieures, les données des séries MICS2 et MICS3 sur l'enregistrement des naissances ont été recalculées sur la base de la définition de l'indicateur des MICS4. Les données recalculées présentées ici peuvent donc différer des estimations comprises dans les rapports nationaux des MICS2 et MICS3.

Travail des enfants : les taux de prévalence du travail des enfants présentés dans le tableau varient considérablement entre pays en raison de différences importantes dans la méthodologie de l'enquête, le contenu du questionnaire, les définitions nationales et les seuils utilisés pour

établir la prévalence du travail des enfants. Seul un nombre limité de pays a produit des données sur la base de normes et classifications internationales. Les données de la quatrième série de MICS (MICS4, 2009–2012) figurant dans le tableau ont été recalculées selon la définition de l'indicateur utilisée dans les enquêtes de la troisième série, afin de pouvoir effectuer des comparaisons d'un pays à l'autre. Selon cette définition, la collecte d'eau ou de bois est considérée comme une corvée ménagère et non comme une activité économique. Un enfant âgé de 5 à 14 ans devrait consacrer au moins 28 heures par semaine à la collecte d'eau ou de bois pour être considéré comme un enfant qui travaille.

Mutilations génitales féminines/excision :

les données sur la prévalence des MGF/E chez les jeunes filles âgées de 0 à 14 ans ont été recalculées pour des raisons techniques et peuvent différer de celles présentées dans les rapports de pays originaux extraits des EDS et MICS. Pour plus de précisions, consulter *Mutilations génitales féminines/excision : aperçu statistique et étude de la dynamique des changements*, UNICEF, New York, 2013. Les estimations régionales sur la prévalence des MGF/E et les attitudes envers la pratique sont fondées sur les données disponibles provenant uniquement des pays où existent ces pratiques et des données représentatives au niveau national et reflètent donc la situation dans les pays touchés à l'intérieur de la région, et non pas de la région dans son ensemble, puisqu'il existe des pays qui ne pratiquent pas les MGF/E dans chaque région.

Discipline imposée par la violence : les estimations utilisées dans les publications de l'UNICEF et les rapports de pays extraits des MICS publiés avant 2010 étaient calculés en s'appuyant sur des pondérations des ménages qui ne prenaient pas en compte la sélection de dernière étape d'enfants soumis au module sur la discipline imposée aux enfants des MICS (le choix au hasard d'un enfant âgé de 2 à 14 ans à des fins d'administration du module sur la discipline imposée aux enfants). En janvier 2010, il a été décidé que les estimations étaient plus précises quand on se fondait sur une pondération des ménages prenant en compte cette sélection. Les données des MICS3 ont été recalculées selon cette approche.

TABLEAU 12. DÉVELOPPEMENT DU JEUNE ENFANT

Soutien du père à l'apprentissage : les données issues des troisième et quatrième séries des MICS (MICS3 et MICS4) portent sur l'implication des pères dans une ou plusieurs activités destinées à promouvoir l'apprentissage et la préparation à la scolarité, tandis que la définition a été modifiée pour la cinquième série (MICS5) pour refléter l'implication des pères dans quatre activités au moins. C'est pourquoi les estimations du soutien du père à l'apprentissage des MICS3 et MICS4 sont inférieures à celles qui s'appuient sur les résultats de la MICS5.

Enfants ne bénéficiant pas de supervision

adéquate : cet indicateur était auparavant désigné « Enfants ne bénéficiant pas de soins appropriés » mais il a été renommé pour refléter plus précisément la nature de la construction sous-jacente.

TABLEAU 13. INDICATEURS ÉCONOMIQUES

La pauvreté monétaire nationale des enfants

a été ajoutée en 2016 et 2017 afin de rendre compte de l'objectif de développement durable 1, Cible 1.2, qui inclut un engagement explicite à réduire la pauvreté chez les enfants. Cet indicateur mesure « le pourcentage d'enfants âgés de 0 à 17 ans et vivant dans des ménages où le niveau de revenus ou de consommation se situe en dessous du seuil de pauvreté national défini par le gouvernement ». Les données proviennent de sources gouvernementales officielles telles que les recensements du Bureau de statistique, les enquêtes nationales sur les ménages et les rapports de pauvreté, ainsi que de bases de données régionales telles qu'Eurostat. Il convient de remarquer que la méthode utilisée pour calculer la prévalence de pauvreté nationale varie d'un pays à l'autre. Par exemple, certains pays utilisent les revenus et d'autres la consommation, certains appliquent un seuil de pauvreté absolue et d'autres un seuil de pauvreté relative. Par conséquent, les taux de pauvreté des enfants doivent servir à suivre les progrès et non à comparer ou classer les pays.

TABLEAU 1. INDICATEURS DE BASE

Pays et zones	Classement selon le TMM5	Taux de mortalité des moins de 5 ans		Taux de mortalité des moins de 5 ans par sexe		Taux de mortalité infantile (moins de 1 an)		Taux de mortalité néonatale	Population totale (milliers)	Nombre annuel de naissances (milliers)	Nombre annuel de décès de moins de 5 ans (milliers)	Espérance de vie à la naissance (années)	Taux total d'alphabétisation des adultes (%)	Taux net de scolarisation à l'école primaire (%)
		1990	2016	garçons	filles	1990	2016	2016	2016	2016	2016	2016	2011-2016*	2011-2016*
Afghanistan	25	177	70	74	66	120	53	40	34 656	1 143	80	64	32	–
Afrique du Sud	53	57	43	48	39	45	34	12	56 015	1 176	51	63	94	83 x
Albanie	114	40	14	15	12	35	12	6	2 926	35	0	78	97	96
Algérie	78	49	25	27	24	41	22	16	40 606	949	24	76	75 x	97
Allemagne	164	9	4	4	4	7	3	2	81 915	711	3	81	–	99
Andorre	179	9	3	3	3	7	2	1	77	–	0	–	100	–
Angola	17	221	83	88	76	131	55	29	28 813	1 181	96	62	66	84
Anguilla	–	–	–	–	–	–	–	–	15	–	–	–	–	–
Antigua-et-Barbuda	133	26	9	9	8	25	5	4	101	2	0	76	99 x	87
Arabie saoudite	118	45	13	14	12	36	11	7	32 276	626	8	75	94	98
Argentine	126	29	11	12	10	26	10	6	43 847	754	8	77	98	99
Arménie	118	50	13	15	12	42	12	7	2 925	40	1	75	100	96
Australie	164	9	4	4	3	8	3	2	24 126	311	1	83	–	97
Autriche	164	10	4	4	3	8	3	2	8 712	83	0	82	–	–
Azerbaïdjan	68	95	31	34	28	75	27	18	9 725	176	5	72	100	94
Bahamas	126	24	11	11	10	20	9	6	391	6	0	76	–	98 x
Bahreïn	142	23	8	8	7	20	7	3	1 425	21	0	77	95 x	96
Bangladesh	62	144	34	37	32	100	28	20	162 952	3 110	106	72	73	91 x
Barbade	123	18	12	13	11	16	11	8	285	3	0	76	–	91
Bélarus	164	15	4	4	3	12	3	2	9 480	114	0	73	100 x	95
Belgique	164	10	4	4	4	8	3	2	11 358	129	1	81	–	99
Belize	106	39	15	16	13	32	13	10	367	8	0	70	–	96
Bénin	7	178	98	102	93	107	63	31	10 872	397	38	61	33	96
Bhoutan	66	128	32	36	29	90	27	18	798	15	0	70	57	86
Bolivie (État plurinational de)	58	124	37	40	33	85	30	19	10 888	253	9	69	92	88
Bosnie-Herzégovine	153	18	6	7	5	16	5	5	3 517	33	0	77	97	–
Botswana	56	54	41	44	37	42	33	26	2 250	53	2	67	81 x	91
Brésil	106	64	15	16	14	53	14	8	207 653	2 966	45	76	92	93
Brunéï Darussalam	131	13	10	11	9	10	9	4	423	7	0	77	96	–
Bulgarie	142	18	8	8	7	15	7	4	7 131	67	1	75	98	93
Burkina Faso	16	199	85	89	80	99	53	26	18 646	716	60	60	35	69
Burundi	23	170	72	77	66	103	48	24	10 524	437	31	57	62	94
Cabo Verde	85	63	21	23	19	48	18	10	540	11	0	73	87	97
Cambodge	68	116	31	34	27	85	26	16	15 762	368	11	69	74 x	95
Cameroun	19	143	80	85	74	89	53	24	23 439	842	66	58	71 x	92
Canada	157	8	5	5	5	7	4	3	36 290	387	2	82	–	99
Chili	142	19	8	9	8	16	7	5	17 910	239	2	80	96	94
Chine	131	54	10	11	9	42	9	5	1 403 500	17 035	168	76	95 x	–
Chypre	179	11	3	3	2	10	2	1	1 170	13	0	81	99	97
Colombie	106	35	15	17	14	29	13	9	48 653	746	11	74	94	91
Comores	22	126	73	78	68	88	55	33	796	26	2	64	49	79
Congo	40	91	54	58	49	59	39	21	5 126	176	9	65	79	91
Costa Rica	133	17	9	10	8	14	8	6	4 857	70	1	80	97	96
Côte d'Ivoire	10	151	92	101	82	104	66	37	23 696	858	78	54	44	79
Croatie	157	13	5	5	4	11	4	3	4 213	39	0	78	99	89
Cuba	153	13	6	6	5	11	4	2	11 476	125	1	80	100	92
Danemark	164	9	4	5	4	7	4	3	5 712	59	0	81	–	98
Djibouti	31	118	64	70	58	91	54	33	942	22	1	62	–	53
Dominique	62	17	34	36	31	14	31	24	74	–	0	–	–	93 x
Égypte	81	86	23	24	22	63	19	13	95 689	2 541	57	71	75	98
El Salvador	106	60	15	17	13	46	13	8	6 345	118	2	74	88	91
Émirats arabes unis	142	17	8	9	7	14	7	4	9 270	92	1	77	90 x	93
Équateur	85	57	21	23	18	44	18	11	16 385	331	7	76	94	92
Érythrée	51	151	45	49	39	93	33	18	4 955	160	7	65	65 x	39
Espagne	179	9	3	4	3	7	3	2	46 348	415	1	83	98	99
Estonie	179	18	3	3	3	14	2	1	1 312	14	0	78	100	95
État de Palestine	92	45	19	21	18	36	17	11	4 791	150	3	73	97	90
États-Unis	151	11	7	7	6	9	6	4	322 180	4 003	26	79	–	94
Éthiopie	35	203	58	64	53	121	41	28	102 403	3 230	187	65	39 x	86
Ex-République yougoslave de Macédoine	123	37	12	13	11	34	11	8	2 081	23	0	76	96 x	91
Fédération de Russie	142	22	8	9	7	18	7	3	143 965	1 852	14	71	100 x	97
Fidji	82	28	22	24	20	24	19	9	899	18	0	70	–	98
Finlande	192	7	2	3	2	6	2	1	5 503	59	0	81	–	100

Pays et zones	Classement selon le TMM5	Taux de mortalité des moins de 5 ans		Taux de mortalité des moins de 5 ans par sexe		Taux de mortalité infantile (moins de 1 an)		Taux de mortalité néonatale	Population totale (milliers)	Nombre annuel de naissances (milliers)	Nombre annuel de décès de moins de 5 ans (milliers)	Espérance de vie à la naissance (années)	Taux total d'alphabétisation des adultes (%)	Taux net de scolarisation à l'école primaire (%)
		1990	2016	garçons	filles	1990	2016	2016	2016	2016	2016	2016	2011-2016*	2011-2016*
France	164	9	4	4	4	7	3	2	64 721	766	3	83	—	99
Gabon	48	92	47	52	43	60	34	22	1 980	58	3	66	82	—
Gambie	29	168	65	70	61	82	42	28	2 039	79	5	61	42	75
Géorgie	126	47	11	12	9	40	10	7	3 925	55	1	73	100	99
Ghana	34	127	59	64	53	80	41	27	28 207	870	51	63	71 x	87
Grèce	164	11	4	4	4	9	3	2	11 184	94	0	81	97	96
Grenade	100	22	16	17	15	18	14	8	107	2	0	74	—	96
Guatemala	72	82	29	31	26	60	24	14	16 582	417	12	73	81	85
Guinée	14	235	89	94	84	139	58	25	12 396	442	39	60	32	76
Guinée-Bissau	15	219	88	96	80	130	58	38	1 816	66	6	57	46	68 x
Guinée équatoriale	11	191	91	97	84	129	66	32	1 221	41	4	58	88 x	56
Guyana	66	60	32	37	28	46	27	20	773	16	1	67	86	81
Haïti	27	145	67	73	61	100	51	25	10 847	263	17	63	49 x	—
Honduras	92	58	19	21	17	45	16	10	9 113	198	4	74	89	93
Hongrie	157	17	5	6	5	15	4	3	9 753	88	0	76	—	91
Îles Cook	142	24	8	9	7	21	7	4	17	—	0	—	—	95
Îles Marshall	59	51	35	39	31	40	29	16	53	—	0	—	98	77
Îles Salomon	76	38	26	28	23	31	22	10	599	17	0	71	77	71
Îles Turques-et-Caïques	—	—	—	—	—	—	—	—	35	—	—	—	—	—
Îles Vierges britanniques	—	—	—	—	—	—	—	—	31	—	—	—	—	—
Inde	53	126	43	42	44	88	35	25	1 324 171	25 244	1 081	69	69	92
Indonésie	76	84	26	29	23	62	22	14	261 115	4 991	131	69	95	90
Iran (République islamique d')	106	57	15	16	15	44	13	10	80 277	1 355	20	76	85	99
Iraq	68	54	31	34	28	42	26	18	37 203	1 212	38	70	44	92 x
Irlande	164	9	4	4	3	8	3	2	4 726	69	0	81	—	95
Islande	192	6	2	2	2	5	2	1	332	4	0	83	—	99
Israël	164	12	4	4	3	10	3	2	8 192	167	1	83	—	97
Italie	179	10	3	4	3	8	3	2	59 430	495	2	83	99	97
Jamaïque	106	30	15	17	13	25	13	11	2 881	48	1	76	80 x	92 x
Japon	179	6	3	3	3	5	2	1	127 749	1 053	3	84	—	100
Jordanie	95	37	18	19	17	30	15	11	9 456	243	4	74	98	89
Kazakhstan	126	52	11	13	10	44	10	6	17 988	385	4	70	100 x	87
Kenya	47	98	49	53	45	63	36	23	48 462	1 504	74	67	79	85
Kirghizistan	85	65	21	24	19	54	19	12	5 956	152	3	71	99 x	89
Kiribati	40	96	54	59	49	69	42	23	114	3	0	66	—	95
Koweït	142	18	8	9	8	15	7	4	4 053	65	1	75	96	93
Lesotho	8	91	94	101	86	73	72	39	2 204	61	6	54	77	80
Lettonie	157	17	5	5	4	13	4	2	1 971	20	0	75	100	96
Liban	142	33	8	8	8	27	7	5	6 007	86	1	80	91 x	82
Libéria	27	258	67	72	62	172	51	23	4 614	157	10	63	43 x	38
Libye	118	42	13	14	12	36	11	7	6 293	127	2	72	—	—
Liechtenstein	—	—	—	—	—	—	—	—	38	—	—	—	—	94
Lituanie	157	15	5	6	5	12	4	3	2 908	31	0	75	100	98
Luxembourg	192	9	2	3	2	7	2	2	576	6	0	82	—	93
Madagascar	50	160	46	51	42	97	34	19	24 895	812	37	66	72	77 x
Malaisie	142	17	8	9	8	14	7	4	31 187	524	4	75	93 x	98
Malawi	38	232	55	60	50	137	39	23	18 092	653	36	63	62	97 x
Maldives	133	94	9	9	8	68	7	5	428	8	0	77	99	95
Mali	5	254	111	115	105	130	68	36	17 995	758	82	58	33	56
Malte	151	11	7	7	6	10	6	5	429	4	0	81	93	98
Maroc	74	80	27	30	24	63	23	18	35 277	709	19	76	69	98
Maurice	114	23	14	15	12	20	12	8	1 262	13	0	75	93	96
Mauritanie	18	117	81	88	74	71	54	34	4 301	145	12	63	46 x	79
Mexique	106	46	15	16	13	37	13	8	127 540	2 330	34	77	94	95
Micronésie (États fédérés de)	65	55	33	37	30	43	28	17	105	2	0	69	—	84
Monaco	179	8	3	4	3	6	3	2	38	—	0	—	—	—
Mongolie	95	109	18	21	14	77	15	10	3 027	73	1	69	98 x	97
Monténégro	164	17	4	4	4	15	4	2	629	7	0	77	98	93
Montserrat	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	92 x
Mozambique	24	248	71	76	67	165	53	27	28 829	1 105	78	58	51 x	89
Myanmar	44	116	51	55	46	82	40	25	52 885	944	48	67	76	95
Namibie	51	71	45	49	41	48	32	18	2 480	72	3	64	88	90
Nauru	59	58	35	38	31	45	29	22	11	—	0	—	—	86
Népal	59	141	35	37	32	98	28	21	28 983	573	20	70	60	97

TABLEAU 1. INDICATEURS DE BASE

Pays et zones	Classement selon le TMM5	Taux de mortalité des moins de 5 ans		Taux de mortalité des moins de 5 ans par sexe		Taux de mortalité infantile (moins de 1 an)		Taux de mortalité néonatale	Population totale (milliers)	Nombre annuel de naissances (milliers)	Nombre annuel de décès de moins de 5 ans (milliers)	Espérance de vie à la naissance (années)	Taux total d'alphabétisation des adultes (%)	Taux net de scolarisation à l'école primaire (%)
		1990	2016	garçons	filles	1990	2016	2016	2016	2016	2016	2016	2016	2011-2016*
Nicaragua	88	68	20	22	17	51	17	9	6 150	121	2	75	78 x	97 x
Niger	11	329	91	95	87	133	51	26	20 673	967	86	60	15	62
Nigéria	6	213	104	110	98	126	67	34	185 990	7 141	733	53	51 x	64 x
Nioué	82	14	22	25	20	12	19	12	2	–	0	–	–	–
Norvège	179	9	3	3	2	7	2	2	5 255	62	0	82	–	100
Nouvelle-Zélande	157	11	5	6	5	9	5	3	4 661	62	0	82	–	99
Oman	126	39	11	12	10	32	9	5	4 425	81	1	77	93	95
Ouganda	43	175	53	58	48	104	38	21	41 488	1 715	90	60	70	94
Ouzbékistan	80	72	24	27	21	59	21	14	31 447	663	16	71	100	95
Pakistan	20	139	79	82	75	106	64	46	193 203	5 439	424	66	57	74
Palaos	100	36	16	18	14	31	14	8	22	–	0	–	97	80
Panama	100	31	16	18	15	26	14	10	4 034	79	1	78	94 x	93
Papouasie-Nouvelle-Guinée	40	88	54	59	50	64	42	24	8 085	221	12	66	57 x	86
Paraguay	88	47	20	22	18	37	17	11	6 725	140	3	73	95	89
Pays-Bas	164	8	4	4	3	7	3	3	16 987	179	1	82	–	98
Pérou	106	80	15	17	14	57	12	8	31 774	615	9	75	94	94
Philippines	74	58	27	30	24	41	22	13	103 320	2 386	64	69	96	96
Pologne	157	17	5	5	4	15	4	3	38 224	365	2	78	–	96
Portugal	164	15	4	4	3	12	3	2	10 372	83	0	81	94	98
Qatar	133	21	9	9	8	18	7	4	2 570	25	0	78	98	92
République arabe syrienne	95	37	18	19	16	30	14	9	18 430	427	7	70	81 x	67
République centrafricaine	3	174	124	130	117	114	89	42	4 595	166	20	52	37 x	71
République de Corée	179	16	3	4	3	14	3	2	50 792	449	2	82	–	98
République de Moldova	100	33	16	18	14	27	14	12	4 060	43	1	72	99	87
République démocratique du Congo	8	184	94	101	87	118	72	29	78 736	3 269	304	60	77	35 x
République démocratique populaire lao	31	162	64	70	58	111	49	29	6 758	163	10	67	58	93
République dominicaine	68	60	31	34	28	46	26	21	10 649	216	7	74	92	87
République populaire démocratique de Corée	88	43	20	22	18	33	15	11	25 369	350	7	72	–	94 x
République tchèque	179	12	3	4	3	10	3	2	10 611	109	0	79	–	–
République-Unie de Tanzanie	36	179	57	60	53	108	40	22	55 572	2 087	117	66	78	80
Roumanie	133	31	9	10	8	25	8	4	19 778	192	2	75	99	87
Royaume-Uni	164	9	4	5	4	8	4	3	65 789	805	3	82	–	100
Rwanda	57	151	39	42	35	93	29	17	11 918	370	14	67	68	95
Saint-Kitts-et-Nevis	133	32	9	10	8	26	8	6	55	–	0	–	–	78
Saint-Marin	179	11	3	3	3	10	3	1	33	–	0	–	–	93
Saint-Siège	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–
Saint-Vincent-et-les Grenadines	98	24	17	18	15	20	15	10	110	2	0	73	–	94
Sainte-Lucie	118	21	13	15	12	18	12	9	178	2	0	75	–	93 x
Samoa	98	31	17	19	16	26	15	9	195	5	0	75	99	96
Sao Tomé-et-Principe	62	105	34	37	30	67	26	15	200	7	0	67	90	95
Sénégal	48	140	47	51	43	72	34	21	15 412	542	25	67	43	71
Serbie	153	28	6	6	5	24	5	4	8 820	94	1	75	99	96
Seychelles	114	17	14	16	13	14	12	9	94	2	0	74	94 x	95
Sierra Leone	4	262	114	120	106	156	83	33	7 396	258	29	52	32	99
Singapour	179	8	3	3	3	6	2	1	5 622	50	0	83	97	–
Slovaquie	153	15	6	6	5	13	5	3	5 444	57	0	77	–	–
Slovénie	192	10	2	3	2	9	2	1	2 078	21	0	81	–	98
Somalie	1	181	133	139	126	109	83	39	14 318	609	79	56	–	–
Soudan	29	131	65	70	60	82	45	29	39 579	1 290	83	64	54	54
Soudan du Sud	11	256	91	96	85	152	59	38	12 231	431	38	57	27 x	31
Sri Lanka	133	21	9	10	9	18	8	5	20 798	323	3	75	91 x	99
Suède	179	7	3	3	3	6	2	2	9 838	119	0	82	–	99
Suisse	164	8	4	4	4	7	4	3	8 402	86	0	83	–	93
Suriname	88	46	20	22	18	40	18	11	558	10	0	71	93	93
Swaziland	25	66	70	76	65	50	52	21	1 343	39	3	58	83 x	80
Tadjikistan	53	107	43	48	38	84	37	20	8 735	251	11	71	99 x	98
Tchad	2	211	127	133	121	111	75	35	14 453	615	77	53	22	79
Thaïlande	123	38	12	14	11	31	11	7	68 864	726	9	75	93	91
Timor-Leste	46	175	50	54	46	132	42	22	1 269	44	2	69	58 x	96
Togo	21	145	76	82	70	89	51	26	7 606	256	19	60	64	95
Tokelau	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–
Tonga	100	22	16	15	18	19	14	7	107	3	0	73	99	88
Trinité-et-Tobago	92	30	19	20	17	26	17	13	1 365	19	0	71	–	95 x

Pays et zones	Classement selon le TMM5	Taux de mortalité des moins de 5 ans		Taux de mortalité des moins de 5 ans par sexe		Taux de mortalité infantile (moins de 1 an)		Taux de mortalité néonatale	Population totale (milliers)	Nombre annuel de naissances (milliers)	Nombre annuel de décès de moins de 5 ans (milliers)	Espérance de vie à la naissance (années)	Taux total d'alphabétisation des adultes (%)	Taux net de scolarisation à l'école primaire (%)
		1990	2016	garçons	filles	1990	2016	2016	2016	2016	2016	2016	2016	2011-2016*
Tunisie	114	57	14	15	12	44	12	8	11 403	210	3	76	79	99
Turkménistan	44	86	51	60	42	70	43	22	5 663	144	7	68	–	–
Turquie	118	74	13	13	12	56	11	7	79 512	1 294	16	76	96	94
Tuvalu	78	57	25	28	23	44	21	17	11	–	0	–	–	84
Ukraine	133	19	9	10	8	17	8	5	44 439	479	4	72	100	96
Uruguay	133	23	9	10	8	21	8	5	3 444	49	0	77	99	94
Vanuatu	73	36	28	30	25	29	23	12	270	7	0	72	74 x	86
Venezuela (République bolivarienne du)	100	30	16	18	15	25	14	10	31 568	602	10	75	97	90
Viet Nam	82	51	22	25	18	37	17	12	94 569	1 582	34	76	94 x	98
Yémen	38	126	55	59	51	88	43	27	27 584	867	48	65	–	85
Zambie	33	182	63	68	58	110	44	23	16 591	620	39	62	83 x	87
Zimbabwe	37	75	56	62	51	50	40	23	16 150	535	30	61	89	86

DONNÉES CONSOLIDÉES

Asie de l'Est et Pacifique	–	57	16	18	15	43	14	8	2 291 492	31 393	510	75	–	94 **
Europe et Asie centrale	–	31	10	11	9	25	8	5	908 161	11 087	107	77	–	96
Europe de l'Est et Asie centrale	–	47	14	16	13	38	13	7	416 914	6 139	88	73	98	94
Europe de l'Ouest	–	11	4	4	4	9	3	2	491 247	4 948	19	81	–	98
Amérique latine et Caraïbes	–	55	18	19	16	44	15	9	633 773	10 749	187	76	94	93
Moyen-Orient et Afrique du Nord	–	66	24	26	22	50	20	14	435 225	9 953	237	74	78	94
Amérique du Nord	–	11	6	7	6	9	6	4	358 469	4 389	28	80	–	94
Asie du Sud	–	129	48	48	48	92	39	28	1 765 989	35 853	1 713	69	68	90
Afrique subsaharienne	–	181	78	84	73	108	53	28	1 034 153	37 038	2 860	60	65	80
Afrique de l'Est et australe	–	164	61	66	56	101	43	25	542 206	18 203	1 104	63	75	82
Afrique de l'Ouest et centrale	–	199	95	101	89	116	63	31	491 947	18 835	1 756	57	–	–
Pays les moins avancés	–	176	68	73	63	109	48	26	979 388	31 163	2 101	64	63	81
Monde	–	93	41	43	39	65	31	19	7 427 263	140 462	5 642	72	78	90 **

Pour la liste complète des pays et zones dans chaque région, sous-région et catégorie de pays, voir page 150 ou consulter <data.unicef.org/regionalclassifications>.

Il n'est pas recommandé de comparer les données d'éditions consécutives du rapport *La Situation des enfants dans le monde*.

DÉFINITION DES INDICATEURS

Taux de mortalité des moins de 5 ans – Probabilité de décéder entre la naissance et le cinquième anniversaire, pour 1 000 naissances vivantes.

Taux de mortalité infantile – Probabilité de décéder entre la naissance et le jour exact du premier anniversaire, exprimée pour 1 000 naissances vivantes.

Taux de mortalité néonatale – Probabilité de décéder au cours des 28 premiers jours de la vie, exprimée pour 1 000 naissances vivantes.

Espérance de vie à la naissance – Nombre d'années que vivrait un enfant nouveau-né s'il était exposé aux risques de mortalité qui prévalent dans son groupe de population au moment de sa naissance.

Taux total d'alphabétisation des adultes – Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus capable de lire et écrire, tout en le comprenant, un petit texte simple sur sa vie de tous les jours.

Taux net de scolarisation à l'école primaire – Nombre d'enfants inscrits à l'école primaire ou secondaire ayant l'âge officiel de fréquenter l'école primaire, en pourcentage du nombre total d'enfants ayant l'âge officiel d'aller à l'école primaire. En raison de l'inclusion des enfants en âge de fréquenter l'école primaire inscrits à l'école secondaire, cet indicateur est parfois désigné comme étant le taux net ajusté de scolarisation dans l'enseignement primaire.

SOURCES PRINCIPALES DES DONNÉES

Taux de mortalité néonatale, des moins de 5 ans et des enfants – Groupe interinstitutions des Nations Unies pour les estimations relatives à la mortalité des enfants (UNICEF, Organisation mondiale de la Santé, Division de la population de l'Organisation des Nations Unies et Banque mondiale).

Population totale et nombre total de naissances – Division de la population de l'Organisation des Nations Unies.

Décès des moins de 5 ans – Groupe interinstitutions des Nations Unies pour les estimations relatives à la mortalité des enfants (UNICEF, Organisation mondiale de la Santé, Division de la population de l'Organisation des Nations Unies et Banque mondiale).

Taux total d'alphabétisation des adultes et taux de scolarisation à l'école primaire – Institut de statistique de l'UNESCO (ISU).

NOTES

– Données non disponibles.

x Les données portent sur des années ou des périodes autres que celles indiquées dans la colonne de tête. Ces données ne sont pas prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales à l'exception des données 2005–2006 de l'Inde. Les estimations pour les années antérieures à 2000 ne sont pas affichées.

* Se rapporte à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.

** À l'exclusion de la Chine.

TABLEAU 2. NUTRITION

Pays et zones	Insuffisance pondérale à la naissance (%) ^y	Initiation précoce de l'allaitement (%)	Allaitement exclusif au sein <6 mois (%)	Introduction d'aliments solides semisolides ou mous 6-8 mois (%)	Régime minimum acceptable (6-23 mois) (%)	Nourris au sein à l'âge de 2 ans (%)	Retard de croissance (%)	Surpoids (%)	Émaciation (%)		Couverture totale par la supplémentation en vitamine ^a (%)	Ménages consommant du sel avec de l'iode (%)
	2011-2016*			2011-2016*			modéré et grave ^g	modéré et grave ^g	modérée et grave ^g	grave ^g	2015	2011-2016*
Afghanistan	–	41	43	61	16	59	41	5	10	4	98 α	57 S
Afrique du Sud	–	61 x	32	–	23	13	27	13	3	1	– α	–
Albanie	–	43 x	39 x	78 x	–	31 x	23 x	23 x	9 x	6 x	–	91 x S
Algérie	6 x	36	26	28	–	27	12	12	4	1	–	81 S
Allemagne	7	–	–	–	–	–	1 x	4 x	1 x	0 x	–	–
Andorre	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Angola	12 x	48	38	–	13	42	38	3	5	1	14 α	82 S
Anguilla	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Antigua-et-Barbuda	6	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Arabie saoudite	9	–	–	–	–	–	9 x	6 x	12 x	5 x	–	–
Argentine	7	53	33	93	–	29	8 x	10 x	1 x	0 x	–	–
Arménie	8 x	41	45	90	24	22	9	14	4	2	–	99 S
Australie	6 x	–	–	–	–	–	2 x	8 x	0 x	0 x	–	–
Autriche	7	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Azerbaïdjan	10 x	20	12	77	22	16 x	18	13	3	1	96 α w	94 y ^b
Bahamas	12	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bahreïn	10	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bangladesh	22 x	51	55	65	23	87	36	1	14	3	99 α	69 y ^a
Barbade	12	40	20 p	–	–	–	8	12	7	2	–	37 S
Bélarus	5	53	19	64	–	12	5 x	10 x	2 x	1 x	–	–
Belgique	7 x	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Belize	11	68	33	79	–	35	15	7	2	1	–	85
Bénin	15 x	47	41	73	14	46	34	2	5	1	95 α	69
Bhoutan	10 x	78	51	87	–	61	34 x	8 x	6 x	2 x	– α	–
Bolivie (État plurinational de)	6 x	78	64	83 x	–	40 x	18	9 x	2	1	– α	85 x S
Bosnie-Herzégovine	5	42	19	71	–	12	9	17	2	2	–	–
Botswana	13 x	40 x	20 x	–	–	6 x	31 x	11 x	7 x	3 x	57 α	83 x S
Brésil	9	43 x	39 x	94 x	–	26 x	7 x	7 x	2 x	0 x	–	98 x S
Brunéi Darussalam	12	–	–	–	–	–	20 x	8 x	3 x	0 x	–	–
Bulgarie	9	–	–	–	–	–	9 x	14 x	3 x	1 x	–	92 y ^a
Burkina Faso	14 x	42	50	59	3	80	27	1	8	1	99 α	92 x S
Burundi	13 x	74 x	83	70 x	10	81	56	1	5	1	71 α	87 x S
Cabo Verde	6 x	73 x	60 x	–	–	13 x	–	–	–	–	–	–
Cambodge	11 x	63	65	82	30	37	32	2	10	2	63 α	68 S
Cameroun	11 x	31	28	83	17	19	32	7	5	1	99 α	86 S
Canada	6	–	–	–	–	–	–	10 x	–	–	–	–
Chili	6	–	–	–	–	–	2	9	0	–	–	–
Chine	–	41 x	21	60 x	–	9 x	8	7 x	2	1 x	–	96 y ^b
Chypre	12 x	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Colombie	10	57 x	43 x	86 x	60 x	33 x	13 x	5 x	1 x	0 x	–	–
Comores	25 x	34	12	81	6	57	32	11	11	4	12 α	82 S
Congo	13 x	25	33	84	6	11	21	6	8	3	99 α	90 S
Costa Rica	7	60	33	86	–	28	6 x	8 x	1 x	–	–	–
Côte d'Ivoire	17 x	31	12	64	5	38	30	3	8	2	72 α	82 S
Croatie	5	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Cuba	5	48	33	91	56	24	7 x	–	2 x	–	–	–
Danemark	5	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Djibouti	10 x	55 x	1 x	35 x	–	18 x	34	8	22	9	72 α	4 x S
Dominique	11	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Égypte	13 x	27	40	77	23	20	22	16	10	5	– α	93 y ^b
El Salvador	9	42	47	90	67	57	14	6	2	0	–	–
Émirats arabes unis	6 x	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Équateur	9	55	40 x	74	–	19	25	8	2	1	–	–
Érythrée	14 x	93 x	69 x	40 x	–	73 x	50 x	2 x	15 x	4 x	51 α	72 x S
Espagne	8	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Estonie	5	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
État de Palestine	9 x	41	39	90	42	12	7	8	1	0	–	88 S
États-Unis	8 x	–	24	–	–	–	2	6	1	0	–	–
Éthiopie	20 x	73	58	60	7	76	38	3	10	3	74 α	86 S
Ex-République yougoslave de Macédoine	6	21	23	41	–	13	5	12	2	0	–	–
Fédération de Russie	6	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Fidji	10 x	57 x	40 x	–	–	–	8 x	5 x	6 x	2 x	–	–
Finlande	4	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

Pays et zones	Insuffisance pondérale à la naissance (%) ¹⁾	Initiation précoce de l'allaitement (%)	Allaitement exclusif au sein <6 mois (%)	Introduction d'aliments solides semisolides ou mous 6-8 mois (%)	Régime minimum acceptable (6-23 mois) (%)	Nourris au sein à l'âge de 2 ans (%)	Retard de croissance (%)	Surpoids (%)	Émaciation (%)		Couverture totale par la supplémentation en vitamine ^a (%)	Ménages consommant du sel avec de l'iode (%)
	2011-2016*			2011-2016*			modéré et grave ^b	modéré et grave ^b	modérée et grave ^b	grave ^b	2015	2011-2016*
France	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gabon	14 x	32	6	82	5	4	18	8	3	1	— α	90 S
Gambie	10 x	52	47	47	8	42	25	3	11	4	27 α	69 S
Géorgie	7	69	55 x	85 x	—	17 x	11 x	20 x	2 x	1 x	—	—
Ghana	11	56	52	73	13	50	19	3	5	1	28 α	57 S
Grèce	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grenade	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guatemala	11 x	63	53	—	52	57	47	5	1	0	15 α	—
Guinée	12 x	17	21	43	4	66	31	4	10	4	69 α	61 S
Guinée-Bissau	11 x	34	53	71	8	51	28	2	6	1	87 α	26 S
Guinée équatoriale	13 x	21	7	76	11	5	26	10	3	2	— α	57 x S
Guyana	14 x	49	23	81	40	41	12	5	6	2	—	43 S
Haïti	23	47	40	87	14	31	22	4	5	1	21 α	16 S
Honduras	10	64	31	70	54	43	23	5	1	0	— α	—
Hongrie	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles Cook	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles Marshall	18 x	73 x	31 x	—	—	53 x	—	—	—	—	— α	—
Îles Salomon	13 x	75 x	74 x	—	—	67 x	32	4	8	3	—	—
Îles Turques-et-Caïques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles Vierges britanniques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inde	28 x	42	55	52	10	67	38	2 x	21	8	53 α	93 y ^a
Indonésie	9 x	49	42	91	37	55	36	12	14	7	82 α	92 y ^b
Iran (République islamique d')	8	69	53	76	—	51	7	—	4	1	—	—
Iraq	13	43	20	36	—	23	23	12	7	4	—	55 S
Irlande	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Islande	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Israël	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Italie	7 x	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jamaïque	11	65	24	55	—	31	6	9	4	1 x	—	—
Japon	10	—	—	—	—	—	7 x	2 x	2 x	0 x	—	—
Jordanie	13 x	19	23	92	33	13	8	5	2	1	—	88 x y ^b
Kazakhstan	6	83	38	67	45	21	8	9	3	1	— α	94 S
Kenya	8 x	62	61	80	22	53	26	4	4	1	37 α	95 S
Kirghizistan	6	83	41	85	36	23	13	7	3	1	— α	99 S
Kiribati	8	—	69 x	—	—	82 x	—	—	—	—	— α	—
Koweït	8	—	—	—	—	—	5	6	3	1	—	—
Lesotho	11 x	65	67	83	11	30	33	7	3	1	— α	85 S
Lettonie	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liban	12 x	41 x	27 x	—	—	11 x	17 x	17 x	7 x	3 x	—	95 x S
Libéria	14 x	61	55	46	4	44	32	3	6	2	61 α	91 S
Libye	—	—	—	—	—	—	21 x	22 x	7 x	3 x	—	—
Liechtenstein	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lituanie	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Luxembourg	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Madagascar	16 x	66	42	90	—	83	49 x	6 x	15 x	6 x	97 α	68 x S
Malaisie	11	—	—	—	—	—	18	7	8	—	—	—
Malawi	14 x	76	61	89	8	72	37	5	3	1	16 α	78 S
Maldives	11 x	64 x	48 x	91 x	—	68 x	20 x	7 x	10 x	3 x	79 α	—
Mali	18 x	53	33	42	3	53	30	2	14	3	88 α	81 x S
Malte	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maroc	15 x	30	28	86 x	—	25	15	11	2	1	— α	—
Maurice	14 x	—	21 x	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mauritanie	35	62	41	66	—	40	28	1	15	4	83 α	24 S
Mexique	9	51	31	82	53	24	12	5	1	0	— α	—
Micronésie (États fédérés de)	11 x	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— α	—
Monaco	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mongolie	5 x	71	47	95	35	53	11	11	1	0	38 α	80 S
Monténégro	5	14	17	95	66	9	9	22	3	1	—	—
Montserrat	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mozambique	17	69	41	95	11	52	43	8	6	2	99 α	43 S
Myanmar	9 x	67	51	75	16	64	29	1	7	1	88 α	81 S
Namibie	16 x	71	49	80	13	21	23	4	7	3	— α	74 S
Nauru	27 x	76 x	67 x	—	—	65 x	24 x	3 x	1 x	0 x	—	—

TABLEAU 2. NUTRITION

Pays et zones	Insuffisance pondérale à la naissance (%) ¹	Initiation précoce de l'allaitement (%)	Allaitement exclusif au sein <6 mois (%)	Introduction d'aliments solides semisolides ou mous 6-8 mois (%)	Régime minimum acceptable (6-23 mois) (%)	Nourris au sein à l'âge de 2 ans (%)	Retard de croissance (%)	Surpoids (%)	Émaciation (%)		Couverture totale par la supplémentation en vitamine ^a (%)	Ménages consommant du sel avec de l'iode (%)
	modéré et grave ⁹	modéré et grave ⁹	modérée et grave ⁹	grave ⁹	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2015	2011-2016*	
Népal	18	55	66	84	32	89	36	1	10	2	79 α	94 S
Nicaragua	8	68	32	—	—	43	23 x	6 x	2 x	1 x	3 α	—
Niger	27 x	53	23	—	6	50	42	3	10	2	99 α	59 S
Nigéria	15	33	17	67	10	35	33	2	7	2	76 α	93 S
Nioué	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	5 x	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nouvelle-Zélande	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oman	10	71	33	90	—	48	14	4	8	2	—	—
Ouganda	12	53	66	67	14	43	29	4	4	1	— α	92 S
Ouzbékistan	5 x	67 x	26 x	47 x	—	38 x	20 x	13 x	5 x	2 x	98 α	82 x S
Pakistan	32 x	18	38	66	15	56	45	5	11	3	98 α	69 y ^a
Palaos	7 x	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Panama	8	47	22	61	—	34	19 x	—	1 x	0 x	—	—
Papouasie-Nouvelle-Guinée	11 x	—	56 x	—	—	72 x	50	14	14	7	— α	—
Paraguay	6 x	47 x	24 x	—	—	14 x	11	12	3	0	—	93 y ^b
Pays-Bas	6 x	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pérou	7	55	68	78	53	55 y	14	7	1	0	—	90 S
Philippines	21 x	50	34 x	90 x	—	41	33	4	7	2	72 α	52 y ^b
Pologne	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Portugal	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Qatar	8 x	34	29	50	—	32	—	—	—	—	—	—
République arabe syrienne	10 x	46 x	43 x	—	—	25 x	28 x	18 x	12 x	6 x	—	—
République centrafricaine	14 x	44 x	34 x	59 x	—	32 x	41	2	7	2 x	3 α	77 S
République de Corée	4 x	—	—	—	—	—	3	7	1	0	—	—
République de Moldova	6	61	36	62	—	12	6	5	2	1	—	58 S
République démocratique du Congo	10 x	52	48	79	8	66	43	4	8	3	94 α	82 S
République démocratique populaire lao	15	39	40	52	—	40	44	2	6	2	88 α	80 S
République dominicaine	11 x	38	5	81	45	12	7	8	2	1	—	30 x S
République populaire démocratique de Corée	6 x	28	69	66	—	22	28	0 x	4	1	99 α	—
République tchèque	8	—	—	—	—	—	3 x	4 x	5 x	1 x	—	—
République-Unie de Tanzanie	8 x	51	59	92	9	43	34	4	5	1	87 α	76 S
Roumanie	8	12 x	16 x	—	—	—	13 x	8 x	4 x	1 x	—	—
Royaume-Uni	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rwanda	7 x	81	87	57	19	87	37	8	2	1	96 α	91 S
Saint-Kitts-et-Nevis	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Marin	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Siège	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Vincent-et-les Grenadines	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sainte-Lucie	10	50	—	—	—	—	3	6	4	1	—	75 S
Samoa	10 x	88 x	51 x	—	—	74 x	5	5	4	1	—	96 S
Sao Tomé-et-Principe	10 x	38	74	74	22	24	17	2	4	1	42 α	91 S
Sénégal	19	31	33	63	10	48	17	1	7	1	29 α	57 S
Serbie	6	51	13	97	72	9	6	14	4	1	—	—
Seychelles	—	—	—	—	—	—	8	10	4	1	—	—
Sierra Leone	11 x	54	32	63	7	48	38	9	9	4	97 α	74 S
Singapour	10	—	—	—	—	—	4 x	3 x	4 x	1 x	—	—
Slovaquie	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Slovénie	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Somalie	—	23 x	5 x	16 x	—	27 x	25 x	3 x	15 x	5 x	33 α	7 x S
Soudan	—	69	55	51	15	49	38	3	16	5	72 α	34 S
Soudan du Sud	—	48 x	45 x	21 x	—	38 x	31 x	6 x	23 x	10 x	— α	60 x S
Sri Lanka	17 x	80 x	76 x	—	—	84 x	17	2	15	3	74 α	—
Suède	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suisse	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suriname	14 x	45 x	3 x	47 x	—	15 x	9 x	4 x	5 x	1 x	—	—
Swaziland	9 x	48	64	90	38	8	26	9	2	0	— α	90 S
Tadjikistan	10 x	50	34	49	20	50	27	7	10	4	97 α	84 S
Tchad	20 x	23	0	59	6	65	40	3	13	4	85 α	77 S
Thaïlande	11 x	40	23	85	56	16	11	8	5	1	—	85
Timor-Leste	12 x	93	62	97	18	39	50	2	11	2	61 α	76 x S
Togo	11 x	61	58	67	12	61	28	2	7	2	6 α	77 S
Tokelau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Pays et zones	Insuffisance pondérale à la naissance (%) ^u	Initiation précoce de l'allaitement (%)	Allaitement exclusif au sein <6 mois (%)	Introduction d'aliments solides semisolides ou mous 6-8 mois (%)	Régime minimum acceptable (6-23 mois) (%)	Nourris au sein à l'âge de 2 ans (%)	Retard de croissance (%)	Surpoids (%)	Émaciation (%)		Couverture totale par la supplémentation en vitamine ^a (%)	Ménages consommant du sel avec de l'iode (%)
	2011-2016*			2011-2016*			modéré et grave ^b	modéré et grave ^b	modérée et grave ^b	grave ^b	2015	2011-2016*
Tonga	–	79	52	–	–	30	8	17	5	2	–	–
Trinité-et-Tobago	12	41 x	13 x	83 x	–	22 x	5 x	5 x	5 x	1 x	–	53 x S
Tunisie	7	40	9	27	–	19	10	14	3	2	–	–
Turkménistan	5	73	59	82	77	20	12	6	4	1	– α	100 S
Turquie	11 x	50	30	75	–	34	10	11	2	0	–	85 x S
Tuvalu	6 x	15 x	35 x	–	–	51 x	10 x	6 x	3 x	1 x	–	–
Ukraine	5	66	20	43	–	22	4 x	27 x	0 x	4 x	–	36 S
Uruguay	8	77	–	–	–	–	11	7	1	0	–	–
Vanuatu	10 x	85	73	72	–	49	29	5	4	1	–	33 x S
Venezuela (République bolivarienne du)	9	–	–	–	–	–	13 x	6 x	4 x	–	–	–
Viet Nam	5	27	24	91	59	22	25	5	6	1	97 α w	61 S
Yémen	32 x	53	10	69	15	45	47	2	16	5	8 α	49 S
Zambie	11 x	66	73	82	11	42	40	6	6	3	– α	88 S
Zimbabwe	11	58	48	91	8	14	27	6	3	1	45 α	93 S

DONNÉES CONSOLIDÉES

Asie de l'Est et Pacifique	–	43	28	69	40 **	23	9	6	3	1	82	91
Europe et Asie centrale	6	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Europe de l'Est et Asie centrale	6	57	30	69	–	28 r	6 j	13 j	2 j	0 j	–	–
Europe de l'Ouest	7	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Amérique latine et Caraïbes	9	54	38	82 N	51 N	32	11	7	1	0	–	–
Moyen-Orient et Afrique du Nord	–	40	32	63	–	29	15	11	7	3	–	–
Amérique du Nord	–	–	24	–	–	–	2	8	1	0	–	–
Asie du Sud	–	39	52	56	12	68	36	4 k	16	5	66	88
Afrique subsaharienne	–	51	42	71	11	50	34	4	8	2	72	80
Afrique de l'Est et australe	–	63	55	75	13	53	34	4	7	2	65	78
Afrique de l'Ouest et centrale	–	40	29	68	9	47	34	4	9	3	78	81
Pays les moins avancés	–	56	49	70	12	62	–	–	–	–	77	72
Monde	–	45	40	66	17	45	23	6	8	3	70	86

Pour la liste complète des pays et zones dans chaque région, sous-région et catégorie de pays, voir page 150 ou consulter <data.unicef.org/regionalclassifications>. Il n'est pas recommandé de comparer les données d'éditions consécutives du rapport *La Situation des enfants dans le monde*.

DÉFINITION DES INDICATEURS

Insuffisance pondérale à la naissance – Pourcentage de nouveau-nés pesant moins de 2 500 grammes à la naissance.
Initiation précoce de l'allaitement maternel – Pourcentage de nourrissons qui sont mis au sein dans l'heure qui suit leur naissance.
Allaitement exclusivement au sein <6 mois – Pourcentage de nourrissons âgés de 0 à 5 mois qui n'ont été nourris qu'avec du lait maternel au cours des 24 heures qui ont précédé l'enquête.
Introduction d'aliments solides, semi-liquides ou mous (6-8 mois) – Pourcentage d'enfants âgés de 6 à 8 mois qui ont reçu des aliments solides, semi-solides ou mous au cours des 24 heures qui ont précédé l'enquête.
Régime minimum acceptable (6-23 mois) – Pourcentage d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui ont eu au moins la diversité de régime alimentaire minimum et la fréquence de repas minimum au cours de la journée précédente ET pourcentage d'enfants âgés de 6 à 23 mois non nourris au sein qui ont reçu au moins deux rations de lait et ont eu au moins la diversité de régime alimentaire minimum sans compter les rations de lait et la fréquence de repas minimum au cours de la journée précédente.
Nourris au sein à l'âge de 2 ans – Pourcentage d'enfants âgés de 20 à 23 mois qui ont reçu du lait maternel au cours des 24 heures qui ont précédé l'enquête.

Retard de croissance – Modéré et grave : pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois dont la taille pour l'âge est inférieure de deux écarts types à la taille pour l'âge médiane telle qu'elle est définie dans les Normes OMS de croissance de l'enfant.
Surpoids – Modéré et grave : pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois dont le poids pour la taille est supérieur de deux écarts types au poids pour la taille médian tel qu'il est défini dans les Normes OMS de croissance de l'enfant (y compris l'obésité).
Émaciation – Modérée et grave : pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois dont le poids pour la taille est inférieur de deux écarts types au poids pour la taille médian tel qu'il est défini dans les Normes OMS de croissance de l'enfant.
Émaciation – Grave : pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois dont la taille pour l'âge est inférieure de trois écarts types au poids pour la taille médian tel qu'il est défini dans les Normes OMS de croissance de l'enfant.
Couverture totale par la supplémentation en vitamine A – Pourcentage estimatif d'enfants âgés de 6-59 mois qui ont reçu deux doses de supplémentation en vitamine A, à 4 ou 6 mois d'intervalle environ, au cours d'une année donnée.
Ménages consommant du sel avec de l'iode – Pourcentage de ménages consommant du sel avec de l'iode (>0 ppm).

NOTES

– Données non disponibles.
x Les données se rapportent à des années ou à des périodes autres que celles indiquées en tête de colonne. Ces données ne sont pas prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales, sauf les données 2008 de la Chine pour les indicateurs suivants : « Initiation précoce de l'allaitement maternel », « Introduction d'aliments solides » et « Nourris au sein à l'âge de 2 ans ». Les estimations pour les années antérieures à 2000 ne sont pas affichées.
y Les données diffèrent de la définition standard ou se rapportent seulement à une partie d'un pays. Si ces données font partie de la période de référence notée, elles sont prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales. Les enquêtes comportant un appel de note « a » sont principalement des EDS en attente d'une nouvelle analyse pour ajouter à l'estimation les ménages qui n'avaient pas le sel. Pour les enquêtes comportant un appel de note « b », il n'est pas possible de confirmer si les valeurs indiquées comprennent les ménages sans sel ou pas.
p Fondé sur de petits dénominateurs (généralement 25-49 cas non pondérés). Aucune donnée basée sur moins de 25 cas non pondérés ne figure ici.
θ Les moyennes régionales et mondiales pour le retard de croissance (modéré et grave), le surpoids (modéré et grave) et l'émaciation (grave) sont estimées grâce à des modélisations statistiques des données issues des estimations communes de l'UNICEF/OMS/Groupe de la Banque mondiale sur la malnutrition infantile, révision de mai 2017. Pour de plus amples informations : <data.unicef.org/malnutrition>. Les décompositions pour le retard de croissance (modéré et grave) indiquées dans les tableaux 10 et 11 sont pondérées en fonction de la population, ce qui signifie qu'elles s'appuient sur les estimations les plus récentes pour chaque pays disposant de données entre 2011 et 2016. Les décompositions peuvent donc ne pas coïncider avec les estimations totales aux niveaux régional et mondial présentées dans ce tableau.
Δ La couverture totale en ce qui concerne les suppléments de vitamine A est présentée comme le pourcentage le plus faible de deux points de couverture annuels (c'est-à-dire le point le plus faible entre le premier semestre (janvier-juin) et le deuxième (juillet-décembre) de 2015). Les données ne sont présentées que pour les pays prioritaires pour la supplémentation en vitamine A. Les agrégats ne sont donc basés que sur ces pays prioritaires et ne représentent qu'eux.
w Indique les pays ayant des programmes nationaux de supplémentation en vitamine A qui ciblent une catégorie d'âge réduite. Le chiffre de couverture est présenté comme ciblé.
α Les pays désignés comme étant « prioritaires » sont identifiés. Les pays prioritaires pour les programmes nationaux de supplémentation en vitamine A sont identifiés comme étant ceux présentant de forts taux de mortalité chez les moins de 5 ans (plus de 70 pour 1 000 naissances vivantes), et/ou des preuves de carence en vitamine A au sein de ce groupe d'âge, et/ou démontrant avoir déjà bénéficié de programmes de supplémentation en vitamine A par le passé.
U La base de données sur l'insuffisance pondérale à la naissance n'a pas été mise à jour depuis octobre 2014. Puisque les données sont obsolètes, les agrégats pour plusieurs régions et la valeur mondiale ont été supprimés. De nouvelles méthodes sont actuellement appliquées pour générer des estimations à l'aide d'un processus interorganisations, et des mises à jour seront disponibles dans la prochaine édition de *La Situation des enfants dans le monde*.
j Les estimations pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale s'appuient sur un modèle destiné à toute l'Europe et à l'Asie centrale. Les données n'étaient pas disponibles pour la Fédération de Russie et provenaient essentiellement de pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale.
k En raison de faibles couvertures de la population pour les deux périodes les plus récentes de 2008 à 2012 et de 2013 à 2016, les données relatives au surpoids pour l'Asie du Sud ne sont pas présentées dans *La Situation des enfants dans le monde*. Toutefois, les estimations sont disponibles dans les Estimations communes sur la malnutrition disponible à l'adresse <https://data.unicef.org/topic/nutrition/malnutrition>, mais elles doivent être interprétées avec prudence.
S Nouvelle analyse réalisée en ajustant le dénominateur pour inclure les ménages sans sel.
* Se rapporte à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.
** À l'exclusion de la Chine.
r À l'exclusion de la Fédération de Russie.
N À l'exclusion du Brésil.

SOURCES PRINCIPALES DES DONNÉES

Insuffisance pondérale à la naissance – Enquêtes démographiques et de santé (EDS), Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS), autres enquêtes nationales sur les ménages, données obtenues à partir de rapports de routine, UNICEF et OMS.
Alimentation du nourrisson et du jeune enfant – EDS, MICS, autres enquêtes nationales sur les ménages et UNICEF.

Retard de croissance, surpoids, émaciation et émaciation grave – EDS, MICS, autres enquêtes nationales sur les ménages, OMS et UNICEF.
Supplémentation en vitamine A – UNICEF.
Consommation de sel iodé – EDS, MICS, autres enquêtes nationales sur les ménages, enquêtes sur les écoles, et UNICEF.

TABLEAU 3. SANTÉ

Pays et zones	Utilisation de sources d'eau potable de base (%) 2015			Utilisation d'installations sanitaires de base (%) 2015			Couverture vaccinale (%)										Pneumonie	Diarrhée	Paludisme			
	total	urbain	rural	total	urbain	rural	BCG	DTC1 ⁸	DTP3 ⁹	polio3	MCV1	MCV2 ^A	HepB3	Hib3	rota	PCV3	Protection à la naissance contre le tétanos ^A	Consultations pour enfants avec symptômes de pneumonie (%)	Traitement par sels de réhydratation orale (SRO) (%)	Traitement antipaludique chez les enfants fébriles (%)	Enfants dormant sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide (%)	Ménages possédant au moins une moustiquaire imprégnée d'insecticide (%)
Afghanistan	63	89	53	39	56	33	74	73	65	60	62	39	65	65	0	65	65	62	46	63	5	26
Afrique du Sud	85	97	63	73	76	69	74	78	66	66	75	70	66	66	73	69	80	88	51	68	-	-
Albanie	91	93	90	98	98	97	99	99	98	98	96	98	98	98	0	98	92	70 x	54 x	71 x	-	-
Algérie	93	95	89	87	90	82	99	96	91	91	94	96	91	91	0	61	92	66	25	-	-	-
Allemagne	100	100	100	99	99	99	-	95	95	94	97	93	88	93	66	86	-	-	-	-	-	-
Andorre	100	100	100	100	100	100	-	99	98	98	97	90	94	98	0	92	-	-	-	-	-	-
Angola	41	63	23	39	62	21	58	79	64	66	49	26	64	64	53	58	78	49	43	51	22	31
Anguilla	98	98	-	97	97	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Antigua-et-Barbuda	97	-	-	88	-	-	-	99	99	86	98	87	99	99	0	0	-	-	-	-	-	-
Arabie saoudite	100	-	-	100	-	-	98	98	98	97	98	96	98	98	95	98	-	-	-	-	-	-
Argentine	100	100	100	95	95	94	92	97	92	87	90	88	92	92	75	82	-	94	18	-	-	-
Arménie	99	99	99	92	96	83	99	97	94	96	97	97	94	94	94	94	-	57 x	37	71	-	-
Australie	100	100	100	100	-	-	-	98	94	94	95	94	94	94	87	94	-	-	-	-	-	-
Autriche	100	100	100	100	100	100	-	99	87	87	95	89	87	87	61	0	-	-	-	-	-	-
Azerbaïdjan	84	95	72	89	92	87	98	98	97	98	98	98	97	97	0	97	-	36 x	11	-	1 x	-
Bahamas	98	-	-	92	-	-	-	95	94	94	89	74	94	94	0	94	100	-	-	-	-	-
Bahreïn	100	-	-	100	-	-	-	99	99	99	99	99	99	99	98	99	98	-	-	-	-	-
Bangladesh	97	98	97	47	54	43	99	99	97	97	94	93	97	97	0	97	97	42	77	55	-	-
Barbade	98	-	-	96	-	-	-	99	97	97	92	87	97	97	0	96	-	-	-	-	-	-
Bélarus	98	98	99	94	94	95	98	99	98	98	98	98	96	11	0	0	-	93	45	-	-	-
Belgique	100	100	100	99	99	99	-	99	98	98	96	85	97	97	87	94	-	-	-	-	-	-
Belize	97	99	96	87	91	84	94	98	95	96	95	96	95	95	0	0	91	67	55	71	-	-
Bénin	67	77	60	14	25	5	96	86	82	78	74	0	82	82	0	75	85	23	25	44	73	77
Bhoutan	98	97	98	63	72	57	99	99	98	97	97	90	98	98	0	0	89	74 x	61 x	-	-	-
Bolivie (État plurinational de)	93	99	79	53	64	27	99	99	99	99	99	0	99	99	99	97	87	62	22	-	-	-
Bosnie-Herzégovine	98	97	98	95	99	92	97	90	78	79	83	78	78	69	0	0	-	87	36	-	-	-
Botswana	79	95	58	60	75	39	98	98	95	96	97	74	95	95	95	95	92	14 x	43 x	75 x	31	53
Brésil	97	99	87	86	91	58	99	89	86	98	96	72	86	86	94	94	93	50 x	-	-	-	-
Brunéi Darussalam	100	100	99	96	96	97	99	99	99	98	97	99	99	0	0	95	-	-	-	-	-	-
Bulgarie	99	99	99	86	87	84	96	94	92	92	92	88	91	92	0	90	-	-	-	-	-	-
Burkina Faso	54	79	43	23	48	12	98	95	91	91	88	50	91	91	91	91	92	52	40	61	75	90
Burundi	56	88	52	50	46	51	93	97	94	94	93	72	94	94	96	94	85	63	36	69	40	46
Cabo Verde	86	93	74	65	73	51	96	96	96	95	92	95	96	96	0	0	92	-	-	-	-	-
Cambodge	75	96	70	49	88	39	97	92	90	87	81	58	90	90	0	87	93	69	35	61	4 x	5 x
Cameroun	65	84	43	39	56	19	70	92	85	83	78	0	85	85	80	84	85	28	16	33	55	71
Canada	99	-	-	99	-	-	-	96	91	91	90	86	55	91	0	79	-	-	-	-	-	-
Chili	100	100	100	100	100	99	97	99	95	95	93	87	95	95	0	90	-	-	-	-	-	-
Chine	96	96	96	75	86	61	99	99	99	99	99	99	99	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Chypre	100	100	100	99	100	99	-	98	97	97	90	88	97	96	0	81	-	-	-	-	-	-
Colombie	97	100	86	84	88	72	88	93	91	91	93	87	91	91	90	89	90	64 x	54 x	54 x	-	3 x
Comores	84	93	80	34	47	29	94	96	91	92	99	0	91	91	0	0	85	38	38	45	41	59
Congo	68	85	37	15	20	6	85	85	80	80	80	0	80	80	80	80	85	28	28	51	61	66
Costa Rica	100	100	100	97	98	94	89	99	97	97	93	87	97	97	0	94	-	77	40	-	-	-
Côte d'Ivoire	73	89	54	30	45	13	95	98	85	80	77	0	85	85	0	83	90	38	17	43	37	67
Croatie	100	100	100	97	98	96	99	98	93	93	90	96	93	93	0	0	-	-	-	-	-	-
Cuba	95	97	90	91	92	88	99	99	99	98	99	99	99	0	0	-	-	93	61	93	-	-
Danemark	100	100	100	100	100	100	-	97	94	94	94	85	0	94	0	94	-	-	-	-	-	-
Djibouti	77	83	55	51	63	13	90	90	84	84	75	82	84	84	86	82	85	94	94	-	20 x	32
Dominique	97	-	-	78	-	-	98	99	99	99	96	92	99	99	0	0	-	-	-	-	-	-
Égypte	98	99	98	93	97	90	96	96	95	95	95	96	95	95	0	0	80	68	28	68	-	-
El Salvador	93	98	83	91	93	87	99	97	93	95	90	87	93	93	93	90	90	80	70	-	-	-
Émirats arabes unis	100	100	100	100	100	100	99	99	99	99	99	99	99	99	92	99	-	-	-	-	-	-
Équateur	93	100	80	86	89	80	84	94	83	79	86	76	84	84	80	84	88	-	46	-	-	-
Érythrée	19	66	6	11	29	6	97	97	95	95	93	85	95	95	96	95	94	45 x	43 x	-	20 x	71 x
Espagne	100	100	100	100	100	100	-	99	97	97	97	95	97	97	0	0	-	-	-	-	-	-
Estonie	100	100	99	100	100	100	95	94	93	93	93	92	93	93	85	0	-	-	-	-	-	-
État de Palestine	88	86	94	96	95	99	99	99	99	99	99	99	99	99	0	99	-	77	32	-	-	-
États-Unis	99	100	97	100	100	100	-	97	95	94	92	0	93	93	73	93	-	-	-	-	-	-
Éthiopie	39	77	30	7	18	4	75	86	77	75	70	0	77	77	63	76	80	30	30	35	45	64
Ex-République yougoslave de Macédoine	97	96	98	91	97	83	99	97	95	95	82	93	94	94	0	0	-	93 x	62	-	-	-
Fédération de Russie	96	99	90	89	93	76	96	97	97	97	98	97	97	0	0	35	-	-	-	-	-	-

Pays et zones	Utilisation de sources d'eau potable de base (%) 2015			Utilisation d'installations sanitaires de base (%) 2015			Couverture vaccinale (%)											Pneumonie		Diarrhée		Paludisme		
							BCG	DTC1 ^B	DTP3 ^B	polio3	MCV1	MCV2 ^A	HepB3	Hib3	rota	PCV3	Protection à la naissance contre le tétanos ^A	Consultations pour enfants avec symptômes de pneumonie (%)	Traitement par sels de réhydratation orale (SRO) (%)	Traitement antipaludique chez les enfants fébriles (%)	Enfants dormant sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide (%)	Ménages possédant au moins une moustiquaire imprégnée d'insecticide (%)		
	total	urbain	rural	total	urbain	rural	2016											2011-2016*						
Fidji	94	98	89	96	96	95	99	99	99	99	94	94	99	99	99	99	94	–	–	–	–	–		
Finlande	100	100	100	99	99	99	–	99	92	92	94	85	0	92	84	87	–	–	–	–	–	–		
France	100	100	100	99	99	99	–	99	97	97	90	79	88	96	0	91	–	–	–	–	–	–		
Gabon	88	92	59	41	42	32	94	83	75	74	64	0	75	75	0	0	90	68	26	67	39	36		
Gambie	80	88	68	42	46	35	98	99	95	95	97	79	95	95	95	95	92	68	59	65	47	69		
Géorgie	93	98	87	85	95	73	98	97	92	92	93	85	92	92	75	75	–	74 x	40 x	–	–	–		
Ghana	78	88	66	14	19	9	94	94	93	95	89	75	93	93	94	93	88	56	49	77	47	68		
Grèce	100	100	100	99	99	98	–	99	99	99	97	83	96	99	20	96	–	–	–	–	–	–		
Grenade	96	–	–	78	–	–	–	98	96	98	95	85	96	96	0	0	–	–	–	–	–	–		
Guatemala	94	97	89	67	81	53	87	96	80	82	86	65	80	80	82	81	90	52	49	50	–	–		
Guinée	67	88	55	22	34	15	72	65	57	42	54	0	57	57	0	0	80	37	34	37	26	47		
Guinée-Bissau	69	85	54	21	35	8	94	95	87	87	81	0	87	87	61	80	80	34	35	51	81	90		
Guinée équatoriale	50	78	31	75	80	71	48	40	19	20	30	0	19	19	0	0	70	54	40	62	23	38		
Guyana	95	100	93	86	89	85	95	97	97	94	99	94	97	97	96	92	99	84	43	71	7	5		
Haiti	64	81	40	31	37	22	72	78	58	56	53	26	58	58	48	0	88	38	53	40	12	19		
Honduras	92	99	84	80	84	75	99	99	97	97	88	0	97	97	97	97	94	64	60	62	–	–		
Hongrie	100	100	100	98	98	99	99	99	99	99	99	99	0	99	0	98	–	–	–	–	–	–		
Îles Cook	100	–	–	98	–	–	99	99	99	99	90	90	99	99	0	0	–	–	–	–	–	–		
Îles Marshall	78	70	99	87	95	66	94	87	71	69	75	49	73	58	38	51	–	–	38 x	63 x	–	–		
Îles Salomon	64	90	56	31	76	18	98	99	99	99	99	0	99	99	0	87	85	79	37	61	70	86		
Îles Turques-et-Caïques	94	–	–	88	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Îles Vierges britanniques	100	–	–	97	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Inde	88	93	85	44	65	34	89	91	88	86	88	76	88	80	4	0	87	73	51	71 x	–	–		
Indonésie	90	97	81	68	77	57	81	95	79	80	76	56	79	79	0	0	85	75	39	74	3 x	3 x		
Iran (République islamique d')	95	97	89	88	92	79	99	99	99	99	99	98	99	99	0	0	95	76 x	61 x	–	–	–		
Iraq	86	90	78	86	86	86	94	73	63	68	66	64	61	63	34	0	75	74	23	–	–	–		
Irlande	99	99	99	92	91	95	18	98	95	95	92	0	95	95	0	91	–	–	–	–	–	–		
Islande	100	100	100	99	99	100	–	96	91	91	91	95	0	91	0	90	–	–	–	–	–	–		
Israël	100	100	100	100	100	100	–	94	94	94	97	97	95	94	81	93	–	–	–	–	–	–		
Italie	100	100	100	99	99	99	–	97	93	93	85	83	93	93	0	89	–	–	–	–	–	–		
Jamaïque	93	97	88	85	84	87	96	99	99	99	95	85	98	99	0	0	80	82	64	–	–	–		
Japon	99	–	–	100	–	–	84	99	99	99	96	93	0	99	0	99	–	–	–	–	–	–		
Jordanie	99	99	97	97	97	96	99	99	98	98	96	99	98	98	97	0	90	77	20	69	–	–		
Kazakhstan	91	97	84	98	97	99	95	93	82	82	99	99	82	82	0	97	–	81	62	–	–	–		
Kenya	58	83	50	30	35	28	99	96	89	88	75	32	89	89	74	78	85	66	54	72	56	59		
Kirghizistan	87	97	82	97	93	99	97	97	96	97	97	98	96	96	0	0	–	60	33	56	–	–		
Kiribati	64	90	44	40	49	32	79	82	81	82	80	79	81	81	79	79	90	81 x	62 x	27 x	–	–		
Koweït	100	–	–	100	–	–	99	99	99	99	93	96	99	99	0	99	95	–	–	–	–	–		
Lesotho	72	87	66	44	46	43	98	98	93	90	90	82	93	93	0	93	85	63	53	61	–	–		
Lettonie	99	99	98	93	97	84	96	99	98	98	93	89	98	98	83	82	–	–	–	–	–	–		
Liban	92	–	–	95	–	–	–	84	81	75	79	75	81	81	0	0	–	74 x	44 x	–	–	–		
Libéria	70	80	60	17	28	6	97	99	79	79	80	0	79	79	48	79	89	51	60	78	44	62		
Libye	97	–	–	100	–	–	99	98	97	97	97	96	97	97	97	96	–	–	–	–	–	–		
Liechtenstein	100	–	–	100	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Lituanie	97	100	93	94	97	86	98	97	94	94	94	92	95	94	0	82	–	–	–	–	–	–		
Luxembourg	100	100	100	98	97	99	–	99	99	99	99	86	94	99	89	95	–	–	–	–	–	–		
Madagascar	51	82	34	10	16	6	70	84	77	75	58	0	77	77	78	76	78	41	15	46	73	80		
Malaisie	96	99	89	100	100	99	98	99	98	98	96	99	98	98	0	0	90	–	–	–	–	–		
Malawi	67	87	63	44	49	43	86	89	84	83	81	61	84	84	81	83	89	78	65	67	43	57		
Maldives	98	96	100	96	93	98	99	99	99	99	99	99	99	99	0	0	99	22 x	57 x	84 x	–	–		
Mali	74	91	63	31	46	22	92	86	68	67	75	0	68	68	60	70	85	23	22 x	49	79	93		
Malte	100	100	100	100	100	100	–	97	97	97	93	86	97	97	0	0	–	–	–	–	–	–		
Maroc	83	96	64	83	89	75	99	99	99	99	99	99	99	99	99	98	90	70	22	–	–	–		
Maurice	100	100	100	93	94	93	98	97	96	96	92	92	72	96	92	10	95	–	–	–	–	–		
Mauritanie	70	86	45	45	63	17	85	87	73	67	70	0	73	73	73	73	80	34	19	35	18	67		
Mexique	98	100	94	89	91	81	99	99	97	96	96	98	93	97	72	92	90	73	61	–	–	–		
Micronésie (États fédérés de)	88	97	86	–	–	–	85	95	69	68	70	74	76	61	46	63	–	–	–	–	–	–		
Monaco	100	100	–	100	100	–	89	99	99	99	99	0	99	99	0	0	–	–	–	–	–	–		
Mongolie	83	94	56	59	66	41	99	99	99	99	98	90	99	99	0	0	–	70	42	–	–	–		
Monténégro	98	97	99	96	98	92	88	97	89	89	47	86	75	89	0	0	–	89 x	16 x	74	–	–		
Montserrat	97	–	–	89	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Mozambique	47	79	32	24	47	12	95	90	80	80	91	51	80	80	76	80	83	50	55	56	36	51		
Myanmar	68	82	60	65	76	59	88	94	90	89	91	86	90	90	0	14	87	58	62	65	19	27		

TABLEAU 3. SANTÉ

Pays et zones	Utilisation de sources d'eau potable de base (%) 2015			Utilisation d'installations sanitaires de base (%) 2015			Couverture vaccinale (%)											Pneumonie	Diarrhée	Paludisme		
	total	urbain	rural	total	urbain	rural	BCG	DTC1 ⁸	DTP3 ⁹	polio3	MCV1	MCV2 ^A	HepB3	Hib3	rota	PCV3	Protection à la naissance contre le tétanos ^A	Consultations pour enfants avec symptômes de pneumonie (%)	Traitement par sels de réhydratation orale (SRO) (%)	Traitement antipaludique chez les enfants fébriles (%)	Enfants dormant sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide (%)	Ménages possédant au moins une moustiquaire imprégnée d'insecticide (%)
Namibie	79	97	63	34	55	15	94	98	92	92	85	0	92	92	86	81	88	68	72	63	6	24
Nauru	100	100	–	66	66	–	99	98	91	91	98	96	91	91	0	0	–	69 x	23 x	51 x	–	–
Népal	88	89	87	46	52	45	93	92	87	85	83	25	87	87	0	46	82	85	37	46	–	–
Nicaragua	82	97	61	76	86	63	98	99	98	99	99	0	98	98	98	98	85	58 x	65	–	–	–
Niger	46	89	36	13	44	6	77	87	67	67	74	37	67	67	61	64	85	59	41	51	20	61
Nigéria	67	82	54	33	39	27	64	64	49	49	51	0	49	49	0	26	63	35	34	66	44	69
Nioué	98	–	–	97	–	–	99	99	99	99	99	99	99	99	0	99	–	–	–	–	–	–
Norvège	100	100	100	98	98	98	–	99	96	96	96	91	0	96	0	94	–	–	–	–	–	–
Nouvelle-Zélande	100	100	100	100	100	100	–	92	92	92	92	89	92	92	66	93	–	–	–	–	–	–
Oman	91	95	78	99	99	99	99	99	99	99	99	99	99	0	99	98	56	59	–	–	–	–
Ouganda	39	73	32	19	28	17	93	89	78	82	82	0	78	78	0	78	87	80	47	81	62	78
Ouzbékistan	–	99	–	100	100	100	99	99	99	99	99	99	99	99	99	99	–	68 x	28 x	–	–	–
Pakistan	89	92	87	58	74	48	85	79	72	72	61	53	72	72	0	72	80	64	38	65	0 x	1
Palaos	100	100	97	100	100	100	–	99	98	98	96	95	98	98	98	98	–	–	–	–	–	–
Panama	95	99	87	77	86	59	99	96	73	72	90	92	73	73	92	83	–	82	52	–	–	–
Papouasie-Nouvelle-Guinée	37	84	29	19	55	13	89	87	72	73	70	0	66	72	0	20	75	63 x	–	–	–	–
Paraguay	99	99	98	91	98	81	99	99	93	89	99	92	93	93	92	99	85	–	–	–	–	–
Pays-Bas	100	100	100	98	98	100	–	98	95	95	94	91	93	95	0	94	–	–	–	–	–	–
Pérou	90	95	72	77	82	58	90	94	89	88	88	66	89	89	87	86	85	62	32	61	–	–
Philippines	91	96	86	75	79	72	76	87	86	72	80	66	86	86	0	36	90	64	49	50	–	–
Pologne	98	99	96	98	98	98	94	99	98	92	96	94	96	98	0	0	–	–	–	–	–	–
Portugal	100	100	100	99	99	100	32	99	98	98	98	95	98	98	0	0	–	–	–	–	–	–
Qatar	100	–	–	100	–	–	97	99	98	98	99	92	98	98	99	97	–	–	–	–	–	–
République arabe syrienne	97	99	94	93	96	89	66	61	42	48	62	52	50	42	0	0	91	77 x	50 x	–	–	–
République centrafricaine	54	74	41	25	49	9	74	69	47	47	49	0	47	47	0	47	60	30 x	16 x	–	36 x	47 x
République de Corée	100	–	–	100	–	–	97	98	98	98	98	97	98	98	0	98	–	–	–	–	–	–
République de Moldova	87	96	79	78	89	70	97	94	89	91	88	95	90	89	70	77	–	79	42	–	–	–
République démocratique du Congo	42	70	21	20	23	18	80	80	79	74	77	0	79	79	0	77	85	42	39	55	56	70
République démocratique populaire lao	80	92	73	73	93	60	78	85	82	83	76	0	82	82	0	78	90	54	42	–	43	50
République dominicaine	94	97	86	83	85	74	99	98	87	82	85	0	80	73	75	30	90	73	48	65	–	–
République populaire démocratique de Corée	100	100	99	77	83	68	97	97	96	99	99	98	96	96	0	0	97	80 x	74 x	–	–	–
République tchèque	100	100	100	99	99	99	–	98	96	96	98	93	96	96	0	0	–	–	–	–	–	–
République-Unie de Tanzanie	50	79	37	24	37	17	99	99	97	93	90	71	97	97	96	96	90	55	45	50	54	66
Roumanie	100	100	100	82	93	68	84	96	89	89	86	76	90	89	0	0	–	–	–	–	–	–
Royaume-Uni	100	100	100	99	99	99	–	98	94	94	92	89	0	94	90	92	–	–	–	–	–	–
Rwanda	57	77	49	62	57	64	99	99	98	99	95	90	98	98	98	98	90	54	28	57	68	81
Saint-Kitts-et-Nevis	–	–	–	–	–	–	96	99	97	99	98	97	98	98	0	0	–	–	–	–	–	–
Saint-Marin	100	–	–	100	–	–	–	78	66	66	62	36	66	65	0	12	–	–	–	–	–	–
Saint-Siège	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Saint-Vincent-et-les Grenadines	95	–	–	87	–	–	99	99	98	97	99	99	98	99	0	0	–	–	–	–	–	–
Sainte-Lucie	98	98	98	91	86	92	96	95	95	95	99	88	95	95	0	0	–	–	–	–	–	–
Samoa	96	99	95	97	98	96	76	95	62	57	68	44	55	55	0	0	–	78	63	59	–	–
Sao Tomé-et-Principe	80	83	74	40	47	28	92	97	96	96	93	76	96	96	24	96	99	69	49	66	61	78
Sénégal	75	91	63	48	66	35	97	96	93	92	93	75	93	93	93	93	91	48	32	49	55	77
Serbie	91	88	95	95	98	91	98	97	92	93	82	90	91	92	0	0	–	90 x	36 x	–	–	–
Seychelles	96	–	–	100	–	–	99	98	96	96	97	99	97	96	0	0	100	–	–	–	–	–
Sierra Leone	58	75	47	15	24	8	92	97	84	84	83	50	84	84	95	84	90	72	85	72	49	64
Singapour	100	100	–	100	100	–	99	98	97	96	95	88	96	96	57	78	–	–	–	–	–	–
Slovaquie	98	99	97	99	99	98	0	99	96	96	95	97	96	96	0	96	–	–	–	–	–	–
Slovénie	100	100	99	99	99	99	–	98	94	94	92	93	0	94	0	50	–	–	–	–	–	–
Somalie	40	70	20	16	28	8	37	52	42	47	46	0	42	42	0	0	67	13 x	13 x	–	11 x	12 x
Soudan	59	73	52	35	58	23	96	97	93	93	86	69	93	93	90	93	77	48	20	–	30 x	25 x
Soudan du Sud	50	60	48	10	28	6	37	35	26	31	20	0	26	26	0	0	75	48 x	39 x	57	46	66
Sri Lanka	92	96	91	94	89	95	99	99	99	99	99	99	99	99	0	0	95	58 x	51 x	85 x	3 x	5 x
Suède	100	100	100	99	99	100	26	99	98	98	97	95	67	98	0	97	–	–	–	–	–	–
Suisse	100	100	100	100	100	100	–	99	97	97	94	89	0	97	0	81	–	–	–	–	–	–
Suriname	95	98	88	79	88	61	–	92	91	91	97	44	91	91	0	0	93	76 x	42 x	–	43 x	61 x
Swaziland	68	95	60	58	58	58	97	96	90	90	89	89	90	90	95	90	90	60	84	63	2 x	10 x
Tadjikistan	74	92	68	95	94	96	98	98	96	97	97	97	97	97	96	0	–	63	60	57	1 x	2 x
Tchad	43	78	32	10	33	3	56	60	46	44	58	0	46	46	0	0	80	26	20	23	36	77

Pays et zones	Utilisation de sources d'eau potable de base (%) 2015						Utilisation d'installations sanitaires de base (%) 2015						Couverture vaccinale (%)										Pneumonie		Diarrhée		Paludisme		
	total			total			BCG	DTC1 ¹	DTP3 ²	polio3	MCV1	MCV2 ³	HepB3	Hib3	rota	PCV3	Protection à la naissance contre le tétanos ⁴	Consultations pour enfants avec symptômes de pneumonie (%)	Traitement par sels de réhydratation orale (SRO) (%)	Traitement antipaludique chez les enfants fébriles (%)	Enfants dormant sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide (%)	Ménages possédant au moins une moustiquaire imprégnée d'insecticide (%)							
	total	urbain	rural	total	urbain	rural	2016										2011-2016*												
Thaïlande	98	99	97	95	94	96	99	99	99	99	99	99	99	0	0	0	95	80	73	76	–	–							
Timor-Leste	70	91	60	44	73	30	85	95	85	83	78	22	85	85	0	81	71 x	71 x	73 x	41 x	41 x								
Togo	63	90	45	14	28	5	79	93	89	89	87	0	89	89	90	89	49	19	58	43	65								
Tokelau	100	–	100	93	–	93	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–								
Tonga	100	100	100	93	97	92	80	83	78	80	84	85	78	78	0	0	–	–	64	–	–								
Trinité-et-Tobago	97	–	–	92	–	–	–	97	97	84	86	65	97	97	0	91	74 x	–	–	–	–								
Tunisie	94	100	83	93	98	83	95	99	98	98	96	97	98	98	0	96	60	65	–	–	–								
Turkménistan	94	91	98	97	94	99	98	99	98	98	99	99	98	98	0	0	59	47	–	–	–								
Turquie	99	99	100	96	99	89	96	99	98	98	98	85	98	98	0	98	90	–	–	–	–								
Tuvalu	99	100	99	91	92	91	98	99	94	94	96	92	94	94	0	0	–	44 x	79 x	–	–								
Ukraine	98	97	100	96	97	93	75	42	19	56	42	31	26	47	0	0	92	59	–	–	–								
Uruguay	99	100	94	96	96	95	98	97	95	95	95	92	95	95	0	94	91	–	–	–	–								
Vanuatu	91	99	87	53	61	51	73	75	64	65	53	0	64	64	0	78	72	48	57	51	83								
Venezuela (République bolivarienne du)	97	99	86	95	98	72	99	98	84	82	88	53	84	84	47	75	72 x	38 x	–	–	–								
Viet Nam	91	92	91	78	91	72	95	96	96	95	99	95	96	96	0	94	81	51	–	9	10								
Yémen	70	85	63	60	90	44	73	76	71	65	70	49	71	71	59	71	34	25	33	–	–								
Zambie	61	86	44	31	49	19	99	99	91	87	93	58	91	91	90	90	70	64	75	41	68								
Zimbabwe	67	94	54	39	54	31	95	94	90	90	95	63	90	90	91	90	51	41	50	9	48								

DONNÉES CONSOLIDÉES

Asie de l'Est et Pacifique	94	96	91	77	87	63	93	97	94	93	93	87	90	38	1	11	89 **	72 **	47 **	67 **	–	–
Europe et Asie centrale	98	99	94	96	98	92	91	95	92	94	93	88	81	76	22	62	–	–	–	–	–	
Europe de l'Est et Asie centrale	95	98	90	93	95	87	95	93	90	93	93	88	90	61	16	54	–	–	–	–	–	
Europe de l'Ouest	100	100	99	99	99	99	66	98	96	95	93	88	69	95	30	71	–	–	–	–	–	
Amérique latine et Caraïbes	96	99	86	86	90	68	95	94	90	92	92	73	89	89	77	81	72	48	–	–	–	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	93	96	87	89	94	81	94	91	88	88	89	87	88	88	29	32	84	65	27	–	–	
Amérique du Nord	99	100	97	100	100	100	–	97	95	94	92	8	90	93	67	92	–	–	–	–	–	
Asie du Sud	88	93	86	46	65	37	89	89	86	84	84	72	86	80	3	22	86	69	51	61 †	5 †	
Afrique subsaharienne	58	82	43	28	42	20	80	83	74	73	72	24	74	74	45	65	80	47	38	57	48	
Afrique de l'Est et australe	53	82	40	30	48	21	84	88	80	80	76	36	80	80	66	76	82	56	42	56	48	
Afrique de l'Ouest et centrale	62	82	46	27	37	19	76	77	67	65	67	11	67	67	25	54	77	39	34	57	48	
Pays les moins avancés	62	83	52	32	46	26	84	87	80	78	77	37	80	80	42	72	84	49	44	53	46	
Monde	89	95	80	68	83	50	88	91	86	85	85	64	84	70	25	42	84 **	62 **	44 **	59 †**	–	–

Pour la liste complète des pays et zones dans chaque région, sous-région et catégorie de pays, voir page 150 ou consulter <data.unicef.org/regionalclassifications>. Il n'est pas recommandé de comparer les données d'éditions consécutives du rapport *La Situation des enfants dans le monde*.

DÉFINITION DES INDICATEURS

Utilisation de sources d'eau potable de base – Pourcentage de la population utilisant une source d'eau améliorée, où le temps de collecte est de 30 minutes maximum aller-retour, y compris le temps d'attente (les sources améliorées comprennent l'eau courante, les puits tubulaires ou trous de sonde, les puits creusés protégés, les sources protégées, l'eau de pluie, l'eau en bouteille ou acheminée).

Utilisation d'installations sanitaires de base – Pourcentage de la population utilisant des installations sanitaires améliorées non partagées avec d'autres ménages (les installations améliorées comprennent les latrines à chasse d'eau ou installations reliées au réseau d'égouts, les fosses septiques ou les latrines à fosse, les latrines améliorées à fosse autoventilée, les latrines avec dalle, les latrines à compost).

PEV – Programme élargi de vaccination : les premières maladies ciblées par le PEV étaient la diphtérie, la coqueluche et le tétanos (DTC) ; la rougeole ; la poliomyélite ; et la tuberculose (TB). Des vaccins supplémentaires ont été ajoutés aux six recommandés en 1974. Il s'agit des vaccins visant à protéger contre l'hépatite B (HepB) et l'Haemophilus influenzae type B (Hib). Les programmes nationaux incluent de plus en plus le vaccin conjugué contre le pneumocoque et celui contre le rotavirus, lesquels sont également recommandés par l'OMS.

BCG – Pourcentage de nourrissons nés vivants à qui on a administré le bacille de Calmette et Guérin (vaccin contre la tuberculose).

DTC1 – Pourcentage de nourrissons survivants à qui on a administré la première dose de vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche.

DTC3 – Pourcentage de nourrissons survivants à qui on a administré trois doses de vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche.

Polio3 – Pourcentage de nourrissons survivants à qui on a administré trois doses de vaccin contre la poliomyélite.

MCV1 – Pourcentage de nourrissons survivants à qui on a administré leur première dose de vaccin contre la rougeole.

MCV2 – Pourcentage de nourrissons survivants à qui on a administré leur deuxième dose de vaccin contre la rougeole.

HepB3 – Pourcentage de nourrissons survivants à qui on a administré trois doses de vaccin contre l'hépatite B.

Hib3 – Pourcentage de nourrissons survivants à qui on a administré trois doses de vaccin contre l'Haemophilus influenzae type b.

Rota – Pourcentage de nourrissons survivants qui ont reçu la dernière dose du vaccin contre le rotavirus, comme cela a été recommandé.

PCV3 – Pourcentage de nourrissons survivants qui ont reçu trois doses de vaccin conjugué contre le pneumocoque.

Protection à la naissance – Pourcentage de nouveau-nés protégés à la naissance contre le tétanos par le vaccin tétanos toxoïde.

Consultations pour des enfants présentant des symptômes de pneumonie – Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant des symptômes de pneumonie (toux, respiration rapide ou difficile due à un problème dans la poitrine) dans les deux semaines précédant l'enquête et pour lesquels on a demandé un conseil ou un traitement auprès d'un centre de santé ou d'un soignant.

Traitement de la diarrhée par les sels de réhydratation orale (SRO) – Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans atteints de diarrhée au cours des deux semaines précédant l'enquête à qui l'on a administré des sels de réhydratation orale (sachets de sels de réhydratation orale, ou SRO liquides pré-conditionnés).

Consultations médicales pour les enfants fébriles – Pourcentage d'enfants fébriles âgés de moins de 5 ans pour lesquels il a été demandé des conseils ou un traitement auprès d'un centre de santé ou d'un soignant. Sont exclus les fournisseurs de médicaments, les magasins et les guérisseurs traditionnels. Dans certains pays, en particulier ceux où le paludisme n'est pas endémique, les pharmacies ont également été exclues du calcul.

Enfants dormant sous une moustiquaire imprégnée – Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui ont dormi sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide la nuit qui a précédé l'enquête.

Ménages possédant au moins une moustiquaire imprégnée – Pourcentage de ménages possédant au moins une moustiquaire imprégnée d'insecticide.

SOURCES PRINCIPALES DES DONNÉES

Utilisation de sources d'eau potable et d'installations sanitaires de base – UNICEF et OMS, Programme commun de surveillance de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

Vaccination – estimations réalisées par l'OMS et l'UNICEF de la couverture immunitaire nationale, révision de 2016.

Consultations pour les enfants présentant des symptômes de pneumonie – Enquêtes démographiques et de santé (EDS), Enquêtes en

grappes à indicateurs multiples (MICS) et autres enquêtes nationales sur les ménages.

Traitement de la diarrhée par les sels de réhydratation orale (SRO) – EDS, MICS et autres enquêtes nationales sur les ménages.

Prévention et traitement du paludisme – EDS, MICS, enquêtes sur les indicateurs de paludisme et autres enquêtes nationales sur les ménages.

NOTES

– Données non disponibles.

x Les données portent sur des années ou des périodes autres que celles indiquées dans la colonne de tête. Ces données ne sont pas prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales. Les estimations pour les années antérieures à 2000 ne sont pas affichées.

β La couverture du DTC1 devrait être au moins égale à celle du DTC3. Les écarts indiquant une couverture du DTC1 inférieure à celle du DTC3 sont dus à des défaillances dans le processus de collecte de données et d'établissement de rapports. L'UNICEF et l'OMS s'efforcent d'éliminer ces différences en collaboration avec les systèmes des pays et des zones.

α En règle générale, l'administration de la deuxième dose de vaccin contre la rougeole (MCV2) est recommandée au cours de la deuxième année de vie. Toutefois, dans de nombreux pays, la MCV2 est programmée après la deuxième année. Pour le calcul des agrégats régionaux, la couverture des pays

qui n'ont pas communiqué de données au sujet de la MCV2 pour 2016 est considérée comme nulle, c'est-à-dire que le calcul de la couverture régionale pour l'Amérique du Nord inclut les États-Unis avec une couverture MCV2 de 0 % en 2016.

λ L'OMS et l'UNICEF appliquent un processus complexe qui utilise des données administratives, des enquêtes (de routine et supplémentaires), des enquêtes sérologiques et des informations sur d'autres vaccins pour calculer le pourcentage de naissances que l'on peut considérer comme protégées contre le tétanos parce que les femmes enceintes ont reçu deux doses ou plus de vaccin tétanos toxoïde (TT). La méthodologie complète peut être consultée sur <http://who.int/immunization/monitoring_surveillance/data/en/>.

* Se rapporte à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.

** À l'exclusion de la Chine.

† À l'exclusion de l'Inde.

TABLEAU 4. VIH/SIDA

Pays et zones	Épidémiologie												Couverture des interventions							
	Taux d'incidence du VIH pour 1 000 habitants non infectés			Personnes vivant avec le VIH 2016			Nouveaux cas d'infection 2016			Décès liés au SIDA 2016			Femmes enceintes recevant des traitements antirétroviraux pour la PTME (%) 2016*	Personnes vivant avec le VIH recevant un traitement antirétroviral (%) 2016*			Utilisation de préservatifs chez les adolescents ayant des partenaires multiples (%) 2011-2016*		Adolescents ayant subi le test du VIH lors des 12 derniers mois et obtenu les résultats (%) 2011-2016*	
	Tous les âges	enfants de moins de 5 ans	adolescents de 15 à 19 ans	Tous les âges	enfants de moins de 15 ans	Adolescents de 10 à 19 ans	Tous les âges	enfants de moins de 5 ans	adolescents de 15 à 19 ans	Tous les âges	enfants de moins de 15 ans	Adolescents de 10 à 19 ans		Tous les âges	enfants de moins de 15 ans	Adolescents de 10 à 19 ans	garçons	filles	garçons	filles
Afghanistan	0,03	0,01	0,02	7 500	<500	<500	<1 000	<100	<100	<500	<100	<100	5	7	17	16	–	–	<0,1	1
Afrique du Sud	5,58	2,19	10,51	7 100 000	320 000	370 000	270 000	12 000	50 000	110 000	9 300	6 200	>95	56	55	–	88	–	29	38
Albanie	0,08	0,04	0,16	1 700	–	–	<500	–	<100	<100	–	–	–	30	–	–	–	–	0 x	0 x
Algérie	0,02	0,01	0,05	13 000	<500	<500	<1 000	<100	<200	<200	<100	<100	49	76	>95	77	–	–	–	1
Allemagne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Andorre	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Angola	0,94	0,76	0,81	280 000	23 000	13 000	25 000	3 600	2 400	11 000	2 100	<500	44	22	14	–	39	31	4	16
Anguilla	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Antigua-et-Barbuda	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100 x	54 x	–	–
Arabie saoudite	0,02	0,01	0,01	8 200	<500	<200	<500	<100	<100	<500	<100	<100	39	60	48	>95	–	–	–	–
Argentine	0,13	0,02	0,28	120 000	1 200	3 700	5 500	<100	<1 000	2 400	<100	<100	91	64	>95	–	–	–	–	–
Arménie	0,09	<0,01	0,18	3 300	–	–	<500	–	<100	<200	–	–	–	36	–	–	–	–	0	1
Australie	0,05	<0,01	0,02	25 000	<100	<100	1 100	<100	<100	<500	<100	<100	>95	90	93	–	–	–	–	–
Autriche	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Azerbaïdjan	0,10	0,01	0,05	9 200	<200	<100	<1 000	<100	<100	<500	<100	<100	75	30	76	36	–	–	–	–
Bahamas	–	–	–	8 200	–	–	–	–	–	–	–	–	–	28	–	–	–	–	–	–
Bahreïn	0,04	0,02	0,02	<500	–	–	<100	–	<100	<100	–	–	–	42	–	–	–	–	–	–
Bangladesh	0,01	<0,01	<0,01	12 000	<500	<500	1 500	<100	<100	1 000	<100	<100	17	16	39	23	–	–	–	–
Barbade	0,58	0,08	0,33	2 600	–	–	<200	–	<100	<100	–	–	–	46	–	–	–	–	–	10
Bélarus	0,20	0,01	0,13	19 000	<100	<200	1 800	<100	<100	<200	<100	<100	92	45	>95	–	–	–	15	15
Belgique	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Belize	0,75	0,46	1,48	4 300	<200	<500	<500	<100	<100	<200	<100	<100	35	32	64	–	–	–	–	14
Bénin	0,34	0,25	0,58	67 000	6 300	5 100	3 600	<500	<1 000	2 400	<500	<200	>95	57	32	–	43	38	6	7
Bhoutan	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3 x
Bolivie (État plurinational de)	0,10	0,01	0,21	19 000	<500	<1 000	1 100	<100	<500	<1 000	<100	<100	68	25	43	40	43 x	–	1 x	–
Bosnie-Herzégovine	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	<0,1	<0,1
Botswana	5,52	2,30	7,18	360 000	12 000	17 000	10 000	<1 000	1 400	3 900	<500	<500	>95	83	60	77	–	–	–	–
Brésil	0,24	0,04	0,48	830 000	11 000	30 000	48 000	<1 000	8 200	14 000	<1 000	<500	89	60	37	32	–	–	–	–
Brunéï Darussalam	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bulgarie	–	–	–	3 500	–	–	<500	–	–	<200	–	–	–	26	–	–	–	–	–	–
Burkina Faso	0,19	0,18	0,47	95 000	10 000	12 000	3 400	<1 000	<1 000	3 100	<500	<500	83	60	24	–	76 x p	57 x p	4 x	8 x
Burundi	0,20	0,20	0,15	84 000	12 000	8 100	2 200	<500	<200	2 900	<1 000	<500	84	61	25	–	–	–	8	13
Cabo Verde	–	–	–	2 800	<200	<200	<200	<100	–	<100	<100	<100	>95	57	65	40	–	–	–	–
Cambodge	0,04	0,05	0,08	71 000	4 200	3 300	<1 000	<100	<200	1 800	<100	<100	75	80	87	–	–	–	3	7
Cameroun	1,39	1,09	2,41	560 000	46 000	40 000	32 000	4 000	5 900	29 000	3 200	1 400	74	37	18	–	70	52	7	15
Canada	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Chili	0,28	0,08	0,59	61 000	<500	2 200	5 000	<100	<1 000	–	–	–	38	53	35	7	–	–	–	–
Chine	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Chypre	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Colombie	0,12	0,01	0,22	120 000	<1 000	3 500	5 600	<100	<1 000	2 800	<100	<100	>95	–	–	–	–	45 x	–	8 x
Comores	0,01	0,01	0,02	<200	–	–	<100	–	<100	<100	–	–	–	35	–	–	51 p	–	3	2
Congo	1,65	1,39	1,38	91 000	6 000	4 100	7 600	1 100	<1 000	3 800	<1 000	<200	16	23	25	–	56	46	4	8
Costa Rica	0,19	0,02	0,36	13 000	<100	<500	<1 000	<100	<200	<500	<100	<100	65	49	80	–	–	59 p	–	9
Côte d'Ivoire	0,86	0,87	0,60	460 000	36 000	25 000	20 000	3 300	1 500	25 000	2 600	1 100	73	41	25	–	70	32	5	10
Croatie	0,02	<0,01	0,05	1 500	–	–	<100	–	<100	<100	–	–	–	70	–	–	–	–	–	–
Cuba	0,29	0,05	0,68	25 000	<200	1 100	3 300	<100	<500	<200	<100	<100	63	70	24	9	–	79 p	16	19
Danemark	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Djibouti	0,58	0,68	0,40	8 600	<1 000	<1 000	<500	<100	<100	<1 000	<100	<100	35	26	9	10	–	–	–	–
Dominique	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	74 x	86 x	–	–
Égypte	0,02	<0,01	0,04	11 000	<500	<1 000	1 600	<100	<500	<500	<100	<100	18	27	38	–	–	–	–	–
El Salvador	0,16	0,09	0,31	24 000	<500	<1 000	<1 000	<100	<200	<1 000	<100	<100	44	48	50	–	–	31 p	8	8
Émirats arabes unis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Équateur	–	–	–	33 000	<500	1 400	1 900	<100	–	<1 000	<100	<100	>95	52	>95	–	–	–	–	–
Érythrée	0,15	0,22	0,11	15 000	1 500	1 300	<1 000	<200	<100	<1 000	<200	<100	37	59	34	–	–	–	–	–
Espagne	0,09	<0,01	0,21	140 000	<100	1 200	3 900	<100	<500	–	–	–	>95	77	>95	–	–	–	–	–
Estonie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
État de Palestine	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
États-Unis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Éthiopie	0,33	0,26	0,23	710 000	62 000	67 000	30 000	3 800	2 700	20 000	2 900	2 500	69	59	35	–	57 p	–	9	12
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,02	<0,01	0,03	<500	–	–	<100	–	<100	<100	–	–	–	48	–	–	–	–	–	–

Pays et zones	Épidémiologie									Couverture des interventions										
	Taux d'incidence du VIH pour 1 000 habitants non infectés			Personnes vivant avec le VIH 2016			Nouveaux cas d'infection 2016			Décès liés au SIDA 2016			Femmes enceintes recevant des traitements antirétroviraux pour la PTME (%) 2016*	Personnes vivant avec le VIH recevant un traitement antirétroviral (%) 2016*			Utilisation de préservatifs chez les adolescents ayant des partenaires multiples (%) 2011-2016*		Adolescents ayant subi le test du VIH lors des 12 derniers mois et obtenu les résultats (%) 2011-2016*	
	Tous les âges	enfants de moins de 5 ans	adolescents de 15 à 19 ans	Tous les âges	enfants de moins de 15 ans	Adolescents de 10 à 19 ans	Tous les âges	enfants de moins de 5 ans	adolescents de 15 à 19 ans	Tous les âges	enfants de moins de 15 ans	Adolescents de 10 à 19 ans		Tous les âges	enfants de moins de 15 ans	Adolescents de 10 à 19 ans	garçons	filles	garçons	filles
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Fidji	-	-	-	<1 000	-	-	<200	-	-	<100	-	-	-	32	-	-	-	-	-	
Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
France	0,09	0,01	0,25	180 000	<500	2 800	6 000	<100	<1 000	<1 000	<100	<100	>95	78	>95	-	-	-	-	
Gabon	0,92	0,95	1,57	48 000	3 700	2 900	1 700	<500	<500	1 500	<500	<100	76	63	39	61	77	58	6	20
Gambie	0,65	0,47	0,23	20 000	1 600	<1 000	1 300	<200	<100	1 100	<200	<100	69	30	33	-	-	-	2	6
Géorgie	0,28	0,06	0,15	12 000	<100	<100	1 100	<100	<100	<500	<100	<100	46	32	50	62	-	-	-	2 x
Ghana	0,78	0,79	0,83	290 000	32 000	23 000	20 000	3 000	2 200	15 000	2 500	1 100	56	34	15	-	-	22 p	1	5
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grenade	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	80 x	92 x	-	-	
Guatemala	0,18	0,15	0,35	46 000	1 800	2 300	2 900	<500	<1 000	1 600	<200	<100	19	36	42	25	66	38	2	5
Guinée	0,67	0,68	1,08	120 000	10 000	8 700	8 300	1 300	1 400	5 800	<1 000	<500	43	35	18	-	46 p	30	1	3
Guinée-Bissau	0,72	0,72	0,56	36 000	4 200	2 100	1 300	<500	<200	2 000	<500	<200	85	33	15	-	60	41	2	5
Guinée équatoriale	2,71	1,35	2,36	35 000	2 400	1 300	2 300	<200	<200	<1 000	<200	<100	90	43	16	-	31	17	7	27
Guyana	0,77	0,32	1,62	8 500	<500	<1 000	<1 000	<100	<200	<200	<100	<100	66	58	69	-	83 p	-	10	16
Haïti	0,77	0,50	0,59	150 000	7 200	6 200	7 900	<1 000	<1 000	4 600	<500	<200	71	55	49	53	58	42	4	9
Honduras	0,11	0,05	0,21	21 000	<1 000	1 300	<1 000	<100	<200	<1 000	<100	<100	54	51	69	60	73	39	3	10
Hongrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Cook	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Marshall	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Salomon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	54 x p	15 x p	-	-	-
Îles Turques-et-Caïques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Vierges britanniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inde	0,06	-	-	2 100 000	130 000	130 000	80 000	9 100	16 000	62 000	7 000	3 100	41	49	33	-	39 x	-	0 x	1 x
Indonésie	0,19	0,13	0,29	620 000	14 000	17 000	48 000	3 200	6 300	38 000	1 900	<500	14	13	21	-	-	-	-	-
Iran (République islamique d')	0,06	0,01	0,03	66 000	1 000	<1 000	5 000	<100	<200	4 000	<100	<100	51	14	28	19	-	-	-	-
Iraq	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Irlande	0,06	<0,01	0,03	6 200	<100	<100	<500	<100	<100	-	-	-	>95	77	>95	-	-	-	-	-
Islande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	0,06	0,02	0,04	130 000	<1 000	<500	3 600	<100	<200	-	-	-	58	80	94	-	-	-	-	-
Jamaïque	-	-	-	30 000	<500	1 300	1 700	<100	-	1 300	<100	<100	>95	35	>95	-	75	56 p	20	35
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jordanie	<0,01	<0,01	0,01	<500	-	-	<100	-	<100	<100	-	-	-	55	-	-	-	-	-	-
Kazakhstan	0,16	0,03	0,08	26 000	<500	<500	2 900	<100	<100	<1 000	<100	<100	87	31	89	>95	94 p	-	-	11
Kenya	1,46	0,87	2,69	1 600 000	120 000	140 000	62 000	6 100	14 000	36 000	4 800	3 300	80	64	65	-	64	26	27	35
Kirghizistan	0,13	0,02	0,07	8 500	<200	<200	<1 000	<100	<100	<500	<100	<100	-	28	88	>95	-	-	-	11
Kiribati	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	29 x	-	-	-	-
Koweït	0,02	0,01	0,03	<500	-	-	<100	-	<100	<100	-	-	-	80	-	-	-	-	-	-
Lesotho	12,68	7,57	13,73	330 000	-	-	21 000	-	2 900	9 900	-	-	66	53	-	-	80	58	25	41
Lettonie	0,23	0,02	0,63	6 600	<100	<200	<500	<100	<100	<500	<100	<100	>95	26	93	-	-	-	-	-
Liban	0,02	0,02	0,05	2 200	-	-	<200	-	<100	<100	-	-	-	51	-	-	-	-	-	-
Libéria	0,66	0,47	1,49	43 000	4 200	5 000	2 900	<500	<1 000	2 800	<500	<500	70	19	11	-	22 p	27	4	13
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liechtenstein	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	0,09	<0,01	0,05	2 900	-	-	<500	-	<100	<200	-	-	-	23	-	-	-	-	-	-
Luxembourg	0,18	0,03	0,40	-	-	-	<200	<100	<100	<100	<100	<100	56	-	-	-	-	-	-	-
Madagascar	0,18	0,09	0,37	31 000	1 900	3 200	4 300	<500	<1 000	1 600	<500	<100	3	5	2	52	5	6 p	1	2
Malaisie	0,19	0,01	0,07	97 000	<500	<1 000	5 700	<100	<200	7 000	<100	<100	73	37	>95	71	-	-	-	-
Malawi	2,29	1,61	2,58	1 000 000	110 000	90 000	36 000	4 300	4 800	24 000	4 100	3 200	84	66	49	-	59	44	22	32
Maldives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mali	0,33	0,51	0,62	110 000	14 000	9 900	5 900	1 600	1 200	6 100	<1 000	<500	35	35	21	7	47	26	1	8
Malte	-	-	-	<500	-	-	<100	-	-	<100	-	-	-	75	-	-	-	-	-	-
Maroc	0,03	0,01	0,06	22 000	<500	<1 000	<1 000	<100	<200	<1 000	<100	<100	62	48	>95	-	-	-	-	-
Maurice	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mauritanie	-	-	-	11 000	<1 000	<1 000	<500	<100	-	<1 000	<100	<100	34	23	23	15	-	-	-	-
Mexique	0,10	0,02	0,19	220 000	2 500	7 200	12 000	<500	2 200	4 200	<200	<100	58	60	74	28	-	36 p	-	7
Micronésie (États fédérés de)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Monaco	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mongolie	0,01	<0,01	0,02	<500	-	-	<100	-	<100	<100	-	-	-	33	-	-	78 p	-	-	-
Monténégro	0,11	0,05	0,30	<500	-	-	<100	-	<100	<100	-	-	-	60	-	-	64 p	-	<0,1	0

TABLEAU 4. VIH/SIDA

Pays et zones	Épidémiologie									Couverture des interventions										
	Taux d'incidence du VIH pour 1 000 habitants non infectés			Personnes vivant avec le VIH 2016			Nouveaux cas d'infection 2016			Décès liés au SIDA 2016			Femmes enceintes recevant des traitements antirétroviraux pour la PTME (%) 2016*	Personnes vivant avec le VIH recevant un traitement antirétroviral (%) 2016*			Utilisation de préservatifs chez les adolescents ayant des partenaires multiples (%) 2011-2016*		Adolescents ayant subi le test du VIH lors des 12 derniers mois et obtenu les résultats (%) 2011-2016*	
	Tous les âges	enfants de moins de 5 ans	adolescents de 15 à 19 ans	Tous les âges	enfants de moins de 15 ans	Adolescents de 10 à 19 ans	Tous les âges	enfants de moins de 5 ans	adolescents de 15 à 19 ans	Tous les âges	enfants de moins de 15 ans	Adolescents de 10 à 19 ans		Tous les âges	enfants de moins de 15 ans	Adolescents de 10 à 19 ans	garçons	filles	garçons	filles
Montserrat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Mozambique	3,63	2,77	3,03	1 800 000	200 000	120 000	83 000	13 000	9 000	62 000	9 200	4 400	80	54	38	-	39	43 p	10	25
Myanmar	0,22	0,12	0,49	230 000	9 300	11 000	11 000	<1 000	2 300	7 800	<500	<200	87	55	78	-	-	-	2	1
Namibie	4,27	1,32	5,31	230 000	15 000	13 000	9 600	<500	1 300	4 300	<500	<500	>95	64	66	-	75	61	14	29
Nauru	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Népal	0,03	0,02	0,02	32 000	1 200	<1 000	<1 000	<100	<100	1 700	<100	<100	64	40	83	-	-	-	3	3
Nicaragua	0,06	0,01	0,13	8 900	<200	<500	<500	<100	<100	<500	<100	<100	>95	43	71	33	-	-	-	-
Niger	0,09	0,13	0,18	48 000	5 800	4 400	1 800	<1 000	<500	3 400	<500	<500	52	32	17	14	-	-	2	4
Nigéria	1,23	1,19	2,18	3 200 000	270 000	240 000	220 000	37 000	40 000	160 000	24 000	7 900	32	30	21	-	46 p	38	2	4
Nioué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Norvège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oman	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouganda	1,50	0,69	2,55	1 400 000	130 000	120 000	52 000	4 600	10 000	28 000	5 800	3 800	>95	67	47	-	52	26	28	39
Ouzbékistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pakistan	0,10	0,04	0,05	130 000	3 300	2 300	19 000	<1 000	<1 000	5 500	<500	<100	4	7	10	85	-	-	-	-
Palaos	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Panama	0,34	0,08	0,70	21 000	-	-	1 300	-	<500	<1 000	-	-	-	54	-	-	-	-	-	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,37	0,42	0,27	46 000	3 400	2 000	2 800	<500	<500	1 100	<500	<100	33	52	37	-	-	-	-	-
Paraguay	0,20	0,05	0,38	19 000	<500	<1 000	1 300	<100	<500	<1 000	<100	<100	71	35	55	25	-	50 x	-	-
Pays-Bas	0,03	<0,01	0,07	23 000	<100	<500	<500	<100	<100	<200	<100	<100	>95	80	>95	-	-	-	-	-
Pérou	-	-	-	70 000	1 300	2 400	2 700	<100	-	2 200	<100	<100	85	60	73	15	-	20	-	-
Philippines	0,11	0,01	0,25	56 000	<500	5 200	10 000	<200	2 400	<1 000	<100	<100	12	32	10	3	-	-	-	<0,1
Pologne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Qatar	0,02	0,03	0,04	<100	-	-	<100	-	<100	<100	-	-	-	86	-	-	-	-	-	-
République arabe syrienne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République centrafricaine	1,80	0,80	1,51	130 000	9 200	8 700	8 700	<1 000	<1 000	7 300	<1 000	<500	81	24	18	25	50 x	28 x	7 x	15 x
République de Corée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République de Moldova	0,38	0,06	0,19	15 000	<200	<200	1 600	<100	<100	<500	<100	<100	>95	29	83	55	-	-	6	10
République démocratique du Congo	0,17	0,21	0,24	370 000	48 000	32 000	13 000	2 900	2 100	19 000	2 800	1 400	70	42	30	-	17	12	1	5
République démocratique populaire lao	0,10	0,10	0,10	11 000	<1 000	<500	<1 000	<100	<100	<500	<100	<100	50	41	34	-	-	-	1	1
République dominicaine	0,24	0,07	0,52	67 000	1 700	3 100	2 500	<100	<500	2 200	<100	<100	83	46	45	30	-	40	-	11
République populaire démocratique de Corée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République tchèque	0,04	<0,01	0,08	3 400	-	-	<500	-	<100	<100	-	-	-	52	-	-	-	-	-	-
République-Unie de Tanzanie	1,19	1,28	1,04	1 400 000	110 000	98 000	55 000	10 000	5 500	33 000	6 500	3 200	84	62	48	-	45	38	13	21
Roumanie	0,04	<0,01	0,10	16 000	<100	<500	<1 000	<100	<200	<200	<100	<100	>95	68	>95	66	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rwanda	0,70	0,50	0,85	220 000	16 000	16 000	7 500	<1 000	<1 000	3 300	<1 000	<500	82	80	55	-	-	-	22	27
Saint-Kitts-et-Nevis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	54 x	50 x	-	-
Saint-Marin	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Siège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-les Grenadines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12
Samoa	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 x	0 x
Sao Tomé-et-Principe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	79	-	8	22
Sénégal	0,08	0,16	0,12	41 000	4 800	2 900	1 100	<500	<200	1 900	<500	<200	55	52	26	31	-	-	6	10
Serbie	0,03	0,01	0,06	2 700	-	-	<500	-	<100	<100	-	-	-	62	-	-	63 x	-	1 x	1 x
Seychelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	-	-	-	67 000	4 400	5 000	5 300	<500	-	2 800	<500	<200	87	26	18	-	24	10	3	11
Singapour	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Slovaquie	0,02	<0,01	0,04	<1 000	-	-	<200	-	<100	<100	-	-	-	59	-	-	-	-	-	-
Slovénie	0,03	<0,01	0,06	<1 000	-	-	<100	-	<100	<100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somalie	0,17	0,18	0,13	24 000	2 500	1 400	1 800	<500	<200	1 700	<500	<100	7	11	5	-	-	-	-	-
Soudan	0,13	0,10	0,26	56 000	3 000	3 800	5 000	<1 000	1 100	3 000	<500	<100	4	10	16	-	-	-	-	-
Soudan du Sud	1,35	1,25	1,08	200 000	18 000	10 000	16 000	2 400	1 500	13 000	1 700	<500	29	10	5	-	-	6 x p	-	4 x
Sri Lanka	0,03	<0,01	0,06	4 000	-	-	<1 000	-	<100	<200	-	-	-	27	-	-	-	-	-	-
Suède	0,06	<0,01	0,14	11 000	<100	<200	<1 000	<100	<100	<100	<100	<100	>95	83	>95	-	-	-	-	-
Suisse	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suriname	0,62	0,17	1,35	4 900	<200	<500	<500	<100	<100	<200	<100	<100	89	48	81	36	-	86 x p	-	11 x

Pays et zones	Épidémiologie									Couverture des interventions										
	Taux d'incidence du VIH pour 1 000 habitants non infectés			Personnes vivant avec le VIH 2016			Nouveaux cas d'infection 2016			Décès liés au SIDA 2016			Femmes enceintes recevant des traitements antirétroviraux pour la PTME (%) 2016*	Personnes vivant avec le VIH recevant un traitement antirétroviral (%) 2016*			Utilisation de préservatifs chez les adolescents ayant des partenaires multiples (%) 2011-2016*		Adolescents ayant subi le test du VIH lors des 12 derniers mois et obtenu les résultats (%) 2011-2016*	
	Tous les âges	enfants de moins de 5 ans	adolescents de 15 à 19 ans	Tous les âges	enfants de moins de 15 ans	Adolescents de 10 à 19 ans	Tous les âges	enfants de moins de 5 ans	adolescents de 15 à 19 ans	Tous les âges	enfants de moins de 15 ans	Adolescents de 10 à 19 ans		Tous les âges	enfants de moins de 15 ans	Adolescents de 10 à 19 ans	garçons	filles	garçons	filles
Swaziland	9,37	4,50	11,91	220 000	15 000	15 000	8 800	<1 000	1 400	3 900	<1 000	<500	95	79	64	91	-	-	30	41
Tadjikistan	0,15	0,02	0,07	14 000	<500	<500	1 300	<100	<100	<1 000	<100	<100	85	30	88	90	-	-	-	1
Tchad	0,34	0,38	0,38	110 000	11 000	7 600	4 800	<1 000	<1 000	2 800	<1 000	<500	63	39	14	-	-	54	2	5
Thaïlande	0,10	0,01	0,23	450 000	4 100	9 700	6 400	<100	<1 000	16 000	<100	<100	95	69	86	>95	-	-	4	6
Timor-Leste	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Togo	0,59	0,65	0,49	100 000	12 000	7 600	4 100	<1 000	<500	5 100	<1 000	<500	86	51	26	27	-	-	7	11
Tokelau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tonga	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	0
Trinité-et-Tobago	0,29	0,05	0,60	11 000	<100	<500	<500	<100	<100	<500	<100	<100	95	62	>95	-	-	-	-	-
Tunisie	0,03	0,01	0,06	2 900	-	-	<500	-	<100	<100	-	-	-	29	-	-	-	-	-	<0,1
Turkménistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tuvalu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	0,38	0,17	0,57	240 000	4 000	5 100	17 000	<500	1 200	8 500	<200	<100	84	37	64	-	90	-	10	7
Uruguay	-	-	-	12 000	<100	<500	<1 000	<100	-	<500	<100	<100	83	53	>95	-	-	67 p	-	7
Vanuatu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela (République bolivarienne du)	0,21	0,10	0,44	120 000	2 500	4 400	6 500	<500	1 200	2 500	<200	<100	48	-	-	-	-	-	-	-
Viet Nam	0,12	0,04	0,06	250 000	5 800	3 200	11 000	<500	<500	8 000	<200	<100	66	47	84	-	-	-	-	4
Yémen	0,04	0,02	0,08	9 900	<500	<1 000	1 100	<100	<500	<500	<100	<100	8	18	21	-	-	-	-	-
Zambie	4,08	3,28	6,46	1 200 000	94 000	95 000	59 000	8 900	11 000	21 000	5 700	2 300	83	65	52	-	38	33	19	33
Zimbabwe	3,03	1,36	3,50	1 300 000	-	-	40 000	-	5 800	30 000	-	-	93	75	-	-	71	-	19	30

DONNÉES CONSOLIDÉES

Asie de l'Est et Pacifique	0,07	0,03	0,11	2 800 000	48 000	60 000	160 000	5 100	15 000	100 000	3 000	<1 000	54	48	62	-	-	-	-	-
Europe et Asie centrale	0,25	0,02	0,19	2 400 000	-	-	220 000	-	9 900	49 000	-	-	-	46	-	-	-	-	-	-
Europe de l'Est et Asie centrale	0,47	0,03	0,28	1 600 000	-	-	190 000	-	7 200	41 000	-	-	-	29	-	-	-	-	-	-
Europe de l'Ouest	0,06	0,01	0,11	840 000	-	-	29 000	-	2 700	8 400	-	-	-	77	-	-	-	-	-	-
Amérique latine et Caraïbes	0,19	0,05	0,36	2 100 000	34 000	77 000	120 000	2 600	19 000	45 000	2 000	<1 000	75	57	53	-	-	-	-	-
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0,03	0,01	0,04	150 000	3 000	4 000	11 000	<500	1 100	6 300	<200	<100	37	33	62	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	0,01	0,24	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie du Sud	0,06	0,02	0,03	2 300 000	140 000	130 000	100 000	10 000	18 000	71 000	7 600	3 100	38	46	33	-	-	-	-	-
Afrique subsaharienne	1,23	0,87	1,83	25 700 000	1 900 000	1 700 000	1 200 000	140 000	190 000	730 000	100 000	50 000	78	54	42	-	49	32	10	15
Afrique de l'Est et australe	1,68	1,01	2,34	19 600 000	1 400 000	1 300 000	800 000	79 000	130 000	420 000	59 000	34 000	88	60	51	-	54	-	16	24
Afrique de l'Ouest et centrale	0,78	0,74	1,25	6 100 000	540 000	450 000	360 000	60 000	62 000	300 000	43 000	16 000	49	34	21	-	43	32	3	6
Pays les moins avancés	0,54	0,46	0,70	10 800 000	980 000	800 000	490 000	69 000	68 000	320 000	52 000	27 000	81	56	40	-	-	-	8	13
Monde	0,26	0,29	0,55	36 700 000	2 100 000	2 100 000	1 800 000	160 000	260 000	1 000 000	120 000	55 000	76	53	43	-	-	-	-	-

Pour la liste complète des pays et zones dans chaque région, sous-région et catégorie de pays, voir page 150 ou consulter <data.unicef.org/regionalclassifications>.

Il n'est pas recommandé de comparer les données d'éditions consécutives du rapport *La Situation des enfants dans le monde*.

DÉFINITION DES INDICATEURS

Taux d'incidence du VIH pour 1 000 habitants non infectés – Nombre estimatif d'infections du VIH pour 1 000 habitants non infectés, 2016. Données communiquées pour les enfants (de moins de 5 ans), les adolescents (de 15 à 19 ans) et tous les âges.

Personnes vivant avec le VIH – Nombre estimatif de personnes qui vivaient avec le VIH en 2016. Données communiquées pour les enfants (de 0 à 14 ans), les adolescents (de 15 à 19 ans) et tous les âges.

Nouvelles infections par le VIH – Nombre estimatif de nouvelles infections par le VIH, 2016. Données communiquées pour les enfants (de moins de 5 ans), les adolescents (de 15 à 19 ans) et tous les âges.

Décès liés au sida – Nombre estimatif de décès liés au sida, 2016. Données communiquées pour les enfants (de 0 à 14 ans), les adolescents (de 10 à 19 ans) et tous les âges.

Femmes enceintes recevant des traitements antirétroviraux pour la PTME – Pourcentage du nombre estimatif de femmes enceintes vivant avec le VIH qui reçoivent un traitement antirétroviral effectif (hors névirapine à dose unique) pour prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME), 2016.

Personnes vivant avec le VIH recevant un traitement antirétroviral – Pourcentage du nombre estimatif de personnes vivant avec le VIH recevant un traitement antirétroviral, 2016. Données communiquées pour les enfants (de 0 à 14 ans), les adolescents (de 10 à 19 ans) et tous les âges.

Utilisation de préservatifs chez les adolescents ayant des partenaires multiples – Pourcentage de jeunes adolescents et adolescentes (âgés de 15 à 19 ans) ayant déclaré avoir eu plus d'un partenaire sexuel au cours des 12 derniers mois et qui affirment avoir utilisé un préservatif lors de leur dernier rapport sexuel, quel que soit le partenaire, 2011-2016.

Adolescents ayant subi le test du VIH lors des 12 derniers mois et obtenu les résultats – Pourcentage de jeunes adolescents et adolescentes (âgés de 15 à 19 ans) qui ont subi le test du VIH au cours des 12 derniers mois et qui ont obtenu les résultats du test le plus récent, 2011-2016.

SOURCES PRINCIPALES DES DONNÉES

Taux d'incidence du VIH pour 1 000 habitants non infectés – estimations 2017 de l'ONUSIDA, juillet 2017.

Personnes vivant avec le VIH – estimations 2017 de l'ONUSIDA, juillet 2017.

Nouvelles infections par le VIH – estimations 2017 de l'ONUSIDA, juillet 2017.

Décès liés au sida – estimations 2017 de l'ONUSIDA, juillet 2017.

Femmes enceintes recevant des traitements antirétroviraux pour la PTME – estimations 2017 de l'ONUSIDA, juillet 2017.

Personnes vivant avec le VIH recevant un traitement antirétroviral – estimations 2017 de l'ONUSIDA, juillet 2017.

Utilisation de préservatifs chez les adolescents ayant des partenaires multiples – bases de données mondiales de l'UNICEF qui s'appuient sur les Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS), les Enquêtes démographiques et de santé (EDS), les Enquêtes sur les indicateurs du sida et d'autres enquêtes nationales sur les ménages.

Adolescents ayant subi le test du VIH lors des 12 derniers mois et obtenu les résultats – bases de données mondiales de l'UNICEF qui s'appuient sur les Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS), les Enquêtes démographiques et de santé (EDS), les Enquêtes sur les indicateurs du sida et d'autres enquêtes nationales sur les ménages.

NOTES

- Données non disponibles.
- x Les données portent sur des années ou des périodes autres que celles indiquées dans la colonne de tête. Ces données ne sont pas prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales. Les estimations pour les années antérieures à 2006 ne figurent pas ici.

p Fondé sur de petits dénominateurs (généralement 25-49 cas non pondérés). Aucune donnée basée sur moins de 25 cas non pondérés ne figure ici.

* Se rapporte à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.

TABLEAU 5. ÉDUCATION

Pays et zones	Taux d'alphabétisation des jeunes (15-24 ans) (%)		Nombre pour 100 personnes		Participation au pré-primaire		Participation à l'école primaire										Participation à l'école secondaire			
					Taux brut de scolarisation (%)		Taux brut de scolarisation (%)		Taux brut de scolarisation (%)		Taux net de fréquentation (%)		Enfants en âge d'école primaire non scolarisés (%)		Taux de survie en dernière année d'école primaire (%)		Taux net de scolarisation (%)		Taux net de fréquentation (%)	
	2011-2016*		2016		2011-2016*		2011-2016*		2011-2016*		2011-2016*		2011-2016*		2011-2016*		2011-2016*			
	garçons	filles	téléphones portables	utilisation d'Internet	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles
Afghanistan	62	32	66	11	-	-	132	91	-	-	73	53	-	-	-	-	62	38	48	28
Afrique du Sud	99	99	142	54	77	78	102	97	-	-	97	97	-	-	-	-	-	-	-	-
Albanie	99	99	105	66	90	87	116	112	96	95	92	93	3	5	95	96	91	90	90 x	92 x
Algérie	96 x	92 x	117	43	79	79	120	113	-	-	98	97	-	-	93	95	-	-	82	85
Allemagne	-	-	115	90	112	111	105	105	-	-	-	-	-	-	97	96	-	-	-	-
Andorre	100	100	87	98	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	71	70	-	-	-	-
Angola	85	71	55	13	64	94	157	100	95	73	76	76	5	27	-	-	-	-	32	31
Anguilla	-	-	178 x	82	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Antigua-et-Barbuda	-	-	194	73	97	95	100	94	88	86	-	-	9	10	-	-	78	82	-	-
Arabie saoudite	99	99	158	74	17	18	108	111	97	98	-	-	3	2	-	-	76	70	-	-
Argentine	99	99	151	70	72	73	110	110	100	99	98	99	0	1	96	96	-	-	75	77
Arménie	100	100	115	62	52	53	98	98	96	96	100	99	3	4	100	99	-	-	97	98
Australie	-	-	110	88	127	123	102	102	97	97	-	-	3	3	-	-	-	-	-	-
Autriche	-	-	166	84	103	104	104	102	-	-	-	-	-	-	99	100	-	-	-	-
Azerbaïdjan	100	100	106	78	24	24	107	106	95	93	69 y	67 y	5	7	100	95	85	82	-	-
Bahamas	-	-	92	80	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bahreïn	99 x	98 x	217	98	56	55	101	102	96	97	86 x	87 x	2	2	99	97	90	88	-	-
Bangladesh	91	94	78	18	31	31	116	125	-	-	90	93	-	-	-	-	61	75	51	60
Barbade	-	-	115	80	83	86	93	94	90	92	100	99	9	8	-	-	80	87	89	89
Bélarus	100 x	100 x	124	71	106	101	101	101	95	96	93	90	5	4	98	99	-	-	94	97
Belgique	-	-	111	87	117	116	104	104	99	99	-	-	1	1	92	95	85	87	-	-
Belize	-	-	64	45	49	50	116	110	97	95	96	97	0	1	96	94	70	73	-	-
Bénin	64	41	80	12	24	24	134	124	100	88	77	72	0	12	59	56	49	41	40	34
Bhoutan	90	84	89	42	25	27	97	103	85	87	96	95	12	10	78	79	57	67	52	54
Bolivie (État plurinational de)	99	99	91	40	71	71	98	96	89	88	97 x	97 x	9	11	96	97	64	66	-	-
Bosnie-Herzégovine	100	100	89	69	-	-	-	-	-	-	97	95	-	-	96	98	-	-	94	96
Botswana	92 x	96 x	159	39	18	18	109	106	90	92	-	-	9	8	93	95	46	57	-	-
Brésil	98	99	119	60	93	92	117	114	92	93	97	97	6	5	-	-	76	80	-	-
Brunéi Darussalam	99	100	121	75	71	73	108	108	-	-	-	-	-	-	98	95	-	-	-	-
Bulgarie	98	98	127	60	84	82	98	97	94	93	-	-	5	5	96	96	81	78	-	-
Burkina Faso	57	44	84	14	4	4	90	86	71	67	54	50	29	32	62	71	27	26	19	17
Burundi	85	75	48	5	13	13	123	124	93	95	85	84	6	4	41	48	21	25	12	11
Cabo Verde	98	99	122	48	74	73	113	107	97	97	-	-	3	3	88	90	66	75	-	-
Cambodge	88 x	86 x	125	26	17	19	117	116	94	96	92	94	6	4	41	55	44	49	47	54
Cameroun	85 x	76 x	68	25	38	38	123	111	97	87	87	84	0	9	65	67	44	40	51	49
Canada	-	-	84	90	74	73	100	101	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chili	99	99	127	66	88	86	103	100	94	94	91 y	92 y	6	6	99	100	75	82	-	-
Chine	100 x	100 x	97	53	83	84	104	104	-	-	97 y	97 y	-	-	-	-	-	-	-	-
Chypre	100	100	134	76	81	80	99	99	97	98	-	-	2	2	98	97	94	95	-	-
Colombie	98	99	117	58	85	84	115	112	91	91	94	95	7	7	86	91	72	78	74	81
Comores	74	70	58	8	20	21	107	99	81	78	84	84	17	20	65	78	38	42	45	52
Congo	86	77	113	8	14	14	107	115	88	95	96	97	11	3	-	-	-	-	65	61
Costa Rica	99	99	159	66	53	52	110	109	97	96	96	96	3	4	93	95	74	76	71	73
Côte d'Ivoire	59	47	126	27	7	7	99	88	84	75	79	74	16	25	85	80	39	28	26	20
Croatie	100	100	104	73	64	61	98	98	89	89	-	-	3	0	99	99	91	92	-	-
Cuba	100	100	35	39	102	103	100	95	92	92	-	-	8	8	94	95	91	95	-	-
Danemark	-	-	123	97	96	96	102	101	98	98	-	-	1	1	100	100	89	94	-	-
Djibouti	-	-	38	13	5	5	69	62	61	54	71 y	68 y	39	46	80	71	44	37	-	-
Dominique	-	-	107	67	87	88	117	115	-	-	-	-	-	-	81	77	-	-	-	-
Égypte	94	90	114	39	31	30	104	104	98	98	97	97	1	1	-	-	83	88	84	86
El Salvador	97	98	141	29	71	73	111	107	91	92	95	96	8	7	76	80	67	72	69	73
Émirats arabes unis	94 x	97 x	204	91	83	84	117	116	94	93	-	-	4	4	91	93	76	83	-	-
Équateur	99	99	84	54	70	73	107	114	91	93	97 y	97 y	3	1	81	83	74	78	-	-
Érythrée	91 x	83 x	7	1	13	13	53	46	41	37	83 y	79 y	59	63	72	74	20	19	63 y	55 y
Espagne	100	100	110	81	97	96	104	106	99	100	-	-	1	0	97	98	-	-	-	-
Estonie	100	100	149	87	90	87	98	99	94	95	-	-	6	4	98	98	-	-	-	-
État de Palestine	99	99	77	61	53	52	94	94	90	91	99	99	8	7	94	99	83	87	92	97
États-Unis	-	-	127	76	72	70	100	100	93	94	-	-	6	5	-	-	87	90	-	-
Éthiopie	63 x	47 x	51	15	31	30	107	97	89	82	64 y	67 y	11	17	37	39	35	33	21	26
Ex-République yougoslave de Macédoine	-	98 x	101	72	36	36	94	93	91	91	98	98	9	9	97	96	78	76	86	85
Fédération de Russie	100 x	100 x	163	76	88	86	100	101	96	97	-	-	3	2	99	100	97	98	-	-

Pays et zones	Taux d'alphabétisation des jeunes (15-24 ans) (%)		Nombre pour 100 personnes		Participation au pré-primaire		Participation à l'école primaire										Participation à l'école secondaire					
	2011-2016*		2016		2011-2016*		Taux brut de scolarisation (%)		Taux brut de scolarisation (%)		Taux net de scolarisation (%)		Taux net de fréquentation (%)		Enfants en âge d'école primaire non scolarisés (%)		Taux de survie en dernière année de cycle primaire (%)		Taux net de scolarisation (%)		Taux net de fréquentation (%)	
	garçons	filles	téléphones portables	utilisation d'Internet	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles
	2011-2016*	2016	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*	2011-2016*
Fidji	-	-	103	47	-	-	106	105	97	98	-	-	2	2	98	96	87	91	-	-		
Finlande	-	-	134	88	79	79	102	101	99	100	-	-	1	0	100	100	96	97	-	-		
France	-	-	103	86	109	109	106	105	99	99	-	-	1	0	-	-	-	-	-	-		
Gabon	87	89	144	48	36	38	144	140	-	-	97	98	-	-	-	-	-	-	51	59		
Gambie	66	56	140	19	37	39	90	94	71	78	65	66	28	20	73	77	35	41	32	32		
Géorgie	100	100	129	50	-	-	116	118	-	-	98	97	-	-	99	99	93	91	99 y	99 y		
Ghana	88 x	83 x	139	35	117	119	107	110	87	88	70	70	13	11	85	82	50	50	33	35		
Grèce	99	99	113	69	49	49	98	97	97	96	-	-	3	4	92	92	95	94	-	-		
Grenade	-	-	111	56	89	83	107	103	96	95	-	-	2	2	-	-	79	82	-	-		
Guatemala	95	93	115	35	44	45	104	100	86	85	94	93	12	12	75	74	47	46	54	50		
Guinée	57	37	85	10	15	15	99	84	81	70	63	58	16	28	67	65	35	24	32	26		
Guinée-Bissau	71	50	70	4	-	-	-	-	-	-	62	62	-	-	-	-	-	-	10	9		
Guinée équatoriale	98 x	97 x	66	24	58	58	80	78	55	56	61 x	60 x	43	43	72	72	22	24	-	-		
Guyana	96	97	66	36	95	93	87	84	83	80	97	97	14	16	90	95	77	75	92	95		
Haïti	74 x	70 x	61	12	-	-	-	-	-	-	83	84	-	-	-	-	-	-	19	26		
Honduras	95	97	91	30	45	47	111	110	92	94	95 y	92 y	7	6	74	82	43	50	48	57		
Hongrie	-	-	119	79	80	78	102	101	91	90	-	-	4	4	98	98	90	89	-	-		
Îles Cook	-	-	56 x	54	84	97	106	99	97	93	-	-	2	3	79	74	90	91	-	-		
Îles Marshall	98	99	29 x	30	40	41	93	93	75	79	-	-	24	19	-	-	58	64	-	-		
Îles Salomon	-	-	70	11	100	100	115	114	70	71	65	68	30	29	68	78	23	25	-	-		
Îles Turques-et-Caïques	-	-	100 x	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Îles Vierges britanniques	-	-	199 x	38 x	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Inde	90	82	87	30	13	12	103	115	92	93	85 x	82 x	3	2	82	81	64	69	-	-		
Indonésie	100	100	149	25	57	59	107	104	90	89	99	99	9	10	-	-	74	79	85 y	89 y		
Iran (République islamique d')	98	98	100	53	51	50	106	112	-	-	96	97	-	-	98	97	90	92	-	-		
Iraq	57	49	82	21	-	-	-	-	-	-	93	87	-	-	-	-	-	-	51	47		
Irlande	-	-	104	82	95	99	101	102	94	95	-	-	2	0	-	-	-	-	-	-		
Islande	-	-	118	98	97	97	100	99	100	99	-	-	0	1	97	99	96	98	-	-		
Israël	-	-	132	80	111	111	104	105	97	98	-	-	3	2	100	98	-	-	-	-		
Italie	100	100	140	61	100	97	101	101	98	97	-	-	1	1	99	99	-	-	-	-		
Jamaïque	-	-	116	45	96	103	-	-	-	-	97	99	-	-	93	96	68	78	92	92		
Japon	-	-	130	92	-	-	101	101	100	100	-	-	0	0	100	100	-	-	-	-		
Jordanie	99	99	196	62	33	32	97	98	89	89	98	98	11	11	-	-	82	83	92	94		
Kazakhstan	100 x	100 x	150	77	59	60	109	111	88	87	100	100	0	0	99	99	-	-	99	100		
Kenya	87	86	81	26	77	76	109	109	83	87	84	87	16	12	-	-	-	-	38	46		
Kirghizistan	100 x	100 x	131	35	28	28	108	107	90	88	99	99	2	3	96	97	88	87	98	98		
Kiribati	-	-	51	14	-	-	103	106	-	-	83	87	-	-	-	-	68	88	-	-		
Koweït	99	99	147	78	82	80	102	103	93	93	-	-	2	1	95	96	81	88	-	-		
Lesotho	80	94	107	27	33	35	107	104	79	82	90	94	21	18	57	74	22	39	20	37		
Lettonie	100	100	131	80	89	88	100	99	96	96	-	-	3	3	95	95	-	-	-	-		
Liban	99 x	99 x	96	76	80	75	97	88	85	79	98	98	14	19	87	94	67	67	-	-		
Libéria	63 x	37 x	83	7	159	153	99	89	39	36	42	43	61	64	-	-	7	6	14	15		
Libye	-	-	120	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Liechtenstein	-	-	116	98	102	106	106	105	91	90	-	-	3	2	-	-	90	84	-	-		
Lituanie	100	100	141	74	92	91	103	104	98	98	-	-	1	0	98	98	97	96	-	-		
Luxembourg	-	-	148	97	94	93	97	97	93	93	-	-	4	4	82	84	83	87	-	-		
Madagascar	78	75	42	5	17	19	149	149	-	-	68 y	71 y	-	-	41	44	28	31	22 x	25 x		
Malaisie	98 x	98 x	141	79	92	96	102	102	98	98	-	-	2	2	92	92	85	89	-	-		
Malawi	72	73	40	10	81	82	144	147	-	-	93	95	-	-	54	55	29	30	25	31		
Maldives	99	99	223	59	101	102	97	-	94	96	94	95	6	4	80	84	70	67	64 x	78 x		
Mali	61	39	120	11	4	4	79	72	59	52	55	51	36	43	64	59	33	28	34	26		
Malte	98	99	125	77	109	113	102	105	97	100	-	-	3	0	95	98	96	96	-	-		
Maroc	95	88	121	58	63	51	118	112	99	98	91 x	88 x	1	1	91	87	62	63	-	-		
Maurice	98	99	144	53	103	105	102	104	95	97	-	-	5	3	96	96	82	86	-	-		
Mauritanie	66 x	48 x	87	18	9	12	100	105	77	81	58	62	22	18	65	63	22	21	21	20		
Mexique	99	99	88	60	68	70	104	103	95	95	98	98	3	2	95	96	79	82	86	89		
Micronésie (États fédérés de)	-	-	22	33	34	32	95	96	83	85	-	-	17	15	-	-	49	56	-	-		
Monaco	-	-	86	95	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Mongolie	98 x	99 x	114	22	85	86	102	100	97	96	98	99	2	3	-	-	-	-	91	95		
Monténégro	99	99	167	70	57	54	95	93	93	92	98	98	6	7	80	81	93	93	93	96		
Montserrat	-	-	97 x	55 x	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Mozambique	80 x	57 x	66	18	-	-	110	101	91	87	71	72	9	13	34	32	17	19	15	17		

TABLEAU 5. ÉDUCATION

Pays et zones	Taux d'alphabétisation des jeunes (15–24 ans) (%)		Nombre pour 100 personnes		Participation au pré-primaire		Participation à l'école primaire										Participation à l'école secondaire			
					Taux brut de scolarisation (%)		Taux brut de scolarisation (%)		Taux brut de scolarisation (%)		Taux net de fréquentation (%)		Enfants en âge d'école primaire non scolarisés (%)		Taux de survie en dernière année d'école primaire (%)		Taux net de scolarisation (%)		Taux net de fréquentation (%)	
	2011–2016*		2016		2011–2016*		2011–2016*		2011–2016*		2011–2016*		2011–2016*		2011–2016*		2011–2016*			
	garçons	filles	téléphones portables	utilisation d'Internet	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles
Myanmar	85	84	89	25	23	24	101	98	–	–	93	92	–	–	–	–	53	52	67	71
Namibie	93	95	109	31	21	22	113	110	88	91	92	93	11	8	89	92	41	55	54	67
Nauru	–	–	97	54 x	85	96	110	100	88	84	97 y	98 y	11	16	–	–	66	71	–	–
Népal	90	80	112	20	85	83	131	141	97	97	76	76	3	3	75	78	55	53	42	46
Nicaragua	85 x	89 x	122	25	–	–	–	–	–	–	71 x y	70 x y	–	–	–	–	–	–	–	–
Niger	35	15	49	4	7	8	78	67	67	57	55	46	32	42	63	66	23	16	21	17
Nigéria	76 x	58 x	82	26	–	–	94	93	–	–	70	66	–	–	–	–	–	–	50	49
Nioué	–	–	38 x	80 x	113	125	147	120	–	–	100	100	–	–	–	–	–	–	–	–
Norvège	–	–	110	97	97	98	101	100	100	100	–	–	0	0	99	100	99	99	–	–
Nouvelle-Zélande	–	–	125	88	93	93	100	99	99	99	–	–	1	1	–	–	97	98	–	–
Oman	99	99	159	70	55	56	107	111	95	94	97	98	2	2	98	99	81	86	–	–
Ouganda	86	82	55	22	11	12	109	111	92	95	86	87	8	5	21	22	–	–	15	20
Ouzbékistan	100	100	77	47	26	26	106	101	96	93	–	–	2	4	99	100	94	92	–	–
Pakistan	80	66	71	16	77	67	100	85	79	68	67	60	21	32	64	64	58	48	36	34
Palaos	98	99	91 x	–	71	77	100	112	74	87	–	–	26	13	–	–	33	38	–	–
Panama	98 x	97 x	172	54	48	49	104	101	94	93	97	97	6	7	85	87	71	74	78	86
Papouasie-Nouvelle-Guinée	69 x	64 x	49	10	–	–	120	109	89	83	–	–	10	16	–	–	17	14	–	–
Paraguay	98	99	105	51	38	38	108	104	89	88	90 y	91 y	11	11	83	86	58	63	–	–
Pays-Bas	–	–	130	90	95	97	105	104	98	99	–	–	2	1	–	–	–	–	–	–
Pérou	99	99	117	45	88	89	102	102	94	94	92 y	91 y	2	2	89	92	71	72	85	87
Philippines	97	99	109	56	–	–	117	117	94	98	88 x	89 x	5	1	–	–	58	70	–	–
Pologne	–	–	146	73	79	79	100	101	96	96	–	–	3	3	98	98	93	94	–	–
Portugal	99	99	109	70	94	93	109	105	98	98	–	–	2	2	–	–	–	–	–	–
Qatar	98	100	147	94	58	60	102	104	92	93	96	97	4	3	99	96	76	83	–	–
République arabe syrienne	95 x	90 x	54	32	6	6	81	79	67	66	97 x	96 x	28	30	93	93	53	52	–	–
République centrafricaine	49 x	27 x	25	4	6	6	107	80	79	62	78	68	21	38	47	45	16	9	17	13
République de Corée	–	–	123	93	94	94	99	99	98	98	–	–	1	1	99	100	98	97	–	–
République de Moldova	99	100	111	71	84	83	93	92	87	86	99	98	10	10	95	95	83	82	96	97
République démocratique du Congo	91	80	39	6	4	4	112	102	–	–	88	85	–	–	56	55	–	–	39	31
République démocratique populaire lao	77	67	55	22	35	36	114	109	93	92	85	85	7	8	77	80	55	57	40	44
République dominicaine	97	98	81	61	43	45	108	99	88	86	94	96	11	12	77	81	48	58	58	72
République populaire démocratique de Corée	100 x	100 x	14	0 x	51	51	–	–	–	–	99	99	–	–	–	–	57	57	–	–
République tchèque	–	–	115	76	107	104	100	100	–	–	–	–	–	–	99	100	–	–	–	–
République-Unie de Tanzanie	87	85	74	13	31	32	80	83	79	81	78	83	21	19	62	71	–	–	25	31
Roumanie	99	99	106	60	91	91	91	89	87	87	92 y	91 y	10	10	94	94	84	83	90 y	90 y
Royaume-Uni	–	–	122	95	88	88	108	108	100	100	–	–	0	0	–	–	96	96	–	–
Rwanda	81	83	70	20	18	18	132	133	94	96	93	96	6	4	41	48	19	24	25	34
Saint-Kitts-et-Nevis	–	–	137	77	91	81	82	83	77	80	–	–	21	18	96	95	80	82	–	–
Saint-Marin	–	–	114	50 x	106	108	94	93	93	92	–	–	7	7	95	98	91	94	–	–
Saint-Siège	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Saint-Vincent-et-les Grenadines	–	–	103	56	93	93	106	103	94	94	–	–	1	1	–	–	88	89	–	–
Sainte-Lucie	–	–	95	47	56	59	–	–	–	–	100	99	–	–	90	90	74	75	95	90
Samoa	99	99	69	29	39	42	107	107	96	96	88 y	89 y	3	2	92	89	66	68	–	–
Sao Tomé-et-Principe	97	96	85	28	52	56	118	111	96	94	94	94	3	5	–	–	50	60	46	57
Sénégal	61	51	99	26	14	16	78	87	68	75	53	55	30	24	56	60	39	42	27	30
Serbie	100	100	121	67	59	58	101	101	96	96	99	99	1	1	100	97	97	97	97	96
Seychelles	99 x	99 x	161	57	88	93	101	104	94	96	–	–	5	4	–	–	–	–	–	–
Sierra Leone	65	51	98	12	10	11	127	128	99	99	74	78	1	1	48	48	31	29	36	36
Singapour	100	100	147	81	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Slovaquie	–	–	128	80	95	93	100	99	–	–	–	–	–	–	99	99	–	–	–	–
Slovénie	–	–	115	75	95	92	99	99	97	98	–	–	3	2	99	99	95	97	–	–
Somalie	–	–	58	2	–	–	–	–	–	–	24 x	19 x	–	–	–	–	–	–	–	–
Soudan	69 x	63 x	69	28	36	48	74	67	52	55	69	67	47	44	80	79	–	–	31	32
Soudan du Sud	44 x	30 x	25 x	16 x	10	10	75	53	35	27	26	21	65	73	–	–	1	1	6	3
Sri Lanka	98 x	99 x	118	32	93	93	103	101	98	96	–	–	2	4	99	99	96	96	–	–
Suède	–	–	127	92	94	94	121	126	99	99	–	–	0	0	99	100	–	–	–	–
Suisse	–	–	136	89	105	104	104	104	93	93	–	–	1	0	–	–	87	87	–	–
Suriname	98	97	146	45	90	97	124	121	93	94	95	96	6	5	85	98	50	61	46	61
Swaziland	92 x	95 x	76	29	25	26	118	108	80	79	97	98	20	20	72	77	20	31	33	48
Tadjikistan	100 x	100 x	107	20	12	10	100	98	97	98	85	86	2	0	99	99	98	95	86	84

Pays et zones	Taux d'alphabétisation des jeunes (15-24 ans) (%)		Nombre pour 100 personnes		Participation au pré-primaire		Participation à l'école primaire										Participation à l'école secondaire			
					Taux brut de scolarisation (%)		Taux brut de scolarisation (%)		Taux brut de scolarisation (%)		Taux net de fréquentation (%)		Enfants en âge d'école primaire non scolarisés (%)		Taux de survie en dernière année d'école primaire (%)		Taux net de scolarisation (%)		Taux net de fréquentation (%)	
	2011-2016*		2016		2011-2016*		2011-2016*		2011-2016*		2011-2016*		2011-2016*		2011-2016*		2011-2016*			
	garçons	filles	téléphones portables	utilisation d'Internet	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles
Tchad	41	22	44	5	1	1	115	88	89	69	53	47	11	31	54	46	-	-	16	11
Thaïlande	98	98	173	48	74	64	106	99	94	87	95	95	6	13	-	-	79	79	83	86
Timor-Leste	80 x	79 x	125	25	18	20	137	136	94	97	71	73	5	1	81	84	39	48	30	34
Togo	90	78	75	11	17	18	125	118	94	88	90	87	4	10	55	53	-	-	45	40
Tokelau	-	-	0 x	1 x	175	160	121	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tonga	99	100	75	40	39	38	109	107	92	94	93 y	93 y	5	3	-	-	78	84	-	-
Trinité-et-Tobago	-	-	161	73	-	-	-	-	-	-	98 x	98 x	-	-	-	-	-	-	-	-
Tunisie	97	96	126	51	44	44	116	113	-	-	98	98	-	-	93	95	80	85	76	85
Turkménistan	-	-	158	18	64	62	90	89	-	-	98	98	-	-	-	-	-	-	98	98
Turquie	100	99	97	58	30	28	103	102	95	94	94	97	5	6	88	88	88	86	-	-
Tuvalu	-	-	76	46	96	93	103	104	84	85	97 x y	99 x y	5	2	-	-	73	77	-	-
Ukraine	100	100	133	52	86	84	103	105	95	97	100	100	4	2	68	68	91	91	98	98
Uruguay	99	99	149	66	88	89	110	107	94	94	97	98	5	6	99	100	68	73	75	77
Vanuatu	-	-	71	24	103	100	121	119	85	87	76 y	78 y	14	12	-	-	42	48	-	-
Venezuela (République bolivarienne du)	98	99	87	60	75	76	101	99	90	90	91 x	93 x	8	8	90	90	69	74	-	-
Viet Nam	97 x	97 x	128	47	84	82	109	108	-	-	98	98	-	-	94	98	93	95	89	92
Yémen	-	-	67	25	1	1	106	89	92	78	80	72	8	22	72	67	47	34	43	34
Zambie	91 x	87 x	75	26	-	-	103	104	86	88	86	88	12	10	57	54	31	30	46	51
Zimbabwe	88	93	83	23	42	43	101	99	85	86	94	96	14	13	75	78	33	41	48	63

DONNÉES CONSOLIDÉES

Asie de l'Est et Pacifique	99	97	109	52	77	77	106	105	93 **	93 **	97	97	6 **	6 **	-	-	71 **	76 **	81 **	84 **
Europe et Asie centrale	-	-	125	74	76	75	103	103	96	96	-	-	3	2	95	95	93	92	-	-
Europe de l'Est et Asie centrale	100	99	129	64	60	59	102	102	95	94	94	95	4	4	93	93	93	92	-	-
Europe de l'Ouest	-	-	122	83	97	97	105	104	98	98	-	-	1	1	97	98	-	-	-	-
Amérique latine et Caraïbes	98	99	109	56	76	76	109	107	93	93	96	96	5	4	90	92	74	77	76	79
Moyen-Orient et Afrique du Nord	91	88	112	48	35	34	106	104	93	91	94	93	6	8	91	90	74	74	72	72
Amérique du Nord	-	-	123	78	72	70	100	100	93	94	-	-	6	-	-	-	87	-	-	-
Asie du Sud	88	80	85	26	22	21	105	112	90	89	-	-	5	6	80	79	63	66	43	44
Afrique subsaharienne	79	72	75	20	31	32	104	98	82	78	75	74	17	21	55	56	32	31	32	32
Afrique de l'Est et australe	87	85	71	21	39	40	106	100	83	81	78	79	17	19	48	51	29	30	24	29
Afrique de l'Ouest et centrale	69	55	80	19	20	21	101	95	-	-	72	68	-	-	63	63	-	-	39	36
Pays les moins avancés	80	73	68	16	23	24	108	101	82	78	76	75	17	22	52	54	41	41	33	35
Monde	92	85	101	46	49	48	105	105	90 **	89 **	87	85	8 **	9 **	76	77	66 **	68 **	53 **	54 **

Pour la liste complète des pays et zones dans chaque région, sous-région et catégorie de pays, voir page 150 ou consulter <data.unicef.org/regionalclassifications>.

Il n'est pas recommandé de comparer les données d'éditions consécutives du rapport *La Situation des enfants dans le monde*.

DÉFINITION DES INDICATEURS

Taux d'alphabétisation des jeunes – Nombre de personnes alphabétisées âgées de 15 à 24 ans, exprimé en pourcentage de la population totale de ce groupe d'âge.

Téléphones portables – Nombre d'abonnements actifs à un service de téléphonie mobile, y compris le nombre de cartes SIM prépayées actives au cours des trois mois précédents.

Utilisation d'Internet – Nombre estimatif d'utilisateurs d'Internet par rapport au total de la population, y compris ceux qui utilisent Internet à partir de n'importe quel appareil (y compris téléphones portables) au cours des 12 derniers mois.

Taux brut de scolarisation dans le pré-primaire – Nombre d'enfants inscrits dans l'enseignement pré-primaire indépendamment de leur âge, en pourcentage du nombre total d'enfants ayant l'âge officiel de fréquenter l'école pré-primaire.

Taux brut de scolarisation à l'école primaire – Nombre d'enfants inscrits à l'école primaire, indépendamment de leur âge, exprimé en pourcentage du nombre total d'enfants ayant l'âge officiel d'aller à l'école primaire.

Taux net de scolarisation à l'école primaire – Nombre d'enfants inscrits à l'école primaire ou secondaire ayant l'âge officiel de fréquenter l'école primaire, en pourcentage du nombre total d'enfants ayant l'âge officiel d'aller à l'école primaire. En raison de l'inclusion des enfants en âge de fréquenter l'école primaire inscrits à l'école secondaire, cet indicateur est parfois désigné comme étant le taux net ajusté de scolarisation dans l'enseignement primaire.

Taux net de fréquentation scolaire dans le primaire – Nombre d'enfants fréquentant l'école primaire ou secondaire ayant l'âge officiel de suivre des études primaires, exprimé en pourcentage du nombre total d'enfants ayant l'âge officiel de suivre des études primaires. En raison de l'inclusion des enfants en âge de fréquenter l'école primaire inscrits à l'école secondaire, cet indicateur est parfois désigné comme étant le taux net ajusté de scolarisation dans l'enseignement primaire.

Taux de survie en dernière année d'école primaire – Pourcentage d'enfants qui entrent en première année d'école primaire et qui atteindront la dernière année du cycle primaire.

Enfants en âge de fréquenter l'école primaire non scolarisés – Le nombre d'enfants qui ont l'âge officiel de fréquenter l'école primaire mais qui ne sont pas scolarisés, ni dans le primaire, ni dans le secondaire. Les enfants inscrits dans l'enseignement pré-primaire sont exclus et considérés comme non scolarisés.

Taux de survie en dernière année d'école primaire – Pourcentage d'enfants qui entrent en première année d'école primaire et qui achèvent ce cycle d'études à un moment donné.

Taux net de scolarisation dans le 1^{er} cycle du secondaire – Nombre d'enfants inscrits dans le 1^{er} cycle du secondaire ayant l'âge officiel de fréquenter le 1^{er} cycle du secondaire, exprimé en pourcentage du nombre total d'enfants ayant l'âge officiel de suivre des études du 1^{er} cycle du secondaire. Le taux net de scolarisation dans le 1^{er} cycle du secondaire n'inclut pas les enfants en âge de fréquenter le 1^{er} cycle du secondaire qui sont inscrits dans l'enseignement tertiaire en raison des difficultés liées à l'obtention d'informations et à l'enregistrement des âges à ce niveau.

Taux net de fréquentation dans le 1^{er} cycle du secondaire – Nombre d'enfants fréquentant le 1^{er} cycle du secondaire ou le tertiaire ayant l'âge officiel de fréquenter le 1^{er} cycle du secondaire, exprimé en pourcentage du nombre total d'enfants ayant l'âge officiel de suivre le 1^{er} cycle du secondaire. En raison de l'inclusion des enfants en âge de fréquenter le 1^{er} cycle du secondaire inscrits dans l'enseignement tertiaire, cet indicateur est parfois désigné comme étant le taux net ajusté de fréquentation du 1^{er} cycle du secondaire.

Toutes les données se rapportent à la Classification internationale type de l'éducation (CITE) pour les enseignements primaires et du 1^{er} cycle du secondaire et peuvent donc ne pas correspondre directement au système scolaire d'un pays en particulier.

SOURCES PRINCIPALES DES DONNÉES

Alphabétisation des jeunes – Institut de statistique de l'UNESCO (ISU).

Utilisation du téléphone et d'Internet – Union internationale des télécommunications, Genève.

Scolarisation dans le pré-primaire, primaire et le 1^{er} cycle du secondaire et taux et nombre d'enfants non scolarisés – ISU. Estimations extraites de données administratives provenant de Systèmes d'information sur la gestion des établissements d'enseignement avec estimations de l'ONU sur la population.

Fréquentation scolaire dans les enseignements primaire et du 1^{er} cycle du secondaire – Enquêtes démographiques et de santé (EDS), Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) et autres enquêtes nationales sur les ménages.

Taux de survie en dernière année d'école primaire – Données administratives : ISU, données d'enquêtes : EDS et MICS et autres enquêtes nationales sur les ménages.

NOTES

- Données non disponibles.
- x Les données portent sur des années ou des périodes autres que celles indiquées dans la colonne de tête. Ces données ne sont pas prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales à l'exception des données 2005-2006 de l'Inde. Les estimations pour les années antérieures à 2000 ne sont pas affichées.
- y Les données diffèrent de la définition standard ou se rapportent seulement à une partie d'un pays. Si ces données font partie de la période de référence notée, elles sont prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales.

* Se rapporte à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.

** À l'exclusion de la Chine.

TABLEAU 6. INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES

Pays et zones	Population (milliers)			Taux annuel de croissance démographique (%)		Taux brut de mortalité			Taux brut de natalité			Espérance de vie			Taux global de fécondité	Population urbanisée (%)	Taux annuel moyen de croissance de la population urbaine (%)	
	2016			1990-2016	2016-2030 ^a	1970	1990	2016	1970	1990	2016	1970	1990	2016	2016	2016	1990-2016	2016-2030 ^a
	total	moins de 18 ans	moins de 5 ans															
Afghanistan	34 656	17 744	5 233	4,0	2,1	28	16	7	52	49	33	37	50	64	4,6	27	5,5	3,6
Afrique du Sud	56 015	19 428	5 705	1,5	1,0	12	8	10	38	29	21	56	62	63	2,5	65	2,3	1,2
Albanie	2 926	659	177	-0,4	0,0	8	6	7	32	25	12	67	72	78	1,7	58	1,5	1,4
Algérie	40 606	13 495	4 699	1,7	1,3	17	6	5	47	32	23	50	67	76	2,8	71	3,0	1,7
Allemagne	81 915	13 103	3 557	0,1	0,0	12	12	11	14	10	9	71	75	81	1,5	76	0,2	0,0
Andorre	77	13	3	1,3	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	85	1,1	0,2
Angola	28 813	15 416	5 277	3,3	3,1	27	23	9	53	53	42	37	42	62	5,7	45	5,3	4,2
Anguilla	15	4	1	2,2	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100	2,2	0,5
Antigua-et-Barbuda	101	30	8	1,6	0,9	7	7	6	31	19	16	66	71	76	2,1	23	0,0	0,3
Arabie saoudite	32 276	9 641	2 966	2,6	1,4	15	5	4	47	36	20	53	69	75	2,5	83	2,7	1,3
Argentine	43 847	13 076	3 736	1,1	0,8	9	8	8	23	22	17	66	72	77	2,3	92	1,2	0,8
Arménie	2 925	685	202	-0,7	0,0	6	8	10	23	22	13	70	68	75	1,6	63	-0,9	0,1
Australie	24 126	5 433	1 551	1,3	1,1	9	7	7	20	15	13	71	77	83	1,8	90	1,5	1,2
Autriche	8 712	1 489	412	0,5	0,2	13	11	10	16	11	10	70	76	82	1,5	66	0,5	0,6
Azerbaïdjan	9 725	2 653	891	1,1	0,7	9	9	7	32	29	18	63	65	72	2,1	55	1,2	1,2
Bahamas	391	97	28	1,6	0,8	6	5	6	26	24	14	66	71	76	1,8	83	1,8	1,1
Bahreïn	1 425	334	107	4,1	2,5	7	3	2	38	29	15	63	72	77	2,0	89	4,0	1,3
Bangladesh	162 952	56 869	15 236	1,6	0,9	19	10	5	48	35	19	48	58	72	2,1	35	3,8	2,7
Barbade	285	66	17	0,3	0,1	10	10	11	22	16	12	66	71	76	1,8	31	0,3	0,7
Bélarus	9 480	1 821	579	-0,3	-0,2	9	11	13	16	14	12	71	71	73	1,7	77	0,2	-0,2
Belgique	11 358	2 309	643	0,5	0,4	12	11	10	14	12	11	71	76	81	1,8	98	0,5	0,3
Belize	367	141	40	2,6	1,8	8	5	5	42	36	23	66	71	70	2,5	44	2,2	2,0
Bénin	10 872	5 379	1 775	3,0	2,6	24	15	9	47	46	37	42	54	61	5,0	44	4,1	3,4
Bhoutan	798	259	70	1,5	1,0	24	13	6	49	39	18	40	53	70	2,1	39	4,8	2,3
Bolivie (État plurinational de)	10 888	4 150	1 189	1,8	1,4	20	13	7	42	35	23	46	55	69	2,9	69	2,8	1,9
Bosnie-Herzégovine	3 517	628	157	-0,9	-0,2	7	8	11	24	15	9	66	71	77	1,4	40	-0,6	0,6
Botswana	2 250	840	259	1,9	1,6	13	8	7	46	34	24	55	62	67	2,7	58	2,8	1,4
Brésil	207 653	56 235	14 919	1,3	0,6	10	7	6	35	25	14	59	65	76	1,7	86	1,8	0,8
Brunéi Darussalam	423	120	34	1,9	1,0	6	4	4	37	29	16	67	73	77	1,9	78	2,6	1,3
Bulgarie	7 131	1 183	324	-0,8	-0,7	9	12	15	16	12	9	71	71	75	1,6	74	-0,4	-0,5
Burkina Faso	18 646	9 724	3 221	2,9	2,7	25	17	9	47	47	39	39	49	60	5,4	31	5,9	4,7
Burundi	10 524	5 372	1 901	2,6	2,9	21	18	11	47	50	42	44	48	57	5,7	12	5,3	5,1
Cabo Verde	540	200	55	1,8	1,2	14	8	6	42	40	21	54	65	73	2,3	66	3,0	1,5
Cambodge	15 762	5 854	1 761	2,2	1,3	20	13	6	43	42	23	42	54	69	2,6	21	3,3	2,7
Cameroun	23 439	11 578	3 804	2,7	2,4	19	15	10	45	45	36	46	52	58	4,7	55	3,9	3,2
Canada	36 290	6 999	1 929	1,0	0,8	7	7	7	17	14	11	73	77	82	1,6	82	1,3	1,0
Chili	17 910	4 462	1 184	1,2	0,7	10	6	6	30	22	13	62	74	80	1,8	90	1,5	0,8
Chine	1 403 500	295 112	85 866	0,7	0,2	11	7	7	36	22	12	59	69	76	1,6	57	3,7	1,6
Chypre	1 170	241	66	1,6	0,7	7	7	7	19	19	11	73	77	81	1,3	67	1,6	0,8
Colombie	48 653	14 055	3 712	1,3	0,6	9	6	6	38	26	15	61	68	74	1,9	77	2,0	1,3
Comores	796	369	119	2,5	2,1	19	12	7	46	43	33	46	57	64	4,3	28	2,6	2,8
Congo	5 126	2 489	824	2,9	2,5	14	12	7	43	38	35	53	56	65	4,7	66	3,4	3,0
Costa Rica	4 857	1 296	346	1,7	0,8	7	4	5	33	27	14	66	76	80	1,8	78	3,6	1,6
Côte d'Ivoire	23 696	11 689	3 861	2,5	2,4	21	14	12	52	43	37	44	52	54	4,9	55	3,5	3,1
Croatie	4 213	756	196	-0,5	-0,6	11	11	13	15	11	9	68	72	78	1,5	59	-0,1	0,2
Cuba	11 476	2 260	636	0,3	0,0	7	7	8	29	17	11	70	75	80	1,7	77	0,4	-0,1
Danemark	5 712	1 157	285	0,4	0,4	10	12	9	15	12	10	73	75	81	1,7	88	0,5	0,6
Djibouti	942	356	102	1,8	1,3	15	11	8	45	40	23	49	57	62	2,8	77	1,8	1,3
Dominique	74	22	6	0,1	0,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70	0,5	0,7
Égypte	95 689	36 997	12 876	2,0	1,6	16	8	6	42	34	26	52	65	71	3,3	43	1,6	1,8
El Salvador	6 345	2 153	577	0,7	0,5	13	8	7	43	31	19	55	64	74	2,1	67	1,9	1,0
Émirats arabes unis	9 270	1 498	464	6,2	1,3	7	3	2	37	26	10	62	72	77	1,7	86	6,8	1,9
Équateur	16 385	5 606	1 611	1,8	1,3	12	6	5	41	30	20	58	69	76	2,5	64	2,4	1,7
Érythrée	4 955	2 397	744	1,8	2,2	21	16	7	47	42	32	43	50	65	4,1	23	4,3	4,4
Espagne	46 348	8 135	2 065	0,6	0,0	9	8	9	20	10	9	72	77	83	1,4	80	1,0	0,4
Estonie	1 312	247	68	-0,7	-0,3	11	13	12	15	14	11	70	69	78	1,6	67	-1,0	-0,3
État de Palestine	4 791	2 231	712	3,2	2,4	13	5	3	50	46	32	56	68	73	4,0	75	3,5	2,6
États-Unis	322 180	73 928	19 607	0,9	0,7	10	9	8	16	16	13	71	75	79	1,9	82	1,3	0,9
Éthiopie	102 403	49 500	15 177	2,9	2,2	21	18	7	48	48	32	43	47	65	4,2	20	4,6	4,3
Ex-République yougoslave de Macédoine	2 081	425	118	0,2	0,0	7	8	10	25	18	11	66	71	76	1,5	57	0,1	0,3
Fédération de Russie	143 965	28 642	9 561	-0,1	-0,2	9	12	13	15	14	13	69	68	71	1,8	74	-0,1	-0,2
Fidji	899	303	87	0,8	0,5	8	6	7	34	29	19	60	66	70	2,5	54	1,8	0,9
Finlande	5 503	1 078	297	0,4	0,3	10	10	10	14	13	11	70	75	81	1,8	84	0,6	0,4
France	64 721	14 080	3 842	0,5	0,3	11	9	9	17	13	12	72	77	83	2,0	80	0,8	0,7

Pays et zones	Population (milliers)			Taux annuel de croissance démographique (%)		Taux brut de mortalité			Taux brut de natalité			Espérance de vie			Taux global de fécondité	Population urbanisée (%)	Taux annuel moyen de croissance de la population urbaine (%)	
	2016			1990-2016	2016-2030 ^a	1970	1990	2016	1970	1990	2016	1970	1990	2016	2016	2016	1990-2016	2016-2030 ^a
	total	moins de 18 ans	moins de 5 ans															
Gabon	1 980	822	274	2,8	1,9	20	11	8	37	37	30	47	61	66	3,8	87	3,4	2,2
Gambie	2 039	1 065	360	3,1	2,8	26	14	8	50	47	39	38	52	61	5,4	60	4,8	3,6
Géorgie	3 925	875	271	-1,2	-0,3	9	9	13	20	17	13	67	70	73	2,0	54	-1,0	-0,1
Ghana	28 207	12 689	4 085	2,5	2,0	16	11	8	47	39	31	49	57	63	4,0	55	4,0	2,7
Grèce	11 184	1 937	474	0,3	-0,3	10	9	11	18	11	8	71	77	81	1,3	78	0,7	0,2
Grenade	107	34	10	0,4	0,3	9	9	7	28	28	19	64	69	74	2,1	36	0,7	0,4
Guatemala	16 582	7 047	2 023	2,2	1,8	14	9	5	45	39	25	53	62	73	3,0	52	3,3	3,0
Guinée	12 396	6 082	1 983	2,8	2,5	27	17	9	45	47	36	37	50	60	4,9	38	4,0	3,5
Guinée-Bissau	1 816	872	291	2,2	2,3	22	17	11	43	46	37	42	49	57	4,6	50	4,5	3,2
Guinée équatoriale	1 221	521	182	4,0	3,0	26	18	10	42	42	34	40	48	58	4,7	40	3,6	3,0
Guyana	773	277	76	0,2	0,5	9	8	8	36	28	21	62	63	67	2,5	29	0,3	1,1
Haiti	10 847	4 296	1 233	1,6	1,0	18	13	9	39	37	24	47	55	63	2,9	60	4,4	2,2
Honduras	9 113	3 541	951	2,3	1,4	15	7	5	48	39	22	53	67	74	2,5	55	3,4	2,5
Hongrie	9 753	1 694	436	-0,2	-0,4	11	14	13	15	12	9	69	69	76	1,4	72	0,1	0,2
Îles Cook	17	6	2	-0,2	0,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75	1,7	0,7
Îles Marshall	53	19	5	0,4	0,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	73	0,9	0,9
Îles Salomon	599	275	83	2,5	1,8	13	11	5	45	40	29	54	57	71	3,9	23	4,5	3,4
Îles Turques-et-Caïques	35	10	3	4,3	1,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	93	5,1	1,3
Îles Vierges britanniques	31	9	3	2,4	1,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	47	3,0	1,4
Inde	1 324 171	448 314	119 998	1,6	1,0	17	11	7	39	32	19	48	58	69	2,3	33	2,5	2,2
Indonésie	261 115	85 965	24 822	1,4	0,9	13	8	7	40	26	19	55	63	69	2,4	54	3,6	1,9
Iran (République islamique d')	80 277	22 149	6 823	1,4	0,7	16	7	5	42	33	17	51	64	76	1,7	74	2,4	1,4
Iraq	37 203	17 460	5 738	2,9	2,6	12	7	5	46	38	33	58	66	70	4,4	70	2,8	2,6
Irlande	4 726	1 197	344	1,1	0,7	11	9	6	22	14	14	71	75	81	2,0	64	1,6	1,3
Islande	332	80	22	1,0	0,7	7	7	6	21	17	13	74	78	83	1,9	94	1,3	0,9
Israël	8 192	2 672	841	2,3	1,4	7	6	5	26	22	20	72	77	83	3,0	92	2,3	1,4
Italie	59 430	9 761	2 482	0,2	-0,2	10	10	10	17	10	8	72	77	83	1,5	69	0,4	0,3
Jamaïque	2 881	820	205	0,7	0,1	8	7	7	35	25	17	68	72	76	2,0	55	1,1	0,9
Japon	127 749	20 051	5 343	0,1	-0,4	7	7	11	19	10	8	72	79	84	1,5	94	0,9	-0,1
Jordanie	9 456	3 959	1 227	3,8	1,2	10	5	4	51	35	26	60	70	74	3,4	84	3,8	1,5
Kazakhstan	17 988	5 566	1 997	0,3	0,9	9	9	9	26	23	21	63	67	70	2,6	53	0,0	1,0
Kenya	48 462	23 094	7 023	2,8	2,3	15	10	6	51	42	31	52	58	67	3,9	26	4,5	4,0
Kirghizistan	5 956	2 167	760	1,2	1,2	11	8	6	32	32	25	60	66	71	3,0	36	0,9	2,0
Kiribati	114	47	14	1,8	1,5	13	10	7	35	37	28	54	60	66	3,7	44	2,5	1,9
Koweït	4 053	989	316	2,5	1,3	6	3	3	48	23	16	66	72	75	2,0	98	2,2	2,0
Lesotho	2 204	932	286	1,2	1,2	17	10	13	43	35	28	49	59	54	3,1	28	3,8	2,6
Lettonie	1 971	350	97	-1,2	-0,9	11	13	15	14	14	10	70	69	75	1,5	67	-1,2	-0,5
Liban	6 007	1 743	483	3,1	-0,8	8	7	5	32	25	15	66	70	80	1,7	88	2,6	0,3
Libéria	4 614	2 249	715	3,0	2,4	24	18	8	49	45	34	39	47	63	4,6	50	2,6	3,2
Libye	6 293	2 111	627	1,3	1,1	13	5	5	51	29	20	56	69	72	2,3	79	1,7	1,4
Liechtenstein	38	7	2	1,0	0,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14	0,4	1,1
Lituanie	2 908	519	152	-0,9	-0,5	9	11	14	17	15	11	71	71	75	1,7	67	-0,9	-0,2
Luxembourg	576	115	32	1,6	1,1	12	10	7	13	12	11	70	75	82	1,6	90	1,8	1,2
Madagascar	24 895	11 988	3 769	2,9	2,6	21	15	6	48	44	33	45	51	66	4,2	36	4,6	4,2
Malaisie	31 187	9 350	2 612	2,1	1,2	7	5	5	34	28	17	64	71	75	2,0	75	3,7	1,8
Malawi	18 092	9 265	2 908	2,5	2,7	25	19	7	54	49	37	41	47	63	4,6	16	3,8	4,2
Maldives	428	117	39	2,5	1,3	21	9	3	50	41	18	44	61	77	2,1	47	4,3	2,6
Mali	17 995	9 806	3 332	2,9	2,9	32	20	10	50	49	43	32	46	58	6,1	41	5,0	4,7
Malte	429	75	21	0,6	0,2	9	8	9	16	15	10	71	76	81	1,5	96	0,8	0,2
Maroc	35 277	11 491	3 508	1,3	1,1	14	7	5	43	29	20	53	65	76	2,5	61	2,1	1,6
Maurice	1 262	295	68	0,7	0,1	7	6	8	29	21	11	63	69	75	1,4	40	0,3	0,3
Mauritanie	4 301	1 996	655	2,9	2,5	16	11	8	46	41	34	49	58	63	4,7	60	4,2	2,9
Mexique	127 540	41 600	11 581	1,5	1,0	10	5	5	44	29	18	61	71	77	2,2	80	1,9	1,2
Micronésie (États fédérés de)	105	43	12	0,3	0,8	9	7	6	41	34	24	62	66	69	3,1	22	-0,2	1,6
Monaco	38	7	2	1,0	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100	1,0	0,9
Mongolie	3 027	1 017	368	1,3	1,2	15	10	6	44	32	24	55	60	69	2,8	73	2,1	1,7
Monténégro	629	139	36	0,1	0,0	7	7	10	22	16	11	70	75	77	1,7	64	1,2	0,2
Montserrat	5	2	0	-2,8	0,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	-4,0	1,0
Mozambique	28 829	14 929	4 950	3,0	2,8	25	21	10	48	46	39	39	43	58	5,2	33	3,8	3,5
Myanmar	52 885	17 485	4 538	1,0	0,8	15	10	8	39	27	18	51	59	67	2,2	35	2,3	2,0
Namibie	2 480	1 076	344	2,2	1,9	15	9	7	43	38	29	52	62	64	3,4	48	4,2	3,1
Nauru	11	4	1	0,8	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100	0,4	0,5
Népal	28 983	11 190	2 756	1,7	1,0	23	13	6	43	39	20	41	54	70	2,1	19	4,7	2,9
Nicaragua	6 150	2 174	597	1,5	1,0	13	7	5	46	36	20	54	64	75	2,2	59	2,1	1,7
Niger	20 673	11 752	4 218	3,6	3,8	28	23	10	57	56	48	36	44	60	7,2	19	4,5	5,7

TABLEAU 6. INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES

Pays et zones	Population (milliers)			Taux annuel de croissance démographique (%)		Taux brut de mortalité			Taux brut de natalité			Espérance de vie			Taux global de fécondité	Population urbanisée (%)	Taux annuel moyen de croissance de la population urbaine (%)	
	2016			1990-2016	2016-2030 ^a	1970	1990	2016	1970	1990	2016	1970	1990	2016	2016	2016	1990-2016	2016-2030 ^a
	total	moins de 18 ans	moins de 5 ans															
Nigéria	185 990	93 965	31 802	2,6	2,5	23	19	12	46	44	39	41	46	53	5,5	49	4,5	3,9
Nioué	2	1	0	-1,4	0,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43	-1,1	0,2
Norvège	5 255	1 130	306	0,8	0,9	10	11	8	17	14	12	74	77	82	1,8	81	1,2	1,1
Nouvelle-Zélande	4 661	1 109	304	1,2	0,8	8	8	7	22	17	13	71	75	82	2,0	86	1,3	0,9
Oman	4 425	1 118	401	3,4	2,1	16	5	3	48	38	19	50	67	77	2,7	78	4,0	1,4
Ouganda	41 488	22 807	7 699	3,3	3,1	17	18	9	49	50	42	49	46	60	5,6	16	4,8	5,1
Ouzbékistan	31 447	10 386	3 184	1,7	1,1	10	8	6	37	35	21	62	66	71	2,3	36	1,1	1,7
Pakistan	193 203	79 005	24 963	2,2	1,7	15	11	7	43	40	28	53	60	66	3,5	39	3,0	2,6
Palaos	22	8	2	1,4	1,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	88	2,2	1,3
Panama	4 034	1 324	388	1,9	1,4	8	5	5	38	26	20	66	73	78	2,5	67	2,7	1,8
Papouasie-Nouvelle-Guinée	8 085	3 449	1 033	2,4	1,9	16	9	7	41	35	28	49	59	66	3,7	13	1,9	2,8
Paraguay	6 725	2 404	672	1,8	1,1	7	6	6	37	34	21	65	68	73	2,5	60	2,8	1,9
Pays-Bas	16 987	3 425	894	0,5	0,3	8	9	9	18	13	11	74	77	82	1,7	91	1,6	0,5
Pérou	31 774	10 454	3 033	1,4	1,1	14	7	6	42	30	19	53	66	75	2,4	79	1,9	1,4
Philippines	103 320	39 204	11 530	2,0	1,4	9	7	7	39	33	23	61	65	69	2,9	44	1,6	1,8
Pologne	38 224	6 785	1 819	0,0	-0,3	8	10	10	17	15	9	70	71	78	1,3	61	0,0	0,1
Portugal	10 372	1 764	431	0,2	-0,3	11	10	11	21	11	8	67	74	81	1,2	64	1,4	0,6
Qatar	2 570	417	130	6,5	1,6	5	2	2	36	22	10	68	75	78	1,9	99	6,5	1,0
République arabe syrienne	18 430	8 231	2 100	1,5	2,6	11	5	6	46	36	21	59	71	70	2,9	58	3,0	2,6
République centrafricaine	4 595	2 326	730	1,7	2,1	23	17	14	43	41	36	42	49	52	4,9	40	2,3	2,8
République de Corée	50 792	8 678	2 226	0,6	0,3	9	6	6	30	15	9	61	72	82	1,3	83	1,0	0,5
République de Moldova	4 060	768	218	-0,3	-0,4	10	10	11	20	19	10	65	68	72	1,2	45	-1,1	-0,2
République démocratique du Congo	78 736	41 553	14 494	3,2	3,0	20	17	10	47	46	42	44	49	60	6,1	43	4,2	3,6
République démocratique populaire lao	6 758	2 674	766	1,8	1,2	18	14	7	43	43	24	46	54	67	2,7	40	5,6	3,3
République dominicaine	10 649	3 750	1 060	1,5	0,9	11	6	6	42	30	20	58	68	74	2,4	80	2,9	1,5
République populaire démocratique de Corée	25 369	6 452	1 726	0,9	0,4	10	6	9	37	21	14	60	70	72	1,9	61	1,0	0,8
République tchèque	10 611	1 881	534	0,1	-0,1	12	12	11	16	12	10	70	72	79	1,5	73	0,1	0,3
République-Unie de Tanzanie	55 572	28 698	9 655	3,0	2,9	18	15	7	48	44	38	47	50	66	5,0	32	4,9	4,6
Roumanie	19 778	3 667	944	-0,7	-0,5	10	11	13	21	14	10	68	70	75	1,5	55	-0,2	0,1
Royaume-Uni	65 789	13 785	4 000	0,5	0,5	12	11	9	15	14	12	72	76	82	1,9	83	0,7	0,7
Rwanda	11 918	5 593	1 740	1,9	2,1	20	32	6	50	47	31	44	34	67	3,9	30	8,7	4,7
Saint-Kitts-et-Nevis	55	16	5	1,1	0,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32	0,9	1,5
Saint-Marin	33	6	1	1,2	0,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	94	1,2	0,3
Saint-Siège	1	0	0	0,2	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100	0,2	0,0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	110	32	8	0,1	0,2	9	7	7	40	25	16	65	70	73	1,9	51	0,9	0,7
Sainte-Lucie	178	43	11	1,0	0,3	9	6	8	39	28	12	63	71	75	1,5	19	-0,6	1,1
Samoa	195	85	23	0,7	0,6	11	7	5	41	33	25	55	65	75	4,0	19	0,3	0,5
Sao Tomé-et-Principe	200	100	31	2,2	2,1	13	10	7	41	40	34	56	62	67	4,5	66	3,8	2,6
Sénégal	15 412	7 616	2 544	2,7	2,6	25	11	6	50	43	36	39	57	67	4,8	44	3,2	3,5
Serbie	8 820	1 780	469	-0,3	-0,4	9	10	13	19	15	11	68	71	75	1,6	56	0,2	-0,2
Seychelles	94	24	8	1,1	0,3	9	7	8	35	23	16	66	71	74	2,3	54	1,5	0,9
Sierra Leone	7 396	3 638	1 141	2,1	2,0	30	26	13	49	47	35	35	37	52	4,5	40	2,5	2,7
Singapour	5 622	1 062	265	2,4	0,9	5	4	5	23	18	9	68	76	83	1,2	100	2,5	1,0
Slovaquie	5 444	996	281	0,1	-0,1	9	10	10	18	15	10	70	71	77	1,4	53	-0,1	0,1
Slovénie	2 078	363	107	0,1	-0,1	10	10	10	17	11	10	69	73	81	1,6	50	0,1	0,3
Somalie	14 318	7 642	2 617	2,5	2,9	23	20	11	47	48	43	41	45	56	6,3	40	3,4	4,0
Soudan	39 579	18 971	5 940	2,6	2,3	15	12	7	47	42	33	52	56	64	4,5	34	3,4	3,1
Soudan du Sud	12 231	5 944	1 925	2,9	2,5	28	21	11	51	47	36	36	44	57	4,9	19	4,4	3,8
Sri Lanka	20 798	6 020	1 602	0,7	0,2	8	6	7	31	21	15	64	70	75	2,0	18	0,8	1,4
Suède	9 838	2 006	584	0,5	0,6	10	11	9	14	14	12	74	78	82	1,9	86	0,6	0,8
Suisse	8 402	1 499	434	0,9	0,7	9	9	8	16	12	10	73	78	83	1,5	74	0,9	1,1
Suriname	558	179	50	1,2	0,7	9	7	7	37	28	18	63	67	71	2,4	66	1,2	0,7
Swaziland	1 343	592	180	1,7	1,5	18	9	10	49	43	29	48	60	58	3,1	21	1,3	1,6
Tadjikistan	8 735	3 581	1 183	1,9	1,8	12	10	5	42	41	29	60	63	71	3,4	27	1,3	2,7
Tchad	14 453	7 854	2 666	3,4	2,8	23	19	13	47	51	43	41	47	53	5,9	23	3,6	4,0
Thaïlande	68 864	14 961	3 768	0,8	0,1	10	6	8	38	19	10	59	70	75	1,5	52	2,8	1,5
Timor-Leste	1 269	650	206	2,0	2,1	23	16	6	43	43	35	40	48	69	5,5	33	3,6	3,4
Togo	7 606	3 668	1 176	2,7	2,3	19	12	9	48	42	34	47	56	60	4,5	40	3,9	3,4
Tokelau	1	0	0	-0,9	0,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Tonga	107	46	13	0,5	0,9	7	6	6	36	31	24	65	70	73	3,6	24	0,6	1,5
Trinité-et-Tobago	1 365	335	95	0,4	0,0	7	8	10	27	21	14	65	68	71	1,8	8	0,3	-0,4
Tunisie	11 403	3 205	1 052	1,3	0,8	16	6	6	41	26	18	51	69	76	2,2	67	1,8	1,1
Turkménistan	5 663	2 021	709	1,7	1,3	12	9	7	38	35	25	58	63	68	2,9	50	1,9	1,7

Pays et zones	Population (milliers)			Taux annuel de croissance démographique (%)		Taux brut de mortalité			Taux brut de natalité			Espérance de vie			Taux global de fécondité	Population urbanisée (%)	Taux annuel moyen de croissance de la population urbaine (%)	
	2016			1990–2016	2016–2030 ^a	1970	1990	2016	1970	1990	2016	1970	1990	2016	2016	2016	1990–2016	2016–2030 ^a
	total	moins de 18 ans	moins de 5 ans															
Turquie	79 512	24 162	6 775	1,5	0,8	15	8	6	40	26	16	52	64	76	2,1	74	2,2	1,3
Tuvalu	11	4	1	0,8	1,0	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	61	1,9	1,5
Ukraine	44 439	7 948	2 334	-0,6	-0,5	9	13	15	15	13	11	71	70	72	1,5	70	-0,4	-0,4
Uruguay	3 444	884	240	0,4	0,3	10	10	9	21	18	14	69	73	77	2,0	95	0,7	0,4
Vanuatu	270	114	34	2,4	1,9	14	8	5	42	36	26	52	63	72	3,3	26	3,7	3,0
Venezuela (République bolivarienne du)	31 568	10 493	2 974	1,8	1,1	7	5	6	37	29	19	65	70	75	2,3	89	2,0	1,2
Viet Nam	94 569	25 780	7 761	1,3	0,8	12	6	6	36	29	17	60	71	76	2,0	34	3,2	2,2
Yémen	27 584	12 957	4 075	3,2	2,1	25	11	6	53	52	32	41	58	65	4,0	35	5,1	3,4
Zambie	16 591	8 647	2 820	2,8	2,9	17	18	8	50	45	38	49	45	62	5,0	41	2,9	4,3
Zimbabwe	16 150	7 726	2 539	1,8	2,1	13	10	8	47	37	33	55	58	61	3,8	32	1,9	2,3

DONNÉES CONSOLIDÉES

Asie de l'Est et Pacifique	2 291 492	545 358	156 758	0,9	0,4	11	7	7	35	22	14	60	69	75	1,8	57	3,0	1,5
Europe et Asie centrale	908 161	191 748	55 778	0,3	0,2	10	11	10	18	15	12	69	72	77	1,8	71	0,5	0,4
Europe de l'Est et Asie centrale	416 914	100 514	31 087	0,2	0,2	10	11	11	21	18	15	66	68	73	1,9	64	0,3	0,4
Europe de l'Ouest	491 247	91 234	24 691	0,3	0,1	11	10	10	16	12	10	71	75	81	1,6	76	0,6	0,4
Amérique latine et Caraïbes	633 773	193 378	53 227	1,4	0,8	10	7	6	37	27	17	60	68	76	2,1	80	1,9	1,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	435 225	152 698	49 143	2,1	1,5	15	7	5	44	34	23	53	66	74	2,8	63	2,6	1,8
Amérique du Nord	358 469	80 927	21 535	0,9	0,7	9	9	8	16	16	12	71	75	80	1,8	83	1,3	0,9
Asie du Sud	1 765 989	619 518	169 895	1,7	1,0	17	11	7	40	33	20	48	58	69	2,5	33	2,7	2,3
Afrique subsaharienne	1 034 153	511 533	167 977	2,7	2,5	21	16	9	47	44	36	45	50	60	4,8	37	4,0	3,6
Afrique de l'Est et australe	542 206	261 901	83 757	2,6	2,4	19	16	8	47	43	34	47	51	63	4,4	31	3,7	3,5
Afrique de l'Ouest et centrale	491 947	249 631	84 220	2,8	2,6	23	17	11	47	45	39	42	49	57	5,4	45	4,2	3,7
Pays les moins avancés	979 388	454 924	142 971	2,5	2,2	21	15	8	47	42	32	44	52	64	4,1	31	4,0	3,6
Monde	7 427 263	2 295 160	674 314	1,3	1,0	13	9	8	33	26	19	59	65	72	2,4	54	2,2	1,6

Pour la liste complète des pays et zones dans chaque région, sous-région et catégorie de pays, voir page 150 ou consulter <data.unicef.org/regionalclassifications>.

Il n'est pas recommandé de comparer les données d'éditions consécutives du rapport *La Situation des enfants dans le monde*.

DÉFINITION DES INDICATEURS

Taux brut de mortalité – Nombre annuel de décès pour 1 000 habitants.

Taux brut de natalité – Nombre annuel de naissances pour 1 000 habitants.

Espérance de vie – Nombre d'années que vivrait un enfant nouveau-né s'il était exposé aux risques de mortalité qui prévalent dans son groupe de population au moment de sa naissance.

Taux global de fécondité – Nombre d'enfants que mettrait au monde une femme qui vivrait jusqu'à la fin de ses années de procréation en donnant naissance, à chaque âge, au nombre d'enfants correspondant au taux de fécondité pour cet âge.

Population urbanisée – Pourcentage de la population résidant dans les zones urbaines définies selon des critères nationaux établis lors du recensement le plus récent.

SOURCES PRINCIPALES DES DONNÉES

Population – Division de la population, Organisation des Nations Unies. Taux de croissance calculés par l'UNICEF sur la base de données fournies par la Division de la population.

Taux bruts de mortalité et de natalité – Division de la population, Organisation des Nations Unies.

Espérance de vie – Division de la population, Organisation des Nations Unies.

Taux global de fécondité – Division de la population de l'Organisation des Nations Unies.

NOTES

– Données non disponibles.

α Projections de la fécondité établies sur la base de la variante moyenne.

TABLEAU 7. FEMMES

Pays et zones	Espérance de vie des femmes en % de celle des hommes	Taux d'alphabétisation des adultes : femmes par rapport aux hommes (%)	Taux de scolarisation : filles par rapport aux garçons (%)		Taux de survie en dernière année primaire : filles par rapport aux garçons (%)	Demande de planification familiale satisfaite à l'aide de méthodes modernes (%)	Soins prénatals (%)		Soins à l'accouchement (%)			Examen de santé postnatal (%) ^c		Taux de mortalité maternelle ^d		
			Taux brut primaire	Taux brut secondaire			Au moins une visite	Au moins quatre visites	Personnel soignant qualifié à la naissance	Accouchements en institution	Césarienne	pour les nouveau-nés	pour les mères	déclaré	ajusté	risque de décès maternel sur la vie entière (1 sur :)
Afghanistan	104	39	69	56	—	42	59	18	51	48	3	9	40	1 300	396	52
Afrique du Sud	112	98	95	127	—	81 x	94	76	97	96	26	—	84	580	138	300
Albanie	105	98	97	94	101	13 x	97 x	67 x	99 x	97 x	19 x	1 x	83 x	6	29	1 900
Algérie	103	82 x	94	104	102	77	93	67	97	97	16	—	—	—	140	240
Allemagne	106	—	99	94	100	—	100 x	99	—	99	29 x	—	—	—	6	11 700
Andorre	—	100	—	—	99	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Angola	110	67	64	65	—	24	82	61	50	46	4	21	23	—	477	32
Anguilla	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Antigua-et-Barbuda	107	101 x	94	102	—	—	100 x	100	100	—	—	—	—	0 x	—	—
Arabie saoudite	104	95	103	76	—	—	97 x	—	98	—	—	—	—	14	12	3 100
Argentine	110	100	100	107	100	—	98	90	100	99	29	—	—	39	52	790
Arménie	109	100	100	101	99	40	100	96	100	99	18	98	97	17	25	2 300
Australie	105	—	100	95	—	—	98 x	92 x	—	99	31 x	—	—	—	6	8 700
Autriche	106	—	99	95	101	—	—	—	99	99	24 x	—	—	—	4	18 200
Azerbaïdjan	109	100	98	—	95	22 x	92	66	100	93	20	3 x	83	14	25	1 600
Bahamas	108	—	—	—	—	—	98 x	85	98	—	—	—	—	37	80	660
Bahreïn	103	95 x	101	100	97	—	100 x	100	100	98 x	—	—	—	17 x	15	3 000
Bangladesh	105	92	108	113	—	73	64	31	42	37	23	32	36	180	176	240
Barbade	107	—	101	103	—	70	93	88	99	100	21	98	97	52	27	2 100
Bélarus	116	100 x	100	99	100	74	100	100	100	100	25	100	100	0	4	13 800
Belgique	106	—	100	114	102	—	—	—	—	—	18 x	—	—	—	7	8 000
Belize	108	—	95	102	98	66	97	93	97	96	34	96	96	45	28	1 300
Bénin	105	49	92	70	95	25	83	59	77	87	5	80	78	350	405	51
Bhoutan	101	73	107	107	101	85 x	98	85	86 x	74	12 x	30 x	41 x	86	148	310
Bolivie (État plurinational de)	108	92	97	98	101	43 x	90	75	85 x	71	27	76 x	77 x	310 x	206	160
Bosnie-Herzégovine	107	96	—	—	101	22	87	84	100	100	14	—	—	0	11	6 800
Botswana	109	102 x	97	—	103	82 x	94 x	73 x	99 x	100	—	—	—	130	129	270
Brésil	110	101	97	105	—	90	97	91	99	99	56	—	—	55	44	1 200
Brunéi Darussalam	104	97	100	100	97	—	99 x	93	100	100 x	—	—	—	—	23	2 300
Bulgarie	110	99	99	97	100	—	—	—	100	94	36	—	—	6	11	6 200
Burkina Faso	102	59	96	92	114	44	93	47	80	82	4	33	74	330	371	48
Burundi	107	78	101	91	118	33	99	49	85	84	4 x	8 x	49	500 x	712	23
Cabo Verde	106	89	95	112	101	73 x	98 x	72 x	92	76 x	11 x	—	—	10	42	900
Cambodge	106	80 x	99	—	134	56	95	76	89	83	6	79	90	170	161	210
Cameroun	104	83 x	90	86	104	40	83	59	65	61	2	69	65	780	596	35
Canada	105	—	101	100	—	—	100 x	99 x	100 x	98	26 x	—	—	11	7	8 800
Chili	107	100	97	101	101	—	—	—	100	100	50	—	—	14	22	2 600
Chine	104	95 x	100	103	—	97 x	97	69	100	100	41	—	—	20	27	2 400
Chypre	106	99	100	99	99	—	99 x	—	—	97	—	—	—	—	7	9 400
Colombie	110	100	97	107	106	84 x	97	90	99	99	46	7 x	1	54	64	800
Comores	105	75	93	107	121	28	92	49	82 x	76	10	14	49	170	335	66
Congo	105	84	107	87	—	39	93	79	94	92	5	86	80	440	442	45
Costa Rica	106	100	99	104	101	89	98	90	99	99	22	—	—	28	25	2 100
Côte d'Ivoire	106	73	89	72	95	31	91	44	59 x	57	3	34	70	610	645	32
Croatie	109	99	100	105	99	—	—	92	100	—	21	—	—	3	8	7 900
Cuba	105	100	95	105	100	88	99	98	99	100	40	98	99	42	39	1 800
Danemark	105	—	98	104	100	—	—	—	—	—	21 x	—	—	—	6	9 500
Djibouti	105	—	91	82	88	—	88	23	87 x	87	11	—	—	380	229	140
Dominique	—	—	98	99	95	—	100 x	—	100	—	—	—	—	110	—	—
Égypte	106	81	100	99	—	80	90	83	92	87	52	14	82	49	33	810
El Salvador	113	96	96	101	105	82	96	90	98	98	32	97	94	42	54	890
Émirats arabes unis	103	102 x	99	—	103	—	100 x	—	100 x	100	—	—	—	0 x	6	7 900
Équateur	107	98	106	104	102	81	84 x	58 x	96	93	46	—	—	46	64	580
Érythrée	107	73 x	86	85	103	20 x	89 x	57 x	34 x	34 x	3 x	—	5 x	490 x	501	43
Espagne	107	99	101	100	100	—	—	—	—	—	26 x	—	—	—	5	14 700
Estonie	113	100	100	99	101	—	—	97	100 x	99	—	—	—	7	9	6 300
État de Palestine	105	97	100	110	105	65	99	96	100	99	20	94	91	—	45	490
États-Unis	106	—	100	102	—	83 x	—	97	99	—	31 x	—	—	28	14	3 800
Éthiopie	106	59 x	91	96	105	59	62	32	28	26	2	0	17	410	353	64
Ex-République yougoslave de Macédoine	105	96 x	99	97	99	22	99	94	100	100	25	—	—	4	8	8 500
Fédération de Russie	117	100 x	101	98	101	72	—	—	100 x	99	13	—	—	11	25	2 300
Fidji	109	—	99	111	98	—	100 x	94	100	99	—	—	—	59	30	1 200

Pays et zones	Espérance de vie des femmes en % de celle des hommes	Taux d'alphabétisation des adultes : femmes par rapport aux hommes (%)	Taux de scolarisation : filles par rapport aux garçons (%)		Taux de survie en dernière année primaire : filles par rapport aux garçons (%)	Demande de planification familiale satisfaite à l'aide de méthodes modernes (%)	Soins prénatals (%)		Soins à l'accouchement (%)			Examen de santé postnatal (%) ^a		Taux de mortalité maternelle ^b			
			Taux brut primaire	Taux brut secondaire			Au moins une visite	Au moins quatre visites	Personnel soignant qualifié à la naissance	Accouchements en institution	Césarienne	pour les nouveau-nés	pour les mères	déclaré	ajusté	risque de décès maternel sur la vie entière (1 sur :)	
																2013-2016*	2011-2016*
Finlande	107	—	100	109	100	—	100 x	—	—	100	16 x	—	—	—	3	21 700	
France	108	—	99	101	—	96 x	100 x	99 x	—	98	21 x	—	—	—	8	6 100	
Gabon	105	94	97	—	—	34	95	78	89 x	90	10	25	60	320	291	85	
Gambie	104	65	105	—	106	24	86	78	57	63	2	6	76	430	706	24	
Géorgie	112	100	102	100	100	53 x	98 x	88	100	100	41	—	—	32	36	1 500	
Ghana	103	83 x	102	97	97	41	91	87	71	73	13	23	81	450 x	319	74	
Grèce	107	98	99	94	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	23 700	
Grenade	107	—	96	100	—	—	100 x	—	99	—	—	—	—	23	27	1 500	
Guatemala	109	88	96	93	99	66	91	86	66	65	26	8	78	140	88	330	
Guinée	102	50	85	66	97	16	85	57	45 x	40	2	25	37	720	679	29	
Guinée-Bissau	106	50	—	—	—	38	92	65	45	44	4	55	48	900	549	38	
Guinée équatoriale	105	86 x	98	—	100	21	91	67	68 x	67	7	—	—	310	342	61	
Guyana	107	99	97	99	105	53	91	87	86	93	17	95	93	86 x	229	170	
Haiti	107	84 x	—	—	—	45	90	67	49	36	6	19	32	380	359	90	
Honduras	107	100	99	119	110	76	97	89	83 x	83	19	81	85	73 x	129	300	
Hongrie	110	—	99	100	100	—	—	—	99 x	—	31 x	—	—	15	17	4 400	
Îles Cook	—	—	94	108	94	—	100 x	—	100 x	100 x	—	—	—	0	—	—	
Îles Marshall	—	100	100	110	—	81 x	81 x	77 x	90 x	85 x	9 x	—	—	110	—	—	
Îles Salomon	104	—	99	94	114	60 x	89	69	86	85	6	16	69	150 x	114	220	
Îles Turques-et-Caïques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Îles Vierges britanniques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Inde	105	75	112	101	99	72	74 x	51	81	79	17	24	62	170	174	220	
Indonésie	106	96	97	100	—	79	95	84	93	80	12	48	80	360	126	320	
Iran (République islamique d')	103	89	105	99	99	69	97 x	94 x	96 x	95 x	46 x	—	—	25 x	25	2 000	
Iraq	107	72	—	—	—	59	78	50	91 x	77	22	—	—	35	50	420	
Irlande	105	—	101	103	—	—	100 x	—	100 x	100	25 x	—	—	—	8	6 100	
Islande	104	—	99	104	102	—	—	—	—	—	17 x	—	—	—	3	14 600	
Israël	104	—	101	101	98	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	6 200	
Italie	106	99	99	98	100	—	99 x	68 x	—	100	40 x	—	—	—	4	19 700	
Jamaïque	107	116 x	—	107	103	83 x	98	86	99 x	99	21	—	—	80	89	520	
Japon	108	—	100	100	100	—	—	—	—	100	—	—	—	—	5	13 400	
Jordanie	105	99	101	106	—	58	99	95	100 x	99	28	75	82	19 x	58	490	
Kazakhstan	115	100 x	102	103	101	80	99	95	99	99	15	99	98	13	12	3 000	
Kenya	108	88	99	—	—	75	94	58	62	61	9	36	53	360	510	42	
Kirghizistan	112	99 x	99	102	100	62	98	95	98	98	7	99	98	36	76	390	
Kiribati	110	—	103	—	—	36 x	88 x	71 x	98 x	66 x	10 x	—	—	33	90	300	
Koweït	103	98	101	116	101	—	100 x	—	99 x	99	—	—	—	2	4	10 300	
Lesotho	109	125	97	136	129	76	95	74	78	77	10	18	62	1 000	487	61	
Lettonie	114	100	99	99	100	—	92 x	—	100 x	98	—	—	—	24	18	3 500	
Liban	105	93 x	91	99	108	—	96 x	—	98 x	100 x	—	—	—	—	15	3 700	
Libéria	103	44 x	90	78	—	37	96	78	61	56	4	35	71	1 100	725	28	
Libye	108	—	—	—	—	30 x	93 x	—	—	100	—	—	—	—	9	4 200	
Liechtenstein	—	—	98	78	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Lituanie	115	100	100	96	100	—	100 x	—	100 x	—	—	—	—	7	10	6 300	
Luxembourg	106	—	100	102	103	—	—	97	100 x	100 x	29 x	—	—	—	10	6 500	
Madagascar	105	91	100	98	105	50 x	82	51	44	38	2	13 x	46 x	480	353	60	
Malaisie	106	95 x	100	108	101	—	97	—	99	99	—	—	—	24	40	1 200	
Malawi	109	79	102	90	102	75	95	51	90	91	6	60	42	440	634	29	
Maldives	103	100	—	—	106	43 x	99 x	85 x	96 x	95 x	32 x	1 x	70 x	110	68	600	
Mali	102	49	91	81	94	48	48	38	44	65	2	63	58	460 x	587	27	
Malte	104	103	102	107	104	—	100 x	—	—	100	—	—	—	—	9	8 300	
Maroc	103	74	95	85	96	75	77	55	74 x	73	16	—	1 x	110 x	121	320	
Maurice	110	96	102	105	99	41	—	—	100	98 x	—	—	—	22 x	53	1 300	
Mauritanie	105	62 x	105	93	98	30	85	63	64	69	5	58	57	630	602	36	
Mexique	107	98	100	107	102	81	99	94	98	97	41	95	95	35	38	1 100	
Micronésie (États fédérés de)	103	—	100	—	—	—	80 x	—	100 x	87 x	11 x	—	—	160	100	310	
Monaco	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Mongolie	113	100 x	98	102	—	68	99	90	98	98	23	99	95	26	44	800	
Monténégro	106	98	98	100	102	34	92	87	99	99	20	99	95	0 x	7	8 300	
Montserrat	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Mozambique	108	54 x	92	92	94	28	91	51	54 x	55	4	—	5 x	410	489	40	
Myanmar	107	90	97	103	—	75	81	59	60	37	17	36	71	230	178	260	
Namibie	109	99	97	—	104	75	97	63	88	87	14	20	69	390	265	100	

TABLEAU 7. FEMMES

Pays et zones	Espérance de vie des femmes en % de celle des hommes	Taux d'alphabétisation des adultes : femmes par rapport aux hommes (%)	Taux de scolarisation : filles par rapport aux garçons (%)		Taux de survie en dernière année primaire : filles par rapport aux garçons (%)	Demande de planification familiale satisfaite à l'aide de méthodes modernes (%)	Soins prénatals (%)		Soins à l'accouchement (%)			Examen de santé postnatal (%) ^c		Taux de mortalité maternelle ^d		
			Taux brut primaire	Taux brut secondaire			Au moins une visite	Au moins quatre visites	Personnel soignant qualifié à la naissance	Accouchements en institution	Césarienne	pour les nouveau-nés	pour les mères	déclaré	ajusté	risque de décès maternel sur la vie entière (1 sur :)
Nauru	—	—	92	102	—	43 x	95 x	40 x	97 x	99 x	8 x	—	—	0	—	—
Népal	105	68	108	107	104	56	84	69	58	57	9	58	57	280 x	258	150
Nicaragua	108	100 x	—	—	—	90	95	88	88 x	71	30	—	3 x	51	150	270
Niger	103	38	86	71	104	35	83	38	40	59	1	13	37	520	553	23
Nigéria	103	68 x	98	93	—	33	61	51	35	36	2	14	40	550	814	22
Nioué	—	—	82	110	—	—	100 x	—	100 x	—	—	—	—	0	—	—
Norvège	105	—	100	97	100	—	—	—	—	99	16 x	—	—	—	5	11 500
Nouvelle-Zélande	104	—	100	106	—	—	—	—	—	97	23 x	—	—	—	11	4 500
Oman	106	89	103	107	101	19 x	99	94	99	99	19	98	95	18	17	1 900
Ouganda	108	78	102	91	103	48	97	60	57 x	73	5	11	54	340	343	47
Ouzbékistan	108	100	96	98	101	—	99	—	100	100	14	—	—	19	36	1 000
Pakistan	103	64	85	79	99	47	73	37	55	48	14	43	60	280 x	178	140
Palaos	—	100	111	99	—	—	90 x	81 x	100	100 x	—	—	—	0 x	—	—
Panama	108	99 x	97	107	102	76	93	88	94	91	28	93	92	81	94	420
Papouasie-Nouvelle-Guinée	108	80 x	91	76	—	41 x	79 x	55 x	53 x	43	—	—	—	730 x	215	120
Paraguay	106	98	97	107	104	84 x	96 x	83	96 x	97	49	—	—	82	132	270
Pays-Bas	105	—	99	101	—	—	—	—	—	—	14 x	—	—	—	7	8 700
Pérou	107	94	100	100	103	63	97	96	92	91	32	96	93	93 x	68	570
Philippines	110	101	100	110	—	52	95	84	73	61	9	53	72	220	114	280
Pologne	111	—	100	96	100	—	—	—	100 x	100	21 x	—	—	2	3	22 100
Portugal	108	96	96	97	—	—	100 x	—	100 x	99	31 x	—	—	—	10	8 200
Qatar	103	100	101	126	97	69	91	85	100	99	20	—	—	11	13	3 500
République arabe syrienne	120	84 x	97	100	101	53 x	88 x	64 x	96 x	78 x	26 x	—	—	65 x	68	440
République centrafricaine	107	48 x	74	51	96	29	68 x	38 x	40 x	53 x	5 x	—	—	540 x	882	27
République de Corée	108	—	99	99	100	—	—	97	—	100	32 x	—	—	—	11	7 200
République de Moldova	113	100	99	101	100	60	99	95	100	99	16	—	87 x	30	23	3 200
République démocratique du Congo	105	75	91	62	99	16	88	48	80	80	5	8	44	850	693	24
République démocratique populaire lao	105	74	96	93	104	61	54	37	40 x	38	4	41	40	210	197	150
République dominicaine	109	101	91	110	105	84	98	93	98	98	58	95	95	110	92	400
République populaire démocratique de Corée	110	—	—	101	—	90	100 x	94 x	100 x	95 x	13 x	—	—	77 x	82	660
République tchèque	108	—	100	101	100	86 x	—	—	100 x	100	20 x	—	—	1	4	14 800
République-Unie de Tanzanie	106	88	103	91	115	53	91	51	64	63	6	42	34	560	398	45
Roumanie	110	99	98	99	100	47 x	76	76 x	95	95	34	—	—	14	31	2 300
Royaume-Uni	105	—	100	104	—	—	—	—	—	—	26 x	—	—	—	9	5 800
Rwanda	107	89	101	109	118	66	99	44	91	91	13	19	43	210	290	85
Saint-Kitts-et-Nevis	—	—	102	105	98	—	100 x	—	100	—	—	—	—	310	—	—
Saint-Marin	—	—	99	103	103	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Siège	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Vincent-et-les Grenadines	106	—	98	97	—	—	100 x	100 x	99	—	—	—	—	45	45	1 100
Sainte-Lucie	107	—	—	99	100	72	97	90	99 x	100	19	100	90	34	48	1 100
Samoa	109	100	100	111	97	39	93	73	83	82	5	—	63	29 x	51	500
Sao Tomé-et-Principe	107	90	94	113	—	50	98	84	93	91	6	91	87	160 x	156	140
Sénégal	106	64	112	98	108	44	95	47	53	75	5	50	74	430	315	61
Serbie	108	99	100	101	97	25	98	94	98	98	29	—	—	12	17	3 900
Seychelles	113	101 x	103	107	—	—	—	—	99 x	—	—	—	—	57 x	—	—
Sierra Leone	102	60	101	86	101	38	97	76	60	54	3	39	73	1 200	1 360	17
Singapour	105	97	—	—	—	—	—	—	—	100	—	—	—	—	10	8 200
Slovaquie	110	—	99	101	101	—	97 x	—	99 x	—	24 x	—	—	0	6	12 100
Slovénie	107	—	100	100	100	—	100 x	—	100 x	100	—	—	—	0	9	7 000
Somalie	106	—	—	—	—	—	26 x	6 x	9 x	9 x	—	—	—	1 000 x	732	22
Soudan	105	—	90	95	99	30	79	51	78	28	9	28	27	220 x	311	72
Soudan du Sud	104	55 x	71	54	—	6 x	62	17 x	19 x	12 x	1 x	—	—	2 100 x	789	26
Sri Lanka	109	97 x	98	105	100	69 x	99 x	93 x	99 x	100	32	—	—	32	30	1 600
Suède	104	—	104	114	100	—	100 x	—	—	—	—	—	—	—	4	12 900
Suisse	105	—	100	97	—	—	—	—	—	—	30 x	—	—	—	5	12 400
Suriname	109	96	98	127	115	73 x	91 x	67 x	90 x	92 x	19 x	—	—	130	155	270
Swaziland	112	98 x	92	99	107	81	99	76	88	88	12	90	88	590 x	389	76
Tadjikistan	109	100 x	99	90	101	51	79	53	98	77	4	54	81	29	32	790
Tchad	105	45	77	46	85	18	55	31	20	22	1	5	16	860	856	18
Thaïlande	111	96	94	94	—	89	98	91	99	99	33	—	—	12 x	20	3 600
Timor-Leste	105	83 x	99	107	103	38 x	84 x	55 x	29 x	21 x	2 x	2 x	24 x	570 x	215	82

Pays et zones	Espérance de vie des femmes en % de celle des hommes	Taux d'alphabétisation des adultes : femmes par rapport aux hommes (%)	Taux de scolarisation : filles par rapport aux garçons (%)		Taux de survie en dernière année primaire : filles par rapport aux garçons (%)	Demande de planification familiale satisfaite à l'aide de méthodes modernes (%)	Soins prénatals (%)		Soins à l'accouchement (%)			Examen de santé postnatal (%) [†]		Taux de mortalité maternelle [*]			
			Taux brut primaire	Taux brut secondaire			Au moins une visite	Au moins quatre visites	Personnel soignant qualifié à la naissance	Accouchements en institution	Césarienne	pour les nouveau-nés	pour les mères	déclaré	ajusté	risque de décès maternel sur la vie entière (1 sur :)	
																2011-2016*	2011-2016*
Togo	103	66	95	—	96	32	73	57	45	73	7	35	71	400	368	58	
Tokelau	—	—	—	93	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Tonga	109	100	99	109	—	48	99	70	96 x	98	17	—	—	36 x	124	230	
Trinité-et-Tobago	110	—	—	—	—	55 x	96 x	100	100	97 x	—	—	—	84	63	860	
Tunisie	106	84	97	105	103	73	98	85	74 x	99	27	98	92	—	62	710	
Turkménistan	111	—	98	96	—	76	100	96	100	100	6	100	100	7 x	42	940	
Turquie	109	94	99	97	99	60	97	89	97	97	48	72	88	29 x	16	3 000	
Tuvalu	—	—	101	128	—	41 x	97 x	67 x	93 x	93 x	7 x	—	—	0 x	—	—	
Ukraine	115	100	102	98	100	68	99	87	99 x	99	12	99	96	14	24	2 600	
Uruguay	110	101	98	111	101	—	97	77	100	100	30	—	—	17	15	3 300	
Vanuatu	106	—	98	106	—	51	76	52	89	89	12	—	—	86 x	78	360	
Venezuela (République bolivarienne du)	112	100	97	108	100	—	98	84	100	99	52	—	—	69	95	420	
Viet Nam	113	95 x	99	—	104	70	96	74	94	94	28	89	90	67	54	870	
Yémen	105	—	84	69	93	47	60	25	45	30	5	11	20	150	385	60	
Zambie	108	88 x	101	—	94	64	96	56	63	67	4	16	63	400	224	79	
Zimbabwe	106	99	98	98	104	85	93	76	78	77	6	73	57	650	443	52	

DONNÉES CONSOLIDÉES

Asie de l'Est et Pacifique	106	—	99	102	—	89	96	74	95	90	31	56 **	79 **	—	59	930
Europe et Asie centrale	109	—	100	99	100	75	—	—	—	98	22	—	—	—	16	3400
Europe de l'Est et Asie centrale	113	98	100	98	100	68	96	87	99	97	22	—	—	—	25	2000
Europe de l'Ouest	107	—	100	100	100	82	—	—	—	99	—	—	—	—	7	9600
Amérique latine et Caraïbes	109	99	98	105	102	83	97	90	96	94	43	—	—	—	68	670
Moyen-Orient et Afrique du Nord	105	84	98	95	99	71	84	66	86	80	30	—	—	—	81	400
Amérique du Nord	106	—	100	102	—	86	—	97	99	—	—	—	—	—	13	4100
Asie du Sud	104	75	107	99	99	71	69 †	46	73	70	17	28	59	—	182	200
Afrique subsaharienne	106	78	95	87	102	50	80	52	56	56	5	24	46	—	546	36
Afrique de l'Est et australe	107	88	94	94	105	61	85	52	60	57	7	24	40	—	409	52
Afrique de l'Ouest et centrale	104	—	95	81	99	35	75	52	52	56	3	24	50	—	679	27
Pays les moins avancés	105	77	94	89	103	58	79	46	56	54	7	25	42	—	436	52
Monde	106	85	100	98	100	78	86 †	62	78	75	20	34 **	59 **	—	216	180

Pour la liste complète des pays et zones dans chaque région, sous-région et catégorie de pays, voir page 150 ou consulter <data.unicef.org/regionalclassifications>. Il n'est pas recommandé de comparer les données d'éditions consécutives du rapport *La Situation des enfants dans le monde*.

DÉFINITION DES INDICATEURS

Espérance de vie – Nombre d'années que vivrait un enfant nouveau-né s'il était exposé aux risques de mortalité qui prévalent dans son groupe de population au moment de sa naissance.

Taux d'alphabétisation des adultes – Nombre de personnes de 15 ans et plus capables de lire et écrire en le comprenant un texte court et simple sur la vie de tous les jours, exprimé en pourcentage de la population totale de ce groupe d'âge.

Taux brut de scolarisation à l'école primaire – Nombre total d'enfants scolarisés dans le primaire, indépendamment de leur âge, exprimé en pourcentage du nombre total d'enfants ayant l'âge officiel de fréquenter l'école primaire.

Taux brut de scolarisation à l'école secondaire – Nombre total d'enfants scolarisés dans le secondaire, indépendamment de leur âge, exprimé en pourcentage du nombre total d'enfants ayant l'âge officiel de fréquenter l'école secondaire.

Taux de survie en dernière année d'école primaire – Pourcentage d'enfants qui entrent en première année d'école primaire et qui achèvent ce cycle d'études à un moment donné (données administratives).

Demande de planification familiale satisfaite à l'aide de méthodes modernes – Pourcentage de femmes en âge de procréer (de 15 à 49 ans) dont le besoin de planification familiale a été satisfait à l'aide de méthodes modernes.

Soins prénatals – Pourcentage de femmes (âgées de 15 à 49 ans) qui ont été examinées au moins une fois au cours de leur grossesse par un agent de santé qualifié (médecin, infirmier ou sage-femme) et pourcentage de femmes examinées au moins quatre fois par un soignant.

Personnel soignant qualifié à la naissance – Pourcentage de naissances supervisées par un agent de santé qualifié (médecin, infirmier ou sage-femme).

Accouchements en institution – Pourcentage de femmes (âgées de 15 à 49 ans) qui ont accouché dans un établissement de santé.

Césarienne – Pourcentage de naissances par césarienne. Remarque : On prévoit des taux de césarienne compris entre 5 % et 15 % avec des niveaux adéquats de soins obstétricaux d'urgence.

Examen de santé postnatal pour les nouveau-nés – Pourcentage des dernières naissances vivantes au cours des deux dernières années ayant bénéficié d'un examen de santé dans les deux jours suivant l'accouchement. Remarque : Pour les MICS, l'examen de santé désigne un examen médical en institution ou à domicile suivant l'accouchement ou une visite postnatale.

Examen de santé pour les femmes – Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans ayant bénéficié d'un examen de santé dans les deux jours suivant leur plus récent accouchement d'un enfant vivant au cours des deux dernières années. Remarque : Pour les MICS, l'examen de santé désigne un examen médical en institution ou à domicile suivant l'accouchement ou une visite postnatale.

Taux de mortalité maternelle – Nombre de décès de femmes de causes liées à la grossesse ou à l'accouchement, pour 100 000 naissances vivantes, pendant la même période. La tête de colonne indiquant « déclaré » donne les chiffres déclarés par les pays ; ces chiffres n'ont pas été ajustés compte tenu des erreurs de classement et du fait qu'une partie seulement des décès a été déclarée. Concernant la colonne « ajusté », voir la note ci-dessous (†). La valeur des taux a été arrondie selon le schéma suivant : Déclaré : <100, valeur n'a pas été arrondie ; 100-999, arrondie à la dizaine la plus proche ; et >1 000, arrondie à la centaine la plus proche. Ajusté : <1 000, arrondie à l'unité la plus proche ; et ≥ 1 000, arrondie à la dizaine la plus proche.

Risque de décès maternel sur la vie entière – Le risque de décès maternel sur la vie entière englobe à la fois la probabilité de débuter une grossesse et la probabilité de mourir des suites de cette grossesse cumulées pendant toutes les années où une femme est en âge de procréer. Les valeurs de risque sur la vie entière ont été arrondies de la manière suivante : <1 000, arrondie à l'unité la plus proche ; et ≥ 1 000, arrondie à la dizaine la plus proche.

SOURCES PRINCIPALES DES DONNÉES

Espérance de vie – Division de la population, Organisation des Nations Unies.

Alphabétisation des adultes – Institut de statistique, UNESCO (ISU).

Scolarisation, écoles primaires et secondaires – ISU, moyennes régionales et mondiales calculées par l'UNICEF.

Taux de survie en dernière année d'école primaire – ISU

Demande de planification familiale satisfaite à l'aide de méthodes modernes – base de données mondiale des ODD qui s'appuie sur des Enquêtes démographiques et de santé (EDS), des Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS), des enquêtes sur la santé reproductive, d'autres enquêtes nationales, les systèmes d'informations sanitaires nationaux

Soins prénatals – EDS, MICS et autres sources représentatives au plan national.

Personnel soignant qualifié à la naissance – EDS, MICS et autres sources représentatives au plan national.

Accouchements en institution – EDS, MICS et autres sources représentatives au plan national.

Césarienne – EDS, MICS et autres sources représentatives au plan national.

Examen de santé postnatal pour les nouveau-nés et leurs mères – EDS et MICS.

Taux de mortalité maternelle (déclaré) – Sources nationales représentatives, notamment enquêtes sur les ménages et état civil.

Taux de mortalité maternelle (ajusté) – Groupe interinstitutions des Nations Unies pour les estimations relatives à la mortalité des enfants (OMS, UNICEF, UNFPA, Banque mondiale et Division de la population des Nations Unies)

Risque de décès maternel sur la vie entière – Groupe interinstitutions des Nations Unies pour les estimations relatives à la mortalité des enfants (OMS, UNICEF, UNFPA, Banque mondiale et Division de la population des Nations Unies).

NOTES

- Données non disponibles.
- x Les données portent sur des années ou des périodes autres que celles indiquées dans la colonne de tête. Ces données ne sont pas prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales. Les estimations pour les années antérieures à 2000 ne sont pas affichées.
- + La méthode de collecte des données pour cet indicateur varie selon les enquêtes et peut affecter la comparabilité des estimations de couverture. Pour de plus amples détails, se reporter à la Note générale sur les données, page 146.
- † Les données relatives au taux de mortalité maternelle figurant dans la colonne intitulée « déclaré » se rapportent aux données déclarées par les autorités nationales. Les données dans la colonne intitulée « ajusté » proviennent des estimations du Groupe interinstitutions de 2015 sur la mortalité maternelle. Périodiquement, ce Groupe interinstitutions des Nations Unies (OMS, UNICEF, UNFPA, la Banque

mondiale et la Division de la population des Nations Unies) produit des séries de données sur la mortalité maternelle qui sont comparables au plan international, qui comprennent des estimations pour les pays ne disposant pas de données et qui tiennent compte de problèmes bien répertoriés, comme le fait qu'une partie des décès maternels ne sont pas déclarés ou qu'ils sont mal classés. Veuillez noter qu'en raison de l'évolution de la méthodologie, ces valeurs ne sont pas comparables aux valeurs précédentes du taux de mortalité maternelle (TMM) « ajusté ». On trouvera des séries sur les TMM comparables pour les années 1990, 1995, 2000, 2005 et 2015 à l'adresse <http://data.unicef.org/maternal-health/maternal-mortality.html>.

* Se rapporte à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.

** À l'exclusion de la Chine.

† À l'exclusion de l'Inde.

TABLEAU 8. PROTECTION DE L'ENFANT

Pays et zones	Travail des enfants (%) ¹ 2010–2016*			Mariage d'enfants (%) 2010–2016*		Enregistrement des naissances (%) ² 2010–2016*	Mutilations génitales féminines/excision (%) ³ 2004–2016*			Justification de la violence conjugale (%) ⁴ 2010–2016*		Discipline imposée par la violence (%) ⁵ 2010–2016*		
	total	garçons	filles	marié à 15 ans	marié à 18 ans		prévalence		soutien à cette pratique ^c	garçons	filles	total	garçons	filles
						femmes ^a	filles ^b							
Afghanistan	29	34	24	9	35	42	–	–	–	72 y	80 y	74 y	75 y	74 y
Afrique du Sud	–	–	–	1 x	6 x	85 y	–	–	–	–	–	–	–	–
Albanie	5 y	6 y	4 y	0 x	10 x	99 x	–	–	–	36 x	30 x	77 x y	81 x y	73 x y
Algérie	5 y	6 y	5 y	0	3	100	–	–	–	–	59 y	86 y	88 y	85 y
Allemagne	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Andorre	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Angola	23	22	25	8	30	25	–	–	–	20	25	–	–	–
Anguilla	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Antigua-et-Barbuda	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Arabie saoudite	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Argentine	4 y	5 y	4 y	–	–	100 y	–	–	–	–	2	72 y	74 y	71 y
Arménie	9 y	11 y	6 y	0	5	99	–	–	–	23	10	69	71	67
Australie	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Autriche	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Azerbaïdjan	7 x y	8 x y	5 x y	2	11	94 x	–	–	–	–	28	77 x y	80 x y	74 x y
Bahamas	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bahreïn	5 x y	6 x y	3 x y	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bangladesh	4 y	5 y	4 y	22	59	20	–	–	–	–	28 y	82	83	82
Barbade	2 y	3 y	1 y	1	11	99	–	–	–	–	3	75 y	78 y	72 y
Bélarus	1 y	1 y	2 y	0	3	100 y	–	–	–	4	4	65 y	67 y	62 y
Belgique	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Belize	3 y	5 y	1 y	3	26	96	–	–	–	5	5	65	67	63
Bénin	53	54	51	7	26	85	9	0	3	17	36	91	92	90
Bhoutan	3 y	3 y	3 y	6	26	100	–	–	–	–	68	–	–	–
Bolivie (État plurinational de)	26 x y	28 x y	24 x y	3 x	22 x	76 x y	–	–	–	–	16 x	–	–	–
Bosnie-Herzégovine	5 x y	7 x y	4 x y	0	4	100 x	–	–	–	6	5	55 y	60 y	50 y
Botswana	9 x y	11 x y	7 x y	–	–	83 y	–	–	–	–	–	–	–	–
Brésil	7 y	9 y	5 y	11 x	36 x	96	–	–	–	–	–	–	–	–
Brunéi Darussalam	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bulgarie	–	–	–	–	–	100 y	–	–	–	–	–	–	–	–
Burkina Faso	39 y	42 y	36 y	10	52	77	76	13	9	34	44	83 x y	84 x y	82 x y
Burundi	26 y	26 y	27 y	3	20	75	–	–	–	44	73	–	–	–
Cabo Verde	6 y	–	–	3 x	18 x	91	–	–	–	17 x y	17 x y	–	–	–
Cambodge	19 y	20 y	19 y	2	19	73	–	–	–	27 y	50 y	–	–	–
Cameroun	47	50	44	10	31	66	1	1 y	7	39	36	85	85	85
Canada	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Chili	7 y	–	–	–	–	99 y	–	–	–	–	–	–	–	–
Chine	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Chypre	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Colombie	8 y	10 y	5 y	5	23	99	–	–	–	–	–	–	–	–
Comores	22 y	20 y	24 y	10	32	87	–	–	–	17	39	–	–	–
Congo	23	–	–	6	33	96	–	–	–	40	54	83	–	–
Costa Rica	4 y	4 y	5 y	7	21	100 y	–	–	–	–	4	46 y	52 y	39 y
Côte d'Ivoire	26 y	25 y	28 y	10	33	65	38	10	14	42	48	91 x y	91 x y	91 x y
Croatie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Cuba	–	–	–	5	26	100	–	–	–	7 y	4 y	36	37	35
Danemark	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Djibouti	8 x y	8 x y	8 x y	2 x	5 x	92 x	93	49 y	37	–	–	72 x y	73 x y	71 x y
Dominique	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Égypte	7	8	6	2	17	99	87	14 y	54	–	36 y	93	93	93
El Salvador	9 y	13 y	5 y	6	26	99	–	–	–	–	8	52	55	50
Émirats arabes unis	–	–	–	–	–	100 y	–	–	–	–	–	–	–	–
Équateur	5 y	5 y	5 y	4 x	22 x	94	–	–	–	–	–	–	–	–
Érythrée	–	–	–	13	41	–	83	33	12	45	51	–	–	–
Espagne	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Estonie	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
État de Palestine	6 y	7 y	4 y	1	15	99	–	–	–	–	–	92	93	92
États-Unis	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Éthiopie	27 y	31 y	24 y	14	40	3	65	16	18	28	63	–	–	–
Ex-République yougoslave de Macédoine	13 y	12 y	13 y	1	7	100	–	–	–	–	15	69 y	71 y	67 y
Fédération de Russie	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Fidji	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	72 x y	–	–

Pays et zones	Travail des enfants (%) ^a 2010–2016*			Mariage d'enfants (%) 2010–2016*		Enregistrement des naissances (%) ^a 2010–2016*	Mutilations génitales féminines/excision (%) ^b 2004–2016*			Justification de la violence conjugale (%) 2010–2016*		Discipline imposée par la violence (%) ^c 2010–2016*		
	total	garçons	filles	marié à 15 ans	marié à 18 ans		prévalence		attitudes soutien à cette pratique ^e	garçons	filles	total	garçons	filles
						femmes ^d	filles ^b							
Finlande	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
France	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Gabon	13 y	15 y	12 y	6	22	90	–	–	–	40	50	–	–	–
Gambie	19 y	21 y	18 y	9	30	72	75	56	65	33	58	90 y	90 y	91 y
Géorgie	4 y	6 y	2 y	1	14	100	–	–	–	–	7 x	67 x y	70 x y	63 x y
Ghana	22 y	23 y	21 y	5	21	71	4	1	2	13	28	94 y	94 y	94 y
Grèce	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Grenade	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Guatemala	26 y	35 y	16 y	6	30	96 y	–	–	–	7	11	–	–	–
Guinée	28 y	29 y	27 y	21	52	58	97	46	76	66	92	–	–	–
Guinée-Bissau	51	50	53	6	24	24	45	30	13	29	42	82	83	82
Guinée équatoriale	28 x y	28 x y	28 x y	9	30	54	–	–	–	52	53	–	–	–
Guyana	18	20	17	4	30	89	–	–	–	10	10	70	74	65
Haiti	24 y	25 y	24 y	3	18	80	–	–	–	15	17	85 y	85 y	84 y
Honduras	14 y	21 y	8 y	8	34	94	–	–	–	10	12	–	–	–
Hongrie	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Îles Cook	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Îles Marshall	–	–	–	6 x	26 x	96 x	–	–	–	58 x	56 x	–	–	–
Îles Salomon	48 y	47 y	49 y	6	21	88	–	–	–	57	77	86 y	86 y	85 y
Îles Turques-et-Caïques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Îles Vierges britanniques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Inde	12 x y	12 x y	12 x y	18 x	47 x	72	–	–	–	42 x	47 x	–	–	–
Indonésie	7 x y	8 x y	6 x y	1	14	73 y	–	49 y	–	18 y	35	–	–	–
Iran (République islamique d')	11 y	13 y	10 y	3	17	99 y	–	–	–	–	–	–	–	–
Iraq	5 y	5 y	4 y	5	24	99	8	3 y	5	–	51	79 y	81 y	77 y
Irlande	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Islande	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Israël	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Italie	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Jamaïque	3 y	4 y	3 y	1	8	100	–	–	–	–	5	85 y	87 y	82 y
Japon	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Jordanie	2 y	3 y	0 y	0	8	99	–	–	–	–	70 y	90 y	91 y	89 y
Kazakhstan	2 x y	2 x y	2 x y	0	7	100	–	–	–	–	14	53	55	50
Kenya	26 x y	27 x y	25 x y	4	23	67	21	3	6	36	42	–	–	–
Kirghizistan	26	30	22	1	12	98	–	–	–	–	33	57	60	54
Kiribati	–	–	–	3 x	20 x	94 x	–	–	–	60 x	76 x	81 x y	–	–
Koweït	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Lesotho	23 x y	25 x y	21 x y	1	17	43	–	–	–	40	33	–	–	–
Lettonie	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Liban	2 x y	3 x y	1 x y	1 x	6 x	100 x	–	–	–	–	10 x y	82 x y	82 x y	82 x y
Libéria	21 x y	21 x y	21 x y	9	36	25 y	50	–	39	24	43	90 x y	90 x y	90 x y
Libye	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Liechtenstein	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Lituanie	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Luxembourg	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Madagascar	23 y	23 y	23 y	12	41	83	–	–	–	46 y	45	–	–	–
Malaisie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	71 y	74 y	67 y
Malawi	39	42	37	9	42	67	–	–	–	13	16	72	73	72
Maldives	–	–	–	0 x	4 x	93 x	–	–	–	14 x y	31 x y	–	–	–
Mali	56	59	52	17	52	87	83	76	75	51	73	73	73	73
Malte	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Maroc	8 x y	9 x y	8 x y	3 x	16 x	94 y	–	–	–	–	64 x	91 x y	92 x y	90 x y
Maurice	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Mauritanie	38	–	–	14	34	66	67	53	36	21 y	27 y	80	–	–
Mexique	12	16	9	4	26	95	–	–	–	–	5	63	63	63
Micronésie (États fédérés de)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Monaco	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Mongolie	17	19	15	0	5	99	–	–	–	9 y	10	49	52	46
Monténégro	13	15	10	1	5	99	–	–	–	5	3	69	73	66
Montserrat	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Mozambique	22 x y	21 x y	24 x y	14	48	48	–	–	–	20	23	–	–	–
Myanmar	9 y	10 y	9 y	2	16	81	–	–	–	49	51	77 y	80 y	75 y
Namibie	–	–	–	2	7	87 y	–	–	–	22	28	–	–	–

TABLEAU 8. PROTECTION DE L'ENFANT

Pays et zones	Travail des enfants (%) ¹ 2010–2016*			Mariage d'enfants (%) 2010–2016*		Enregistrement des naissances (%) ² 2010–2016*	Mutilations génitales féminines/excision (%) ³ 2004–2016*			Justification de la violence conjugale (%) ⁴ 2010–2016*		Discipline imposée par la violence (%) ⁵ 2010–2016*		
	total	garçons	filles	marié à 15 ans	marié à 18 ans		total	prévalence		soutien à cette pratique ^c	garçons	filles	total	garçons
						femmes ^a		filles ^b						
Nauru	–	–	–	2 x	27 x	83 x	–	–	–	–	–	–	–	–
Népal	37	37	38	10	37	58	–	–	–	–	43	82	83	81
Nicaragua	15 x y	18 x y	11 x y	10 x	41 x	85	–	–	–	–	14 x y	–	–	–
Niger	31 y	31 y	30 y	28	76	64	2	2 y	6	27	60	82 y	82 y	81 y
Nigéria	25 y	24 y	25 y	17	43	30 y	25	17	23	25	35	91 y	91 y	90 y
Nioué	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Norvège	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Nouvelle-Zélande	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Oman	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	8	–	–	–
Ouganda	16 y	17 y	16 y	10	40	30	1	1	9	44	58	–	–	–
Ouzbékistan	–	–	–	0 x	7 x	100 x	–	–	–	61 x	70 x	–	–	–
Pakistan	–	–	–	3	21	34	–	–	–	32 y	42 y	–	–	–
Palaos	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Panama	3 y	4 y	1 y	7	26	96	–	–	–	–	6	45	47	43
Papouasie-Nouvelle-Guinée	–	–	–	2 x	21 x	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Paraguay	28 y	32 y	24 y	2 x	18 x	85 y	–	–	–	–	–	–	–	–
Pays-Bas	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Pérou	22 y	24 y	19 y	3	22	98 y	–	–	–	–	–	–	–	–
Philippines	11 y	14 y	8 y	2	15	90	–	–	–	–	13	–	–	–
Pologne	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Portugal	3 x y	4 x y	3 x y	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Qatar	–	–	–	0	4	100 y	–	–	–	16	7	50 y	53 y	46 y
République arabe syrienne	4 x y	5 x y	3 x y	3 x	13 x	96 x	–	–	–	–	–	89 x y	90 x y	88 x y
République centrafricaine	29 y	27 y	30 y	29	68	61	24	1	11	75	80	92 y	92 y	92 y
République de Corée	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
République de Moldova	16 x y	20 x y	12 x y	0	12	100	–	–	–	13	11	76 y	77 y	74 y
République démocratique du Congo	38	36	41	10	37	25	–	–	–	61	75	82	82	81
République démocratique populaire lao	10 y	9 y	11 y	9	35	75	–	–	–	49	58	76 y	77 y	74 y
République dominicaine	13	17	9	12	36	88	–	–	–	–	2	63	64	61
République populaire démocratique de Corée	–	–	–	–	–	100 x	–	–	–	–	–	–	–	–
République tchèque	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
République-Unie de Tanzanie	29 y	29 y	28 y	5	31	26	10	0	3	40	58	–	–	–
Roumanie	1 x y	1 x y	1 x y	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Royaume-Uni	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Rwanda	29 y	27 y	30 y	0	7	56	–	–	–	18	41	–	–	–
Saint-Kitts-et-Nevis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Saint-Marin	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Saint-Siège	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Saint-Vincent-et-les Grenadines	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Sainte-Lucie	4 y	5 y	3 y	1	8	92	–	–	–	–	7	68 y	71 y	64 y
Samoa	–	–	–	1	11	59	–	–	–	30	37	–	–	–
Sao Tomé-et-Principe	26	25	28	8	35	95	–	–	–	14	19	80	80	79
Sénégal	23	29	17	9	31	68	24	15	19	25	57	–	–	–
Serbie	10	12	7	0	3	99	–	–	–	–	4	43	44	42
Seychelles	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Sierra Leone	37 y	38 y	37 y	13	39	77	90	31 y	69	34	63	82 y	81 y	82 y
Singapour	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Slovaquie	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Slovénie	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Somalie	49 x y	45 x y	54 x y	8 x	45 x	3 x	98	46 y	65	–	76 x y	–	–	–
Soudan	25	28	22	12	34	67	87	32	41	–	34	64	65	63
Soudan du Sud	–	–	–	9	52	35	–	–	–	–	79	–	–	–
Sri Lanka	1 y	1 y	1 y	2 x	12 x	97 x	–	–	–	–	53 x y	–	–	–
Suède	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Suisse	–	–	–	–	–	100 v	–	–	–	–	–	–	–	–
Suriname	4 y	4 y	4 y	5	19	99	–	–	–	–	13	86 y	87 y	85 y
Swaziland	7 y	8 y	7 y	1	5	54	–	–	–	17	20	88	89	88
Tadjikistan	10 x y	9 x y	11 x y	0	12	88	–	–	–	–	60	78 x y	80 x y	75 x y
Tchad	52	51	52	30	67	12	38	10	29	51	74	71	72	71
Thaïlande	8 x y	8 x y	8 x y	4	23	100 y	–	–	–	9	9	75	77	73
Timor-Leste	4 x y	4 x y	4 x y	3	19	55	–	–	–	81	86	–	–	–

Pays et zones	Travail des enfants (%) ⁺ 2010-2016*			Mariage d'enfants (%) 2010-2016*		Enregistrement des naissances (%) ⁺⁺ 2010-2016*	Mutilations génitales féminines/excision (%) ⁺ 2004-2016*			Justification de la violence conjugale (%) 2010-2016*		Discipline imposée par la violence (%) ⁺ 2010-2016*		
	total	garçons	filles	marié à 15 ans	marié à 18 ans		prévalence		attitudes	garçons	filles	total	garçons	filles
							femmes ^a	filles ^b						
Togo	28	29	27	6	22	78	5	0	1	18	29	81	81	80
Tokelau	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Tonga	–	–	–	0	6	93	–	–	–	21	29	–	–	–
Trinité-et-Tobago	1 x y	1 x y	1 x y	2 x	8 x	97 x	–	–	–	–	8 x	77 x y	78 x y	77 x y
Tunisie	2 y	3 y	2 y	0	2	99	–	–	–	–	30	93 y	94 y	92 y
Turkménistan	0	1	0	0	6	100	–	–	–	–	26	37 y	39 y	34 y
Turquie	6 y	8 y	4 y	1	15	99 y	–	–	–	–	13	–	–	–
Tuvalu	–	–	–	0 x	10 x	50 x	–	–	–	73 x	70 x	–	–	–
Ukraine	2 y	3 y	2 y	0	9	100	–	–	–	9	3	61 y	68 y	55 y
Uruguay	8 x y	8 x y	8 x y	1	25	100	–	–	–	–	2	55 y	58 y	51 y
Vanuatu	15 y	15 y	16 y	3	21	43 y	–	–	–	60	60	84 y	83 y	84 y
Venezuela (République bolivarienne du)	8 x y	9 x y	6 x y	–	–	81 y	–	–	–	–	–	–	–	–
Viet Nam	16	17	16	1	11	96	–	–	–	–	28	68	72	65
Yémen	23 x y	21 x y	24 x y	9	32	31	19	16 y	19	–	49	79 y	81 y	77 y
Zambie	41 x y	42 x y	40 x y	6	31	11	–	–	–	32	47	–	–	–
Zimbabwe	–	–	–	4	32	44	–	–	–	33	39	63	63	62

DONNÉES CONSOLIDÉES

Asie de l'Est et Pacifique	–	–	–	2 **	15 **	84 **	–	–	–	–	29 **	–	–	–
Europe et Asie centrale	–	–	–	–	–	99	–	–	–	–	–	–	–	–
Europe de l'Est et Asie centrale	–	–	–	1	11	99	–	–	–	–	14	–	–	–
Europe de l'Ouest	–	–	–	–	–	100	–	–	–	–	–	–	–	–
Amérique latine et Caraïbes	11	13	8	–	–	95	–	–	–	–	–	–	–	–
Moyen-Orient et Afrique du Nord	7	8	6	3	17	92	–	–	–	–	45	87	88	86
Amérique du Nord	–	–	–	–	–	100	–	–	–	–	–	–	–	–
Asie du Sud	–	–	–	–	–	60	–	–	–	–	–	–	–	–
Afrique subsaharienne	29	30	29	12	38	43	37	15	20	34	48	–	–	–
Afrique de l'Est et australe	26	27	24	9	35	41	45	12	17	32	48	–	–	–
Afrique de l'Ouest et centrale	32	32	32	14	41	45	31	17	23	35	48	86	87	86
Pays les moins avancés	26	26	24	12	40	40	–	–	–	39	49	79	79	78
Monde	–	–	–	6 **	25 **	71 **	–	–	–	–	–	–	–	–

Pour la liste complète des pays et zones dans chaque région, sous-région et catégorie de pays, voir page 150 ou consulter <data.unicef.org/regionalclassifications>.

Il n'est pas recommandé de comparer les données d'éditions consécutives du rapport *La Situation des enfants dans le monde*.

DÉFINITION DES INDICATEURS

Travail des enfants – Pourcentage d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui avaient un travail au moment de l'enquête. Un enfant est considéré comme se livrant au travail des enfants dans les cas suivants : (a) enfants de 5 à 11 ans qui, pendant la semaine de référence, se sont livrés à une activité économique pendant au moins une heure ou ont effectué des corvées ménagères pendant au moins 28 heures, (b) enfants de 12 à 14 ans qui, pendant la semaine de référence, se sont livrés à une activité économique pendant au moins 14 heures ou ont effectué des corvées ménagères pendant au moins 28 heures, (c) enfants de 15 à 17 ans qui, pendant la semaine de référence, se sont livrés à une activité économique ou des corvées ménagères pendant au moins 43 heures et (d) enfants de 5 à 17 ans victimes de conditions de travail dangereuses.

Mariage d'enfants – Pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans qui se sont mariées ou vivaient maritalement avant l'âge de 15 ans et pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans qui se sont mariées ou vivaient maritalement avant l'âge de 18 ans.

Enregistrement des naissances – Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui étaient enregistrés au moment de l'enquête. Le numérateur de cet indicateur comprend les enfants déclarés comme disposant d'un certificat de naissance, qu'il ait été ou non vu par l'enquêteur, et ceux sans certificat de naissance dont la mère (ou la personne qui s'occupe d'eux) affirme que la naissance a été enregistrée.

Mutilations génitales féminines/excision – (a) femmes : pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont été mutilées/excisées ; (b) filles : pourcentage de femmes âgées de 0 à 14 ans qui ont été mutilées/excisées (selon le signalement de la mère) ; (c) soutien à cette pratique : pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui estiment qu'il faut maintenir la coutume des mutilations génitales féminines et de l'excision.

Justification de la violence conjugale – Pourcentage de femmes et hommes âgés de 15 à 49 ans qui pensent qu'un mari est en droit de frapper ou de battre son épouse dans au moins l'un des cas suivants : si elle brûle le repas, se dispute avec lui, sort sans le lui dire, néglige les enfants ou refuse d'avoir des rapports sexuels.

Discipline imposée par la violence – Pourcentage d'enfants âgés de 1 à 14 ans à qui l'on impose la discipline par la violence (agression psychologique et/ou châtements corporels).

SOURCES PRINCIPALES DES DONNÉES

Travail des enfants – Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS), Enquêtes démographiques et de santé (EDS) et autres enquêtes nationales.

Mariage d'enfants – MICS, EDS et autres enquêtes nationales.

Enregistrement des naissances – MICS, EDS, autres enquêtes nationales, recensements et systèmes d'enregistrement de l'état civil.

Mutilations génitales féminines/excision – MICS, EDS et autres

enquêtes nationales.

Justification de la violence conjugale – MICS, EDS et autres enquêtes nationales.

Discipline imposée par la violence – MICS, EDS et autres enquêtes nationales.

Les données en italique proviennent de sources plus anciennes par rapport à celles présentées pour les mêmes indicateurs dans d'autres tableaux du rapport.

NOTES

- Données non disponibles.
- v Les estimations de 100 % ont supposé que les systèmes d'enregistrement d'état civil dans ces pays sont complets et que tous les événements vitaux (naissances comprises) sont enregistrés. Source : Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division des statistiques, *Rapport sur les statistiques démographiques et de l'état civil*, Série A Vol. LXV, New York, 2013.
- x Les données portent sur des années ou des périodes autres que celles indiquées dans la colonne de tête. Ces données ne sont pas prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales.
- y Les données diffèrent de la définition standard ou se rapportent seulement à une partie d'un pays. Si ces données font partie de la période de référence notée, elles sont prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales.
- + Pour de plus amples détails sur la méthodologie utilisée et les changements apportés au calcul de ces estimations, veuillez consulter la Note générale sur les données, page 146.
- ++ Les changements concernant la définition de l'enregistrement des naissances ont été apportés à partir des deuxième et troisième séries des MICS (MICS2 et MICS3) jusqu'à la quatrième (MICS4). Pour permettre la comparaison avec les séries ultérieures, les données des séries MICS2 et MICS3 sur l'enregistrement des naissances ont été recalculées sur la base de la définition de l'indicateur des MICS4. Les données recalculées présentées ici peuvent donc différer des estimations comprises dans les rapports nationaux des MICS2 et MICS3.
- * Se rapporte à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.
- ** À l'exclusion de la Chine.

TABLEAU 9. ADOLESCENTS

Pays et zones	Population adolescente		Adolescents actuellement mariés/ en union (%) 2010–2016*		Naissances à l'âge de 18 ans (%)	Taux de naissance chez les adolescents 2009–2014*	Justification de la violence conjugale chez les adolescents (%) 2010–2016*		Utilisation des médias de masse par les adolescents (%)		Taux brut de scolarisation dans le 1 ^{er} cycle du secondaire	Taux brut de scolarisation dans le 2 ^{ème} cycle du secondaire	Adolescents qui ont une connaissance d'ensemble du VIH (%) 2011–2016*	
	Âgée de 10–19 ans (milliers)	Proportion de la population totale (%)	garçons	filles			garçons	filles	garçons	filles			garçons	filles
	2016	2016			2011–2016*			2011–2016*						
Afghanistan	8 587	25	3	17	20	90 x	71 y	78 y	70 y	52 y	67	43	4	1
Afrique du Sud	10 319	18	2 x	4 x	15 x	54 x	–	–	–	–	97	88	–	–
Albanie	446	15	1 x	8 x	3 x	18	37 x	24 x	97 x	99 x	101	89	21 x	36 x
Algérie	5 942	15	–	3	1	12	–	55 y	–	–	132	63	–	7
Allemagne	7 795	10	–	–	–	8	–	–	–	–	101	105	–	–
Andorre	–	–	–	–	–	5	–	–	–	–	–	–	–	–
Angola	6 486	23	2	18	38	191	24	25	84	77	36	21	29	31
Anguilla	–	–	–	–	–	46 x	–	–	–	–	–	–	–	–
Antigua-et-Barbuda	17	17	–	–	–	67 x	–	–	–	–	117	82	55 x	40 x
Arabie saoudite	4 818	15	–	–	–	7 x	–	–	–	–	108	108	–	–
Argentine	7 020	16	–	–	12	70	–	2	–	–	128	85	–	36
Arménie	356	12	0	5	1	23	25	9	88	92	88	90	9	15
Australie	2 897	12	–	–	–	14	–	–	–	–	112	186	–	–
Autriche	873	10	–	–	–	8	–	–	–	–	100	100	–	–
Azerbaïdjan	1 358	14	–	9	4	47	–	24	–	98	91	–	2 x	3 x
Bahamas	55	14	–	–	–	40 x	–	–	–	–	–	–	–	–
Bahreïn	158	11	–	–	–	15	–	–	–	–	101	103	–	–
Bangladesh	32 575	20	–	44	36	83	–	29 y	–	54 y	83	48	–	12
Barbade	37	13	–	1	7	49 x	–	5	–	98	107	113	–	66
Bélarus	904	10	1	7	3 x	22	3	3	–	–	102	119	53	51
Belgique	1 253	11	–	–	–	8	–	–	–	–	185	158	–	–
Belize	78	21	11	21	17	64	8	6	92	92	91	60	–	39
Bénin	2 440	22	1	16	19	98	19	31	68	57	70	38	29	22
Bhoutan	148	19	–	15	15 x	28	–	70	–	–	96	69	–	22 x p
Bolivie (État plurinational de)	2 216	20	4 x	13 x	20 x	89 x	–	17 x	100 x	97 x	96	81	24 x	20 x
Bosnie-Herzégovine	410	12	0	1	–	11	5	1	100	100	–	–	41	42
Botswana	431	19	–	–	–	39	–	–	–	–	91	–	–	–
Brésil	33 760	16	1	4	–	65	–	–	–	–	106	91	–	–
Brunéï Darussalam	70	16	–	–	–	17 x	–	–	–	–	105	93	–	–
Bulgarie	620	9	–	2 y	5	43	–	–	–	–	90	108	–	–
Burkina Faso	4 306	23	2	32	28 x	136 x	40	39	61	55	47	13	31 x	29 x
Burundi	2 243	21	1	9	11 x	65 x	56	74	83	69	54	25	50	46
Cabo Verde	114	21	2 x	8 x	22 x	92 x	24 x	23 x	88 x	88 x	115	73	–	–
Cambodge	3 052	19	3	16	7	57	26 y	46 y	77	74	63	–	42	33
Cameroun	5 206	22	1	20	28	128 x	45	37	80	64	68	43	30	26
Canada	3 968	11	–	–	–	13	–	–	–	–	100	119	–	–
Chili	2 591	14	–	–	–	50	–	–	–	–	103	100	–	–
Chine	159 642	11	1	2	–	6	–	–	–	–	99	90	–	–
Chypre	143	12	–	–	–	4	–	–	–	–	100	100	–	–
Colombie	8 139	17	–	13	20	85 x	–	–	–	–	106	82	–	21 x
Comores	173	22	8	16	17	71	29	43	79	67	66	52	21	18
Congo	1 083	21	2	16	26	147	76 y	73 y	56	68	65	38	25 p	16
Costa Rica	759	16	2	10	13	67	–	3	–	–	133	109	–	29
Côte d'Ivoire	5 409	23	1	21	31	125	51	51	73	62	55	28	21	15
Croatie	447	11	–	–	–	12	–	–	–	–	104	93	–	–
Cuba	1 336	12	7	16	6	50	5 y	4 y	–	–	101	100	48	59
Danemark	690	12	–	–	–	2	–	–	–	–	117	144	–	–
Djibouti	196	21	1	3	–	21	–	–	–	–	53	41	–	16 x
Dominique	–	–	–	–	–	47 x	–	–	–	–	115	81	39 x	49 x
Égypte	17 041	18	–	14	7	56	–	46 y	100	100	99	73	5	3
El Salvador	1 289	20	–	16	18	63	–	10	–	98	99	61	25	28
Émirats arabes unis	682	7	–	–	–	34	–	–	–	–	92	–	–	–
Équateur	3 005	18	–	16 x	–	100 x	–	–	–	–	116	96	–	–
Érythrée	1 085	22	1	17	19 x	–	60	51	70	54	39	23	32 x	22 x
Espagne	4 386	9	–	–	–	9	–	–	–	–	124	136	–	–
Estonie	122	9	–	–	–	16	–	–	–	–	112	118	–	–
État de Palestine	1 083	23	–	9	22	67	–	–	–	–	88	66	–	5
États-Unis	42 010	13	–	–	–	27	–	–	–	–	102	93	–	–
Éthiopie	24 772	24	1	17	22	71	33	60	38	31	43	18	32	24
Ex-République yougoslave de Macédoine	253	12	–	4	2	19	–	14	–	–	83	76	–	23 x
Fédération de Russie	13 260	9	–	–	–	27	–	–	–	–	101	114	–	–
Fidji	157	17	–	–	–	28 x	–	–	–	–	103	76	–	–

Pays et zones	Population adolescente		Adolescents actuellement mariés/ en union (%) 2010-2016*		Naissances à l'âge de 18 ans (%) 2011-2016*	Taux de naissance chez les adolescents 2009-2014*	Justification de la violence conjugale chez les adolescents (%) 2010-2016*		Utilisation des médias de masse par les adolescents (%)		Taux brut de scolarisation dans le 1 ^{er} cycle du secondaire 2011-2016*	Taux brut de scolarisation dans le 2 ^{ème} cycle du secondaire	Adolescents qui ont une connaissance d'ensemble du VIH (%) 2011-2016*	
	Âgée de 10-19 ans (milliers)	Proportion de la population totale (%)	garçons	filles			garçons	filles	garçons	filles			garçons	filles
	2016	2016												
Finlande	594	11	–	–	–	7	–	–	–	–	102	194	–	–
France	7 723	12	–	–	–	9	–	–	–	–	108	115	–	–
Gabon	379	19	1	14	28	115	47	58	95	94	–	–	35	29
Gambie	467	23	0	24	19	88	42	58	82	70	64	–	27	22
Géorgie	450	11	–	11	6 x	40	–	5 x	–	–	114	95	–	–
Ghana	6 009	21	1	6	17	65	20	35	81	67	89	39	25	18
Grèce	1 108	10	–	–	–	9	–	–	–	–	101	111	–	–
Grenade	19	17	–	–	–	53 x	–	–	–	–	100	98	67 x	59 x
Guatemala	3 787	23	6	20	20	92	12	14	95	90	72	55	18	20
Guinée	2 786	22	1	33	40	154	63	89	55	53	44	31	29	20
Guinée-Bissau	395	22	0	11	28	137	37	40	96	89	–	–	19	20
Guinée équatoriale	217	18	5	22	42	177 x	56	57	91	91	39	–	12	17
Guyana	165	21	13	13	16	97 x	14	10	95	96	93	83	33	48
Haiti	2 285	21	2	12	13	65	22	24	85	80	–	–	25	32
Honduras	1 990	22	5	23	22	99	18	15	98	94	74	66	33	29
Hongrie	996	10	–	–	–	20	–	–	–	–	100	110	–	–
Îles Cook	–	–	–	–	–	56	–	–	–	–	96	73	–	–
Îles Marshall	–	–	5 x	21 x	21 x	85	71 x	47 x	86 x	85 x	81	67	35 x	27 x
Îles Salomon	134	22	2	11	15	62 x	60	78	37	28	78	29	26 x	29 x
Îles Turques-et-Caïques	–	–	–	–	–	29 x	–	–	–	–	–	–	–	–
Îles Vierges britanniques	–	–	–	–	–	27 x	–	–	–	–	111	80	–	–
Inde	250 086	19	5 x	30 x	22 x	39	47 x	45 x	88 x	72 x	88	64	35 x	19 x
Indonésie	46 188	18	–	9 y	7	47	48 y	45	88 y p	91	95	76	4 p	9
Iran (République islamique d')	10 928	14	–	16 x	5 x	35	–	–	–	–	99	85	–	–
Iraq	8 019	22	–	21	12	68 x	–	50	–	–	–	–	–	3
Irlande	583	12	–	–	–	9	–	–	–	–	111	154	–	–
Islande	43	13	–	–	–	7	–	–	–	–	97	133	–	–
Israël	1 296	16	–	–	–	10	–	–	–	–	104	101	–	–
Italie	5 592	9	–	–	–	6	–	–	–	–	106	101	–	–
Jamaïque	520	18	–	3	15	72 x	–	8	–	–	86	76	34	39
Japon	11 650	9	–	–	–	4	–	–	–	–	102	101	–	–
Jordanie	1 918	20	–	6	4	27	–	84 y	–	100 y	87	74	–	6
Kazakhstan	2 269	13	–	6	2	31 x	–	8	–	96	114	103	30	–
Kenya	11 065	23	1	12	23	101	37	45	84	75	97	–	58	52
Kirghizistan	991	17	–	14	4	42	–	22	–	100	97	81	18	–
Kiribati	23	20	5 x	16 x	9 x	49	65 x	77 x	58 x	57 x	105	–	46 x	41 x
Koweït	450	11	–	–	–	8	–	–	–	–	99	85	–	–
Lesotho	495	22	1	18	14	94	49	48	60	66	63	40	30	35
Lettonie	181	9	–	–	–	15	–	–	–	–	116	123	–	–
Liban	1 061	18	–	3 x	–	18 x	–	22 x y	–	–	68	55	–	–
Libéria	1 041	23	2	14	37	147	29	45	59	47	44	29	19	35
Libye	1 093	17	–	–	–	4 x	–	–	–	–	–	–	–	–
Liechtenstein	–	–	–	–	–	2	–	–	–	–	98	139	–	–
Lituanie	307	11	–	–	–	14	–	–	–	–	106	114	–	–
Luxembourg	65	11	–	–	–	6	–	–	–	–	114	94	–	–
Madagascar	5 740	23	7	28	36	147 x	44	47	62	59	50	22	24	21
Malaisie	5 513	18	5	6	–	13	–	–	–	–	89	69	–	–
Malawi	4 262	24	3	24	31	143	24	21	50	35	53	22	43	39
Maldives	59	14	–	5 x	1 x	14	–	41 x y	–	100 x	97	–	–	22 x
Mali	4 135	23	2	40	37	178	54	68	83	75	52	29	27	21
Malte	44	10	–	–	–	16	–	–	–	–	102	90	–	–
Maroc	5 982	17	1	11	8 x	32 x	–	64 x	–	90 x	97	55	–	–
Maurice	189	15	–	–	–	31	–	–	–	–	111	84	–	–
Mauritanie	917	21	1	28	22	71	–	36	55 x	44 x	37	21	10	–
Mexique	23 416	18	6	15	21	84	–	6	–	96	116	65	–	28
Micronésie (États fédérés de)	25	24	–	–	–	33	–	–	–	–	81	–	–	–
Monaco	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Mongolie	448	15	1	5	3	40	9	14	98	98	93	90	17	18
Monténégro	81	13	0	2	3	12	5	2	–	–	95	86	35	42
Montserrat	–	–	–	–	–	36	–	–	–	–	–	–	–	–
Mozambique	6 649	23	8	37	40	166	20	24	73	57	39	21	28	28
Myanmar	10 042	19	5	13	5	17 x	57	53	75	76	59	34	14	13
Namibie	539	22	1	5	15	78	30	28	65 y	69	92	–	51	56

TABLEAU 9. ADOLESCENTS

Pays et zones	Population adolescente		Adolescents actuellement mariés/ en union (%) 2010–2016*		Naissances à l'âge de 18 ans (%)	Taux de naissance chez les adolescentes 2009–2014*	Justification de la violence conjugale chez les adolescents (%) 2010–2016*		Utilisation des médias de masse par les adolescents (%)		Taux brut de scolarisation dans le 1 ^{er} cycle du secondaire	Taux brut de scolarisation dans le 2 ^{ème} cycle du secondaire	Adolescents qui ont une connaissance d'ensemble du VIH (%) 2011–2016*	
	Âgée de 10–19 ans (milliers)	Proportion de la population totale (%)	garçons	filles			garçons	filles	garçons	filles			garçons	filles
	2016	2016			2011–2016*			2011–2016*						
Nauru	–	–	9 x	18 x	22 x	106	–	–	89 x	86 x	77	94	8 x	8 x
Népal	6 625	23	–	25	16	87 x	–	35	–	77	93	50	24	18
Nicaragua	1 207	20	–	24 x	28 x	92	–	19 x y	–	95 x	–	–	–	–
Niger	4 704	23	3	61	48	210	41	54	35	44	27	10	21	12
Nigéria	41 050	22	1	29	29	123	27	33	54	50	52	60	29	22
Nioué	–	–	–	–	–	16	–	–	–	–	119	95	–	–
Norvège	633	12	–	–	–	6	–	–	–	–	100	125	–	–
Nouvelle-Zélande	616	13	–	–	–	22	–	–	–	–	103	134	–	–
Oman	480	11	–	3	2	12	–	10	–	–	113	96	–	–
Ouganda	9 920	24	2	20	33	140	52	62	88	82	–	–	40	41
Ouzbékistan	5 360	17	–	5 x	2 x	26 x	63 x	63 x	–	–	97	95	–	27 x
Pakistan	38 907	20	2	14	8	48	33 y p	53 y	59 y p	49 y	57	35	5 p	1
Palaos	–	–	–	–	–	27	–	–	–	–	78	119	–	–
Panama	696	17	–	14	–	89	–	9	–	96	94	57	–	–
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 728	21	3 x	15 x	14 x	65 x	–	–	–	–	73	22	–	–
Paraguay	1 342	20	–	11 x	–	63 x	–	–	–	–	84	69	–	–
Pays-Bas	2 021	12	–	–	–	5	–	–	–	–	136	134	–	–
Pérou	5 606	18	–	11	16	68	–	–	–	90	100	90	–	21 x
Philippines	20 667	20	–	10	8	59	–	14	–	90	92	77	–	19 x
Pologne	3 814	10	–	–	–	14	–	–	–	–	101	115	–	–
Portugal	1 080	10	–	–	–	12	–	–	–	–	119	119	–	–
Qatar	200	8	1	4	–	16	22	6 y	98	98	100	82	23	10
République arabe syrienne	4 586	25	–	10 x	9 x	75 x	–	–	–	–	61	32	–	6 x
République centrafricaine	1 117	24	11	55	45 x	229	83	79	–	–	23	9	26 x	17 x
République de Corée	5 686	11	–	–	–	2	–	–	–	–	103	95	–	–
République de Moldova	444	11	1	10	4	25	14	13	96	96	87	85	26	35
République démocratique du Congo	17 401	22	1	21	27	135	69	75	49	38	56	37	20	17
République démocratique populaire lao	1 432	21	9	25	18	94	50	56	92	93	76	43	25	23
République dominicaine	2 007	19	–	28	21	90	–	3	–	98	86	74	39	–
République populaire démocratique de Corée	3 839	15	–	–	–	1 x	–	–	–	–	92	95	–	7 x
République tchèque	936	9	–	–	–	11	–	–	–	–	101	110	–	–
République-Unie de Tanzanie	12 505	23	2	23	22	128 x	50	59	61	57	43	9	42	37
Roumanie	2 132	11	–	–	–	36	–	–	–	–	93	92	–	–
Royaume-Uni	7 309	11	–	–	–	21	–	–	–	–	113	138	–	–
Rwanda	2 607	22	0	3	6	41 x	24	45	78	71	42	31	60	62
Saint-Kitts-et-Nevis	–	–	–	–	–	75 x	–	–	–	–	93	86	55 x	54 x
Saint-Marin	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	94	95	–	–
Saint-Siège	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Saint-Vincent-et-les Grenadines	19	17	–	–	–	70	–	–	–	–	120	86	–	–
Sainte-Lucie	29	16	–	4	–	50 x	–	15	–	99	87	82	–	58
Samoa	43	22	1	8	6	39	28	34	99	97	102	78	5 x	2 x
Sao Tomé-et-Principe	46	23	1	15	27	110 x	19	24	97	97	110	61	42	41
Sénégal	3 380	22	0	21	18	80	36	57	69	76	59	36	28	26
Serbie	1 063	12	–	4	1	22	–	2	99	100	102	91	43 x	53 x
Seychelles	12	12	–	–	–	62	–	–	–	–	112	59	–	–
Sierra Leone	1 704	23	1	19	36	131	32	55	55	49	61	28	29	28
Singapour	665	12	–	–	–	3	–	–	–	–	–	–	–	–
Slovaquie	553	10	–	–	–	21	–	–	–	–	98	86	–	–
Slovénie	186	9	–	–	–	5	–	–	–	–	100	118	–	–
Somalie	3 333	23	–	25 x	–	123 x	–	75 x y	–	–	–	–	–	3 x
Soudan	9 060	23	–	21	22	102	–	36	–	–	54	35	10	–
Soudan du Sud	2 767	23	–	40	28 x	158 x	–	72	–	–	18	5	–	8 x
Sri Lanka	3 284	16	–	9 x	4 x	24 x	–	54 x y	–	88 x y	99	99	–	–
Suède	1 025	10	–	–	–	3	–	–	–	–	115	164	–	–
Suisse	833	10	–	–	–	3	–	–	–	–	106	98	–	–
Suriname	99	18	–	12	–	66 x	–	19	–	99	101	54	–	40 x
Swaziland	302	23	0	4	17	89	29	32	89	86	75	52	44	45
Tadjikistan	1 710	20	–	13	2	47	–	47	–	89	98	68	9	–
Tchad	3 433	24	3	38	51	203	54	69	30	23	26	18	12	10
Thaïlande	9 207	13	7	14	9	60	9	9	–	–	128	130	45	47
Timor-Leste	314	25	0	8	9 x	54 x	72	81	61	62	87	65	15 x	11 x

Pays et zones	Population adolescente		Adolescents actuellement mariés/en union (%) 2010-2016*		Naissances à l'âge de 18 ans (%) 2011-2016*	Taux de naissance chez les adolescentes 2009-2014*	Justification de la violence conjugale chez les adolescents (%) 2010-2016*		Utilisation des médias de masse par les adolescents (%)		Taux brut de scolarisation dans le 1 ^{er} cycle du secondaire 2011-2016*	Taux brut de scolarisation dans le 2 ^{ème} cycle du secondaire	Adolescents qui ont une connaissance d'ensemble du VIH (%) 2011-2016*	
	Âgée de 10-19 ans (milliers)	Proportion de la population totale (%)	garçons	filles			garçons	filles	garçons	filles			garçons	filles
	2016	2016												
Togo	1 665	22	1	13	15	77	19	26	67	63	68	36	28	23
Tokelau	—	—	—	—	—	30	—	—	—	—	206	—	—	—
Tonga	24	23	4	5	2	30	29	27	92	95	103	56	13	10
Trinité-et-Tobago	177	13	—	6 x	—	36 x	—	10 x	—	—	—	—	—	49 x
Tunisie	1 618	14	—	1	1	7	—	27	—	98	103	78	—	15
Turkménistan	954	17	—	6	1	21 x	—	17	—	100	73	120	—	19
Turquie	13 335	17	—	7	6	29	—	10	—	—	99	106	—	—
Tuvalu	—	—	2 x	8 x	3 x	42 x	83 x	69 x	89 x	95 x	99	56	57 x	31 x
Ukraine	4 059	9	0	7	4	27	2	2	97	96	102	93	37	43
Uruguay	508	15	—	7	—	60	—	3	—	—	110	81	—	36
Vanuatu	54	20	4	11	13	78	63	56	58	58	70	34	—	14 x
Venezuela (République bolivarienne du)	5 655	18	—	16	24	101	—	—	—	—	97	79	—	—
Viet Nam	13 605	14	—	10	5	36	—	28	—	97	97	—	—	51
Yémen	6 297	23	—	17	17	67	—	49	—	85	58	39	—	2 x
Zambie	3 956	24	1	17	31	145	41	49	75	69	63	—	42	39
Zimbabwe	3 557	22	1	20	22	120	49	54	57	53	68	37	41	41

DONNÉES CONSOLIDÉES

Asie de l'Est et Pacifique	297 721	13	2	6	7 **	21	43 **	34 **	—	89 **	96	87	13 **	22 **
Europe et Asie centrale	101 795	11	—	—	—	19	—	—	—	—	104	112	—	—
Europe de l'Est et Asie centrale	50 903	12	—	7	4	29	—	12	—	—	100	102	—	—
Europe de l'Ouest	50 892	10	—	—	—	11	—	—	—	—	109	119	—	—
Amérique latine et Caraïbes	109 829	17	3	11	19	74	—	—	—	—	107	81	—	—
Moyen-Orient et Afrique du Nord	73 653	17	—	13	8	41	—	49	—	—	96	70	—	—
Amérique du Nord	45 978	13	—	—	—	25	—	—	—	—	102	96	—	—
Asie du Sud	340 270	19	—	—	20 †	44	—	—	—	—	83	59	8 †	6 †
Afrique subsaharienne	232 069	22	2	23	28	122	39	49	61	54	53	37	31	27
Afrique de l'Est et australe	122 663	23	2	20	26	113	38	49	64	56	52	31	36	35
Afrique de l'Ouest et centrale	109 406	22	1	27	29	130	41	48	58	52	54	42	26	20
Pays les moins avancés	217 756	22	2	26	27	112	45	50	62	57	55	33	27	23
Monde	1 201 315	16	—	16	18 †**	50	—	35 **	—	—	86	70	—	21 **†

Pour la liste complète des pays et zones dans chaque région, sous-région et catégorie de pays, voir page 150 ou consulter <data.unicef.org/regionalclassifications>.

Il n'est pas recommandé de comparer les données d'éditions consécutives du rapport *La Situation des enfants dans le monde*.

DÉFINITION DES INDICATEURS

Adolescents actuellement mariés/en union – Pourcentage de garçons et de filles âgés de 15 à 19 ans qui sont mariés ou en union. Cet indicateur est un instantané de l'état civil des filles et des garçons de ce groupe d'âge. On notera toutefois que ceux et celles qui ne sont pas mariés au moment de l'enquête risquent de se marier avant d'être sortis de l'adolescence.

Naissances avant l'âge de 18 ans – Pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans qui ont eu un enfant avant l'âge de 18 ans. Cet indicateur normalisé extrait des enquêtes sur la population présente les niveaux de fécondité chez les adolescentes jusqu'à l'âge de 18 ans. Il convient de noter que les données se fondent sur les réponses de femmes âgées de 20 à 24 ans, qui ne risquent plus d'avoir un enfant avant l'âge de 18 ans.

Taux de naissances chez les adolescentes – Nombre de naissances pour 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans.

Justification de la violence conjugale chez les adolescents – Pourcentage de garçons et de filles âgés de 15 à 19 ans qui pensent qu'un mari est en droit de frapper ou de battre son épouse dans au moins l'un des cas suivants : si elle brûle le repas, se dispute avec lui, sort sans le lui dire, néglige les enfants ou refuse d'avoir des rapports sexuels.

Utilisation des médias parmi les adolescents – Pourcentage de garçons et de filles âgés de 15 à 19 ans qui utilisent au moins un des types de médias d'information suivants au moins une fois par semaine : journal, revue, télévision ou radio.

Taux brut de scolarisation dans le 1^{er} cycle du secondaire – Nombre d'enfants inscrits au 1^{er} cycle du secondaire, indépendamment de leur âge, exprimé en pourcentage du nombre total d'enfants ayant l'âge officiel de fréquenter le 1^{er} cycle du secondaire.

Taux brut de scolarisation dans le 2^e cycle du secondaire – Nombre d'enfants inscrits au 2^e cycle du secondaire, indépendamment de leur âge, exprimé en pourcentage du nombre total d'enfants ayant l'âge officiel de fréquenter le 2^e cycle du secondaire.

Connaissances d'ensemble sur le VIH – Pourcentage de jeunes hommes et femmes (âgés de 15 à 19 ans) capables d'identifier correctement les deux principales façons de prévenir la transmission sexuelle du VIH (avec un préservatif et en limitant les rapports sexuels à un seul partenaire fidèle et non infecté) et de réfuter les deux idées fausses les plus répandues sur la transmission du VIH, et qui savent également qu'une personne qui a l'air en bonne santé peut être séropositive au VIH.

SOURCES PRINCIPALES DES DONNÉES

Population d'adolescents – Division de la population des Nations Unies.

Adolescents mariés/en union – Enquêtes à grappes à indicateurs multiples (MICS), autres enquêtes démographiques et de santé (EDS), autres enquêtes nationales et recensements.

Naissances avant l'âge de 18 ans – EDS, MICS et autres enquêtes nationales.

Taux de naissance chez les adolescentes – Division de la population des Nations Unies.

Justification de la violence conjugale chez les adolescents – EDS, MICS et autres enquêtes nationales.

Utilisation des médias – EDS, MICS et autres enquêtes nationales.

Taux brut de scolarisation – Institut de statistique de l'UNESCO (ISU).

Connaissances d'ensemble sur le VIH – Enquêtes sur les indicateurs du sida, EDS, MICS, et autres enquêtes nationales sur les ménages.

NOTES

- Données non disponibles.
- p Fondé sur de petits dénominateurs (généralement 25-49 cas non pondérés).
- x Les données portent sur des années ou des périodes autres que celles indiquées dans la colonne de tête. Ces données ne sont pas prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales. Les données pour les années antérieures à 2000 ne figurent pas ici.
- y Les données diffèrent de la définition standard ou se rapportent seulement à une partie d'un pays. Si ces données font partie de la période de référence notée, elles sont prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales.

* Se rapporte à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.

** À l'exclusion de la Chine.

† À l'exclusion de l'Inde.

Les données en italique proviennent de sources plus anciennes par rapport à celles présentées pour les mêmes indicateurs dans d'autres tableaux du rapport.

TABLEAU 10. DISPARITÉS – MILIEU RURAL ET MILIEU URBAIN

Pays et zones	Enregistrement des naissances (%)+ 2010–2016*			Personnel soignant qualifié à la naissance (%) 2011–2016*			Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (modéré et grave) ⁹ (%) 2011–2016*			Traitement des enfants souffrant de diarrhée par les sels de réhydratation orale (SRO) (%) 2011–2016*			Taux net de fréquentation à l'école primaire 2011–2016*			Connaissances d'ensemble sur le VIH (%) femmes 15–24 ans 2011–2016*			Utilisation d'installations sanitaires de base (%) 2015		
	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural
Afghanistan	64	36	1,8	79	42	1,9	–	–	–	44	47	0,9	80	59	1,4	2	1	2,1	56	33	1,7
Afrique du Sud	–	–	–	98	95	1,0	26 y	29 y	1,1 y	53	49	1,1	–	–	–	–	–	–	76	69	1,1
Albanie	99 x	98 x	1,0 x	100 x	99 x	1,0 x	23 x	23 x	1,0 x	–	–	–	93	92	1,0	51 x	26 x	2,0 x	98	97	1,0
Algérie	100	100	1,0	98	95	1,0	11	12	1,1	25	26	1,0	98	97	1,0	11	7	1,7	90	82	1,1
Allemagne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	99	99	1,0
Andorre	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	100	1,0
Angola	33	14	2,4	68	21	3,2	32	46	1,4	49	32	1,5	84	61	1,4	42	9	4,4	62	21	2,9
Anguilla	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	97	–	–
Antigua-et-Barbuda	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Arabie saoudite	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Argentine	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	95	94	1,0
Arménie	99	98	1,0	100	100	1,0	6	13	2,2	–	–	–	100	99	1,0	25	14	1,7	96	83	1,2
Australie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autriche	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	100	1,0
Azerbaïdjan	96 x	92 x	1,0 x	99	95	1,0	15	21	1,4	11	11	1,0	68 y	67 y	1,0 y	7 x	2 x	3,3 x	92	87	1,1
Bahamas	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bahreïn	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bangladesh	23	19	1,2	61	36	1,7	31	38	1,2	83	75	1,1	91	92	1,0	14	8	1,8	54	43	1,2
Barbade	98	100	1,0	98	100	1,0	8	7	0,9	–	–	–	100	99	1,0	67	69	1,0	–	–	–
Bélarus	–	–	–	100	100	1,0	3 x	8 x	2,6 x	–	–	–	91	93	1,0	56	57	1,0	94	95	1,0
Belgique	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	99	99	1,0
Belize	97	95	1,0	98	96	1,0	11	18	1,7	54	56	1,0	99	94	1,0	55	33	1,7	91	84	1,1
Bénin	88	82	1,1	83	73	1,2	29	38	1,3	26	25	1,1	83	69	1,2	25	18	1,3	25	5	4,6
Bhoutan	100	100	1,0	96	67	1,4	28 x	36 x	1,3 x	64 x	60 x	1,1 x	98	94	1,0	32 x	15 x	2,1 x	72	57	1,3
Bolivie (État plurinational de)	79 x y	72 x y	1,1 x y	94	68	1,4	14	25	1,8	23	20	1,2	98 x	96 x	1,0 x	32 x	9 x	3,5 x	64	27	2,4
Bosnie-Herzégovine	99 x	100 x	1,0 x	100	100	1,0	11	8	0,7	–	–	–	95	97	1,0	50	47	1,1	99	92	1,1
Botswana	78 x	67 x	1,2 x	99 x	90 x	1,1 x	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	75	39	1,9
Brésil	–	–	–	98 x	94 x	1,0 x	7 x	8 x	1,1 x	–	–	–	–	–	–	–	–	–	91	58	1,6
Brunéi Darussalam	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	96	97	1,0
Bulgarie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	87	84	1,0
Burkina Faso	93	74	1,3	95	77	1,2	21 x	37 x	1,8 x	46	38	1,2	83	45	1,8	46 x	24 x	1,9 x	48	12	4,0
Burundi	87	74	1,2	96	84	1,1	28	59	2,1	30	36	0,8	91	84	1,1	61	51	1,2	46	51	0,9
Cabo Verde	–	–	–	91 x	64 x	1,4 x	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	73	51	1,4
Cambodge	84	72	1,2	98	88	1,1	24	34	1,4	30	36	0,8	97	92	1,1	55	33	1,7	88	39	2,3
Cameroun	84	53	1,6	88	49	1,8	23	38	1,7	24	12	2,1	94	79	1,2	37	18	2,1	56	19	2,9
Canada	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Chili	–	–	–	100 x	99 x	1,0 x	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	99	1,0
Chine	–	–	–	100	100	1,0	4	11	2,6	–	–	–	97 y	96 y	1,0 y	–	–	–	86	61	1,4
Chypre	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	99	1,0
Colombie	99	98	1,0	99	88	1,1	11 x	17 x	1,5 x	57 x	49 x	1,2 x	94	94	1,0	26 x	17 x	1,5 x	88	72	1,2
Comores	90	87	1,0	92	79	1,2	26	35	1,4	40	37	1,1	90	82	1,1	24	17	1,4	47	29	1,6
Congo	95	85	1,1	98	84	1,2	20	30	1,5	31	22	1,4	–	–	–	16	10	1,5	20	6	3,6
Costa Rica	100	99	1,0	99	97	1,0	–	–	–	43	35	1,2	97	95	1,0	37	27	1,4	98	94	1,0
Côte d'Ivoire	85	54	1,6	84	45	1,9	22	34	1,6	22	14	1,5	85	71	1,2	22	8	2,7	45	13	3,5
Croatie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	98	96	1,0
Cuba	100	100	1,0	99	100	1,0	–	–	–	62	59	1,0	–	–	–	61	63	1,0	92	88	1,0
Danemark	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	100	1,0
Djibouti	92 x	84 x	1,1 x	98	55	1,8	30	42	1,4	–	–	–	–	–	–	18 x	9 x	2,0 x	63	13	4,8
Dominique	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Égypte	100	99	1,0	97	89	1,1	23	21	0,9	26	29	0,9	97	97	1,0	5	4	1,5	97	90	1,1
El Salvador	98	99	1,0	99	96	1,0	11	17	1,5	72	68	1,1	97	95	1,0	37	22	1,7	93	87	1,1
Émirats arabes unis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	100	1,0
Équateur	95	91	1,0	98 x	99 x	1,0 x	–	–	–	52	35	1,5	97 y	97 y	1,0 y	–	–	–	89	80	1,1
Érythrée	–	–	–	74 x	17 x	4,4 x	38 x	56 x	1,4 x	51 x	41 x	1,2 x	91 y	77 y	1,2 y	32 x	20 x	1,7 x	29	6	4,7
Espagne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	100	1,0
Estonie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	100	1,0
État de Palestine	99	100	1,0	100	100	1,0	8	8	1,0	30	34	0,9	99	99	1,0	8 x	6 x	1,3 x	95	99	1,0
États-Unis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	100	1,0
Éthiopie	12	2	7,2	80	21	3,8	25	40	1,6	41	28	1,4	80 y	63 y	1,3 y	38	19	2,0	18	4	4,3
Ex-République yougoslave de Macédoine	100	100	1,0	94	88	1,1	4	6	1,4	19 x	30 x	0,6 x	98	98	1,0	33 x	18 x	1,8 x	97	83	1,2
Fédération de Russie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	93	76	1,2

Pays et zones	Enregistrement des naissances (%) ^a 2010–2016*			Personnel soignant qualifié à la naissance (%) 2011–2016*			Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (modéré et grave) ^b (%) 2011–2016*			Traitement des enfants souffrant de diarrhée par les sels de réhydratation orale (SRO) (%) 2011–2016*			Taux net de fréquentation à l'école primaire 2011–2016*			Connaissances d'ensemble sur le VIH (%) femmes 15–24 ans 2011–2016*			Utilisation d'installations sanitaires de base (%) 2015					
	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural			
Fidji	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Finlande	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
France	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Gabon	89	91	1,0	93	69	1,3	15	30	2,0	27	21	1,3	98	98	1,0	32	15	2,2	42	32	1,3			
Gambie	72	72	1,0	75	41	1,9	19	29	1,5	62	57	1,1	74	y	58	y	1,3	32	18	1,8	46	35	1,3	
Géorgie	100	100	1,0	99	x	98	x	1,0	x	10	x	12	x	1,2	x	44	x	36	x	1,2	x	98	97	1,0
Ghana	79	63	1,3	87	57	1,5	15	22	1,5	48	49	1,0	75	66	1,1	23	17	1,4	19	9	2,1			
Grèce	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Grenade	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Guatemala	97	y	96	y	1,0	y	84	55	1,5	35	53	1,5	51	48	1,1	96	92	1,0	30	16	1,9	81	53	1,5
Guinée	83	49	1,7	84	32	2,7	18	36	2,0	46	30	1,5	82	49	1,7	32	16	2,0	34	15	2,3			
Guinée-Bissau	34	18	2,0	72	29	2,5	21	32	1,5	42	30	1,4	74	53	1,4	26	18	1,4	35	8	4,1			
Guinée équatoriale	60	47	1,3	86	53	1,6	20	32	1,6	55	27	2,0	–	–	–	27	9	2,9	80	71	1,1			
Guyana	91	88	1,0	99	82	1,2	10	13	1,3	–	–	–	96	97	1,0	64	47	1,4	89	85	1,0			
Haiti	85	77	1,1	59	25	2,4	16	25	1,6	56	51	1,1	90	81	1,1	41	29	1,4	37	22	1,7			
Honduras	95	93	1,0	94	73	1,3	15	29	2,0	59	61	1,0	92	92	1,0	42	23	1,9	84	75	1,1			
Hongrie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Îles Cook	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Îles Marshall	96	x	96	x	1,0	x	97	x	68	x	1,4	x	–	–	–	39	x	37	x	1,1	x	–	–	–
Îles Salomon	89	88	1,0	96	84	1,1	27	32	1,2	45	35	1,3	–	–	–	34	x	28	x	1,2	x	76	18	4,1
Îles Turques-et-Caïques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Îles Vierges britanniques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Inde	83	67	1,2	90	78	1,2	31	41	1,3	59	48	1,2	88	x	82	x	1,1	x	33	x	14	x	2,4	x
Indonésie	79	y	65	y	1,2	y	97	88	1,1	32	41	1,3	41	37	1,1	100	99	1,0	14	9	1,6	77	57	1,4
Iran (République islamique d')	99	y	98	y	1,0	y	98	x	93	x	1,1	x	5	9	1,7	64	x	58	x	1,1	x	97	95	1,0
Iraq	99	99	1,0	94	85	1,1	22	24	1,1	25	19	1,3	94	84	1,1	4	1	3,7	86	86	1,0			
Irlande	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Islande	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Israël	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Italie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Jamaïque	100	99	1,0	100	98	1,0	–	3	–	–	–	–	98	98	1,0	–	–	–	84	87	1,0			
Japon	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Jordanie	99	100	1,0	100	100	1,0	8	9	1,2	20	23	0,9	98	98	1,0	8	11	0,7	97	96	1,0			
Kazakhstan	100	100	1,0	99	99	1,0	7	9	1,2	–	–	–	99	100	1,0	31	21	1,5	97	99	1,0			
Kenya	79	61	1,3	82	50	1,6	20	29	1,5	58	52	1,1	89	84	1,1	63	52	1,2	35	28	1,3			
Kirghizistan	99	97	1,0	99	98	1,0	12	13	1,1	34	33	1,0	99	100	1,0	18	21	0,9	93	99	0,9			
Kiribati	95	x	93	x	1,0	x	84	x	77	x	1,1	x	–	–	–	–	–	–	45	x	43	x	1,1	x
Koweït	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Lesotho	54	40	1,3	90	73	1,2	27	35	1,3	53	54	1,0	94	91	1,0	44	35	1,3	46	43	1,1			
Lettonie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Liban	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Libéria	29	y	20	y	1,5	y	73	50	1,5	31	34	1,1	57	63	0,9	52	31	1,7	40	27	1,5	28	6	4,7
Libye	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Liechtenstein	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Lituanie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Luxembourg	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Madagascar	97	81	1,2	78	39	2,0	43	x	50	x	1,2	x	16	14	1,1	86	y	66	y	1,3	y	44	18	2,5
Malaisie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Malawi	75	66	1,1	95	89	1,1	25	39	1,6	60	66	0,9	97	93	1,0	47	40	1,2	49	43	1,1			
Maldives	93	x	92	x	1,0	x	99	x	93	x	1,1	x	16	x	22	x	1,3	x	–	–	–	94	94	1,0
Mali	97	85	1,1	73	x	14	x	5,2	x	17	34	2,0	29	x	20	x	1,5	x	83	46	1,8	32	16	2,0
Malte	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Maroc	97	y	91	y	1,1	y	92	55	1,7	9	21	2,4	23	21	1,1	96	x	83	x	1,2	x	–	–	–
Maurice	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Mauritanie	75	49	1,5	88	49	1,8	25	33	1,3	26	14	2,0	–	–	–	9	4	2,7	63	17	3,7			
Mexique	96	94	1,0	99	94	1,1	10	19	1,9	61	63	1,0	98	98	1,0	33	25	1,3	91	81	1,1			
Micronésie (États fédérés de)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Monaco	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Mongolie	99	99	1,0	99	98	1,0	8	15	1,7	46	38	1,2	99	98	1,0	36	x	21	x	1,7	x	66	41	1,6
Monténégro	99	100	1,0	99	100	1,0	10	9	1,0	–	–	–	97	99	1,0	47	49	1,0	98	92	1,1			
Montserrat	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Mozambique	51	47	1,1	80	44	1,8	36	46	1,3	65	50	1,3	83	67	1,2	39	25	1,6	47	12	3,8			

TABLEAU 10. DISPARITÉS – MILIEU RURAL ET MILIEU URBAIN

Pays et zones	Enregistrement des naissances (%)+ 2010–2016*			Personnel soignant qualifié à la naissance (%) 2011–2016*			Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (modéré et grave) ^e (%) 2011–2016*			Traitement des enfants souffrant de diarrhée par les sels de réhydratation orale (SRO) (%) 2011–2016*			Taux net de fréquentation à l'école primaire 2011–2016*			Connaissances d'ensemble sur le VIH (%) femmes 15–24 ans 2011–2016*			Utilisation d'installations sanitaires de base (%) 2015		
	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural
Myanmar	94	78	1,2	88	52	1,7	20	32	1,6	67	61	1,1	96	92	1,1	28	11	2,5	76	59	1,3
Namibie	89 y	86 y	1,0 y	95	82	1,2	16	27	1,7	75	69	1,1	95	91	1,0	67	55	1,2	55	15	3,6
Nauru	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	66	–	–
Népal	57	58	1,0	68	47	1,4	32	40	1,3	36	38	0,9	80	76	1,1	25	14	1,7	52	45	1,2
Nicaragua	–	–	–	97	79	1,2	15 x	30 x	2,0 x	74	57	1,3	76 x y	64 x y	1,2 x y	–	–	–	86	63	1,4
Niger	92	60	1,5	83	32	2,6	34	45	1,3	47	44	1,1	83	45	1,9	31	9	3,3	44	6	7,4
Nigéria	50 y	19 y	2,7 y	62	21	3,0	26	43	1,7	45	28	1,6	87	57	1,5	30	20	1,4	39	27	1,4
Nioué	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	100	1,0	–	–	–	–	–	–
Norvège	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	98	98	1,0
Nouvelle-Zélande	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	100	1,0
Oman	–	–	–	99	98	1,0	14	15	1,1	58	62	0,9	98	97	1,0	–	–	–	99	99	1,0
Ouganda	38	29	1,3	89	52	1,7	24	30	1,3	53	45	1,2	91	86	1,1	55	42	1,3	28	17	1,6
Ouzbékistan	100 x	100 x	1,0 x	100	100	1,0	18 x	19 x	1,1 x	34 x	31 x	1,1 x	–	–	–	33 x	30 x	1,1 x	100	100	1,0
Pakistan	59	23	2,6	71	44	1,6	37	48	1,3	42	37	1,1	75	59	1,3	–	–	–	74	48	1,5
Palaos	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	100	1,0
Panama	98	93	1,1	100	78	1,3	–	–	–	61	44	1,4	97	97	1,0	–	–	–	86	59	1,4
Papouasie-Nouvelle-Guinée	–	–	–	88 x	48 x	1,9 x	36 x	51 x	1,4 x	–	–	–	–	–	–	–	–	–	55	13	4,2
Paraguay	87 y	80 y	1,1 y	94 x	79 x	1,2 x	12	10	0,8	–	–	–	92 y	90 y	1,0 y	–	–	–	98	81	1,2
Pays-Bas	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	98	100	1,0
Pérou	98 y	96 y	1,0 y	98	75	1,3	9	28	3,0	37	22	1,7	92 y	92 y	1,0 y	27 x	8 x	3,3 x	82	58	1,4
Philippines	–	–	–	83	64	1,3	28	38	1,3	54	45	1,2	90 x	87 x	1,0 x	23 x	17 x	1,4 x	79	72	1,1
Pologne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	98	98	1,0
Portugal	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	99	100	1,0
Qatar	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
République arabe syrienne	97 x	95 x	1,0 x	99 x	93 x	1,1 x	28 x	28 x	1,0 x	56 x	44 x	1,3 x	98 x	96 x	1,0 x	7 x	7 x	1,0 x	96	89	1,1
République centrafricaine	78	52	1,5	74 x	22 x	3,4 x	38	42	1,1	23 x	12 x	2,0 x	86	66	1,3	19 x	16 x	1,2 x	49	9	5,4
République de Corée	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
République de Moldova	100	100	1,0	100	99	1,0	4	8	2,2	–	–	–	98	99	1,0	41	32	1,3	89	70	1,3
République démocratique du Congo	30	22	1,3	94	74	1,3	33	47	1,4	44	37	1,2	93	84	1,1	24	15	1,6	23	18	1,3
République démocratique populaire lao	88	71	1,2	79	29	2,7	27	49	1,8	65	40	1,6	95	83	1,1	39	18	2,2	93	60	1,6
République dominicaine	90	82	1,1	98	97	1,0	7	6	0,9	50	42	1,2	–	–	–	49	38	1,3	85	74	1,2
République populaire démocratique de Corée	100 x	100 x	1,0 x	100 x	100 x	1,0 x	23 x	45 x	1,9 x	75 x	73 x	1,0 x	100	99	1,0	11 x	4 x	2,8 x	83	68	1,2
République tchèque	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	99	99	1,0
République-Unie de Tanzanie	51	18	2,9	87	55	1,6	25	38	1,5	46	44	1,0	91	77	1,2	52	36	1,5	37	17	2,2
Roumanie	–	–	–	94	96	1,0	14 x	13 x	0,9 x	–	–	–	–	–	–	–	–	–	93	68	1,4
Royaume-Uni	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	99	99	1,0
Rwanda	55	56	1,0	97	89	1,1	27	40	1,5	33	27	1,3	96	94	1,0	74	62	1,2	57	64	0,9
Saint-Kitts-et-Nevis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Saint-Marin	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Saint-Siège	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Saint-Vincent-et-les Grenadines	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Sainte-Lucie	91	92	1,0	–	–	–	4	2	0,6	–	–	–	99	100	1,0	57	63	0,9	86	92	0,9
Samoa	68	57	1,2	97	79	1,2	4	5	1,1	–	–	–	89 y	88 y	1,0 y	5 x	2 x	2,4 x	98	96	1,0
Sao Tomé-et-Principe	96	93	1,0	95	88	1,1	16	19	1,2	46	57	0,8	94	94	1,0	43	40	1,1	47	28	1,7
Sénégal	87	58	1,5	70	44	1,6	14	24	1,7	32	31	1,0	72	43	1,7	–	–	–	66	35	1,9
Serbie	100	99	1,0	98	99	1,0	7	5	0,8	50 x	22 x	2,3 x	100	98	1,0	63 x	41 x	1,5 x	98	91	1,1
Seychelles	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Sierra Leone	80	76	1,1	79	53	1,5	30	40	1,4	86	85	1,0	88	71	1,2	38	22	1,7	24	8	2,8
Singapour	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	–	–
Slovaquie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	99	98	1,0
Slovénie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	99	99	1,0
Somalie	6 x	2 x	3,7 x	21 x	3 x	7,4 x	32 x	48 x	1,5 x	25 x	9 x	3,0 x	39 x	11 x	3,4 x	7 x	2 x	4,1 x	28	8	3,5
Soudan	89	59	1,5	93	72	1,3	27	43	1,6	25	18	1,4	86	61	1,4	12	7	1,9	58	23	2,5
Soudan du Sud	45	32	1,4	31 x	15 x	2,0 x	29 x	32 x	1,1 x	44 x	37 x	1,2 x	40	19	2,1	16 x	7 x	2,3 x	28	6	4,3
Sri Lanka	97 x	98 x	1,0 x	99 x	99 x	1,0 x	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	89	95	0,9
Suède	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	99	100	1,0
Suisse	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	100	1,0
Suriname	100	98	1,0	93 x	84 x	1,1 x	7 x	12 x	1,8 x	33 x	55 x	0,6 x	97	94	1,0	45 x	33 x	1,4 x	88	61	1,4
Swaziland	64	51	1,3	93	86	1,1	19	27	1,4	64	90	0,7	98	98	1,0	56	47	1,2	58	58	1,0
Tadjikistan	88	89	1,0	93	86	1,1	22	28	1,3	58	61	0,9	87	85	1,0	11	8	1,4	94	96	1,0
Tchad	36	6	5,6	54	12	4,6	32	42	1,3	28	18	1,5	72	45	1,6	25	6	4,0	33	3	11,3

Pays et zones	Enregistrement des naissances (%) ⁺ 2010–2016*			Personnel soignant qualifié à la naissance (%) 2011–2016*			Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (modéré et grave) ^o (%) 2011–2016*			Traitement des enfants souffrant de diarrhée par les sels de réhydratation orale (SRO) (%) 2011–2016*			Taux net de fréquentation à l'école primaire 2011–2016*			Connaissances d'ensemble sur le VIH (%) femmes 15–24 ans 2011–2016*			Utilisation d'installations sanitaires de base (%) 2015			
	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	urbain	rural	proportion urbain/rural	
Thaïlande	99 y	100 y	1,0 y	99	100	1,0	10	11	1,1	68	75	0,9	95	95	1,0	55	56	1,0	94	96	1,0	
Timor-Leste	50	57	0,9	59 x	20 x	2,9 x	39	55	1,4	65 x	74 x	0,9 x	80	70	1,1	14 x	12 x	1,2 x	73	30	2,4	
Togo	95	69	1,4	82	24	3,4	16	33	2,1	18	19	0,9	96	85	1,1	28	19	1,5	28	5	6,2	
Tokelau	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	93	0,0	
Tonga	92	94	1,0	94	96	1,0	9	8	0,9	–	–	–	92 y	93 y	1,0 y	11	13	0,8	97	92	1,0	
Trinité-et-Tobago	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Tunisie	100	98	1,0	77	67	1,1	8	14	1,7	69	59	1,2	99	97	1,0	22	13	1,7	98	83	1,2	
Turkménistan	100	100	1,0	100	100	1,0	12	11	0,9	–	–	–	98	98	1,0	7 x	4 x	2,0 x	94	99	1,0	
Turquie	99 y	98 y	1,0 y	99	92	1,1	8	14	1,8	–	–	–	95	96	1,0	–	–	–	99	89	1,1	
Tuvalu	60 x	38 x	1,6 x	93 x	93 x	1,0 x	10 x	11 x	1,1 x	–	–	–	98 x y	99 x y	1,0 x y	38 x	41 x	0,9 x	92	91	1,0	
Ukraine	100	100	1,0	99	99	1,0	–	–	–	–	–	–	100	100	1,0	52	45	1,1	97	93	1,1	
Uruguay	100	100	1,0	98	98	1,0	–	–	–	–	–	–	97	97	1,0	34	–	–	96	95	1,0	
Vanuatu	61 y	37 y	1,7 y	96	87	1,1	19	32	1,6	38	52	0,7	77 y	77 y	1,0 y	23 x	13 x	1,8 x	61	51	1,2	
Venezuela (République bolivarienne du)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	98	72	1,4
Viet Nam	97	96	1,0	99	92	1,1	12	27	2,3	58	49	1,2	98	97	1,0	54	47	1,1	91	72	1,3	
Yémen	48	24	2,0	73	34	2,1	34	51	1,5	24	26	0,9	85	73	1,2	4 x	1 x	6,7 x	90	44	2,1	
Zambie	20	7	3,0	88	51	1,7	36	42	1,2	68	62	1,1	92	84	1,1	50	34	1,5	49	19	2,6	
Zimbabwe	67	34	1,9	93	71	1,3	22	29	1,3	46	38	1,2	98	94	1,0	56	41	1,4	54	31	1,7	

DONNÉES CONSOLIDÉES

Asie de l'Est et Pacifique	85 **	77 **	1,1 **	98	91	1,1	13	21	1,7	49 **	46 **	1,1 **	98	96	1,0	29 **	23 **	1,3 **	87	63	1,4	
Europe et Asie centrale	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	98	92	1,1
Europe de l'Est et Asie centrale	99	97	1,0	99	96	1,0	10 r	14 r	1,4 r	–	–	–	96	96	1,0	–	–	–	95	87	1,1	
Europe de l'Ouest	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	99	99	1,0
Amérique latine et Caraïbes	96	93	1,0	–	–	–	13 N	23 N	1,8 N	–	–	–	95	93	1,0	–	–	–	90	68	1,3	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	96	87	1,1	93	76	1,2	17	21	1,2	27	27	1,0	96	91	1,0	–	–	–	94	81	1,2	
Amérique du Nord	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	100	1,0
Asie du Sud	73	56	1,3	84	68	1,2	32	42	1,3	57	49	1,2	86	79	1,1	13 ‡	7 ‡	1,8 ‡	65	37	1,8	
Afrique subsaharienne	57	35	1,6	80	46	1,7	26	39	1,5	43	36	1,2	86	68	1,3	37	23	1,6	42	20	2,1	
Afrique de l'Est et australe	52	33	1,6	86	50	1,7	26	38	1,5	47	39	1,2	87	73	1,2	45	30	1,5	48	21	2,2	
Afrique de l'Ouest et centrale	60	38	1,6	76	41	1,8	26	40	1,5	41	32	1,3	86	61	1,4	28	17	1,7	37	19	2,0	
Pays les moins avancés	52	36	1,5	81	48	1,7	28	40	1,4	49	42	1,2	87	72	1,2	31	18	1,7	46	26	1,8	
Monde	82 **	59 **	1,4 **	89	67	1,3	23	32	1,4	48 **	42 **	1,1 **	92	81	1,1	30 ***	20 ***	1,5 ***	83	50	1,7	

Pour la liste complète des pays et zones dans chaque région, sous-région et catégorie de pays, voir page 150 ou consulter <data.unicef.org/regionalclassifications>. Il n'est pas recommandé de comparer les données d'éditions consécutives du rapport *La Situation des enfants dans le monde*.

DÉFINITION DES INDICATEURS

Enregistrement des naissances – Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui étaient enregistrés au moment de l'enquête. Le numérateur de cet indicateur comprend les enfants déclarés comme disposant d'un certificat de naissance, qu'il ait été ou non vu par l'enquêteur, et ceux sans certificat de naissance dont la mère (ou la personne qui s'occupe d'eux) affirme que la naissance a été enregistrée.

Personnel soignant qualifié à la naissance – Pourcentage de naissances assistées par des agents de santé qualifiés (médecin, personnel infirmier ou sage-femme).

Prévalence du retard de croissance chez les moins de 5 ans – Pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois dont le poids est inférieur de deux écarts types au poids médian pour leur âge tel qu'il est défini dans les Normes OMS de croissance de l'enfant.

Retard de croissance – Modéré et grave : pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois dont la taille pour l'âge est inférieure de deux écarts types à la taille pour l'âge médiane telle qu'elle est définie dans les Normes OMS de croissance de l'enfant.

Traitement de la diarrhée par les sels de réhydratation orale (SRO) – Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans atteints de diarrhée au cours des deux semaines précédant l'enquête à qui l'on a administré des sels de réhydratation orale (sachets de sels de réhydratation orale, ou SRO liquides pré-conditionnés).

Taux net de fréquentation scolaire dans le primaire – Nombre d'enfants fréquentant l'école primaire ou secondaire ayant l'âge officiel de suivre des études primaires, exprimé en pourcentage du nombre total d'enfants ayant l'âge officiel de suivre des études primaires. En raison de l'inclusion des enfants en âge de fréquenter l'école primaire inscrits à l'école secondaire, cet indicateur est parfois désigné comme étant le taux net ajusté de scolarisation dans l'enseignement primaire.

Connaissances d'ensemble sur le VIH – Pourcentage de jeunes femmes (âgées de 15 à 24 ans) capables d'identifier correctement les deux principales façons de prévenir la transmission sexuelle du VIH (avec un préservatif et en limitant les rapports sexuels à un seul partenaire fidèle et non infecté) et de réfuter les deux idées fausses les plus répandues dans leur communauté sur la transmission du VIH, et qui savent également qu'une personne qui a l'air en bonne santé peut être séropositive au VIH.

Utilisation d'installations sanitaires de base – Pourcentage de la population utilisant des installations sanitaires améliorées non partagées avec d'autres ménages (les installations améliorées comprennent les latrines à chasse d'eau ou installations reliées au réseau d'égouts, les fosses septiques ou les latrines à fosse, les latrines améliorées à fosse autoventilée, les latrines avec dalle, les latrines à compost).

NOTES

- Données non disponibles.
- p Fondé sur de petits dénominateurs (généralement 25–49 cas non pondérés). Aucune donnée basée sur moins de 25 cas non pondérés ne figure ici.
- x Les données portent sur des années ou des périodes autres que celles indiquées dans la colonne de tête. Ces données ne sont pas prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales à l'exception des données 2005–2006 de l'Inde. Les estimations pour les années antérieures à 2000 ne sont pas affichées.
- y Les données diffèrent de la définition standard ou se rapportent seulement à une partie d'un pays. Si ces données font partie de la période de référence notée, elles sont prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales.
- ++ Les changements concernant la définition de l'enregistrement des naissances ont été apportés à partir des deuxième et troisième séries des MICS (MICS2 et MICS3) jusqu'à la quatrième (MICS4). Pour permettre la comparaison avec les séries ultérieures, les données des séries MICS2 et MICS3 sur l'enregistrement des naissances ont été recalculées sur la base de la définition de l'indicateur des MICS4. Les données recalculées présentées ici peuvent donc différer des estimations comprises dans les rapports nationaux des MICS2 et MICS3.
- * Se rapporte à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.
- ** À l'exclusion de la Chine.
- ‡ À l'exclusion de l'Inde.
- r À l'exclusion de la Fédération de Russie.
- N À l'exclusion du Brésil.

SOURCES PRINCIPALES DES DONNÉES

Enregistrement des naissances – Enquêtes démographiques et de santé (EDS), Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS), autres enquêtes nationales et systèmes d'enregistrement de l'état civil.

Personnel soignant qualifié à la naissance – EDS, MICS et autres sources représentatives au plan national.

Retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans – EDS, MICS, autres enquêtes nationales sur les ménages, Organisation mondiale de la Santé (OMS) et UNICEF.

Traitement de la diarrhée par les sels de réhydratation orale (SRO) – EDS, MICS et autres enquêtes nationales sur les ménages.

Taux de fréquentation scolaire dans le primaire – EDS, MICS et autres enquêtes nationales sur les ménages.

Connaissances d'ensemble sur le VIH/sida – Enquêtes sur les indicateurs du sida, EDS, MICS, et autres enquêtes nationales sur les ménages ; STATcompiler du programme d'enquêtes démographiques et de santé, www.statcompiler.com.

Utilisation d'installations sanitaires de base – Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

Les données en italique proviennent de sources plus anciennes par rapport à celles présentées pour les mêmes indicateurs dans d'autres tableaux du rapport.

TABLEAU 11. DISPARITÉS – RICHESSE DES MÉNAGES

Pays et zones	Enregistrement des naissances (%)** 2010–2016*			Personnel soignant qualifié à la naissance (%) 2011–2016*			Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (modéré et grave) ^g (%) 2011–2016*			Traitement des enfants souffrant de diarrhée par les sels de réhydratation orale (SRO) (%) 2011–2016*			Taux net de fréquentation à l'école primaire 2011–2016*			Connaissances d'ensemble sur le VIH (%) femmes 15–24 ans 2011–2016*			Connaissances d'ensemble sur le VIH (%) hommes 15–24 ans 2011–2016*		
	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	proportion plus riches/plus pauvres
Afghanistan	30	70	2,3	24	85	3,6	49	31	1,6	45	42	0,9	59	83	1,4	0	5	23,0	–	–	–
Afrique du Sud	–	–	–	93	99	1,1	36	13	2,9	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Albanie	98 x	99 x	1,0 x	98 x	100 x	1,0 x	27 x	13 x	2,1 x	–	–	–	91	94	1,0	20 x	60 x	3,0 x	10 x	38 x	3,8 x
Algérie	99	100	1,0	95	99	1,0	3	11	0,2	21	31	1,5	96	98	1,0	4	17	3,8	–	–	–
Allemagne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Andorre	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Angola	10	55	5,7	17	90	5,2	47	7	6,8	29	57	1,9	56	95	1,7	8	58	7,3	10	46	4,8
Anguilla	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Antigua-et-Barbuda	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Arabie saoudite	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Argentine	99 y	100 y	1,0 y	–	–	–	–	–	–	26	6	0,2	98	99	1,0	–	54	–	–	–	–
Arménie	98	99	1,0	100	100	1,0	12	6	2,0	–	–	–	99	100	1,0	13	30	2,3	4	23	5,5
Australie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autriche	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Azerbaïdjan	92 x	97 x	1,1 x	90	100	1,1	28	16	1,8	3 x	36 x	13,3 x	67 y	70 y	1,0 y	1 x	12 x	10,3 x	2 x	14 x	6,3 x
Bahamas	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bahreïn	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bangladesh	15	28	1,8	18	74	4,2	50	21	2,4	72	81	1,1	88	93	1,1	2	18	8,9	–	–	–
Barbade	98	99	1,0	–	–	–	8	3	2,4	–	–	–	99	100	1,0	57	66	1,2	–	–	–
Bélarus	–	–	–	100	100	1,0	11 x	2 x	5,3 x	–	–	–	93	93	1,0	55	55	1,0	42	43	1,0
Belgique	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Belize	94	99	1,1	93	99	1,1	26	5	4,8	–	–	–	93	99	1,1	20	53	2,7	–	–	–
Bénin	69	96	1,4	61	91	1,5	46	18	2,6	20	31	1,6	54	92	1,7	15	29	2,0	26	42	1,6
Bhoutan	100	100	1,0	34 x	95 x	2,8 x	41 x	21 x	1,9 x	60 x	56 x	0,9 x	–	–	–	7 x	32 x	4,4 x	–	–	–
Bolivie (État plurinational de)	68 x y	90 x y	1,3 x y	57	99	1,7	32	9	3,5	18	27	1,5	95 x	99 x	1,0 x	5 x	40 x	8,4 x	11 x	45 x	4,3 x
Bosnie-Herzégovine	100 x	99 x	1,0 x	100	100	1,0	10	10	1,0	–	–	–	93	94	1,0	37	44	1,2	38	45	1,2
Botswana	–	–	–	–	–	–	38 x	20 x	1,9 x	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bésil	–	–	–	–	–	–	7 x	3 x	2,1 x	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Brunéi Darussalam	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bulgarie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Burkina Faso	62	95	1,5	68	95	1,4	42 x	19 x	2,3 x	38	47	1,2	31	85	2,8	8 x	37 x	4,4 x	–	–	–
Burundi	64	87	1,4	77	96	1,2	–	–	–	34	38	1,1	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Cabo Verde	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Cambodge	59	87	1,5	75	98	1,3	42	19	2,3	40	27	0,7	86	98	1,1	27	55	2,1	28	63	2,2
Cameroun	38	92	2,4	21	98	4,7	42	15	2,9	9	37	4,3	65	99	1,5	12 x	50 x	4,0 x	–	–	–
Canada	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Chili	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Chine	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Chypre	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Colombie	96	98	1,0	86	99	1,2	19 x	7 x	2,9 x	47 x	61 x	1,3 x	93	96	1,0	15 x	32 x	2,2 x	–	–	–
Comores	85	93	1,1	66	93	1,4	38	22	1,7	39	36	0,9	72	95	1,3	–	–	–	–	–	–
Congo	80	99	1,2	78	99	1,3	35	9	3,7	22	37	1,7	–	–	–	5 x	12 x	2,4 x	12 x	27 x	2,3 x
Costa Rica	99	100	1,0	97	99	1,0	–	–	–	–	–	–	94	98	1,0	20	54	2,7	–	–	–
Côte d'Ivoire	44	90	2,0	35	91	2,6	38	16	2,5	6	24	3,7	62	94	1,5	–	–	–	–	–	–
Croatie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Cuba	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Danemark	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Djibouti	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dominique	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Égypte	99	100	1,0	82	99	1,2	24	23	1,0	27	23	0,9	95	98	1,0	6	14	2,1	2	10	5,8
El Salvador	98	99	1,0	94	99	1,1	24	5	4,5	71	68	1,0	92	99	1,1	17	46	2,8	17	46	2,8
Émirats arabes unis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Équateur	90	96	1,1	99 x	98 x	1,0 x	37	14	2,6	41	64	1,6	97 y	98 y	1,0 y	–	–	–	–	–	–
Érythrée	–	–	–	9 x	90 x	10,5 x	57 x	27 x	2,1 x	42 x	50 x	1,2 x	71 y	96 y	1,3 y	9 x	37 x	4,3 x	21 x	43 x	2,0 x
Espagne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Estonie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
État de Palestine	100	99	1,0	100	99	1,0	8	7	1,1	23	31	1,3	99	99	1,0	5 x	10 x	2,1 x	–	–	–
États-Unis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Éthiopie	1	10	11,9	13	67	5,1	42	27	1,6	32	37	1,2	49 y	82 y	1,7 y	–	–	–	–	–	–
Ex-République yougoslave de Macédoine	99	100	1,0	78	97	1,2	7	2	3,6	–	–	–	96	99	1,0	9 x	45 x	5,0 x	–	–	–
Fédération de Russie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

TABLEAU 11. DISPARITÉS – RICHESSE DES MÉNAGES

Pays et zones	Enregistrement des naissances (%)* 2010–2016*			Personnel soignant qualifié à la naissance (%) 2011–2016*			Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (modéré et grave) ^a (%) 2011–2016*			Traitement des enfants souffrant de diarrhée par les sels de réhydratation orale (SRO) (%) 2011–2016*			Taux net de fréquentation à l'école primaire 2011–2016*			Connaissances d'ensemble sur le VIH (%) femmes 15–24 ans 2011–2016*			Connaissances d'ensemble sur le VIH (%) hommes 15–24 ans 2011–2016*		
	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	proportion plus riches/plus pauvres
Mozambique	42	60	1,4	32	90	2,8	51	24	2,1	41	70	1,7	58	93	1,6	19	44	2,3	20	44	2,2
Myanmar	69	97	1,4	36	97	2,7	38	16	2,4	–	–	–	84	97	1,2	–	–	–	–	–	–
Namibie	83 y	93 y	1,1 y	73	98	1,4	31	9	3,6	64	70	1,1	88	97	1,1	61 x	69 x	1,1 x	55 x	67 x	1,2 x
Nauru	71 x	88 x	1,2 x	97 x	98 x	1,0 x	52 x	18 x	2,9 x	–	–	–	–	–	–	13 x p	10 x p	0,8 x p	–	25 x p	–
Népal	55	58	1,1	34	89	2,6	49	17	3,0	–	–	–	81	82	1,0	26	54	2,1	–	–	–
Nicaragua	–	–	–	42 x	99 x	2,4 x	35 x	6 x	6,0 x	53 x	64 x	1,2 x	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Niger	50	89	1,8	12	71	6,0	47	35	1,4	34	49	1,4	35	81	2,3	6	30	5,0	6	42	7,2
Nigéria	7 y	65 y	9,7 y	5	81	15,6	54	18	3,0	20	53	2,6	28	95	3,3	15	33	2,2	23	43	1,9
Nioué	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	100	100	1,0	–	–	–	–	–	–
Norvège	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nouvelle-Zélande	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Oman	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Ouganda	27	44	1,6	43	88	2,0	32	17	1,9	48	53	1,1	79	92	1,2	20 x p	47 x	2,3 x	28 x	47 x	1,6 x
Ouzbékistan	100 x	100 x	1,0 x	99 x	100 x	1,0 x	21 x	15 x	1,4 x	27 x	19 x	0,7 x	–	–	–	25 x	33 x	1,3 x	–	–	–
Pakistan	5	71	14,3	30	85	2,9	62	23	2,7	34	48	1,4	39	87	2,2	–	–	–	–	–	–
Palaos	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Panama	90	97	1,1	72	100	1,4	–	–	–	–	–	–	96	97	1,0	–	–	–	–	–	–
Papouasie-Nouvelle-Guinée	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Paraguay	67 y	89 y	1,3 y	–	–	–	28	13	2,2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Pays-Bas	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Pérou	95 y	99 y	1,0 y	71	100	1,4	32	3	11,3	23	44	1,9	92 y	92 y	1,0 y	–	–	–	–	–	–
Philippines	–	–	–	42	96	2,3	49	15	3,3	–	–	–	79 x	92 x	1,2 x	14 x	26 x	1,8 x	–	–	–
Pologne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Portugal	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Qatar	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
République arabe syrienne	93 x	99 x	1,1 x	75 x	99 x	1,3 x	35 x	25 x	1,4 x	46 x	59 x	1,3 x	92 x	99 x	1,1 x	4 x	10 x	2,9 x	–	–	–
République centrafricaine	46	85	1,8	18 x	79 x	4,3 x	45	30	1,5	11 x	28 x	2,5 x	57	90	1,6	12 x	21 x	1,7 x	19 x	29 x	1,5 x
République de Corée	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
République de Moldova	99	100	1,0	98	99	1,0	11	3	4,2	–	–	–	98	99	1,0	14	47	3,3	13	40	3,1
République démocratique du Congo	16	38	2,4	66	98	1,5	50	23	2,2	31	42	1,4	79	94	1,2	8 x	24 x	2,8 x	–	–	–
République démocratique populaire lao	66	93	1,4	11	90	8,5	61	20	3,1	35	69	2,0	71	97	1,4	6	41	6,5	12	43	3,6
République dominicaine	73	98	1,4	96	99	1,0	11	4	2,9	43	57	1,3	91	98	1,1	34	55	1,6	–	–	–
République populaire démocratique de Corée	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
République tchèque	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
République-Unie de Tanzanie	8	65	8,5	42	95	2,3	40	19	2,1	40	45	1,1	63	95	1,5	39 x p	55 x	1,4 x	34 x	56 x	1,7 x
Roumanie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Royaume-Uni	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Rwanda	43	64	1,5	84	97	1,2	49	21	2,3	22	37	1,7	88	97	1,1	–	–	–	–	–	–
Saint-Kitts-et-Nevis	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Saint-Marin	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Saint-Siège	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Saint-Vincent-et-les Grenadines	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Sainte-Lucie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	98	100	1,0	–	–	–	–	–	–
Samoa	47	77	1,6	72	94	1,3	6	3	2,3	–	–	–	85 y	91 y	1,1 y	3 x	3 x	1,0 x	3 x	9 x	2,7 x
Sao Tomé-et-Principe	88	100	1,1	85	98	1,1	26	7	3,8	–	–	–	92	96	1,1	39	51	1,3	38	56	1,5
Sénégal	44	93	2,1	29	81	2,8	28	10	2,8	28	23	0,8	43	78	1,8	–	–	–	–	–	–
Serbie	97	100	1,0	98	95	1,0	14	4	3,3	–	–	–	97	100	1,0	28 x	69 x	2,4 x	28 x	66 x	2,4 x
Seychelles	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Sierra Leone	77	80	1,0	51	84	1,6	43	28	1,5	87	88	1,0	62	92	1,5	14 x	36 x	2,6 x	–	–	–
Singapour	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Slovaquie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Slovénie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Somalie	1 x	7 x	6,6 x	1 x	27 x	27,1 x	52 x	25 x	2,0 x	7 x	31 x	4,8 x	4 x	50 x	13,2 x	1 x	8 x	13,5 x	–	–	–
Soudan	37	98	2,6	48	99	2,1	44	21	2,1	16	21	1,3	48	94	1,9	2	19	8,7	–	–	–
Soudan du Sud	21	57	2,7	8 x	41 x	5,1 x	31 x	27 x	1,2 x	27 x	52 x	1,9 x	10	50	5,1	3 x	18 x	6,1 x	–	–	–
Sri Lanka	97 x	98 x	1,0 x	97 x	99 x	1,0 x	19	10	2,0	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Suède	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Suisse	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Suriname	98	100	1,0	83 x	94 x	1,1 x	13 x	6 x	2,4 x	–	–	–	92	97	1,1	26 x	52 x	2,0 x	–	–	–
Swaziland	39	78	2,0	76	95	1,2	30	9	3,3	–	–	–	97	98	1,0	38	54	1,4	40	69	1,7

Pays et zones	Enregistrement des naissances (%)** 2011–2016*			Personnel soignant qualifié à la naissance (%) 2011–2016*			Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (modéré et grave)® (%) 2011–2016*			Traitement des enfants souffrant de diarrhée par les sels de réhydratation orale (SRO)® (%) 2011–2016*			Taux net de fréquentation à l'école primaire 2011–2016*			Connaissances d'ensemble sur le VIH (%) femmes 15–24 ans 2011–2016*			Connaissances d'ensemble sur le VIH (%) hommes 15–24 ans 2011–2016*		
	20 % plus pauvres	20 % plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % plus pauvres	20 % plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % plus pauvres	20 % plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % plus pauvres	20 % plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % plus pauvres	20 % plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % plus pauvres	20 % plus riches	proportion plus riches/plus pauvres	20 % plus pauvres	20 % plus riches	proportion plus riches/plus pauvres
Tadjikistan	86	90	1,0	74	96	1,3	32	21	1,5	53	62	1,2	85	88	1,0	–	–	–	–	–	–
Tchad	6	39	6,5	11	58	5,3	41	32	1,3	14	30	2,2	44	76	1,7	6 x	18 x	2,9 x	–	–	–
Thaïlande	100 y	100 y	1,0 y	98	100	1,0	13	12	1,1	78	81	1,0	92	97	1,1	42	53	1,3	37	53	1,4
Timor-Leste	50	56	1,1	10 x	69 x	6,9 x	59	39	1,5	70 x	71 x	1,0 x	60	84	1,4	9 x	16 x	1,8 x	11 x	35 x	3,0 x
Togo	67	97	1,5	11	87	8,1	33	11	3,2	28	25	0,9	80	97	1,2	18 x	42 x	2,3 x	20 x	55 x	2,7 x
Tokelau	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Tonga	92	96	1,1	93	97	1,0	7	10	0,7	–	–	–	94 y	94 y	1,0 y	11	16	1,4	13	14	1,1
Trinité-et-Tobago	96 x	99 x	1,0 x	98 x	99 x	1,0 x	–	–	–	–	–	–	95	98	1,0	48 x	62 x	1,3 x	–	–	–
Tunisie	98	100	1,0	63	89	1,4	16	8	2,0	–	–	–	96	99	1,0	10 p	29	2,8	–	–	–
Turkménistan	100	99	1,0	100	100	1,0	16	11	1,4	–	–	–	98	98	1,0	17 p	32	1,9	–	–	–
Turquie	98 y	99 y	1,0 y	91	100	1,1	18	4	4,3	–	–	–	92	96	1,0	–	–	–	–	–	–
Tuvalu	39 x	71 x	1,8 x	95 x	90 x	1,0 x	8 x	13 x	0,6 x	–	–	–	99 x y	100 x y	1,0 x y	34 x p	39 x	1,2 x	–	67 x p	–
Ukraine	100	99	1,0	99	100	1,0	–	–	–	–	–	–	100	100	1,0	41 p	53	1,3	40	54	1,3
Uruguay	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	97	98	1,0	–	–	–	–	–	–
Vanuatu	33 y	59 y	1,8 y	77	95	1,2	40	16	2,4	–	–	–	75 y	80 y	1,1 y	9 x	23 x	2,7 x	–	–	–
Venezuela (République bolivarienne du)	–	–	–	99	93	0,9	–	–	–	–	–	–	86	99	1,2	–	–	–	–	–	–
Viet Nam	91	98	1,1	73	100	1,4	41	6	6,7	–	–	–	94	98	1,0	30	65	2,2	–	–	–
Yémen	17	56	3,3	19	81	4,2	59	26	2,3	27	21	0,8	56	90	1,6	0 x	4 x	– x	–	–	–
Zambie	5	29	6,0	45	94	2,1	47	28	1,7	59	68	1,1	75	97	1,3	24 x	48 x	2,0 x	24 x	51 x	2,1 x
Zimbabwe	24	79	3,3	62	96	1,6	33	17	2,0	30	44	1,5	91	100	1,1	47	65	1,4	43	67	1,6

DONNÉES CONSOLIDÉES

Asie de l'Est et Pacifique	59 **	92 **	1,6 **	60 **	98 **	1,6 **	44 **	20 **	2,2 **	–	–	–	95 **	99 **	1,0 **	–	–	–	–	–	–
Europe et Asie centrale	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Europe de l'Est et Asie centrale	98	98	1,0	93	99	1,1	18 r	8 r	2,4 r	–	–	–	94	96	1,0	–	–	–	–	–	–
Europe de l'Ouest	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Amérique latine et Caraïbes	88	98	1,1	80	98	1,2	30 N	7 N	4,3 N	–	–	–	94	97	1,0	–	–	–	–	–	–
Moyen-Orient et Afrique du Nord	88	94	1,1	72	96	1,3	24	15	1,6	23	24	1,0	86	97	1,1	–	–	–	–	–	–
Amérique du Nord	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Asie du Sud	45	78	1,7	53	91	1,7	52	22	2,0	37	49	1,3	67	94	1,4	5 †	21 †	4,1 †	–	–	–
Afrique subsaharienne	27	63	2,3	34	87	2,6	44	19	2,3	31	45	1,5	54	91	1,7	–	–	–	–	–	–
Afrique de l'Est et australe	27	55	2,1	40	87	2,2	42	19	2,2	37	46	1,2	63	90	1,4	–	–	–	–	–	–
Afrique de l'Ouest et centrale	28	70	2,5	28	86	3,1	46	19	2,4	25	45	1,8	46	91	2,0	14	34	2,4	–	–	–
Pays les moins avancés	30	56	1,9	36	85	2,4	45	21	2,1	39	47	1,2	64	89	1,4	–	–	–	–	–	–
Monde	56 **	82 **	1,5 **	51 **	91 **	1,8 **	44	19	2,2	34 **	45 **	1,3 **	70 **	94 **	1,3 **	–	–	–	–	–	–

Pour la liste complète des pays et zones dans chaque région, sous-région et catégorie de pays, voir page 150 ou consulter <data.unicef.org/regionalclassifications>.

Il n'est pas recommandé de comparer les données d'éditions consécutives du rapport *La Situation des enfants dans le monde*.

DÉFINITION DES INDICATEURS

Enregistrement des naissances – Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui étaient enregistrés au moment de l'enquête. Le numérateur de cet indicateur comprend les enfants déclarés comme disposant d'un certificat de naissance, qu'il ait été ou non vu par l'enquêteur, et ceux sans certificat de naissance dont la mère (ou la personne qui s'occupe d'eux) affirme que la naissance a été enregistrée.

Personnel soignant qualifié à la naissance – Pourcentage de naissances assistées par des agents de santé qualifiés (médecin, personnel infirmier ou sage-femme).

Prévalence du retard de croissance chez les moins de 5 ans – Pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois dont le poids est inférieur de deux écarts types au poids médian pour leur âge tel qu'il est défini dans les Normes OMS de croissance de l'enfant.

Retard de croissance – Modéré et grave : pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois dont la taille pour l'âge est inférieure de deux écarts types à la taille pour l'âge médiane telle qu'elle est définie dans les Normes OMS de croissance de l'enfant.

Traitement de la diarrhée par les sels de réhydratation orale (SRO) – Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans atteints de diarrhée au

cours des deux semaines précédant l'enquête à qui l'on a administré des sels de réhydratation orale (sachets de sels de réhydratation orale, ou SRO liquides pré-conditionnés).

Taux net de fréquentation scolaire dans le primaire – Nombre d'enfants fréquentant l'école primaire ou secondaire ayant l'âge officiel de suivre des études primaires, exprimé en pourcentage du nombre total d'enfants ayant l'âge officiel de suivre des études primaires. En raison de l'inclusion des enfants en âge de fréquenter l'école primaire inscrits à l'école secondaire, cet indicateur est parfois désigné comme étant le taux net ajusté de scolarisation dans l'enseignement primaire.

Connaissances d'ensemble sur le VIH – Pourcentage de jeunes hommes et femmes (âgés de 15 à 24 ans) capables d'identifier correctement les deux principales façons de prévenir la transmission sexuelle du VIH (avec un préservatif et en limitant les rapports sexuels à un seul partenaire fidèle et non infecté) et de réfuter les deux idées fausses les plus répandues dans leur communauté sur la transmission du VIH et qui savent également qu'une personne qui a l'air en bonne santé peut être infectée par le VIH.

Traitement de la diarrhée par les sels de réhydratation orale (SRO) – EDS, MICS et autres enquêtes nationales sur les ménages.

Taux de fréquentation scolaire dans le primaire – EDS, MICS et autres enquêtes nationales sur les ménages.

Connaissances d'ensemble sur le VIH/sida – Enquêtes sur les indicateurs du sida, EDS, MICS, et autres enquêtes nationales sur les ménages ; STAI/Compiler du programme d'enquêtes démographiques et de santé, www.staicompile.com.

NOTES

- Données non disponibles.
- p Fondé sur de petits dénominateurs (généralement 25–49 cas non pondérés). Aucune donnée basée sur moins de 25 cas non pondérés ne figure ici.
- x Les données portent sur des années ou des périodes autres que celles indiquées dans la colonne de tête. Ces données ne sont pas prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales à l'exception des données 2005–2006 de l'Inde. Les estimations pour les années antérieures à 2000 ne sont pas affichées.
- y Les données diffèrent de la définition standard ou se rapportent seulement à une partie d'un pays. Si ces données font partie de la période de référence notée, elles sont prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales.
- ++ Les changements concernant la définition de l'enregistrement des naissances ont été apportés à partir des deuxième et troisième séries des MICS (MICS2 et MICS3) jusqu'à la quatrième (MICS4). Pour permettre la comparaison avec les séries ultérieures, les données des séries MICS2 et MICS3 sur l'enregistrement des naissances ont été recalculées sur la base de la définition de l'indicateur des MICS4. Les données recalculées présentées ici peuvent donc différer des estimations comprises dans les rapports nationaux des MICS2 et MICS3.
- θ Les moyennes régionales et mondiales pour le retard de croissance (modéré et grave), sont estimées grâce à des modélisations statistiques des données issues des estimations communes de l'UNICEF/OMS/Groupe de la Banque mondiale sur la malnutrition infantile, révision de mai 2017. Pour de plus amples informations : <data.unicef.org/malnutrition>. Les décompositions pour le retard de croissance (modéré et grave) sont pondérées en fonction de la population, ce qui signifie qu'elles s'appuient sur les estimations les plus récentes pour chaque pays disposant de données entre 2011 et 2016. Les décompositions peuvent donc ne pas coïncider avec les estimations totales aux niveaux régional et mondial.
- * Se rapporte à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.
- ** À l'exclusion de la Chine.
- † À l'exclusion de l'Inde.
- r À l'exclusion de la Fédération de Russie.
- N À l'exclusion du Brésil.

Les données en italique proviennent de sources plus anciennes par rapport à celles présentées pour les mêmes indicateurs dans d'autres tableaux du rapport.

TABLEAU 12. DÉVELOPPEMENT DU JEUNE ENFANT

Pays et zones	Fréquentation de programmes éducatifs de développement du jeune enfant 2005-2016*					Soutien des adultes à l'apprentissage** 2005-2016*					Soutien du père à l'apprentissage** 2005-2016*	Matériel d'apprentissage au domicile de l'enfant 2005-2016*					Enfants ne bénéficiant pas de supervision adéquate 2005-2016*					
	total	garçons	filles	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	total	garçons	filles	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches		Livres pour enfants			Jouets**		total	garçons	filles	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	
												total	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	total	20 % les plus pauvres						20 % les plus riches
Afghanistan	1	1	1	0	4	73	74	73	72	80	62 y	2	1	5	53	52	57	40	42	39	43	27
Afrique du Sud	48 y	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Albanie	40	39	42	26	60	86	85	87	68	96	53 y	32	16	52	53	57	48	13	14	11	9	16
Algérie	17	17	16	7	31	78	79	78	64	92	79 y	11	3	23	35	32	36	6	6	5	6	6
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Andorre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Angola	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Anguilla	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Antigua-et-Barbuda	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arabie saoudite	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	63	61	66	46	85	84	83	85	73	95	57 y	61	40	83	61	58	63	8	9	8	10	5
Arménie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Australie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autriche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Azerbaïdjan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bahamas	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bahreïn	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bangladesh	13	13	14	12	18	78	78	78	64	94	10	9	2	23	60	57	60	12	11	12	14	12
Barbade	90	88	91	90 p	97 p	97	97	97	100 p	100 p	46 y	85	83	89	76	68	77	1	2	1	0	3
Bélarus	88	86	89	75	91	96	94	97	90	99	68 y	92	83	96	79	77	79	4	4	4	4	5
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belize	55	52	58	29	72	88	89	86	80	94	24	44	23	73	68	70	66	13	15	11	15	11
Bénin	13	13	14	2	38	28	28	27	18	48	5	1	0	6	48	39	65	34	35	34	39	25
Bhoutan	10	10	10	3	27	54	52	57	40	73	51 y	6	1	24	52	36	60	14	13	15	17	7
Bolivie (État plurinational de)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bosnie-Herzégovine	13	12	14	2	31	95	95	96	87	100	76 y	56	39	73	56	58	60	2	2	2	3	1
Botswana	18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brésil	70 y	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brunéi Darussalam	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bulgarie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Burkina Faso	3 y	3 y	3 y	-	-	14	14	14	12	26	24 y	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Burundi	5	5	5	4	10	34	35	34	32	38	20 y	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cabo Verde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cambodge	15 y	12 y	17 y	7 y	38 y	59 y	57 y	62 y	48 y	73 y	9 y	4 y	1 y	12 y	34 y	20 y	53 y	10 y	10 y	10 y	16 y	4 y
Cameroun	28	27	29	2	66	44	45	44	50	52	4	4	0	17	53	47	65	34	34	35	52	23
Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chili	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chypre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Colombie	37 y	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comores	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Congo	36	-	-	-	-	59	-	-	-	-	6	3	-	-	51	-	-	42	-	-	-	-
Costa Rica	18	17	18	8	40	68	69	66	54	88	52 y	37	13	70	73	68	74	4	4	4	6	3
Côte d'Ivoire	5	5	5	1	15	50	50	51	55	57	40 y	5	3	13	39	44	35	59	60	58	62	51
Croatie	74 y	75 y	73 y	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cuba	76	75	77	-	-	89	89	90	-	-	18	48	-	-	78	-	-	4	4	4	-	-
Danemark	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Djibouti	14	12	16	-	-	37 y	38 y	35 y	-	-	28 y	15	-	-	24	-	-	8	8	8	-	-
Dominique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Égypte	47 y	48 y	47 y	34 y	50 y	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	4	4	7	2
El Salvador	25	24	26	19	44	59	57	62	45	78	8	18	6	44	62	62	58	4	4	3	4	4
Émirats arabes unis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Équateur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Érythrée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Estonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
État de Palestine	26	27	26	21	38	78	77	78	69	87	12	20	13	31	69	64	72	14	14	15	15	12
États-Unis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Éthiopie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ex-République yougoslave de Macédoine	30	-	-	-	-	92	92	91	81	96	71 y	52	18	81	71	70	79	5	5	5	11	1
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fidji	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Finlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 12. DÉVELOPPEMENT DU JEUNE ENFANT

Pays et zones	Fréquentation de programmes éducatifs de développement du jeune enfant 2005-2016*					Soutien des adultes à l'apprentissage** 2005-2016*					Soutien du père à l'apprentissage** 2005-2016*	Matériel d'apprentissage au domicile de l'enfant 2005-2016*						Enfants ne bénéficiant pas de supervision adéquate 2005-2016*				
	total	garçons	filles	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	total	garçons	filles	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches		Livres pour enfants			Jouets**			total	garçons	filles	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches
												total	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	total	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches					
Népal	51	52	49	41	84	67	70	64	51	90	10	5	1	16	59	60	60	21	20	21	30	12
Nicaragua	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Niger	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nigéria	43	42	43	10	84	65	66	64	48	89	37 y	6	0	19	38	29	48	40	40	40	40	34
Nioué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Norvège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oman	29	28	31	-	-	81	78	84	-	-	22	25	-	-	75	-	-	45	44	45	-	-
Ouganda	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouzbékistan	21 y	21 y	21 y	-	-	91	91	90	83	95	54 y	43	32	59	67	74	62	5	5	5	6	7
Pakistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Palaos	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Panama	37	38	35	28	67	74	73	74	55	89	45 y	26	7	59	69	67	68	3	3	2	6	1
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paraguay	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays-Bas	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pérou	77 y	76 y	79 y	70 y	90 y	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Philippines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Qatar	41	41	41	-	-	88	89	88	-	-	85 y	40	-	-	55	-	-	12	12	11	-	-
République arabe syrienne	8	8	7	4	18	70	70	69	52	84	62 y	30	12	53	52	52	51	17	17	17	22	15
République centrafricaine	5	5	6	2	17	74	74	74	70	78	42 y	1	0	3	49	41	51	61	60	62	58	60
République de Corée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République de Moldova	71	74	67	50	88	89	86	92	81	95	47 y	68	33	87	68	75	69	6	6	6	9	5
République démocratique du Congo	7 y	7 y	7 y	1 y	20 y	52 y	55 y	48 y	45 y	64 y	4 y	1 y	0 y	2 y	27 y	18 y	49 y	49 y	50 y	48 y	57 y	29 y
République démocratique populaire lao	23	21	25	5	73	57	58	57	42	87	52 y	5	1	24	41	29	50	14	15	13	20	8
République dominicaine	40	39	40	16	72	58	58	59	38	73	6	10	2	28	57	57	58	5	5	5	7	3
République populaire démocratique de Corée	98	98	97	-	-	91	88	93	-	-	75 y	79	-	-	47	-	-	17	17	16	-	-
République tchèque	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République-Unie de Tanzanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Roumanie	82 y	82 y	83 y	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rwanda	13 y	12 y	14 y	3 y	45 y	49 y	49 y	49 y	36 y	66 y	3 y	1 y	0 y	3 y	30 y	21 y	41 y	35 y	35 y	35 y	38 y	21 y
Saint-Kitts-et-Nevis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Marin	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Siège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-les Grenadines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	85	87	84	-	-	93	89	96	-	-	50 y	68	-	-	59	-	-	5	5	5	-	-
Samoa	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	36	34	39	21	63	63	63	63	48	74	3	6	1	20	65	65	57	16	17	14	26	8
Sénégal	35 y	35 y	34 y	12 y	68 y	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Serbie	50	52	49	9	82	96	95	96	87	98	37	72	44	83	75	78	76	1	2	1	3	2
Seychelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	14	13	15	5	42	54	53	55	45	79	42 y	2	0	10	35	24	50	32	33	32	29	28
Singapour	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Slovaquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Slovénie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somalie	2	2	2	1	6	79	80	79	76	85	48 y	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soudan	22	22	23	7	59	-	-	-	-	-	-	2	0	7	46	36	55	-	-	-	-	-
Soudan du Sud	6	6	6	2	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sri Lanka	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suède	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suisse	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suriname	34	33	35	16	63	73	71	75	56	91	26 y	25	4	61	59	61	60	7	7	7	9	8
Swaziland	30	26	33	28	48	39	33	44	25	59	2	6	2	19	67	56	78	17	16	17	18	15
Tadjikistan	6	-	-	-	-	74	73	74	56	86	23 y	17	4	33	46	43	44	13	13	12	15	11
Tchad	3 y	3 y	3 y	1 y	11 y	47 y	48 y	46 y	41 y	51 y	20 y	1 y	1 y	2 y	41 y	33 y	52 y	47 y	50 y	45 y	43 y	46 y
Thaïlande	85	84	85	86	84	93	93	92	87	98	34	41	23	73	76	81	67	2	6	6	8	3
Timor-Leste	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Togo	26 y	26 y	26 y	15 y	52 y	25 y	25 y	25 y	20 y	42 y	21 y	1 y	0 y	3 y	34 y	22 y	48 y	29 y	26 y	33 y	36 y	26 y
Tokelau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Pays et zones	Fréquentation de programmes éducatifs de développement du jeune enfant 2005–2016*					Soutien des adultes à l'apprentissage** 2005–2016*					Soutien du père à l'apprentissage** 2005–2016*	Matériel d'apprentissage au domicile de l'enfant 2005–2016*						Enfants ne bénéficiant pas de supervision adéquate 2005–2016*				
	total	garçons	filles	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	total	garçons	filles	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches		Livres pour enfants			Jouets**			total	garçons	filles	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches
												total	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches	total	20 % les plus pauvres	20 % les plus riches					
Tonga	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Trinité-et-Tobago	75	74	76	65	87	98	98	98	96	100	63 y	81	66	93	65	63	72	1	1	1	2	0
Tunisie	44	42	47	13	81	71	68	74	44	90	71 y	18	3	40	53	46	56	13	13	14	18	9
Turkménistan	43	43	43	17	81	94	94	95	92	98	15	48	30	66	53	59	56	1	0	1	1	1
Turquie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Tuvalu	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Ukraine	52	54	50	30	68	98	97	98	95	99	71 y	91	92	92	52	61	51	7	6	7	11	5
Uruguay	81	83	80	–	–	93	94	91	–	–	66 y	59	–	–	75	–	–	3	3	3	–	–
Vanuatu	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Venezuela (République bolivarienne du)	66 y	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Viet Nam	71	74	69	53	86	76	76	76	52	96	15	26	6	58	52	44	54	7	6	8	14	2
Yémen	3	3	3	0	8	33	34	32	16	56	37 y	10	4	31	49	45	49	34	36	33	46	22
Zambie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Zimbabwe	22	20	23	17	34	43	43	43	35	59	3	3	1	12	62	48	74	19	19	18	25	7

DONNÉES CONSOLIDÉES

Asie de l'Est et Pacifique	37 **	37 **	37 **	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Europe et Asie centrale	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Europe de l'Est et Asie centrale	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Europe de l'Ouest	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Amérique latine et Caraïbes	61	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Moyen-Orient et Afrique du Nord	26	25	26	15	37	61	61	61	–	–	58	19	–	–	45	–	–	11	12	11	14	8
Amérique du Nord	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Asie du Sud	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Afrique subsaharienne	27	25	26	8	54	53	53	52	44	69	23	3	0	12	39	–	–	39	–	–	–	–
Afrique de l'Est et australe	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Afrique de l'Ouest et centrale	27	27	28	8	58	54	55	53	44	72	24	4	0	13	38	30	50	41	41	41	44	32
Pays les moins avancés	13	13	14	7	29	55	56	55	47	69	17	4	1	11	47	40	57	31	–	–	–	–
Monde	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

Pour la liste complète des pays et zones dans chaque région, sous-région et catégorie de pays, voir page 150 ou consulter <data.unicef.org/regionalclassifications>.

Il n'est pas recommandé de comparer les données d'éditions consécutives du rapport *La Situation des enfants dans le monde*.

DÉFINITION DES INDICATEURS

Fréquentation de programmes éducatifs de développement du jeune enfant – Pourcentage d'enfants âgés de 36 à 59 mois qui fréquentent un programme éducatif de développement du jeune enfant.

Soutien des adultes à l'apprentissage – Pourcentage d'enfants âgés de 36 à 59 mois qui ont bénéficié du soutien d'un adulte pour quatre au moins des activités suivantes visant à promouvoir l'apprentissage ou la préparation à la scolarité au cours des trois jours précédant l'enquête : a) lire des livres à l'enfant, b) raconter des histoires à l'enfant, c) chanter des chansons à l'enfant, d) emmener l'enfant en promenade, e) jouer avec l'enfant, f) désigner des objets, les compter ou les dessiner avec l'enfant.

Soutien du père à l'apprentissage – Pourcentage d'enfants âgés de 36 à 59 mois dont le père contribue à au moins quatre des activités suivantes afin de promouvoir l'apprentissage et la préparation à la scolarité au cours des trois jours précédant l'enquête : a) lire des livres à l'enfant, b) raconter des histoires à l'enfant, c) chanter des chansons à l'enfant, d) emmener l'enfant en promenade, e) jouer avec l'enfant, f) désigner des objets, les compter ou les dessiner avec l'enfant.

Matériel d'apprentissage au domicile de l'enfant : livres pour

enfants – Pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois qui possèdent au moins trois livres pour enfants.

Matériel d'apprentissage au domicile de l'enfant : jouets – Pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois qui possèdent au moins deux des jouets suivants : objets usuels ou objets trouvés dehors (bâtons, pierres, animaux, coquillages, feuilles d'arbres, etc.), jouets artisanaux ou achetés dans un magasin.

Enfants ne bénéficiant pas de supervision adéquate – Pourcentage d'enfants âgés de 0 à 59 mois laissés seuls ou sous la surveillance d'un autre enfant de moins de 10 ans pendant plus d'une heure au cours de la semaine qui a précédé l'enquête.

NOTES

– Données non disponibles.

p Fondé sur de petits dénominateurs (généralement 25–49 cas non pondérés). Aucune donnée basée sur moins de 25 cas non pondérés ne figure ici.

y Les données diffèrent de la définition standard ou se rapportent seulement à une partie d'un pays. Si ces données font partie de la période de référence notée, elles sont prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales.

++ Les changements concernant la définition des indicateurs de développement du jeune enfant ont été apportés entre le troisième et quatrième tour des MICS

(MICS3 et MICS4). Afin de garantir la comparabilité avec la MICS4, les données de la MICS3 relatives au soutien apporté par les adultes à l'apprentissage, le soutien du père à l'apprentissage et le matériel d'apprentissage au domicile de l'enfant (jouets) ont été recalculées conformément aux définitions des indicateurs de la MICS4. Par conséquent, les données recalculées ici diffèrent des estimations figurant dans les rapports nationaux de la MICS3.

* Se rapporte à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.

SOURCES PRINCIPALES DES DONNÉES

Fréquentation de programmes éducatifs de développement du jeune enfant – Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS), Enquêtes démographiques et de santé (EDS) et autres enquêtes nationales.

Soutien des adultes à l'apprentissage – EDS, MICS et autres enquêtes nationales.

Soutien du père à l'apprentissage – EDS, MICS et autres enquêtes nationales.

Matériel d'apprentissage au domicile de l'enfant : Livres pour enfants – MICS, EDS et autres enquêtes nationales.

Matériel d'apprentissage au domicile de l'enfant : Jouets – MICS, EDS et autres enquêtes nationales.

Enfants ne bénéficiant pas de supervision adéquate – EDS, MICS et autres enquêtes nationales.

TABLEAU 13. INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Pays et zones	Population en dessous du seuil international de pauvreté de 1,90 dollar É.-U. par jour (%)	Pauvreté monétaire nationale des enfants (%) ^y	Apport d'APD en millions de dollars É.-U.	Apport d'APD en % du RNB du pays bénéficiaire	Part du revenu des ménages (% , 2009-2013*)	
	2010-2014*	2010-2016*	2015	2015	40 % les plus pauvres	20 % les plus riches
Afghanistan	–	–	4 239	21	–	–
Afrique du Sud	17	56	1 421	0	7	69
Albanie	1	–	334	3	22	38
Algérie	–	–	88	0	–	–
Allemagne	–	–	–	–	22	39
Andorre	–	–	–	–	–	–
Angola	30 x	–	380	0	15 x	49 x
Anguilla	–	–	–	–	–	–
Antigua-et-Barbuda	–	24 x	1	0	–	–
Arabie saoudite	–	–	–	–	–	–
Argentine	2	–	-23	0	15	47
Arménie	2	34	348	3	21	40
Australie	–	–	–	–	19	42
Autriche	–	–	–	–	21	38
Azerbaïdjan	1 x	5	70	0	21 x	41 x
Bahamas	–	–	–	–	–	–
Bahreïn	–	–	–	–	–	–
Bangladesh	19	–	2 570	1	21	42
Barbade	–	32	–	–	–	–
Bélarus	0	9	105	0	24	36
Belgique	–	–	–	–	23	36
Belize	14 x	–	27	2	11 x	58 x
Bénin	53	–	430	5	16	51
Bhoutan	2	–	97	5	18	46
Bolivie (État plurinational de)	7	–	787	2	12	52
Bosnie-Herzégovine	0	–	355	2	19	41
Botswana	18 x	26	66	0	9	65
Brésil	4	–	999	0	11	57
Brunéi Darussalam	–	–	–	–	–	–
Bulgarie	2	25	–	–	18	43
Burkina Faso	44	–	997	9	17	47
Burundi	78 x	55	367	12	21 x	43 x
Cabo Verde	8 x	–	153	10	14 x	53 x
Cambodge	2	–	677	4	22	40
Cameroun	24	–	664	2	15 x	49 x
Canada	–	–	–	–	20	41
Chili	1	18	50	0	13	57
Chine	2	7 y	-332	0	15	48
Chypre	–	–	–	–	20	43
Colombie	6	–	1 347	0	11	58
Comores	14 x	–	66	12	11 x	61 x
Congo	37	54 x	89	1	12	54
Costa Rica	2	–	109	0	12	54
Côte d'Ivoire	29 x	–	653	2	–	–
Croatie	1	21	–	–	20	40
Cuba	–	–	553	–	–	–
Danemark	–	–	–	–	23	38
Djibouti	23	–	170	–	15	50
Dominique	–	38 x	11	2	–	–
Égypte	–	29	2 488	1	–	–
El Salvador	3	44	88	0	15	50
Émirats arabes unis	–	–	–	–	–	–
Équateur	4	–	311	0	13	53
Érythrée	–	–	92	–	–	–
Espagne	–	–	–	–	18	42
Estonie	1	–	–	–	20	41
État de Palestine	0 x	–	1 873	13	20	43
États-Unis	–	–	–	–	15	46
Éthiopie	34	–	3 234	5	21	42
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 x	29	214	2	15 x	50 x
Fédération de Russie	0	–	–	–	16	48
Fidji	4 x	–	102	2	16 x	50 x
Finlande	–	–	–	–	23	37

Pays et zones	Population en dessous du seuil international de pauvreté de 1,90 dollar É.-U. par jour (%)	Pauvreté monétaire nationale des enfants (%) ^w	Apport d'APD en millions de dollars É.-U.	Apport d'APD en % du RNB du pays bénéficiaire	Part du revenu des ménages (%; 2009–2013*)	
	2010–2014*	2010–2016*	2015	2015	40 % les plus pauvres	20 % les plus riches
France	–	–	–	–	20	41
Gabon	8 x	–	99	1	16 x	49 x
Gambie	45 x	–	108	12	14 x	53 x
Géorgie	10	27	448	3	16	46
Ghana	25 x	–	1 768	5	15 x	49 x
Grèce	–	–	–	–	17	42
Grenade	–	51 x	23	2	–	–
Guatemala	9	68	408	1	12	57
Guinée	35	–	538	9	20	42
Guinée-Bissau	67	–	95	9	13	57
Guinée équatoriale	–	–	8	0	–	–
Guyana	14 x	–	31	1	14 x	50 x
Haïti	54	–	1 043	12	8	64
Honduras	16	74	537	3	10	58
Hongrie	0	–	–	–	21	39
Îles Cook	–	–	–	–	–	–
Îles Marshall	–	–	57	24	–	–
Îles Salomon	46 x	–	190	17	14 x	52 x
Îles Turques-et-Caïques	–	26	–	–	–	–
Îles Vierges britanniques	–	29 x	–	–	–	–
Inde	21	–	3 163	0	20	44
Indonésie	8	17 x	-43	0	18	47
Iran (République islamique d')	0	–	111	–	18	45
Iraq	–	–	1 485	1	–	–
Irlande	–	–	–	–	20	41
Islande	–	–	–	–	23	36
Israël	–	–	–	–	14	47
Italie	–	–	–	–	19	42
Jamaïque	2 x	–	57	0	15 x	52 x
Japon	–	–	–	–	20 x	40 x
Jordanie	–	19	2 150	6	–	–
Kazakhstan	0	45	83	0	24	36
Kenya	34 x	–	2 474	4	13 x	54 x
Kirghizistan	1	46	769	12	23	38
Kiribati	14 x	–	65	19	18 x	44 x
Koweït	–	–	–	–	–	–
Lesotho	60	–	83	3	10	58
Lettonie	1	–	–	–	19	42
Liban	–	–	975	2	–	–
Libéria	69 x	–	1 094	62	18 x	44 x
Libye	–	–	158	–	–	–
Liechtenstein	–	–	–	–	–	–
Lituanie	1	–	–	–	19	42
Luxembourg	–	–	–	–	19	42
Madagascar	78	78	677	7	16	49
Malaisie	0 x	–	-1	0	13	51
Malawi	71	–	1 049	17	15	52
Maldives	7 x	–	27	1	17	45
Mali	49 x	–	1 200	10	20	41
Malte	–	–	–	–	–	–
Maroc	3 x	–	1 369	1	17 x	48 x
Maurice	1	–	77	1	19	44
Mauritanie	6	–	318	7	18 x	42 x
Mexique	3	54	309	0	14	54
Micronésie (États fédérés de)	17	–	81	22	15	48
Monaco	–	–	–	–	–	–
Mongolie	0	–	236	2	20	42
Monténégro	0	13	100	2	20	40
Montserrat	–	47 x	–	–	–	–
Mozambique	69 x	–	1 815	12	15 x	51 x
Myanmar	–	–	1 169	2	–	–
Namibie	23 x	34	142	1	9	66
Nauru	–	–	31	25	–	–
Népal	15	–	1 216	6	20	42

TABLEAU 13. INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Pays et zones	Population en dessous du seuil international de pauvreté de 1,90 dollar É.-U. par jour (%)	Pauvreté monétaire nationale des enfants (%) ^W	Apport d'APD en millions de dollars É.-U.	Apport d'APD en % du RNB du pays bénéficiaire	Part du revenu des ménages (% , 2009–2013*)	
	2010–2014*	2010–2016*	2015	2015	40 % les plus pauvres	20 % les plus riches
Nicaragua	6	–	454	4	14	51
Niger	46	63 x	866	12	22	41
Nigéria	54 x	–	2 432	1	15	49
Nioué	–	–	–	–	–	–
Norvège	–	–	–	–	24	35
Nouvelle-Zélande	–	–	–	–	–	–
Oman	–	–	–	–	–	–
Ouganda	35	22	1 628	6	17	48
Ouzbékistan	67 x	13	448	1	19 x	43 x
Pakistan	6	–	3 790	1	22	40
Palaos	–	–	14	5	–	–
Panama	4	–	9	0	11	56
Papouasie-Nouvelle-Guinée	39 x	–	590	–	14	49
Paraguay	3	32	56	0	13	53
Pays-Bas	–	–	–	–	23	37
Pérou	3	–	332	0	14	50
Philippines	13	–	515	0	15	50
Pologne	0	–	–	–	20	41
Portugal	–	–	–	–	19	43
Qatar	–	–	–	–	–	–
République arabe syrienne	–	–	4 882	–	–	–
République centrafricaine	66 x	–	487	31	10 x	61 x
République de Corée	–	–	–	–	–	–
République de Moldova	0	13	313	4	–	–
République démocratique du Congo	77	–	2 599	8	16	48
République démocratique populaire lao	17	–	471	3	18	46
République dominicaine	2	–	278	0	14	53
République populaire démocratique de Corée	–	–	131	–	–	–
République tchèque	0	–	–	–	24	36
République-Unie de Tanzanie	47	29	2 580	6	19	46
Roumanie	0	38	–	–	23	36
Royaume-Uni	–	–	–	–	20	40
Rwanda	60	47	1 082	13	14	57
Saint-Kitts-et-Nevis	–	31 x	–	–	–	–
Saint-Martin	–	–	–	–	–	–
Saint-Siège	–	–	–	–	–	–
Saint-Vincent-et-les Grenadines	–	38 x	13	2	–	–
Sainte-Lucie	36 x	37 x	13	1	15 x	48 x
Samoa	1 x	–	94	12	16 x	50 x
Sao Tomé-et-Principe	32	–	49	15	21	40
Sénégal	38	49	879	7	17	47
Serbie	0	30	313	1	22	38
Seychelles	1	–	7	0	15	53
Sierra Leone	52	–	946	23	20	42
Singapour	–	–	–	–	–	–
Slovaquie	0	–	–	–	23	35
Slovénie	0	–	–	–	24	35
Somalie	–	–	1 254	23	–	–
Soudan	15 x	–	900	1	19	42
Soudan du Sud	43 x	–	1 675	21	13	51
Sri Lanka	2	–	427	1	18	47
Suède	–	–	–	–	23	36
Suisse	–	–	–	–	21	40
Suriname	23 x	–	15	0	– x	– x
Swaziland	42 x	–	93	2	12	57
Tadjikistan	20	–	426	5	22	40
Tchad	38	–	607	6	15	49
Thaïlande	0	–	59	0	18	45
Timor-Leste	47 x	48	212	8	22 x	41 x
Togo	54	–	200	5	14	52
Tokelau	–	–	–	–	–	–
Tonga	1 x	–	68	16	18	45

Pays et zones	Population en dessous du seuil international de pauvreté de 1,90 dollar É.-U. par jour (%)	Pauvreté monétaire nationale des enfants (%) ^w	Apport d'APD en millions de dollars É.-U.	Apport d'APD en % du RNB du pays bénéficiaire	Part du revenu des ménages (%; 2009–2013*)	
	2010–2014*	2010–2016*	2015	2015	40 % les plus pauvres	20 % les plus riches
Trinité-et-Tobago	3 x	–	–	–	–	–
Tunisie	2	–	475	1	18	43
Turkménistan	42 x	–	24	0	16 x	48 x
Turquie	0	33	2 145	0	16	47
Tuvalu	3	–	50	89	16	48
Ukraine	0	–	1 458	2	25	35
Uruguay	0	–	19	0	15	48
Vanuatu	15	–	187	–	18	44
Venezuela (République bolivarienne du)	9 x	–	37	–	12 x	51 x
Viet Nam	3	–	3 157	2	17	46
Yémen	–	–	1 531	4	–	–
Zambie	64	65	797	4	11	61
Zimbabwe	21	78	788	5	15	50

DONNÉES CONSOLIDÉES

Asie de l'Est et Pacifique	3	–	7 781	0	16	48
Europe et Asie centrale	–	–	7 950	1	20	42
Europe de l'Est et Asie centrale	1	–	7 950	1	19	44
Europe de l'Ouest	–	–	–	–	20	40
Amérique latine et Caraïbes	5	–	7 896	0	12	55
Moyen-Orient et Afrique du Nord	–	–	17 585	1	–	–
Amérique du Nord	–	–	–	–	16	46
Asie du Sud	19	–	15 530	1	20	43
Afrique subsaharienne	45	–	40 194	3	16	49
Afrique de l'Est et australe	40	–	22 915	3	16	50
Afrique de l'Ouest et centrale	–	–	17 279	2	16	48
Pays les moins avancés	40	–	42 980	5	18	45
Monde	13	–	96 936	0	17	46

Pour la liste complète des pays et zones dans chaque région, sous-région et catégorie de pays, voir page 150 ou consulter <data.unicef.org/regionalclassifications>.

Il n'est pas recommandé de comparer les données d'éditions consécutives du rapport *La Situation des enfants dans le monde*.

DÉFINITION DES INDICATEURS

Population en dessous du seuil international de pauvreté, de 1,90 dollar É.-U. par jour – Incidence de la pauvreté de 1,90 dollar É.-U. par jour aux prix internationaux de 2011. En conséquence des révisions dans les taux de change PPA, les taux de pauvreté d'un pays ne peuvent pas être comparés aux taux de pauvreté d'éditions antérieures.

Pauvreté monétaire nationale des enfants – Pourcentage d'enfants âgés de 0 à 17 ans vivant dans des ménages dont le revenu ou la consommation sont inférieurs au seuil de pauvreté monétaire national défini par le gouvernement.

SOURCES PRINCIPALES DES DONNÉES

Population en dessous du seuil de pauvreté fixé à 1,90 dollar É.-U. par jour – Banque mondiale.

Pauvreté monétaire nationale des enfants – Les données sont extraites de sources nationales officielles du gouvernement telles que les rapports sur la pauvreté et les recensements et enquêtes nationales sur les ménages du Bureau de statistique, et des bases de données régionales officielles telles que celles consignées par Eurostat. Les estimations nationales se basent sur des enquêtes portant sur les revenus ou les dépenses de ménages représentatifs.

APD – Aide publique nette au développement.

Part du revenu des ménages – Pourcentage du revenu qui revient aux 20 % des ménages ayant le revenu le plus élevé et aux 40 % des ménages affichant le revenu le plus faible.

APD – Organisation de coopération et de développement économiques.

Part du revenu des ménages – Banque mondiale.

NOTES

– Données non disponibles.

x Les données portent sur des années ou des périodes autres que celles indiquées dans la colonne de tête. Ces données ne sont pas prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales.

y Les données diffèrent de la définition standard ou se rapportent seulement à une partie d'un pays. Si elles font partie de la période de référence, ces données sont prises en compte dans le calcul des moyennes régionales et mondiales.

* Se rapporte à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.

La Situation des enfants dans le monde 2017 examine la manière dont la technologie numérique a déjà changé la vie des enfants et les possibilités qui s'offrent à eux – et s'interroge sur ce que l'avenir leur réserve.

Si elle est universellement accessible et exploitée correctement, la technologie numérique peut changer la donne pour les enfants laissés pour compte – que ce soit pour des raisons de pauvreté, de race, d'appartenance ethnique, de sexe, de handicap, de déplacement ou d'isolement géographique – en les connectant à un large éventail de possibilités et en leur fournissant les compétences nécessaires pour s'épanouir dans un monde numérique.

Mais à moins d'en élargir l'accès, la technologie numérique peut créer de nouvelles fractures qui empêchent les enfants de réaliser leur potentiel. Si nous n'intervenons pas maintenant pour tenir le rythme rapide des évolutions, les risques encourus en ligne pourraient rendre les enfants vulnérables plus susceptibles d'être exploités, maltraités, voire victimes de traite, et exposerait leur bien-être à des menaces plus subtiles.

Le présent rapport appelle à une action plus rapide, à des investissements ciblés et à une plus grande coopération afin de protéger les enfants contre les dangers d'un monde chaque jour plus connecté, et à faire profiter chaque enfant des possibilités offertes par l'ère numérique.

unicef 

pour chaque enfant

ISBN: 978-92-806-4931-4



© Fonds des Nations Unies pour l'enfance
(UNICEF)
Décembre 2017